

LA CLASSE OUVRIÈRE EN ALSACE PENDANT LA MONARCHIE DE JUILLET

THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée par

Marie-Madeleine KAHAN-RABECQ

PARIS
LES PRESSES MODERNES
IMPRIMERIE AU PALAIS-ROYAL
96, Galerie Beaujolais, Paris (1^{er})

1 9 3 9

**LA CLASSE OUVRIÈRE EN ALSACE
PENDANT LA MONARCHIE DE JUILLET**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547904_0026

LA CLASSE OUVRIÈRE EN ALSACE PENDANT LA MONARCHIE DE JUILLET

THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée par

Marie-Madeleine KAHAN-RABECQ

PARIS
LES PRESSES MODERNES
IMPRIMERIE AU PALAIS-ROYAL
96, Galerie Beaujolais, Paris (1^{re})

1 9 3 9



INTRODUCTION

Il semble que, depuis quelques années, les questions économiques aient acquis, dans le domaine historique, une importance nouvelle. Les bouleversements consécutifs à la guerre, comme aussi les revendications de plus en plus ardentes d'un prolétariat qui, chaque jour, prend davantage conscience de son importance, ont amené les historiens à étudier les origines et le lent développement d'un mouvement ouvrier dont l'ampleur est assurément un des traits caractéristiques de notre époque. Sans doute, il existait déjà des études précises et de grande envergure sur les classes laborieuses (1). Mais on peut dire qu'elles restaient en petit nombre par rapport aux productions de l'histoire diplomatique ou politique.

Depuis dix ans, au contraire, l'activité des chercheurs s'est particulièrement tournée vers les questions sociales. Chaque année, des ouvrages nouveaux, des articles nombreux, sont consacrés, soit aux répercussions générales ou locales de la transformation industrielle

(1) Cf. par exemple les *Enquêtes publiées par le Ministère du Travail* et particulièrement le tome I de ces publications : *Les Associations ouvrières typographiques*. Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux. (Paris, Imprimerie Nationale, 1900, 8°). B. N. 8° R. 16.733.

On peut citer encore :

AUDIGANNE : *Les ouvriers en famille* (5^e édition augmentée d'un manuel élémentaire des sociétés de secours mutuels et de la caisse des retraites) Paris, Capelle 1858, in-8°, B. N. R. 27.112.

AUDIGANNE : *Les populations ouvrières et les industries de la France dans le mouvement social au XIX^e siècle* (2^e éd. 1860. Paris, Capelle, 2 vol. in-8°). B. N. L17 9 A.

AUDIGANNE : *Les ouvriers d'à présent et la nouvelle économie du travail*. (Paris, Lacroix, 1865, in-8°). B. N. L17 23.

AUDIGANNE : *La nouvelle loi sur le travail des enfants et la famille ouvrière depuis trente-cinq ans*. (Paris, Douniol, 1874, in-8° pièce, 24 pages). B. N. Rp. 7509.

Du même auteur dans la *Revue des Deux Mondes*, 1853, t. I : *Les ouvriers de la Loire* ; t. III : *Les ouvriers du Midi dans les Cévennes* ; t. IV : *Les ouvriers des Montagnes noires* (p. 352 à 381) ; *Les ouvriers de la Provence* (p. 1178 à 1203) 1851-1852 : *Du mouvement intellectuel parmi les populations ouvrières*.

Nous laissons de côté ici les enquêtes multiples faites sous le règne de Louis-Philippe. Par suite de leur caractère tendancieux, elles ne peuvent, bien que constituant des documents de toute première importance, être classées sous la rubrique : « Etudes historiques ».

N'oublions pas le très intéressant ouvrage de LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières en France*. (Paris, 1859).

Les études de P. LEROY-BEAULIEU : *La question ouvrière au XIX^e siècle*. (Paris, Charpentier, 1872, in-18, 340 pages). B. N. R. 41.700.

Les sociétés coopératives de consommation en France et à l'étranger. (Paris, 1906, in-16). B. N., R. 21.806.

De l'état moral et intellectuel des populations ouvrières et de son influence sur le taux des salaires. (Paris, Guillaumin, 1868, in-18, 303 p.) B. N. 8°, L17 45.

Du même auteur dans la *Revue des Deux-Mondes* : *Les ouvriers de fabrique*, 1872.

Le travail des femmes et de la petite industrie, 1872.

Le socialisme et les grèves, 1870.

LEVAINVILLE : *Les ouvriers en coton dans la région de Rouen*. (Paris, 1913).

sur les conditions de vie du prolétariat, soit à la classe ouvrière elle-même, à ses aptitudes, à ses aspirations, ou à ses rapports avec le capitalisme (1). Poussés par le désir de mieux comprendre les phénomènes dont ils sont témoins, les historiens ont voulu rechercher les causes de ces phénomènes dans le passé. Des raisons analogues nous ont amenée à étudier une partie de l'histoire de la classe ouvrière.

Pourquoi avons-nous choisi la période qui s'étend entre 1830 et 1848 ? Pourquoi le prolétariat alsacien nous a-t-il paru intéressant ? C'est ce que nous allons essayer de dire en justifiant les limites de notre sujet dans le temps et dans l'espace.

Notons tout d'abord que, si l'on considère l'histoire générale de la France, le règne de Louis-Philippe correspond à une époque de paix extérieure comprise entre deux révolutions intérieures. Ces dix-huit années forment une période bien définie, caractérisée surtout par le triomphe de la bourgeoisie. Le régime du cens accorde exclusivement aux privilégiés de la fortune le pouvoir de faire les lois.

Par la Banque de France, la classe possédante dispose souverainement du crédit, tandis que par l'exploitation des chemins de fer, elle commande au mouvement du commerce et des échanges. Toute puissante dans l'ordre social par la propriété du sol, par la jouissance des capitaux, la bourgeoisie n'aspire plus qu'à l'affermissement de sa domination dans l'ordre politique et à l'augmentation de ses richesses dans l'ordre économique. L'avènement de Guizot, en 1840, couronne tous ses espoirs. « Tout est silencieux comme une nuit d'hiver enveloppée de neige, écrivait Heine, le 4 décembre 1842. Rien qu'un petit bruit mystérieux et monotone comme des gouttes qui tombent. Ce sont les rentes des capitaux tombant sans cesse goutte à goutte dans les coffres-forts des capitalistes en les faisant presque déborder ; on entend distinctement la crue continuelle des richesses des riches (2). »

(1) FESTY : *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de juillet 1830-1834*. (Paris, E. Cornely, 1908, in-8°, 360 p.). B. N. 2 exemplaires, 8° G. 8.202 et 8° Lb⁵¹ 5250.

M^{me} RIGAUDIAS-WEISS : *Les enquêtes ouvrières en France entre 1830 et 1848*, thèse pour le doctorat de l'Université. (Paris, 1936, in-8°). B. N. 8°, R. 44.177.

Ch. DOLLÉANS : *Histoire au mouvement ouvrier*, t. I, 1830-1871. (Paris, A. Colin, 1936, in-8°, 399 p.). B. N. 4° R. 4.569 (1).

G. LEFRANC : *Histoire du mouvement syndical français*. Paris, Librairie Syndicale, 1937.

A. ZÉVAËS : *L'Emeute des Quatre Sous à Anzin en 1833. La Révolution de 1848*, t. XXXIV, décembre 1937, janvier-février 1938. Paris.

Du même : *Le mouvement social sous la Restauration et la Monarchie de juillet. La Révolution de 1848*, t. XXXIII, sept.-oct.-nov. 1936

Yolande FRIEDMANN : *A propos d'une lettre inédite adressée à Louis Reybaud par un ouvrier parisien en 1868. La Révolution de 1848*, t. XXXIII, mars-avril-mai 1936,

M^{me} HARLOR : *Un ouvrier poète Gabriel Gauny, 1806-1889. La Révolution de 1848*, t. XXXIV, juin-juillet-août 1937.

M^{me} KAHAN-RABECQ : *La crise des subsistances dans le Haut-Rhin à la veille de la Révolution de 1848. La Révolution 1848*, mars-avril-mai 1937.

A.-M. GOSSEZ : *La situation sociale de l'ouvrier lillois du textile autour de 1848. La Révolution de 1848*, t. XXXIV, déc. 1937, janv.-fév. 1938.

M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les ouvriers poètes sous le règne de Louis-Philippe*. La Grande Revue, juill. 1936, etc.

(2) HEINE : *Lutèce*. (Paris Lévy frères 1855).

On s'explique dès lors que la prospérité de cette époque ait surtout frappé quelques historiens et fait l'objet de leurs études. On a oublié trop souvent que la fortune des industriels et des commerçants français avait eu pour contre-coup l'appauvrissement du prolétariat. On a cru que la Révolution de 1848 avait été causée essentiellement par le mécontentement d'une classe que sa propre richesse pousse à réclamer une plus grande part du pouvoir et l'on n'a pas vu, ou pas voulu voir, que la brusque explosion de Février avait été depuis longtemps préparée par les souffrances de la classe laborieuse, aggravées encore par la crise économique qui, en 1846-1847, sévit à travers toute la France (1).

A l'heure actuelle, et depuis quelques années déjà, une réaction se produit parmi les historiens. On soupçonne et on étudie de plus en plus les causes économiques et sociales de la Révolution de Février (2).

C'est pourquoi nous rappellerons en quelques mots les causes qui ont déterminé le prolétariat français à sortir de sa torpeur et à réclamer sa place au soleil.

En 1830, la classe ouvrière est complètement isolée. D'un trait de plume, la loi Le Chapelier, en 1791, a supprimé les corporations, sans se soucier de remplacer par une autre une institution qui assurait du moins aux ouvriers le bénéfice de l'association. Après 1848, les gouvernements s'occuperont des classes laborieuses, mais, en attendant qu'on voulût bien se soucier de ses intérêts, le prolétariat vécut

(1) Cf. QUENTIN-BAUCHART : *La crise sociale de 1848. Les origines de la Révolution de février*. Paris, Hachette, s. d.

« Si l'on se souvient que les plus misérables et les plus nombreux parmi les victimes de cette époque de transition se trouvaient dispersés par le travail à domicile, que ceux-mêmes que réunissaient les usines n'avaient encore jamais trouvé ni le temps, ni la possibilité de s'organiser et de se concerter, on se gardera d'une double erreur en ce qui concerne les événements de 1848 ; la première est d'accorder au malaise réel qui travaillait le monde de la production un caractère qu'il n'a pas, et de chercher la cause de la révolution dans la situation intolérable des populations laborieuses ; la seconde est d'attribuer également à la constitution vicieuse de la société française sous la Monarchie de Juillet les graves troubles sociaux qui suivirent le 24 février et dont la responsabilité immédiate remonte à cet accident politique et à l'arrêt qu'il provoqua dans l'existence économique du pays ».

Cf. aussi l'article publié par BOUSSINESQ : *Reims à la fin de la Monarchie de Juillet*. (La Révolution de 1848, t. XVIII-XIX, année 1921-1923) où, malgré l'évidence des faits qu'il a lui-même notés, l'auteur s'efforce de nier le lent éveil de la conscience de classe chez les ouvriers rémois et la désaffection progressive du régime constitutionnel, désaffection si évidente que le prolétariat prit les armes sitôt reçue la nouvelle de la Révolution de février.

Cf. encore W. SOMBART : *Socialisme et mouvement social au XIX^e siècle*. Paris, Girard et Brière, 1898 (page 43) « La Révolution de février en France n'est pas un mouvement prolétarien ; c'est plutôt la lutte d'une partie de la bourgeoisie — surtout des industriels radicaux — contre une autre, la haute finance ».

(2) V. TCHERNOFF : *Clubs et sociétés secrètes sous la Troisième République*.

« La Révolution de février a rarement été étudiée dans ses causes profondes et ses origines lointaines. Elle est, et elle était surtout, dans l'esprit de notre génération, l'effet de la malheureuse politique de Guizot, qui avait provoqué une crise de mécontentement sourd dans le pays et avait facilité par là un coup de main heureux, tenté avec succès par une poignée de républicains à Paris et accepté par la province, docile aux ordres de la capitale. Des études plus récentes ont montré le travail souterrain qui avait préparé les esprits à l'avènement du nouvel état de choses.

On a pu entrevoir sous la surface unie et en apparence tranquille de la vie sociale de 1830 à 1848 des courants d'opinion qui devaient faire éclater les cadres étroits du régime censi-

des heures angoissantes, la loi de 1841 n'étant qu'un palliatif très insuffisant aux abus dont il était la victime.

Or, c'est précisément entre 1830 et 1848 que l'influence de la transformation industrielle sur le sort de l'ouvrier devient sensible. Après 1848, le machinisme aura déjà produit ses plus grandes méfaits. L'emploi de ce qu'on appelait alors « les mécaniques » commencera même à procurer à la classe ouvrière quelques avantages. L'industrie sera plus concentrée. Les ateliers à domicile auront presque disparu. Ayant changé de conditions d'existence, les ouvriers auront changé aussi de mentalité. Leurs revendications seront plus nettement formulées, leur action plus concertée et plus vaste. C'est pourquoi nous avons arrêté notre étude au moment où l'histoire du prolétariat prend un caractère nouveau.

Le règne de Louis-Philippe marque donc une période particulièrement intéressante dans la genèse du mouvement ouvrier. Il ne faudrait pas croire cependant que la masse des travailleurs ait présenté partout la même physionomie. Les canuts lyonnais n'ont pas les mêmes idées que les tisserands lillois ; à leur tour, ceux-ci diffèrent profondément des ouvriers de Marseille et de Bordeaux. (1) Dans certaines régions de la France, les classes laborieuses ont été atteintes par les prédications des réformateurs, ailleurs, au contraire, toutes les tentatives de soulèvement ont échoué. Si l'on veut avoir une idée exacte de ce que fut la masse prolétarienne à cette époque, il est donc nécessaire de faire des études régionales. Or, celles-ci, jusqu'à présent,

taire pour frayer la voie au suffrage universel. Il est vrai que la propagande Saint-Simonienne et celle du Fouriérisme, l'extension de l'école icarienne, pendant cette période, avaient frappé les historiens. Thureau-Dangin, dans son « *Histoire de la Monarchie de Juillet* », croit devoir souligner cette agitation sociale à laquelle d'ailleurs il attribue le succès du coup d'Etat.

« Ces écoles philosophiques, dit-il, et beaucoup d'autres le répètent avec lui, avaient habitué les esprits à l'idée d'une autorité providentielle, exerçant des attributions des plus étendues, procédant par la voie dictatoriale, prête à sacrifier la liberté individuelle et ses plus nobles aspirations aux questions de bien-être économique et social. C'était, disait-on, le Jacobinisme appliqué à l'économie sociale qui devait conduire au Césarisme ».

Expliquer ainsi le coup d'Etat, c'est mal comprendre la portée profonde de l'action républicaine sous la Monarchie de Juillet et sous la Deuxième République ».

Voir aussi les nombreux articles parus dans différentes revues où divers auteurs ont clairement montré les répercussions de la crise économique de 1847 sur la situation matérielle et morale des travailleurs :

1° *Disette et vie chère en Ariège à la fin de la Monarchie de Juillet*. (Bulletin de la Société Ariégeoise, 1922, t. XV, p. 200-214).

2° *Le département de la Meurthe à la fin de la Monarchie de Juillet*. (P. Braun, La Révolution de 1848, 1919-1921, t. XV-XVI).

3° F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, d'après des documents inédits, Rennes, Imprimeries Réunies, s. d.

4° COMMISSAIRE (SÉBASTIEN) : *Mémoires et souvenirs de Sébastien Commissaire*, ancien représentant du peuple. (Lyon, Meton 1888, 2 vol. in-18). B. N. Ln²⁷ 37.536. (Dans une lettre à sa mère, il décrit l'état lamentable de la classe ouvrière).

5° *Lettres du procureur général de Metz, au Ministre de la Justice*. AN. BB¹⁸ 1462-5489. Ce fonctionnaire signale des troubles à Rethel, Sarreguemines, Saint-Avold, Grosblieders-troff, etc... On pourrait multiplier les exemples.

(1) Cf. BLANQUI (A.) : *Les classes ouvrières en France en 1848*. (Paris 1849, 2 parties en 1 vol. in-18). B. N. R. 29.271.

font presque complètement défaut. Ces diverses considérations nous ont amenée à déterminer les limites géographiques de notre sujet.

Notons tout d'abord que, dès 1830, l'Alsace est l'une des principales régions industrielles de la France (1). Sa population ouvrière nombreuse — on compte, en 1848, 80.000 ouvriers pour le seul département du Haut-Rhin (2) — a ressenti vivement les conséquences d'une transformation technique considérable. Par son importance même, la classe laborieuse alsacienne mérite une étude particulière.

On peut dire, en outre, que l'Alsace forme une région géographique bien déterminée. Sans doute, le triple dualisme qui caractérise, et surtout caractérisait vers 1830 la vallée du Rhin, peut, tout d'abord, attirer l'attention : Dualisme économique au premier chef. Sous le règne de Louis-Philippe, le département du Haut-Rhin est nettement industriel, alors que le Bas-Rhin reste franchement agricole ; dualisme des langues, toujours aussi prononcé, ensuite, et enfin, dualisme des religions, catholiques et protestants ayant toujours joué, dans la vie intellectuelle du pays, un rôle à peu près équivalent. Il est également vrai que l'Alsace forme une contrée aux zones géographiques bien tranchées, dont chacune a marqué son empreinte distincte sur l'homme. Le plantureux et riant village des plaines de loess, le village étroitement serré, bâti en calcaire blanc sur le vignoble ; la petite ville impériale et murée à l'entrée des vallées ; puis, çà et là, planant sur les hauteurs, des châteaux ruinés, les somptueuses fortifications de temps plus anciens encore ; telles sont dans leur rapport particulier, avec les différences de relief et de sol, les formes très déterminées, très individuelles et très précises que les établissements humains ont gardées en Alsace. Partout de petites autonomies tirant des conditions locales leur vie et leur physionomie propres (3).

Pourtant, malgré ses aspects divers, l'Alsace présente une incontestable unité due à son hydrographie et à son climat. Fleuves et routes se déroulent du sud au nord, cependant que la circulation transversale rencontrait, sous le règne de Louis-Philippe, de multiples obstacles. Quant au climat, il est remarquable. Il frappait, par quelque chose de plus clair et de plus lumineux, l'attention de Goethe. Il ne tombe à Colmar que la moitié de la hauteur moyenne de pluie que l'on constate à Fribourg-en-Brigau. L'apparition des feuilles est de quinze jours en avance sur l'Allemagne, et, en automne, de belles journées chaudes achèvent de faire mûrir les vins capiteux des côteaux sous-vosgiens. Par là, comme aussi par la présence dans la faune alsacienne, de quelques animaux d'origine franchement méridionale, — genette et lézard vert entre-autres —, l'Alsace se distingue nettement des deux régions qui la limitent : les Vosges et la Forêt Noire. Il semble

(1) Voir ci-dessous : Chapitre I : *L'industrie dans les départements alsaciens*.

(2) Voir ci-dessous : Chapitre V : *Mouvement de la population*.

(3) Cf. VIDAL DE LA BLACHE : *Tableau de la Géographie de la France*. — Lavis, Histoire de France, t. I, p. 228 et suivantes.

qu'une harmonie toujours présente s'exhale de cet ensemble que le regard peut partout embrasser : la montagne, la plaine, le fleuve. Les différences de terrains, l'autonomie de robustes individualités urbaines comme Mulhouse et Strasbourg, n'ont pas nui à l'unité de la contrée. Un large souffle de vie générale court à travers la vallée du Rhin. Par la longueur de son trajet et le travail qu'il a accompli, le fleuve s'associe inséparablement à la vallée dont il n'est pas l'auteur. Il la personnifie, il symbolise son rôle historique. Son nom seul est comme la condensation d'un long et mémorable passé.

Région frontière, l'Alsace a subi, au cours de l'histoire, maintes vicissitudes qui ont laissé leur empreinte sur le caractère des habitants, en même temps qu'elles déterminaient l'originalité de cette région, et lui donnaient une unité, renforcée encore par le triple dualisme déjà signalé qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Pour des raisons d'ordre historique ou géographique, la population alsacienne présente une physionomie particulière. Cette personnalité même a déterminé, à son tour, les limites de notre sujet. Bien qu'elle fût touchée, elle aussi, par l'indifférence du gouvernement dans le domaine de la législation du travail, la classe ouvrière s'est sentie moins abandonnée à son triste sort qu'en d'autres régions de la France. D'origine protestante, le patronat est soucieux des intérêts matériels et moraux des ouvriers qui lui sont confiés. Plus éclairés que la plupart des fabricants français contemporains, les entrepreneurs mulhousiens ont mieux compris aussi qu'il était de leur intérêt de préserver de la destruction complète une main-d'œuvre indispensable à leur prospérité. En avance sur leur temps, effleurés par les systèmes socialisants de Saint-Simon et de Fourier (1), ils ont été portés à introduire dans leurs usines des réformes philanthropiques intéressantes par leur conséquences multiples. Grâce à ces institutions, en effet, les ouvriers, amenés à considérer leurs chefs comme des bienfaiteurs, ont adopté envers eux, le plus souvent, une attitude reconnaissante. Ceci explique la rareté des grèves, des troubles et des émeutes comme aussi l'insuccès, au sein des masses ouvrières alsaciennes, de la propagande républicaine ou socialiste. Encouragée par un clergé zélé qui prêche la résignation et la soumission à l'ordre établi, séduite par la bienveillance intéressée du patronat, la classe laborieuse de la vallée du Rhin reste à l'écart des grandes agitations qui, en 1831, 1834 et 1840 secouent, pour quelque temps, le trône du roi bourgeois. C'est du moins ce qui ressort de l'étude des sources particulièrement nombreuses et importantes que nous avons pu consulter (2).

Les limites de notre sujet ayant été déterminées dans le domaine

(1) Cf. M^{me} KAHAN-RABEQ : *Les idées politiques et sociales des industriels alsaciens*. Alsace Française, mai 1937.

Cf. du même auteur : *La propagande fouriériste en Alsace*. Alsace Française, octobre 1937.

(2) Cf. pour plus de précision le chapitre XIII que nous consacrons ci-dessous à l'étude des grèves et des coalitions.

historique et géographique, il nous reste à établir ses limites sociales. La question est délicate. On pouvait, avant l'introduction du machinisme, diviser grosso modo la population des villes en deux classes : celle des patrons et celle des artisans. Cette même distinction est encore possible à l'heure actuelle. Entre ceux qu'on appelle les capitalistes et ceux qui forment le prolétariat, les différences sont telles qu'il est relativement facile de distinguer des groupes et de diviser les individus en « classes ». Une classe étant, si l'on adopte la définition de W. Sombart, « un certain nombre d'individus ayant les mêmes intérêts et notamment — ceci est définitif — les mêmes intérêts économiques, intéressés, par conséquent, à un certain mode de production dans une organisation donnée » (3). Les salariés ou prolétaires seront donc « ceux qui ne possèdent rien que leur force de travail ». Une telle définition peut-elle convenir à l'ensemble des individus que nous nous proposons de grouper sous la rubrique « classe ouvrière » ? Non.

Sans doute, les progrès du machinisme ont déjà eu pour effet de concentrer, dans certains centres, une main-d'œuvre abondante qui ne possède effectivement que la force de ses bras. Ici pas d'équivoque possible. Les ouvriers de telle grande filature de Mulhouse sont bien des prolétaires. Il existe, à vrai dire, quelques intermédiaires, mais ils ne sont pas assez nombreux pour former une classe à part et avoir des intérêts distincts. Les employés supérieurs doivent être rangés dans la classe des maîtres, les inférieurs épousent les intérêts des ouvriers, sans qu'il y ait, dans cette hiérarchie, aucune démarcation distincte (4).

Dans les campagnes, il existe aussi une catégorie d'hommes qui doit attendre toute sa subsistance de sa capacité de travail. Ce sont les journaliers qui louent leurs bras pendant la moisson, au moment des vendanges. Nourris, logés, payés par le maître, ils n'ont aucune propriété personnelle et rentrent, eux aussi, sans discussion, dans la catégorie des salariés.

Mais, entre ces deux pôles extrêmes, il existe, pendant la période qui nous occupe, une catégorie intermédiaire que les premières machines (métiers à tisser individuels) ont fait naître et que le développement rapide des grandes et coûteuses « mécaniques » fera disparaître, précisément entre 1830 et 1848. Nous voulons parler des « ouvriers-paysans ». Tisserands à domicile pour la plupart, ils restent attachés à leur métier pendant 14, 16 ou 18 heures par jour, au moment où la mauvaise saison rend impossible les travaux des champs.

(1) Cf. à la bibliographie l'énumération des dossiers que nous avons pu consulter. Il est bien entendu que nous ferons, en temps et lieu, un examen critique de ces sources nombreuses. Nous voulons simplement montrer ici que leur existence a, en quelque mesure, attiré notre attention sur la région alsacienne plus particulièrement.

(2) Cf. M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les Réponses du département du Haut-Rhin à l'enquête sur les conditions du travail industriel et agricole*, loc. cit.

(3) W. SOMBART : *Le socialisme et le mouvement social*, loc. cit.

(4) *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse*, 1839, p. 395.

Durant 6 ou 7 mois de l'année, ils travaillent pour le compte d'un patron auquel, effectivement, ils louent leur force de travail. Par là ce sont bien des ouvriers. Nous verrons même que ces salariés sont souvent plus exploités et plus malheureux que les autres.

Pourtant, outre leurs bras, ils possèdent un métier à tisser, et de ce fait, ils échappent déjà à la définition que nous avons donnée plus haut. Ils forment même une catégorie nettement distincte, si l'on considère que, la plupart du temps, ils sont propriétaires d'une petite maison, d'un jardinet, d'un bout de champ, d'une vache et d'un cochon. Nous ne pouvons plus dire qu'ils n'ont d'autres biens que leur force de travail. L'été venu, ils quittent le métier pour la charrue, taillent leur vigne et redeviennent agriculteurs. Économiquement, ce ne sont pas des prolétaires.

Ajoutons que, psychologiquement, ils diffèrent aussi nettement des ouvriers d'usine. Malgré la dure exploitation dont ils sont l'objet, ils restent moins enclins à se plaindre que leurs camarades des villes. Le fait qu'ils possèdent un arpent de terrain, ou quelques ceps de vigne, entraîne chez eux une certaine méfiance paysanne, en face des transformations politiques ou sociales. Par leur mentalité, ils forment aussi une classe à part. Leur amour de l'ordre, de la tranquillité, viendront tempérer les réclamations plus ardentes, les plaintes plus vives des ouvriers des villes, dont la concentration même développe la conscience de classe.

La dissémination des ouvriers-paysans les empêche de se rendre compte qu'ils ont des intérêts communs, de se grouper, de formuler des revendications collectives. Isolés dans les vallées, séparés les uns des autres, ils resteront à l'écart de la masse prolétarienne des villes, comme aussi des générosités du patronat, peu soucieux de favoriser des hommes dont il n'a rien à craindre.

Est-ce à dire qu'il faille laisser de côté cette classe intermédiaire ? Nous ne le croyons pas. Par certains côtés, en effet, les ouvriers paysans appartiennent bien au prolétariat. Durant toute une partie de l'année, ils n'ont d'autre ressource que la vente aux gros capitalistes des tissus qu'ils ont fabriqués en famille, pendant l'hiver. Qu'une crise survienne dans l'industrie cotonnière, que les commandes viennent à manquer, et voici le tisserand à domicile réduit à la misère, au même titre que le prolétariat des fabriques dont il constitue, malgré tout, l'un des éléments essentiels. Les ouvriers des villes, en effet, sont presque tous d'anciens tisserands à domicile. Ils ont conservé certaines habitudes de penser dues à leur origine. Leur mentalité s'expliquerait mal si on ne connaissait pas un passé qui, pour certains d'entre eux, est encore tout proche.

Notons aussi que la disparition progressive de l'ouvrier-paysan, ruiné par la concurrence et la concentration de la grande industrie, reste l'un des faits les plus intéressants de l'histoire sociale alsacienne. Cet anéantissement progressif d'une certaine catégorie sociale a

entraîné des mouvements de population considérables (1), il a amené une nouvelle répartition géographique de la classe ouvrière, il a eu pour conséquence, l'apparition d'une idéologie différente au sein des masses prolétariennes. Il ne nous a pas semblé possible de laisser de côté une catégorie d'individus dont la disparition allait avoir une si grave influence sur le sort de tous ceux qui composent incontestablement la classe ouvrière.

Ces diverses considérations ont dicté le plan de cet ouvrage. Après une indispensable étude du milieu dans lequel a évolué le prolétariat alsacien, nous verrons quelles furent les conditions de vie des trois groupes qui, à notre avis, composent la classe ouvrière sous le règne de Louis-Philippe : les ouvriers de la campagne (journaliers et domestiques agricoles), les ouvriers de la petite industrie ou industrie à domicile (tisserands et artisans de toutes sortes), les ouvriers de la grande industrie, groupés en fabrique dans des centres industriels bien déterminés ! A leur tour, ceux-ci présentent diverses catégories. La différence de salaire qui existe entre les femmes, les enfants, les apprentis et les ouvriers adultes, entraîne la formation de groupes distincts, dont les conditions de vie diffèrent. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à mettre en lumière la physionomie propre à chacun de ces groupes.

Une telle méthode présentait sans doute des inconvénients qui paraîtront peut-être assez graves au premier chef. Nous ne nous dissimulons point que la vie des journaliers ressemble étrangement, en certains points, à celle des ouvriers-paysans. Peindre l'existence des uns et des autres, en des chapitres différents, c'était s'exposer à un certain chevauchement des questions. Nous avons pensé, pourtant, que notre exposé gagnerait en clarté ce qu'il perdrait peut-être en vigueur. Nous avons estimé que le lecteur devait, avant tout, se faire une idée très nette et aussi complète que possible des conditions de vie des divers groupements ouvriers et des particularités que présente chacune des catégories que nous avons distinguées. Nous avons voulu que tel chapitre consacré aux ouvriers paysans, contint tout ce qui avait trait aux conditions d'existence des individus désignés sous cette rubrique. Nous espérons ainsi qu'un lecteur, curieux seulement du sort des femmes et des enfants, trouvera dans les pages que nous avons consacrées à ce sujet, des faits assez abondants pour satisfaire, au moins en partie, sa curiosité.

On pourra nous reprocher aussi de donner, au lieu d'une vue d'ensemble, des aperçus fragmentaires de la classe ouvrière du Haut et du Bas-Rhin. Sans doute, mais c'est que, justement, il est impossible de retracer à grands traits l'histoire du prolétariat alsacien, puisque ce prolétariat n'existe pas en tant que groupement homogène à évolution constante et doué d'une conscience collective. Il existe des pro-

(1) V. ci-dessous : Ch. VII.

létaires, mais ceux-ci présentent des conditions d'existence si diverses, ils ont, en présence des mêmes faits, des comportements si variés, qu'il était nécessaire ici de faire une étude beaucoup plus spatiale que chronologique.

Cette méthode peut paraître au premier abord assez éloignée des procédés d'exposition qu'on emploie d'ordinaire. Elle nous a été imposée par la nature et la complexité du sujet. Elle présentait, à nos yeux, le gros avantage de permettre au lecteur d'imaginer les faits conformément à leur complexité historique et humaine.

Quelles que soient d'ailleurs les catégories envisagées, il est certain que les classes laborieuses n'ont pas joué en Alsace un rôle aussi important que celui des canuts lyonnais, par exemple. Peu d'incidents dramatiques, en somme. La période qui s'étend entre 1830 et 1848 est une période à peu près calme. Notre étude sera plus statique que dynamique.

D'autre part, cette tranquillité même nous permettra une étude précise de l'évolution du prix des denrées et de l'évolution parallèle des salaires, cependant que la diversité des industries alsaciennes, l'existence d'un prolétariat rural, rendront possible une étude variée des conditions de vie des divers individus appartenant à la classe ouvrière. Rappelons, enfin, que l'attitude du patronat a donné une physionomie particulière aux ouvriers d'Alsace. Pour ces raisons d'ordre historique, économique ou social, il nous a semblé intéressant d'entreprendre l'étude qui fera l'objet des pages suivantes.

PREMIÈRE PARTIE

LE MILIEU

CHAPITRE PREMIER

L'Industrie dans les départements alsaciens.

On comprendrait mal l'histoire de la classe ouvrière en Alsace, et surtout les caractères particuliers du prolétariat du Haut et du Bas-Rhin, si l'on ignorait le milieu où les travailleurs ont vécu et évolué, et les circonstances géographiques et économiques, qui ont amené la formation, dans cette région, d'une industrie importante par la valeur et la quantité des produits fabriqués, comme aussi par le nombre d'hommes qu'elle fait vivre.

Les manufactures et les produits alsaciens tiennent, en 1830, une place très importante dans l'ensemble de la production française. Aux expositions de 1823 et 1827, les Frères Risler, fondeurs en métaux et fabricants en mécaniques et pompes à vapeur, ont déjà obtenu la médaille d'or. Aux mêmes expositions, les Frères Haussmann, filateurs de coton, obtiennent la même récompense. Au Logelbach, Herzog et Schlumberger, également filateurs, voient la qualité de leurs produits reconnue par une médaille d'argent. Rossewag, directeur d'une fabrique de gazes et toiles métalliques, obtient une médaille d'or. En 1825, William Fairbain, chargé par le Parlement Anglais de faire une enquête sur les conditions de l'industrie cotonnière, répond qu'il a trouvé celle-ci, en Alsace, « en bien meilleur état qu'il ne s'y attendait » (1). Un an plus tard, on compte dans le département du Haut-Rhin, 256 établissements industriels. La plupart d'entre eux sont consacrés à la filature, au tissage ou à la teinture du coton.

Dans les années de prospérité les filatures mécaniques d'Alsace produisent une grosse quantité de filés que les tisserands des vallées de la Doller, de la Fecht et de la Thur, n'arrivent pas à mettre en œuvre. Elles doivent les expédier dans les départements limitrophes, les Vosges et la Haute-Saône, et, jusqu'à la guerre de 1870, les tisserands des vallées vosgiennes fabriquent des toiles pour les usines mulhousiennes (2).

En 1831, le préfet du Haut-Rhin écrit (3) que les produits de l'industrie alsacienne sont célèbres dans toute la France pour leur bonne qualité, et que Mulhouse est une des villes qui ont obtenu le plus de

(1) REYBAUD : *La Haute-Alsace avant l'annexion et l'industrie cotonnière à Mulhouse*, Revue des Deux-Mondes, 1875, t. I.

(2) A. PERRIER : *L'évolution industrielle des vallées vosgiennes et de la Haute-Saône*, Annales de Géographie 1925, t. XXXIV.

(3) A. N. F¹² 2.446.

récompenses de premier ordre aux expositions de l'industrie française.

En 1837, Boersch (1) note que l'Alsace met en œuvre, à elle seule, plus du quart de tout le coton employé en France. Sur 40 millions de coton mis en travail dans notre pays : Amiens et sa banlieue entrent dans la consommation pour 600.000 francs, Paris et ses environs pour un million, Saint-Quentin pour 1.500.000 francs, Lille pour 6.000.000, le Haut et le Bas-Rhin pour 8.000.000, Troyes pour 10.000.000 et la Seine-Inférieure pour 12.000.000 ; c'est-à-dire que l'Alsace vient au troisième rang pour la fabrication des filés et des tissus de coton.

L'industrie alsacienne n'est pas moins importante si l'on considère le nombre d'ouvriers qu'elle emploie. Alors que, en 1814, les manufactures de coton fournissaient du travail à 17.400 prolétaires, en 1831 le nombre de ceux-ci atteignait 59.800, cependant qu'on estimait à 9.500.000 francs la valeur des produits de l'industrie alsacienne (2). Il est difficile, d'ailleurs, de se faire une idée exacte du développement industriel en Alsace entre 1830 et 1848. A cette date, l'enquête faite par les patrons dans les départements de l'Est, note qu'« une statistique industrielle complète, telle qu'elle existe pour d'autres centres manufacturiers, n'a pas été entreprise pour les départements de l'Est. La Société Industrielle en a fait faire une à grands frais en 1828, mais l'industrie alsacienne a subi, depuis lors, de tels changements que cette statistique n'a plus d'utilité réelle ». Les renseignements fournis par l'Enquête industrielle de 1848 sont incomplets, en dehors de ce qui concerne l'industrie cotonnière, et surtout pour les départements autres que le Haut-Rhin. On trouve bien, dans quelques ouvrages, des renseignements sur l'activité industrielle de tel canton, de telle ville ou de telle vallée, mais ces données fragmentaires ne nous permettent pas de dresser un tableau d'ensemble et surtout de suivre pas à pas l'évolution de l'industrie en Alsace (3).

L'enquête patronale (4) fournit pourtant de très précieux renseignements, puisque nous savons, grâce à elle, quelles étaient les principales industries de la région de l'Est en 1848, et combien d'ouvriers chacune d'elles employait. Malheureusement cette enquête a été faite

(1) BOERSCH : *De l'industrie cotonnière en Alsace*, Strasbourg, 1837, p. 30. Bibliothèque Universitaire de Strasbourg, M. 113.764.

(2) A. N. F12, 2.446.

(3) Nous utiliserons, au cours de cet exposé, les chiffres qui nous ont été fournis, soit par l'ouvrage de BAQUOL : *L'Alsace ancienne et moderne*. Strasbourg, 1849, 2 vol. in-8° (B. N. LK2 32) soit par celui de BOERSCH : *De l'industrie cotonnière en Alsace* (Strasbourg, 1837), soit par divers articles du *Bulletin de la Société Industrielle*, soit enfin par l'Enquête faite en 1848, sur les conditions du travail industriel et agricole. Parmi les ouvrages récents le livre de ROBERT LÉVY : *Histoire économique de l'industrie cotonnière en Alsace*, Paris, Alcan, 1912, nous fournira des indications très utiles.

(4) Nous désignerons ainsi l'ouvrage paru sous le titre suivant : « Réponses aux questions de l'enquête industrielle faite par l'Assemblée Nationale, recueillies et mises en ordre par les soins du Comité de l'Association formée à Mulhouse pour la défense du travail national et embrassant le rayon Nord-Est de la France (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Vosges, Doubs, Meurthe et Haute-Saône). Mulhouse, juin-juillet 1848. Cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque Universitaire de Strasbourg (M. 114.306).

pour les six départements de l'Est, et elle donne très souvent des chiffres concernant à la fois ces six départements. Elle nous apprend cependant, que, dans les deux départements alsaciens, la filature de coton met en œuvre 805.000 broches et fait travailler 19.600 ouvriers. Le tissage en couleurs occupe, à Sainte-Marie-aux-Mines et Ribeauvillé, 12.000 tisserands, 5.000 dévideuses et ourdisseuses, et 300 teinturiers. On compte dans le Haut-Rhin :

- 44 filatures à numéros moyens et fins, et 4 filatures en gros numéros comprenant ensemble 740.000 broches.
- 50 tissages, la plupart mécaniques, produisant 1.200.000 pièces de calicot par an.
- 19 fabriques d'indiennes et d'impressions sur tissus divers, produisant 600.000 pièces de 70 mètres, environ, par an.
- 3 grands établissements de construction de machines à Mulhouse et à Guebwiller.
- 7 à 8 de moindre importance à Mulhouse, Thann, Guebwiller, Altkirch, Niederbruck, Munster, Wesserling.
- 3 grandes papeteries près Rixheim, Munster, Colmar.
- Plusieurs papeteries de moindre importance.
- 1 fabrique de papier de paille à Aspach-le-Pont, près Cernay.
- 1 grande fabrique de papiers peints à Rixheim.
- 1 établissement d'affinage et de tréfilerie de cuivre à Niederbruck.
- 1 verrerie à Wildenstein, vallée de Saint-Amarin.
- 1 grande fabrique de quincaillerie et tréfilerie à Beaucourt, près Belfort.
- Plusieurs autres, moins importantes, sur divers points.
- 1 fabrique de pièces détachées pour filatures à Lautenbach.
- 3 fabriques de laines peignées, dont deux à Mulhouse et 1 à Malmerspach, près Thann.
- 1 filature de lin à Guebwiller.
- 40 à 50 tissages à bras à Sainte-Marie-aux-Mines et Ribeauvillé pour étoffes en fils de coton teints mélangés de laine ou de soie, produisant pour une valeur de 6.000.000 de francs par an.
- Un grand nombre de métiers isolés sont répandus dans les chaumières des environs.
- Des teintureries et blanchisseries en grand nombre.
- Des fabriques de bonneterie, surtout à Sainte-Marie-aux-Mines.
- De nombreux tissages à bras pour toile de lin et de chanvre et toiles d'emballage
- 3 tissages à la Jacquard, à Mulhouse.
- Des fabriques de draps à Mulhouse, Bühl, Colmar, Sainte-Marie-aux-Mines et Ribeauvillé.
- Des fabriques de rubans de soie à Guebwiller, Tagolsheim, près Altkirch, et Soultz.
- Des fabriques de produits chimiques à Thann, Rixheim, Mulhouse, Brunstatt.
- Des usines à gaz pour l'éclairage des villes de Colmar, Mulhouse et Thann, et plusieurs usines particulières.
- Une fabrique d'étoffes de laine feutrée à Bitschwiller, près de Thann.
- 1 tissage d'étoffes de soies diverses, à Thann.
- 6 établissements métallurgiques, hauts fourneaux et forges à Beaucourt, Morvillars, Niederbruck, Thann, Ferrette, Hirsingen.
- 1 fabrique de tuyaux en terre cuite comprimée, briqueterie et tuilerie mécaniques à Ollwiller, près de Soultz.
- 1 grand nombre de tuileries, notamment une à Altkirch avec faïencerie.
- Des tanneries dans toutes les villes du département.
- Des ateliers de chaudronnerie en grand à Mulhouse et autres points.

Dans le Bas-Rhin, on trouve :

I. — *Manufactures à moteurs mécaniques ou à feu continu :*

- 3 filatures de laine et tissage à la Robertsau.
- 3 — — — à Bischwiller.

- 3 filatures et tissages de coton à Huttenheim.
- 1 — — — à Haguenau.
- 3 — — — à Barr.
- 2 — — — à Dettwiller.
- 1 — — — à Strasbourg.
- 4 — de lin à Biblisheim.
- 1 tissage de toile à voiles à Fegersheim.
- 1 filature de laines et foulon à draps à Goersdorf.
- 1 — — — à Strasbourg.
- 3 cardages et filatures de laine à Andlau.
- 3 — — — à Barr.
- 1 tissage de mouchoirs de velours de soie à Strasbourg.
- 1 tissage de toiles de coton à Lutzelhausen.
- 3 — — — à Grindelbruch.
- 1 — — — à Muhlbach.
- 3 tissages de toile de coton à Sélestat.
- 4 tissages de toile de coton à Mertzwiller.
- 3 tissages de toile de coton à Obernai.
- 3 fabriques de martinets de cuivre rouge au Klingenthal.
- 2 — — — à Bouxwiller.
- 3 — — — à Epfig.
- 1 grosse quincaillerie à Molsheim.
- 3 grosses quincailleries à Barr.
- 2 — — — au Zornhoff.
- 1 — — — à Strasbourg.
- 1 fabrique de balances à bascule et constructions mécaniques à Graffenstaden.
- 1 fabrique de sucre indigène à Meinau.
- 1 raffinerie alsacienne au Wacken.
- 4 forges de fonte à Niederbronn.
- 4 fonderies à Mertzwiller.
- 2 verreries à Wingen.
- 4 papeteries à Reichshoffen, à Niederbronn et Oberbronn.
- 1 papeterie à Mutzig.
- 1 manufacture de tabacs à Strasbourg.
- 4 constructions mécaniques à Reichshoffen.
- 1 féculerie à Duttlenheim.
- 1 — — à Lingolsheim.
- 1 — — à Stotzheim.
- 1 — — à Fort-Louis.
- 1 fabrique de garance à Genderheim.
- 1 — — à Wasselonne.
- 1 — — à Haguenau.
- 1 — — à Strasbourg.
- 1 — de gants à la Montagne-Verte.

II. — Fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis :

- Imprimerie et lithographie à Strasbourg.
- Tanneries et fabriques de maroquin à Strasbourg, à la Ganzau, au Wacken.
- 1 fabrique de bitume à Lobsann.
- 1 fabrique d'asphalte à Pechelbronn.
- 1 fabrique de balances à bascule à Strasbourg.
- 1 fabrique de chapeaux de paille à Saar-Union.
- 1 fabrique de papiers peints à Strasbourg.
- 1 fabriques de pipe à Strasbourg.
- 1 teinturerie de cotons et toiles à Barr.
- 1 fabrique d'indiennes à Saint-Pierre.
- 1 fabrique de toiles cirées à la Robertsau.
- 1 — — — à Shiltigheim.

III. — Etablissements insalubres :

On peut citer :

- Des fabriques d'allumettes chimiques à Strasbourg.
- Des fabriques de produits chimiques à Strasbourg et à Bouxwiller.

- 1 fabrique de toiles cirées à Strasbourg, et à Bisheim.
- 1 fabrique de papiers peints pour tentures à Strasbourg.
- 1 fabrique d'amidon à Bisheim.
- 1 fabrique de noir d'or, de céruse à Hangenbieten.
- 1 fabrique de colle forte à la Gantznau et au Wacken.
- 1 usine à gaz à Strasbourg.
- 1 fabrique d'acide pyroligneux à Altwiller.
- Des mines et des fabriques de pétrole et de mastic bitumeux à Lampertsloeh et à Lobsann.

Au premier abord, la région alsacienne ne semble pas prédestinée à jouer un grand rôle industriel, surtout pendant la période qui nous occupe. L'Alsace est éloignée des marchés, le Havre et Marseille, où se font l'achat des matières premières et la vente des produits fabriqués. Région frontière, elle trouve à ses portes le rempart des douanes étrangères. Le Rhin qui pourrait être une admirable voie de transit, a presque toujours subi des dominations diverses qui en ont gêné l'usage. Enfin, à l'intérieur même des terres, des montagnes d'accès difficile ou couvertes de forêts entravent les communications, même entre des localités très voisines les unes des autres.

Pourtant des circonstances favorables ont permis à l'industrie de naître et de se développer dans les deux départements alsaciens. Notons d'abord la présence d'eaux courantes nombreuses et indispensables aux blanchiments des toiles. L'industrie n'est pas restée localisée à Mulhouse. Elle a conquis la plus grande partie du Haut-Rhin parce qu'elle trouvait partout de l'eau pure et claire pour le blanchiment, de grandes prairies pour le séchage, des routes nombreuses et commodés. Il ne faudrait pas dédaigner non plus les ressources du sous-sol.

Le territoire de la commune de Hirtzbach, au sud, et à une petite distance de la ville d'Altkirch, offre quelques sources de bitume sur les deux rives d'un petit ruisseau nommé Oehlbach. On en trouve également à Massevaux, dans des fissures de calcaire. Mais ces sources sont loin d'être aussi riches que celles de Pechelbronn et de Lobsann, dans le Bas-Rhin.

On signale des mines de houille à Saint-Hippolyte et à Roderen ; de nouveaux gîtes houilliers ont été découverts dans la colline d'Echery et sur le territoire de Sainte-Croix-aux-Mines. Penot, dans sa « *Statistique du Haut-Rhin* », parle de recherches assez considérables qu'on a faites pour mettre à jour de nouveaux gisements de combustible fossile, recherches qui sont restées sans résultat. Des traces de houille se rencontrent dans un grand nombre d'endroits, mais leur peu de puissance n'a pas permis l'exploitation régulière.

Des tourbières, très abondantes, existent à Roppe, Morvillars, Grandvillars, Courcelles, Dannemarie, Altkirch, Hirtzbach, Saint-Ulrich, Colmar, Wintzenheim, Wattwiller et Lapoutroie (1).

Le Rhin charrie de l'or en petites paillettes, quelquefois même dans

(1) BAQUOL : *loc. cit.*, page 235.

des cailloux de quartz. On n'a aucune donnée certaine sur les prétendues mines d'or des vallées de Saint-Amarin et de Sainte-Marie-aux-Mines. Accidentellement on a rencontré de l'or natif à Giromagny.

La vallée de Sainte-Marie était autrefois riche en mines d'argent de différentes espèces. Des mines de plomb sulfuré ou galènes se trouvent à Sainte-Marie-aux-Mines, à Auxelles-le-Haut, à Giromagny, etc.

On a découvert du plomb carbonaté dans les filons de Sainte-Marie-aux-Mines, du nickel arsenical amorphe accompagnant le cobalt arsenical dans les filons métallifères de Sainte-Marie-aux-Mines; du cuivre pyriteux à Auxelles-le-Haut, Giromagny, Sainte-Marie-aux-Mines, Saint-Amarin et Munster, du cuivre carbonaté bleu et du cuivre carbonaté vert dans les mêmes localités. Le département du Haut-Rhin est moins riche en fer que celui du Bas-Rhin. L'espèce la plus exploitée est le fer oxydé hydraté travaillé à Guebwiller, Soultzmatt, Saint-Amarin, Masseveaux, Wintzfellden, Lautenbach, Hartmannswiller, Thann, etc.

Enfin il existe des traces de zinc sulfuré, de cobalt, d'arsenic natif et de manganèse (1).

L'achèvement, en 1829, du canal du Rhône au Rhin, complété par l'embranchement sur Huningue, permit aux industriels de se procurer la houille, le fer et la garance dont ils avaient besoin, avant qu'il fût question des chemins de fer. Les autres canaux du département ne sont pas navigables, mais leurs eaux servent à l'irrigation ou bien à faire marcher les usines. Ils sont au nombre de quatre, savoir :

1^o Le Steinbächel qui joint la Doller à l'Ill, où il se jette près de Mulhouse ;

2^o Le canal de la Thur ou des Douze-Moulins, qui joint la Thur et la Lauch, au ban de Sainte-Croix ;

3^o Le canal de la Fecht, qui sort de cette rivière en amont de Turckheim et se dirige vers Colmar, où il se réunit à un bras de la Lauch. On le nomme Logelbach, du nom d'un village qui se trouvait autrefois sur ses bords, Mülhbach (canal des Moulins), du grand nombre des moulins qu'il met en mouvement, et Gerberbach (canal des Tanneurs), de la rue des Tanneurs qu'il traverse à Colmar.

4^o Le canal de Neuf-Brisach qui facilitait le transport des matériaux nécessaires à la construction de Neuf-Brisach dont il alimentait les fossés (2).

En outre, les vallées vosgiennes offraient la force motrice fournie par les ruisseaux et les chutes d'eau. Thann, Wesserling, Guebwiller, Munster, et plus loin, Sainte-Marie-aux-Mines, se remplirent de fabriques. Celles-ci gagnèrent aussi la plaine jusque dans les faubourgs de Colmar.

(1) BAQUOL : *loc. cit.*, pp. 234-235.

(2) BAQUOL : *loc. cit.*, pp. 229-230.

Lors de l'apparition des chemins de fer, les industriels alsaciens ont compris, parmi les premiers, quel parti on pouvait tirer de l'invention nouvelle. Dès 1839, un chemin de fer est établi de Mulhouse, à Thann. En 1841, on inaugure la grande ligne Strasbourg-Bâle.

Les immenses forêts vosgiennes fournissent à bon compte le bois dont les diverses industries ont encore besoin au début du règne de Louis-Philippe. Plus tard, le bassin du Nord, assez peu éloigné, enverra en Alsace, à des prix avantageux, la houille devenue indispensable.

Des circonstances économiques favorables ont encouragé une industrie que la géographie physique du pays favorisait déjà. Il existait, en Suisse, à la porte même du Haut-Rhin, une industrie cotonnière florissante. Les ouvriers employés dans cette industrie ont très souvent passé la frontière pour s'établir à Mulhouse et aux environs. Ils apportaient avec eux leur savoir-faire, leur expérience, et, dans certains cas, leurs secrets de fabrication, cependant que l'industrie de la laine, très ancienne en Alsace, fournissait un premier matériel à l'industrie du coton.

Le bon marché, l'abondance de la main-d'œuvre, ont puissamment aidé au développement de l'industrie. La densité de la population alsacienne permettait aux chefs d'établissement d'employer, à bas prix, toute une armée de travailleurs, facteur important à une époque où les opérations de la filature, du tissage et de l'impression se faisaient encore à la main.

Des circonstances politiques et juridiques ont également contribué à la naissance de l'industrie en Alsace. Très tôt, la liberté d'association fut accordée à l'industrie cotonnière par l'intervention du pouvoir royal et des pouvoirs locaux, par l'initiative privée des grands seigneurs (1).

Enfin, il faut noter que les industriels ont tiré merveilleusement parti des possibilités qui s'offraient. Il y avait parmi eux quelques familles catholiques — surtout les Herzog au Logelbach — mais presque tout le grand patronat du Haut-Rhin était composé de protestants. En dépit de la rapide évolution de la technique, le noyau primitif de la population mulhousienne se conserve intact, malgré les immigrations du dehors. Il possède on ne sait quelle énergie native qui renouvelle incessamment les forces de l'industrie. Tous les noms illustrés depuis cinquante ans par les progrès industriels, les Dollfus, les Koechlin, les Zuber, les Blech, les Schlumberger et d'autres encore, appartiennent au livre d'or de la capitale industrielle, où le génie manufacturier avait éclaté dès longtemps dans certaines fabrications abandonnées aujourd'hui. On aperçoit à Mulhouse, dans toutes les classes de la société, des habitudes de travail. A ces mœurs laborieuses, la grande cité joignit, de tout temps, un esprit d'association qui pro-

(1) Robert LÉVY : *loc. cit. passim*.

venait de l'ancienne division des corps d'état en « tribus » dont les membres étaient unis par des liens fort étroits. Peut-être faut-il attribuer à cette confraternité entre les individus d'une même profession l'usage où sont les fabricants de se communiquer leurs procédés et leurs découvertes au lieu de se cloquer chacun chez soi. Ce que l'un a seulement ébauché, un autre le développe ou le perfectionne, au grand bénéfice de la communauté tout entière. Libérale et hardie dans ses allures, l'industrie mulhousienne s'efforce, en toute occasion, de se placer haut, de manière à pouvoir embrasser les choses d'ensemble et viser à des résultats lointains. Nous devons signaler cette tendance, parce qu'elle se retrouve dans les rapports des manufacturiers avec la population ouvrière dont la physionomie si diverse et les mouvements imprévus contrastent avec l'unité d'origine et l'uniformité d'esprit des chefs d'établissement (1). Unis entre eux par des mariages, ceux-ci forment une aristocratie industrielle active et bienfaisante (2). Ces anciens patriciens d'une ville libre savaient s'associer, unir leurs efforts, se passer de l'État. C'est en 1826 qu'ils organisèrent la Société Industrielle de Mulhouse, devenue depuis si fameuse, pour étudier et susciter les améliorations techniques ou commerciales profitables à leurs fabriques. Elle refusa les subventions de l'État, du département, de la ville, mais elle accepta, pour tenir ses séances, l'hôtel qui lui fut donné par Nicolas Koechlin. Trois comités fonctionnèrent aussitôt : ceux de chimie, de mécanique et de commerce. La Société y joignait peu de temps après des comités d'histoire et de statistique, d'histoire naturelle, de beaux arts et d'économie sociale, appelée plus tard « Comités d'utilité publique » (3).

Si donc l'industrie alsacienne a prospéré et grandi, c'est que la Providence a doté ce pays d'un génie propre qui recélait en lui-même les moyens de surmonter tous les obstacles : l'âpreté dans le travail et l'esprit de recherche. Sur cette terre écartée, au milieu de ces montagnes habitées par des bûcherons rudes et pauvres, on a eu la main-d'œuvre à bon marché ; on a recherché, en outre, avec une infatigable sollicitude, tous les perfectionnements mécaniques qui pouvaient encore réduire les frais d'atelier.

L'esprit inventif des habitants se retrouve même dans l'agriculture. Dans le Bas-Rhin, celle-ci prospère grâce à l'emploi des méthodes nouvelles qui commencent à supprimer les jachères.

Les cultures industrielles, garance, tabacs, houblon, sont très développées : « Je ne puis quitter l'Alsace, écrit Dupin en 1837, sans rendre hommage à l'active industrie, au courage, à la persévérance, à l'esprit ingénieux, au patriotisme de ses bons et généreux habitants ».

(1) AUDIGANNE : *Les populations ouvrières*, etc., loc. cit., t. I, p. 192.

(2) Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre que nous avons consacré aux rapports entre les ouvriers et les patrons. Nous avons seulement montré ici quelle influence la personnalité des fabricants alsaciens a pu avoir sur le développement de l'industrie dans le Haut-Rhin.

(3) G. WEILL : *L'Alsace Française*. Paris, 1906, 1 vol. in-8° *passim*.

Ainsi des causes psychologiques se sont ajoutées aux causes politiques, juridiques, économiques et géographiques, pour favoriser l'éclosion et l'essor de l'industrie dans les départements du Haut et du Bas-Rhin. Il nous reste à expliquer pourquoi telles industries plutôt que telles autres ont pris naissance dans notre province frontitière.

L'industrie cotonnière est la plus importante, sinon la plus ancienne des industries du Haut-Rhin. Son origine remonte à 1755, époque où Jean Reber fonda le premier établissement pour la fabrication des étoffes à Sainte-Marie-Aux-Mines. Tout était à créer : filatures, teintures, tissages. Le fil se faisait encore à la main dans les cantons populeux et pauvres. Les fabricants donnaient le coton à filer à façon, le teignaient ensuite et le faisaient tisser dans la montagne. D'abord les filés, fabriqués à la main, furent trop faibles pour servir de chaîne. On les employait comme trame et on achetait à Eberfeld, pour la chaîne, du fil de lin blanchi. Ces étoffes portaient le nom de « siamoises ». Elles se tissaient en carreaux où dominait le rouge de garance et le rouge de Pernambouc, couleurs peu vives et peu solides. Pour les articles de luxe, on se servait de filés teints en rouge d'Andrinople, achetés à Marseille. Pendant un certain temps, une partie des filés employés était expédiée pour la teinture en Provence. Mais, en 1782, deux teinturiers du pays s'installèrent pour faire la teinture en rouge sur place. Ce fut un coup de fortune pour Sainte-Marie-aux-Mines, dont les établissements primèrent les fabriques de France en ce genre, à partir de la fin du XVIII^e siècle. Longtemps la couleur rouge joua le premier rôle dans les tissus de Sainte-Marie-aux-Mines. Son éclat et sa solidité lui acquirent une réputation bien méritée que les premières siamoises étaient loin de faire pressentir. Non seulement les fils teints servaient pour le tissage local, mais les marchands en vendaient au dehors des quantités considérables. Peu à peu, cette branche d'industrie s'étendit dans tout le pays. Les métiers à tisser se multiplièrent. En 1806, l'introduction de la filature mécanique réalisa de nouveaux progrès. Pendant l'Empire, grâce au protectionnisme de Napoléon, les filatures d'Alsace, favorisées par le mouvement de transit dont cette province était alors le siège, prirent un essor prodigieux. C'est à cette époque que les machines à vapeur furent introduites comme moteurs dans les filatures par Dollfus-Mieg. La Restauration suivit la même politique et l'industrie se développa encore, notamment celle des filés fins, puisque leur importation était interdite par la loi.

En 1818, il y avait 22.428 broches dans le Bas-Rhin, et 47.908 broches dans le Haut-Rhin. En 1827, on compte déjà, dans le Haut-Rhin, 466.363 broches. En 1834, 700.000 broches sont en activité dans 56 filatures, dont 40 sont situées dans le Haut-Rhin, 4 dans le Bas-Rhin, et 12 sur la lisière des Vosges, de la Haute-Saône et du Doubs. On y ajoutait 120.000 broches en construction, de manière que l'année suivante, c'est-à-dire en 1835, le nombre de broches en

activité s'élevait à 800.000. Celles-ci employaient annuellement 9 millions à 9 millions et demi de coton brut qui produisaient 8 millions de kilos de coton filé, évalués à 45 ou 50 millions de francs et nécessitant 45 ou 50 millions de capitaux, investis en bâtiments, machines, appareils et outils nécessaires à la filature. Malgré les crises, malgré un régime douanier qui mécontenta souvent les industriels, la filature de coton ne cesse de prospérer, puisque, d'après l'*Histoire Documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, on comptait dans cette ville en :

1834,49 filatures avec 540.000 broches.

1839,49 filatures avec 683.000 broches.

1844,49 filatures avec 763.734 broches.

1846,45 filatures avec 779.300 broches.

Par suite de l'introduction des filatures mécaniques, les produits du tissage s'améliorèrent en même temps que l'approvisionnement des filés devenait plus facile. Sous l'effet de la prohibition des tissus étrangers, beaucoup d'ouvriers suisses habiles quittèrent leur pays, émigrèrent en Alsace, et contribuèrent à perfectionner nos articles. Lorsque tomba le système continental, à partir de 1814, le changement survenu dans les conditions du commerce, obligea nos fabricants à faire, à côté des tissus communs pour l'impression, des tissus fins de qualité supérieure pour la vente en blanc. Ils ne tardèrent pas à livrer des percales susceptibles de soutenir la concurrence des meilleurs produits de l'Angleterre par leur force, leur beauté, leur finesse. Les tissus alsaciens acquirent une réputation qui s'est maintenue depuis. Ainsi l'extension des débouchés activa la production. De nombreux établissements nouveaux s'élèverent. Exigeant moins de capitaux que les filatures, exigeant aussi moins de transport, les tissages se disséminèrent plus aisément dans les villages, dans les localités retirées des montagnes. En quatre ans le nombre de métiers fut porté de 20.000 à 30.000. Peu de communes qui n'eussent leur atelier ou n'envoyassent des ouvriers aux fabriques voisines. On installait des métiers jusque dans les granges et dans les caves. Il en résulta un excès de production qui amena, de 1822 à 1823, une baisse d'un tiers sur le prix des calicots. Que firent les fabricants ? Au lieu de réduire le travail, ils avisèrent à diminuer les prix de façon par l'amélioration des procédés. D'une part, l'Angleterre leur fournit des métiers à marche plus rapide, d'un autre côté, la filature perfectionna les fils de chaîne qui laissaient trop à désirer pour le tissage mécanique. La consommation augmenta bientôt et on introduisit une quantité d'articles nouveaux, tels que madapolam, jaconas, mousseline façonnée, satins unis, coutils rayés. Ces produits nouveaux et l'abaissement du prix rendirent au tissage son essor. En 1827, 720.000 pièces fabriquées dans le Haut-Rhin avaient une valeur de 20.000.000 de francs,

en 1834, 2 millions de pièces tissées dans le même département étaient évaluées à 80 millions (1).

L'impression sur étoffes tient, en Alsace, une place très importante. La première en date, elle a déterminé l'essor de la filature et du tissage du coton, de la construction des machines, de la fabrication des produits chimiques.

C'est en 1846 que fut établie à Mulhouse la première fabrique de toiles peintes sous la raison sociale Koechlin-Smaltzer et Cie. En peu d'années, les fondateurs réalisèrent des produits assez considérables pour fonder quantité d'établissements indépendants pour l'impression des tissus en couleur, sur le cours du Steinbâchel, dérivation de la Doller, dont les eaux se prêtaient d'une façon toute particulière au blanchiment et à l'application des couleurs. Vers 1830, la Statistique du Haut-Rhin indique, dans ce département, 27 établissements occupant ensemble 3.847 tables à imprimer et 30 machines avec 11.248 ouvriers et une production de 141.708 pièces en mouchoirs, 17.450 pièces d'impressions sur mousseline, et 368.777 pièces sur calicot, chaque pièce mesurant 26 à 29 aunes de longueur.

Les fabricants devaient offrir sur les marchés des tissus d'un goût très sûr, mais aussi d'une exécution délicate, d'où la nécessité, pour eux, d'inventer des machines perfectionnées susceptibles de satisfaire à toutes les exigences. C'est pourquoi la plupart des inventions techniques relatives à l'impression sur étoffes ont une origine alsacienne quoique, en Angleterre, la fabrication des toiles peintes soit beaucoup plus considérable, par la quantité des produits comme par le nombre des ouvriers employés (2).

Filatures, tissages et impressions faisaient vivre, dès 1831, et dans les diverses localités du Haut-Rhin, quantité d'établissements dont voici la liste.

Mulhouse

Impressions : Nic. Koechlin et frères.

Grosjean-Koechlin.

Blech Frères.

Schlumberger-Koechlin.

Thierry-Mieg (à citer pour le rouge Andrinople).

Dollfuss-Mieg et Cie (une des plus considérables fabriques).

Tissages : Daniel Baumgartner et Cie (rivalisant avec la percale anglaise).

Charles Mieg.

Martin Ziegler.

Bourcart père et fils (tissage mécanique).

A Mulhouse, les premières maisons d'impressions réunissent à la fois le tissage et la filature. |

Constructeur de machines : André Kœchlin.

(1) Charles GRAD : *Etudes Statistiques sur l'Industrie de l'Alsace*, t. II. Questions ouvrières, Colmar, 1879-1880.

BÆRSCH : *De l'industrie cotonnière en Alsace*, loc. cit.

(2) Notice sur le commerce et l'industrie en Alsace, p. 11. Strasbourg, 1873, in-16, 32 p., B. N., 8°, V. 30.238.

Guebwiller

Nicola Schlumberger	Filature et construction de machines.
Ziegler et Cie	Tissage et filature.
Witz Greuter et Cie	Impression-Tissage.
Zimmermann frères et Baumlein	Tissage.

Colmar

Haussmann frères	Impression (occupant 2.900 ouvriers).
Herzog	Filature.
Bastard Frères	Cotonnades et madras (occupaient en 1826, 1.100 ouvriers. On estimait à 500.000 francs la valeur annuelle de leurs produits).

Cernay

Zurcher et Cie	Impression.
Witz-Blech	Impression.
Sandoz-Baudry	Tissage du calicot.
Witz Frères	Blanchisseries.

Munster

Hartmann et Fils	Première maison d'impression.
Jacques Hartmann	Filature de premier ordre.

Thann

Robert Bovet et Cie	Ancienne maison d'impression.
Liebach Hartmann	Impression.

Vieux-Thann

Merzdorff Frères	Blanchisserie.
------------------	----------------

Willers

Isaac Koechlin	Le plus grand tissage mécanique.
----------------	----------------------------------

Wesserling

Gros-Davillier-Roman et Cie	Au 1 ^{er} rang des manufactures d'impression.
--------------------------------	--

Ensisheim

Titot et Chastellux	Tissage, calicots, tapis et industries diverses.
---------------------	--

Ribeauvillé

Weisgerber et Kaiser	Tissage en couleur et teinturerie.
Schmidt et Salzmann	— — —

Sainte-Marie-aux-Mines

Blech Frères	Tissage de guingham.
Reber et Cie	—
Lamoureux et Frommel	—
Ellmer Frères	Blanchisserie, apprêtage.

Pont-d'Anspach

Samuel Koechlin et Cie	Blanchisserie.
---------------------------	----------------

L'industrie de la laine trouvait, dans le pays même, sa matière première ; aussi est-elle plus ancienne en Alsace que l'industrie cotonnière. Elle doit y exister depuis l'introduction du mouton. Cet animal cependant ne se trouve pas en Alsace en nombre suffisant et son élevage fut progressivement abandonné par suite des progrès de l'agriculture. En Alsace, le climat sec et brûlant de l'été, la nature légère et perméable de nombreuses terres ne favorisent pas la végétation herbacée sans laquelle le bétail ne prospère pas. En outre, le morcellement excessif de la propriété, l'extension des cultures intensives et des cultures industrielles restreignent tout particulièrement les possibilités d'élevage du mouton, animal de grand parcours, qui devient d'un entretien difficile et coûteux avec un sol très divisé et très cher. Lorsque chaque village possédait son pâturage communal, on pouvait nourrir un grand nombre de bêtes à laine. Mais la jachère disparaissant peu à peu, la région du Sundgau, autour d'Altkirch, fut bientôt la seule où l'on pût élever des moutons.

Dès le ^{xvii}^e siècle, les fabricants employaient beaucoup de laines de Bohême et de laines de France (Mulhouse était alors État indépendant). Malgré des droits énormes sur l'importation des laines étrangères dont les fabriques de l'Alsace consommaient une grande quantité, l'industrie des draps continua à se développer. De 1810 à 1820, plusieurs filatures de laine s'établirent dans le pays. Jusqu'en 1820, les laines continuèrent à être filées à la main. L'introduction des machines pour la filature mécanique suscita aux fabricants de Mulhouse une forte concurrence. De différents côtés s'élevèrent de nouvelles fabriques de draps. Il y en avait déjà à Colmar, à Thann, à Guebwiller, à Sainte-Marie-aux-Mines, à Bühl. Dans cette dernière localité, la maison Thyss et Cie produisit, à la fin du Premier Empire, des draps d'une grande perfection, des cuirs de laine susceptibles de concourir avec les meilleures qualités d'Elbœuf et de Louviers. Cette même manufacture livrait aussi des articles légers pour habillement d'été, puis une sorte de mi-drap croisé appelé « circassienne » servant pour manteaux de dames. Avec la concurrence, les procédés de fabrication s'améliorèrent dans tout le pays (1).

Au ^{xviii}^e siècle, on comptait à Mulhouse une soixantaine de fabriques de draps plus ou moins grandes ; cette industrie était alors la plus importante. La Suisse absorbait la majeure partie de la production. Après la réunion de Mulhouse à la France, un nouveau débouché s'ouvrit. Plus tard, le Piémont acheta la plupart des draps Mulhousiens. Ce fut donc une grande perte pour l'industrie drapière, lorsque, en 1814, le Piémont fut détaché de la France, ses frontières entourées de douanes et l'entrée des draps étrangers grevée de forts droits qui, perçus au poids, équivalaient à une prohibition pour la draperie com-

(1) *Histoire statistique de l'industrie de la laine en Alsace*, par Charles GRAD. (Revue d'Alsace, juillet-août-septembre 1879).

mune. Peu à peu les fabricants abandonnèrent leur état ; d'autres, stimulés par les progrès de l'impression au rouleau, s'attachèrent désormais à la fabrication des draps utilisés par les manufactures de toiles peintes. Si les manufacturiers impriment si bien et avec une telle perfection les dessins les plus délicats gravés au rouleau, c'est grâce à la bonne qualité du drap (1).

Malgré la décadence progressive de l'industrie lainière, celle-ci tient encore une place importante, en Alsace, entre 1830 et 1848. Le *Bulletin de la Société Industrielle* de 1834 note qu'elle mérite une attention particulière. Une maison de Bühl fabrique des draps fins et occupe environ 400 ouvriers ; toutes les opérations depuis le lavage de la laine jusqu'au décatissage s'exécutent dans l'établissement. A la même date, 5 manufactures où l'on fabrique des draps servant à l'impression au rouleau occupent 350 ouvriers. Leurs produits sont exportés en France, en Russie, en Suisse et en Allemagne.

L'introduction du coton, l'emploi du linge et des bas de coton, les progrès de l'industrie cotonnière restreignirent l'usage des toiles de lin et de chanvre. Seuls, les campagnards continuèrent à se servir de ce textile qu'ils cultivaient, filaient et tissaient eux-mêmes, et qu'ils employaient à l'état pur, pour leur linge, ou mélangés avec de la laine pour leurs habits. Au Kaysersberg, J.-B. Leclaire s'était occupé de perfectionner les moyens jusqu'alors employés pour la filature du lin et du chanvre, mais il ne put donner à ses essais le développement nécessaire pour arriver à des résultats satisfaisants. Plus heureux que Leclaire, J.-J. Vetter, de Mulhouse, après avoir été étudié en Angleterre les procédés de cette fabrication, importa dans le Haut-Rhin, en 1833, divers perfectionnements qui permirent à l'industrie lainière alsacienne de rivaliser avec celle des Anglais (2).

En 1838, la fabrique J. Schlumberger-Schwartz appliqua le métier Jacquard au tissage du lin, mais ces diverses tentatives n'eurent pas le succès qu'on espérait. L'industrie du lin et du chanvre resta une industrie locale. En 1879 (3), Charles Grad note encore que le chanvre et le lin produits par les cultivateurs du pays se filent au rouet et se tissent à façon sur des métiers à bras.

Divers essais furent faits également pour développer dans le Haut-Rhin l'industrie de la soie.

En 1831, Fournet, ingénieur en chef du Haut-Rhin, montre que la culture du mûrier blanc est parfaitement possible dans le département et que l'élevage des vers à soie peut y donner d'aussi bons résultats qu'ailleurs.

En 1831 Adam Folzer, propriétaire à Tagolsheim, déclare qu'il possède une belle plantation de mûriers avec le produit desquels on pourrait nourrir 80.000 vers à soie (4).

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, p. 77.

(2) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1834, p. 453.

(3) Ch. GRAD : *Etudes statistiques sur l'Alsace*, loc. cit., t. I, p. 224.

(4) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1831, n° 18, p. 383.

Enfin, en 1838, le Bulletin de la Société Industrielle consacre tout un article à la culture du mûrier. Cette société a envoyé Foltzer à ses frais et à ceux de Daniel Kœchelin-Schouch, dans les environs de Paris pour y suivre le cours pratique de Camille Beauvais sur l'élevage des vers à soie et la culture du mûrier.

Les soies de la récolte de 1836 furent achetées par Nicolas Kœchlin pour être transformées en étoffe dans ses nouveaux ateliers (1).

Il faut croire cependant que les résultats obtenus ne répondirent pas aux espérances, puisque, à partir de 1839, on ne trouve plus trace des efforts faits pour développer, en Alsace, la culture du mûrier. L'industrie de la soie se développa pourtant, indépendamment de la sériciculture. La première fabrique de rubans fut fondée dans le Haut-Rhin en 1804. Jean de Bary et Bishoff qui possédaient alors un tissage de rubans à Bâle, transportèrent une partie de leurs établissements au château de Guebwiller qu'ils venaient d'acquérir à cet effet. Les ouvriers furent également amenés de Suisse et logés dans les dépendances du château, où ils travaillaient par ménages. Chaque famille desservait un nombre de métiers (deux ou trois au plus), correspondant au nombre de ses membres. Chacune pourvoyait elle-même aux opérations préparatoires de l'ourdissage et du dévidage. Ainsi, le château de Guebwiller formait moins une manufacture — dans le sens propre du mot — qu'une vraie cité ouvrière, où chaque ouvrier travaillait chez soi.

En 1806, une autre maison bâloise, celle de Preiswerk, établit une succursale semblable à celle de la maison de Bary et Bishoff, au Lutzelhoff, près Mulhouse. Une troisième maison, fixée à Soultz pour la même industrie, vers la même époque, liquida ses affaires après quelque temps. A Guebwiller, les fils de Bary-Merian substituèrent, à partir de 1832, le travail par ateliers à l'ancien mode de travail en ménage. Ne pouvant se plier à cette réforme, les ouvriers suisses quittèrent l'établissement pour retourner dans leur pays. Ils furent remplacés avec avantage par des ouvriers alsaciens. En même temps, Bary introduisit dans la fabrication des améliorations notables. A l'article uni, seul fabriqué à l'origine, il ajouta les tissus de basse-lisse. Peu à peu, il substitua, non sans peine, le tissage mécanique au tissage à bras (2).

A côté des industries textiles, les industries extractives ont joué un rôle important en Alsace. Les mines de fer sont seules exploitées dans le Haut-Rhin en 1830 ; elles fournissent à la consommation de 5 hauts-fourneaux qui produisent annuellement 300.000 kilos de fonte. Une partie de cette fonte est employée en première et en deuxième fusion ; le reste est converti en fers qui sont en général d'excellente qualité. Ceux de Belfort sont éminemment propres à la fabrication des armes. En 1834, les hauts-fourneaux et les forges marchent encore

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1838, n° 47, pp. 158 à 167.

(2) CH. GRAD : *Etudes Statistiques sur l'Alsace*, loc. cit., pp. 217-218.

au charbon de bois, d'après un système suivi depuis plusieurs siècles. Ce n'est guère que dans les souffleries que des améliorations notables ont été introduites. La rareté du minerai et les prix toujours croissants du combustible rendent très difficile la situation de ces établissements. Ils se soutiennent grâce aux droits d'entrée très élevés qui frappent les fontes et les fers de provenance étrangère.

Par contre, l'industrie qui s'occupe de la construction des machines est dans l'état le plus florissant. En 1827, il n'existait que deux ateliers de construction, et trois fonderies de seconde fusion ; en 1834, on compte 8 ateliers de construction principaux, 6 fonderies de seconde fusion pour les fers et une fonderie pour les rouleaux en cuivre destinés à l'impression, sans compter les ateliers de construction particuliers établis dans beaucoup de fabriques et ceux d'un grand nombre de maîtres mécaniciens, qui font des pièces détachées ou des réparations.

C'est surtout l'industrie du coton qui a provoqué ce grand développement. Les filatures et les tissages doivent être mis, sous ce rapport, en première ligne ; les impressions au rouleau, le calendrage et diverses autres opérations de la fabrication de l'indienne ont aussi contribué au développement de la construction des machines. En outre, le besoin de forces supplémentaires, le désir de mieux utiliser les cours d'eau, ont donné naissance à l'établissement de nouvelles machines à vapeur et à moteurs hydrauliques perfectionnés.

Les premiers établissements de construction de machines furent établis à Cernay. Ils produisaient des machines pour les filatures de coton, et des machines destinées à l'impression et au tissage. Quelques années plus tard, ces établissements disparurent. A Mulhouse furent jetées les bases d'une usine qui s'est développée depuis lors et qui est connue aujourd'hui sous le nom de Société Alsacienne de Construction Mécanique.

Enfin, les chemins de fer parurent et les ateliers du Haut-Rhin trouvèrent une nouvelle branche d'activité dans la construction des locomotives.

En 1826, les hauts-fourneaux de Belfort employaient 400 ouvriers et fabriquaient en fer, en barres, martinets et moulages en fonte, 450.000 kilos de produits dont on estimait la valeur à 337.000 francs. En 1839, le nombre des ouvriers employés par l'industrie métallurgique dans le Haut-Rhin, s'élevait à 2.400 (1).

Dans le Bas-Rhin, en 1848, les hauts fourneaux, et les martinets de Niederbronn donnent de l'ouvrage à 4.115 ouvriers, cependant que les mines d'asphalte de Lobsann, occupent une centaine de travailleurs.

Les carrières de la vallée de Kronthal, celles des environs de Molsheim, emploient des ouvriers nombreux.

(1) *Notice sur le développement des principales industries de Mulhouse depuis le début du XIX^e siècle jusqu'en 1920*, Mulhouse, Bader, 1920 (15 pages).

Fondée en 1807 par Ch. Kestner, la fabrique de produits chimiques de Thann ne fournit d'abord que de l'acide sulfurique, de l'acide tartrique, de l'acide nitrique et des sels d'étain. En 1819, les propriétaires de cet établissement lui adjoignirent une succursale à Bellevue, près Giromagny, pour les produits dérivés de la distillation du bois : charbon, acide pyroligneux, pyrolignite de plomb, de fer, méthylène et acide azotique. Quelques années plus tard, la maison de Thann introduisit la fabrication du sel de soude et celle de l'acide chlorydrique auxquels s'ajoutèrent quantité d'autres articles (1).

En dehors de ces diverses industries, on trouve encore des papeteries à Rappentzwiller. L'horlogerie et la quincaillerie font vivre, à Beaucourt, dans les Établissements Japy Frères, près de 3.000 ouvriers. Enfin, dans toutes les villes importantes des imprimeries lithographiques et typographiques, emploient de nombreux travailleurs.

La culture étant très développée, de nombreuses industries dérivées de l'agriculture ont pris naissance en Alsace. On trouve dans le Bas-Rhin, des huileries de chanvre, de lin, de navette, de noix, de pavots. Les fromageries de Munster fournissent, en 1830, 900.000 kilos de fromages par an. L'abondance des fruits, la culture de l'orge et du houblon, ont donné naissance aux distilleries où l'on fabrique les eaux-de-vie de marc et de cerises, et aux brasseries nombreuses, surtout à Strasbourg et dans le Bas-Rhin. Les moulins, les fabriques d'amidon, les tanneries, réclament de la main-d'œuvre. On peut signaler encore des fabriques de sucre de betterave, telles que celle de Kœchlin, à Hombourg. Enfin, dans les villages de multiples industries à domicile occupent hommes, femmes et jeunes filles : confection de chapeaux de paille, de bas et bonneterie. Dans les environs d'Obernai, les tricoteurs de chaussons, fournissent 5.000 chaussons par an. Les habitants du canton de Villé augmentent leurs maigres ressources par le fourrage des pantoufles. Les poteries du Bas-Rhin, celles d'Oberbetschdorff surtout, sont déjà célèbres. Dans le canton de la Petite-Pierre, la verrerie de Wingen, une fabrique de pipes de terre, deux fabriques d'allumettes chimiques, une papeterie forment un petit noyau industriel au milieu d'une population agricole (2).

L'importance et la variété des industries alsaciennes, comme aussi l'esprit de recherche et la solidarité des industriels, expliquent que les premières transformations techniques se soient faites dans les départements du Bas et du Haut-Rhin. Alors que, dans certaines

(1) Ch. GRAD : *Etudes Statistiques sur l'Alsace*, loc. cit., passim.

(2) Nous n'insistons pas davantage sur cette question, ce chapitre ayant seulement pour objet d'expliquer l'importance numérique de la classe ouvrière, en Alsace. On trouvera de plus amples données et, en particulier un historique assez détaillé de l'industrie alsacienne, dans le *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse* (n° 7, 1829, art. intitulé : « Rapport sur l'exposition des produits de l'industrie à l'arrivée du roi »). De son côté l'*Industriel Alsacien* a consacré de nombreuses colonnes à la situation de l'industrie cotonnière dans le Haut et le Bas-Rhin. Il existe, dans les numéros parus pendant les années 1835 et 1844, des articles que nous n'avons pas utilisés, le rédacteur ayant laissé complètement de côté la partie sociale de la question.

régions, comme la Flandre et la Normandie, l'industrie se développe dans les cadres traditionnels, en Alsace, les rapides progrès du machinisme, ont fait surgir, nous le verrons, des types nouveaux. L'apparition des « mécaniques » a amené des modifications profondes dans la répartition de l'industrie et, par conséquent, dans la répartition et la mentalité des travailleurs. L'industrie manufacturière, en Alsace, n'a pas choisi pour siège, comme en Flandre, et dans la Haute-Normandie, les cités qui occupent le premier rang officiel. La capitale de la Province, Strasbourg, n'est pas une ville de fabriques. Pas plus que Strasbourg, la ville préfectorale du Haut-Rhin, Colmar, n'est un centre de fabrication. Quelques filatures situées à une petite distance, bien qu'empruntant à ses faubourgs une partie de leurs ouvriers, ne sauraient lui communiquer un aspect industriel.

En Alsace, quand les manufactures ne se sont pas répandues dans les campagnes, elles ont préféré se grouper dans de petites cités, dans de simples chefs-lieux de canton, soit parce qu'elles y trouvaient quelque ancienne tradition manufacturière, soit parce que la vie et, par conséquent la main-d'œuvre, y étaient à plus bas prix, soit enfin parce qu'elles y régnaient en souveraines et n'étaient pas exposées à se heurter à des règlements de police municipale peu compatibles avec les nécessités des fabriques.

Si ces villages se sont successivement agrandis, si une de ces petites cités est devenue, avec ses 45.000 âmes, la première ville du Haut-Rhin, et a acquis le titre de sous-préfecture, cette importance a suivi le développement du travail, mais elle n'avait pas été la cause du travail primitif. Trois villes représentent, en Alsace, à des titres divers, l'industrie agglomérée : Mulhouse, qui a dans son orbite différentes localités manufacturières, Sainte-Marie-aux-Mines, et Bitchwiller. On doit s'attendre à de profondes différences entre ces trois agglomérations en ce qui concerne la mentalité de la classe ouvrière, nous le verrons par la suite (1).

Enfin, l'apparition des machines a profondément bouleversé les conditions économiques dont l'influence est indéniable sur le sort des travailleurs. C'est pourquoi, après avoir vu quels furent les procédés nouveaux introduits en Alsace, nous étudierons les modifications amenées dans la classe ouvrière par l'application d'une technique nouvelle.

(1) AUDIGANNE : *Les populations ouvrières*, loc. cit., t. I, p. 190.

CHAPITRE II

Le machinisme, son introduction en Alsace.

L'introduction du machinisme en France a profondément modifié les conditions de la production industrielle pendant la Monarchie de Juillet. Le développement des machines a été particulièrement rapide en Alsace ; pourtant cette transformation de l'industrie n'a pas eu, dans cette région, les mêmes résultats, qu'en Normandie ou en Flandre, par exemple. C'est ce que nous verrons en étudiant, d'une part, le mouvement de la population, les salaires, les conditions de vie des ouvriers, à l'usine et chez eux, et, d'autre part, les efforts du patronat pour palier aux bouleversements que le nouveau mode de production entraîne avec lui pendant la période qui nous occupe. Mais il faut d'abord savoir quelles industries ont été principalement touchées par l'introduction des « mécaniques » (1).

La transformation des industries textiles, encore à ses débuts sous la Restauration, s'affirme et s'accroît sous la Monarchie de Juillet. A cette date, non seulement les filatures étaient toutes mues par l'eau ou la vapeur, mais leur outillage s'était successivement amélioré, et et le tissage lui-même, armé de meilleures machines de préparation, était entré dans la période de la fabrication mécanique. Le développement pris subitement par le tissage et la filature mécaniques des divers textiles et par l'industrie de l'impression sur étoffe, était déjà remarquable. La métallurgie, en quelque sorte renouvelée par la découverte du procédé de fabrication à la houille, prend une extension considérable. D'où une modification profonde de l'outillage, attestée par cette simple constatation. En 1830, on comptait, en France, 616 machines à vapeur, représentant une force de 10.000 chevaux vapeur ; en 1847, déjà 4.853 machines avec 61.830 chevaux-vapeur (2).

Les métiers se répandent surtout dans l'industrie du coton, et, principalement, dans la filature. C'est à Mulhouse que le machinisme s'est

(1) Nous n'étudierons, bien entendu, que les perfectionnements mécaniques ou techniques qui ont eu une répercussion directe sur le sort des ouvriers, soit en concentrant l'industrie, soit en supprimant la main-d'œuvre, soit en transformant les rapports entre ouvriers et patrons. Nous laisserons de côté les perfectionnements qui n'ont eu pour résultat qu'une amélioration de la qualité des produits, de leur beauté ou de leur solidité. On pourra trouver dans le *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse*, des détails nombreux sur les modifications apportées aux diverses machines dans toutes les branches de l'industrie. (Voir entre autres les rapports sur les expositions des produits industriels, 1837-1839).

(2) LEVASSEUR dans son *Histoire des classes ouvrières* (*loc. cit.*, t. II, p. 178 et suivantes) a suivi les divers progrès de la technique en France, entre 1830 et 1848.

développé le plus tôt ; le nombre des broches, en 1834, était de 2 millions et demi, et, en 1844, de 3 millions et demi. On commence à fabriquer des fils très fins ; la production fait de grands progrès. En 1830, on employait 32 millions de kilos de coton ; en 1846, on emploie 60 millions de même matière (1).

En 1746, lors de la création de la première fabrique de toiles peintes à Mulhouse, le coton était encore filé au rouet, donnant un seul fil à la fois. En 1767, un charpentier anglais imagina la « spinning-jenny », appareil susceptible de donner 8 fils. En 1812, la première machine motrice à vapeur fut employée en Alsace. En 1820, on réussit à transformer les trames en cannettes de manière à ne plus imposer de dévidage et de cannetage que pour les trames en couleur. Dès 1825, il n'existe plus dans le Haut-Rhin de filatures marchant à bras. Des chutes d'eau ou des machines à vapeur, parfois les deux moteurs réunis, ont remplacé partout la force de l'homme. En 1826, la force motrice nécessaire pour actionner une filature exige déjà d'assez grands capitaux. En 1834, l'usage des bans à broches, généralement introduit dans les filatures, en remplacement des lanternes et des métiers en gros, constitue l'une des principales innovations qui aient eu lieu dans la filature des numéros moyens et fins. Un manufacturier opulent proposa, vers 1840, à la Société Industrielle de Mulhouse, un prix de 10.000 francs pour une machine qui remplacerait, avec avantage, le battage et le peignage à la main du coton à longue soie. Il s'agissait d'opérer le peignage par petites mèches alternativement pincées et détachées de la masse alimentaire, puis déposées sur un tambour à rotation lente, pour en former, pendant le travail à la main, un ruban continu. C'est un ingénieur de Mulhouse, Josué Heilmann, qui résolut ce difficile problème après s'être ruiné déjà en consacrant sa fortune et ses fabriques à des essais mécaniques. L'inventeur de la peigneuse a opéré toute une révolution dans la filature, mais Heilmann mourut en 1848 avant que sa découverte eût pris un caractère industriel. Chose singulière, cet admirable appareil, conçu en vue du coton et dans l'intérêt de l'industrie alsacienne fut d'abord appliqué à la laine et ne se répandit en Alsace que longtemps après avoir été employé en Angleterre (2).

L'usage des peigneuses mécaniques se généralisa plus rapidement. Dès 1837, Risler-Schwartz et Cie emploient exclusivement des peigneuses mécaniques qu'ils étaient parvenus à rendre propres au peignage des laines fines mérinos.

En 1839, Saladin inventa des dévidoirs et des romaines ; celles-ci permettaient à chaque filateur, tisserand et commissionnaire, de vérifier rapidement ses expéditions et ses achats, tandis que le dévidoir

(1) Henri SÉE : *Revue d'histoire économique et sociale*, 1925. — Quelques aperçus sur la condition de la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier en France, de 1815 à 1848. — Progrès de l'agriculture en France, de 1815 à 1848, 1921, t. IX.

(2) *Notice sur l'industrie et le commerce en Alsace, loc. cit.*, p. 71.

nouveau, en roulant sur un cylindre régulier, évitait les variations et l'étirage éprouvés sur un cylindre ordinaire.

Le même inventeur établit, à la même époque, des compteurs sur les bancs à broches et autres machines de préparation. Ces diverses innovations, accueillies avec faveur par les industriels alsaciens, se répandirent de plus en plus (1).

Le mouillage se pratiquait d'abord au moyen d'une simple immersion des cannettes dans de l'eau ordinaire ou savonneuse. Plus tard, on employa des seringues qui avaient l'inconvénient de déformer les fuseaux. A partir de 1842, l'opération se pratiqua avec une pompe pneumatique inventée par Köhler, de Thann. Cette pompe faisait le vide dans une caisse métallique hermétiquement close ou l'on disposait les cannettes. Grâce à un tuyau collecteur la pompe Köhler, appelait dans la caisse l'eau contenue dans un réservoir et le liquide pénétrait le fil de part en part (2).

Ces divers perfectionnements ont eu pour résultat d'augmenter la quantité de métiers et de filés. A Mulhouse, en 1815, on obtenait, par broche et par an, 4 kg 05 de fil n° 28 ; en 1835, 10 kg 65 d'un fil de meilleure qualité.

En 1825, 466.368 broches étaient filées en Haute-Alsace.

En 1834, 540.000 — — — — —

En 1839, 683.000 — — — — — (3).

Le nombre de métiers allait croissant.

En 1830, on comptait en Alsace 2.000 métiers mécaniques, en 1834 on en comptait 3.000 et 6.000 en 1839 (4).

En même temps l'importance de la main-d'œuvre ne cesse de diminuer par rapport à l'importance du capital : en 1844 les filatures du Haut-Rhin n'employaient plus qu'un ouvrier pour 49 broches.

Les transformations apportées par le machinisme dans la filature allaient avoir leurs répercussions sur le tissage. Mais la disparition de la filature domestique n'entraîna nullement celle du tissage à la main. Au contraire, celui-ci prit une grande extension grâce aux progrès qui continuent à augmenter la quantité de fils destinée aux tisserands, grâce aussi aux perfectionnements introduits par les machines employées dans la filature, perfectionnements qui permettent de fabriquer des tissus nouveaux, jadis importés d'Orient. Dans le Haut et le Bas-Rhin, par exemple, la main-d'œuvre devint si insuffisante que des agriculteurs abandonnèrent leur profession pour devenir tisserands.

(1) « Les compteurs sont bien certainement d'un grand secours pour contrôler les ouvriers de la carderie ; car, voulant les mettre aux pièces il n'y a rien de plus juste que de payer d'après le nombre de tours que fait l'arbre moteur de la machine ».

(Bulletin de la Société Industrielle, 1839. Rapport sur les produits de l'exposition de 1838).

(2) Ch. GRAD : *Etudes Statistiques sur l'Alsace*, loc. cit., p. 148.

(3) REYBAUD : *La Haute Alsace avant l'annexion*, loc. cit., passim.

(4) R. LÉVY : *Histoire de l'industrie cotonnière en Alsace*, loc. cit., passim.

L'apparition du métier mécanique vers 1822, en Alsace, n'entraîna pas les mêmes conséquences que l'invention des filatures mécaniques. Ces dernières permettaient à un seul ouvrier de mettre en œuvre un grand nombre de broches, c'est-à-dire de produire un nombre considérable de fils, alors que le rouet n'en fournissait qu'un seul. Au contraire, en ce qui concerne l'invention du métier mécanique à tisser, rien n'était changé. De plus, alors que le matériel de la filature à la main se composait de cardes et de rouets de peu de valeur, le tissage à la main exigeait des ateliers et des métiers assez coûteux ; dès lors, un changement radical dans la technique eût entraîné la perte d'un capital important.

Ces considérations diverses expliquent que la filature à la main ait souvent disparu après quelques années de lutte, tandis que, vers 1900, on rencontrait encore des métiers de tissage à bras. En 1835, Villermé notait qu'il n'existait pour ainsi dire pas de commune alsacienne qui ne possédât quelques métiers à tisser. Même dans la haute montagne, jusque dans les châlets, les métiers battaient pour les capitalistes de la vallée.

Les perfectionnements techniques apportés au tissage furent la conséquence de la crise de surproduction qui sévit en 1822-1823. Cette crise ayant amené une baisse d'1/3 sur les prix des calicots, les fabricants avisèrent à diminuer les prix de façon par l'amélioration des procédés. Pour soutenir la concurrence des prix, il fallait mettre de côté les anciens métiers à bras, réservés seulement à la production de certains articles spéciaux ou de fantaisie ou bien encore au travail à domicile. Les métiers de construction primitive étaient lourds, massifs ; dressés sur de grosses pièces de charpente en bois, ils imposaient à l'artisan un travail fatigant, absorbant toutes ses forces. Le tisserand était obligé, à la fois, de faire la manœuvre des lisses, de lancer la navette, de pousser le battant. Dans le métier mécanique, ces opérations se font seules, pour ainsi dire. La force motrice de l'eau ou de la vapeur se substitue à la force de l'homme dont le rôle se borne à surveiller la marche du travail devenu plus rapide et plus productif. Dès 1829, 4 métiers fonctionnaient dans les ateliers du pays : le métier Jourdain, le métier Rissler-Dixon, le métier Heilmann, tous trois de construction alsacienne, et le métier Roberts, d'origine anglaise. Chacun d'eux avait ses avantages (1).

En même temps, se répandaient les machines à parer. En 1834, on peut évaluer encore à 31.000 le nombre des métiers à tisser à bras qui se trouvent dans le Haut-Rhin, mais déjà la moitié d'entre eux reçoivent des chaînes parées à la mécanique. A cette date, les tissages du département possèdent déjà 215 mécaniques à parer et 3.090 métiers à tisser. Les premiers, les établissements du Haut-Rhin ont fait

(1) Ch. GRAD : *Etudes Statistiques sur l'Alsace*, loc. cit., p. 136.

usage, en grand, de ces machines. Ils les possèdent encore à peu près exclusivement vers 1834 (1).

A partir de 1845, grâce à un dispositif spécial dû à Jourdain, si le fil de trame vient à casser ou à se rompre, la machine s'arrête d'elle-même, sous l'effet d'un organe supplémentaire assez ingénieux.

Alors que, à l'origine, la filature et le tissage ne demandaient que des outils assez simples qui pouvaient être possédés et employés à domicile, dans l'impression des étoffes, pour des raisons techniques, le seul mode de production possible a toujours été la fabrique concentrée. Cette opération implique, en effet, un matériel considérable qui ne saurait être mis en œuvre à domicile. Dès 1803, la machine à imprimer au rouleau est apparue en Alsace. Aussi nous n'assistons pas, pendant la période qui nous occupe, à une transformation technique dans cette branche. Dès sa naissance, cette industrie est une industrie concentrée, très différente du filage et du tissage.

Mulhouse tira d'abord de Suisse ses graveurs, ses imprimeurs, ses pinceauteuses et tous ses ouvriers. Puis les Alsaciens s'initièrent aux secrets de l'impression. Les fabriques de Thann, de Cernay, de Wesseling, de Munster ne furent plus bientôt que de nombreuses succursales gravitant dans l'orbite de Mulhouse, métropole industrielle. En 1810, un imprimeur de cette ville fixa la couleur avec un fer chaud. Peu après, de concert avec Loffet, de Colmar, il remplaça le fixage au fer par l'emploi de la vapeur d'eau. Dès 1819, les frères Haussmann employaient ce dernier moyen sur une grande échelle dans leurs fabriques d'impression, au Logelbach.

Quand la fabrication des toiles peintes commença à s'établir à Mulhouse, on imprimait seulement à une ou deux couleurs, fixées à l'aide de l'huile siccative et de vernis. Les mordants, l'alumine, l'acétate de fer, les sels d'étain furent introduits plus tard, avec toute une série de couleurs nouvelles distribuées sur la toile, soit directement, soit au moyen de réactifs.

En 1834, on introduisit l'impression à la perrotine, mais, en 1839, on ne comptait guère, en Alsace, que 4 ou 5 machines en activité, ce genre d'impression convenant peu à la nature des dessins (2).

Un renouvellement semblable s'est effectué dans le matériel. Les sujets, exécutés d'abord au pinceau, avec lenteur et avec une inégalité d'effets facile à concevoir, furent successivement reproduits par des matrices appliquées à la main, en frappant tour à tour la toile à l'aide d'un appareil, puis par des rouleaux en cuivre où le dessin était gravé et qui, dans leur mouvement circulaire, déposaient sur les tissus, avec une merveilleuse précision, les couleurs dont on les avait chargés.

Ces perfectionnements permirent d'accroître la production et d'employer une main-d'œuvre plus nombreuse. En 1839, 10.000 ouvriers,

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1834, p. 439.

(2) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, p. 580.

hommes et femmes, et 4.000 filles et garçons travaillaient dans les ateliers d'impression.

En même temps, les opérations préparatoires étaient simplifiées et perfectionnées. En 1812, il ne fallait pas moins de 6 semaines pour blanchir les pièces, encore le travail devait-il être suspendu en hiver. On commençait par laisser fermenter les tissus dans de l'eau de son un ou deux jours durant. Le foulon servait pour le lavage exécuté pièce par pièce dans cette machine primitive. Suivaient quatre lessivages en potasses caustique, chacun de 15 heures, dans des chaudières ouvertes à feu nu. Dans l'intervalle d'un séchage à l'autre, les pièces étaient exposées sur pré de 5 à 6 jours. Vers 1815, Bouvier, chimiste à Dornach, imagina au-dessus des chaudières à lessiver, une cuve en bois avec un tuyau de cuivre au centre. Chauffée à feu nu, la chaudière laissait monter la lessive par le tuyau ci-dessus pour se déverser sur les tissus en produisant une circulation continue. Le blanchiment se faisait mieux de cette sorte et on pouvait opérer sur un plus grand nombre de pièces à la fois.

En 1820, Dolfuss-Ausset introduisit, en Alsace, le lessivage à la chaux ; puis le mode d'opération continue en boudin allant d'une pièce à l'autre se substitua au blanchiment par pièce, fait à la main, progrès qui réduisit de moitié les frais de main-d'œuvre.

Bientôt le flambage et le tordage furent exécutés à la machine également. Comme pour la filature et le tissage, les perfectionnements mécaniques furent surtout d'origine anglaise, tandis que la plupart des inventions relatives à la chimie et introduites dans l'industrie de l'impression sont d'origine alsacienne.

L'apparition du machinisme fut plus tardive en ce qui concerne l'industrie de la laine, sans doute parce que celle-ci tenait une place beaucoup moins importante dans l'économie du pays. Signalons pourtant que des métiers destinés à la filature de ce textile furent construits dans les ateliers d'André Koechlin, et que le peignage de la laine se fit mécaniquement avec les machines dites « peigneuses à collier de Paris » (1). Tant que la laine se filait au rouet, la production des draps resta à l'état de métier. Elle prit un caractère manufacturier après l'introduction de la filature mécanique. En 1839, commence, nous l'avons vu, la filature de la laine peignée qui devait prendre, par la suite, un grand développement (2).

Enfin, en 1835, J. Heilmann, secondé par Th. Weber, fit quelques essais sur un seul métier pour tisser la soie mécaniquement. Dès le commencement de 1836, ces essais furent repris sur une plus grande échelle par N. Koechlin frères et sous la direction de Heilmann. En novembre de la même année, une vingtaine de métiers étaient en activité. La force motrice leur était provisoirement communiquée par

(1) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) *Notice sur l'industrie et le commerce en Alsace, loc. cit.*, p. 11.

une transmission en fil de fer à 84 pieds de distance et à 30 pieds au-dessus du sol. Plus tard, et par suite d'une nouvelle machine à vapeur placée dans la proximité de l'atelier, cette transmission fut remplacée par un arbre tournant, et, à la même époque, l'atelier fut porté à 40 métiers. En 1839, 60 métiers en activité produisaient de 5 à 8 aunes chacun, selon la qualité de l'étoffe. Chaque ouvrier soignait deux métiers qui marchaient avec une vitesse de 110 à 126 coups, selon le genre de marchandise. Mais le tissage de la soie à la mécanique, s'avéra bientôt plus difficile que celui du coton, par suite de la grande élasticité de la soie, de sorte que cette industrie ne connut pas le même succès que l'industrie cotonnière.

L'industrie métallurgique, à son tour, fut renouvelée par la découverte des procédés de fabrication à la houille.

Dans la papeterie, on employa les cylindres à la hollandaise qui remplacèrent les pilons dont on se servait autrefois. Ces cylindres étaient mis en mouvement par l'eau d'un canal. A Rappentzwiller, le collage du papier se faisait, en majeure partie, en pâte, au moyen d'un procédé particulier dont le propriétaire de l'usine était l'inventeur (1). Dès 1839, l'introduction de la mécanique dans la fabrication du papier avait entraîné la suppression de plusieurs petites usines dans le Haut-Rhin. Les cinq établissements restants employaient 300 ouvriers.

L'industrie de la tannerie progresse et se transforme. On commence à faire usage du marteau mécanique pour battre les cuirs forts que l'on battait auparavant à bras, avec de gros rouleaux ; on invente les premières machines à refendre le cuir, c'est-à-dire à amincir les cuirs tannés de bœuf pour les ramener au degré d'épaisseur voulue, opération qui s'exécutait autrefois à la main (2).

Le machinisme s'introduit même dans les industries établies en pleine campagne, telles que la meunerie. Un *Mémoire sur la meunerie* par Titot, d'Ensisheim, extrait du *Bulletin de la Société Industrielle*, montre qu'en augmentant par des perfectionnements mécaniques le rendement de chaque moulin, on pourrait supprimer un grand nombre de ceux-ci, en même temps qu'on diminuerait la main-d'œuvre qu'ils emploient. Les moulins aménagés d'une façon moderne auraient besoin seulement de 4 garçons meuniers. Les moulins abandonnés pourraient alors être mis à la disposition de l'industrie qui récupérerait du même coup la force d'eau qu'ils n'utiliseraient plus, et réaliserait ainsi une importante économie.

L'agriculture elle-même se transforme sous l'influence du machinisme. En 1839, Ch. Wagner, de Dornach, expose une charrue du pays à laquelle il a adapté une vis pour pouvoir, à volonté, et sans s'arrêter, régler la profondeur du labour, avantage précieux pour les terrains accidentés. La même année, on remarque le coupe-racines exposé par

(1) A. D. Haut-Rhin, M. 127.

(2) V. Dictionnaire des Arts et Manufactures, Art. Tannerie.

D. Boetcher de Mulhouse, apte, grâce au nombre et à la disposition des lames, à faire beaucoup de besogne en peu de temps (1).

Certaines innovations mécaniques intéressent même la vie privée. En 1838, D. Koechlin-Schouch exposait plusieurs modèles de petites cuisines économiques dont l'introduction dans les ménages ouvriers devait être d'une grande utilité, puisqu'elle permettait d'économiser une grosse quantité de combustible.

Ainsi, en Alsace, comme dans toute la France, une révolution industrielle importante s'accomplit dans tous les domaines. Les progrès réalisés n'ont pas eu la même envergure pour toutes les industries. Ils n'ont pas eu, non plus, les mêmes conséquences, — nous l'avons signalé au passage, — en ce qui concerne, par exemple, la filature, le tissage ou l'impression du coton. Leurs répercussions sur le sort des travailleurs n'auront pas toujours la même portée. Si nous avons insisté plus lognuement sur l'introduction des machines dans l'industrie textile, c'est que, dans ce domaine, l'apparition de nouveaux procédés devait avoir, plus que partout ailleurs, une influence considérable sur le sort des travailleurs. Cette influence sera bonne ou mauvaise, mais, en tout cas, elle modifiera profondément la répartition des ouvriers à la surface du sol, et leur vie. C'est ce que nous montrerons avec plus d'insistance dans les chapitres suivants.

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, pp. 135-136.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE III

Les ouvriers agricoles.

Nous avons vu plus haut (1) qu'à l'heure actuelle on entend par classe ouvrière l'ensemble des individus qui ne possèdent d'autres biens que leur force de travail. Si, pour des raisons déjà exposées, cette définition est trop étroite à l'époque du règne de Louis-Philippe, elle s'applique cependant à tous les hommes que nous avons désignés sous le vocable : « ouvriers de la campagne ». Ceux-ci n'ont aucun rapport avec la grande industrie, et ils travaillent uniquement pour le compte d'un patron. Le salaire qu'ils en reçoivent constitue, en général, la totalité de leurs ressources. On voit immédiatement qu'il nous faudra ranger sous cette rubrique les journaliers, les domestiques agricoles qui louent leurs bras aux propriétaires pendant l'année ou durant la saison de la moisson et des vendanges. Il est extrêmement difficile, d'ailleurs, de se faire une idée exacte de l'importance de la catégorie ainsi constituée. Isolés de tous mouvements sociaux ou politiques, les ouvriers de la campagne n'ont laissé aucune trace dans les archives. Il est presque impossible, dans ces conditions, de reconstituer leur histoire et d'imaginer leur vie et leurs aspirations. L'enquête faite en 1848 sur les conditions du travail industriel et agricole, pourrait seule nous fournir quelques renseignements à ce sujet, mais cette source n'est pas toujours digne de foi (2). Elle ne nous donne, en outre, que des renseignements vagues ou d'une interprétation dilatoire, pour ne pas dire impossible, dans la majorité des cas. La première question posée par l'enquête était celle-ci : *Quel est le nombre d'ouvriers employés dans chaque espèce d'industrie, en distinguant les ouvriers des deux sexes, les ouvriers appartenant au pays, et ceux qui n'y ont qu'une résidence temporaire, et les enfants au-dessous de seize ans.* Les enquêteurs ont été embarrassés par les mots « chaque espèce d'industrie ». Dans certains cantons, on considère seulement les ouvriers des fabriques ; ailleurs, on envisage tous les métiers, mais on interprète alors le mot « ouvrier » d'une telle manière qu'il est impossible de savoir si les chiffres donnés pour répondre à l'enquête désignent seulement les individus salariés ou l'ensemble de ceux qui se livrent à un

(1) V. Introduction, p.

(2) Cf. M^{me} KAHAN-RADECQ : *Les réponses du département du Haut-Rhin à l'Enquête faite par l'Assemblée Nationale sur les conditions du travail industriel et agricole*. Thèse complémentaire. Introduction.

même travail. A Ribeauvillé, par exemple, l'enquête distingue, parmi les travailleurs, les catégories suivantes :

<i>Travaux de la campagne</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Enfants</i>
Agriculteurs	508	235	
Vignerons	1070	740	
Voituriers	8		

Il est impossible de tirer les conclusions significatives de tels chiffres. Les 508 agriculteurs, les 1070 vignerons sont-ils, ou non, propriétaires de leur terre et de leur vigne ? Les cultivent-ils pour leur compte ou pour celui d'autrui ? Un autre facteur rend suspects également les chiffres qui nous sont donnés, c'est la date à laquelle ils ont été fournis. N'oublions pas que l'enquête a été faite au lendemain de la Révolution, en pleine crise industrielle. Quantité de petites entreprises ont disparu au moment où les enquêteurs travaillent, les ouvriers ont été réduits au chômage ou renvoyés dans leurs foyers lorsqu'ils n'appartenaient pas au pays.

On signale, dans le canton de Guebwiller, 4367 ouvriers indigènes et 32 étrangers, mais l'enquêteur ajoute : « Ce nombre était beaucoup plus considérable avant la Révolution de Février. Depuis cette date beaucoup d'étrangers, soit crainte des événements, soit faute d'ouvrage, sont retournés dans leur patrie ». Sans doute, ces étrangers étaient surtout employés dans la grande industrie, mais rien ne nous permet d'affirmer qu'il ne s'en glissait pas quelques-uns parmi les travailleurs de la campagne. Il est même fort probable qu'au moment des récoltes la main-d'œuvre agricole, d'origine étrangère, affluait en Alsace. Quelle fut l'importance de cette vague saisonnière ? C'est ce que nous n'avons pu savoir.

Il arrive, pourtant, que nous soyons en présence de renseignements plus précis. Dans le canton de Colmar, par exemple, l'enquêteur a pris la peine de donner le nombre des patrons d'une part, et celui des ouvriers d'autre part (1). Seulement une nouvelle difficulté surgit : on ignore la résidence des ouvriers désignés. Habitaient-ils la ville ou la campagne ? Quelle était leur répartition géographique ? Nous n'en savons rien. Il est même évident qu'on a groupé sous un titre identique des êtres qui logeaient en des endroits fort éloignés et menaient aussi une existence très différente. On signale 1012 domestiques et servantes. Sur la quantité on trouvait, sans doute, des domestiques de ferme, des gens de la maison habitant la ville et des servantes employées dans les cabarets et les auberges. Chacun sait que la vie et la mentalité des uns et des autres ne présentent que peu de points communs. A Ferrette (canton agricole), on distingue 1.143 cultivateurs, sans doute propriétaires du sol, 979 journaliers, 989 journalières,

(1) V. M^{me} KAHAN-RABECQ : Thèse comp., *loc. cit.*

321 domestiques à gages, hommes, et 161 domestiques femmes. A Rouffach, on trouve 500 journaliers; dans le canton de Colmar, l'enquête signale : parmi les ouvriers agricoles, 412 hommes, 85 femmes et 12 enfants ; parmi les ouvriers viticoles 400 hommes et 150 femmes. Nulle part ailleurs nous n'avons trouvé de chiffres aussi précis. Il est permis de conclure néanmoins que, étant donnée la concentration industrielle déjà avancée de la région, la classe agricole a probablement constitué, dans le Haut-Rhin, une faible minorité par rapport à l'ensemble du prolétariat, puisque, dès 1830, les grands centres comme Mulhouse, Guebwiller, Munster (1), ont drainé la majeure partie des forces disponibles. Dans le Bas-Rhin, département plus agricole et moins industrialisé (2), les journaliers sont plus nombreux selon toute vraisemblance. Toutefois, comme l'enquête n'a pas été mieux faite dans ce dernier département, on ne peut rien affirmer de précis à cet égard.

Il serait intéressant également de savoir si, entre 1830 et 1848, le nombre des ouvriers de la campagne a augmenté ou diminué. Là encore, faute de sources précises, nous sommes obligés de nous contenter d'hypothèses. Le machinisme n'a pas fait, dans le domaine de l'agriculture, des progrès tels qu'il ait pu remplacer la main-d'œuvre. De plus, certains travaux, ceux de la vigne, par exemple, exigent encore, à l'heure actuelle, des bras nombreux, au moment de la récolte (les grappes sont toujours coupées à la main), comme aussi, au printemps, lorsqu'il s'agit de lier les sarments à leur tuteur. Sans doute, l'attrait des villes, l'espoir d'un gain plus élevé ont attiré dans les grands centres une partie de la population rurale (3), mais cette attraction a dû s'exercer surtout sur les tisserands à domicile dont la situation devenait chaque jour plus précaire par suite de la concurrence de la grande industrie. On peut en déduire que les journaliers et les ouvriers de la campagne ont émigré, mais en petit nombre. Cette émigration a été compensée par le fait qu'un certain nombre de tisserands à domicile ce sont trouvés sans autre ressource que leur force de travail et sont tombés au rang de journaliers. Dans l'ensemble, le nombre des ouvriers de la campagne a dû rester à peu près stationnaire.

On sait que la raréfaction de la main-d'œuvre entraîne généralement une augmentation des salaires. Si donc la quantité de bras disponibles est la même, le gain quotidien d'un homme doit, grosso modo, rester constant. L'invariabilité des salaires pourrait, dans une certaine mesure, confirmer le fait que le nombre des ouvriers de la campagne n'a pas changé. Avant d'aborder cette importante question il faut examiner quelques problèmes préliminaires.

(1) Voir ci-dessous Ch. VII.

(2) Voir ci-dessus, Ch. I.

(3) Voir ci-dessous, Ch. VII.

Si l'on désire se faire une idée exacte du salaire moyen d'un individu payé à la journée, il faut savoir pendant combien de jours il travaille dans une année. L'ouvrier agricole chôme en général une partie de l'hiver (1), surtout depuis l'introduction des « mécaniques pour battre la graine » (2). Au temps du battage au fléau le journalier travaillait en grange pendant la mauvaise saison ; le développement du machinisme l'a privé de cette occupation et l'enquête de 1848 signale que cette invention nouvelle a laissé de nombreux hommes inoccupés. Le nombre de jours de chômage varie suivant les localités. A Ferrette, par exemple, le journalier des champs a de l'ouvrage pendant trois mois seulement. Ailleurs, on estime à neuf ou dix mois par an la durée des travaux à la campagne. A Lapoutroie, on juge que la culture des champs est interrompue pendant six mois par la rigueur de l'hiver. A Munster, on évalue à quatre mois l'interruption des travaux pendant la saison du froid, et à quinze jours, leur suspension au temps pluvieux. A Soultz, on signale que si, dans les établissements industriels, les ouvriers travaillent trois cents jours par an, « ce nombre peut être réduit à 290 dans les campagnes par la raison que les habitants, par tradition, chôment les jours de fête supprimés par le Concordat, ce qui n'a pas lieu dans les villes » (3). Au Kaysersberg, la durée moyenne des travaux de la campagne est des $\frac{2}{3}$ de l'année environ pour le vignoble et des $\frac{3}{4}$ de l'année pour les travaux des champs. Ceci explique, en grande partie, le fait que les divers cantons, suivant qu'ils sont vinicoles ou agricoles, donnent des chiffres très différents lorsqu'il s'agit d'estimer la durée du chômage. Pourtant, à Rouffach, on met sur le même plan le laboureur et le vigneron : l'un et l'autre chôment pendant le quart de l'année. Il est fort probable que ces données sont valables aussi pour le département du Bas-Rhin.

Aux causes générales du chômage, rigueur de l'hiver, mauvaise récolte, introduction des machines dans certains travaux, il faut ajouter des causes accidentelles dues aux crises que subissent certains produits agricoles. L'emploi du coton a réduit à la misère les journaliers du Bas-Rhin qui s'occupaient de la culture du chanvre. La politique générale de Louis-Philippe, sa politique douanière surtout.

(1) « La position de l'ouvrier ou journalier employé aux travaux de la terre n'est plus ce qu'elle était avant et même depuis 1830. Depuis la suppression des tissages à bras par les tissages mécaniques le journalier ne peut plus s'occuper une grande partie de la mauvaise saison. Il n'a plus rien à faire l'hiver. Il ne lui reste plus qu'à dépenser ce qu'il a économisé et aussitôt qu'une année n'est pas ordinaire quant aux produits, cette classe est malheureuse ». (Lettre du Maire de Belfort au Préfet du Haut-Rhin, 8 janvier 1848). A. D. Haut-Rhin, M. 127.

Notons ici que le Maire de Belfort entend le mot « journalier » dans un sens un peu spécial. Il désigne par ce vocable les tisserands à domicile, ceux que nous avons appelés les ouvriers-paysans et classés dans une catégorie à part, à cause de leur caractère mixte.

(2) Toutefois le battage en grange subsiste encore dans certains cantons, à Ensisheim par exemple. Dans ce cas le chômage s'étend de la fin de février au 10 ou 15 juin, époque de la fenaison.

(3) Tous ces renseignements sont fournis par l'enquête de 1848.

ont eu souvent des conséquences fâcheuses pour les agriculteurs alsaciens et pour leurs ouvriers. Les doléances des cultivateurs sont fréquentes. Les vigneronns se plaignent, à juste titre, semble-t-il, de la misère à laquelle certaines mesures les ont réduits. Avant 1822, cette catégorie de travailleurs jouissait d'une grande prospérité. Le vin d'Alsace était exporté dans le Grand-Duché de Bade qui, chaque année, achetait la totalité des produits; le prix moyen de l'hectolitre variait, suivant la qualité, entre 20 et 35 francs. Dès 1822, la France éleva tout à coup le droit d'exportation du bétail vers le pays de Bade de 11 francs à 55 francs. Par représailles, les Badois frappèrent les vins d'Alsace d'un droit d'entrée fort élevé et se mirent eux-mêmes à cultiver la vigne. Depuis, les droits d'octroi créés ou augmentés dans chaque ville alsacienne ont accru la charge déjà exorbitante des contributions directes et des droits indirects qui grèvent la vigne (1). En outre, les acheteurs de la Scarpe, dernier débouché extérieur des vins d'Alsace, ont, eux aussi, cessé leurs commandes. En 1848, les vigneronns n'ont plus d'autres clients que les habitants des villes et des plaines, encore la consommation de ceux-ci a-t-elle beaucoup diminué. Les cultivateurs, afin d'échapper aux droits de circulation, se sont mis à planter des vignes à leur tour, quoique leurs terres, excellentes pour le labour, soient peu propres à cette culture. En 1848, le vin des coteaux malgré sa qualité, se vendait — quand on trouvait des acheteurs — 10 et 14 francs l'hectolitre.

La situation des agriculteurs n'est pas plus prospère que celle des vigneronns. Il est intéressant de noter qu'un pays aussi riche que l'Alsace en ressources de toutes sortes, ne suffit pas à nourrir ceux qui vivent des produits de la terre. Divers facteurs peuvent expliquer cet état de choses. Il semble bien qu'au premier chef le manque de numéraire ait causé la ruine des paysans et celle des journaliers. En cas d'incendie, de grêle ou de mauvaise récolte, le paysan n'a d'autre ressource, s'il veut conserver son bien, que de recourir à l'usurier du village, israélite la plupart du temps, qui lui fera souscrire un emprunt à un taux exorbitant. Il arrive aussi qu'un propriétaire laisse son bien à plusieurs enfants. L'un d'eux, afin d'éviter le morcellement du domaine paternel, entreprend de garder la totalité des propriétés et d'indemniser ses cohéritiers en leur versant une somme équivalente à la valeur de leur part. Comme il n'a pas d'argent liquide, il se rend à son tour chez l'usurier, souscrit des billets à ordre et désormais,

(1) Réponse du canton de Wintzenheim à l'enquête sur le travail industriel et agricole. On retrouve les mêmes plaintes dans les réponses rédigées par le canton de Rouffach. « La partie vinicole du canton se trouve, depuis plusieurs années, dans une déplorable position. Les vigneronns, n'ayant pas de débouchés pour leur vin, sont obligés de le vendre à vil prix. La culture dispendieuse de la vigne, les impôts successifs qui grèvent les boissons, sont cause que le produit de la vigne s'élève à peine au chiffre des frais pouvant les compenser ». L'enquête ajoute : « Il est heureux que le gouvernement — il s'agit de l'Assemblée Nationale — ait pris en considération les longues souffrances des contrées vinicoles autrefois si prospères et ait enfin décidé l'abolition de l'impôt sur les boissons ». Le canton de Kaysersberg abonde dans le même sens. Même réponse aussi à Guebwiller.

pris dans un réseau inextricable de procès, de frais de contrat ou de justice, d'avertissements et de saisies, voit peu à peu fondre son bien. L'usurier d'ailleurs n'agit pas sous son nom, afin d'échapper aux poursuites. Un deuxième larron s'interpose qui réclame le prix de son intervention au paysan, d'une part, sous prétexte qu'il l'a obligé en lui trouvant un prêteur, et au juif, d'autre part, lequel pour rentrer dans ses débours ne manque pas de majorer encore le taux du capital prêté. Enfin, le paysan lui-même prête le flanc aux manœuvres usuraires. Nombreux sont les journaliers qui désirent acquérir un petit domaine. Nombreux sont les petits propriétaires qui, pour agrandir leurs biens ou acheter le champ voisin du leur, contractent des dettes ou hypothèquent leurs domaines. Il y a là un trait constant du caractère des populations rurales. Les israélites alsaciens, sûrs de l'impunité, l'ont exploité à merveille entre 1830 et 1848. On signale dans certaines communes (1) que, sur vingt inventaires dressés après décès, on peut en compter quatorze dans lesquels le passif dépasse l'actif.

L'augmentation continuelle des impôts et la charge écrasante qu'ils constituent pour le cultivateur ont souvent poussé celui-ci à recourir aux emprunts. Tous les cantons agricoles sont d'accord pour signaler « le taux élevé des impositions ». Soultz, par exemple, a une population de près de 18.700 agriculteurs sur 19.000 habitants. La superficie cultivée est de 9.700 hectares (3/4 en champs, 1/4 en prés). Il y a 4.100 hectares de forêts. La production du canton est de 2.945.000 francs. Mais le montant des contributions est très élevé : 429.000 francs ; il ne reste donc plus que 2.517.000 francs, soit 136 frs par tête et par an, ou 0 fr. 37 par jour, pour la nourriture, le logement et le vêtement. Cette somme est insuffisante. Aussi, dans le canton, un dixième de la population est sans ressources, sept ont péniblement le nécessaire, deux dixièmes seulement sont dans l'aisance. Au Ban de la Roche « l'usure dévore ce malheureux pays et menace d'engloutir et la terre et le bétail. Une grande partie lui appartient déjà en 1845. On entrevoit le moment où toutes les valeurs mobilières et rurales passeront dans les mains de quelques capitalistes ».

L'impôt sur le sel surtout paraît avoir pesé lourdement sur les paysans. Nous avons montré ailleurs (2) que cette question avait attiré l'attention de la Société Industrielle elle-même, et qu'on avait cherché par quels moyens il serait possible d'exonérer les paysans de cette lourde charge sans diminuer les ressources du trésor. Malgré des pétitions multiples le gouvernement ne fit rien pour diminuer le prix de cette denrée. En 1848, de nombreuses plaintes s'élevaient encore à ce sujet (3).

(1) Ensisheim, par exemple.

(2) Voir M^{me} KAHAN-RABECQ : Thèse complémentaire, *loc. cit.*

(3) Voici par exemple la réponse du canton d'Altkirch à la 27^e question de l'enquête : *Quelle est la situation actuelle des intérêts agricoles ?* « Il faudrait réduire le prix du sel de telle sorte qu'on pût faire entrer cette substance dans la nourriture du bétail et corriger

On s'explique d'autant mieux le rôle important et néfaste joué par l'usurier des campagnes, que les institutions de crédit agricole faisaient totalement défaut à cette époque et que l'intérêt légal de l'argent s'élevait déjà à 5% (1), chiffre très supérieur au revenu réel de la terre. Le système hypothécaire présentait également des défauts multiples et l'application de la loi sur les expropriations forcées causait de tels frais qu'elle ruinait toujours le débiteur et parfois aussi le créancier.

Le mauvais état de l'agriculture entraîne également, dans certains cas, la situation précaire des populations rurales. Faute d'instruction professionnelle, le paysan emploie des moyens empiriques. Bien que la culture soit en progrès, la routine et la tradition ne permettent pas de tirer des terres le maximum de rendement. En bien des endroits les cultivateurs ont détruit de splendides forêts pour les transformer en maigres pâturages (2) sur lesquels les moutons de la commune broutent une herbe rare.

La ressource chétive que présentent ces pâturages entretient l'insouciance des habitants et les empêche de sortir de leur apathie. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts du Bas-Rhin fut chargée par le préfet d'étudier les causes de la détresse des habitants du Ban de la Roche en 1845. Le rapporteur chargé de l'enquête signale que l'étendue des vastes pâturages communaux doit être considérée comme une des causes principales des maux dont souffre la région (3). L'enquê-

la mauvaise qualité du fourrage. La consommation du sel s'en accroît considérablement et le trésor ne serait pas en perte. Le bon marché du sel encouragerait le cultivateur à l'élevage ; le nombre des bestiaux augmenterait proportionnellement à la quantité de fourrage ; nous ne serions plus tributaires de l'étranger ; la viande serait à meilleur marché ; les fumiers ne manqueraient plus ; la récolte serait facilement doublée dans les terres de mauvaise et de médiocre qualité qui occupent une si grande partie du sol ».

(1) L'intérêt des prêts usuraires s'élevait à 7, 8 et 9 % (Réponse du canton de Landser à l'enquête).

(2) « La culture des propriétés particulières est en général soignée et contraste avec l'aspect aride des immenses communaux réduits à l'état de terres vagues depuis la destruction des superbes forêts qui les recouvraient autrefois ». Réponse du canton de Lapoutroie à la 27^e question de l'enquête.

« Les paturages sont en trop grande quantité quoique l'on ait repeuplé en bois environ sept cents hectares depuis quinze ans, malgré la volonté d'un grand nombre d'habitants qui préférèrent voir ces montagnes en maigres paturages plutôt qu'en belles forêts ». (Même source).

(3) « Tant que les 1.023 hectares de terres vagues seront livrés au parcours, l'on verra échouer tous les essais d'amélioration, tous les conseils de réforme. Cette étendue, hors de proportion avec les bois communaux, (il y en a 150 hectares de moins que de pâturages) doit être rendue, en grande partie, aux forêts aux dépens desquelles elle s'est formée... La disette de bois, dans ce climat froid, est une calamité qu'il est pressant de conjurer pour une population qui, bien chétive, suit la marche générale de l'accroissement... il paraît convenable de faire un partage de ces 1.000 hectares, entre le domaine forestier et celui de la culture. On se ferait une illusion grossière si l'on croyait que la plus forte portion des terres vagues est susceptible d'être convertie en prés ou en terres arables. La zone élevée de ces terres rocailleuses permettrait rarement au seigle d'y mûrir et n'admettrait aucune autre récolte ; il n'y a pas plus d'espoir d'y trouver des sources assez abondantes pour arroser les prés que l'on tenterait de créer sur ces plateaux ingrats... il serait pourtant rationnel de répartir par feux les petites parties susceptibles de culture, afin de dédommager les pauvres de la suppression de la pâture et de les rendre ainsi moins hostiles à une opération lente et scabreuse du reboisement qu'il verront pratiquer à regret ».

teur concluait en préconisant les mesures suivantes : reboisement des pâturages avec primes à la création de pépinières ; primes pour chaque vache ou chaque chèvre nourrie à l'étable (les bêtes mieux nourries à l'étable ont plus de viande et donnent plus d'engrais) ; primes aux poulains de trois ans, élevés dans la commune ; primes pour chaque champ de vingt ares planté en trèfle ; partage des pâturages entre feux, en maintenant la propriété à la commune par crainte des usuriers, jonction de la route ouverte dans la vallée d'Andlau avec la route de Shirmeck à Saint-Dié.

Dans le même canton, l'assolement triennal est irrégulier ; la récolte des pommes de terre revient plus souvent que les autres et fatigue le sol. L'exiguïté du produit de l'avoine démontre la prédominance que l'on donne aux tubercules. Les champs sont appauvris par cette culture épuisante ; leur déclivité, augmentée par le labour à la houe, entraîne la chute des terres et détermine des éboulements fréquents, provoqués par les orages et qui ne pourraient être réparés qu'avec des efforts hors de la portée des propriétaires. Le faible rendement des terres est la conséquence du défaut d'engrais. Il faudrait 1 mètre cube de fumier pour deux ares, annuellement, pour 192 hectares (en supposant qu'on engraisât le tiers des champs) 96.000 mètres cube, et les 1.200 bêtes que l'on entretient ne peuvent produire, à 10 mètres cube par individu, que 12.000 mètres cube, c'est-à-dire le huitième de ce qu'il faudrait. Cette quantité est bien diminuée par la perte qui résulte du parcours. Il faudrait donc huit fois plus de bétail pour combler le déficit, mais le manque de paille, conséquemment de litière, continuerait à empêcher la production des fumiers, si un assolement judicieux n'était pas adopté. Il est constant que le sol des champs n'est pas riche en profondeur et que celui des prairies est froid et produit généralement des herbes de qualité inférieure. L'irrigation n'est pas négligée, mais les eaux ne sont pas partout fécondantes (1).

Enfin le mauvais état des chemins vicinaux et, en général, le manque de voies de communication « gênent aussi l'agriculture » : dans le Bas-Rhin, Villé réclame à hauts cris l'achèvement de la route d'Urbeis, qui lui apparaît comme vital. Dans le département voisin, nombreuses sont, en 1848, les réclamations ayant pour objet l'amélioration des chemins vicinaux.

Ailleurs, le morcellement excessif des propriétés empêche le cultivateur d'accorder autant de soins qu'il le voudrait à chacune de ses terres. Wissembourg en est un exemple.

L'irrigation est insuffisante, cependant que les inondations du Rhin et de ses affluents ravagent périodiquement les terres des populations riveraines et diminuent d'autant les revenus des cultivateurs.

Ajoutons, pour conclure, que les crises industrielles, nombreuses,

(1) F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin*, loc. cit.

en Alsace, sous le règne de Louis-Philippe (1), ont eu leur répercussion sur l'agriculture dont les produits ne se vendent pas quand la consommation des villes diminue, tandis que les ouvriers des usines, renvoyés dans leurs foyers en cas de chômage, regagnent la campagne et viennent grossir le nombre des indigents (2).

Ainsi le chômage forcé, dû à la mauvaise saison, le chômage accidentel, causé par les crises industrielles (3) ou par la politique générale du gouvernement, les charges qui pèsent sur la population rurale et le faible revenu que celle-ci tire de l'exploitation des terres, ont considérablement influé sur les salaires payés aux ouvriers des campagnes. Est-il possible, cependant, de se faire une idée, au moins approximative, du niveau de vie des prolétaires campagnards et de l'évolution de leurs moyens d'existence au cours de la période qui nous occupe ?

Grâce aux diverses enquêtes (4) faites par le gouvernement, des chiffres nombreux, relatifs aux salaires des travailleurs, nous sont parvenus. Signalons tout de suite qu'il est difficile de savoir ce que représentent exactement ces chiffres. Les ouvriers de la campagne, en particulier, jouissent, outre leur salaire en argent, de certains avantages tels que la nourriture ou le logement, dont il est délicat de fixer numériquement la valeur. Parfois même les conventions passées entre ouvriers et patrons sont de telle nature qu'elles échappent à toute évaluation chiffrée. Tel maître engage son journalier pour une somme déterminée, mais il est entendu que le salarié aura le droit d'emprunter au fermier une charrette et une paire de bœufs pour transporter de l'engrais. Que vaut exactement le service rendu ? Il est impossible de le dire.

L'unité de travail n'est pas partout la même. Le plus souvent l'ouvrier est payé à la journée, mais on peut convenir aussi d'une autre mesure. A Altkirch, on paie seize francs pour faire moissonner un hectare de froment, douze francs pour un hectare d'orge ou d'avoine, cinq à six francs pour faire faucher un hectare de pré, dix à onze francs pour faner le fourrage. Combien faut-il de temps pour accomplir ces diverses besognes ? Cela dépend de l'adresse de l'ouvrier et de son ardeur au travail.

A Hirsingen, les journaliers, sans être engagés pendant l'année, sont, en général, payés à raison de 0 fr. 75 par jour en été, en automne et une partie de l'hiver et du printemps. Ils reçoivent la pension sans le logement. Les autres ouvriers, notamment les valets de labour et les servantes, sont engagés pour six mois et pour l'année. Les valets

(1) Voir ci-dessous, Ch...

(2) « Une population flottante d'ouvriers, de journaliers, de trafiquants qui passent leur journée à Strasbourg s'est installée dans les trois villages de Schilligheim, Bischheim, Hoenheim ; c'est, dans les moments de chômage, une charge pour les communes ». (Enquête de 1848 dans le Bas-Rhin). A. D. Bas-Rhin. Série M.

(3) V. ci-dessous, ch. ..., p.

(4) Voir M^{me} KAHAN-RABECQ, Thèse complémentaire, *loc. cit.*

F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin, loc. cit.*

de labour gagnent 6 à 7 francs par semaine ; les servantes, 4 à 5 francs. Ils sont logés et nourris. On leur donne quelquefois des vêtements neufs, selon l'importance du travail auquel on les occupe. Le maître apprécie sans doute lui-même et de manière arbitraire « l'importance du travail auquel il occupe ses ouvriers ». Il arrive aussi que le journalier soit payé à la tâche et qu'il reçoive, en plus de ce salaire bien déterminé, des dons en nature dont la valeur augmente ou diminue suivant le prix des denrées. A Rouffach, lorsque les vignes sont cultivées « à convention » le propriétaire paie 7 à 8 francs par are. Il fournit, en outre, la paille plus 3 litres de vin.

Au reste, le taux des salaires varie suivant les localités. Si, à Rouffach l'ouvrier reçoit 2 francs pour cultiver un champ de 4 ares, l'enquête de 1848 signale que, pour le même travail, le fermier donne seulement la moitié de ce salaire dans quelques villages. Quoi qu'il en soit, on peut distinguer, parmi les travailleurs de la campagne deux catégories :

1^o Les domestiques agricoles ;

2^o Les journaliers.

Voici quels chiffres nous avons pu recueillir concernant le salaire de ces différentes classes :

Domestiques agricoles et servantes de ferme.

Ils sont, le plus souvent, payés à l'année, nourris et logés chez leur maître (1). Leur salaire annuel varie en moyenne, en 1848, entre 150 francs et 200 francs pour les hommes, 75 et 100 francs pour les femmes. Il peut atteindre au minimum 100 francs et au maximum 200 francs pour les hommes (2). Le salaire des femmes est toujours égal à la moitié de celui des hommes (v. tableau I et II). Seule la proximité des grands centres manufacturiers a permis aux domestiques agricoles d'atteindre de tels gains. Il semble bien que le salaire absolu des domestiques à gages ait subi une assez forte augmentation entre 1830 et 1848 (3) (v. tableau III).

Quelle conclusion pouvons-nous tirer cependant des chiffres contenus dans les tableaux ci-dessous ?

1^o Il semble que les journaliers aient eu plus d'avantages à être nourris par les patrons. En effet, la différence entre le salaire d'un ouvrier nourri et celui d'un ouvrier non nourri est, au maximum, de 1 fr. à Cernay et au minimum de 0 fr. 50 à Altkirch et à Lapoutroie. Pour les femmes, l'écart entre les deux salaires est de 0 fr. 60 à Mulhouse et à Cernay, de 0 fr. 30 à Andolsheim. Ces différences repré-

(1) « Le domestique ou valet de ferme gagne 100 à 120 fr. par an. Il est nourri et reçoit, en outre, des vêtements pour une valeur de 25 à 30 francs ». Réponse du canton de Munster à l'enquête officielle.

(2) Réponse de l'enquête patronale.

(3) C'est aussi l'avis du maire de Colmar. Dans une lettre au préfet du 17 décembre 1847, il signale que cette catégorie de travailleurs est la seule dont le salaire absolu ait augmenté dans le canton. — A. D. Haut-Rhin M. 127.

sentent donc la valeur de la nourriture d'un homme ou d'une femme. Avec de telles sommes l'ouvrier agricole ne devait pas faire très bonne chère. En ce qui concerne les enfants, leur salaire atteint son maximum à Guebwiller avec 0 fr. 80 sans nourriture. Partout ailleurs l'enfant gagne entre 0 fr. 35 et 0 fr. 50. Nourri, il touche de 0 fr. 15 à 0 fr. 20. Il avait donc tout avantage à manger chez son maître, même si les subsistances données par celui-ci constituaient son seul gain.

2° On constate aussi des différences de salaire, assez peu sensibles d'ailleurs, entre les ouvriers des divers cantons. Sans doute, les journaliers gagnent 1 franc avec la nourriture à Andolsheim et seulement 0 fr. 50 à Ferrette. Mais il est possible que l'enquêteur d'Andolsheim ait indiqué le salaire maximum (salaire d'été), tandis que celui de Ferrette aurait noté le salaire minimum (salaire d'hiver), ou même le salaire moyen. De telles indications ne permettent pas de conclure à de gros écarts entre les salaires obtenus par les ouvriers des divers villages.

3° Si nous comparons le salaire des femmes à celui des hommes, nous voyons qu'entre le gain d'une femme nourrie et celui d'un homme également nourri, la différence est minime (0 fr. 10 à 0 fr. 20 dans la plupart des cas). Elle n'est pas très élevée non plus si l'on considère le salaire brut (0 fr. 50 dans la majorité des cantons). Ainsi, parmi les journaliers, le salaire des femmes représentait en moyenne les $\frac{3}{4}$ de celui des hommes ; chose assez étonnante si l'on se souvient que, chez les domestiques de ferme, la femme touche exactement la moitié de ce que touche un homme.

Si l'on se préoccupe seulement de l'évolution des salaires des ouvriers agricoles, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas varié en valeur absolue entre 1830 et 1847, au moins dans les cantons qui ont répondu à l'enquête gouvernementale. Cette constance des salaires est confirmée par d'autres sources. Le maître de Colmar, par exemple, écrit au préfet le 17 novembre 1847 (1) : « J'ai dû recourir à des artisans depuis longtemps établis, à des cultivateurs déjà avancés en âge et à des fabricants exploitant leur industrie depuis plus de 20 ans, pour connaître la marche que les salaires ont suivie depuis 1830. Les informations ainsi recueillies m'ont donné la conviction qu'à part les domestiques à gages qui ont éprouvé une forte augmentation de salaire, le salaire de la classe ouvrière n'a pas subi de changement, du moins quant aux artisans, aux journaliers employés par les cultivateurs et les vignerons ». Dans l'arrondissement de Belfort, les conclusions sont les mêmes. Les maires de Belfort et de Wihr-en-Plaine confirment les dires de leur collègue de Colmar (2). En outre, le préfet du Haut-

(1) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) « Le salaire des ouvriers depuis 1830 est dans mon arrondissement insensible, même uniforme (*sic*), à l'exception cependant du salaire de l'ouvrier employé dans l'agriculture qui a augmenté de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par jour, dans un ou deux cantons seulement. Le salaire des ouvriers cultivateurs est, moyennement, 2 fr. dans la majeure partie de mon arron-

TABLEAU I

HAUT-RHIN 1848

Canton (1)	Hommes		Femmes		Enfants	
	avec nourriture	sans nourriture	avec nourriture	sans nourriture	avec nourriture	sans nourriture
Canton (1)	0 fr. 75	1 fr. 25	0 fr. 40 (1)			
	0 fr. 50	»	0 fr. 30			
	0 fr. 50	1 fr. 25	0 fr. 35	0 fr. 75	0 fr. 35	0 fr. 35
		1 fr. 20	»	0 fr. 80		0 fr. 40
	0 fr. 50	1 fr. 25	0 fr. 40	1 fr.	0 fr. 45 à 0 fr. 20	
Arr ^t d'Altkirch		1 fr. 25		0 fr. 75		
		1 fr. 50		1 fr.		
	»	»	»	1 fr.	»	»
	»	1 fr. 50	»	»	»	»
	0 fr. 80 à 0 fr. 50	1 fr. 50	0 fr. 40	1 fr.	0 fr. 15 à 0 fr. 20 parfois la nourriture seulement.	»
Arrond ^t de Belfort	»	»	0 fr. 40	»		
	0 fr. 60					
	»	2 fr.	»	»		
	»	1 fr. 50 à 1 fr. 70	»	»		
	»	1 fr. 25	»	0 fr. 80		0 fr. 50
Arrond ^t de Colmar	»	1 fr. 75 à 1 fr. 50	»	»		
		+ 2 l. de vin				
		1 fr. 50-2 fr. pour les vigneron.	0 fr. 75 ou 0 fr. 50	1 fr.	0 fr. 20 ou la nourriture seulement.	
Arrondissement de Colmar	1 fr.	1 fr. 75-1 fr. 40 (7)	0 fr. 50 ou 0 fr. 30	0 fr. 75 à 0 fr. 60	nourriture seulement.	
	»	1 fr.	»	0 fr. 60		
	»	1 fr. 50 en été,	0 fr. 50 en toute saison	0 fr. 60	»	0 fr. 25
	1 fr. en été	1 fr. en hiver		»		
	0 fr. 50 en hiver	2 fr.		1 fr. 25		0 fr. 80
Arrondissement de Colmar	»	1 fr. 25		0 fr. 90		0 fr. 50
	»	»	»	»		»
	»	»	»	»		»
	»	»	»	»		»
	»	»	»	»		»

- (2) Le canton donne les chiffres suivants : hommes 1,75, femmes 1,20, enfants 1,00, mais on ignore s'il s'agit d'ouvriers agricoles ou d'ouvriers travaillant en usine. Nous penchons pour la première hypothèse : l'importance des fabriques est minime dans la région, tandis que l'agriculture y joue un rôle important.
- (3) Selon toutes probabilités, là encore, l'enquêteur se contente de donner les chiffres sans explication.
- (4) Même remarque.
- (5) Salaire moyen.
- (6) Le taux des salaires varie suivant les saisons pour les ouvriers à la journée ; en hiver il est diminué de 1/3.
- (7) 1 fr. 75 pour le battage en grange, 1 fr. 40 pour les travaux ordinaires de culture.
- (8) On ne sait pas s'il s'agit des ouvriers de la campagne.
- (9) L'Enquête patronale donne les chiffres suivants en ce qui concerne les ouvriers de la campagne : Dans le Sundgau, les hommes gagnent 0 fr. 50 avec la nourriture, 1 fr. 25 sans nourriture, les femmes — 0 fr. 40 — 1 fr. — les enfants — 0 fr. 19 à 0 fr. 20 — —

Tous ces salaires sont augmentés pendant les grands travaux d'été.

Dans le Haut-Rhin les hommes gagnent 0 fr. 50 et 1 fr. 50 sans nourriture.

TABLEAU II

SALAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES DANS LE DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN (1)

Le tableau ci-dessous témoigne lui aussi de la diversité des salaires.

<i>Cantons</i>	<i>Journaliers</i>	<i>Valets de labour</i>	<i>Servantes</i>	<i>Garçons de labour</i>
Wissembourg	1 à 1 fr. 50	—		
Seltz	1 fr. 20	—		
Petite-Pierre	1 à 1 fr. 25	—		
Sélestat	1 fr. 80	60 fr. par an		
Marckolsheim	h. : 1 fr. 80-1 fr. 50 f. : 1 fr. e. : 0 fr. 75			
Benfeld	0 fr. 60 à 1 fr. 20 avec nour. et log.	120 à 200 fr. par an avec nour. et log.		
Brunath	9 fr. par semaine	—		
Truchtersheim	h. : 0 fr. 50 } avec nour. f. : 0 fr. 40 }	80 à 200 fr. par an avec nour. et log.	80 à 100 fr. par an avec nour. et log.	
Molsheim	1 fr. 50			
Geispolsheim	1 fr. 25 à 1 fr. 50			
Erstein	h. : 1 fr. f. : 0 fr. 60 } avec nour. e. : 0 fr. 40 }	150 à 210 fr. par an	110 à 140 fr. par an	50 à 80 fr. par an

(1) D'après F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847.*

TABLEAU III.

SALAIRE COMPARÉ DES JOURNALIERS AGRICOLES EN 1839 ET EN 1848 (1)

En 1830

Canton	Profession	Hommes avec nourriture	Femmes avec nourriture	Enfants avec nourriture	Hommes sans nourriture	Femmes sans nourriture	Enfants sans nourriture
Altkirch.....	{journaliers..... jardiniers.....}	0 fr. 50	0 fr. 40 à 0 fr. 50	0 fr. 25	2 fr.		
Kaysersberg....	vignerons				1 fr. 50 + le vin	1 fr. le vin	
Munster	{journaliers..... journaliers.....}	1 fr. à 1 fr. 20	0 fr. 50	0 fr. 25	1 fr. 50	0 fr. 75	0 fr. 40
Ste-Marie-a.-Min.	ouv. agricoles....	12 à 15 fr. p ^r mois			1 fr. 50	1 fr.	
Guebwiller	ouv. agricoles ..				2 fr. en été 1 fr. 40 en hiver	1 fr.	
	vignerons				1 fr. 60 (2)	1 fr. (2)	

En 1847

Altkirch.....	{journaliers..... jardiniers.....}	0 fr. 50	0 fr. 40 à 0 fr. 50	0 fr. 25	1 fr. 25 à 1 fr. 75		
Kaysersberg....	vignerons				1 fr. 50 + le vin	1 fr. + le vin	
Munster	{journaliers..... journaliers.....}	1 fr. 20	0 fr. 50	0 fr. 25	1 fr. 75	0 fr. 90	0 fr. 50
Ste-Marie-a.-Min.	ouv. agricoles ..	12 à 15 fr. p ^r mois			1 fr. 50	1 fr.	
Guebwiller	ouv. agricoles....				2 fr. en été 1 fr. 40 en hiver	1 fr.	
	vignerons				1 fr. 61 (2)	1 fr. (2)	

(1) Extrait de l'état des salaires dressé par les mires, sur la demande du préfet en 1847. A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) On ne donne que le déjeuner + 2 ou 3 doubles litres de vin par jour, selon la saison et l'ouvrage.

Rhin a centralisé les réponses des différents cantons. Il a pu, de cette manière, avoir une idée générale de l'évolution des salaires dans son département. Il conclut, lui aussi, que le gain des ouvriers agricoles n'a pas varié. « Il est généralement de 1 fr. 50 à 2 francs par jour, sans nourriture, et de 1 franc avec nourriture » (1). Ces différentes données tendraient à prouver que le sort de l'ouvrier agricole alsacien, entre 1830 et 1848, était un peu plus enviable que celui des journaliers des autres régions françaises. A cette époque, en effet, le prix de la journée de travail en France oscille, selon les saisons et les localités, entre un minimum de 0 fr. 75 et un maximum de 1 fr. 50 ou 1 fr. 75. Charles Dupin évalue le revenu moyen des familles agricoles à 475 frs. en moyenne (savoir 500 francs dans les 32 départements du Nord et de l'Ouest, et 451 francs dans les 54 autres). Moreau de Jonnés, en 1840, le porte à 500 francs (2). En Alsace, le minimum de gain est de 1 fr. 25, le maximum de 2 francs, ce qui donne un revenu annuel supérieur aux estimations de Charles Dupin et de Moreau de Jonnés, même si l'on tient compte du chômage hivernal ou accidentel, car il faut ajouter au gain du journalier celui de sa femme et, éventuellement, celui des enfants si l'on veut se faire une idée exacte » du revenu moyen des *familles agricoles* ».

Si nous comparons les chiffres fournis par l'Enquête de 1848 (tableau I) et ceux qui nous ont été donnés en 1847 par les maires des différents cantons (tableau III) nous ne constatons que des différences insignifiantes entre les uns et les autres. On peut en conclure que les renseignements fournis dans les deux cas sont dignes de foi.

Il ne faut pas oublier un facteur important qui vient modifier quelque peu les données sur lesquelles nous nous sommes fondés pour déterminer les salaires des ouvriers agricoles : rares ont été, entre 1830 et 1848, les journaliers pour lesquels ce salaire constituait l'unique ressource. Presque tous ceux qui louent leurs bras à un patron sont en même temps propriétaires d'un champ ou d'une maisonnette (3). Comme ils n'ont aucun rapport avec le capitalisme et la grande industrie, nous n'avons pas cru nécessaire de les ranger dans une classe à

dissement. Il est, dans quelques communes, de 1 fr. 50, comme il est, dans d'autres, de 2 fr. 25 et même de 2 fr. 50, mais ce dernier chiffre est excessivement rare. Quand les ouvriers, comme il arrive presque toujours, sont nourris par le maître qui les emploie, il ne leur est donné en numéraire que 0 fr. 75 à 1 fr. par jour ».

(Lettre du maire de Belfort au préfet, 8 janvier 1848, A. D. Haut-Rhin M. 127).

« Le salaire des ouvriers est resté, depuis 1830 jusqu'ici, à peu près invariable ; il était à cette époque et il est encore aujourd'hui, pour les ouvriers agricoles qui forment la classe la plus nombreuse de cette commune, de 1 fr. par jour avec la nourriture et de 1 fr. 50 sans nourriture, ce qui a lieu surtout en hiver, car il est rare que ces ouvriers travaillent en été sans nourriture ».

(Lettre du maire de Wihr-en-Plaine au Préfet du Haut-Rhin, 8 novembre 1847. A. D. Haut-Rhin M. 127).

(1) Lettre du Préfet au ministre, 21 janvier 1848. A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) V. A. DE FOVILLE : *L'Economiste français*, 8 janvier 1876.

(3) Nous ferons la même constatation lorsque nous étudierons les conditions de vie des « ouvriers-paysans ».

part. Comme aussi ils restent des ruraux, nous les avons groupés dans la même catégorie que les ouvriers de la campagne. En tout cas, le nombre de ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail diminue sans cesse ; la plus grande ambition de chacun étant de devenir propriétaire, quitte ensuite à avoir recours aux emprunts usuraire et aux inconvénients qui s'ensuivent.

Ceci posé, nous comprenons mieux pourquoi, malgré la médiocrité des salaires, les ouvriers agricoles sont considérés par les enquêteurs de 1848 comme constituant la classe la plus aisée de la population rurale (1), si l'on excepte naturellement les journaliers non propriétaires qui forment, au contraire, la partie la plus pauvre de la population (2).

Un certain nombre d'ouvriers vivant à la campagne ont été victimes d'une institution qui n'existe plus depuis 1848, mais qui, jusqu'à la Révolution de Février, a donné lieu de graves abus : nous voulons parler du marchandage. A vrai dire celui-ci a presque disparu, en Alsace, à l'époque où nous sommes. Les cantons de Landser, Mulhouse, Massevaux, Giromagny, Fontaine, Andolsheim, Ensisheim, Altkirch, Ferrette, Rouffach, Ribeauvillé, Habsheim sont unanimes pour affirmer que cette fâcheuse coutume ne subsiste plus. Ailleurs, le marchandage est plus usité, mais ne présente pas les inconvénients que de nombreux économistes du temps ont signalé. Toutefois, comme certains ouvriers de la campagne sont soumis à des usages analogues, il nous a semblé indispensable d'analyser leur cas.

Entre 1830 et 1848, les bûcherons sont le plus souvent payés à la tâche. On leur donne une certaine somme pour abattre tant d'arbres, débiter ou transporter tant de stères de bois, confectionner tant de centaines de fagots (3). Mais les conventions qui interviennent entre l'administration, communale ou autre, et les bûcherons présentent

(1) « Presque tous propriétaires, nos ouvriers ruraux tombent rarement dans la misère » (Réponse du canton de Belfort à l'enquête officielle).

— « Les branches de travail où il y a le plus d'aisance sont en général le travail agricole ; l'ouvrier qui s'y livre a plus d'ordre et d'économie que celui de la fabrique. Il se crée moins de besoins, récoltant pour ainsi dire tout ce qui est nécessaire à son existence. La misère vient rarement le frapper. Cette condition suppose déjà un petit patrimoine à l'ouvrier agricole ». (Réponse du canton de Massevaux à l'enquête officielle).

— « Il est à observer que les ouvriers d'une conduite rangée emploient leurs épargnes à l'acquisition de quelques parcelles de vigne ou de terre, ce qui améliore leur situation. Mais, malheureusement, dans les temps de cherté, leur petit capital ainsi placé ne pouvant être réalisé immédiatement pour servir à leurs besoins, ils sont forcés de recourir aux usuriers qui sont la plaie de la contrée et qui ont bientôt dévoré leurs petites épargnes. Par suite, ces ouvriers perdent le goût de l'économie et dépensent leur salaire à mesure qu'ils le touchent, vivant au jour le jour jusqu'à ce que, étant arrivés à l'âge où les forces physiques les abandonnent, où les infirmités les gagnent, ils soient réduits à la dernière misère » (Réponse du canton de Wintzenheim à l'enquête officielle).

(2) « Le journalier est souvent à plaindre au début de la saison morte où il reste des mois entiers sans « avoir de travail » (Réponse de canton de Colmar à l'enquête officielle). « Les manœuvres (il faut entendre par là les journaliers) sont continuellement dans un état voisin de l'indigence » (Réponse du canton de Huningue à l'enquête officielle).

(3) On estime qu'un bûcheron ainsi rémunéré peut gagner 2 fr. par jour.

des caractères particuliers, de sorte que, souvent, on les a assimilées au marchandage. En général, les coupes, le façonnage et la descente du bois sont concédés par voie d'adjudication publique à un entrepreneur forestier ou à un maître bûcheron qui s'arrange ensuite avec les compagnons pour faire la besogne. Il a tout intérêt, bien entendu, à payer ceux-ci le moins possible afin d'augmenter son bénéfice. Il arrive que, dans certaines industries, le sous-entrepreneur exige des ouvriers une somme en argent, en échange de quoi il s'engage à employer ceux-ci dès qu'il a du travail à leur confier. Parfois même cette somme est prélevée sur le salaire de l'ouvrier. Cette coutume a donné lieu à de fréquentes protestations. Nous n'avons pas trouvé trace de conflits semblables entre compagnons et maîtres bûcherons, sans doute parce que ces derniers se sont montrés raisonnables. Au reste, même dans l'exploitation des bois, la coutume du marchandage n'était pas généralisée. A Huningue, il existe quelques entrepreneurs pour le décompte et le transport par eau du bois de construction importé de la Suisse et expédié dans l'intérieur. Des sous-entrepreneurs, pendant la saison du flottage, emploient, en temps normal, un assez grand nombre de manœuvres, mais il n'y a point entre eux de marchandage. Les manœuvres sont payés à la journée proportionnellement à leur force et à leur activité (1). A Munster, on signale également que les entrepreneurs des coupes sous-traitent quelquefois avec les bûcherons. Ordinairement ces ouvriers sont payés à la journée. Il arrive aussi que l'entrepreneur se fasse le pourvoyeur des ouvriers : cette espèce d'acompte en denrées, sur le salaire, donne lieu à des débats fâcheux. (2)

Nous aurons une idée plus précise de la situation économique de chacune des catégories de travailleurs lorsque nous aurons vu quel pouvoir d'achat représentent leurs salaires respectifs.

D'après les estimations des enquêteurs de 1848, la dépense totale d'un ouvrier seul, habitant un canton rural, se décomposait comme suit :

Nourriture par an.	250 frs.
Habitation.	40 frs.
Entretien	50 frs.
Total	340 frs. (3)

(1) Réponse du canton de Huningue à l'enquête officielle.

(2) Réponse du canton de Munster à l'enquête officielle.

Ici encore il ne faut pas généraliser. A Cernay, on fait bien faire des travaux de maçonnerie à l'entreprise, mais le maçon paie ses ouvriers à la journée. Il ne sous-traite pas avec eux. A Belfort, l'entrepreneur en bâtiment sous-traite souvent avec des maçons, serruriers, menuisiers, mais ces derniers paient leurs ouvriers à la journée. Ces sous-traités ont rarement lieu dans les entreprises particulières. (Réponses de Cernay et de Belfort à l'enquête officielle).

(3) Réponse du canton d'Ensisheim à l'enquête officielle, l'enquêteur signale qu'il n'a pas tenu compte des cas de maladie et des dépenses imprévues.

Dans ce cas, la nourriture représente les $\frac{5}{7}$ de la dépense totale, le loyer le $\frac{1}{9}$ environ et l'entretien $\frac{1}{6}$. On a souvent essayé de voir de quelle manière peut se décomposer la dépense totale d'un ouvrier. Chevallier, par exemple, dresse le tableau suivant (1) :

Le logement représente	15%	du budget
Le vêtement	—	16% —
La nourriture	—	61% —

Les dépenses diverses représentent 8% du budget pour les ouvriers mariés ayant au moins trois enfants. Ainsi la nourriture équivaldrait en moyenne aux $\frac{6}{10}$ de la dépense totale. De son côté, Picot (2) estime que le loyer doit représenter le $\frac{1}{6}$ du salaire du chef de famille ; en d'autres termes le salaire d'une journée doit payer le loyer de la semaine. On peut conclure des données précédentes que le paysan consacre plus à sa nourriture et moins à son logement que l'ouvrier considéré par Chevallier et Picot, conclusion tout à fait vraisemblable, étant donné que les loyers sont moins chers à la campagne qu'à la ville.

A Munster, on estime qu'il faut 16 à 18 francs par mois à un ouvrier seul pour la nourriture et le logement, soit 190 à 216 francs par an, à condition, bien entendu, que l'ouvrier en question vive dans les agglomérations rurales. Pour une femme, il faut 14 à 16 francs par mois (3) soit 168 à 192 francs par an. Il faut ajouter à ces dépenses : 60 à 80 francs de vêtements et de chaussures dans les deux cas, ce qui porterait à 300 francs, environ, la dépense annuelle. Les enquêteurs de Munster ajoutent : « En admettant que la vie commune de l'homme et de la femme soit proportionnellement plus économique que s'ils vivaient isolés, la somme nécessaire à un ménage composé du père, de la mère et de deux enfants en bas âge, serait égale à 500 ou 560 frs. L'ouvrier seul prend pension chez un restaurateur, solution évidemment peu économique. Marié, même s'il est père de famille, il peut équilibrer son budget avec plus de facilité ».

A Ensisheim, on estime à 5 francs par semaine la nourriture de l'ouvrier seul, à 11 francs seulement la nourriture d'une famille composée de 4 personnes. Certains enquêteurs ont proposé aux ouvriers célibataires de vivre ensemble par chambrées de 10 ou 12. Dans ce cas, ils prendraient une femme intelligente pour faire la cuisine. Leur dépense individuelle se décomposerait comme suit :

(1) Voir CHEVALLIER : *Les salaires au XIX^e siècle*, p. 124. Paris, Rousseau, 1887, in-8°, B. N. 8°, R. 7703 et 9540.

(2) Voir PICOT : *Les logements ouvriers*, p. 112.

(3) L'enquêteur dit « par semaine », mais il y a certainement erreur. A Beaucourt, en effet, on évalue à 20 ou 25 fr. par mois la pension d'un homme, à 15 fr. celle d'une jeune fille. A Grandvillers-Méziré le manoeuvre célibataire trouve, moyennant 18 à 20 fr. par mois, une pension qui lui fournit ses quatre repas, le logement et le blanchissage. On peut évaluer à 5 fr. par mois son entretien en vêtements et en chaussures.

Pain bis 750 gr. par jour	0,15
Viande 250 gr.	0,20
Légumes graissés par homme	0,10
A la femme de ménage	0,10
<i>Repas du soir</i> : légumes graissés de lard ou de beurre pour chacun.	0,15
Total	0,70

L'ouvrier vivrait comme nos sous-officiers de régiment ; il aurait une nourriture saine, abondante qui reviendrait à 4 fr. 90 par semaine. Cette évaluation est évidemment trop faible. On oublie le déjeuner du matin et la boisson. Voici un autre projet établi en 1835 (1) à Mulhouse :

Dépense moyenne nécessaire pour l'entretien :

1^o d'un homme seul :

1 ^{re} classe	2,50 frs.
2 ^e —	2 —
3 ^e —	1,50 —

2^o d'une femme seule :

1 ^{re} classe	2,25 frs.
2 ^e —	1,50 —
3 ^e —	1 —

Nourriture d'une journée pour une famille de 3^e classe composée de 6 personnes :

1 miche de pain.	0,65
5 livres de pommes de terre.	0,35
1/4 de livre de beurre	0,20
1/4 de livre de sel.	0,075
1/8 de livre de café	0,15
1/4 de litre de sirop	0,10
1 litre de lait.	0,15
Total	1,675

Il est bien évident qu'une famille d'ouvriers actuelle composée de 6 personnes ne se contenterait pas d'un tel ordinaire. Elle réclamerait de la viande, du fromage, des fruits, un supplément de beurre, de lait et du vin, de la bière ou du cidre. De tels chiffres ne donnent pas une très haute idée du niveau des ouvriers alsaciens il y a cent ans. Ce niveau de vie a-t-il subi des variations pendant la période qui nous

(1) A. N. F¹³ 4704. Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers.

occupe ? Comme, en ce qui concerne les journaliers et les ouvriers ruraux, les salaires n'ont pour ainsi dire pas varié, les fluctuations du « standard of life » ne peuvent provenir que des changements survenus dans le coût de la vie. Lorsque les denrées augmentent, le pouvoir d'achat d'un ouvrier diminue si son salaire reste le même. En outre, la hausse ou la baisse des prix n'affecte pas le travailleur dans la même proportion si elle porte sur le vêtement, le loyer ou la nourriture. Nous avons vu (1) que cette dernière entre pour la plus grosse part dans le budget du salarié et que le pain constitue l'aliment principal du paysan. Nous essaierons donc, en premier lieu, de déterminer quelles fluctuations ont subi les prix des denrées alimentaires entre 1830 et 1847. Nous arrêterons momentanément notre étude à cette date, la crise des subsistance de 1847 ayant eu une telle importance qu'il nous a semblé nécessaire de l'étudier dans un chapitre spécial (2).

La Révolution de 1830 détermina, comme toutes les révolutions, une crise économique grave dont la conséquence immédiate fut, en Alsace et, sans doute, dans toute la France, le renchérissement des denrées et notamment des céréales. Dès le 29 octobre 1830, le maire de Kaysersberg écrit au Préfet (3) : « La crise qui tourmente le commerce et réduit beaucoup de manufacturiers à fermer leurs établissements ajoute considérablement au malaise de la classe ouvrière. Cet état de choses est d'autant plus affligeant que la saison rigoureuse approche et que les céréales se trouvent à un prix élevé, hors de la portée des pauvres. Ceux-ci seront donc obligés de faire de la pomme de terre leur unique ressource. Il est vrai que ce légume a complètement réussi, mais d'avidés spéculateurs le détournent de sa destination utile en en achetant une grande quantité pour faire de l'eau-de-vie. Cette infâme commerce pèse uniquement sur la classe laborieuse et par cette raison menace la tranquillité publique ». De son côté, le maire de Colmar signale que la grêle du 26 juin a frappé 90 communes, que la récolte est complètement nulle et que l'hiver s'annonce difficile (4) ». Il note, lui aussi, que des achats considérables de pommes de terre ont été faits par les distilleries. En conséquence, le prix des pommes de terre a passé, à Ribeauvillé, de 36 à 55 sous le sac. Dans toutes les communes on adresse une pétition au préfet pour lui demander de fermer les distilleries ou tout au moins de limiter leurs achats. Le préfet répond qu'aucune loi ne l'autorise à prendre une telle mesure

(1) Voir ci-dessus, Ch. III.

(2) Voir ci-dessus, Ch. XIV.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 1634.

(4) Le montant des pertes causées par l'orage du 26 juin passe 5 millions. Le département sollicite un secours de la part du gouvernement, mais une note destinée aux députés du Haut-Rhin signale qu'il n'a « encore été donné que 5.000 fr. en acompte sur les secours que la région est en droit d'espérer ». Les pétitionnaires ajoutent : « Il importerait que le département obtînt un secours majeur, vu sa position, que l'envoi de ce secours eût lieu promptement, qu'il pût être mis à la disposition du comité central qui va être créé pour répartir, entre les comités secondaires à créer dans les cantons les plus maltraités, le produit des quêtes ordonnées en faveur des grêlés ».

de son propre chef et qu'il faut en référer au ministre. A son tour celui-ci refuse d'intervenir, sous prétexte qu'il ne faut pas gêner la liberté du commerce, en réalité parce que, selon toute vraisemblance, les intérêts des gros distillateurs lui sont beaucoup plus chers que ceux de la classe ouvrière.

Pourtant l'esprit public reste bon. Un rapport du sous-préfet de Belfort note cependant « qu'il y aura lieu de surveiller les instigations des curés dans la partie allemande et surtout dans le canton de Cernay et des environs. L'élan y a été spontané pour tout ce qui a été si miraculeusement et si glorieusement opéré depuis le 27 juillet dernier », mais « en ce moment il y a encore quelque fermentation dans les campagnes où quelques personnes ne rêvent que désorganisation et bouleversement » (1).

La situation s'était à peine améliorée pendant l'année 1831 que, de nouveau, en juin 1832, le prix des céréales montait par suite « de la mauvaise apparence des récoltes ». Le préfet signale « qu'elles souffrent depuis plus d'un mois des intempéries, que leur réussite est compromise par la sécheresse au moment où les céréales doivent entrer en fleur. Le froment s'est vendu de 39 à 40 francs l'hectolitre, et les pommes de terre de 8 à 9 francs. Malgré cette hausse, l'ordre n'a été troublé dans aucune localité... ». « Les rapports qui me parviennent de tous les points du département, dit le préfet (2), s'accordent à constater la position malheureuse de la classe ouvrière dont le travail ne suffit presque plus à pourvoir à sa subsistance ». Le 6 juin, le maire de Mulhouse, André Baumgartner, signale que le blé a atteint 42 francs l'hectolitre et que les habitants des cantons d'Altkirch et de Ferrette se sont réunis par groupe de 3, 5, et 6 individus, hommes et femmes, dès le lundi soir, veille du marché, et le mardi matin à l'aube ; ils ont parcouru les rues, un grand sac en sautoir, en priant les boulangers de faire du pain noir avec le blé acheté. Le 14 juin, au début de la journée, le sous-préfet d'Altkirch commence une lettre très optimiste destinée au préfet : « Le marché d'aujourd'hui est parfaitement approvisionné : la halle est pleine outre-mesure et ne peut même contenir tout le grain. Les arrivages ont été aussi abondants que dans les circonstances les plus favorables ; certes il n'y a point de disette. Il y aura vraisemblablement une baisse assez forte ». Deux heures plus tard le ton change. Le sous-préfet continue : « Il y aura certainement une baisse assez forte, mais moindre que je ne l'espérais. Le marché s'engageait à un prix assez bas quand un meunier et un entrepreneur de farine nommé Brunner est venu (*sic*) offrir 5 francs de plus par sac à plusieurs vendeurs, ce qui a produit un mouvement de hausse. Cependant il ne pourra pas tout acheter car il est entré près de 600 sacs dans les halles et nous n'avons besoin que de 100 sacs par semaine

(1) Rapport du sous-préfet de Belfort, 15 août 1830. A. D. Haut-Rhin M. 42.

(2) Lettre du Préfet du Haut-Rhin au ministre. A. D. Haut-Rhin M. 103⁴.

pour la provision du boulanger d'Altkirch. On ne peut s'empêcher de regretter qu'il n'y ait pas de loi contre les accapareurs. » De son côté le sous-préfet de Belfort écrit le 9 juin à son supérieur : « Je vous ai dit que le bruit s'était répandu dans la campagne qu'il y aurait du trouble au marché de ce jour. Ce matin, à huit heures, il n'était arrivé ni meuniers, ni farine ; on a su que les voitures étaient arrêtées à une lieue de Belfort ; des gardes nationaux se sont portés à leur rencontre et 240 sacs ont été amenés à la halle. Monsieur le Maire m'informe à l'instant qu'à dix heures le prix était de 150 francs pour la farine blanche et de 45 francs pour la noire, que les consommateurs n'ont encore rien acheté dans l'espoir que les meuniers diminueront les prix qui paraissent trop élevés. La commission des subsistances est en permanence pendant la durée du marché. Elle a pris les mesures nécessaires pour établir une salubre concurrence, mais elle craint de ne pas avoir les quantités suffisantes assez à temps pour provoquer la baisse et satisfaire aux besoins ».

Quelles mesures furent prises pour enrayer la spéculation, amener les grains sur les marchés et améliorer le sort de la classe pauvre ? Signalons dès maintenant que les premières initiatives ont été l'œuvre, comme presque toujours en Alsace, de l'initiative privée et des industriels. A Mulhouse, au début de juin, dans une réunion de quelques fabricants, il a été convenu que Ferdinand Koechlin se rendrait à Strasbourg pour y faire l'acquisition d'un millier de sacs de froment. Il a été entendu aussi que Weiss, l'un des adjoints, ferait, avec le commissaire de police, une tournée auprès des boulangers pour examiner leurs approvisionnements et fixer le prix du pain. D'autre part, deux commissionnaires de la même ville, Maire et Garcin, demandent au ministre d'admettre en franchise, par Saint-Louis et Salamprière, 75.000 kilos de légumes secs en vue de faire baisser le prix des denrées de première nécessité dans le département du Haut-Rhin. A Thann, une souscription a été immédiatement ouverte et a produit une somme de 30.000 francs. Un négociant s'est engagé à fournir 600 sacs de froment au prix coûtant, soit à 0 fr, 20 la livre. Le maire estime, le 9 juin, que la souscription atteindra 50.000 francs.

L'autorité locale joignit ses efforts à ceux de l'initiative privée. Pendant un mois, le maire de Cernay a fait venir des farines de Gray et les a distribuées à la classe indigente. Lorsque la provision est épuisée, un agent quitte Cernay pour Strasbourg et Colmar afin de faire quelques achats, cependant que le maire sollicite un nouvel envoi de farine, afin de pouvoir distribuer 400 livres de pain par jour, pendant 2 mois, au plus nécessaires.

Pour provoquer une baisse, le maire de Belfort sollicite du ministre de la guerre des instructions qui permettent à l'intendance militaire de délivrer à l'administration municipale jusqu'à concurrence de 150 à 200 sacs de farine pris dans les magasins militaires dont l'approvisionnement (1200 sacs) est suffisant pour nourrir la garnison pendant

3 mois. L'autorisation de cette délivrance aurait eu, à elle seule, un effet considérable sur le moral des habitants et sur les détenteurs de grains et farines. La ville s'engageait à ne réclamer la livraison des sacs que dans le cas d'extrême urgence. Elle s'en déclarait responsable et promettait de les remplacer dans un délai déterminé (1). En même temps des agents de la commission pour l'approvisionnement de Belfort se rendaient à Besançon et à Gray pour procéder à l'achat de sacs de farine qui seraient livrés à la consommation au prix de 45 francs, c'est-à-dire 6 francs au-dessous du cours.

On pourrait croire que le gouvernement eu à cœur de seconder les efforts des industriels et de l'administration locale. Il n'en fut rien. Il semble même, à lire les textes, que le ministre ait fait tout son possible pour contrecarrer les dessins humanitaires des habitants aisés du Haut-Rhin. Lorsque les industriels et le préfet demandent au ministre de l'Intérieur de jeter sur les marchés des grains étrangers pour provoquer une baisse des prix, le ministre répond que cette mesure est tout à fait inutile et que « le meilleur remède aux embarras de cette position c'est de laisser agir les opérations du commerce et les intérêts des spéculations, car il existe dans les mouvements combinés de la concurrence du commerce intérieur et du commerce extérieur, un gage de sécurité pour l'approvisionnement, d'autant plus fort que la loi du 15 avril (2) lui est très favorable ». C'est sur cette même loi que le ministre s'appuie pour refuser aux industriels l'autorisation de faire entrer en franchise quelques quintaux de légumes secs (3). Quels étaient les effets dans le Haut-Rhin de cette bienheureuse loi ? Il semble bien que les habitants aient eu à en pâtir plutôt qu'à s'en louer. Voici ce que le maire de Mulhouse, André Baumgartner, écrivait à ce sujet en 1833 : « La loi du 15 avril, est mal comprise par les consommateurs qui devraient, pour en apprécier la teneur, se reporter aux lois des 2 décembre 1814, 16 juillet 1819, 7 juin 1820, 4 juillet 1831, et 20 octobre 1830. Or, ils ne possèdent pas tous la collection complète du *Bulletin des Lois*.

Mulhouse se trouve aussi trop éloignée des ports de mer pour, en cas de hausse des grains, éprouver les bienfaits de l'introduction en tout temps, permise par la loi. Mulhouse et toute l'Alsace ne pourront jouir de ce bienfait que lorsque les moyens de transport auront été rendus plus faciles et moins coûteux par la navigation, une fois bien établie, du canal du Rhône au Rhin. Jusqu'ici notre ville a été approvisionnée, en cas de hausse, par les grains d'outre-Rhin. Mais, dans ces derniers temps, les puissances limitrophes voulant assurer à leurs

(1) En définitive 50 quintaux de farine furent empruntés à l'intendance militaire pour approvisionner la ville de Massevaux. Ils furent vendus quelques jours après.

(2) Il s'agit de la loi du 15 avril 1832.

(3) « La loi du 15 avril 1832, sur les céréales, contribuera à faire baisser les prix de celles-ci puisque, d'une part elle prononce l'abolition de toute prohibition relative à l'importation des grains et farines, et que, d'autre part, elle supprime la surtaxe imposée sur les importations par terre ».

propres pays une quantité de grains suffisante pour la consommation et empêcher que la hausse extraordinaire qui s'est fait sentir sur la rive gauche, n'atteigne également la rive droite du fleuve, ces puissances étrangères ont alors défendu l'exportation, de manière qu'à Mulhouse, on n'a éprouvé aucun effet de la loi du 15 avril.

Au contraire, cette loi, pour notre localité, a eu un résultat fâcheux en ce qui concerne le prix du riz. Jusqu'au jour de la promulgation de la loi du 15 avril, les commerçants de Mulhouse achetaient le riz sur le marché de Bâle et pouvaient le faire introduire en France avec un droit de 3 francs par 100 kilos. Aujourd'hui ce droit a été élevé à 9 francs » (1).

Le Ministre du Commerce ne mit pas plus d'empressement que son collègue de l'Intérieur à secourir les classes indigentes. L'emprunt de 50 sacs de farine fait par la ville de Belfort à l'intendance militaire suffit à déchaîner les foudres du ministre. Au nom de la sacro-sainte liberté du commerce celui-ci blâme sévèrement les mesures prises, et dit : « Il paraît qu'à Belfort on a fait emprunt aux magasins militaires de cette ville, pour fournir à l'approvisionnement de Massevaux de 50 sacs de farine qui ont été restitués peu de jours après. Si la commission particulière de souscription agit à son propre compte, et non à celui de la ville, je n'ai rien à opposer. S'il en était autrement, et qu'il y eût un échange, par des intermédiaires, garanti par les deniers de la commune, il serait fâcheux que de pareilles opérations vinssent à se renouveler et à se prolonger. Leurs effets et leurs résultats auraient des inconvénients bien signalés dans nos instructions, et il ne faut pas perdre de vue que je ne saurais les couvrir de mon approbation. L'amélioration décidée et progressive de l'état des subsistances doit engager à laisser à la libre concurrence du commerce, le soin de l'approvisionnement des marchés. Dans votre département, les prix, comparativement à ceux de l'intérieur, présentent encore à la spéculation des chances de gain qui garantissent cet approvisionnement » (2) Par bonheur, la nature fut plus clément que les ministres. La récolte de 1833 fut moyenne en quantité et en qualité, en ce qui concerne les céréales (3). Les prix baissèrent. Le 11 août dans l'arrondissement de Colmar, 1 hectolitre de blé se vendait 15 fr. 50, 1 hectolitre de seigle, 11 francs, 1 hectolitre d'avoine, 9 fr. 50. Le quintal de farine valait 8 à 10 francs. Si la récolte en légumes secs était très médiocre, les pommes de terre avaient parfaitement réussi. Par contre, la récolte en paille était équivalente à la moitié d'une récolte ordinaire seulement. Il fallut donner aux paysans l'autorisation d'enlever les feuilles

(1) A. D. Haut-Rhin M. 1034.

(2) A. D. Haut-Rhin M. 1034.

(3) Poids moyen du blé nouveau par hl., en 1833, 70 kg. $\frac{1}{2}$
du seigle 71 —
de l'orge 63 —

mortes dans les forêts de l'état et des communes, pour qu'ils puissent avoir la litière nécessaire aux bestiaux (1).

La crise de 1832 avait été particulièrement pénible. L'*Industriel alsacien* fait très justement observer que, « dans les moments de disette, les populations industrielles semblent moins souffrir de la misère, en général, que les populations agricoles. Dans les temps les plus difficiles, le fabricant est obligé de donner à ses ouvriers un salaire qui puisse les faire vivre avec leur famille ; si le prix des denrées s'est fortement accru, ce sera sur des dépenses de cabaret que portera surtout l'économie, mais la quantité d'aliments consommée par individu restera, à peu de chose près, la même. Il n'en est pas ainsi à la campagne où presque toutes les ressources manquent dès que les récoltes ne réussissent pas, et où le propriétaire, aujourd'hui surtout que les terres sont très morcelées, loin de pouvoir soutenir ses journaliers dans les moments critiques, se voit condamné à partager leur dure condition » (2).

Nous n'avons pas trouvé de documents permettant de retracer d'une manière aussi précise l'histoire de l'agriculture dans le Haut-Rhin, entre 1833 et 1846. Nous savons seulement que la récolte de 1837 fut endommagée par des pluies continuelles et qu'elle fut égale au 1/3 environ de la récolte précédente, ce qui explique la hausse des grains et l'augmentation du prix du pain que l'on peut constater, dans les tableaux ci-dessous, pendant l'année 1838 (3). Par contre, les fourrages furent splendides et il fut possible de les rentrer à temps.

En ce qui concerne le Bas-Rhin, les renseignements que nous avons recueillis sont plus succints encore pour la même période. Le préfet note seulement, le 1^{er} février 1835, dans le rapport trimestriel qu'il adresse au Ministre de l'Intérieur : « les communes où l'on cultive le tabac sont dans une situation prospère et il en est de même du vignoble qui a fait des récoltes abondantes en 1833 et 1834. Par contre, les communes de la plaine qui ne cultivent que des céréales sont dans la gêne, la dernière récolte ayant été médiocre et les prix ne s'étant pas relevés. Cet état de chose tourne du reste au profit de la classe ouvrière et indigente qui continue à se procurer le pain à un taux modéré » (4).

Il est probable que nulle autre crise des subsistances ne troubla la population rurale de l'Alsace jusqu'en 1847. Notons toutefois que le prix des denrées de toute nature a subi une augmentation continue et notable entre 1830 et 1848. Les tableaux ci-dessous en témoignent (5). Si le salaire absolu des journaliers et ouvriers de la

(1) A. D. Haut-Rhin M. 1034.

(2) *Industriel Alsacien*, du 24 mars 1838.

(3) Voir ci-dessous p. 68.

(4) Rapport trimestriel du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 1^{er} février 1835. A. D. Bas-Rhin, série M, dossiers historiques.

(5) V. tableaux p. 67 et suivantes.

PRIX DES GRAINS ENTRE 1834 ET 1847 EN ALSACE

Année	STRASBOURG				COLMAR				MULHOUSE			
	Froment l'hl. en fr.	Seigle l'hl. en fr.	Orge l'hl. en fr.	Avoine l'hl. en fr.	Froment l'hl. en fr.	Seigle l'hl. en fr.	Orge l'hl. en fr.	Avoine l'hl. en fr.	Froment l'hl. en fr.	Seigle l'hl. en fr.	Orge l'hl. en fr.	Avoine l'hl. en fr.
1836	14,75	10,31	9,24	7,50	15,86	10,15	6,94	13,44	15,24	8,54	8,27	7,80
1835	15,03	10,45	9,37	7,29	15,92	10,19	1,32	7,30	15,83	9,83	9,07	8,30
1836	14,56	9,65	8,41	7,71	15,97	9,72	8,37	8,74	15,64	9,30	0,31	7,83
1837	17,07	10,62	10,12	7,83	17,77	11,05	9,30	6,40	17,60	10,25	8,75	7,68
1838	20,60	13,95	11,58	8,34	21,72	13,61	14,53	9,11	21,33	13,04	11,17	8,00
1839	23,08	13,99	12,16	8,28	24,23	15,49	12,47	9,10	24,05	14,42	12,31	7,17
1840	20,32	12,95	11,59	8,25	20,96	15,03	12,63	9,41	21,40	13,96	11,92	7,85
1841	18,77	10,40	9,25	7,20	19,13	10,57	8,72	9,01	19,30	9,61	8,21	7,24
1842	22,58	13,60	11,10	10,50	23,43	14,36	10,44	9,73	23,42	13,30	11,02	8,55
1843	21,55	14,68	13,36	8,21	22,76	15,15	12,97	9,31	22,13	14,95	12,33	9,29
1844	18,48	10,87	9,46	7,76	19,66	11,47	10,46	7,61	19,44	11,53	10,75	8,21
1845	20,74	13,54	12,52	9,00	22,56	14,96	11,85	7,77	21,74	13,53	11,21	7,49
1846	27,85	20,10	12,59	10,92	28,79	21,37	14,98	8,91	28,49	20,91	15,19	9,15
1847	31,82	26,47	19,37	9,92	31,70	22,72	19,46	11,83	32,13	22,64	19,72	11,11

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

[illegible]

(1) A. Bas-Rhin, série M. Administration générale, n° 311. Tableaux généraux

(2) HANAUER : *Etudes économiques sur l'Alsace*, loc. cit.

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Année	PAIN			VIANDE					Pommes de terre l'hl. fr. (
	Pain blanc le kg en fr.	Pain bis blanc le kg en fr.	Pain bis le kg en fr.	Bœuf le kg en fr.	Vache le kg en fr.	Veau le kg en fr.	Mouton le kg en fr.	Porc le kg en fr.	
1834	0,30	0,24	0,16	0,80		0,90	0,90	0,90	*
1835	0,31	0,25	0,17	0,80		0,90	0,90	0,90	
1836	0,32	0,26	0,18	0,80		0,90	0,90	0,90	
1837	0,35	0,29	0,21	0,89		1,00	0,99	0,99	
1838	0,40	0,34	0,27	0,97		1,10	1,00	1,10	
1839	0,43	0,36	0,28	0,95		0,95	1,00	1,06	
1840	0,39	0,33	0,25	0,93		0,91	0,97	1,08	
1841	0,35	0,30	0,21	0,93		0,97	0,95	1,00	
1842	0,41	0,35	0,27	1,00		1,03	1,00	1,07	
1843	0,40	0,34	0,26	1,01		1,04	1,04	1,10	
1844	—	0,32	0,24	1,05		1,08	0,97	1,08	
1845	—	0,35	0,27	1,00		1,00	0,908	1,00	
1846	—	0,45	0,37	1,02		1,01	1,02	1,08	
1847	—	—	—	—		—	—	—	

* Prix moyen pour la période 1844-1858 :
 Prix moyen pour la période 1824-1844 : 2 fr.

(1) HANAUER : *Etudes économiques sur l'Alsace*, loc. cit.

(2) Ces chiffres représentent la moyenne des prix de gros payés par les hospices catholiques aux-Mines, Rouffach, Sultz, Belfort et Munster. (A. N. F²⁰ 282^u).

Pour avoir une idée approximative des prix de détail, il faut multiplier par 2 environ

			LÉGUMES SECS			PATES ALIMENTAIRES				POISSON DE MER		
	Beurre le kg (2)	Vin l'hl. en fr. (2)	Pois l'hl. en fr.	Fèves l'hl. en fr.	Len- tilles l'hl. en fr.	Riz le kg en fr.	Ver- micelle le kg en fr.	Sucre le kg en fr.	Café le kg en fr.	Ha- reng la pièce	Mer- luche le kg	Morue le kg
	»	»	22	15,12	11,69	16,00	0,80	1,05	2,60	0,15		
			17	15,86	12,77		0,80		2,60	id.		
			20	14,83	11,08		id.		2,40	id.		
			14	16,80	11,44		id.	1,10	2,60	id.		
6	1,54		26	19,67	13,00		id.	1,05	2,60	id.		
8	1,70		22	18,05	13,25				3,50	id.		
50	1,73		18	19,76	21,83	21,00				id.	1,20	
35	1,60		27	14,86	14,82	17,00	0,95	2,10	3,10	id.		
45	1,60		26	19,51	19,30	23,00	0,70	1,90	3,10	id.		
93	1,71		23	18,60	16,00		0,80	0,95		id.		
32	1,43		20	15,09	18,41	18,00	0,80	2,40		id.		
72	1,52		26	18,25	21,71	18,50		2,40	3,20	id.		
50	1,80		28	26,20	28,86	27,00				id.		0,80
				33,00	30,00						0,90	0,78

uriales des marchés du département.

X DES DENRÉES 1834-1846 (1)

COMBUSTIBLES			LÉGUMES SECS						
	Bois de hêtre le stère	Bois de sapin le stère	Oeufs le cent (2)	Beurre le kg en fr. (2)	Vin l'hl en fr.	Pois l'hl. en fr.	Fèves l'hl. en fr.	Len- tilles l'hl. en fr.	
			*	* B. de table	* B. de cuisine				
39	8,53	6,14	* Prix moyen pour la période 1834-1843 : 3 fr. 60	* Prix moyen pour la période 1834-1843 : 0 fr. 69	* Prix moyen pour la période 1834-1843 : 0 fr. 68	24	15,5	»	12,80
24	8,40	6,15				28	18,17	»	14,95
86	10,95	7,40				22	17,56	»	15,37
10	9,82	6,87				24	15,10	»	15,43
28	10,07	7,06				24	18,00	»	15,00
55	9,72	7,10				20	18,06	»	15,71
61	11,15	7,38				18	19,76	25,20	17,26
84	12,05	8,07				18	19,02	22,07	18,56
40	12,35	8,70				30	18,50	18,26	16,92
87	11,13	7,78				20	21,27	23,27	18,72
07	10,17	7,18	* Prix moyen pour la période 1844-1883 3 fr. 86	* Prix moyen pour la période 1844-1883 0 fr. 74	* Prix moyen pour la période 1844-1883 0 fr. 73	16	13,74	17,62	12,67
06	12,02	8,08				20	14,09	17,09	12,67
08	11,11	8,17				22	23,61	23,62	20,23
						34,24	40,00		29,84
			* Prix moyen pour 1824-39 3 fr. 60	* Prix moyen pour 1824-33 0 fr. 66	* Prix moyen pour 1824-33 0 fr. 64				

estants des cantons de Ribeauvillé, Ensisheim, Turckheim, Massevaux, Colmar, Sainte-Marie-
ées contenues dans cette colonne.

campagne est resté le même, leur salaire relatif a donc sensiblement baissé puisque l'alimentation représente la plus grosse part du budget ouvrier. Il y eut, sans doute, quelques compensations de sorte qu'il n'est pas possible de représenter numériquement la diminution du pouvoir d'achat des ouvriers ruraux. Grâce aux progrès du machinisme, les étoffes sont moins chères à la fin de la Monarchie de Juillet. Cette constatation vaut pour la France comme pour l'Alsace. En 1816, le prix moyen du calicot de $3/4$, à Saint-Quentin, était de 2 fr. 60, en 1831, de 0 fr. 70. En 1816 le prix moyen des percales de $5/4$, était de 4 fr. 50, en 1832, de 1 fr. 75, en 1816, le basin valait 2 fr. 50, en 1832, 0 fr. 75 ; en 1816, la mousseline à jour était vendue 2 fr. 10, en 1835 0 fr. 40. En Alsace, pendant l'Empire, les toiles de coton se payaient 4 à 5 francs l'aune, pendant la Restauration le calicot $3/4$ est tombé à 0 fr. 75 et même à 0 fr. 65 (1). Le prix des étoffes remonte, en Alsace, vers 1847 ; il reste toutefois inférieur à ce qu'il était en 1834 à quelques rares exceptions près. Dans ces derniers cas, l'étoffe n'est pas sensiblement plus chère en 1847 qu'en 1834 (2).

En ce qui concerne le logement, rien ne nous permet de dire qu'il y ait eu un changement quelconque dans le prix des loyers à la campagne entre 1830 et 1848.

Etant donnés les salaires et les prix des matières de première nécessité, était-il possible aux ouvriers ruraux de subvenir à leurs besoins ? Quelle somme annuelle fallait-il pour assurer l'existence d'un homme seul, d'une famille composée du père, de la mère et de deux enfants en bas âge, par exemple ? Des renseignements précis nous ont été fournis à ce sujet par l'enquête faite en 1848 dans les deux départements alsaciens. Nous les avons groupés pour plus de commodité, et présentés sous forme de tableau (3).

Si précieuses que soient ces données, elles restent d'une interprétation difficile par suite de leur variété même, et aussi parce qu'il est fort délicat de déterminer, de manière exacte, les besoins réels des individus. Ces besoins varient selon les hommes et suivant les époques. A la campagne l'ouvrier est plus sobre ; il se contente de moins ; il possède généralement une parcelle de terrain dont il jouit, moyennant une faible redevance qu'il paie à la commune. Il a une chèvre ou une vache dont les produits lui procurent quelque aisance. La forêt communale l'approvisionne en bois. C'est pourquoi certains enquêteurs assurent que l'indigence est plus rare et surtout moins poignante dans les villages (4).

D'une manière générale c'est bien la loi ou le rapport de l'offre à la demande qui règle le taux des salaires ; mais le prix des subsistances agit aussi sur le prix du travail et explique les différences constatées

(1) BËRSH : *De l'industrie cotonnière en Alsace*, 1837, p. 11.

(2) HANAUER : *Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*. Paris, 1876-1878.

(3) Voir ci-dessous pp. 71-72.

(4) Réponse du canton de Munster à l'enquête de 1848.

ARRONDISSEMENT D'ALTKIRCH (1)			ARRONDISSEMENT DE BELFORT			ARRONDISSEMENT DE COLMAR		
	Ouvrier seul	Ménage avec 2 enfants		Ouvrier seul	Ménage avec 2 enfants		Ouvrier seul	Ménage avec 2 enfants
Altkirch	300 fr.	6 à 700 fr.	Massevieux	400 fr.	500 fr.	Colmar	350 à 450 fr.	6 à 700 fr.
Ferrette	290 fr.	600 fr.	Thann	144 fr. 60 (2)	288 fr. (2)	Wintzenheim	homme : 290 à 338 fr. femme : 192 à 218 fr.	515 fr.
Habsheim	240 fr.	460 fr.	Gromagny	288 fr.	600 fr.	Kaysersberg.	homme : 400 fr. femme : 300 fr.	800 fr. (3)
Hirsingen	350 fr.	700 fr.	Dannemarie	200 à 250 fr.	400 à 450 fr.	Rouffach	300 fr. —	425 fr.
Huningue	500 fr.	700 fr.	Saint-Amarin			Munster	— —	500 à 550 fr.
Landser	240 fr.	460 fr.	Belfort	100 fr. dans les 2 cas (2)		Soultz	456 fr. —	640 fr.
Mulhouse	365 fr.	500 fr.	Cernay	375 fr.	610 fr.	Andolsheim .	350 fr. —	800 fr.
			Delle			Ensisheim ...	350 fr. —	770 fr.
			Fontaine	360 fr.	550 fr.	St ^e -M.-a.-Min.	364 fr. —	550 à 600 fr.
			(2) Pour les ouvriers qui vivent d'agriculture à la campagne.			Lapoutroie...	300 à 350 fr.	820 fr.
						Guebwiller ..	550 fr. —	360 fr.
						Neuf-Brisach.	264 fr. —	5 à 600 fr.
						Ribeauvillé ..	300 à 400 fr.	

(1) L'enquête ne dit pas s'il s'agit du budget d'un ouvrier vivant à la campagne ou d'un ouvrier des villes.

(3) L'enquêteur ajoute : en vivant avec économie.

BAS-RHIN (1)

**SOMME ANNUELLE JUGÉE INDISPENSABLE : 1° A UN OUVRIER SEUL ;
2° A UN MÉNAGE COMPOSÉ DU PÈRE, DE LA MÈRE ET DE DEUX ENFANTS EN BAS-ÂGE.**

	<i>Ouvrier seul</i>	<i>Ménage avec 2 enfants</i>			<i>Ouvrier seul</i>	<i>Ménage avec 2 enfants</i>
Marcolsheim	350 fr.	540 fr.		Shiltigheim	219 fr.	438 fr.
Sélestat	375 fr.	850 fr.		Wasselonne	360 fr.	550 fr.
Rosheim { au Kleingenthal { autres endroits..	482 fr. 50 240 à 260 fr.	273 fr. 75 420 à 480 fr.		Bischwiller	—	—
Obernai	260 fr.	446 fr.		Haguenau	—	—
Barr	260 fr.	475 fr.		Villé	300 fr.	710 fr.
Benfeld	365 fr.	730 fr.		Saar-Union	300 fr.	400 fr.
Wœrth	160 fr.	450 fr.		La Petite-Pierre..	400 fr.	600 fr.
Soultz-s.-Forêts	290 fr.	450 fr.		Bouxwiller	240 à 260 fr.	400 à 450 fr.
Wissembourg	400 fr.	700 fr.		Saverne	365 fr.	912 fr. 50
Niederbronn	208 à 364 fr.	446 à 728 fr.				

(1) On sait que les recherches faites par M. Pontell, pour retrouver les réponses du canton de Strasbourg à l'enquête de 1848, sont restées sans résultats. Ce tableau présente donc une assez grosse lacune en ce qui concerne le chef-lieu du Bas-Rhin.

d'un lieu à l'autre. Si les salaires sont moins élevés à la campagne où tous les bras ne trouvent pas une occupation continue, cela tient à ce que les subsistances y coûtent généralement moins que dans les villes très populeuses d'une part, tandis que, d'un autre côté, l'ouvrier de la campagne possède ordinairement quelque champ cultivé par sa famille. On comprend comment, dans ces conditions, un salaire moins élevé, un gain moins considérable, peuvent suffire à l'entretien des familles ouvrières (1).

Ceci explique aussi que, dans certains cantons (2), on estime que les conditions d'existence des journaliers soient assez bonnes en ce qui concerne l'habitation, le vêtement et la nourriture. Le « standard of life » des ouvriers agricoles ne diffère que très peu de celui des petits propriétaires eux-mêmes. A la campagne, les prolétaires seraient relativement heureux si une crise industrielle ou une mauvaise récolte ne mettait périodiquement en danger l'équilibre de leur budget.

Il ne faudrait pas se faire d'illusions cependant et comparer les conditions d'existence d'un ouvrier agricole de cette époque à celles d'un journalier actuel. Si longue que soit aujourd'hui encore la journée de l'ouvrier des campagnes, elle reste sensiblement plus courte que celle du travailleur de 1848. A Hirsingen, à Altkirch, en hiver, les batteurs en grange commencent leur travail à 5 ou 4 heures du matin et terminent à 4 ou 5 heures du soir. La durée du travail des journaliers varie toujours suivant les saisons. Au printemps, dans le canton de Hirsingen, le salarié est occupé de 6 heures du matin à 8 heures du soir ; en été, de 4 heures à 8 et même 9 heures du soir ; en automne de 5 heures du matin à 6 heures du soir ; en hiver, de 5 heures du matin à 6 heures du soir ; c'est-à-dire qu'un individu travaille au minimum 11 heures par jour, et au maximum 16 heures. Au Kaysersberg la durée du labeur quotidien varie entre 13 et 9 heures. Les agriculteurs de Rouffach travaillent de 5 heures du matin à 8 heures du soir. A Andolsheim, l'enquêteur note que la durée du travail est de 18 heures en été, 12 heures en hiver ; elle est, à Soultz, de 16 heures en été, de 9 heures en hiver.

Nos plus misérables journaliers ne se contenteraient pas non plus de l'ordinaire des paysans les plus aisés de cette époque. La base des aliments des travailleurs est constituée par la pomme de terre, le seigle, les légumes qu'ils cultivent eux-mêmes s'ils possèdent un jardin. Ils y ajoutent parfois un peu de laitage ou de fromage. La viande est extrêmement rare et aussi le vin. A Lapoutroie, à Massevaux, on signale que « dans beaucoup de maisons de campagne, le pain est presque un objet de luxe ». A Massevaux encore, des « familles aisées se privent toute la semaine de viande et de pain ». La consommation de cette dernière denrée a cependant augmenté dans certains

(1) Ch. GRAD : *Economiste Français*, 18 septembre 1880.

(2) Réponse du canton de Cernay à l'enquête de 1848.

villages, au cours de la période 1830-1848. La maladie de la pomme de terre a rendu nécessaire l'usage du pain et cet usage est passé en habitude. La viande de boucherie entre dans une proportion beaucoup plus forte dans l'alimentation à la fin de la Monarchie de Juillet. Dans certains endroits, à Wesserling, par exemple, le nombre des bouchers a quadruplé (1). Mais ces faits restent exceptionnels et semblent particuliers au département du Haut-Rhin. Dans le Bas-Rhin, au contraire, les réponses à l'enquête de 1848 s'accordent pour signaler la rareté de la viande et du pain. A Soultz-sous-Forêts, on note même que la consommation de la viande a diminué « par suite de la restriction du parcours des porcs dans la forêt ».

Il existe aussi des variations sensibles dans les conditions de logement des ouvriers ruraux. A Hirsigen, Massevaux, Colmar, Saint-Amarin, Beaucourt, Munster, Soultz, Ribeauvillé, Barr, Soultz-sous-Forêts, les habitations sont convenables. L'ouvrier des campagnes possède généralement une petite maison entourée d'un jardin, d'un champ ou d'une vigne. Souvent, ceux qui ne sont pas propriétaires, se rendent fermiers d'une parcelle de terrain qui leur fournit les légumes. Mais il existe aussi des habitations basses et malsaines, à Lapoutroie, Ferrette, pour le Haut-Rhin, à Marckholsheim, Sélestat, pour le Bas-Rhin.

Les vêtements sont convenables en certains endroits, insuffisants ailleurs. Le coutil, le droguet en font le plus souvent les frais. Il arrive que certains journaliers soient vêtus, hiver comme été, de toile et de cotonnade. Les chaussures sont parfois inconnues. Hommes, femmes et enfants, vont pieds-nus quelle que soit la saison. Ces cas sont assez rares, et la plupart des travailleurs de la campagne portent des sabots.

Il ne semble pas qu'il y ait eu amélioration sensible des conditions d'existence des journaliers entre 1830 et 1848. Leur situation matérielle, médiocre, en général, voisine de la misère en cas de crise des subsistances, n'a guère changé. Si elle s'est légèrement améliorée dans certains cas par suite du développement de l'industrie et de la plus grande abondance des produits manufacturiers, elle a subi, d'autre part, des régressions dues à certaines mesures administratives, telles que la restriction du droit de vaine pâture dans les forêts domaniales. La Monarchie de Juillet correspond, pour l'ouvrier des campagnes, à une période de pauvreté, traversée par des crises redoutables pendant lesquelles le travailleur voit fondre son patrimoine et devient la proie des usuriers.

Le tableau que nous avons essayé de tracer de la situation des ouvriers ruraux ne serait pas complet si nous ne disions un mot de leur vie intellectuelle et morale. Ce sont là de grands mots dont le modernisme cadre assez mal avec la culture rudimentaire des paysans de cette époque. L'instruction primaire, dans les cantons agricoles,

(1) Réponse de l'enquête patronale.

est, en général, assez faible. Les écoles sont désertes ou du moins très peu suivies pendant six ou sept mois de l'année. Si l'état de l'instruction est si peu satisfaisant, c'est que les parents ont la déplorable habitude de ne plus envoyer leurs enfants à l'école dès que les travaux de la campagne commencent. Les uns les retiennent à la maison pour ne pas payer la rétribution scolaire, les autres pour les prendre avec eux aux champs où, cependant, ils ne peuvent leur rendre que de bien faibles services. Communément, les enfants du village cessent de fréquenter l'école à l'âge de 13 ans et bientôt ils oublient le peu qu'ils avaient appris. A Ensisheim, on signale que ce sont particulièrement les mendiants qui se refusent à envoyer leurs enfants à l'école. « Ils en tirent quelque profit pour la mendicité, mais en sacrifiant l'avenir de ces petits êtres, ce qui les inquiète peu (1) ».

Les données qui nous sont fournies sur l'instruction des travailleurs sont, le plus souvent, d'une interprétation difficile, car elles concernent pour chaque canton, les ouvriers de toutes les catégories. Or il semble bien que les journaliers aient été moins instruits que les ouvriers des villes, malgré la loi Guizot, par suite de la mauvaise fréquentation scolaire, comme aussi par suite des salaires ridicules accordés aux instituteurs de cette époque, obligés, pour subsister, de cumuler les fonctions de bedeau, de sacristain et de cultivateur. On lit, par exemple, dans les annonces des journaux locaux :

*« Places d'instituteurs actuellement vacantes
dans l'arrondissement d'Altkirch »*

Canton d'Altkirch

Hausgauen : Traitement fixe : 300 francs. Rétribution scolaire : 368 frs.

Willersdorf : Aide-Instituteur, traitement fixe : 200 francs, outre le produit des leçons particulières et des leçons de nuit. Le logement et la nourriture sont à la charge de l'Instituteur.

Canton de Ferrette

Kiffis : traitement fixe : 415 francs.

Lucelle : traitement fixe : 200 francs. Rétributions scolaires : 470 francs, outre le logement et le chauffage.

Lutter : émoluments : 400 francs, plus le logement et le bois de chauffage.

Oberlag : traitement fixe : 350 francs ; accessoires : 255 francs.

Canton de Habsheim

Habsheim : aide-instituteur, traitement fixe : 150 francs, outre la pension et le logement à la charge de l'instituteur.

(1) Réponses des cantons de Ferrette et d'Ensisheim, à l'enquête officielle.

Canton d'Hirsingen

Hindlingen : traitement fixe : 600 francs, y compris le greffe et la mairie.

Pfetterhausen : traitement fixe : 650 francs ; l'enseignement est gratuit.

Canton de Huningue

Knoeringen : émoluments : 200 francs, accessoires : 300 francs.

Canton de Landser

Obermagstall : traitement fixe : 500 francs, indépendamment de la rétribution scolaire, évaluée à 200 francs, du logement et du bois de chauffage. L'instituteur sera tenu de remplir, en outre, les fonctions de sacristain et de secrétaire de mairie, pour lesquelles il recevra un traitement spécial.

Canton de Mulhouse

Galzingen : traitement fixe : 315 francs, accessoires : 325 francs, outre la rétribution scolaire fixée à 1 fr. 75 par an et par élève.

Altkirch, 3 novembre 1842 (1) ».

Si les parents retiennent leurs enfants au moment des récoltes, il arrive aussi que l'instituteur emploie ses jeunes disciples à ramasser les pommes de terre ou à vendanger sa propre vigne. Une instruction acquise dans de telles conditions devait fatalement présenter des lacunes.

A Hirsingen, on signale que l'instruction des travailleurs de l'agriculture est peu avancée. En ce qui concerne les hommes et les femmes de 30, 40 et 50 ans environ, 70 à 80% savent un peu lire et écrire en allemand ; quant à ceux de 20 à 30 ans, ils lisent et écrivent assez bien l'allemand et un peu le français. A Dannemarie, 10% des hommes savent lire et écrire. Dans les campagnes avoisinant Belfort, les $\frac{3}{5}$ des ouvriers mâles, savent lire et écrire suffisamment pour les besoins de leur profession. Sous ce rapport les femmes sont très arriérées ; beaucoup seraient incapables de signer leur nom. A Delle les $\frac{2}{3}$ des hommes et des femmes de la campagne savent lire et écrire. Sur 100 individus au-dessous de 30 ans, tant hommes que femmes, on trouve, à Fontaine, 90 personnes sachant lire et écrire. Sur 100 hommes au-dessus de 30 ans, 80, et sur 100 femmes du même âge, 60. Ce canton ajoute aux renseignements fournis que l'instruction a été très négligée autrefois, mais que cet état de choses a changé depuis environ dix ans et que la plupart des jeunes gens savent lire et écrire. Dans le canton de Wintzenheim, les enfants reçoivent tous une certaine instruction.

(1) D'après l'*Industriel Alsacien* du 13 novembre 1842.

L'enquêteur de Munster note que, à la campagne surtout, la langue française n'est point enseignée de manière assez continue, aussi ne progresse-t-elle qu'avec une lenteur désespérante : sur les 14 communes du canton, 4 maires ne comprennent point le français et 2 savent à peine lire quelques mots. Dans le canton d'Andolsheim, l'instruction à la campagne est assez négligée. A Lapoutroie, les cultivateurs sont très arriérés. Le nombre des paysans sachant lire et écrire peut-être évalué à 15 % pour les hommes et 10 % pour les femmes. A Huningue, on peut porter à 20 % le nombre des habitants qui sachent lire et écrire.

Voici maintenant quel est l'état de l'instruction des travailleurs agricoles du Bas-Rhin. En général, ils paraissent mieux instruits que les journaliers du Haut-Rhin. Les cantons les plus arriérés sont ceux de Saar-Union où 10 % des individus savent lire et écrire, de Villé, de Shiltigheim (50 %), et de Sélestat. A Barr (70 %), Wasselonne, la Petite-Pierre, Saverne (90 %), Woerth (95 %), Marckholsheim (96 %), l'instruction est satisfaisante. A Wissembourg, Benfeld, Obernai, presque tous les travailleurs savent lire et écrire. A Niederbronn, beaucoup d'ouvriers savaient lire l'allemand et l'écrire, mais, par suite du manque de pratique, vers trente ou quarante ans, ils ont oublié tout ce qu'ils avaient appris. Il n'existe aucune éducation potscolaire dans les communes agricoles, et comme l'éducation professionnelle fait complètement défaut, les journaliers ne se rappellent plus les éléments essentiels enseignés dans les écoles primaires. Il faut signaler, pourtant, l'Asile agricole de Cernay « maison d'éducation pour l'enfant pauvre et principalement pour l'enfant trouvé et pour l'orphelin ». La création de cet asile a été autorisée par décision ministérielle du 7 décembre 1847. Le directeur « en même temps qu'il enseigne à ses élèves le labourage, le jardinage, la greffe et la taille des arbres, la culture de la vigne, leur donne des leçons élémentaires, des connaissances indispensables à une bonne éducation professionnelle ». Ainsi des ateliers de menuiserie et de petite industrie, en rapport avec les besoins de l'agriculture et du ménage, sont organisés dans l'asile. « L'élève y apprend à faire et à réparer les instruments aratoires ; il se familiarise plus tard avec le travail du charronage, de la forge, du tissage des vêtements, de la confection des sabots, et acquiert ainsi le précieux mérite de se suffire à lui-même » (1).

L'éducation morale et religieuse pourrait parfois suppléer à l'éducation laïque et maintenir les travailleurs à un certain niveau intellectuel. Curés ou pasteurs ont eu, ici ou là, une influence bienfaisante et profonde. Les prédications d'Oberlin, au Ban-de-la-Roche, sont encore présentes à l'esprit des populations entre 1830 et 1848 et les aident

(1) Réponse du canton de Cernay, à l'enquête de 1848. Cette tentative reste d'ailleurs exceptionnelle. « En général, l'esprit de routine, engendré par l'ignorance et la présomption, dirige les travaux agricoles. Le cultivateur, peu versé dans l'agronomie, se contente de transmettre à son fils les notions qu'il tient lui-même de ses ancêtres ». (Réponse du canton de Munster à l'enquête de 1848).

à supporter, avec résignation, les dures souffrances que leur impose la crise de 1847. Le canton de Fontaine se glorifie du fait que « dans aucun autre canton de France, les crimes et les délits soient plus rares » et ajoute que le nombre des contestations portées en justice est également très faible. (1) Il arrive aussi que l'instruction religieuse cesse en même temps que l'instruction primaire. L'enfant, après sa Première Communion, est tout à fait livré à lui-même et à l'influence de ses parents. Ceux-ci, il est vrai, ont un certain sens de l'économie et de l'honnêteté qui manque souvent aux ouvriers des villes, nous le verrons plus tard. Presque tous les journaliers sont sobres et travailleurs, mais l'ivrognerie cause parfois des ravages parmi les vigneron. On trouve aussi, en quelques cantons, des curés ou des pasteurs au-dessous de leur tâche. Leurs prédications sont trop dogmatiques et pas assez sociales. A Lapoutroie, on remarque beaucoup de foi et peu de moralité. Ce résultat déplorable paraît devoir être attribué à la méthode défectueuse suivie par le clergé. En insistant sur la lettre du dogme, laquelle est au-dessus de la portée des parents et des enfants, on néglige l'application des principes du christianisme. Il s'ensuit que les habitants s'acquittent scrupuleusement de leurs devoirs religieux et suivent la pratique extérieure du culte, mais qu'ils sont moins pénétrés des principes d'équité et de fraternité (2).

Cette remarque nous paraît tout à fait justifiée si nous songeons au terrible antisémitisme qui anime les journaliers alsaciens. Nous avons vu que les causes de cette haine étaient surtout économiques : l'ouvrier déteste l'usurier, dont il ne peut se passer cependant. Il faut tenir compte aussi d'un facteur psychologique : usuriers, maquignons ou commerçants, les juifs représentent, dans chaque village, la partie aisée de la population, d'où une jalousie humaine et compréhensible, mais souvent féroce de la part des classes pauvres.

Tout changement dans l'ordre social sert de prétexte aux villageois pour se jeter sur les israélites, dévaster et piller leurs propriétés. Au lendemain de la Révolution de Février (3), le commissaire du gouvernement signale au procureur général que des violences ont été commises contre les israélites de Brumath. Des groupes se sont portés contre les maisons de MM. Cerf Théodore, Elie Moch, Martin Moch, Mathias Weil ; ils s'en sont emparés par force, ont tout dévasté, pillé, saccagé, en proférant des menaces de mort. Les six personnages nommés ci-

(1) Réponse du canton de Fontaine à l'enquête de 1848.

(2) Réponse du canton de Lapoutroie, à l'enquête officielle.

(3) Le 29 février exactement. Les archives du Bas-Rhin possèdent dans la série M, 1848 : Troubles, des documents sur le mouvement antisémite en Alsace. Comme ce mouvement se développe surtout après la Révolution de février, nous n'avons pas cru devoir utiliser les documents fournis par les Archives alsaciennes et nous nous sommes bornée à donner une idée de la violence des sentiments antisémites dans le Haut et le Bas-Rhin, en nous inspirant d'ailleurs des pages que M. Ponteil a consacrées à la question (V. PONTEIL : *L'opposition politique à Strasbourg sous la Monarchie de Juillet 1830-1848*. Thèse de Lettres, 1932.

dessus sont des juifs, les plus riches de Brumath. Des incidents du même genre se produisent à Marmoutier (1), à Mutzig, à Quantzenheim. La répression fut sévère : 7 habitants de Brumath furent condamnés à des peines variant de 8 jours à 2 mois de prison pour dévastation de clôture et violation de domicile chez des israélites.

Dans le Haut-Rhin, le 2 mars 1848, les autorités doivent intervenir. Un mouvement contre les juifs a eu lieu dans la région du Sundgau (arrondissement d'Altkirch) et s'est étendu à plusieurs communes du pays de Bade, ainsi qu'aux environs de Colmar et de Belfort. Dès le 5 mars, Chauffour, alors Commissaire du Peuple auprès de l'administration du département rédige une proclamation où il rappelle les principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui doivent être ceux du gouvernement ; des colonnes mobiles d'infanterie, et de cavalerie battent la campagne. Bientôt la dévastation des propriétés est maîtrisée, les familles fugitives réintègrent leur domicile ou cherchent aide et protection auprès des troupes en cantonnement qui sont, jusqu'à nouvel ordre, maintenues dans les localités dévastées. La Cour d'Appel s'empresse d'évoquer l'affaire pour donner plus de solennité à la répression. Il faudra de longues années encore pour empêcher les paysans alsaciens de manifester de façon violente les sentiments qui les animent envers les israélites, sentiments qui, à l'heure actuelle, n'ont pas encore tout à fait disparu dans les villages d'Alsace.

(1) L'affaire de Marmoutier, très grave, fut jugée par le tribunal civil de Saverne, le 27 juillet 1853 et par la Cour impériale de Colmar (arrêt du 13 décembre 1854). Les indemnités, capital et intérêts, allouées aux victimes, en 1856, s'élevaient à la somme de 18.833 fr. 39. (Archives du Bas-Rhin, série M. Troubles, affaire de Marmoutier, 1848-1856).

TROISIÈME PARTIE

LES ARTISANS

Les OUVRIERS des PROFESSIONS DIVERSES

CHAPITRE IV

Les artisans.

Les ouvriers des professions diverses.

A côté des journaliers qui vivent exclusivement en dehors des grandes cités industrielles, il existe une catégorie de travailleurs qui n'ont, eux aussi, d'autres ressources que leur force de travail. Nous voulons parler des artisans et des ouvriers qui, à la campagne, ou à la ville, sont employés dans de petits ateliers pour le compte d'un patron.

Il est nécessaire de distinguer, dans la forme au moins, les artisans des ouvriers des professions diverses, bien que, à l'époque de Louis-Philippe, la distinction entre ces deux groupes de salariés fût déjà assez difficile et assez subtile à établir. Si l'on considère l'étymologie des termes, l'artisan est celui dont le travail a quelque rapport avec l'art. Au Moyen Age, ce mot désigne celui qui a produit un chef-d'œuvre. Un serrurier, un cordonnier, un tailleur d'habits, un horloger sont des artisans, tant qu'ils ne fabriquent pas d'objet en série, mais produisent sur la demande des particuliers tel ou tel article dont on ne trouvera pas d'autre spécimen ailleurs : clef destinée à un coffret spécial, bottes ou complets sur mesure, montre enjolivée d'une décoration originale ou munie d'un mécanisme rare. Tous ces produits témoignent d'une longue patience, exigent un fini, une habileté particulière. Le jour où le serrurier fabrique une série de clefs semblables destinées à ouvrir une certaine quantité de serrures identiques, il cesse d'être un artisan pour devenir un simple ouvrier manuel. Si, à l'heure actuelle, cette distinction est assez facile à établir, il n'en est pas de même entre 1830 et 1848. Tandis qu'au **xx^e** siècle, l'artisanat s'est réfugié dans certaines industries de luxe : ébénisterie, joaillerie, dentelles à la main, au début du **xix^e** siècle, on trouve encore des artisans à domicile en assez grande quantité. Les grands magasins n'existent pas, ou presque. Chaussures, vêtements sont faits sur mesure par des spécialistes qui méritent bien encore le nom d'artisans. A côté d'eux, et dans d'autres domaines, travaillent ceux que nous appellerons « ouvriers des professions diverses » : carriers, plâtriers, maçons, charpentiers, peintres, forgerons, tanneurs, etc... Il existe, d'ailleurs, entre les uns et les autres, une catégorie intermédiaire, dont les membres appartiennent à l'artisanat par certains côtés de leur production et s'en distinguent par d'autres. Tel serrurier peut être

capable de forger sur commande une clef spéciale destinée à un meuble donné, mais il peut aussi consacrer la moitié ou la majeure partie de son temps à la fabrication d'une serrure d'un même type qu'il vendra ensuite à un entrepreneur de maçonnerie.

Y a-t-il, au point de vue économique, une différence quelconque, entre l'artisan et l'ouvrier des diverses professions pendant la période qui nous occupe ? Nous ne le croyons pas. L'un et l'autre travaillent pour le compte d'un patron. Celui-ci n'a rien de commun avec les grands capitalistes. Il produit pour un marché local et restreint, il emploie un petit nombre d'ouvriers dont les conditions d'existence diffèrent essentiellement de celles des prolétaires des fabriques. Entre 1830 et 1848, les moyens de communication n'ont pas encore pris un essor tel que l'industrie à domicile ait disparu. Chaque village possède son tonnelier, son charron ou son forgeron. Le chef de ces entreprises en miniature a parfois sous ses ordres un ou plusieurs aides ou apprentis. Le paysan fait ferrer son cheval ou réparer sa charrue par le maréchal-ferrant de l'endroit. On trouve dans toutes les bourgades une ou plusieurs couturières, des blanchisseuses ou des repasseuses, qui font travailler à leur tour quantité de petites-mains. Aides-maçons, artisans-cordonniers ou tailleurs constituent bien un groupe ayant mêmes intérêts économiques et, grosso-modo, mêmes conditions de travail et d'existence. Payés par le patron lui-même, à de rares exceptions près, ils partagent ses soucis, et, le plus souvent, son pain. Nourris, souvent logés chez leur maître, ils mènent une vie qui ne ressemble en rien à celle des ouvriers des grandes usines. Qu'ils soient artisans ou qu'ils appartiennent à divers métiers, ces individus ont donc bien les mêmes intérêts économiques et les mêmes rapports avec le patronat. C'est pourquoi nous étudierons leur histoire en Alsace dans un même chapitre. Au reste, malgré de profondes analogies il existe entre les individus qui constituent ce groupe quelques différences de détail. Elles tiennent essentiellement au lieu où ils résident. La condition du compagnon tonnelier ou du maréchal-ferrant qui habite un village ne sera pas identique à celle de son confrère qui réside à Mulhouse ou à Colmar, au point de vue économique comme au point de vue moral. Tandis que la vie du premier se rapproche de celle du journalier, le second subira les mêmes influences urbaines que le prolétaire des fabriques. Le pouvoir d'achat du serrurier de village sera calculé sur des bases équivalentes à celles que nous avons adoptées pour l'ouvrier agricole, puisqu'il paie les denrées au même prix et vit de la même manière. Pour le serrurier de Strasbourg ou de Colmar, la question se posera tout autrement. Tandis que le rural souffrira surtout de la pénurie ou de la mévente des produits agricoles, le citadin verra diminuer son salaire et augmenter ses jours de chômage en cas de crise industrielle. La mentalité de l'un et de l'autre, différera ainsi très profondément. Le villageois aura les mêmes goûts, les mêmes habitudes que son voisin vigneron ou laboureur. Comme lui, il rêvera

d'acquérir quelques pouces de terrain, une petite maisonnette et une vigne. Comme lui, il sera la proie des usuriers en cas de chômage. Sobre et économe, il aura parfois un livret de caisse d'épargne et quelque argent en réserve. Il est probable que l'habitant des villes, soumis aux influences ambiantes, aura un penchant plus marqué pour les distractions, voire pour le cabaret. Moins bien logé que son camarade des campagnes, il se souciera moins de la vie familiale et de la sécurité du foyer.

Il n'est pas possible, malheureusement, de dénombrer, même de manière approximative, le nombre des artisans et ouvriers des professions diverses appartenant à l'une ou l'autre catégorie. Nous ignorons, en effet, le nombre total des individus qui constituaient l'artisanat Alsacien. On se heurte, ici encore, aux difficultés que nous avons déjà rencontrées lorsqu'il a fallu évaluer l'importance de la classe ouvrière agricole (1). A Ribeauvillé, par exemple, l'enquête de 1848 signale qu'il existe, parmi les travailleurs en bâtiment : 55 maçons, 12 tailleurs de pierre, 27 charpentiers, 4 carriers, 8 plâtriers, 36 menuisiers, 9 serruriers, 4 vitriers, 3 poêliers et potiers de terre, 7 tuiliers, 3 paveurs, 3 peintres en bâtiment, 3 fontainiers, 2 ferblantiers et 4 ramoneurs. Mais le chiffre 36 qu'on nous donne comme représentant le nombre des menuisiers désigne-t-il l'ensemble des patrons ou l'ensemble des individus qui s'occupent de menuiserie ? On note un peu plus loin l'existence de 42 laveuses. S'agit-il d'ouvrières payées à la journée ou de femmes chargées, dans les blanchisseries, de nettoyer le linge sale centralisé par quelques patronnes ? Autant de questions insolubles... Le problème est d'autant plus complexe qu'il existe, surtout parmi les ouvriers du bâtiment, une population flottante dont il est impossible d'apprécier la valeur numérique. La pratique du tour de France, encore très répandue à cette époque, amène, en Alsace, des compagnons dont le séjour est nécessairement temporaire. En été, au moment où les constructions s'élèvent en grand nombre, des maçons italiens, des menuisiers suisses, des charpentiers souabes, viennent se mêler aux ouvriers de la région et donner un coup de main aux entrepreneurs. Enfin, il faut ajouter à la catégorie des compagnons adultes gagnant le salaire maximum, celle des apprentis. Leur nombre était encore assez considérable en 1848 pour que l'Assemblée nationale se souciât de leur sort et consacraît une partie du questionnaire formulé à l'occasion de l'enquête de 1848 à cette catégorie de travailleurs. Il est tout aussi difficile de connaître le nombre des apprentis que de savoir combien de compagnons habitaient la campagne ou la ville. Quelques cantons, il est vrai, pour répondre à l'Enquête officielle, expriment par un chiffre, au moins approximatif, la quantité d'apprentis employés en 1848. C'est ainsi que l'on compte :

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

à Altkirch.	225	apprentis
à Ferrette.	100	—
à Habsheim.	45	—
à Hirsingen environ 60 à	70	—
à Cernay	50	—
à Wintzenheim, dans la fonderie Muhel,	3 à 4	
— — la forge.	3 à 4	
— — les tissages	0	
— — les filatures	121	
au Kaysersberg.	40 à 45	
à Rouffach.	} 7 ou 8 garçons. 30 filles qui appren- nent à coudre ou à repasser.	
à Soultz.		35
à Munster	20 ou 30	
à Ensisheim	89	
à Sainte-Marie-aux-Mines.	500	dont 3/4 garçons
à Guebwiller	60 à 80	
à Neuf-Brisach	50	

Mais plus nombreuses encore sont les villes qui ont négligé de répondre à cette question ; on ignore combien d'apprentis renfermaient des cantons comme Mulhouse (1), Massevaux, Dannemarie, Belfort, Delle, Lapoutroie. A Colmar, les apprentis forment le 1/4 du nombre des ouvriers faits, à Andolsheim ils comprennent 1/10 des travailleurs. Mais quel est le nombre des travailleurs ? Les chiffres donnés à ce sujet par l'enquête de 1848 comprennent des hommes et des femmes. Faut-il prendre le 1/10 des travailleurs hommes, ou le 1/4 du nombre formé par le total hommes et femmes ? Il faut songer aussi que le chiffre donné par tel ou tel canton est un chiffre global, et qu'il comprend, nous l'avons vu, des compagnons dont le séjour est saisonnier ou accidentel et même des ouvriers de la grande industrie.

Il est impossible de dire quelle fraction de la population ils représentent ; on peut affirmer, tout au plus, que les apprentis qui paient une rétribution pour apprendre un métier sont proportionnellement plus nombreux dans les campagnes, les gros bourgs et les cantons ruraux que dans les grandes villes, où la catégorie d'individus susceptibles de répondre à la définition que nous venons de donner a tendance à disparaître (2).

Quel est le salaire des artisans ? Il faut ici encore distinguer les compagnons et les apprentis. En général, l'apprenti contracte un

(1) On sait seulement que la fabrique de Kœchlin, construite en cette ville, en employait 42, encore faut-il rattacher ces apprentis aux travailleurs de la grande industrie qui feront l'objet d'un chapitre spécial.

(2) V. ci-dessous ch. IX.

engagement avec son maître par l'intermédiaire de ses parents aussitôt après la Première Communion, soit entre 12 et 15 ans. Toutefois, dans certaines professions qui exigent des forces physiques considérables, l'apprentissage commence plus tard, soit à quinze ans pour les arts mécaniques, à 18 ans pour les charpentiers.

En moyenne, l'apprentissage dure 3 ans ; mais cette durée varie de 6 mois à 4 ans, suivant les métiers. Le contrat passé entre l'apprenti et son maître diffère selon les diverses professions et selon les cantons. La durée de l'engagement fait le plus souvent les frais de l'apprentissage ; elle augmente en raison de l'importance de la profession. Parfois l'apprenti paie une redevance au patron. Cette redevance oscille entre 100 et 400 francs (1) par an. Dans certains cas, le maître prend l'engagement de nourrir et d'instruire son apprenti, moyennant une certaine somme. Ailleurs, il se charge de sa seule instruction. Il arrive encore que l'apprentissage soit gratuit. Pour dédommager son patron l'apprenti, devenu ouvrier, travaillera pendant un certain temps pour le compte du même patron sans exiger de salaire (2). Si l'apprenti quitte son maître avant le terme convenu, il paie une indemnité qui est toujours fixée dans les traités d'apprentissage (3). En règle générale, l'apprenti ne pourra s'absenter de chez son patron, aller servir ou demeurer ailleurs que chez lui pendant les années d'apprentissage (4).

Avant d'établir le salaire des ouvriers en bâtiment, il faut se souvenir qu'ils ont eu parfois maille à partir avec les chefs des sous-entreprises, cependant que ceux-ci, à leur tour, se querellaient avec les entrepreneurs principaux. On trouve des exemples de ce genre à Colmar : « La sous-entreprise n'a lieu que d'entrepreneur principal à patron professionnel, pour la construction des bâtiments et des travaux de terrassements. Il s'élève des plaintes sérieuses contre l'emploi des entrepreneurs principaux, soit par l'État, soit par les administrations. L'entrepreneur n'est ordinairement qu'un bailleur de fonds qui engage sa responsabilité vis-à-vis de l'administration qui, soumettant le sous-entrepreneur à la retenue de 16% de garantie, ne s'inquiète plus du travail de celui-ci et prélève sur lui un bénéfice qui varie de 5 à 20% sur le travail de l'entreprise, de telle sorte que le patron sous-entrepreneur et ses ouvriers ne retirent, le plus souvent, aucun bénéfice de leur travail s'ils ne sont pas en perte, car les mal-façons restent toujours à la charge du sous-entrepreneur » (5). A Ensisheim quand il existe des entreprises de construction, de terrassement ou d'endiguement, les ouvriers s'associent entre eux et traitent collectivement pour l'exécution de ces travaux. Dans ce dernier cas,

(1) Cette somme élevée est payée par les apprentis commerçants.

(2) Réponse du canton de Lapoutroie, à l'enquête de 1848.

(3) Réponse du canton de Belfort, à l'enquête de 1848.

(4) Réponse du canton de Dannemarie, à l'enquête de 1848.

(5) Réponse du canton de Colmar, à l'enquête de 1848.

SALAIRE DES ARTISANS ET OUVRIERS DES DIVERSES PROFESSIONS

OUVRIERS DU BATIMENT I

Canton	Profession	Avec nourriture en 1830	Sans nourriture en 1830	Sans nourriture (1) en 1847	Avec nourriture en 1848	Sans nourriture (2) en 1848
Arrondissement d'Altkirch	Altkirch	Charpentiers Maçons..... Menuisiers	2 fr. 00 à 2 fr. 50 2 fr. 00 à 2 fr. 50 2 fr. 00 à 3 fr. 00	2 fr. 00 à 2 fr. 50 2 fr. 00 à 2 fr. 50 2 fr. 50 à 3 fr. 50	1 fr. 1 fr. 1 fr.	2 fr. 2 fr. 2 fr.
	Ferrette	Serruriers..... Compagnons.....	2 fr. 50 à 4 fr. 00	2 fr. 00 à 2 fr. 25	1 fr.	
	Hirsingen.....	Maçons..... Menuisiers			2 fr. 50 à 4 fr. par semaine + le logement	
	Huningue	Serruriers.....			1 fr. 10 par jour + le logem. 0 fr. 90 par jour + le logem. 6 fr. par semaine + le logem.	
Arrondissement de Belfort	Massevaux.....	Artisans				2 fr.
	Belfort	Manœuvres..... Serruriers.....				1 fr. 25
	Fontaine	Maçons..... Charpentiers.....				1 fr. 50 à 2 fr. 50
	Fontaine	Couvreurs en paille Maçons.....				2 fr. à 2 fr. 50 en été 2 fr. à 2 fr. 50 en été
Arrondissement de Colmar	Wintzenheim ..	Serruriers..... Menuisiers			1 fr. 25 1 fr. 25	
	Kaysersberg ...	Maçons..... Menuisiers	2 fr. 50 2 fr. 50 2 fr. 50			2 fr. 40 à 4 fr. 2 fr. 40 à 4 fr. 2 fr. 45 à 4 fr.
	Bouffach	Charpentiers.....		2 fr. 50 2 fr. 50 2 fr. 50		
	Bouffach	Artisans				

Arrondissement de Colmar				3 n.	
Munster	Charpentiers.....	1 fr. 50 à 2 fr. 00 (3)	1 fr. 50 à 2 fr. 20 (3)	2 fr. 50	2 fr. 50
	Menuisiers, 1 ^{re} cl.	2 fr. 50 (3)	2 fr. 50 (3)	2 fr. 50	2 fr. 50
	— 2 ^e cl.	2 fr. 00 (3)	2 fr. 10 (3)	1 fr. 50	1 fr. 50
Ensisheim	Maçons.....	2 fr. 00 à 2 fr. 20 (4)	2 fr. 20 à 2 fr. 40 (4)	1 fr., 1 fr. 50, (3)	1 fr., 1 fr. 50, (3)
	Charpentiers.....	2 fr. 00 à 2 fr. 20 (4)	2 fr. 20 à 2 fr. 40 (4)	et 6 fr. (5)	et 6 fr. (5)
	Compagnons.....				
Ste. Marie-aux-Mines.....	Maçons maîtres ..				
	Compagnons.....				
	Serruriers.....				
Guebwiller	Charpentiers.....	2 fr. 10	2 fr. 10		
	Maçons.....	2 fr. 10	2 fr. 10		
	Maçons.....	2 fr. 25	2 fr. 25		
Ribeauvillé.....	Charpentiers.....	2 fr. 25	2 fr. 25		
	Menuisiers	5 fr. par sem.	9 fr. par sem.	2 à 5 fr. par sem. + logem.	2 à 5 fr. par sem. + logem.
	Maçons.....	log.		—	—
Bouxwiller	Charpentiers.....	5 fr. par sem.			
	Maçons.....	log.			
	Maçons.....	1 fr. 60 par jour			

(1) Les chiffres donnés dans cette colonne sont extraits des états de 1847, indiquant la valeur moyenne des salaires journaliers des ouvriers, états dressés par les maires sur la demande du Préfet. A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) Les chiffres contenus dans cette colonne sont fournis par l'enquête officielle.

(3) Ce sont les salaires des ouvriers employés dans la fabrique de M. Hartmann et Fils, à Munster.

(4) Salaires journaliers moyens des ouvriers employés par les propriétaires.

(5) « En raison du perfectionnement de l'art ».

SALAIRE DES ARTISANS ET OUVRIERS DE DIVERSES PROFESSIONS
OUVRIERS DU BATIMENT II (1). PRIX DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL SANS NOURRITURE

<i>Canton</i>	<i>Profession</i>	1824-1833	1834-1843	1844-1853	<i>Canton</i>	<i>Profession</i>	1824-1833	1834-1843	1844-1853
Mulhouse	Macon		2, 20	2, 20	Munster	Macon	2, 00	2, 10	2, 25
	Charpentier		2, 25	2, 30		Charpentier	2, 00	2, 10	2, 25
	Menuisier		2, 50	2, 50		Menuisier	2, 50	2, 50	2, 55
	Serrurier		2, 55	2, 55		Serrurier	2, 50	2, 50	2, 55
Masse vauz.....	Macon	2, 25	2, 25	2, 25	Turckheim.....	Macon	2, 50	2, 50	2, 50
	Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
Belfort.....	Macon	2, 20	2, 30	2, 30	Ensisheim	Macon	2, 25	2, 25	2, 25
	Charpentier	3, 00	3, 00	3, 00		Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Menuisier	3, 00	3, 00	3, 00		Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
Colmar	Macon	2, 25	2, 25	2, 25	Ste-Marie.-a.-Min	Macon	2, 10	2, 10	2, 10
	Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
	Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
Rouffach	Macon	2, 00	2, 00	2, 25	Ribeauvillé	Macon	2, 25	2, 40	2, 50
	Charpentier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Charpentier	2, 25	2, 40	2, 50
	Menuisier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Menuisier	2, 50	2, 60	2, 75
	Serrurier	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>		Serrurier	2, 75	2, 75	2, 75

(1) Il nous a paru intéressant de donner ici les chiffres que nous avons trouvés aux Archives Nationales, (A. N. F²⁰ 282ⁿ), relatifs aux salaires des ouvriers du bâtiment en Alsace. La comparaison entre ces renseignements et ceux qui nous sont parvenus d'autre part, permettra de donner à nos conclusions plus de fermeté.

On pourra encore rapprocher ces données de celles qui sont fournies par Hanauer : « Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne ». Paris 1876-1878. Voici quel est d'après cet ouvrage, le salaire des ouvriers en bâtiment, à Mulhouse et Strasbourg pendant la période qui nous occupe :

	1830	1840	1845
Strasbourg	charpentier.....	2.40	2.40
	maçon	2.40	2.40
	menuisier	1.70	1.50
	tailleur de pierre ...	2.75	2.50
Mulhouse	charpentier.....	2.05	2.25
	maçon	2.20	2.25

Hanauer donne pour Strasbourg des chiffres plus élevés que l'enquête de 1848 pour le Bas-Rhin ; en outre, il constate un fléchissement des salaires en 1840 et un relèvement en 1848, mais il s'est préoccupé des ouvriers du bâtiment travaillant dans les villes.

Nous n'accorderons que peu d'attention aux chiffres concernant la période 1844-1853, cette période dépassant les cadres de notre étude et les fluctuations des salaires ne pouvant s'expliquer par des événements postérieurs à 1848.

ARTISANS ET OUVRIERS DES DIVERSES PROFESSIONS. SALAIRES EN 1848, SANS NOURRITURE

Canton	Tanneurs	Tuiliers	Taillieurs	Cordonniers	Forgerons	Fondeurs	Teinturiers	Huiliers	Meuniers	Selliers	Maréchaux
Massevaux...	1 fr. 50	1 fr. 25									
Belfort.....			1 fr. 25 à 2 fr.	1 fr. 25 à 2 fr.	1 fr. 50 à 3 fr. 50	2 à 4 fr.	1 fr. 50				
Wintzenheim.											
Munster	la moyenne des salaires est environ 1 fr. 50 pour les divers métiers.										
Soultz (1)								1 fr. 80			
Ensisheim ...			1 fr. 50	1 fr. 50	1 fr. 50				12 à 15 fr. par sem.	1 fr. 50	2 fr.
Ste-M.-a.-Min.	les artisans des diverses professions gagnent en moyenne 2 fr. par jour.										
Saverne	ouvrières des industries professionnelles : 1 fr. 50 à 2 fr. par jour.										

(1) D'après le Maire de Soultz, le salaire quotidien des menuisiers, charpentiers et maçons est le même. On leur paie, en été 3 fr. 25 s'il s'agit d'un maître, 2 fr. s'il s'agit d'un ouvrier, 1 fr. 80 s'il s'agit d'un manoeuvre. Chacun reçoit en outre 1 litre de vin. Au printemps et en automne ce salaire est réduit de 0 fr. 25.

Le tailleur d'habits en sus de la nourriture quand il travaille dehors est payé 0 fr. 75.
Le tailleur de pierres est payé au mètre. Cependant il travaille aussi à la journée. Dans ce cas, il est payé 5 fr. en été, 3 fr. 50 pendant les autres saisons de l'année, sans nourriture ni vin.

Le carrier travaille à la journée, il gagne, en été 3 fr. 50, et en hiver, 1 fr. 50 sans vin ni nourriture.

Lettre du maire de Soultz, 11 septembre 1847. A. D. Haut-Rhin M. 127.

ARTISANS ET OUVRIERS DES PROFESSIONS DIVERSES. SALAIRES EN 1848. AVEC NOURRITURE (HAUT-RHIN)

<i>Professions</i>	CANTONS			
	<i>Altkirch</i>	<i>Hirsingen</i>	<i>Fontaine</i>	<i>Soultz</i>
Couturières	0 fr. 40	»	»	
Tailleurs d'habits	»	»	0 fr. 50	0 fr. 75
Cordonniers	0 fr. 60	»	1 fr.	1 fr.
Maréchaux	0 fr. 50	»	»	
Garçons boulangers	4 à 5 fr. par sem.	»	»	
Selliers	id.	»	»	
Tanneurs	5 fr. par sem.	»	»	
Bouchers	2 fr. 50 par sem.	»	»	
Tailleurs de pierre	été : 3 fr. 00 par jour hiv. : 1 fr. 50 —	»	»	
Tonneliers	2 fr. 50 par sem. + log.	»	»	
Forgerons	»	40 fr. par mois	»	
Sabotiers	»	»	1 fr. 25	
Couvreurs en paille	»	»	1 fr. 25	

ARTISAN ET OUVRIERS DES PROFESSIONS DIVERSES, SALAIRES EN 1848 AVEC NOURRITURE ET LOGEMENT (HAUT-RHIN)

<i>Professions</i>	CANTONS			
	<i>Altkirch</i>	<i>Hirsingen</i>	<i>Belfort</i>	<i>Rouffach</i>
Tonneliers	2 fr. 50 par sem.	»	»	Les ouvriers artisans gagnent de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 outre la nourriture et le logement.
Meuniers	»	4 fr. par sem.	»	Les ouvriers gagnent entre 2 et 5 fr. par semaine outre la nourriture et le logement.
Ouvriers d'huilerie ...	»	0 fr. 70 à 1 fr. par jour	»	
Forgerons	»	»	»	
Tuiliers	»	5 fr. par sem.	»	
Ouvriers de scierie ...	»	30 fr. —	»	
Ouvriers confiseurs ...	»	2 fr. 50 à 3 fr. par sem.	»	
Boulangers	»	3 fr. 00 par sem.	»	
Bouchers	»	2 fr. 00 —	»	
Tailleurs d'habits ...	»	2 fr. 50 —	»	
Cordonniers	»	5 fr. 00 —	»	
Tanneurs	»	0 fr. 75 par jour	3 à 5 fr. par sem.	
Tourneurs en bois ...	»	0 fr. 75 —	»	
Cloutiers	»	3 fr. 00 par sem.	3 à 5 fr. par sem.	
Maréchaux	»	id.	»	
Charrons	»	id.	»	
Selliers	»	1 fr. 00 par jour	»	
Cordiers	»	0 fr. 50 par jour	»	
Couturières	»	6 fr. 00 par sem.	»	
Teinturiers	»	4 fr. 00 par sem.	»	
Potiers	»			

BAS-RHIN

<i>Canton</i>	Les ouvriers des professions manuelles gagnent 2 fr. 50 à 4 fr. par semaine avec nourriture et logement.
Sélestat	

ils se divisent par groupe de 10 ouvriers et participent ainsi aux bénéfices de l'entreprise (1). A Hirsingen, la commission d'enquête proteste contre l'adjudication des entreprises communales à un seul homme qui organise ensuite des sous-entreprises. Les enquêteurs demandent que, notamment dans les constructions de bâtiments communaux, chaque ouvrier entreprenne lui-même et seulement l'ouvrage de sa profession. Ils souhaitent que, lors des constructions extérieures et intérieures de ces bâtiments, le prix de l'édifice à ériger soit évalué à sa valeur réelle. De tels vœux montrent, évidemment, qu'il y avait des abus dans la manière dont certains entrepreneurs envisageaient les devoirs de leur charge. Ceci posé, essayons de voir quels étaient les salaires absolus des artisans et quelle fut leur évolution entre 1830 et 1848.

Un examen attentif du tableau dressé à la page 89 et 90 nous permet de constater que le salaire des ouvriers en bâtiment n'a pas subi de variations entre 1830 et 1848. Il est resté stationnaire comme celui des journaliers. Ce fait n'est d'ailleurs pas particulier à l'Alsace. Quand, en 1849, Agricol Perdiguier apporte le résultat d'une enquête faite par lui auprès des gens de métier, il établit que, pour les ouvriers en bâtiment, les salaires ont peu varié depuis 30 ans (2).

Nous pouvons faire une autre constatation : les chiffres donnés par l'enquête de 1848 sont inférieurs à ceux qui avaient été fournis par les maires en 1847. Il faut sans doute attribuer cette différence au fait que la crise industrielle et commerciale consécutive à la Révolution a influé de manière fâcheuse sur la rétribution des salariés.

Si l'on essaie de voir quels étaient les ouvriers les mieux payés, on constate que les serruriers, grâce aux connaissances, à l'habileté et à la spécialisation que leur métier exige touchent un salaire plus élevé que les maçons ou les charpentiers.

En règle générale, l'ouvrier, comme le journalier, a tout intérêt à être nourri et même logé chez son patron.

Enfin il ressort du tableau précédent que le salaire des ouvriers maçons du Bas-Rhin était sensiblement inférieur à celui de leurs compagnons du Haut-Rhin. Si l'on en croit l'enquête faite en 1848 dans le Bas-Rhin, les maçons de Bouxwiller auraient demandé une élévation de leurs salaires immédiatement après la Révolution de Février.

Examinons maintenant les tableaux dressés aux pages 91, 92, 93. En apparence, les ouvriers des bâtiments sont beaucoup mieux payés que ceux des diverses professions, mais il faut tenir compte du fait que le cordonnier, le forgeron, le tailleur, la couturière à la journée, travaillent sans interruption, ou presque, pendant toute l'année. Sans doute, tailleurs et couturières connaissent la morte-saison, mais

(1) Réponse du canton d'Ensisheim, à l'enquête de 1848.

(2) Réponse d'AGRICOL PERDIGUIER, au livre de Thiers « *De la propriété* ». Thiers avait affirmé que les salaires étaient en hausse.

celle-ci est beaucoup plus sensible à la ville qu'à la campagne. Dans les cantons ruraux, la couturière est chargée, non seulement de la confection des vêtements neufs, mais aussi des raccommodages, nécessaires en hiver comme en été. Le tailleur quitte ses ciseaux pour la faucille la moisson venue et peut, comme journalier temporaire, se créer un supplément de ressources (1). L'ouvrier en bâtiment, au contraire, chôme au moment où les travaux de la campagne sont arrêtés. Bon gré, mal gré, il doit se croiser les bras. Rien d'étonnant à ce que certains cantons, comme Altkirch et Belfort, affirment que les maçons forment la classe la plus indigente, tandis que les forgerons, les cordonniers, les maréchaux-ferrants, les boulangers et les bouchers qui travaillent pour satisfaire des besoins primordiaux jouissent d'une certaine aisance (2).

Nous n'insisterons pas ici sur l'évolution du salaire relatif des artisans, sur leur éducation et sur leur mentalité. Les observations que nous avons faites en ce qui concerne l'existence des journaliers sont valables pour ceux des artisans qui travaillent à la campagne. Celles que nous ferons au sujet des ouvriers des villes pourront être appliquées aux citadins qui travaillent en petits ateliers ou pour le compte d'un entrepreneur ; mais, avant de clore ce chapitre, il est nécessaire de dire un mot des conditions de travail particulières à certaines professions, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la salubrité. Il existe des métiers néfastes à la santé de l'ouvrier qui les exerce. A Niederbronn, l'enquête de 1848 signale que les tailleurs de pierre, sujets à des affections de poitrine, ne peuvent guère travailler 18 ou 20 ans (3). Les teinturiers, à cause des couleurs qu'ils emploient, sont

(1) AGRICOL PERDIGUIER signale que, dans toute la France, les tarifs à façon des couturières et des lingères ont diminué de plus de moitié de 1830 à 1848. Nous n'avons pas trouvé de documents qui nous permettent d'infirmer ou de confirmer cette assertion en ce qui concerne l'Alsace.

(2) Réponses des cantons de Wintzenheim, Kaysersberg, Rouffach, Munster, Andolsheim, Ensisheim à la X^e question de l'enquête officielle.

(3) A Lapoutroie on fait la même observation : « La taille des pierres, principalement du grès des Vosges est insalubre. L'ouvrier parvient rarement à un âge avancé ».

Voici, d'autre part, dans quelles conditions se faisait l'extraction des pierres dans les carrières : « Il n'est rien d'aussi saisissant, écrit Vingard, que de voir un soucheur couché sur le dos ou sur le côté. La place lui manque pour prendre une autre position. Il pique la pierre à petits coups pour lui donner du jeu et la détacher avec une pioche pointue des deux bouts. Littéralement couché sur un lit de pierres, il reste onze heures par jour dans cette position fatigante. Le bras s'engourdit tellement que beaucoup de carriers ne peuvent devenir soucheurs.

Après avoir détaché la pierre, on l'approche de l'ouverture du puits et on la monte à l'aide d'une roue ; on la place sur le baquet, sorte de grille de bois ressemblant à un plateau de balance, auquel on adapte des chaînons et des crochets de fer ; puis une partie des carriers reste en bas et les autres tournent la roue au-dessus de la carrière. Si la corde casse, les ouvriers sont écrasés sous le poids qui est toujours considérable. Certains blocs pèsent jusqu'à 12.000 kg. Certaines carrières sont tellement impraticables que les ouvriers les appellent des « tue-hommes ». Un grand nombre de carrières sont humides à ce point que les ouvriers doivent travailler dans l'eau jusqu'à mi-jambe : les grenouilles et les rats y pullulent. Les ouvriers doivent suspendre leur nourriture s'ils veulent la conserver intacte. Ajoutons que l'obscurité continuelle des carrières rend leur travail plus pénible encore ».

également sujets à certaines maladies (1). On note, à Andolsheim, que le métier de boulanger a une fâcheuse influence sur la santé, parce que le mitron travaille la nuit, et qu'il est toujours près du feu. La même observation est valable pour les ouvriers tuiliers et potiers. Les cordonniers travaillent dans des chambrées privées où le cubage d'air est insuffisant. L'atmosphère est empestée par l'odeur du cuir et de la poix. Les tanneurs portent des sacs de tan qui pèsent parfois 200 livres. Très souvent ils contractent des maladies dues au « travail de rivière » : rhumatismes, fluxions de poitrine, phthisie. Beaucoup meurent du « charbon », contaminés par le contact de peaux provenant des animaux malades. La partie du corps attaquée se couvre alors d'une croûte noire ; en quelques heures une plaie profonde se forme et s'élargit entraînant la fièvre et la mort. Les remèdes sont affreusement douloureux et consistent en incisions et cautérisations. La plupart des tanneurs, dans ces conditions, ne peuvent travailler qu'une vingtaine d'années. Après quarante ans, ils ne trouvent plus d'ouvrage, cependant que la modicité de leurs gains ne leur permet pas d'économiser.

Les inconvénients inhérents aux divers métiers exercent une action d'autant plus intense que la durée du travail est excessive. A Altkirch, couturières et tailleurs d'habits, travaillent en été de 6 heures du matin à 7 heures du soir. Menuisiers, maçons et charpentiers, dans le même canton, commencent leur ouvrage à 5 heures du matin et terminent à 6 heures du soir. Les cordonniers clouent des semelles pendant que brille le soleil et même plus longtemps : soit de 6 heures du matin, à 10 heures du soir, en été ; de 6 heures du matin à 7 heures en hiver. A Rouffach, les artisans travaillent de 6 heures du matin à 7 heures du soir. A Munster, les ouvriers des divers métiers sont occupés 12 heures par jour environ, mais « suivant l'exigence des commandes, la durée de travail est augmentée de quelques heures ». L'Enquête de 1848 ajoute que ce fait est tout à fait exceptionnel et que l'ouvrier reçoit une indemnité pour ce travail extraordinaire. A une époque où la durée moyenne d'une journée de travail était de 12 heures dans l'industrie (2), l'artisan et l'ouvrier des diverses professions, étaient attachés à leur labeur pendant 13, 14, ou 15 heures. Ils étaient privilégiés cependant par rapport à leurs camarades tisserands à domicile dont nous allons maintenant étudier la situation.

(1) L'enquêteur d'Hirsingen qui fait cette observation ne donne pas d'autres précisions.

(2) Voir ci-dessous ch. I.

QUATRIÈME PARTIE

L'OUVRIER-PAYSAN

CHAPITRE V

L'industrie capitaliste — L'ouvrier paysan

Les individus dont nous allons nous occuper maintenant forment une catégorie intermédiaire entre les ouvriers agricoles et les ouvriers de la grande industrie. Par le fait qu'il vit à la campagne et qu'il possède souvent une chaumière et un lopin de terre, celui que nous appellerons « ouvrier-paysan » ressemble au journalier ; mais, au lieu de louer en tout temps ses bras au propriétaire rural, il lui arrive, pendant une grande partie de l'année, de mettre sa force de travail au service d'un gros capitaliste, habitant la ville, pour le compte duquel il tisse, pendant l'hiver, les fils qui lui sont fournis. Laboureur, vigneron, en été, propriétaire rural, le tisserand à domicile est bien, par certains côtés, un paysan. D'autre part, le fait qu'il travaille pour le compte d'un chef d'établissement permet de l'assimiler aux ouvriers des fabriques. Mais il diffère de ceux-ci, cependant, sur quelques points : il n'habite pas la ville, il possède des biens ou des instruments de travail (il arrive que son métier lui appartienne), tandis que ses rapports avec le patronat diffèrent beaucoup de ceux d'un prolétaire urbain.

Ce qui caractérise, en partie, l'industrie capitaliste, c'est que le travailleur ne vend pas directement ses produits au consommateur ; il offre ses produits ou sa force de travail au capitaliste, lequel se charge d'écouler les marchandises ainsi obtenues et d'obtenir des débouchés. Pourtant, la grande industrie ne se présente pas partout sous les mêmes formes. Le capitaliste qui organise la production et la vente, à la place de l'artisan, a le choix entre deux moyens. Dans le premier cas, il laisse subsister intact le mode de production et se borne à organiser la vente. Le chef de l'exploitation est un entrepreneur marchand qui occupe dans leurs maisons un grand nombre d'ouvriers ; l'artisan continue à travailler isolément, mais, au lieu de produire pour un grand nombre de consommateurs, il produit pour un seul marchand. C'est ce qu'on appelle l'*industrie capitaliste à domicile*. Elle se caractérise extérieurement par la dissémination des ateliers de production. Dans le second mode, le capitaliste ne se contente pas d'organiser la vente ; il organise aussi la production d'une manière nouvelle. Il concentre dans un local unique les ouvriers, jusque-là disséminés. Il les réunit ainsi en un corps bien discipliné, et met à leur disposition tout un arsenal d'instruments de production

mécanique. Ce mode est ce qu'on appelle *la fabrique*, et son développement, la concentration industrielle. Ainsi, les modalités de l'organisation sont multiples et la grande industrie se présente, sous le règne de Louis-Philippe, sous la double forme d'industrie à domicile et d'industrie concentrée. Voyons, en gros, qu'elles sont les relations du patron et de l'ouvrier dans le premier cas.

Dans l'industrie à domicile, on observe encore de nombreuses variantes en ce qui concerne le nombre des ouvriers dépendant d'un même entrepreneur et les rapports économiques des artisans avec le maître. Certains tisserands dont le domicile est peu éloigné de celui du fabricant entrent en rapport direct avec lui.

Les tisserands plus éloignés, tout en travaillant chez eux, entrent seulement en rapport avec un facteur-commissionnaire, contremaître ou chef de dépôt, établi dans un village voisin. Ce dernier seul peut avoir des relations directes avec le fabricant. Le capitaliste fait conduire les filés au village. Le contremaître en prend livraison, les distribue aux tisserands en leur donnant un billet portant les indications nécessaires. Les tissus achevés sont réunis à nouveau par chaque contremaître et envoyés par lui à la fabrique. Quelquefois les métiers appartiennent aux entrepreneurs et quelquefois aux tisserands. Le fait que ce mode de production ait été, pendant longtemps, unique, montre que cette forme de l'industrie était la plus avantageuse. L'entreprise, en effet, pouvait marcher avec un fonds de roulement très réduit, parce que les ouvriers fournissaient eux-mêmes une partie du capital (le local toujours, le métier parfois). C'était là un gros avantage qui déterminait les industriels à choisir cette organisation de préférence à toute autre. D'ailleurs, et nous reviendrons sur cette question, le salaire du tisserand à bras, ouvrier agricole ou propriétaire rural, était presque toujours un salaire d'appoint. Il en résultait pour le producteur à la fois un avantage et un inconvénient : d'un côté, dans les périodes de crises où la baisse des prix de vente rendait le tissage non rémunérateur, il pouvait ne pas donner de chaînes à tisser, tandis que, dans la fabrique, concentrée on ne pouvait arrêter les machines, dûnt-on travailler à perte. Par ailleurs, pendant la saison des travaux des champs et des forêts, le bûcheron prenait sa hache, le paysan sa pioche, et le métier cessait de battre, quelque pressé que fût l'entrepreneur. Inversement, il était pénible pour le tisserand d'être privé de travail pendant les crises de surproduction, mais il appréciait de pouvoir, à sa guise, récolter son houblon ou ses pommes de terre. La production du tissage à domicile était donc fort irrégulière. De plus, l'industrie à domicile ne permettait pas le contrôle incessant de la fabrication.

Pour obvier à ces inconvénients, nous voyons apparaître, dès le début du *xix^e* siècle, une forme d'industrie intermédiaire entre le travail à domicile et le tissage concentré : c'est ce qu'on appelle « *l'atelier* ». L'atelier n'est rien autre que la réunion dans un même

local, dans une grange ou dans une cave, de quelques métiers à bras. L'ouvrier ne travaille plus isolément. Plusieurs tisserands font battre côte à côte leur métier, ce qui permet au plus habile d'entre eux de diriger le travail de ses camarades. Ces ateliers sont d'importance très inégale et le nombre des métiers très variable. Quelques-uns groupent 10 métiers, d'autres vont à 60, parfois même à 100, chiffre rare et qui peut être considéré comme un maximum. Les prix de façon s'établissent après entente entre le fabricant et l'entrepreneur. Ce dernier paie les ouvriers selon le salaire qu'il a obtenu, en prenant pour lui une commission variable, mais qui, en moyenne, s'élève à 50 centimes par pièces de 54 mètres. Parfois aussi l'huile à brûler est fournie par le fabricant. Comme dans la fabrique, ni le local, ni le métier n'appartiennent au tisserand. Mais l'atelier n'est pas encore la fabrique : chaque ouvrier a le droit de prendre ou d'abandonner son travail comme bon lui semble. Il n'y a pas de règlement d'atelier, et de même que dans l'ancienne industrie domestique, on se réunissait pour travailler en écoutant les contes ou les « *lieders* » populaires, de même, dans l'atelier, les villageois viennent encourager de leurs chansons rythmées le labeur pénible du tisserand. Pas de règlement non plus pour les heures de travail. Chaque ouvrier entre ou sort comme bon lui semble. En été, le travail commence parfois à 4 heures du matin, et se prolonge jusqu'à 10 et 11 heures du soir. Avant la paie, pour terminer une pièce, on veille souvent fort avant dans la nuit. L'été, au moment de la moisson, au printemps ou en automne, au moment des travaux des champs, les ateliers sont presque déserts. En hiver, il arrive que les communications avec la ville soient coupées, à cause du mauvais temps : l'atelier chôme, faute de chaînes ou de fil dont on n'a pas pu renouveler la provision.

Les ateliers sont ordinairement placés au rez-de-chaussée des bâtiments, un peu au-dessous du niveau du sol extérieur. Les métiers sont fixés sur le sol battu. On maintient ainsi l'humidité dans la salle, ce qui permet de donner plus d'élasticité au fil (1).

Ce groupement des ouvriers en ateliers n'est pas particulier à l'industrie textile. On trouve aux Archives départementales du Haut-Rhin une note émanant de la fabrique Stefan Oswald Frères et Cie, à Niederbruck, où les chefs de l'établissement écrivent : « Nous occupons environ 200 ouvriers... Nous avons 140 ouvriers, hommes, sous nos ordres immédiats. Les 60 autres ouvriers travaillant se composent de femmes et de jeunes garçons de 10 à 20 ans qui ne relèvent pas immédiatement de notre caisse, et que, par conséquent, nous ne pouvons classer, vu que, donnant tel poids de marchandise à œuvrer, l'ouvrier-chef reçoit de nous, tant de façon par 100 kilos ; il est seul, et nous le connaissons seul. Mais il divise son travail chez lui entre sa femme et sa famille, ce qui, dès lors, ne nous regarde plus » (1).

(1) A. D. Haut-Rhin M. 1271.

Ainsi les perfectionnements techniques ont eu pour résultat :

1° De modifier dans certaines régions, la répartition géographique des ouvriers (1). Mais, tandis que les fileurs normands désertent les plateaux pour habiter les vallées, la partie du territoire alsacien occupée par l'industrie est restée sensiblement la même : elle forme à peine le 1/3 de la province et elle coïncide presque complètement avec la région montagneuse. La base géographique de l'industrie ne s'est ni étendue, ni rétrécie. Malgré les changements de la technique et la concentration industrielle, aucun mouvement vers la plaine ne s'est manifesté. La cause en est que les facteurs dominants de la localisation de l'industrie n'ont pas changé pendant 165 ans. Ce sont, d'une part, l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre, d'autre part la force motrice et hydraulique. L'importance de ces deux conditions n'a pas diminué au cours des temps. C'est ce qui explique que la région montagneuse constitue, aujourd'hui, comme autrefois, un centre d'attraction puissant pour les établissements industriels (2).

2° De modifier également les rapports entre les ouvriers et les patrons, en faisant apparaître la grande industrie ou industrie capitaliste dont les modalités multiples peuvent être groupées sous trois rubriques essentielles : industrie à domicile, atelier, industrie concentrée.

A leur tour, ces rapports nouveaux entre les salariés et les capitalistes auront leur répercussion sur la situation matérielle et morale des ouvriers.

Il est tout à fait impossible de dire combien d'individus pouvaient être considérés comme des « ouvriers-paysans » en 1830 et en 1848. Les renseignements qui nous sont parvenus à ce sujet par l'intermédiaire de statistiques dressées dans le Haut-Rhin en 1834, 1842, et 1847, manquent de précision. Ces renseignements, en effet, ont été fournis par les patrons eux-mêmes. Or, comme nous l'avons vu, les chefs d'établissements n'avaient pas de rapports directs avec les tisserands qui travaillaient pour eux. Ils ignoraient complètement leur nombre (3).

(1) V. SION : *Les paysans de la Normandie orientale, pays de Caux, Bray, Vexin normand, vallée de la Seine*. Etude géographique. Paris, A. Colin 1909, in-8°, VIII, 554 p., fig. pl. B. N. 8° LK² 5.470.

(2) Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse, p. 162.

(3) « Il est à observer que nous n'avons dans le lieu de notre domicile (Mulhouse) ni ouvriers, ni métiers pour l'exploitation du tissage de nos toiles de coton. Tous nos ateliers se trouvant disséminés dans diverses communes rurales du Haut-Rhin et des Vosges, nos matières premières étant fournies à des entrepreneurs qui nous rendent ensuite les tissus qui en proviennent au moyen d'un prix de façon déterminé pour chaque article. Nous ignorons même quelle est, en moyenne, le salaire que nos entrepreneurs accordent à leurs ouvriers dont il nous est également impossible de déterminer le nombre ». Note jointe aux renseignements fournis en 1842, pour l'établissement de la Statistique industrielle par Schlumberger, Steiner et C^o. A. D. Haut-Rhin M. 127.

« Je ne saurais préciser le nombre des ouvriers que j'emploie. Des traités divers sont conclus avec les contre-maîtres qui seuls sont en rapport avec les ouvriers ».

Même source. Remarque faite par Werth (Léon), tissage en couleurs, à Sainte-Marie-aux-Mines.

D'autre part, le tisserand à domicile se fait souvent aider pour les besognes faciles et les préparations, telles que le dévidage et le bobinage (1), par les membres de sa famille : femme et enfant ou bien il fait appel à des aides d'une façon temporaire. Ces diverses personnes viennent augmenter le nombre des individus employés au tissage à domicile. Seulement, on ignore combien d'entre elles tiraient de leur travail des moyens de subsistance. Il arrive même que nous soyons en présence de renseignements contradictoires. L'Enquête de 1848 dans le Bas-Rhin, note qu'il faut une dévideuse pour deux métiers.(2). Mais les établissements Boulanger, Colotte et Ströhl à Sainte-Marie-aux-Mines, affirment qu'une personne peut dévider pour 3 métiers (3).

Si maintenant nous examinons les renseignements fournis par l'Enquête de 1848, nous nous trouvons en présence des mêmes difficultés. Rares sont les cantons qui, pour répondre aux questions de l'Enquête relatives aux nombre d'ouvriers employés dans la région, et à l'importance de chaque industrie, ont pris la peine de donner des chiffres détaillés. Certains ont fourni un chiffre global qui représente la totalité des salariés du canton : journaliers, artisans, ouvriers, des professions diverses, tisserands à domicile, ouvriers de fabriques ; d'autres ont fourni des chiffres plus précis mais d'une interprétation tout aussi délicate, parce que l'enquêteur n'a pas pris la peine lorsqu'il a donné, par exemple, le nombre des tisserands, de nous dire s'il s'agit des tisserands à domicile, de ceux qui travaillent en atelier, ou de ceux qui sont employés dans les manufactures. Voici quelques chiffres significatifs :

A <i>Ribeauvillé</i> on signale :	850 tisserands hom.	330 fem.	70 enf.
A <i>Sainte-Marie-aux-Mines</i> :	7.500	—	2.500 —
A <i>Ensisheim</i> , on signale :	1.100	—	980 — 67 enf.
A <i>Rouffach</i>	— : 13	—	
A <i>Cernay</i>	— : 197	—	100 — 14 —
A <i>Belfort</i>	— : 2 patrons tisserands	résidant à Belfort même, et 41 patrons tisserands habitant les communes avoisinantes et employant 3 apprentis.	

(1) « Le bobinage se fait chez les ouvriers qui emploient leurs enfants en bas âge. Il y en a qui sont astreints à l'ouvrage par leurs parents au-dessous de 5 ans. Ce bobinage se fait aussi par les vieilles gens. Nous portons ici cent individus dans cette catégorie, mais il est impossible de leur donner continuellement de la besogne ».

(Note jointe aux renseignements fournis en 1842 pour l'établissement de la Statistique industrielle, par les fabricants de Sainte-Marie-aux-Mines). A. D. Haut-Rhin M. 127.

« Les enfants au-dessous de 16 ans sont employés chez leurs parents à dévider les cannettes pour les chaînes ».

Même source. Remarque faite par Willer et Finck, tissage, à Sainte-Marie-aux-Mines.

Le même tableau indique que le tissage de Reber et Co, sis également à Sainte-Marie-aux-Mines, occupe 100 femmes.

(2) Pour deux ouvriers tisserands il faut une dévideuse, femme ou enfant ». Réponse du canton de Villé (Bas-Rhin), à l'enquête de 1848.

(3) Renseignements fournis pour l'établissement de la Statistique industrielle (A. D. Haut-Rhin M. 127).

A Hirsingen	—	: 9 hommes.
A Massevaux	—	: 1460 hommes, 250 femmes, 240 enfants, employés dans les filatures de coton, les tissages mécaniques et à bras.
A Thann	—	: 225 hommes, 250 femmes, 50 enfants.
A Giromagny	—	: 400 tisserands 200 femmes.
— tissage brut	:	600 hommes, 200 femmes.
A Saint-Amarin	—	: 1.005 hommes, 1.169 femmes, 154 enf.
A Mulhouse,	22 tissages en tous genres emploient	2.200 ouvriers.

Par bonheur d'autres cantons ont été plus explicites et ont donné, avec plus de précision, le nombre des tisserands employés au tissage mécanique et le nombre des travailleurs occupés au tissage à bras. Voici les résultats de l'Enquête de 1848 à ce sujet.

On trouve :

Dans le canton de Lapoutroie :

3 tissages mécaniques situés à Orbey, employant 563 métiers.

Le tissage à la main occupe 1140 métiers presque tous arrêtés au moment de l'enquête.

Dans le canton de Munster :

1° *Etablissement de Gunsbach* : Les ateliers groupent 143 métiers à tisser auxquels il faut ajouter 250 ouvriers occupés au tissage dans 6 communes du canton.

2° *Tissages de Sultzzen* : comptent 265 métiers mécaniques (Établissement, Immer et Klaeser).

3° *Tissages de Stosswihr et Sultzzen* : comptent 250 métiers mécaniques et 300 métiers à bras qui chôment depuis quelque temps (Établissement Graff).

4° *Tissage Hartmann et fils à Munster* : compte 965 métiers mécaniques, 42 métiers à bras.

5° *Tissage de Breitenbach* : 519 métiers (Établissements Jordan et Cie).

Dans le canton de Wintzenheim :

Le tissage mécanique de Haussmann compte 24 machines à tisser.

Kiener emploie dans le canton 90 métiers à bras.

Dans le canton de Saint-Amarin :

On trouve 9 tissages mécaniques, comprenant 1.754 métiers et quelques tissages à bras, comprenant environ 500 métiers, mais, outre ces tissages à bras, beaucoup d'autres, comprenant 1.500 métiers, ne marchent plus. Les tissages exploités occupent environ : 1.800 ouvriers.

Dans le canton de Giromagny :

On compte :

1° 3 tissages mécaniques comprenant 900 métiers et occupant environ 600 ouvriers ;

2° Des tissages à bras occupant ordinairement 1.000 ouvriers.

Dans le canton de Massevaux :

Il existe :

1° A Massevaux, un tissage mécanique de 180 métiers ;

2° A Serven, un tissage mécanique de 280 métiers ;

3° A Rougemont, un tissage mécanique de 204 métiers et un tissage à bras de 80 métiers dont 40 seulement sont occupés ;

4° A Sinkheim, un tissage mécanique de 280 métiers ;

5° A Niederbruck, des tissages à bras occupant environ 280 ouvriers.

Dans le canton de Ferrette :

Le tissage mécanique fait vivre 73 hommes, 96 femmes, 19 enfants ; le tissage à bras, emploie 101 tisserands.

Dans le canton d'Altkirch :

Le tissage mécanique de X Jourdain emploie 210 hommes, 232 femmes, 58 enfants, le tissage à bras nourrit 20 hommes et 25 femmes.

Dans le canton de Colmar :

1° Le tissage mécanique de Kiener aîné emploie 30 hommes, 50 femmes ;

2° Le tissage Oehl et Huser, fermé pour cause de faillite, employait 300 ouvriers ;

3° On trouve 70 tisserands pour leur compte avec des ouvriers.

Dans le canton de Wintzenheim :

Le tissage mécanique occupe 12 hommes, 30 femmes, et 20 filles. Le tissage à bras occupe 100 hommes, en temps ordinaire (20 depuis la crise), 90 femmes (45 depuis la crise), et 20 enfants des deux sexes. Les tisserands à bras travaillent pour le compte de Kiener et sont répartis dans les communes de Wihr-au-Val, Walbach et Zimmerbach.

Dans le canton de Kayserberg :

Il existait, avant 1848, 2 tissages mécaniques dont l'un a dû fermer ses portes. On trouve dans le canton plusieurs tissages à bras. Le plus considérable de tous est situé à Ingersheim.

Dans le canton de Munster :

Le tissage occupe 538 hommes, 974 femmes, 170 enfants, les tissages à bras 200 hommes et 150 femmes. L'enquêteur ajoute que les métiers à bras, occupent 300 tisserands.

Dans le canton de Soultz :

On trouve un tissage mécanique à Issenheim, des tissages à bras à Soultz, Ungersheim, Bollwiller, Seldkirch, Bernwiller, Hartmannswiller, et Wuenheim.

Dans le canton de Lapoutroie :

Le tissage mécanique n'exerce dans plusieurs manufactures, et emploie 181 hommes, 209 femmes, 31 enfants ; le tissage à la main compte 575 hommes, 570 femmes. L'enquêteur ajoute que l'effectif actuel est égal au 1/3 de ces nombres et que, dans la plupart des habitations disséminées dans la campagne, se trouve un métier pour le tissage à la main. En dehors de ces catégories, il existe des métiers ordinaires dont les produits sont consommés sur le lieu.

Dans le canton de Rouffach :

Quelques ateliers de tissage sont d'une si minime importance, que chaque atelier ne comprend pas 10 métiers desservis par des tisserands de la commune où ils sont établis. La fabrication de ces derniers tissages, ne s'étend pas au-delà des besoins qu'exige le colportage sur les marchés de l'arrondissement, des étoffes printanières par les maîtres des ateliers.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer des renseignements fournis par le tableau ci-dessus ? Notons tout d'abord que, malgré l'absence de chiffres très précis, il ressort de l'étude des sources que la catégorie des tisserands qui travaillent à domicile ou en atelier est très importante encore en 1848 et que, malgré l'existence de multiples tissages mécaniques, on trouve, groupés autour des usines nouvelles ou disséminés dans les campagnes, quantité de métiers à bras. Toutefois, et bien que leur nombre soit encore respectable, on compte, en général, moins de tisserands à bras que d'ouvriers employés aux métiers mécaniques. Dans certains cantons, plus agricoles qu'industriels, comme Lapoutroie et Rouffach, et dans ces cantons-là seulement, le nombre des métiers à bras l'emporte sur celui des métiers mécaniques. En a-t-il toujours été ainsi ? Assurément non. L'état de choses que nous constatons en 1848 est l'aboutissement d'une lente évolution que nous allons maintenant essayer de retracer.

On peut affirmer, semble-t-il, qu'aux environs de 1830, le nombre des métiers à bras était supérieur, dans toute l'Alsace, à celui des métiers mécaniques. L'industrie cotonnière connut, après la Révolution de Juillet, une vague de prospérité causée par la reprise graduelle et lente du marché extra-européen. Légèrement atteinte en 1832, par la dépression générale provoquée par le choléra, elle témoigne entre 1832 et 1836 d'une activité nouvelle (1). En 1833, le nombre des ouvriers, quoique augmenté de $1/3$ 6 mois plus tôt, ne suffit plus à la fabrication de la bonneterie, fort recherchée à l'intérieur du pays. Beaucoup de métiers sont inoccupés faute de bras. La plupart des faiseurs de bas se sont faits tisserands. Les fileurs et tisserands qui ont des provisions, travaillent à force et gagnent beaucoup. Le salaire des ouvriers augmente et les établissements industriels acquièrent une grande valeur. Cette période d'essor dure jusqu'en 1832 (2). A cette époque, le nombre des métiers s'accroît rapidement ; alors que l'on comptait, en 1818, dans le Haut-Rhin, 3643 métiers à tisser, on en compte, en 1822 : 18 ou 20.000 ; en 1826 : 30.000 et, en 1834, 58. à 60.000, sur lesquels on trouve 3.000 métiers mécaniques seulement (3). Le tissage à la main est encore le plus répandu et Boersh peut écrire (4) : « C'est l'occupation d'un grand nombre d'ouvriers disséminés dans les campagnes, dans le voisinage des fabriques. Tandis que le tissage mécanique introduit dans l'industrie anglaise est devenu pour elle le signe d'un nouveau développement, la France, soit à cause du bas prix de la main-d'œuvre du tissage, soit à cause des capitaux considérables que nécessiterait cette espèce de révolution, n'a pas adopté jusqu'ici ce nouveau progrès de la mécanique ». En quatre ans le nombre des métiers passe de 12.000 à 20.000. Avant cette espèce de Révolution, le plus grand nombre des ateliers de tissage se trouvait disséminé dans les vallées voisines, mais, dès lors, les villages des plaines se couvrirent de tissages avec une telle rapidité qu'en moins de 2 ans, il en existait fort peu qui n'eussent point plusieurs ateliers à offrir. On convertit les granges, les caves et presque tous les rez-de-chaussée en ateliers de tissage, au grand mécontentement des vigneron et des cultivateurs.

Pourtant deux ans après la situation est complètement retournée. On peut lire dans le *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse* (5) : « Le tissage mécanique domine. Des articles, autrefois réservés à la main, sont à présent parés et tissés sur ces métiers qui ne se trouvent arrêtés par aucune des difficultés se présentant, depuis l'organdi et la mousseline claire jusqu'au tissage des doubles cretonnes ». Quelques

(1) V. ci-dessous ch.

(2) R. LÉVY : *Histoire de l'industrie cotonnière en Alsace*.

(3) Ces chiffres sont légèrement sujets à caution parce qu'il n'est pas toujours facile de faire un recensement exact des métiers disséminés dans les campagnes.

(4) BÖERSH : *De l'industrie cotonnière en Alsace*, 1837, p. 24.

(5) *Bull. Soc. Ind.*, 1839, pp. 59 et 60.

mois plus tard, le même bulletin signale que « le nombre des métiers mécaniques a presque doublé » (1), et s'élève à 5908, soit, en effet, 2 fois le chiffre donné par Boersh pour l'année 1834. Sans doute, il faut attribuer aux perfectionnements nouveaux apportés aux métiers mécaniques (2) la rapide extension de ceux-ci, mais il est probable que le tissage à la main, étant donné l'extrême bon marché de la main-d'œuvre, aurait connu une décadence moins rapide s'il n'avait été victime d'un régime douanier particulièrement défavorable.

En 1826, une commission composée de spécialistes avait été appelée à discuter et à proposer les bases d'un tarif qui fût de nature à donner au tissage français une protection suffisante et efficace. On s'arrêta au chiffre de 15 %. Afin d'établir un droit uniforme de 15 % sur toutes les classes de toiles, on rechercha avec soin la valeur moyenne de chacune d'elles. On les groupa par séries et on formula le tarif appelé « tarif de 1826 ». Jusqu'en 1836, celui-ci n'éprouva aucune modification. Les importations de Belgique se maintinrent à 3.200.000 kilos, par an. Mais, à partir de cette date, chaque changement apporté à la législation eut pour résultat d'aggraver la situation du tissage. En 1836, quelques maisons d'importation de Paris obtinrent, sans bruit, du gouvernement, le déclassement de plusieurs espèces de toiles, sous le prétexte qu'elles étaient imposées à un droit qui dépassait 15 %. La toile de 8 fils par exemple, disait-on, comprise dans la 2^e série 8, 9, 10 et 11 fils, et taxée à 65 francs (par 100 kilos), payait un droit plus élevé qu'il n'aurait dû l'être. Cette objection pouvait avoir quelque fondement ; mais, d'un autre côté, la toile de 11 fils comprise dans la même série et imposée au même droit, payait moins de 15 %. Il y avait donc compensation.

Cependant, comme les tisserands ne furent pas consultés, qu'ils manquaient d'organes pour faire entendre leurs réclamations, que c'étaient de simples paysans vivant isolés dans les campagnes, les importateurs, en petit nombre, qui avaient un si grand intérêt à l'abaissement des droits, obtinrent qu'un nouveau tarif fût arrêté par la loi de juillet 1836. Les importations belges s'élevèrent cette année-là à 4.265.000 kilos.

Le tissage allait périr si une circonstance favorable et imprévue ne fût venue à son secours ; nous voulons parler des fils mécaniques anglais qui arrivaient sur notre marché malgré le droit de 16 à 24 frs dont ils étaient frappés. Le tisserand français, celui par exemple qui tisse des toiles de 8 fils pour lesquelles on n'emploie que des fils au-dessous du n° 20 trouvait, en payant 16 francs de droits, des fils d'une bonne qualité et d'une fabrication facile. Or, comme les toiles de la première classe, venant de Belgique, étaient frappées d'un droit de 36 francs, il restait encore une différence de 20 francs par 100 kilogr.

(1) *Bull. Soc. Ind.*, 1839, p. 572.

(2) Voir ci-dessus : ch. II, Le machinisme.

ce qui, à la rigueur, pouvait permettre de travailler, sinon avec un grand avantage, au moins sans perte.

Mais, à leurs importations de fils les Anglais joignirent bientôt des importations de toiles. Dès 1838, ces dernières étaient déjà assez considérables pour faire reculer les produits de la Belgique ; une baisse importante dans les prix fut le résultat de cette lutte acharnée entre les deux nations étrangères qui se disputaient le marché de la France. Les tisserands réclamèrent, et, en 1839, un tarif nouveau fut élaboré avec lenteur. En 1841, le gouvernement consentit à une augmentation de droits sur les fils, mais sans compensation aucune pour la toile, parceque le tissage, disait-il, se plaignait à tort et n'avait pas besoin d'un surcroît de protection. Le motif réel, et d'ailleurs avoué, c'était la crainte de mécontenter la Belgique. Aussi, la même année, les importations de toiles anglaises prirent un accroissement de 73 % sur celles de l'année 1840, et les trois premiers mois le virent s'élever à 222 % par rapport à la période correspondante de l'année 1840. Les importations belges se relevaient aussi et donnaient, pour 1841, une augmentation de 290.000 kilos sur 1840, augmentation qui s'élargit dans une proportion quadruple pour les premiers mois de 1842.

Un nouveau tarif fut arraché au gouvernement, en 1842, mais il fut appliqué à l'Angleterre seulement et maintint la concurrence belge (1).

En 1843, le préfet du Bas-Rhin, dans son rapport trimestriel au ministre de l'Intérieur (2), essaie d'attirer l'attention du gouvernement sur la situation lamentable des tisserands : « les prix des fils, dit-il, ont continué leur marche descendante dans l'industrie cotonnière. A la fin du trimestre, ils ont été mieux maintenus, sauf les calicots qui avaient baissé de 10 % et qui ont regagné la moitié de ce qu'ils ont perdu. Il ressort toutefois de ce double mouvement que la position du tissage n'a pas éprouvé une sensible amélioration. Les fabricants du Bas-Rhin ont cependant continué à employer leurs ouvriers, tandis que, dans le Haut-Rhin, beaucoup de chefs d'établissements se sont vus dans la dure nécessité de congédier les leurs. La fabrique de Bischwiller (draperie) a été très active notamment ce trimestre. On en peut dire autant de la vente. La situation de la bonneterie de laine est moins favorable. Les affaires en chanvre et en toiles du pays sont toujours dans le même état de stagnation (3).

Loin d'apporter une amélioration quelconque aux ouvriers-paysans, l'ordonnance de 1843 vint encore aggraver leur cas et frapper durement l'industrie chanvrière. Cette ordonnance statue :

« 1^o Que les pièces de toile destinées aux différents services de l'armée seront traversées dans toute leur largeur par des raies dont le ministre

(1) C. LELIÈVRE : Résumé de la question linière, brochure libre, 1842, 20 pages.

(2) A. D. Bas-Rhin. Série M. Dossiers historiques.

(3) Rapport supplémentaire du préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur, 13 juillet 1843. A. D. Bas-Rhin. Série M. Dossiers historiques.

de la guerre se réserve de déterminer le nombre, la couleur et la dimension.

2^o Que les fournitures ne seront plus adjudgées qu'aux industriels réunissant dans un enclos un nombre de métiers suffisants pour la fabrication du lot qui leur sera échu. On ne pourrait disconvenir que l'industrie chanvrière de l'Alsace, se trouve par certaines dispositions menacée dans son existence. L'adjudication des maisons de commission qui, jusqu'à présent, soumissionnaient les lots pour répartir le travail entre les tisserands se trouve exclue au profit de quelques grands entrepreneurs. D'un autre côté les tisserands, jusqu'ici travailleurs indépendants, seront réduits à l'état d'ouvriers de fabrique et leur petite industrie est écrasée.

Le tissage à la main fournissait des toiles de chanvre à 8% meilleur marché que le tissage mécanique. Des motifs économiques joints à des motifs d'équité semblent commander une modification de quelques dispositions de l'ordonnance présentée » (1). Le ministre répondit en disant que l'armée consommant peu de toiles, les tisserands n'auront guère à souffrir puisque l'administration militaire ne fait que peu de commandes en Alsace.

Il n'en est pas moins vrai que l'industrie à domicile fut atteinte et que la préférence donnée aux industriels encouragea ceux-ci à multiplier les métiers mécaniques. Si on comptait déjà, en 1839, 6.000 métiers mécaniques dans le Haut-Rhin, on en trouve 12.000 en 1844. A cette date, un inspecteur du travail peut écrire « ce n'est plus que sur quelques métiers que l'on continue l'ouvrage en faveur de quelques vieux ouvriers et on n'y admet plus de jeunes gens » (2). En effet, comme un métier mécanique produit le double de ce qu'on obtient avec un métier à bras, il s'ensuit que, par l'introduction de 6.000 nouveaux métiers mécaniques, 12.000 métiers à bras ont été supprimés. Les 12.000 métiers à bras occupaient 12.000 ouvriers ; les 6.000 métiers mécaniques en occupent 3.000 : voilà donc 9.000 ouvriers qui, dans l'espace de 5 ans, se sont trouvés privés des ressources que représentait le tissage. Malheureusement, les autres branches de l'industrie du département n'ont pu leur offrir les moyens d'utiliser leurs bras ; une très petite partie seulement a été admise à participer à leurs travaux. En estimant à 200 francs, le gain annuel d'un tisserand à la main, et à 300 francs celui d'un tisserand mécanique, on voit que la substitution des 6.000 ouvriers de cette dernière classe aux 12.000 de la première a produit dans la main-d'œuvre une perte annuelle de 1.500.000 francs. C'est donc en imposant un grand sacrifice à la population ouvrière que l'on a obtenu les avantages que l'augmentation des métiers mécaniques à procurés au tissage (3).

(1) Rapport trimestriel du préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur, juillet 1843. A. D. Bas-Rhin. Série M. Dossiers historiques.

(2) Lettre d'un inspecteur du travail au préfet du Haut-Rhin, 25 août 1843. A. D. Haut-Rhin M. 123.

(3) *Bulletin de la Société Industrielle*. Tome XVIII, 1844, pp. 188-189.

En 1848, la concurrence du tissage mécanique, n'a laissé au tissage à bras que les articles fins et façonnés de coton, les grandes laizes et quelques tissus de laine pure qui participent tous, plus ou moins, aux fluctuations que la mode provoque dans la consommation (1). Le patron qui, en 1848, fait cette constatation a beau ajouter que « l'ouvrier tisserand vit heureux de peu », l'introduction et l'extension des métiers mécaniques eurent des effets désastreux sur le salaire des ouvriers-paysans dont la décadence rapide et indéniable reste l'un des faits caractéristiques de l'histoire de la classe ouvrière de cette époque, en Alsace et dans toute la France. En 1835, un document relatif au travail des jeunes ouvriers signale (2) que le gain journalier d'un tisserand à la main, varie de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour, cependant que le salaire d'un tisserand à la mécanique oscille entre 1 fr. 50 et 1 fr. 75. A cette date, le tisserand à la mécanique employé dans les fabriques conserve encore des liens très serrés avec la campagne. Il lui arrive de résider au village et de parcourir soir et matin la distance parfois considérable qui le sépare de la ville (3). En cas de chômage, il reste chez lui, aide sa famille aux travaux des champs et trouve dans l'agriculture un supplément de ressources. Par contre, « il rend un grand service à ses parents en leur procurant quelques ressources pécuniaires qui les dispensent d'emprunter chez les juifs pour le paiement de leurs contributions ». Cet appui mutuel de l'industrie et de l'agriculture tend à la conservation de la petite propriété foncière et assure le bien-être de ces sortes de familles. Parmi les ouvriers de la ville, un certain nombre a fait des économies suffisantes pour posséder, soit un champ, soit un jardin, soit même une maison. Comme il existe, à côté de ces demi-ruraux, des ouvriers qui n'ont d'autres ressources que le travail de fabrique et qui sont réduits en cas de chômage à la plus affreuse misère, ces derniers se plaignent de la concurrence de leurs camarades auxquels un supplément de ressources permet de réclamer un salaire minime.

Bientôt, pourtant, la situation change et les rôles sont renversés. Dès 1837 Boersh (4) note que les tisserands à la main gagnent de 0 fr. 60 à 1 fr. 25 (soit la moitié de ce qu'ils gagnaient 2 ans plus tôt) pour 14 à 16 heures de travail par jour. « Pour en arriver là, ils sont obligés de se priver de tout mouvement hors celui qu'exige leur métier ; c'est un travail plus pénible que celui auquel se livre la brute que l'homme a choisie pour son service ». Encore le chiffre ci-dessus donné par Roman est-il très élevé. N. Koechlin porte à 0 fr. 75 la

(1) Enquête patronale. Canton de Dornach. L'enquête officielle constate, elle aussi, que le tissage du coton à la main est une industrie qui n'a plus d'avenir. (Voir, par exemple, la réponse du canton de Giromagny, à la 5^e question de l'enquête. Voir aussi la réponse du canton de Cernay, à la 10^e question. M^{me} KAHAN-RABECQ : Thèse complémentaire.

(2) A. N. F¹³ 4704. Société industrielle de Mulhouse. Documents relatifs aux jeunes ouvriers.

(3) V. ci-dessous ch. XI.

(4) Cf. BÆRSCH, *loc. cit.*, p. 25.

moyenne du salaire des tisserands. Les industriels de Sainte-Marie-aux-Mines estiment à 0 fr. 70 et 0 fr. 80 le gain journalier d'un tisserand à bras.

En 1839, la situation s'aggrave encore. Le *Bulletin de la Société Industrielle* (1), note que « la main-d'œuvre pour le tissage à la main, est tombée à un taux si minime qu'elle serait tout à fait insuffisante pour subvenir à l'existence du tisserand, si les individus qui exercent ce genre d'industrie n'appartenaient pour la plupart à des familles qui trouvent d'autres ressources dans les travaux agricoles, de manière que le temps donné au tissage n'est que l'emploi de celui que la mauvaise saison ne permet pas de consacrer à l'agriculture. Les tisserands privés de ces ressources ont été obligés de chercher d'autres occupations ; ceux qui n'ont pu entrer dans les tissages mécaniques se sont placés pour la plupart dans les autres établissements industriels ; mais « l'augmentation toujours croissante des métiers mécaniques et l'avitissement progressif de la main-d'œuvre sur les métiers à la main qui en est la conséquence inévitable menace une partie importante de la population d'une détresse sur laquelle les amis de l'humanité ne sauraient fermer les yeux » (2).

Dès 1840, Villermé note l'insuffisance des salaires payés aux tisserands alsaciens. « 35.000 ouvriers, dit-il, dont une forte partie répandue dans la campagne, ne tisse que par intervalles, confectionnaient par an une quantité approximative de 920.000 pièces de tissu blanc (calicots, percales, mousseline) pour la façon desquels ils recevaient 4.825.000 francs. D'où il résulte que, terme moyen, chaque ouvrier touchait à peu près 138 francs par an ou 46 centimes par jour en supposant 300 jours de travail dans l'année. Mais ceux qui ne tissent que pendant la saison où l'agriculture ne les occupe point rendent plus forte et meilleure la part des tisserands de profession. 5 fr. 30 étaient ordinairement, en 1834, le prix de façon payé pour une pièce de 30 à 34 aunes ; c'était à peine 20 centimes ou quatre sous par aune (3).

Il est vrai qu'une industrie nouvelle se prépare qui offrira des ressources aux malheureux tisserands : le tissage de la laine pour l'impression qui commence à s'introduire dans le Haut-Rhin et semble appelée à y prendre un grand développement, surtout lors-

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, p. 572.

(2) BÆRSH : *De l'industrie colonnière en Alsace*, 1837, p. 25.

(3) A Sainte-Marie-aux-Mines, le salaire des tisserands, toujours d'après Villermé, s'élevait, en 1840, à 8, 10, 10 francs et quelques centimes par semaine, terme moyen 9 fr. Mais sur ce salaire, le dévidage et le bobinage de la trame est partout aux frais du tisserand, du moins du tisserand à domicile, ce qui réduit de 40 sous par semaine les gains réels de celui-ci. Quelques exemples feront mieux connaître la véritable position des plus pauvres. Ainsi une veuve chargée de 3 enfants, ne peut réunir que 6 fr. par semaine, 30 sous par personne ou 21 centimes pour chacune d'elles par jour. On rencontre encore des familles ayant de 2 à 4 enfants chacune et vivant avec 7 fr. et même 7 fr. 50 par semaine, soit 18 à 19 centimes par jour et par personne, et une famille composée de 7 personnes et réunissant 10 fr. par semaine, soit 20 centimes par jour et par personne. Villermé, *loc. cit.*, t. I, p. 65.

qu'il sera secondé par l'établissement des filatures de laine (1). A Schiltigheim on essaie aussi d'introduire l'industrie des gants de filet. Beaucoup de jeunes filles se livrent, dans leur famille, à cette occupation et essaient d'obtenir ainsi un supplément de ressources, mais ce ne sont là que des palliatifs insuffisants. Le salaire des tisserands diminue sans cesse. Tous les cantons du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, sont d'accord pour répondre aux enquêteurs de 1848 que la classe des tisserands à bras est la moins rétribuée. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant où nous avons noté, d'après l'Enquête officielle de 1848, le gain des tisserands à bras dans les quelques cantons qui ont fourni une réponse précise à ce sujet.

HAUT-RHIN

<i>Canton</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Enfants</i>
Sainte-Marie-aux-Mines	0 fr. 90	0 fr. 60	0 fr. 20
Ferrette	0 fr. 60	0 fr. 40	0 fr. 25
Massevaux.	1 fr. à 1 fr. 25	1 fr. à 1 fr. 25	
Giromagny.	0 fr. 50	0 fr. 50	
Lapoutroie (2)	0 fr. 75 à 2 fr.		
Lapoutroie (3)	0 fr. 60 à 2 fr.		
Soultz.		0 fr. 40 à 1 fr. 25	
Wintzenheim.	0 fr. 55 à 0 fr. 70		
Saint-Amarin.	0 fr. 40	0 fr. 40	0 fr. 40

BAS-RHIN

<i>Canton</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Enfants</i>
Marckolsheim.	1 fr.	0 fr. 50	0 fr. 25
Canton de Villé (4) . .	0 fr. 50 à 1 fr. 20		
Petite-Pierre	0 fr. 60 à 0 fr. 70		

De son côté, l'enquête patronale estime que le salaire moyen des tisserands à la main varie entre 0 fr. 60 et 2 francs pour les hommes, 0 fr. 40 et 1 fr. 25 pour les femmes, 0 fr. 25 et 0 fr. 70 pour les enfants. Ces variations s'expliquent par le fait que les tisserands sont payés à la pièce et que leur gain est proportionnel à leur habileté professionnelle (5) et à leur assiduité au travail. Il serait inexact, en effet,

(1) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, p. 572.

(2) Ouvriers occupés aux métiers de couleur.

(3) Tisserands ordinaires.

(4) Un grand nombre gagne le moindre salaire.

(5) La moyenne du salaire des ouvriers est de 300 fr. par an pour chaque ouvrier indistinctement, mais en faisant la distinction d'âge, de sexe et de plus ou moins d'assiduité, on trouvera des parts de 0 fr. 60 à 2 fr. 50 ou de 200 fr. à 700 fr. par an.

(Remarque faite par Blech (tissage) à Sainte-Marie-aux-Mines et accompagnant les chiffres fournis par cette manufacture pour l'établissement de la Statistique industrielle en 1844). A. D. Haut-Rhin M. 127¹.

de compter pour les tisserands à domicile une année de 300 jours de travail. Comme ils sont, en même temps, agriculteurs, ils se livrent aux travaux des champs pendant plusieurs mois de l'année (1) ; en outre, ils se reposent en général pendant la journée du lundi et consacrent la matinée du samedi à se rendre au marché où ils reçoivent de nouveaux filés et portent les tissus fabriqués (2). Il faut donc compter une année de 200 à 250 jours de travail.

Il faut aussi déduire du salaire des tisserands la somme qu'ils sont obligés de payer à leurs aides. Les tisserands qui travaillent à la campagne sont obligés de faire dévider leur trame. Ce travail est ordinairement confié aux femmes et aux enfants. Dans le canton de Villé, on estime à 0 fr. 30 par jour le salaire d'une dévideuse. Comme elle peut servir deux ouvriers à la fois, chacun lui donne 0 fr. 15, c'est-à-dire que le salaire définitif d'un tisserand de cette région oscille entre 0 fr. 35 et 1 fr. 05. Si l'on compte 250 jours de travail par an, un tel ouvrier gagne entre 87 fr. 50 et 250 francs dans l'année. On peut objecter qu'il a, en outre, des ressources qui proviennent de l'exploitation de son champ, mais ces ressources disparaissent si la disette sévit, comme ce fut le cas en 1830, 1832 et 1847 ; on imagine alors à quelle affreuse misère les malheureux étaient réduits (3). Encore le salaire des tisserands du Ban-de-la-Roche ne représente-t-il pas le salaire minimum. A Saint-Amarin, leurs camarades touchent moins encore, soit 0 fr. 25 par jour, si l'on déduit les 0 fr. 15 de la dévideuse.

La situation des vieillards employés comme bobineurs dans les campagnes est plus lamentable encore. Comme il est impossible de leur donner continuellement de la besogne, leur gain se réduit effectivement à 0 fr. 15 par jour. Ils forment la masse des indigents qui ne connaissent d'autres ressources et d'autre travail que de mettre des échevettes de coton sur les bobines (4).

Il est permis de penser que les salaires indiqués ci-dessus sont encore trop élevés par rapport à la réalité, car nous n'avons pas tenu compte, pour leur évaluation, du marchandage qui venait diminuer à son tour les revenus déjà si maigres des tisserands. « On pourrait en effet, appeler marchandage l'opération pratiquée par des propriétaires d'ateliers établis à la campagne, opération qui consiste à se pourvoir d'ouvrage à la pièce dans la fabrique au prix de façon courant et à le faire confectionner dans un local à eux appartenant par des

(1) En général, les ateliers se ferment au printemps et se rouvrent en hiver. Pourtant une lettre du préfet du Haut-Rhin au ministre, datée du 20 novembre 1842, signale « une région montagneuse de l'arrondissement de Belfort où les tisserands à bras forment une agglomération qui se distingue par sa constante activité ». Il s'agit probablement de Giromagny.

(2) Remarque faite par les établissements Hollinger et Adolphe (tissage) à Sainte-Croix-aux-Mines et accompagnant les chiffres fournis pour l'établissement de la statistique industrielle en 1844. A. D. Haut-Rhin M. 1271.

(3) Voir ci-dessous la crise de 1847, ch. XIV.

(4) Remarque faite par REBER et C^{ie} : *Statistique Industrielle*, 1844. A. D. Haut-Rhin M. 1271.

ouvriers de leur commune ou des environs » (1). D'après l'enquête officielle de 1848 cette opération est pratiquée dans les tissages à bras de Soultz, Bollwiller, Seldkirch, Ungersheim, Hartmannswiller, Berrwiller et Wintzenheim, sur une petite échelle. Pour se couvrir des frais de chauffage, de transport et de loyer les propriétaires d'atelier font à l'ouvrier une retenue de convention sur le prix qu'ils reçoivent du fabricant (2).

On signale aussi que les ouvriers travaillant à la pièce — tous les tisserands étaient dans ce cas — subissaient des retenues quand le travail était défectueux, aux termes d'un règlement particulier à chaque établissement (3). Si l'on tient compte de ces différents facteurs, on peut conclure que les tisserands à domicile ou réunis en atelier travaillaient pour un salaire infime.

Quelles étaient les conditions du travail ? Il faut distinguer deux cas : les ouvriers qui sont réunis en ateliers et ceux qui travaillent isolément dans leur propre demeure. On peut affirmer que les premiers étaient plus favorisés que les seconds. Dans les ateliers, en effet, la durée du travail est de 12 heures le plus souvent. Elle est de 14, 16 ou 18 heures pour les ouvriers à domicile (4). Les ouvriers en atelier font battre leur métier dans un local assez vaste, beaucoup mieux éclairé et mieux aéré que la chaumière de leurs camarades (5). Ceux-ci s'installent dans les chambres situées au rez-de-chaussée et glaciales en hiver. Ils y entassent leur famille avec leur lit, leurs meubles et leurs provisions. Il arrive aussi que les métiers soient établis dans des caves où le jour et l'air arrivent à peine, où le soleil ne pénètre jamais. La situation des tisserands à domicile est lamentable sous le rapport de la nourriture, du logement (6) et du vêtement. En 1848

(1) Enquête patronale, 1848.

(2) L'enquête patronale ajoute : « Ces traités ne donnent lieu d'ordinaire à aucune contestation. L'ouvrier trouve à la campagne une compensation suffisante de cette réduction dans les prix modérés des logements et de la subsistance. Il est vrai de dire qu'il y a eu parfois, mais rarement, à déplorer dans les tissages des fils de coton teints des cas de surprise et de mauvaise foi dans cette sorte de transaction qui ne saurait se renouveler sans danger. Réponse de Salzmann (tissage à Ribeauvillé) à l'enquête patronale.

(3) Réponse du canton de Lapoutroie à l'enquête officielle.

(4) Réponse du canton de Villé (Bas-Rhin) à l'enquête officielle.

A Sainte-Marie-aux-Mines « la tenue ordinaire du nombre d'heures au travail est 12 heures pour les ouvriers en atelier ; quant à ceux à domicile, ils travaillent aussi longtemps qu'il leur plaît » (Réponse du canton de Sainte-Marie-aux-Mines, à l'enquête officielle).

La loi de 1841 qui limitait le travail des enfants n'était applicable qu'aux ateliers comprenant plus de 20 personnes. Les tisserands à domicile échappaient donc à cette mesure, d'où les journées exténuantes auxquelles les enfants étaient soumis.

(5) « Les conditions d'existence de nos ouvriers laissent peu à désirer. La plupart habitent leur propre maison et possèdent quelques pièces de champ. Leurs habitations deviennent de plus en plus saines. Cela tient à ce qu'ils travaillent dans des ateliers bien aérés et rigoureusement tenus propres, ce qui leur fait prendre les mêmes habitudes dans leur intérieur. La circonstance très importante que nos ateliers sont situés dans la campagne est, selon nous, la condition vitale pour faire obtenir à l'ouvrier cet état d'aisance et cette vie de famille dont jouissent les nôtres ». (Réponse de Zuber et C^{ie} à l'enquête patronale, 1848).

(6) La plupart du temps le cubage d'air est insuffisant. Si, à l'espace de 8n.³ occupé par leur métier on ajoute 5 à 6m.³, 7 à 8 au plus que donnent les passages et les intervalles libres on obtient pour chaque tisserand à domicile 13 à 16n.³, pas davantage, espace qui n'est

encore, à Sainte-Marie-aux-Mines, on trouve de malheureuses familles ou père, mère, frères et sœurs, gisent pêle-mêle sur un grabat. $\frac{1}{5}$ des ouvriers tisserands peut se procurer les vêtements nécessaires suivant les différentes saisons, les $\frac{2}{5}$ ne possèdent qu'un seul vêtement, en général en mauvais état, et $\frac{2}{5}$ ne sont vêtus que par la charité publique (1). A Saint-Amarin, les tisserands sont, avec les journaliers, les seuls ouvriers dont les vêtements ne satisfassent pas à la décence, à la propreté, et aux exigences des saisons (2). Si, à Dornach, les caves ne sont plus habitées, les logements laissent encore beaucoup à désirer. Les tisserands paient 5, 6, et 7 francs. par mois pour un local composé d'une mansarde et d'un poêle. Ceux qui prennent pension versent 9 francs par quinzaine pour une nourriture qui comporte de la viande 2 fois par semaine et jamais de vin (3). Soumis à un tel régime, exté-

pas à beaucoup près le plus petit qui soit accordé à une foule de travailleurs. Cet espace augmente un peu pour les tisserands à la Jacquard dont les métiers occupent un peu plus de largeur et sont d'autant plus élevés qu'on exécute avec eux des dessins plus compliqués. Presque toujours les tisserands à domicile travaillent dans des pièces plus ou moins enfoncées en terre, sombres, humides, très peu ou point aérées. On choisit ces locaux malgré les inconvénients qui en résultent pour la santé, afin de conserver aux fils de chaîne la souplesse, la moiteur, l'élasticité, la ténacité, qui les empêchent de rompre et qu'on cherche à leur donner par l'encollage ou parement. Les ouvriers qui travaillent dans ces conditions appartiennent aux deux sexes, mais on rencontre plus souvent des hommes que des femmes. Les enfants qui n'ont pas encore assez de forces pour tisser préparent les fils ; ceux qui tissent sont âgés d'au moins 15 ans accomplis.

D'après VILLERMÉ : *Rapport à l'Académie des Sciences.*

A Sainte-Marie-aux-Mines, les tisserands paraissent mieux logés. Villermé affirme qu'ils ne travaillent jamais dans des pièces enfoncées en terre. Beaucoup, parmi ceux de la ville, peut-être le plus grand nombre, habitent et tissent au premier étage, quelques-uns même au second. Toute la famille couche dans une chambre unique où les métiers sont ordinairement établis. Malgré la misère excessive des plus pauvres, le manque de tout drap au lit s'y fait remarquer très rarement. Chez les plus aisés les enfants ont de petits lits à part et l'atelier qui sert de salle commune occupe une pièce voisine de la chambre à coucher. Mais dans les vallons étroits de la montagne, la position de la maison sur un penchant rapide et l'humidité du sol sur lequel elle est construite rendent fréquemment malsains les logements du rez-de-chaussée. Villermé, *loc. cit.*, t. I, p. 64.

(1) Réponse du canton de Sainte-Marie-aux-Mines, à la 9^e question de l'enquête officielle.

(2) Le canton de Giromagny fait la même constatation. (Enquête officielle, 9^e question).

(3) Les chiffres donnés par Villermé sont un peu différents. D'après lui, « une pièce de 22 à 28 m.² et un coin de grenier, ou tout autre endroit pour mettre des pommes de terre, coûtent dans la ville, au ménage de tisserands, depuis 80 jusqu'à 110 fr. par an ; et à $\frac{3}{4}$ de lieue de là, dans la montagne, un logement plus grand, auquel est jointe parfois une petite cuisine, coûte de 55 à 100 fr. Ces prix sont presque toujours payés en deux termes : le 23 avril et le 11 novembre. A une distance plus éloignée de Sainte-Marie, les logements sont moins chers, et, d'un autre côté, les ouvriers possèdent plus souvent la maison qu'ils habitent. Néanmoins les tisserands propriétaires paraissent être ici bien moins nombreux qu'en Picardie, en Normandie et aux environs de Tarare ».

« Les plus aisés mangent de la viande et de la soupe grasse deux fois par semaine, la plupart une fois seulement, les plus pauvres tous les 15 jours et plus rarement encore. Les pommes de terres font, pour tous, la base principale de la nourriture ; ils y ajoutent des soupes maigres, du laitage, et un peu de pain. Celui de Sainte-Marie-aux-Mines n'est pas aussi bon que celui que les mêmes ouvriers mangent à Guebwiller, Thann, Mulhouse, etc. Le vin n'entre jamais dans leur régime ordinaire.

Auprès de Sainte-Marie les compagnons tisserands se mettent en pension pour 4 fr. 50 ou 5 fr. par semaine ; ils sont nourris avec la famille chez laquelle ils vivent et, comme elle, blanchis, couchés deux dans un lit ; en outre, on leur fournit un métier sur lequel ils travaillent, avec le suif dont ce métier a quelque fois besoin, mais ils achètent la colle qui sert

nués par des journées de travail d'une longueur effroyable, les tisserands à domicile sont victimes de maladies nombreuses. L'humidité nécessaire à l'exercice de leur profession engendre des rhumatismes cependant que les coups répétés que frappe le balancier dans la poitrine de l'ouvrier déterminent des affections pulmonaires graves et le plus souvent mortelles. Beaucoup sont maigres, chétifs, scrofuleux, ainsi que leurs femmes et leurs enfants. Il est vrai que l'on fait dévider les trames à ces derniers dès qu'ils ont atteint l'âge de cinq ou six ans, et qu'on les retient chaque jour à ce travail beaucoup plus qu'il ne faudrait. Villermé en a vu de quatre ans et demi qui faisaient déjà ce métier. Le séjour dans quelques vallons étroits, humides et voisins de Sainte-Marie-aux-Mines, influe aussi sur la santé des tisserands. Dans ces vallons, les hommes sont petits, plus faibles que dans les environs ; le goître y est très commun et l'on y trouve, non seulement beaucoup d'idiots de naissance, de véritables crétins, mais encore de véritables sourds-muets. Villermé a vu jusqu'à quatre enfants idiots dans une seule famille qui comptait cinq enfants vivants. La misère spéculait sur ces infirmités. Le même enquêteur a rencontré un pauvre ménage qui prenait en pension pour une très modique somme ceux qui s'en trouvaient atteints ; il les occupait, autant qu'il le pouvait, soit à tisser ou dévider, soit à des travaux extérieurs (1).

La situation déjà si précaire des tisserands ruraux se trouve encore aggravée par le fait que, de 1830 à 1848, l'administration forestière réduit de plus en plus le droit de vaine pâture des animaux et le droit de glandée. Sans doute, les pores causaient de graves dommages dans les forêts. On comprend que l'Etat, soucieux de protéger des domaines qui constituent pour lui une grosse ressource, ait voulu restreindre le plus possible les promenades des bestiaux à travers bois ; mais on doit songer aussi que la possibilité d'élever presque gratis un cochon dans l'année constituait pour le tisserand, comme pour le journalier, un sérieux avantage. Il ne faut donc pas s'étonner que l'application des mesures prises par l'administration forestière ait rencontré une très sérieuse résistance, et que les agents chargés d'exécuter ces mesures se soient trouvés aux prises avec de véritables émeutes.

Dès 1821, le préfet du Haut-Rhin signale que le prix du bois est très élevé en raison des nombreux vignobles qui demandent de grands échalas, en raison aussi de l'énorme quantité de combustible consommée par les manufactures. La cherté du bois entraîne déjà à cette date des délits forestiers nombreux (2). Malgré l'achèvement du canal

à parer la chaîne, et l'huile pour s'éclairer. Le plus souvent lorsque la pension est de 4 fr. 50 ils n'ont de la viande qu'une fois par semaine, et deux fois lorsque la pension est de 5 fr. Le bureau de bienfaisance de Sainte-Marie évalue à 7 sous par jour la nourriture d'un adulte isolé. A Sainte-Marie les denrées sont fort chères. Celles-ci sont en général apportées de loin. Une grande partie des pommes de terre et des choux vient même de la plaine d'Alsace ». Villermé : *loc. cit.*, t. I, p. 68.

(1) VILLERMÉ : *loc. cit.*, t. I, p. 72.

(2) Voir ci-dessus, p. 68.

de Monsieur, qui ouvrait une voie de communication entre l'Alsace et la Franche-Comté et permettait ainsi d'obtenir de la houille à meilleur compte, il ne semble pas que le prix du bois ait baissé entre 1830 et 1848 (1). L'emploi de plus en plus répandu du charbon dans les manufactures ne paraît pas avoir eu plus d'influence sur le prix des fagots.

Dès le 10 février 1830, une lettre du procureur général au Garde des Sceaux, informe celui-ci que 300 habitants de Guebwiller se sont rendus dans les forêts avoisinantes pour y enlever du bois. Les délinquants étaient munis de haches. On remarquait parmi eux des personnes aisées « qui ne s'étaient évidemment réunies à la foule que pour l'instiguer à porter le désordre à son comble ». « Ces instigateurs auraient été mus par une inimitié personnelle qu'ils porteraient au Sieur Stolle, maire. Ils reprocheraient à ce personnage qui fait un commerce de bois considérable d'avoir négligé, dans son intérêt personnel, de faire des coupes extraordinaires pour distribuer du bois aux nécessiteux », imputation fautive au dire du procureur général.

On fit venir des soldats de Colmar pour garder la porte haute, mais la présence de cette troupe attira un concours de 300 individus, dont l'attitude et le langage indiquaient suffisamment qu'ils étaient postés sur les lieux pour appuyer ceux qui avaient enlevé du bois. Des menaces, des huées, des sifflets, se firent entendre. Bientôt arrivèrent, par bandes, les délinquants tenant, à la file les uns des autres, le bois qu'ils avaient enlevé. Quand ils se virent en force, ils lancèrent devant eux des billes de bois et parvinrent à se frayer un passage. La troupe croisa la baïonnette sans résultat, un soldat fut renversé et foulé aux pieds ; une grêle de pierres et de blocs de glace s'abattit sur la troupe qui dut se retirer. Il fallut envoyer un renfort de 40 hommes pour rétablir l'ordre (2).

Le 19 août 1830, nouvelle lettre du procureur général. Un véritable soulèvement a éclaté dans la région de Saint-Amarin. « Les habitants de cette contrée ont toujours été persuadés que la propriété des nombreuses et importantes forêts qui la garnisse leur appartenait. Des procès longs et onéreux ont existé, dès avant 1789, entre eux et l'abbaye de Murbach, seigneur de ces localités. Les cultivateurs ont été réduits à la condition d'usagers seulement et, malgré leurs réclamations reproduites à diverses reprises, cet état de chose a été maintenu depuis.

En 1789, déjà, et dès l'approche de la Révolution, les usagers s'étaient levés en masses et avaient commis des dégâts plus ou moins considérables dans les bois. Ces dégâts avaient été réprimés tant bien que mal, mais enfin le calme avait été rétabli. Le 17 août 1830, le

(1) A. N. I¹⁰ (III), 7. Haut-Rhin. Rapport annuel du préfet sur la situation du département.

(2) A. N. BB¹⁸, 1181 (3237).

procureur général est prévenu qu'un nouveau soulèvement a éclaté et qu'une partie de la population, armée de haches, s'est jetée sur les forêts royales et a fait des abatis. On craignit d'abord que la politique n'entrât pour quelque chose dans ce mouvement et on invita le procureur du roi à se transporter sur les lieux, bien que le théâtre des événements fût placé dans l'arrondissement de Belfort.

L'administration prit toutes les mesures que commandaient les circonstances et bientôt, grâce à son activité et aux zèle des fabricants de Wesserling, tout rentra dans l'ordre. D'après certains bruits, un prêtre de la vallée n'aurait pas été étranger à ces événements. Le préfet avait demandé à l'évêque le changement de résidence de ce prêtre, curé à Mulhau. Nous n'avons pu obtenir d'autres précisions sur ce point (1).

Le 25 janvier 1838, de nouveaux désordres éclatent à Steinberg, dans le Bas-Rhin ; ces désordres sont causés par le fait que les gardes forestiers refusent aux habitants l'autorisation de prendre du bois et des feuilles mortes.

Le 20 juin 1842, une véritable émeute éclate dans les environs de Colmar par suite de la suppression des affouages, suppression décidée par le conseil municipal afin que la ville puisse subvenir aux frais occasionnés par la construction d'une nouvelle caserne. Les bois qui auraient dû être délivrés à la population à titre d'affouage devaient être vendus au profit de la ville. Le vote du conseil municipal avait été l'objet de l'approbation générale à Colmar. On reconnaissait qu'il avait été déterminé par la nécessité de procurer à la ville des ressources supplémentaires destinées à des constructions d'une utilité incontestable. L'avantage que procurait aux habitants la distribution du bois d'affouage était d'ailleurs bien minime et s'amoindrissait chaque année par suite de l'augmentation progressive de la population. Chaque lot ne se composait, en effet, que de trois stères pour trois années, lesquels, tous frais déduits, équivalaient à une somme de 6 francs par an. Encore cette dernière somme était-elle le plus souvent dépensée en plaisirs et réjouissances lors de la distribution (2).

Quelques jours avant la date fixée pour la vente du bois, des individus malveillants se plaisaient à répandre le bruit que la promesse faite par le gouvernement de contribuer à la construction des casernes pour une partie n'était qu'une manœuvre électorale. On allait même jusqu'à dire que l'autorité municipale savait parfaitement de quoi il retournait et qu'elle avait profité de la circonstance pour priver, sans compensation, les citoyens de leur part dans les produits affouagers des forêts de la ville.

Le 19 juin, vers 11 heures du matin, un attroupement se forma devant la maison du maire et une députation composée de vigneron,

(1) A. N. BB¹⁸, 1186 (3995).

(2) *Courrier du Bas-Rhin*, 22 juin 1842.

et de quelques hommes turbulents, demanda à lui parler. Le maire se présenta ; les délégués lui affirmèrent que s'il n'était pas fait droit à leurs réclamations ils empêcheraient la vente par tous les moyens en leur pouvoir. Le maire essaie alors de les convaincre de l'utilité des casernes et leur dit que les propositions du gouvernement sont sérieuses. Peine perdue ! Des menaces d'incendie et des injures sont proférées par un nommé Jean Felden, qui est arrêté. On s'agite dans les rues, dans les brasseries, dans les auberges ; on essaie de délivrer le prisonnier. La police procède à de nouvelles arrestations. Des mesures sont prises pour protéger la vente du bois, qui doit avoir lieu le 20 à 8 heures du matin dans une forêt située à deux petites lieues de la ville. Un grand nombre d'habitants s'y rendent. Les enchères commencent, souvent interrompues par les vociférations du peuple. Aucun lot ne peut être adjugé. Il faut cesser la vente. A Colmar même des groupes se portent vers la maison du maire. Le 22 juin, des troupes importantes, réparties dans la forêt, protègent la vente. Des individus sont arrêtés ; le 23 et les jours suivants la vente continue sans incident. Les troupes protègent la sortie du bois. Cependant, par représailles, on coupe quelques pieds de vigne dans les jardins appartenant à des conseils municipaux. 12 individus sont condamnés à l'emprisonnement et 5 à une amende. Le procureur termine son rapport en disant : « Quoiqu'il m'ait constamment paru évident que la mesure de la suppression de l'affouage avait en sa faveur les droits et la raison de haute utilité, je n'ai jamais pu me dissimuler néanmoins, qu'irritante partout, elle présentait plus de difficultés encore dans l'ancienne ville impériale et libre d'Alsace, où elle se montre comme s'attaquant à la dernière des choses qui restent des anciens privilèges chers à tous et dont la tradition conserve pieusement le souvenir » (1).

En 1848, des dévastations journalières ont encore lieu dans la vallée de Guebwiller (2). Dans la commune d'Urbeis une partie du conseil municipal dirigée par un certain Deschamps, ancien adjoint destitué pour inconduite, a prétendu imposer au maire l'obligation de faire le partage des biens communaux. Le maire ayant refusé a été menacé d'être pendu et expulsé d'une assemblée du conseil municipal, réunie sur l'initiative du sieur Deschamps (3).

En même temps, l'arrondissement de Sélestat a été le théâtre de quelques troubles locaux et de dévastations partielles des forêts de l'Etat (4).

Il ne saurait être question d'attribuer les troubles que nous venons de signaler à des causes politiques. Les rapports des fonctionnaires (procureurs ou susbtituts) chargés d'instruire ces diverses affaires sont significatifs à cet égard et montrent bien que les rebellions des

(1) Rapport du procureur général de Colmar. A. BB¹⁸, 1404 (4946).N.

(2) A. N. BB¹⁸, 1461 (5423).

(3) A. N. BB¹⁸, 1461 (5432).

(4) Même source.

ruraux contre les agents de l'autorité étaient provoquées par la malheureuse situation des révoltés. Enragés de misère et de faim tisserands et journaliers défendent âprement leurs maigres privilèges et les quelques droits dont la coutume et l'usage leur laissent la jouissance. S'ils échouent, il ne leur reste plus qu'à disparaître lentement, à chercher du travail dans les villes voisines (1) ou un meilleur sort dans les contrées lointaines du Texas, de l'Algérie, des Etats-Unis, de l'Asie Mineure.

Dans le Bas-Rhin, l'émigration semble avoir été un fait constant depuis le début du *xix^e* siècle. Un rapport du préfet (2) signale que beaucoup d'ouvriers du département ont dû chercher du travail à l'intérieur de la France : depuis 1818, 3.000 individus au moins sont partis pour l'Algérie et l'on compte chaque année un millier de travailleurs qui vont en Amérique. Cette dernière classe de la population, note le préfet « est la plupart du temps réduite à cette extrémité parce que l'administration des forêts se trouve trop méticuleuse et trop sévère en interdisant le droit de parcours pour les porcs, ce qui, dans les arrondissements de Saverne et surtout de Wissembourg, enlève à un grand nombre de familles leurs moyens d'existence et les pousse au dur parti de l'expatriation (3) ». En général, les émigrants sont accompagnés de leur famille, ils sont vout sans esprit de retour. En juillet 1843, une hausse de 5 francs par hectolitre sur le prix des grains (4) détermine une nouvelle vague d'émigration. Cette fois les alsaciens se dirigent vers l'Algérie. Au cours d'un trimestre, 164 ouvriers célibataires sur lesquels on compte 1/3 d'étrangers demandent des passe-ports pour l'Afrique. Il faut y joindre 55 familles de laboureurs composées de 268 individus. Les maires des communes rurales annoncent pour le trimestre suivant le double de ces départs (5). En octobre 1843, les grains subissent une diminution de 6 francs par hectolitre, mais la récolte vinicole est mauvaise de sorte qu'on enregistre pour les mois d'août, septembre et octobre, 977 départs parmi lesquels on compte 437 célibataires et 125 familles qui absorbent le reste du chiffre (6). En 1848, à Marlenheim, canton de Wasselonne, on enregistre un exode de 400 habitants pour l'Amérique. Il faut encore compter avec le remplacement militaire qui enlève chaque année la population la plus valide des campagnes et des petites villes (7).

Dans le Haut-Rhin, l'émigration n'était pas moins importante.

(1) Voir ci-dessous, ch. VII.

(2) Rapport trimestriel du préfet au ministre de l'Intérieur, 17 octobre 1841. (A. D. Bas-Rhin, série M. Administration générale. Dossiers historiques).

(3) Rapport trimestriel du préfet au ministre de l'Intérieur, 17 octobre 1841. (A. D. Bas-Rhin, série M. Administration générale).

(4) Voir ci-dessus, p.

(5) Rapport trimestriel du préfet, juillet 1843.

(6) Rapport trimestriel du préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur, juillet 1843. (A. D. Bas-Rhin, série M. Dossiers historiques).

(7) F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847.*

Des spéculateurs louches ont fait, pendant la période qui nous occupe, une propagande intensive auprès des habitants du département pour les engager à se rendre au Texas. Le principal agent de cette propagande malhonnête, un certain Castro, dénué de scrupules, finit par être condamné à 5 ans de prison par le tribunal de Colmar (1). Il promettait aux émigrants des concessions de terre sans donner aucune garantie, exigeait d'eux le paiement d'une somme au moment de la passation de l'acte d'enrôlement, et leur faisait souscrire l'engagement de payer des sommes plus élevées encore pour leur transport au Texas. Poussés par la misère et encouragés par de si alléchantes promesses, quantité de malheureux versaient entre les mains du forban leurs petites économies et s'embarquaient pour l'Amérique. Nous savons, par une communication émanant du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, quelle existence lamentable les attendait. « En arrivant au Texas ils avaient l'espoir d'être installés sur des propriétés, mais, dit la circulaire ministérielle, aucun n'y a été placé jusqu'à présent. Aucun préparatif n'a été fait pour les recevoir. L'inquiétude éveillée par les bruits continuels de l'invasion mexicaine empêche d'ailleurs les émigrants de se rendre sur des terres placées exactement sur le passage des troupes. Aussi les malheureux Français ont-ils promptement dévoré leur petites ressources et sont-ils incapables, faute de moyens pécuniaires de former les établissements agricoles qu'ils avaient projetés. La misère, le changement de climat, l'absence, l'éloignement ont affecté la santé de la plupart d'entre eux; beaucoup sont morts et en ce moment le médecin qui les accompagne prodigue ses soins aux autres, malades de misère. Les émigrants refusent même aujourd'hui de se rendre sur les terres concédées dans la crainte d'y périr plus rapidement encore.

A partir de mai jusqu'en septembre, la chaleur, quoique tempérée par de fortes brises, est très vive. Ceux qui voyagent pendant la journée qui font le moindre excès, même de fatigue, courent le risque de tomber promptement malades : les fièvres bilieuses avec affection du foie, les congestions cérébrales sont les maladies de l'Ouest du Texas, les fièvres intermittentes et tremblantes, sont les maladies de l'Est » (2).

Pour lutter contre l'émigration, le gouvernement entreprit une contre-propagande. Bret, alors préfet du Haut-Rhin, pria les maires de répandre parmi les populations les informations venues du Ministère du Commerce et d'engager ceux qui avaient le désir d'émigrer à se rendre en Algérie plutôt qu'au Texas. Dès 1843, le préfet West signalait aux habitants le danger qu'il y avait pour eux à écouter « les agents d'une entreprise non reconnue par le gouvernement qui parcourt le Haut-Rhin afin d'engager les ouvriers et les paysans à

(1) Cette peine fut levée, d'ailleurs, par le tribunal de Strasbourg.

(2) A. D. Haut-Rhin M. 23.

émigrer ». Le préfet demanda même au clergé catholique et au consistoire protestant de seconder ses efforts. Bien que son appel ait été entendu, en octobre et novembre 1845 de petits cultivateurs, des journaliers, et des ouvriers de fabrique quittèrent la région d'Altkirch pour se rendre au Texas, accompagnés d'habitants des environs de Belfort en nombre plus considérable encore.

En décembre 1844, on avait délivré : à Saint-Amarin, 91 passe-ports dont 46 pour le Texas, 44 pour l'Amérique et 1 pour d'autres lieux ; à Cernay, 35 passe-ports (17 pour le Texas, 9 pour l'Amérique et 9 pour diverses destinations) ; à Dannemarie, 10, à Delle, 82, à Fontaine 60 (55 pour le Texas et 5 pour l'Amérique), à Giromagny 16, à Massevaux 69 (61 pour le Texas, 5 pour l'Amérique et 3 pour d'autres lieux) ; à Thann 16. Malgré tout ce qu'on pouvait leur dire les émigrants étaient attirés par l'espoir d'obtenir gratis des terres exemptes d'impôts et de charges. Les ouvriers escomptaient un salaire plus élevé, des vivres à meilleur compte, et, vu l'étendue des forêts, des distributions gratuites de bois de chauffage et de construction (1).

Quelques années plus tard, les Alsaciens se laissèrent prendre une fois de plus à la croisade prêchée par un prêtre quelque peu illuminé, curé à Soppé-le-Bas, en faveur d'une nouvelle émigration en masse. En 1844 déjà, Pfanner (c'est le nom du prêtre dont il s'agit) emmène avec lui en Amérique 400 émigrants. Le mouvement de la population s'arrête alors pour quelque temps, mais la crise de 1847 détermine de nouveaux départs. Cette fois les habitants du Haut-Rhin se dirigent vers les Etats-Unis (2).

De tels déplacements prouvent qu'il ne faudrait pas prendre à la lettre certaines affirmations, qui tendent à faire croire qu'il n'y eut pas, entre 1830 et 1848, de grands courants d'émigration en France (3). Journaliers, tisserands alsaciens, victimes de mesures douanières prises contre leur intérêt ou des perfectionnements techniques accomplis pendant la Monarchie de Juillet ont dû chercher au loin des moyens d'existence et s'expatrier. Ils étaient d'ailleurs bien souvent accompagnés par les ouvriers des villes que les mêmes crises industrielles et les mêmes transformations du machinisme réduisaient trop souvent au chômage.

(1) A. D. Haut-Rhin M. 23.

(2) Même source.

(3) « La prétendue surabondance d'habitants qui inquiétait certains parlementaires n'allait pourtant pas jusqu'à créer ces grands courants d'émigration qui ont parfois entraîné de vieux Etats à mettre la main sur des territoires ou à modifier le régime de leurs possessions existantes pour tenir compte de l'afflux des nouveaux venus ». (SCHEFER : *L'Algérie et l'évolution de la colonisation française*. Collection du centenaire de l'Algérie. Paris, Champion, 1928).

CINQUIÈME PARTIE

LES OUVRIERS DE LA GRANDE INDUSTRIE

CHAPITRE VI

Les ouvriers de la grande industrie: Leur importance numérique.

Les ouvriers qui travaillent groupés en fabrique pour le compte des gros capitalistes et de la grande industrie forment, à coup sûr, la partie la plus nombreuse du prolétariat alsacien, à cause des multiples industries qui, nous l'avons vu, sont représentées dans les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Il suffit, pour être convaincu de la vérité de cette affirmation, de jeter un coup d'œil sur les tableaux ci-dessous où nous avons essayé de déterminer le nombre d'ouvriers, hommes, femmes et enfants, employés dans les divers établissements industriels entre 1830 et 1848. Au reste, il ne faudrait pas prendre ces données à la lettre. Elles n'ont qu'une valeur approximative. Les sources utilisées ne sont pas exemptes de toute critique et il serait dangereux de leur accorder trop de crédit. Les chiffres, grâce auxquels nous avons pu dresser les tableaux ci-dessous ont été fournis par les départements du Haut-Rhin pour l'établissement de la Statistique de France (1) ; or, les renseignements qui nous sont parvenus sont incomplets. Pour l'année 1830, nous n'avons trouvé aucune donnée relative au nombre des ouvriers employés dans chaque établissement.

Par contre, la Société Industrielle de Mulhouse avait dressé, avec beaucoup de soin, en 1827, une « *Statistique générale du Haut-Rhin* » afin de connaître l'état véritable de toutes les industries de ce département. Voici, d'après cette statistique, quel était le nombre des ouvriers employés dans les diverses industries en 1827.

On comptait, à cette date, 44.840 ouvriers employés dans l'industrie cotonnière, savoir :

10.240	employés dans les	filatures,
23.352	—	tissages,
11.248	—	imprimeries d'indiennes.

Si l'on ajoute à ce nombre tous ceux auxquels cette même industrie procure du travail directement, 6 à 700 blanchisseurs et teinturiers, et 5 à 600 bonnetiers, passementiers, rubanniers et brodeurs en coton, voituriers, menuisiers, charpentiers, tourneurs, serruriers, fondeurs,

(1) A. D. Haut-Rhin M. 127.

forgerons, faiseurs de peignes et de navettes pour les tisserands, faiseurs de cardes, mécaniciens, constructeurs, raccommodeurs de métiers, etc., ainsi que les enfants payés par les imprimeurs et fileurs auxquels ils servent d'aides, il ne sera pas exagéré de porter à plus de 50.000, c'est-à-dire au 1/8 de la population, tous les ouvriers qui travaillaient alors pour les manufactures de coton.

En 1834, époque de prospérité pour ces manufactures, on évaluait à 91.000 le nombre de leurs travailleurs, non compris également les classes omises dans le total de 1827, savoir :

18.000 ouvriers des deux sexes, employés dans les filatures,
 35.000 — — — — — tissages, à fabriquer des toiles blanches, du calicot, des percales, des mousselines, etc.
 20.000 ouvriers occupés à la fabrication des tissus de coton en couleur
 18.000 ouvriers dans les divers ateliers d'impression et de teinture en général, ce qui doit porter à plus de 100.000, ou au 1/4 de la population, tous les individus employés en 1834 dans l'industrie cotonnière (1). Or, il est incontestable que les salaires des 50.000 ouvriers de 1827 et des 100.000 ouvriers de 1834, faisaient vivre beaucoup d'autres individus encore, ne fût-ce que leurs enfants en bas-âge.

Enfin les ouvriers du Haut-Rhin étaient encore plus nombreux en 1835, et surtout en 1836, qu'ils ne l'étaient en 1834. On peut du moins l'affirmer pour les villes de Mulhouse, de Thann, de Guebwiller, de Soultz, de Sainte-Marie-aux-Mines, pour les villages de Dornach, de Bitschwiller, etc., et surtout pour Mulhouse, Thann et Dornach, où Villermé a vu « de tous côtés bâtir de nouvelles maisons et construire de nouveaux ateliers ». Mais une tendance contraire a dû certainement être observée à la fin de 1836 et dans les 8 ou 9 premiers mois de 1837. D'après Villermé, il y avait, dans la seule ville de Mulhouse, en ouvriers de fabrique :

	<i>Internes ou logés en ville</i>	<i>Externes ou logés dans les villages</i>	<i>totaux</i>
En 1834, d'après une sorte de recensement fait fin avril.	4.960	4.900	9.860
En 1835, d'après un recensement fait à la fin de l'année .	6.573	5.064	1.637
Augmentation . .	1.613	164	1.777

Si l'on ajoute aux ouvriers en coton les ouvriers travaillant chez

(1) V. dans le t. VII du *Bulletin de la Société Industrielle*, le « Rapport du jury départemental du Haut-Rhin, sur les produits du département destinés à l'exposition et sur les progrès de l'industrie de 1827 à 1834 ». V. surtout la page 437.

La population officielle du département entier, en 1831, est évaluée à 424.258 habitants.

les artisans de la ville, comme gens de peine, domestiques à gages, etc., c'était :

en 1834. . . .	8.991	5.226	14.217
en 1835. . . .	11.615	5.412	17.027
augmentation pour toute			
la classe ouvrière. . .	2.624	186	2.810

Ainsi sur les 17.000 ouvriers de Mulhouse trouvés en 1835, 11.600 habitaient la ville et les 5.400 autres, ayant leur domicile dans les communes voisines, s'y rendaient chaque matin pour travailler.

Les 44.840 ouvriers en coton recensés en 1827 dans le Haut-Rhin et les 91.000 admis pour 1834 se divisaient entre eux comme il suit :

	Sur 1.000	
	En 1827	En 1834
Dans les filatures. . .	228	198
Dans les tissages . . .	521	604
Dans les impressions .	251	198 (1)

D'après les mêmes documents, l'accroissement du nombre des travailleurs de 1827 à 1834 aurait été :

de 60 sur 100 pour les manufactures d'indiennes,	
de 81 — — filatures,	
de 131 — — tissages,	
de 102 — — pour tous les ouvriers réunis.	

Voici comment, en supposant toujours 1.000 le nombre des ouvriers employés, ils se partagent pour les occupations, en 1835 :

Dans les filatures ordinaires :

Fileurs et fileuses proprement dits.	300
Rattacheurs et bobineurs.	300
Femmes à la journée.	266
Hommes	133

Dans la filature de Nicolas Schlumberger, à Guebwiller, où l'on fabrique les fils les plus fins, les plus réguliers et où, toutes proportions gardées, les ateliers de battage et de carderie occupent le plus de travailleurs, et les ateliers de filage le plus d'enfants :

Fileurs et fileuses	176
Rattacheurs et bobineurs.	360
Ouvriers ordinaires de la carderie.	120
Dévideurs, batteurs, batteuses et quelques employés	
de la carderie	240
Manœuvres et ouvriers divers âgés de plus de 17 ans. .	104

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, t. I, pp. 14 à 21.

Dans les tissages mécaniques :

Pareurs.	28
Tisseurs et tisseuses de 1 ^{re} classe.	440
Dévideuses, bobineuses et ourdisseuses.	194
Bobineurs et rattacheurs	130
Manœuvres.	46

Dans les tissages à la main :

Il n'y a guère, dans ces tissages, que des hommes qui conduisent les métiers, mais les femmes, les enfants et quelques vieillards préparent les fils.

Dans les manufactures d'indiennes ordinaires :

Graveurs sur bois	67
Imprimeurs et imprimeuses.	333
Tireurs (enfants des deux sexes).	333
Manœuvres et ouvriers divers.	267

Voici, d'après Villermé, comment les sexes étaient répartis dans les trois sortes d'un très grand établissement du Haut-Rhin :

	Sur 1.000	
	Hommes	Femmes
Filatures.	221	779
Tissage.	473	527
Indiennerie.	851	149 (1)

D'autre part, Boersch dans son livre : *De l'industrie cotonnière en Alsace* signale, en 1837, que 12 à 15.000 ouvriers sont employés à la fabrication des toiles peintes. L'industrie cotonnière, à elle seule, occuperait 105 à 110.000 ouvriers, y compris les femmes et les enfants.

Lorsque, par suite du décret de 1839, on a demandé aux fabricants de remplir des bulletins indiquant le nombre et le salaire des ouvriers, les patrons ont cru qu'il s'agissait d'une mesure fiscale. L'augmentation continuelle des impôts entre 1830 et 1840 leur a fait craindre un nouvel accroissement de la patente, de sorte qu'ils ont truqué, autant qu'ils ont pu, des chiffres fournis à contre-cœur. Dans l'industrie textile, par exemple, les chefs d'établissement ont donné, en ce qui concerne le nombre des métiers contenus dans leur fabrique, des

(1) En 1848 l'enquête officielle note :

- 1° Dans les filatures 2/5 d'hommes et garçons au-dessus de 16 ans, 2/5 de femmes et jeunes filles, 1/5 d'enfants au-dessous de seize ans.
- 2° Dans les tissages mécaniques le nombre des femmes est plus du double de celui des hommes ; très peu d'enfants.
- 3° Dans les tissages à bras la proportion des hommes aux femmes est de 3 à 1 ; par contre le dévidage est fait entièrement par les femmes et les enfants.
- 4° Dans les établissements d'impression on peut compter moitié hommes, 1/4 de femmes et 1/4 d'enfants au-dessous de 16 ans.

chiffres inférieurs à la réalité, négligeant délibérément les tisserands à domicile qui n'avaient pas de rapports directs avec eux. En outre, si l'établissement de la Statistique de France fut décidé en 1839, les informations nécessaires, publiées seulement en 1844, sont valables surtout pour les années 1842 et 1843, tandis que les renseignements publiés en 1842 donnent une idée de l'état de l'industrie en 1840 et 1841. Enfin, certains établissements, nouvellement créés en 1844, n'ont pu fournir que des chiffres approximatifs. Le fonctionnement ultérieur des fabriques les a sans doute beaucoup modifiés. Si nous avons encore quelques illusions sur la valeur et la véracité des renseignements fournis par la Statistique de France, la lettre suivante, adressée par le Maire de Sainte-Marie-aux-Mines au préfet, suffirait à les détruire : « Le mode que vous avez adopté, M. le préfet, de demander directement aux chefs d'établissement les renseignements qui vous sont nécessaires pour l'établissement de la Statistique de France, présente, sans doute, des avantages que vous avez appréciés et constatés, d'après les résultats généraux que vous en avez obtenus. Mais je ne puis me défendre de vous avouer que les tableaux de renseignements qui ont passé sous mes yeux ne représentent que d'une manière très infidèle la réalité des faits industriels de notre ville » (1).

En 1839, d'après le Bulletin, de la Société Industrielle, on compte 110 métiers à la Jacquart répartis dans Mulhouse, 160 ouvriers environ y sont employés. L'industrie des tissus de coton en couleur s'exerce principalement dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines. Elle occupe 20.000 ouvriers, tant dans la vallée qu'à Ribeauvillé, Mulhouse, Colmar et les environs. Sous ce rapport, la situation n'a pas varié depuis 1834. Ces 20.000 ouvriers comprennent, d'après la même source, 13.000 tisserands, 5.000 personnes employées aux préparations et 2.000 ouvriers contremaîtres, ourdisseurs et teinturiers.

A la même époque, l'industrie drapière emploie 1.000 ouvriers répartis en 12 établissements.

Les données qui nous sont parvenues pour les années 1846-1847, ne sont ni plus complètes, ni plus fidèles. Seuls les papetiers ont répondu au questionnaire administratif de sorte que nous n'avons aucun renseignement relatif à l'importance du prolétariat alsacien à la veille de la Révolution de 1848. Les événements ont interrompu le travail commencé par le préfet. Aux termes d'une circulaire datée du 25 octobre 1847, celui-ci devait dresser une copie par arrondissement du contrôle des patentés du département établi par les contributions directes et faisant connaître :

- 1° Le nom des patentés ;
- 2° La commune de leur domicile ;
- 3° Leur profession ;
- 4° La valeur locative de leur établissement ;

(1) A. D. Haut-Rhin, M. 127.

5° La somme de leur patente.

A ces 5 colonnes, le préfet devait ajouter le nombre, par sexe, de leurs ouvriers, hommes, femmes et enfants, y compris les individus de la famille, le salaire journalier de chaque catégorie. Un tel travail présentait évidemment des difficultés nombreuses et il ne fut pas possible de le mener à bien. Nous savons seulement que le département du Bas-Rhin comptait 2,000 artisans patentés et travaillant avec des ouvriers (1).

Il est donc impossible de faire des comparaisons qui auraient eu cependant un grand intérêt entre le nombre des ouvriers employés dans la grande industrie en Alsace en 1830 et la quantité de prolétaires habitant la même région en 1847, puisque les données extrêmes nous manquent. Il faut nous contenter, le plus souvent, des renseignements fournis pour 1842 et 1844, dates trop peu éloignées l'une de l'autre pour qu'on puisse tirer du rapprochement des chiffres des conclusions de grande envergure.

Sans doute, on trouve, soit aux Archives départementales, soit dans le Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, des données fragmentaires sur le nombre des ouvriers employés dans telle ou telle industrie ; mais ces informations éparses ne peuvent donner une idée de l'accroissement ou de la diminution du nombre d'ouvriers employés dans un même établissement ou dans une même branche d'industrie, entre 1830 et 1848. D'autre part, ces données elles-mêmes sont sujettes à caution. Un document trouvé aux Archives du Haut-Rhin (2) signale, par exemple, en 1830, 90 à 100 ouvriers papetiers à Rappentzwiller, 18 à Massevaux, 20 à 30 à Cernay, 10 à Jungholtz (3), 4 au Kaysersberg, 16 à Turckheim, 12 à 14 à Sainte-Marie-aux-Mines, et 10 ouvrières dans la même localité, 100 à 120 ouvriers à Luttenbach. Mais ces chiffres ont été fournis par la notoriété publique (4), les fabricants ayant refusé de répondre aux questions du préfet. Il ne faut pas accorder plus de crédit aux réponses des patrons eux-mêmes. Tous sont d'accord pour dire que leur industrie est en souffrance et que l'exploitation de leurs usines ne leur offre plus aucun bénéfice, tandis qu'il est notoire que jamais, à aucune époque, la consommation du papier, par exemple, n'a été aussi active. Sans doute, le fait qu'on fabrique et consomme plus de papier a entraîné la raréfaction et le renchérissement des matières premières ; de plus, l'usage du linge et des effets de coton a remplacé généralement celui de la toile de chanvre et de lin dont les drilles étaient d'un emploi plus avantageux pour la fabrication du papier, mais le préfet signale que ces diverses cir-

(1) A. N. F²⁰, 135¹.

(2) A. D. Haut-Rhin, M. 127.

(3) Commune de Rimbach, arrondissement de Colmar.

(4) Le même fait s'est produit en 1844. De nombreux chefs d'établissement ayant refusé de remplir le bulletin qui leur était adressé, les employés de la mairie ont fourni eux-mêmes les renseignements demandés, renseignements très approximatifs par conséquent.

constances ne semblent pas avoir ralenti la fabrication du papier (1).

En 1834, l'établissement de J. Zuber et Cie, à Rappentzwiller, emploie environ 400 ouvriers et en outre 200 chiffonniers faisant leur récolte dans toute l'étendue du département. Il faut ajouter à ces travailleurs employés à la fabrication du papier blanc, 200 ouvriers qui fabriquent le papier en couleur (2). Les principales papeteries étaient situées à Munster, Turckheim, Cernay, Sainte-Marie-aux-Mines et Rappentzwiller.

En 1839, on trouve chez Kestner Père et Fils, à Thann, 115 ouvriers employés à la fabrication des produits chimiques (3).

L'industrie métallurgique emploie, en 1831, 400 ouvriers ; en 1839, 2.400 hommes travaillant dans les fonderies et ateliers de construction, cependant que les établissements Gilardoni et Heitschlin font travailler 15 à 20 ouvriers en 1839, et 30 à 40 ouvriers en 1848 (4).

On sait aussi, grâce à un document trouvé aux Archives départementales du Haut-Rhin (5), que, en 1830, l'industrie du sucre de betterave emploie, dans l'établissement de Nicolas Koechlin, seul fabricant à cette époque, 33 hommes et 10 femmes ou enfants.

En 1834, le Bulletin de la Société Industrielle donne les chiffres suivants, concernant le nombre de travailleurs employés dans les diverses industries :

Filature de coton	18.000
Tissage de calicot, percales et mousselines	35.000
Impression sur coton	18.000
Guinghams.	20.000
Draperie.	900
Papier blanc	600
Papier peint	200
Horlogerie et quincaillerie	3.000

Dans la quincaillerie, les établissements Migeon et fils font travailler 800 ouvriers, tandis que la maison Japy frères emploie 3.000 individus de tout âge et de tout sexe.

320 ouvriers, sans compter les femmes et les enfants, travaillent au laminage, à l'affinage et au tirage du cuivre.

Une feuille contenue dans la liasse M.127 (A. D. Haut-Rhin), nous apprend qu'en 1846, on comptait :

A Colmar : 46 brasseries avec 100 ouvriers.

A Altkirch : 22 brasseries avec 50 ouvriers.

A Belfort : 24 brasseries avec 50 ouvriers.

(1) Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur. A. D. Haut-Rhin, M. 127.

(2) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1834, p. 455.

(3) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1839, p. 589.

(4) Enquête officielle : Réponse du canton d'Altkirch à la 6^e question.

(5) Sans lieu, ni date, ni signature.

Le même document ajoute qu'on trouve, outre ces établissements, des brasseries dans toutes les communes du Haut-Rhin ou presque, mais on ne nous dit pas combien d'ouvriers travaillent dans ces fabriques d'importance secondaire.

Par ailleurs, une feuille trouvée, elle aussi, dans la liasse M. 127 et ne comportant ni en-tête, ni signature, donne les renseignements suivants : Il existe dans le département du Haut-Rhin, 233 établissements industriels qui comportent approximativement 60.000 ouvriers. Ces établissements sont répartis comme il suit dans les trois cantons :

Altkirch.	57
Belfort	70
Colmar.	106
Total.	233

<i>Nom des manufacturiers</i>	<i>Nature des établissements</i>	<i>Nombre d'ouvriers.</i>
Gros Odier Roman, ... à Wesserling.	{ Filature de coton Tissage mécanique. Tissage à bras. Fabrique d'indiennes.	3.950
Hartmann et fils, à Munster.	{ Filature de coton. Tissage de coton. Fabrique d'impressions.	2.859
Dollfus Mieg et Cie à Mulhouse	{ Filature et tissage mécanique. Fabrique d'indiennes.	2.042
Japy frères, à Beaucourt	{ Quincaillerie Horlogerie Serrurerie.	1.564
N. Schlumberger et Cie, à Gueviller.	{ Filature. Atelier de construction	1.505
Blech, Steinbach et Mantz, à Mulhouse	{ Filature. Fabrique d'indiennes.	1.462
Isaac Koechlin, à Willer.	{ Filature. Tissage.	1.111
Naegely à Mulhouse . . . . .	| Filature de coton en fin.	1.019
Antoine Herzog père, à Logelbach	{ Filature de coton	1.200

Est-il possible, malgré les lacunes, les erreurs et les contradictions des sources, de tirer quelques conclusions générales des chiffres qui nous sont parvenus ?

On peut constater, tout d'abord, que le prolétariat alsacien représente une notable partie du prolétariat français. D'après la Statistique de France, la France compte, sous le règne de Louis-Philippe, 1.057.915 travailleurs, dont 672.446 hommes, 254.371 femmes et 131.098 enfants. Or le Haut-Rhin compte, à lui seul, plus de 60.000 ouvriers. Il faut ajouter à ce chiffre les ouvriers du Bas-Rhin. Si nous nous en référons à un rapport du Président de la Chambre de Commerce de Strasbourg, en date du 23 juin 1848, nous constatons que le chiffre total des tra-

vailleurs du département s'élevait à 19.000 environ qui se répartissaient ainsi :

Draperies : 2.500.

Bonneterie en laine : 7 à 8.000.

Industrie cotonnière : 3.000.

Industrie métallurgique : 6.000.

D'après ces données, l'Alsace renferme donc à elle seule 1/10 de la population ouvrière de la France.

On voit aussi, si l'on examine l'importance des diverses industries les unes par rapport aux autres, que l'industrie cotonnière vient au premier rang pour le nombre des travailleurs qu'elle emploie. On peut constater que ce nombre varie suivant l'état plus ou moins prospère de cette industrie. La même remarque est valable pour l'industrie métallurgique dont la production décroît sans cesse en Alsace au cours du règne de Louis-Philippe (1).

Nous avons déjà observé que la proportion des femmes et des enfants employés dans chaque industrie est variable suivant qu'il s'agit des tissages, des filatures ou des fabriques d'impression. Toutefois, alors que, entre 1842 et 1844, le nombre des hommes employés dans les tissages passe de 9.508 à 12.659, le nombre des femmes n'augmente pas dans les mêmes proportions, cependant que celui des enfants ne subit pas de hausse appréciable. La loi de 1841 qui réglementait le travail des enfants a amené une diminution de leur emploi dans les manufactures.

Y a-t-il eu augmentation ou décroissance du prolétariat industriel en Alsace au cours de la Monarchie de juillet ? Il est difficile de répondre à cette question, puisque les chiffres manquent pour les dates extrêmes du règne de Louis-Philippe. En outre, la population ouvrière a subi des fluctuations nombreuses, par suite des crises industrielles qui ont eu pour effet, à diverses reprises, de faire renvoyer dans leurs foyers quantité d'étrangers, cependant que les années de prospérité attiraient, sur le territoire alsacien, les chômeurs des pays limitrophes. On peut dire pourtant que, selon toute vraisemblance, le nombre des travailleurs a augmenté dans les deux départements du Haut et du Bas-Rhin. Les villes industrielles ont connu, entre 1830 et 1848, un essor considérable qui s'est traduit par un accroissement notable du nombre des habitants. C'est ce que nous verrons d'une manière plus détaillée quand nous étudierons le mouvement de la population.

(1) V. ci-dessous, ch. XI, les causes de cette décadence.

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. FILATURES

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			EN 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch	Filature de coton	Schlumberger-Steiner et C ^{ie} ..	40	55	70			
		Charles Naegely et C ^{ie}	332	464	519			
		Dollfus Mieg et C ^{ie}	100	150	110	200	180	190
		Hirn et Guth.....	68	45	78	68	45	78
		Nicolas Koechlin frères.....	70	65	84			
		Blech frères et C ^{ie}	59	63	61			
		Schlumberger Koechlin et C ^{ie}	53	29	103	53	29	103
		Boch Richard et C ^{ie}	34	38	30	34	38	30
		Koechlin Risler et C ^{ie}	45	45	70			
		Koechlin Dollfus frères.....	85	87	79	108	80	192
	Filature de lin et d'étaupe. Filature de laine..... Filature de coton et de laine peignée..... Cotons filés.....	Blech-Steinbach et Mantz...				159	63	141
		Daniel Linck.....		»	»	60	80	60
		Guth Hirn et Jourdain.....	»	»	»	70	65	84
		Risler-Schwart et C ^{ie}	»	»	»	45	45	70
Arrondissement de Belfort	Filature de coton	André Koechlin.....	70	30	30	70	30	30
		Dubrit et C ^{ie}	70	44	48	70	44	48
		Gros Odier Roman et C ^{ie}	112	405	85	128	405	85
		Fergusson et Bornèque.....	60	34	10	20	110	12
		Sandoz Baudry et C ^{ie}	100	70	40	100	70	70
		Henry-Witz (Jean).....	45	42	46	51	30	69
		Mathieu-Risler et fils.....	12	16	20	16	20	30
		Boigeol-Japy.....	50	70	80	50	70	80
		Koechlin Waldner et C ^{ie}	82	25	70	82	26	70
		Zeller frères.....	22	97	27	25	100	25
	Filature de laine peignée.....	Bian-Weber et Erhardt.....	30	25	30	85	45	30
		Dubrit et C ^{ie}	132	139	82	132	139	82
		Ostmeyer frères.....	45	30	35	55	35	40
		Gabriel Zindel.....	60	80	35	60	80	35
	Filature de coton	Henry Bindshaedler.....	30	50	5	30	50	5
		Metzdorff frères.....	15	10	10	10	10	10
Arrondissement de Belfort	Filature de coton	Moosh.....						
		Bitschwiller.....						
		Huseren.....						
		Bavilliers.....						
		Cernay.....						
		id.....						
		id.....						
		Giromagny.....						
		Massevaux.....						
		Oberbruck.....						
Arrondissement de Belfort	Filature de coton	Sentheim.....						
		Thann.....						
		Vieux-Thann.....						

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. FILATURES (suite)

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Ar. de Bollort	—	Bouché fils	57	34	26	97	34	26
	—	Schlumberger Gaspard	40	25	45	40	25	45
	—	Koechlin Isaac	120	140	140	120	140	140
Ar. de Bollort	—	Langer et Bruder	»	»	»	20	40	18
	—	Kress et Birkel	14	26	15	14	26	15
	—	Schoubart et fils	58	85	57	58	85	57
Ar. de Bollort	—	Weisgerber et fils	54	76	60	54	76	55
	—	Harlmann	544	523	246	544	523	346
	—	Schlumberger-Hofer	99	144	99	159	124	45
Ar. de Bollort	—	Schmitt et Salzmann	400	150	50	400	150	50
	—	Kressler	20	30	30	20	30	30
	—	Lichy-Dollfus	61	43	50	61	43	50
Ar. de Bollort	—	Zimmermann et fils	60	30	100	60	30	100
	—	Gart et Spetz	65	60	87	65	50	87
	—	Kirschleger	270	270	250	370	290	270
Ar. de Bollort	—	Hertzog	60	40	80	60	40	80
	—	Barth et Kiener	60	90	220	260	190	220
	—	Hausmann-Jordan et Cie	83	»	»	83	»	»
Ar. de Bollort	—	Titot et Chastellux	66	70	110	66	76	110
	—	Ziegler et Cie	109	60	161	109	60	161
	—	Frey et Witz	217	526	230	497	536	330
Ar. de Bollort	—	Schlumberger et Cie	24	26	12	42	26	12
	—	Nicolas Schlumberger	11	48	17	11	48	17
	—	Jongh père et fils	2	2	5	1	2	2
Ar. de Bollort	—	Bachmann	14	5	5	4	5	5
	—	Heinrich (Jean-Baptiste)	130	70	120	183	90	120
	—	Hofer	5	11	6	5	11	6
Ar. de Bollort	—	Leclaire	»	»	»	93	75	45
	—	Bourcart et Dubrit	30	25	20	30	25	20
	—	Dollfus et Cie	30	25	20	30	25	20

Arrondissement de Colmar

Ar. de Bollort

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. TISSAGE. I.

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch	Kingersheim	Dorgebray	—	—	—	200	100	100
	Toiles petites	Dollfus, Mieg et Cie	120	130	25	640	545	320
	Tissage soie et laine	Médard Schlumberger	—	—	—	—	—	—
	Calicots, tissus de laine et	Schlumberger-Koechlin et Cie	10	30	0	53	26	420
	coton, de laine pure	Xavier-Jourdain et Cie	40	50	80	40	87	106
Mulhouse	Tissus de laine et coton	Laurent Weber et Cie	400	300	200	800	400	300
	—	Alexandre Franck	30	20	10	30	20	—
	Etoffe de laine et soie, laine	Schlumberger-Schwartz	45	42	—	15	12	—
	et coton, coton pur	Charles Mieg	125	125	—	145	105	—
	—	David Kœnig	100	40	30	100	40	30
Brunstadt	—	Baumgartner et Cie	250	150	—	250	150	—
	—	Schlumberger Steiner et Cie	500	350	75	—	—	—
	—	Schlumberger Steiner et Cie	50	20	10	—	—	—
	Tissus façonnés pour meu-	Ch. Adolphe et Benner	—	—	—	140	20	30
	bles, tissus de damas	Reber et fils	—	—	—	20	15	15
Arrondissement de Belfort	Toiles peintes	Gros-Odier, Roman et Cie	875	520	420	975	648	550
	—	Larger et Brueder	46	40	12	50	40	30
	—	Kientzy Gruner	34	41	17	40	52	17
	—	Fergusson et Bornèque	134	170	26	—	—	—
	—	Mathieu Rissler et fils	65	40	20	65	40	20
Arrondissement de Besançon	—	Sandoz-Baudry et Cie	100	90	40	—	—	—
	—	Simon George	20	20	—	20	20	—
	—	Boigeol-Jappy	150	225	125	150	225	125
	—	Koechlin Waldner et Cie	12 à la mécan. 50 à la main	88 à la mécan. 300 à la main	15 à la mécan. 200 à la main	62	388	245
	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrondissement de Dijon	—	Zeller frères	165	142	50	145	102	50
	—	Henry Bindschedler	56	150	15	56	150	45
	—	Bouché fils	40	33	10	40	33	10
	—	Koechlin Isaac	130	120	110	170	150	120
	—	—	—	—	—	—	—	—

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Valdoie	Tissage, toile de coton rouge.	Joseph Dépierre	28	—	—	—	—	—
Sentheim	—	Bian-Weber et Erhard	10	20	2	50	145	5
Oderen	—	Menny et Arnold	—	—	—	60	76	14
Bavilliers	—	Bornéque	—	—	—	149	185	30
Ribeauvillé	—	Bertrand et Cie	250	75	75	250	75	75
—	—	Weissgerber et fils	450	90	24	450	90	24
—	—	Schmid et Salzmann	—	—	—	400	150	50
Eguisheim	—	Baur	80	50	20	80	50	20
Turckheim	—	Borach	9	6	10	9	6	10
Lièpvre	—	Rissler Daniel	40	50	—	40	50	—
Ste-Marie-aux-Mines ..	—	Blech	200	100	100	290	180	125
—	—	Boulanger-Colotte et Ströhl ..	230	75	25	230	75	25
—	—	Bressler Philippe	20	10	5	20	10	5
—	—	Bressler Ernest	—	—	—	75	30	10
—	—	Cæsar Neveu	100	70	80	100	70	—
—	—	Degermann Jean	150	150	50	150	150	50
—	—	Diener. Sous la raison A. Hapner et Cie	400	300	100	400	300	100
—	—	Joly et Osmond	70	20	30	—	—	—
—	—	Kaiser Xavier et Cie	100	160	50	420	235	50
—	—	Kœnig (Napoléon)	32	18	—	132	93	30
—	—	Lamoureux et Lesslin frères..	350	150	100	350	150	100
—	—	Unger Zurcher	—	—	—	30	—	—
—	—	Landmann Antoine et frères..	25	—	—	25	—	—
—	—	Urner Jeune	—	—	—	—	—	—
—	—	Minder	120	110	20	120	60	30
—	—	Ulrich Jung	—	—	—	120	110	20
—	—	Mohler frères	350	150	100	80	40	20
—	—	Schank	—	—	—	350	150	100
—	—	Willer et Finck	100	20	40	30	40	10
—	—	Steiner	—	—	—	100	20	40
—	—	Reber et Cie	250	50	100	65	30	15
—	—	Schiffmann et Hahn	—	—	—	250	50	100
—	—	—	—	—	—	100	50	30

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (suite) TISSAGE III

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Ste-Marie-aux-Mines ..	Tissage, toile de coton rouge.	(ancien) Zacher	30	—	—	30	—	—
—	—	Zaepfel	—	—	—	70	30	20
—	—	Weber	100	100	75	—	—	—
—	—	Wagler	—	—	—	40	40	10
—	—	Frommel	—	—	—	16	36	14
—	Tissage	Weisgerber	70	30	—	70	30	—
—	—	Chenal	—	—	—	80	30	20
—	—	Werth (Léon)	56	30	—	56	30	—
—	—	Brick et Dietsch	—	—	—	300	80	—
Guinspach	—	Kiener Jean	300	350	20	300	350	20
Munster	—	Hartmann	226	387	184	226	387	184
Sultzzen	—	Ertlé Thiebaut	22	18	—	22	18	—
—	—	Kempf	40	33	—	40	33	—
Sultzzen et Stosswihr ..	—	Immer Blazy et Cie	—	—	—	90	170	60
Colmar	Toiles de coton, mouchoirs madras, coton filé teint ..	Bastard frères	—	—	—	360	120	70
Logelbach-Colmar	—	Hausmann Jordan Hirn et Cie	667	624	20	667	624	20
Colmar	—	Kiener cousins	100	80	—	100	80	—
—	—	Oehl et Huser	90	122	40	90	122	40
Lautenbach	—	Ziegler et Cie	159	161	114	150	161	114
Guebwiller	—	Frey et Witz	90	131	127	90	130	127
Kaysersberg	Toiles et mouchoirs teints ..	Barthélemy	398	26	94	396	75	45
Lapoutroie	—	Maire et fils	60	30	10	60	40	—
Orbey	—	Letebure	53	82	25	53	82	25
—	—	Fauster	—	—	—	281	55	11
Ste-Croix-aux-Mines ..	Tissus de coton et teinturerie	Hollinger	180	60	—	180	60	—
—	—	Reber	25	12	8	25	12	8
Ensisheim	—	Titot	—	—	—	320	—	—
Sondernach	—	Klein Jean	—	—	—	64	70	4

Arrondissement (Commune)	Nature de l'industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch	Toiles peintes	Blech Frères et C ^{ie}	315	160	235	393	155	373
	—	Isaac Schlumberger	240	120	100	240	120	100
	—	Josué Hofer	200	175	185	140	105	175
	Toiles et mousselines peintes	Grosjean fils	110	56	85	110	56	85
	Impressions et toiles peintes.	Hellmann Mantz et C ^{ie}	240	135	160	240	135	160
	—	Koechlin frères	—	—	—	225	140	90
	—	Nicolas Rott et C ^{ie}	100	30	80	100	50	80
	—	Mathias Paraf	—	—	—	195	60	60
	—	Daniel Schlumberger	300	150	200	300	150	200
	—	Katz frères	60	40	50	60	40	50
Arrondissement de Belfort	—	Hofer Nicolas	200	110	120	—	—	—
	—	Dollfus Miég et C ^{ie}	550	150	400	580	155	300
	—	Schlumberger Koechlin et C ^{ie}	—	—	—	120	70	85
	—	Thierry Miég et C ^{ie}	272	114	203	112	94	72
	—	Dorgebray	120	100	60	—	—	—
	—	Reber et Fries	30	30	30	—	—	—
	—	Gros-Odier Roman et C ^{ie} ...	585	125	375	694	125	400
	—	Daniel Eck et C ^{ie}	175	90	90	100	25	25
	—	Zurcher et C ^{ie}	186	116	98	86	60	25
	—	Liebach Hartmann et C ^{ie} ...	165	100	130	—	—	—
Arrondissement de Colmar	—	Robert Gardon et C ^{ie}	160	108	120	—	—	—
	—	Schlumberger, jeune et C ^{ie} ..	250	100	100	—	—	—
	—	Barbé et C ^{ie}	150	100	100	28	40	—
	—	Dépierre	—	—	—	130	80	60
	—	Edouard Robert	—	—	—	165	100	130
	—	Scheurer Gros et C ^{ie}	—	—	—	270	70	60
	—	Schlumberger jeune et C ^{ie} ...	—	—	—	96	34	25
	—	Fries et Callias	400	50	50	—	—	—
	—	Thyrs et Benck	350	100	50	—	—	—
	—	Titot et Chastellux	320	—	—	—	—	—
Arrondissement de Colmar	—	Hausmann, Hirn-Jordan et C ^{ie} ..	396	58	98	—	—	—
	—	Joly et Osmond	—	—	—	70	20	30
	—	Landmann, Sébastien et C ^{ie} ..	160	50	80	160	50	80
	—	Weber	188	—	—	100	100	75
	—	Hartmann et fils	—	—	—	100	100	75
	—	Landmann-Ledoux	619	—	227	410	188	190
	—	Steiner	—	—	—	14	45	20
	—	Weisgerber	—	—	—	80	8	20
	—	—	—	—	—	26	4	—
	—	—	—	—	—	—	—	—

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE, BLANCHIMENT ET APPRET DES TOILES.

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844	
			Hommes	Femmes	Enfants	Hommes	Femmes
Arrt d'Altkirch	Nieder-Morschwiller ..	Blanchisserie (toiles de lin et de chanvre)	14	3	5		
	—	—	5	—	—		
	Illzach	Blanchiment	—	—	—	6	
	Mulhouse	—	—	—	—	70	—
	Cernay	Blanchiment et apprêt des toiles	40	20	0	25	10
Arrondt de Belfort	Saint-Amarin	—				104	—
	Massevaux	—	50	—	10	30	—
	Vieux-Thann		44	30	—	44	30
	Bitschwiller	Etoffes feutrées (industrie entièrement nouvelle) ...				23 (1)	24
	Guebwiller		65	12	—	65	12
Ste-Marie-aux-Mines ..			35	25	—	35	25

(1) Dans le nombre d'ouvriers ne sont pas compris 150 détenus de la maison centrale employés à l'épluchage de la laine.

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE SOIERIE ET RUBANS DE SOIE.

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrondissement de Colmar	Rubans de soie	Preiswerck	60	40	60			
Colmar	Rubans et bretelles	Karcher Jean-Jacques	25	75	50	25	75	50
Guebwiller	Rubans de soie	Debarry Merian	100	100	52	115	40	50
Soultz	—	Kunkler et Cie				40	25	25
—	—	Lévy et Manheimer				60	40	60

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. DRAPERIE

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrond. d'Altkirch	Fabrique de draps	Schmalzer-Weiss	10	8	4	18	8	6
Mulhouse		Mathieu Mieg et fils	45	30	40	60	40	40
Bühl	—	—	—	—	—	390	200	90
Arrond. de Colmar	—	Mény et Althofer	40	6	5	40	6	3
Guebwiller	—							

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE.

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arr. d'Altkirch	Forges	Rod. Ed. Paravicini	196	16	—	196	—	16
	Construction de machines	A. Koechin et C ^{ie}	1030	—	35	750	—	—
	—	Meyer et C ^{ie}	350	—	—	490	—	—
	—	Rodolphe Hirth	—	—	—	12	—	—
	—	Huguenin et Ducommun	118	—	5	135	—	5
Arr. de Belfort	—	Xavier Jourdain	50	30	20	30	—	7
	Fonte de fer, fer martiné, fers forgés	C ^{ie} des forges d'Audincourt et dépendances	14	14	2	5	—	—
	Forges	Migeon et fils	25	—	4	11	—	4
	Hauts-fourneaux	Stehelin et Huber	20	4	4	25	—	—
	Fonderies et construction de machines	André père et fils	—	—	—	21	—	2
Arrondissement de Belfort	Hauts-fourneaux	Appartenant au duc de Bro- glie et exploité par Stehelin et Huber	—	—	—	—	—	—
	—	Stehelin et Huber	24	6	4	24	6	6
	Manufacture de fils de fer	Migeon et fils	14	—	—	14	—	—
	Fonderies et construction de machines	—	50	—	10	—	—	—
	Construction de machines et fonderie	Stehelin et Huber	300	—	—	150	—	—
Arrondissement de Colmar	—	Léopold Muller	80	—	10	20	—	10
	—	Scheibel et Lons	80	—	4	80	—	70
	—	Stamm père et fils	90	—	24	60	—	18
	Cuivrerie	André (Jacques)	60	—	—	85	—	—
	Vis à bois	Stefan Oswald frères et C ^{ie}	140	40	20	—	—	—
Arr. de Colmar	Fils de fer	Migeon et fils	200	300	200	150	150	200
	—	Migeon et fils	—	—	—	50	—	10
	Construction de machines	Grün frères	150	—	—	130	—	—
	—	Nicolas Schumberger et C ^{ie}	546	—	56	595	—	46
	Fonderie de cuivre et cloches Fonderie de fer	Kreiss et Simon	—	—	—	30	—	—
Arr. de Colmar	Serrures	Christien March	25	—	—	—	—	—
	—	Titot	15	—	—	—	—	—

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Altkirch (Chaux Thann — } A de Belfort	Produits chimiques	Kestner	10	—	—	—	—	—
	—	Kestner père et fils	50	—	—	40	—	—
	Acide pyroligneux, pyroli- gnite de plomb et de fer..	—	220	—	—	270	—	—
	—	—	—	—	—	50	—	—

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LA VERRERIE.

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Wildenstein.....	Verrerie	Kientzy Gruner père et fils..	34	5	15	34	5	15

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LA PAPETERIE

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch : Rappentzwiller	Papeterie, papier blanc.....	Jean Zuber et C ^{ie}	42	30	18	92	30	18
	Papiers peints pour tentures.	—	80	20	56	190	84	426
	Papier végétal	Kienemann frères				25	12	3
Arrondissement de Belfort : Pont d'Aspach et Burnhaupt-le-Haut ...	Papier	Kiener frères		51	19	42	51	19
	—	Felmé.	4	4		4	4	
	—	Schwindenhammer	10	8		10	8	
Arrondissement de Colmar : Luttenbach								
	Ste-Marie-aux-Mines ...							
	Turekheim							

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LA PAPETERIE

<i>Commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1847</i>		
			<i>hommes</i>	<i>femmes</i>	<i>enfants</i>
Thann	Papeterie	Gresset	1		
Colmar	—	Vve Deckert	12		
—	—	Hahn et Vix	5		2
—	—	Hoffmann	12		
—	—	Wiss	1		
Guebwiller	—	Bruckert	4		1
Sainte-Marie-aux-Mines	—	Jardel	1		
Altkirch	—	Benoît Boehrer	2		
—	—	Gottshy	2		1

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES INDUSTRIES DIVERSES

Arrondissement et Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842			En 1844			En 1847		
			hommes	femmes	enfants	hommes	femmes	enfants	Hommes	Femmes	Enfants
Beaucourt	Horlogerie, quincaillerie	Japy frères (1)	730	290	295	730	290	295	42	—	2
Mulhouse	Gravure sur rouleaux	Ziegler Koechlin	—	—	—	42	—	—	3	—	1
—	Impressions lithographiques	P. Baret	—	—	—	—	—	—	14	—	—
—	Lithographie	Eckardt	—	—	—	—	—	—	2	—	—
—	—	Engelmann	—	—	—	18	—	—	2	—	—
—	—	Kaufmann	—	—	—	—	—	—	9	—	—
—	—	Pattégay	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	Risler	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Huningue	—	Raphaël Braunschwig	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Belfort	—	Clerc	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cernay	—	Motsch	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensisheim	—	Titot	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	Chaussures	—	20	—	—	20	—	—	—	—	—
Rouffach	Chapeaux de paille et d'osier	—	28	—	—	28	—	—	—	—	—
Ollwiller	Orgues d'église	Ballinet	30	—	—	30	—	—	—	—	—
—	Tuiles, briques et tuyaux en terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	Poêles en faïence et carrelage avec incrustation	Richenecker	—	—	—	35	—	—	—	—	—
Altkirch	Construction de bâtiments	Gilardoni	20 à 25	—	—	30	—	10	—	—	—
—	Chantier de construction	Gayelin	150	—	—	150	—	—	—	—	—
—	—	Müller père et fils	55	—	—	55	—	—	—	—	—
—	—	Wetlerlé	45	—	30	435	—	30	—	—	—
—	—	Molly	—	—	—	85	—	—	—	—	—

(1) Indépendamment des succursales de la Feschotte, Bodeval et Etupes (Doubs), qui occupent 1.060 ouvriers, l'établissement fait travailler dans les villages éloignés de 3 à 15 kilomètres.

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LA VERRERIE

	En 1842	En 1844
Hommes.....	34	34
Femmes.....	5	5
Enfants.....	15	15
Total.....	54	54

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LA PAPETERIE

	En 1842	En 1844	En 1847
Hommes.....	136	363	Les principaux établis- sements n'ont pas ré- pondu.
Femmes.....	113	189	
Enfants.....	93	166	
Total.....	342	718	

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES DIVERSES INDUSTRIES

Hommes.....	1.078	1.358	
Femmes.....	290	290	
Enfants.....	325	335	
	1.693	1.983	Augmentation : 290

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE EN 1848

d'après les réponses des divers cantons à l'enquête officielle

Canton	Filature			Tissage			Impression		
Altkirch.....	—			500					
Ferrette.....	—			73 h.	96 f.	19 e.			
Mulhouse.....	10.000			2.200			4.600		
Massevaux...	1.460 h. 1.234 f. 240 e.								
Thann.....	654 h.	538 f.	719 e.	225 h.	250 f.	50 e.	378 h.	85 f.	104 e.
Giromagny...	390 h.	180 f.	30 e.	400 h.	200 f. mécanique				
				600 h.	400 f. à domicile				
St-Amarin....	298 h.	628 f.	173 e.	1.005 h.	1.169 f.	154 e.	762 h.	217 f.	306 e.
Cernay.....	198 h.	157 f.	114 e.	197 h.	100 f.	14 e.	244 h.	110 f.	32 e.
Colmar.....	524 h. 329 f. 194 e.			pour toute l'industrie cotonnière					
Wintzenheim..	480 h.	380 f.	121 e.	412 h.	120 f.	40 e.			
Kaysersberg..	200 h.	250 f.	150 e.	—					
Munster.....	560 h.	450 f.	410 e.	738 h.	1.124 f.	170 e.	370 h.	125 f.	140 e.
Soultz.....	249 h. 195 f. 64 e.								
Ensisheim...	5 h.	—	1 e.	1.100 h.	980 f.	67 e.			
Ste-Mar.-a.-M	106 h.	131 f.	110 e.	8.250 h.	4.900 f.	1.000 e.	97 h.	85 f.	63 e.
La Poutroie..	109 h.	61 f.	60 e.	756 h.	579 f.	91 e.	—	—	—
Guebwiller...	1168 h.	729 f.	253 e.	458 h.	456 f.	248 e.	—	—	—
Ribeauvillé..	120 h.	220 f.	60 e.	850 h.	330 f.	70 e.	—	—	—

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

<i>Industrie cotonnière :</i>		<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>		
Tissage :	{ hommes.....	9.508	12.659	Augmentation :	3.151
	{ femmes.....	7.126	8.783	—	1.657
	{ enfants.....	3.108	3.265	—	157
Total.....		19.742	24.707	Augmentation :	4.965
Filature :	{ hommes.....	4.701	4.907		
	{ femmes.....	4.828	4.581		
	{ enfants.....	4.098	4.041		
Total.....		13.627	13.529	Diminution :	98
Impressions :	{ hommes.....	6.645	5.244		
	{ femmes.....	2.555	2.279		
	{ enfants.....	2.880	2.900		
Total.....		12.080	10.423	Diminution :	1.657
Blanchiment et apprêt des toiles :	{ hommes.....	255	402		
	{ femmes.....	90	101		
	{ enfants.....	15	17		
Total.....		360	520	Augmentation :	160
Soieries et rubans de soie :	{ hommes.....	185	250		
	{ femmes.....	215	180		
	{ enfants.....	162	185		
Total.....		562	615	Augmentation :	53
Draperie :	{ hommes.....	55	468		
	{ femmes.....	44	254		
	{ enfants.....	49	139		
Total.....		148	861	Augmentation :	713

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>		
Hommes.....	3.577	3.362	Diminution :	215
Femmes.....	410	346	Diminution :	64
Enfants.....	428	394	Diminution :	34
Total.....	4.415		Diminution totale :	313

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE

	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>		
Hommes.....	280	360	Augmentation :	80
Femmes.....	néant	néant		
Enfants.....	néant	néant		
Total.....	280	360		

DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS CHAQUE CANTON
d'après les procès-verbaux de l'enquête faite en 1848

<i>Cantons</i>		<i>Ouvriers indigènes</i>	<i>Etrangers</i>
Art d'Altkirch	Altkirch	2.034 (hommes, femmes, enfants)	25
	Ferrette	Pas de chiffre global	100
	Habsheim	1.670	80
	Hirsingen	1.753	114
	Huningue	Canton exclusivement agricole	—
	Landser	100	néant
	Mulhouse	Pas de chiffre global	—
Art de Belfort	Massevaux	2.934	—
	Thann	Pas de chiffre global	néant
	Giromagny	3.300	—
	Dannemarie	1.693	188
	Saint-Amarin	4.931 (hommes, femmes et enfants)	néant
	Belfort	Pas de chiffre global	—
	Cernay	1.927	27
Arrondissement de Colmar	Delle	Pas de chiffre global	—
	Fontaine	12	6
	Colmar	4.310	134
	Wintzenheim	Pas de chiffre global	néant
	Kaysersberg	500	—
	Rouffach	970	109
	Munster	Pas de chiffre global	nombre varie
	Soultz	813	50
	Andolsheim	786	30
	Ensisheim	2.101	274
	Sainte-Marie-aux-Min.	12.428	3.120
	Lapoutroie	1.796 (en temps normal)	—
	Guebwiller	4.363	32
	Neuf-Brisach	Canton exclusivement agricole	—
	Ribeauvillé	Pas de chiffre global	—

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS CHAQUE CANTON
d'après les procès-verbaux de l'enquête faite en 1848

<i>Cantons</i>	<i>Ouvriers indigènes</i>	<i>Etrangers</i>
Benfeld	1.959	—
Barr	515	—
Villé	2.284	32
Rosheim	899	21
Erstein	2.437	156
Obernai	—	—
Sélestat	2.947	109
Molsheim	1.167	44
Geispolsheim	238	15
Hochfelden	948 (valets de labour)	—
Saverne	600	200
Bouxwiller	80%	20%
Petite-Pierre	—	les verriers
Bischwiller	6.800 (en majorité indigènes)	—
Niederbronn	4.060	55
Soultz	tous	—
Wissembourg	135	67
Saar-Union	565	18

CHAPITRE VII

Le mouvement de la population Ses origines, — Ses conséquences

La répartition géographique de la population ouvrière s'est considérablement modifiée, en Alsace, entre 1830 et 1848, pour diverses raisons (1). L'extension de plus en plus grande du machinisme a ruiné peu à peu, nous l'avons vu, l'industrie à domicile. Incapables de lutter contre la concurrence des fabriques qui produisent davantage et à meilleur compte, les artisans à domicile ont dû quitter leur métier, renoncer à leur indépendance et sont allés grossir les rangs des prolétaires anonymes, enrôlés dans l'armée des travailleurs d'usine. L'abondance et le bon marché des produits fabriqués, l'exode des ruraux vers les villes qui en fut la conséquence immédiate, ne sont pas, d'ailleurs, les seuls effets de l'introduction des machines. Petit à petit, leur emploi a supprimé tout apprentissage et ramené le travail à une série d'opérations simples, vite apprises qui, en apparence du moins ne nécessitent pas une grande force physique. Peu à peu, les grandes cités manufacturières sont devenues le refuge de ceux qu'une santé déficiente éloignait des rudes travaux des champs. L'abandon progressif des campagnes eut aussi des causes psychologiques. Attirés par l'espoir d'un gain plus élevé, par l'appât d'une nourriture plus savoureuse et de distractions plus variées, journaliers, paysans, tisserands à domicile abandonnent peu à peu le village, séduits aussi par l'apparente supériorité des conditions du travail à la ville (2). L'ouvrier des fabriques est couvert, à l'abri des intempéries et son activité, vue de loin, ne demande pas un effort physique aussi considérable que celui du laboureur.

Mais si toutes ces raisons expliquent l'exode général des paysans vers les villes entre 1830 et 1848, il ne faut pas oublier qu'en Alsace,

(1) « Les conditions nouvelles de la production ont provoqué, dans la condition de certains ouvriers, une perturbation profonde. Elles ont, en quelques années, augmenté, dans d'extraordinaires proportions, le nombre de ceux qu'employait la grande industrie, l'accroissant par exemple de 135 % entre 1827 et 1834 dans l'industrie du Haut-Rhin ».

QUENTIN-BAUCHART : *loc. cit.*, p. 44.

853

(2) « Le paysan ne se laisse pas effrayer par les plaintes de l'ouvrier, par les peintures terribles qu'on lui fait de sa situation. Il ne comprend pas, lui qui gagne 1 fr. ou 2, qu'on puisse être malheureux avec des salaires de 3 ou 4 fr. Mais les variations du travail ? Le chômage ? Qu'importe. Il économisait sur ses faibles journées, combien plus aisément sur un si gros salaire il épargnera pour les mauvais temps ».

MICHELET, *Le Peuple*, 1846.

certaines circonstances géographiques ont contribué au développement considérable des cités manufacturières. Région riche, région industrialisée, la plaine du Rhin se trouve à proximité de pays agricoles et pauvres (au moins à cette époque), tels que la Suisse, le Tyrol, la Souabe. Les habitants de ces contrées ont été attirés vers le Haut et le Bas-Rhin par l'espoir de trouver du travail (1), d'où un mouvement d'immigration continu qui se présente sous deux aspects : un aspect temporaire et un aspect permanent.

Le Docteur Penot signale (2) qu'une partie de la population mulhousienne se compose de maçons, de tailleurs de pierre, de charpentiers, de menuisiers, vitriers, peintres, etc., qui arrivent régulièrement au commencement d'avril, pour partir du 1^{er} au 30 octobre, lorsque la pluie ou le froid obligent à interrompre ou à restreindre les travaux de construction. Le même auteur estime à 3.000 le nombre de ces ouvriers en 1842 et c'est de ce chiffre que la population de Mulhouse est plus faible en hiver qu'en été. Presque tous ces travailleurs sont originaires de la Souabe, du Tyrol ou des villes hanséatiques les tisserands, ouvriers, journaliers, fileurs, imprimeurs, etc., sont venus chercher du travail dans la capitale industrielle de l'Alsace, attirés par la conformité du langage et des mœurs, et aussi parfois pour échapper à la juste rigueur des lois de leur pays. Beaucoup d'individus compris dans cette dernière catégorie s'installent à demeure en Alsace. L'apport étranger explique, en grande partie, l'accroissement considérable de certaines villes, et notamment de Mulhouse. Le Bulletin de la Société Industrielle signale dès 1828 que « les manufactures de Mulhouse et de sa banlieue emploient 10 à 12.000 ouvriers de fabrique. En comptant les enfants en bas-âge et les femmes occupées des soins du ménage, on réunira ainsi une population de 18.000 âmes environ. Cette population forme le triple de celle que comptaient Mulhouse et ses dépendances 30 ans plus tôt, époque de la réunion de cette ville à la France, la population générale n'étant alors que de 6.000 âmes » (3). En 1835, les journaux locaux notaient une augmentation de 2.800 ouvriers par rapport à l'année précédente. Enfin l'*Hisloire documentaire de l'industrie à Mulhouse* donne les chiffres suivants qui permettent d'avoir une idée très précise de l'accroissement de la population mulhousienne pendant la période qui nous occupe :

En 1828	Mulhouse	compte	17.000	habitants
En 1834	—	—	13.300	—

(1) « Le privilège de Mulhouse c'est d'être condamnée au renouvellement incessant de la misère, grâce à sa situation sur les frontières d'Allemagne et de Suisse qui en fait une sorte de refuge pour les déclassés de ces deux pays et qui l'expose à un flot sans cesse renaissant de malheureux, sans travail et sans pain, qui viennent des quatre vents chercher les moyens d'existence qui leur ont fait défaut dans leur pays. VÉRON, *Les institutions ouvrières de Mulhouse*, loc. cit. Préface.

(2) PENOT, *Recherches statistiques sur Mulhouse*, loc. cit. passim.

(3) *Bulletin de la Société Industrielle*, n° 4, 1828.

En 1838	—	—	16.932	—	
En 1844	—	—	20.547	—	
En 1847	—	—	29.085	—	
En 1848	—	—	30.000	—	environ (1).

On constate la même augmentation pour les diverses cités manufacturières du Haut-Rhin. C'est ce qui ressort du tableau ci-dessous :

MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LE HAUT-RHIN 1830-1848 (2)

<i>Années</i>	<i>Altkirch</i>	<i>Guebwiller</i>	<i>Thann</i>	$\frac{1}{2}$ <i>Cernay (2)</i>	<i>Massevieux</i>
1830	2215	3900	5144	3041	3220
1831	2819	»	5823	»	3130
1835	»	3637	»	»	»
1836	3028	»	»	»	3356
1840	»	3873	»	3700	»
1841	3082	»	5684	»	3244
1845	3103	»	»	»	»
1846	»	»	»	»	90
1847	»	»	5815	»	»

Si, au lieu de s'en tenir aux cités industrielles elles-mêmes, on considère la totalité des habitants de chaque arrondissement, on constate la même augmentation. Ainsi, en 1841, l'arrondissement d'Altkirch compte 14.929 ouvriers comprenant :

7.156 hommes
3.547 femmes
4.226 enfants

En 1844, la population ouvrière du même arrondissement comprend 18.185 âmes dont :

9.075 hommes
4.364 femmes
4.746 enfants

On peut faire la même constatation pour l'arrondissement de Colmar, qui occupe, en 1841, 24.063 ouvriers, soit :

12.430 hommes
7.247 femmes
4.386 enfants

et en 1844, 27.140 ouvriers, soit :

13.970 hommes
8.299 femmes
4.871 enfants (3).

(1) *Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse*, p. 32.

(2) *Idem.* p. 4.

(3) D'après la *Statistique Industrielle*.

MOUVEMENT DE LA POPULATION DES CHEFS-LIEUX D'ARRONDISSEMENT (1) (A. N. F²⁰ 499)

	ACCROISSEMENT DE LA POPULATION						DIMINUTION DE LA POPULATION					
	Bas-Rhin			Haut-Rhin			Bas-Rhin			Haut-Rhin		
	Stras- bourg	Saverne	Sélestat	Wissem- bourg	Colmar	Belfort	Stras- bourg	Saverne	Sélestat	Wissem- bourg	Colmar	Belfort
1835	403	51	—	—	159	38	—	—	7	23	—	—
1836	138	8	79		115	50				6		
1837	—	—	—		31	45	104	3	15	17		
1838	304	55	104	34	190	36						
1839	152	60	—	3	39	51			12			
1840	351	42	81	14	34	50						
1841	651	45	—	26	103	19			17			34
1842	688	18	76	16	49	—						
1843	775	40	65	3	89	20						
1844	699	65	55	24	82	38				11		
1845	978	36	35	2	231	47						
1846	801	6	92		142				1			289
1847	517	3		30					2		32	23
1848	673	18		6	6	14						29

(1) Ces chiffres sont obtenus en retranchant du nombre total des naissances le nombre des décès de personnes appartenant à la population de la ville.

Les transformations de la technique ont modifié également la répartition des industries et, partant, celle des ouvriers. A une époque où les opérations de la filature, du tissage et de l'impression se faisaient à la main l'industrie était très disséminée. Dans toutes les communes, même dans les hautes montagnes, les métiers à tisser battaient pour les industriels de la vallée. Puis les manufactures se sont groupées autour des cours d'eau. Alors Wesserling, Logelbach, Guebwiller (1), Orbey, Schirmeck attirent la population rurale et la groupent dans les centres importants. Plus tard, les grandes fabriques s'installeront dans la plaine lorsque les chemins de fer auront assuré un ravitaillement en houille plus régulier que la force motrice produite par les torrents.

Il ne faudrait pas attribuer aux seules transformations de l'industrie et aux causes géographiques l'accroissement de la population alsacienne entre 1830 et 1848. Il paraît certain qu'en Alsace la fécondité des mariages est très grande et Villermé note (2) que de tous nos départements le Haut-Rhin est celui dont les unions fournissent le plus de naissances et en même temps celui où il naît le moins de bâtards. Pour la période 1830-1835 inclusivement, l'âge moyen du mariage en premières noces dans la classe ouvrière des manufactures serait 28 ans et 5 mois pour les hommes et 26 ans 10 mois pour les femmes. On compte, à Mulhouse, terme moyen général, 3,58 naissances par mariage. Telle y serait donc la fécondité commune des unions légitimes.

L'excédent toujours plus marqué des naissances sur les décès explique également l'augmentation numérique de la classe ouvrière pendant la période que nous étudions.

Déjà, en 1830, le département du Bas-Rhin comptait 18.792 naissances (9.521 filles et 9.271 garçons) contre 14.529 décès, soit un excédent de 4.263 naissances. Dans le Haut-Rhin, la même année, l'excédent des naissances s'élevait à 4.893. Le préfet signale qu'il y a eu, en 1830, plus de naissances et moins de décès qu'en 1829 et que l'augmentation de la population excède de plus de 1.000 âmes celle de l'année précédente. A de rares exceptions près, on peut faire la même constatation pour toutes les années comprises entre 1830 et 1848. Il

(1) « Ce canton situé dans une vallée des Vosges sans grande route de passage n'avait autrefois d'autres ressources que la culture des vignes, les prés et les forêts. Il s'y est successivement développé, depuis ce siècle, diverses industries : filature de coton et de lin, tissage du coton et de la soie, construction de machines, blanchiment, impression qui ont eu pour conséquence de doubler la population, et de fonder la prospérité individuelle. On voit que l'industrie est indispensable à ce canton pour le maintenir au degré de prospérité qu'il a acquis et le mettre en état de continuer à nourrir sa population... Il est incontestable que la population industrielle de Guebwiller consomme plus que le produit de son vignoble, qu'il y arrive une grande quantité de blé et des bestiaux des villages environnants qui viennent s'y vendre plus cher qu'ailleurs. Il est donc évident que l'industrie fournit un nouvel élément de travail et de prospérité à l'agriculture de son rayon ».

Réponse de J.-J. Bourcat à la 3^e question de l'enquête patronale.

(2) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des classes ouvrières*, loc. cit., t. 1, p. 52.

suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessus (p. 152). Il permet de constater que la population diminue beaucoup en 1837 et 1847, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on se souvient que l'industrie alsacienne traversa justement des crises redoutables à ces diverses époques. A ces deux exceptions près, on constate, dans les chefs-lieux d'arrondissement, un constant accroissement de la population dû à l'excédent des naissances sur les décès, ce qui tiendrait à faire croire que les conditions hygiéniques se sont améliorées (1). Pendant les années de crise la population souffre de sous-alimentation. Les habitants résistent moins aux épidémies, notamment à la grippe, qui existe en Alsace à l'état endémique, d'où l'excédent de décès qui caractérise les années 1836 et 1847. Il faut noter aussi que les ouvriers, beaucoup moins imprévoyants que ne le supposent quelques écrits, se gardent bien de se mettre en ménage lorsque les salaires sont moins assurés. Ainsi à Mulhouse, quoique l'on compte 13 naissances de plus en 1842 qu'en 1841, il s'est fait, en 1841, 19 mariages de plus qu'en 1842 et la raison de cette différence se trouve dans l'état de souffrance, pendant cette dernière année, de l'industrie cotonnière (2). A Mulhouse encore, le Docteur Penot note, de 1830 à 1842, que les naissances ont augmenté de 74%. En 1830, on compte 670 naissances et en 1842. 1.155.

Le nombre grandissant des ouvriers, l'immigration étrangère ont donné à la population de cette ville des caractères particuliers et ont obligé la municipalité à prendre des dispositions spéciales. On a souvent parlé des habitudes dépravées de la classe laborieuse à Mulhouse et on a signalé la grande quantité d'enfants naturels qui naissent en cette ville. Il est vrai que, sous la Monarchie de juillet, beaucoup d'ouvriers vivent en concubinage parce qu'il ne leur est pas permis de se marier, malgré le vif désir qu'ils en ont. Mais ces ouvriers reconnaissent leurs enfants et il est juste de dire que ces unions extra-légales présentent autant d'attachement véritable que celles qui sont sanctionnées par la loi et bénies par la religion. Le nombre des enfants reconnus est très considérable à Mulhouse puisque la moyenne de 13 années donne 53.93 sur 100 naissances naturelles. Presque tous ces enfants appartiennent à des ouvrières de fabrique qui vivent maritalement avec des ouvriers étrangers, le plus souvent de la même profession qu'elles, jusqu'à ce que leurs économies leur permettent de se marier. Les mères de ceux qui ne sont pas reconnus sont, le plus souvent, des servantes, des couturières, des blanchisseuses, et les pères occupent ordinairement une position sociale plus élevée. On conçoit dès lors qu'à Mulhouse, comme ailleurs, ces enfants ne soient inscrits que sous le nom de leur mère. Penot attribue le grand nombre des enfants naturels au mélange des sexes dans les ateliers, aux bals publics,

(1) Nous reviendrons plus loin sur cette question.

(2) PENOT : *Recherches statistiques sur Mulhouse*, loc. cit., *passim*.

au fait que les ouvrières et les ouvriers sortent à la même heure des fabriques, enfin à la nécessité, pour les ouvriers suisses ou allemands, d'acquérir le droit de bourgeoisie pour leur femme.

Aussi le maire de Mulhouse a-t-il pris les dispositions suivantes : dès qu'une femme est enceinte et qu'il se présente un homme pour reconnaître son enfant et pour épouser la mère si les lois de son pays n'y mettaient obstacle, on oblige cet homme à déposer tous les jours de paie à la caisse d'épargne une somme fixée par l'administration elle-même et en rapport avec le salaire du travailleur. Ces économies sont destinées à acheter, dans son pays, le droit de bourgeoisie pour sa femme et ses enfants. L'expérience a prouvé que, par cette sage mesure, on a atteint à la fois deux buts également précieux : le premier de faire célébrer un mariage devenu nécessaire, le second d'habituer l'ouvrier à faire des économies qu'il porte à la Caisse d'épargne. On remarque, en effet, que ces dépôts continuent à être faits après le mariage par des ouvriers qui n'avaient jamais pensé à effectuer de tels versements avant d'être soumis à cette mesure. Les dépôts destinés à faire légitimer une union sont inscrits en tête du livret. Si le mariage n'est pas célébré, la somme déposée et les intérêts appartiendront en entier à la mère et à l'enfant ou aux enfants nés ou à naître de cette union, le père et la mère seront renvoyés de la commune s'ils sont étrangers à la France où le père seul, si la mère est française. Du 10 avril 1840 au 10 avril 1842, 317 individus vivant en concubinage et représentant, avec les femmes et les enfants, une population de 958 personnes ont été forcés de déposer à la Caisse d'épargne. Sur ce nombre 63 couples ont été ultérieurement mariés, 51 couples non mariés ont quitté volontairement la ville pour différents motifs ; 5 couples l'ont quittée parce qu'ils ont été chassés par les autorités à cause de leur conduite scandaleuse. A ces 119 couples, mariés ou non, la Caisse d'épargne a remboursé en capital et intérêts réunis, la somme de 5.655 fr. 55 centimes. 203 couples continuent encore leurs dépôts. Au 10 avril 1843 le total de leurs économies s'élevait à 19.343 francs.

Il est fort probable que les naissances illégitimes n'ont pas été plus importantes à Mulhouse qu'en certaines villes du département. Colmar et Strasbourg, par exemple, n'avaient rien à envier sous ce rapport à la capitale de l'industrie cotonnière. Si, en 1843, sur 879 enfants légitimes on compte à Mulhouse 174 enfants naturels, à Colmar et à Strasbourg, la proportion est beaucoup plus élevée puisque, pour 562 enfants légitimes, il naît, à Colmar, 203 enfants naturels, tandis qu'à Strasbourg on trouve 1.592 enfants légitimes et 462 enfants naturels. En d'autres termes, sur 100 naissances, il y a 16,50 enfants naturels à Mulhouse, 22,49 à Strasbourg, et 26,53 à Colmar. Il faut dire ici que la salle d'accouchement qui existe à l'hospice de Colmar enregistre très exactement le nombre des naissances illégitimes. L'absence d'une telle institution à Mulhouse et à Strasbourg permet à beaucoup de filles-mères d'accoucher clandestinement et fausse

ainsi la statistique. On a prétendu même que le petit nombre des enfants naturels à Mulhouse devait être attribué au fait qu'on publiait dans les journaux de la localité le nom des mères. Pour échapper à cette publicité qu'elles considéraient comme honteuses, beaucoup de malheureuses se rendaient dans d'autres communes pour mettre leur enfant au monde. Il ne semble pas cependant qu'il faille accorder trop de crédit à cette affirmation. Pendant 16 mois, en 1843-1844, la publication malencontreuse fut interdite sans que le rapport des enfants naturels empirât. Il fut de 16,68% en 1843 et de 16,52% en 1844. Il semble donc bien établi que Colmar compte, porportionnellement, plus d'enfants naturels que Strasbourg et surtout que Mulhouse.

Si l'on compare maintenant les départements alsaciens aux grandes régions industrielles de la France, on constate que les naissances illégitimes sont plus nombreuses dans les départements tels que le Nord, la Seine et la Seine-Inférieure. Voici, en effet, d'après la Statistique de la France, la liste des départements qui tiennent le 1^{er} rang à cet égard pendant les années 1834 et 1835 :

	1834	1835		1834	1835
Calvados . . .	1.365	1.143	Bas-Rhin . . .	1.917	1.775
Cantal	1.284	1.316	Haut-Rhin . .	1.373	1.406
Gironde	1.633	1.746	Rhône	2.056	2.175
Isère	1.430	1.476	Seine	10.705	10.773
Nord	3.305	3.211	Somme	1.227	1.248
Pas-de-Calais .	1.981	1.913			

Si l'on considère les autres grandes villes industrielles, on peut noter que la plupart d'entre elles n'ont rien à envier aux cités alsaciennes en ce qui concerne le nombre des enfants naturels qui naissent dans leurs murs. En 1835, il naît à Lille : 455 enfants naturels contre 2.030 enfants légitimes.

A Arras on compte	522	enfants naturels contre	284	enf. légité.
A Strasbourg —	360	— — —	1.538	—
A Lyon —	1.952	— — —	5.233	—
A Paris —	9.959	— — —	19.361	—
A Rouen —	2.723	— — —	2.303	—
A Amiens —	283	— — —	1.277	—

L'abondance des éléments étrangers eut encore d'autres conséquences en Alsace, et à Mulhouse en particulier. En général, l'administration a vu d'un mauvais œil l'établissement dans le Haut et le Bas-Rhin d'ouvriers suisses ou de toute autre nationalité. Dès 1821, le préfet du Haut-Rhin note que « l'accroissement des manufactures entraîne de grands inconvénients pour l'ordre public, en attirant dans le pays, situé à l'extrême frontière, une foule d'ouvriers étrangers des deux sexes dont les mœurs sont ordinairement dépravées et qui, n'ayant d'autres ressources que le travail de leurs mains, deviennent souvent à charge aux communes où ils s'établissent. Il est constant que la

plupart des crimes et des délits qui se commettent dans le département ont pour auteurs des ouvriers étrangers. Lorsqu'ils arrivent, munis de passeports réguliers, la préfecture ne peut guère s'opposer à leur entrée en France, des mesures trop rigoureuses compromettraient l'intérêt des manufactures qui ont besoin de beaucoup de bras. Elle ne peut donc user qu'avec une grande réserve et pour des cas urgents de l'autorisation qui lui a été accordée de proposer la mise hors du royaume des ouvriers étrangers dont le séjour en France pourrait troubler la tranquillité publique ». De son côté, Penot note que, sans la prudente intervention de l'autorité municipale, la partie étrangère de la population deviendrait un danger et un embarras pour Mulhouse dans les années de grandes crises commerciales. En prévision des troubles, le maire a pris un arrêté par lequel tout ouvrier qui arrive dans la commune est tenu de justifier de son identité et de déposer au bureau de police ses titres réguliers de nationalité en échange d'un récépissé qui lui sert de carte de sûreté ou de permis de séjour. Ces cartes ne sont jamais délivrées que sur la présentation d'un certificat signé d'un maître ou fabricant qui atteste que l'arrivant a trouvé chez lui du travail dont le produit peut suffire à son entretien et à celui de sa famille, s'il en a une. Il est défendu à tout propriétaire ou locataire de maison de loger un ouvrier quelconque non muni de sa carte de sûreté. Ainsi, on ne laisse pas s'accumuler dans la ville des ouvriers sans occupation qui pourraient être une cause de désordre et déprécieraient la main-d'œuvre en augmentant le nombre des bras au delà des besoins. En cas de crise, le maire prend un arrêté par lequel il annule toutes les cartes de sûreté délivrées jusque-là et ordonne que chaque ouvrier sera tenu de se pourvoir d'un nouveau titre dans la huitaine. Cette mesure permet de renvoyer dans leur pays tous les étrangers à la population (1).

Ainsi la composition même de la population des grands centres industriels permet d'éloigner, en cas de crise, une notable partie des ouvriers mécontents ; elle empêche les masses prolétariennes de se livrer à des protestations de grande envergure ou de se concerter en vue d'une action collective. On s'explique mieux, dans ces conditions, l'absence de grèves et d'émeutes dans la région alsacienne, pendant la période qui nous occupe. Nous verrons d'ailleurs que des facteurs d'un autre ordre contribuent également à donner aux salariés alsaciens un calme assez étonnant si l'on se souvient des mouvements violents qui ont, en d'autres régions, illustré le règne de Louis-Philippe.

(1) PENOT : *Recherches statistiques sur Mulhouse. Loc. cit., passim.*

CHAPITRE VIII

Le travail des femmes et des enfants. — La loi de 1841

Si l'apparition des machines a modifié la répartition du prolétariat à la surface du sol, elle a amené aussi des changements considérables dans les conditions du travail. En outre, elle a eu pour conséquence immédiate le développement du travail des femmes et des enfants. Alors que, en 1835, on emploie en France, dans l'industrie textile, 196.000 femmes, ce nombre s'élève à 242.000 en 1838. Cette année-là elles interviennent dans la proportion de 56,5 % dans l'industrie du coton de, 69,5 % dans celle de la laine, de 70 % dans celle de la soie (1). La femme est plus agile que l'homme ; dans un même espace de temps, elle peut faire plus de mouvements précis et précipités ; l'emploi de plus en plus fréquent des moteurs mécaniques entraîne l'emploi de plus en plus général de la main-d'œuvre féminine, la fréquence des mouvements qui caractérise cette main-d'œuvre s'harmonisant parfaitement avec le moteur mécanique (2).

En ce qui concerne les enfants, la Statistique industrielle de 1847, établie de 1840 à 1845, note que, dans le Haut-Rhin, on compte 13.000 enfants sur 61.000 salariés. Les filatures de coton du même département emploient 4.000 enfants sur 13.000 salariés (3).

Femmes et enfants travaillent surtout dans l'industrie cotonnière. L'épluchage du coton, son cardage, et surtout le dévidage et l'empaquetage du fil sont plus particulièrement faits pour des femmes aidées par des enfants du même sexe. Chaque métier à filer occupe 2,3 ou quelquefois 4 personnes : une grande qui le dirige, et un, deux ou trois enfants. Ces derniers, appelés rattacheurs, surveillent les fils, rattachent ceux qui se brisent et surtout nettoient les bobines en se précipitant sur le plancher pendant que la partie mobile du métier, le chariot, s'écarte de la partie fixe, et ramassent le coton de déchet. Lorsque plusieurs enfants sont attachés à un même métier, le plus petit est plus particulièrement chargé de nettoyer les bobines et de ramasser le coton de déchet. On le nomme bobineur ou balayeur.

(1) Paul Louis : *Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours. La condition matérielle des travailleurs. Les salaires. Le coût de la vie.* (Paris, Rivière, 1927, in-8° 4136). B. N. 8° LI⁷ 275.

(2) Discours du Dr Weber à la Société Industrielle, 23 février 1847. *Bulletin de la Société Industrielle*, t. XXI, p. 233.

(3) H. SÉE : *Quelques aperçus sur la condition de la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier en France de 1815 à 1848*, p. 4. (Paris Rivière, 1925, in-8°, 32 p.). B. N. 8° LI⁷ 263.

Parfois deux métiers sont conduits par un seul fileur dont les aides sont alors un peu plus grands et parfois deux petits métiers dirigés chacun par un adolescent n'ont pour eux d'eux qu'un seul bobineur. Enfin, comme les fileurs travaillent à la pièce et sont responsables de la qualité du fil qu'ils produisent, ils choisissent et paient eux-mêmes leurs aides (1).

On trouve également des enfants dans les ateliers d'impression. Ils sont employés à étendre avec une brosse la couleur ou le mordant sur un châssis dans lequel l'imprimeur trempe son moule pour l'appliquer ensuite sur le tissu (2).

L'âge auquel les enfants sont admis dans les fabriques varie avec les localités et aussi avec la nature de l'industrie qui les emploie. La Chambre de Commerce de Strasbourg donne les chiffres suivants :

*Age d'admission des enfants dans les établissements textiles
du Bas-Rhin.*

Haguenau . . .	12 ans			
Huttenheim . .	9 ans	(Tissage et filature de coton)		
Barr	9 ans	—	—	—
Biblisheim . . .	8 ans	—	—	de lin.
Bischwiller . .	7 ans	—	—	de laine.
—	6 ans	(tissage de laine).		
Robertsau . . .	9 ans	(filature de laine).		

De son côté le Conseil des Prud'hommes de Strasbourg note que le Bas-Rhin possède peu d'établissements industriels où l'on occupe des enfants et que ceux-ci sont admis dans les usines entre 8 et 15 ans. Dans le Haut-Rhin, à Cernay, Thann, Massevaux, Sainte-Marie-aux-Mines, le même tribunal signale que les enfants entrent dans les fabriques d'indiennes à l'âge de 7 ans. Ils travaillent à partir de 12 ans dans les filatures et les tissages. Il semble qu'à Mulhouse ont ait employé des enfants très jeunes. Le Conseil des Prud'hommes de cette ville pense, en effet « que la durée du travail doit être proportionnée à l'âge et que les enfants pourraient être admis à l'âge de 6 ans dans les établissements où le travail est de courte durée (nous verrons plus loin ce qu'il faut entendre par là) et à 8 ans là où il est plus long sans être pénible (3). »

La Chambre de Commerce de Mulhouse signale, en tout cas, en 1837 (4), que les enfants sont admis dans les fabriques depuis 7 ans et même 6 (5). La durée du travail varie également selon les manu-

(1) VILLERMÉ : *Rapport à l'Académie des Sciences.*

(2) Les tableaux que nous avons dressés pp. 135-149 permettent de se faire une idée, au moins approximative, du nombre d'enfants employés dans chaque industrie et dans chaque établissement.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(4) Réponse de la Chambre de Commerce au questionnaire à elle adressé par le Ministre de l'Intérieur en 1837. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(5) Au début de la Monarchie de Juillet, les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin comptent donc parmi ceux qui emploient de très jeunes enfants. Le « *Rapport du Bureau des Manufactures* » sur les « *Réponses à la circulaire du 31 juillet 1837 relative à l'emploi des*

factures et selon les localités. Elle est toujours excessive. La Société Industrielle de Mulhouse, dans une pétition adressée, en 1837, aux deux Chambres et au ministre de l'Intérieur, du Commerce et des Travaux Publics dénonce « un abus très grave qui s'est introduit dans quelques grands ateliers et principalement dans les filatures de coton ». Des enfants, dont quelques-uns au-dessous de l'âge de 8 ans, ont été astreints à travailler plusieurs fois par semaine, 15 et quelquefois 17 heures sur lesquelles on ne leur accordait qu'une heure et demie de repos pour prendre leur modeste repas ». Villermé note, lui aussi, que « les enfants restent 16 à 17 heures debout par jour, dont 13 au moins dans une pièce fermée, sans presque changer de place ni d'attitude. » Ce n'est plus là un travail, une tâche, c'est une torture et l'on inflige à des enfants de 6 à 8 ans, mal nourris, mal vêtus, obligés de parcourir dès 5 heures du matin la longue distance qui les sépare de leurs ateliers et qu'achève d'épuiser le soir leur retour de ces mêmes ateliers. C'est ce long supplice de tous les jours qui ruine principalement leur santé dans les filatures de coton et plus encore à Mulhouse et à Thann qu'ailleurs (1).

A Mulhouse, en effet, la durée *moyenne* du travail effectif est de 8 à 14 heures par jour (2), à Sainte-Marie-aux-Mines, Cernay, Thann et Massevaux, les enfants sont employé 10 heures par jour dans les fabriques d'impression, 12 à 13 heures dans les filatures et les tissages (3). Dans le Bas-Rhin la durée du travail est de 12 à 13 heures par jour, déduction faite des 2 heures destinées aux repas. En été, les enfants restent près des métiers de 5 heures du matin à 8 heures du soir ; en hiver, ils commencent à 6 heures du matin. Les enfants séjournent à l'atelier aussi longtemps que les adultes, puisqu'ils servent d'aides à ceux-ci (4).

enfants dans les fabriques », note en effet « qu'on emploie les enfants depuis 6 ans dans quelques localités de l'Isère, du Nord (Roubaix), du Haut-Rhin (Mulhouse), de la Seine-Inférieure (Rouen), et du Bas-Rhin (Strasbourg). Les travaux, de 6 à 7 ans, paraissent se borner à bobiner le fil, ou à ramasser le coton qui s'échappe des ventilateurs ».

A. N. F¹². 4.704. Rapport du Bureau des Manufactures.

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit., t. II, p. 89.

(2) Réponse de la Chambre de Commerce de Mulhouse au questionnaire de 1837.

(3) Réponse du Conseil des Prud'hommes de ces diverses villes au questionnaire de 1837.

(4) VILLERMÉ : (*Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*) a laissé un tableau poignant de la condition de ces ouvriers. Il faut les voir arriver chaque matin en ville et en partir chaque soir. Il y a parmi eux une multitude de femmes maigres, pâles, marchant pieds-nus au milieu de la boue et qui, faute de parapluie portent, renversé sur la tête, lorsqu'il pleut, leur tablier ou leur jupon de dessus pour se préserver la figure et le cou, et un nombre plus considérable encore de jeunes enfants, non moins hâves, couverts de haillons, tous gras de l'huile des métiers, tombée sur eux pendant qu'ils travaillent. Ces derniers mieux préservés de la pluie par l'imperméabilité de leurs vêtements n'ont pas même au bras comme les femmes dont on vient de parler, un panier où sont les provisions pour la journée ; mais ils portent à la main ou cachent sous leur veste, comme ils le peuvent, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à leur retour à la maison.

Ainsi à la fatigue d'une journée démesurément longue, puisqu'elle est au moins de 15 heures, vient se joindre pour ces malheureux celle de ces aller et retour si fréquents et si pénis-

Le travail de nuit est assez rare. En général, les fabricants le trouvent trop onéreux ; les risques d'incendie, les frais d'éclairage restreignent trop les bénéfices. De plus, les machines, moins bien surveillées, fatiguent davantage et les produits de la fabrication sont inférieurs à ceux que l'on obtient dans la journée. Pourtant, dans les usines mues par l'eau, pendant les périodes de sécheresse, où il est urgent de diviser la charge du moteur dans les 24 heures, il arrive que l'on recoure au travail de nuit.

Si celui-ci est rare dans les fabriques d'impression, il est fréquent dans les filatures et les tissages (1). D'autre part, le Bureau des Manufactures écrit (2) « Il n'est pas rare que dans les grands centres, les enfants passent à la fabrique une partie de la nuit du samedi au dimanche. Quand il y a très grande activité et activité soutenue, on se pourvoit d'une seconde équipe. Alors ils travaillent une semaine de jour, et une semaine de nuit ». Il arrive que l'on fouette les enfants pour les empêcher de s'endormir. Quand ils passent la nuit chez eux, les pauvres petits dorment mal, craignent de ne pas s'éveiller assez tôt car les parents n'ont pas de montre » (3).

Les conditions hygiéniques auxquelles les jeunes travailleurs étaient soumis n'étaient pas faites pour leur rendre plus supportable leur séjour prolongé dans les usines. Dans les ateliers d'impression, la couleur qu'ils doivent étendre sur les tissus renferme, le plus souvent, un excès d'acide acétique qui en s'évaporant devient nuisible à la santé, d'autant plus que les enfants sont penchés sur le châssis. Cet excès d'acide engendre des bronchites chroniques et souvent la phthisie, la plus fréquente des affections chez les imprimeurs qu'on appelle encore tireurs (4). Les bobineurs doivent se glisser sous les métiers pendant qu'ils sont en marche pour nettoyer les diverses parties. « Continuellement par terre, ils respirent l'air le plus impur, le plus chargé de parcelles de coton ». Les rattacheurs ont une tâche moins pénible qui exige plus d'adresse et d'attention... Dans les filatures on respire souvent un air infect, chargé de poussière et de malpropreté, surtout dans la carderie, où l'on n'a pas eu la précaution de réparer

bles. Il en résulte que le soir ils arrivent chez eux accablés par le besoin de dormir et que le lendemain, ils en sortent avant d'être complètement reposés, pour se retrouver dans l'atelier à l'heure de l'ouverture.

Les seuls ateliers de Mulhouse comptaient, en 1835, plus de 5.000 ouvriers logés ainsi dans les villages environnants, situés à une lieue, une lieue et demie de la ville ou plus loin encore. Ils sont obligés d'en faire chaque jour 2 ou 3 pour se rendre le matin à la manufacture et rentrer le soir chez eux ».

VILLERMÉ : *loc. cit.*, t. I, p. 28.

(1) A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(2) A. N. F¹² 4.704.

(3) Lettre de Daniel Legrand à M. Legentil (voir la bibliographie).

(4) Rapport de l'Inspecteur du Travail pour la région de Massevaux, Thann et Cernay, juin 1841. A. D. Haut-Rhin M. 123 b. Le rapport est en contradiction avec les constatations faites par Villermé. Celui-ci note, en effet, que les ateliers des imprimeurs sont souvent imprégnés d'acide acétique dont l'odeur est assez forte pour provoquer la toux chez les visiteurs, mais jamais chez les ouvriers qui y sont « habitués » !

le « diable ». Les nombreux frottements décomposent l'huile et remplissent l'air de gaz nauséabonds que la ventilation devrait enlever. En général, les filatures sont très mal tenues et même dégoûtantes dans certains cas (1). Dans les ateliers fermés, comme ceux de l'apprêt dit écossais, la température atteint 35 à 40° et provoque une abondante et continuelle transpiration. Les enfants qui lavent et peignent les pièces d'étoffe, travaillent souvent dans l'humidité et quelquefois en partie dans l'eau. Le battage du coton produit un nuage épais de poussières irritantes et de duvets cotonneux qui se déposent sur les ouvriers, sur leurs cheveux, leurs sourcils, leurs paupières, à l'entrée du conduit de l'oreille, à l'ouverture des narines et pénètrent dans les voies profondes de la respiration.

Les conditions du travail ne sont pas plus hygiéniques dans l'industrie de la laine. Là aussi, le battage provoque la toux, l'étouffement; le peignage est moins salubre encore. Après avoir peigné la laine à l'aide de peignes chauffés au charbon de bois, l'ouvrier examine tous les petits bouchons, toutes les ordures, tous les nœuds qui peuvent s'y trouver encore et il les retire avec ses lèvres. Cette partie du travail est souvent faite par des femmes ou des enfants. Le charbon de bois dégage du gaz carbonique et les maux de tête, la toux sont fréquents chez les peigneurs.

La santé des ouvrières employées dans quelques établissements où l'on tisse la soie n'est pas meilleure. Elles exercent leur métier dans des ateliers bas, humides, non aérés et au milieu des poussières qu'elles soulèvent.

Diverses maladies résultent des mauvaises conditions dans lesquelles femmes et enfants travaillent. La plus redoutable et la plus fréquente est la phtisie cotonneuse qui s'attaque aux salariés dont les poumons absorbent des duvets et des poussières métalliques. Le dépérissement de ces ouvriers est certain. Ils se plaignent de sécheresse de la bouche et du gosier. Au bout de peu de temps, ils sont atteints d'une toux qui devient de plus en plus fréquente. Ils peuvent guérir s'ils abandonnent le travail, mais beaucoup vont mourir dans les hôpitaux. La plupart sont des femmes et des enfants, car on les emploie de préférence aux hommes pour le battage qui exige peu d'efforts musculaires. La statistique médicale prouve que la phtisie pulmonaire est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes. Pourtant les fabricants emploient celles-ci de préférence, sous prétexte qu'elles résistent mieux; en réalité, sans doute, parce qu'elles demandent un salaire moins élevé. Le même travail provoque souvent de l'ophtalmie chez les jeunes ouvriers. Les médecins de Mulhouse, de Thann s'accordent pour soutenir que tous les ouvriers des ateliers surchauffés sont plus souvent que d'autres atteints de rhumes et d'inflammations de poi-

(1) Rapport de l'inspecteur du travail de l'arrondissement de Belfort, juin 1842. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

trine par suite des refroidissements subits auxquels ils s'exposent. Villermé note de son côté que dans les étuves les femmes sont pâles ; des érysipèles se développent au pli de la cuisse, surtout chez les plus grasses et les obligent souvent à interrompre leur travail ; beaucoup d'entre elles l'abandonnent pour toujours. Au reste, des ouvrières de 16 à 30 ans peuvent seules se livrer à ce genre de travail.

Les couturières, jeunes filles de 12 à 18 ans, sont chargées d'examiner les pièces d'étoffe ; elles reprisent les fils rompus, retirent les nœuds, etc. Ces opérations se font toujours dans des salles surchauffées. Jambes et pieds nus, les ouvrières n'ont d'autre vêtement que leur jupon et leur chemise.

Un inspecteur du travail observe que les ateliers de vis à bois, de mouvements de montre et ouvrages du balancier sont les plus sains et les mieux tenus. « Seulement, on a quelquefois à déplorer des mutilations chez les enfants si volages, car, dans ces ateliers, on déploie souvent de grandes forces. Un oubli d'un moment peut être extrêmement funeste » (1).

Mais, si l'on en croit le Docteur Weber, ce qui est surtout préjudiciable à la femme dans les ateliers, c'est la nécessité de se tenir presque toujours debout (2).

Si nombreuses que soient les victimes des inflammations et de la phtisie pulmonaire, leur mort prématurée n'est pas plus déplorable que le développement des scrofules ou écrouelles dans la masse des travailleurs des manufactures. Ce fléau qui marque les enfants et les jeunes gens est fréquent dans certains endroits au sein des grandes villes. À ses tristes effets, il faut ajouter la stature petite et grêle, la faiblesse, la débilité chétive des populations ravagées par les scrofules. Partout, pâles, éternés, lents dans leur mouvements, tranquilles dans leurs jeux, les enfants offrent un extérieur de misère, de souffrance, d'abattement qui contraste avec le teint fleuri, l'embonpoint, la pétulance et tous les signes d'une brillante santé que l'on remarque chez les enfants du même âge, chaque fois que l'on quitte un lieu de manufactures pour entrer dans un canton agricole. On en est surtout frappé lorsque, en allant de Thann à Remiremont, on passe du dernier village du département du Haut-Rhin, Urbay, à celui de Bussang, qui est le premier du département des Vosges. Pourtant les enfants d'Urbay

(1) Rapport de l'Inspecteur du travail pour la région de Thann, Cernay, Massevaux 1842. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(2) « La station est, par elle-même, un exercice très fatigant, entraînant la stagnation du sang dans les membres inférieurs et d'autres inconvénients ; elle doit donc être plus pénible à la femme qu'à l'homme, en raison du moindre développement de ses forces ; mais il y a chez elle des conditions particulières qui augmentent le malaise d'une station prolongée : la menstruation, la grossesse, une peau qui a moins de ressort que chez l'homme, un système lymphatique plus développé, un plus grand écartement des os du bassin, rendent chez elle la circulation dans la moitié inférieure du corps plus paresseuse que chez l'homme, d'où résultent des varices, des ulcères, l'œdème, etc. ».

Discours du Dr Weber à la Société Industrielle, 23 février 1847. *Bulletin de la Société Industrielle*, t. XXI, p. 233.

ne sont pas les plus malheureux, ni les plus mal portants du Haut-Rhin (1).

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la mortalité infantile soit effrayante. A Mulhouse, tandis que la moitié des enfants nés dans la classe des fabricants, négociants et directeurs d'usines, atteindrait la 29^e année, la moitié des enfants de tisserands et de filateurs aurait cessé de vivre avant l'âge de deux ans accomplis. Chez eux, la mortalité serait, suivant les âges, du 1/3 ou du double ou même plusieurs fois plus forte que celle de la classe des imprimeurs d'indiennes ou des fabricants. L'*Industriel Alsacien* note que, en 1840-1841,

Sur 1.000 naissances, il est mort :

A Mulhouse :

180 enfants de moins de 6 mois, 184 enfants de plus de 8 mois, total 364 enfants.

A Colmar :

132 enfants de moins de 6 mois, 273 enfants de plus de 6 mois, total 410 enfants.

A Strasbourg :

189 enfants de moins de 6 mois, 185 enfants de plus de 6 mois, total 374 enfants.

Age probable auquel doivent parvenir les enfants nés à Mulhouse, suivant la profession de leurs pères :

<i>Professions</i>	<i>Nombre de décès sur lesquels on a fait les calculs.</i>	<i>Vie probable.</i>	
		<i>Ans</i>	<i>Mois</i>
Manufacturiers, fabricants, directeurs d'usines, négociants, drapiers, mar- chands d'étoffes	295	28	2
Domestiques, servantes, portiers, cochers, etc	93	20	9
Ouvriers de fabrique sans indication de métier	114	17	6
Tailleurs d'habits	154	12	6
Boulangers et meuniers	145	11	
Imprimeurs d'indiennes	416	9	8
Journaliers et manœuvres	535	9	4
Maçons	122	4	4
Charpentiers	126	3	7
Menuisiers	103	3	4
Cordonniers	227	3	2
Graveurs sur bois et sur rouleaux y com- pris quelques dessinateurs	283	3	1
Contre-maîtres de manufactures (fileurs, tisserands, imprimeurs)	80	2	6
Serruriers	113	1	9
Tisserands	440	1	5
Fileurs	140	1	3

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit., t. II, p. 88.

Un tiers des enfants qui naissent à Mulhouse, n'atteint pas 5 ans ; ce rapport est encore plus fâcheux pour Strasbourg, et surtout pour Colmar. Des comparaisons entre les trois villes d'Alsace et les autres départements, il résulte qu'il meurt, en Alsace, beaucoup plus d'enfants qu'ailleurs. Villermé, en 1835, avait déjà fait cette constatation et publié un tableau effrayant de la vie probable des enfants à leur naissance. Ses calculs portaient sur les années 1823 et sur un total de 5.419 décès. Il obtenait les résultats ci-dessus.

Un essai de réfutation des données fournies par Villermé fut tenté par le Docteur Penot, qui envisage les années comprises entre 1832 et 1841 et opère sur un ensemble de 4.536 individus. Cet essai aboutit à un échec retentissant. En effet, si les chiffres qu'il donne diffèrent des résultats obtenus par Villermé, ils sont loin de prouver que la vie probable des nourrissons soit beaucoup plus longue que Villermé ne l'avait affirmé. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessous :

TABLEAU DE LA VIE PROBABLE A MULHOUSE AU MOMENT DE LA NAISSANCE
POUR DIVERSES PROFESSIONS

<i>Professions</i>	<i>Nombre des décès sur lesquels on a fait les calculs</i>	<i>Vie probable</i>
Manufacturiers, fabricants, directeurs d'usines, négociants, drapiers et marchands d'étoffes.	250	31 ans 10 mois
Domestiques, servantes, portiers, cochers, etc..	245	4 ans 9 mois
Ouvriers de fabriques sans indications de métier	287	4 ans 10 mois
Taillleurs d'habits.....	141	7 ans 8 mois
Boulangers et menuisiers.....	157	4 ans 11 mois
Imprimeurs d'indiennes.....	403	15 ans
Journaliers et manœuvres.....	942	7 ans 6 mois
Maçons.....	151	5 ans
Charpentiers.....	152	5 ans 2 mois
Menuisiers.....	156	4 ans 5 mois
Cordonniers.....	251	4 ans 7 mois
Graveurs sur bois et sur rouleaux et quelques dessinateurs.....	275	5 ans 1 mois
Contre maîtres de Manufactures.....	107	4 ans 2 mois
Serruriers et ouvriers travaillant le fer.	379	3 ans et 10 mois.
Tisserands.	431	3 ans et 10 mois.
Fileurs.	259	3 ans et 11 mois.

Parmi les ouvriers de la ville, ceux qui ont présenté la vie probable la plus longue sont les imprimeurs d'indiennes pour qui elle est de 15 ans, tandis qu'elle n'est guère de plus de 5 ans environ pour tous les autres ouvriers réunis. On peut expliquer ce privilège par le fait que les imprimeuses ne sont pas astreintes à un travail aussi assidu que les femmes qui soignent les métiers mécaniques dans les tissages ou filatures. Elles peuvent donner plus de soins à leurs enfants. Il faut noter aussi que l'industrie des indiennes étant, à Mulhouse, la plus

ancienne, la plupart des imprimeurs ne viennent pas des villages voisins et appartiennent à la population fixe ; dès lors leur famille se compose de gens de tout âge, parmi lesquels les recherches de Penot ont signalé un grand nombre de vieillards. Enfin, ils ont un métier peu fatigant et on s'accorde généralement à les regarder comme se livrant à moins d'excès que certaines catégories d'ouvriers.

En ce qui concerne les autres travailleurs, le plus grand nombre appartient à la population flottante, ce qui fait qu'on y trouve peu de personnes âgées. Ils forment aussi la partie la plus pauvre de la population, celle où l'on compte le plus de nombreuses familles et Penot en conclut que les résultats obtenus ne sont peut-être pas aussi fâcheux qu'on pourrait le croire.

Il n'en reste pas moins que le travail des femmes doit être tenu en grande partie pour responsable de la mortalité infantile. Les mères ne peuvent donner le sein à leurs nourrissons que pendant le petit nombre d'heures qu'elles passent chez elles. Le reste du temps les bébés manquent de tous les soins, de toutes les choses qui leur seraient nécessaires. Dans certains cas les ouvrières chargées d'enfants en bas-âge restent à la maison. Elles essaient de se procurer une occupation lucrative à domicile. D'autres font porter leurs enfants dans les fabriques et les font garder par quelque surveillante pour deux ou quatre sous par jour (1). Mais il est bien évident que des femmes exténuées de travail ne doivent pas être d'excellentes nourrices et que la santé des enfants se ressent de la fatigue des mères.

Il semble pourtant qu'à partir de 1840 la mortalité infantile, si terrible au moment où Villermé fit son enquête, ait passablement diminué.

En 1844, on a compté sur 100 naissances (non compris les morts-nés) :

A Mulhouse.	67,61 décès
A Colmar.	84,57 —
A Strasbourg	97,07 —

Rapport nettement favorable à Mulhouse. L'*Industriel Alsacien* signale la même année que, sur 1.000 naissances il n'y a eu à Mulhouse que 310 décès d'enfants au-dessous de 5 ans, contre 335 l'année précédente. Avant l'établissement d'une salle pour les enfants à l'hospice civil on en comptait en moyenne 400 (2). De son côté, Penot constate une amélioration relativement à la mortalité des petits enfants à Mulhouse. La moyenne de 1830 à 1842 est de 405 décès au-dessous de 5 ans pour 1.000 naissances, alors que la moyenne des années écoulées de 1812 à 1827, était de 451, fait d'autant plus important que la population s'est accrue.

(1) A. N. F13 4.704.

(2) *Industriel Alsacien* du 26 janvier 1845.

Inutile de dire que l'instruction des enfants est nulle. Occupés toute la journée dans les fabriques, ils n'ont d'autre ressource, s'ils veulent acquérir quelques rudiments, que la fréquentation des « écoles de nuit ». S'ils ont le courage de s'y rendre ils dorment le plus souvent sur les bancs à moins qu'un bon coup de férule administré par le maître ne vienne les tirer d'un sommeil dont ils ont un si grand besoin. Le *Rapport du Bureau des Manufactures* constate que l'instruction est nulle dans les localités où les enfants travaillent dès l'âge de 6 ans. « En général, on ne rencontre d'enfants sachant lire et écrire, et encore très imparfaitement, que lorsqu'ils sont reçus de 10 à 11 ans dans les fabriques et même il arrive fréquemment que l'indifférence des parents soit telle que beaucoup ne profitent pas des salles d'asile ou des institutions généralement gratuites installées dans les centres de fabrication (1). « A Sainte-Marie-aux-Mines, « à peine 1/3 des enfants de 8 à 13 ans fréquente les écoles de jour. Les écoles de nuit que l'administration a fait ouvrir sont peu fréquentées (2). En ce qui concerne le Bas-Rhin, il est difficile de savoir si l'instruction des enfants y était plus avancée que dans le Haut-Rhin. La Chambre de Commerce de Strasbourg affirme que l'instruction « est très faible et que les écoles du Dimanche sont rares » (3). Cependant le Conseil des Prud'hommes de la même ville note, à la même date, que « l'immense majorité des enfants sait lire et écrire » ; presque tous les fabricants les astreignent à aller aux écoles du soir et du dimanche matin » (4). Il est vrai que le Conseil des Prud'hommes, composé, en majeure partie, d'industriels, a peut-être été porté à embellir quelque peu la situation.

La moralité des enfants se ressent naturellement de leur manque d'instruction, de l'indépendance prématurée que leur donne la possibilité de gagner de l'argent et de la promiscuité des ateliers où ils travaillent en compagnie d'adultes dont la tenue et les propos ne sont pas toujours d'excellents exemples pour de jeunes esprits. Les nécessités de la fabrication ne permettent pas toujours de séparer les garçons et les filles. Souvent les garçons servent de rattacheurs à leur père. Il arrive aussi que les membres d'une même famille demandent à être réunis dans un même atelier. Dans ce cas, la moralité des enfants dépend surtout de celle des parents, qui peuvent être eux-mêmes religieux et honnêtes. A Strasbourg, les enfants des deux sexes travaillent ensemble (5). Dans un seul établissement, ils ne se trouvent

(1) Rapport du Bureau des Manufactures A. N. F¹² 4. 704. Nous avons déjà constaté l'indifférence des ouvriers agricoles lorsqu'il s'agissait de donner à leurs enfants une éducation élémentaire.

(2) Réponse du Conseil des Prud'hommes de Sainte-Marie-aux-Mines au questionnaire de 1837.

(3) A. N. F¹² 4.705. Réponse de la Chambre de Commerce de Strasbourg au questionnaire de 1837.

(4) A. N. F¹² 4.705. Réponse du Conseil des Prudhommes de Strasbourg au questionnaire de 1837.

(5) C'est ce que dit la Chambre de Commerce. Le Conseil des Prud'hommes cependant affirme que les deux sexes sont séparés et que, dans les ateliers où ils sont réunis une surveillance active obvie aux inconvénients qui pourraient résulter de leur rapprochement.

pas confondus : les filles sont soigneuses aux cardes, tandis que les jeunes gens rattachent les fils cassés. A Cernay, Massevaux, Thann, les enfants sont séparés des adultes. Les enquêteurs de cette époque sont d'accord pour constater « que la grande industrie qui entasse pêle-mêle les âges et les sexes dans les ateliers provoque directement au rapprochement prématuré des sexes » (1). Villermé note que les jeunes filles sont corrompues par les propos libres que tiennent devant elles les femmes plus âgées. On connaît très bien dans les villes manufacturières, les adresses des maisons de débauche de la capitale et certaines jeunes filles ne craignent pas de faire allusion dans leurs propos au temps où elles iront les habiter. Villermé proteste souvent contre la négligence des fabricants qui placent presque partout les bobineuses et les fileuses dans les salles où les hommes tissent, et tolèrent que les plus âgées parmi les ouvrières forment les jeunes filles au libertinage et à la prostitution.

Le travail de nuit lui-même est pour les enfants une cause de démoralisation. On a remarqué, semble-t-il, que ceux qui, dans les ateliers, ne restent pas sous l'inspection de leurs parents prennent, plus que les autres, des idées d'indépendance et des habitudes de désordre, surtout s'ils gagnent de bons salaires.

Les conditions antihygiéniques du travail des enfants, leur mauvaise santé, leur manque d'instruction et de moralité avaient-ils au moins l'avantage de leur assurer un salaire convenable ? Il faut bien répondre négativement à cette question. Nous avons groupé ci-dessous les salaires des femmes et des enfants employés dans des divers établissements du Haut-Rhin pendant les années 1841, 1844 (2).

Le salaire des femmes et des enfants a-t-il évolué sous la Monarchie de Juillet ? D'autres sources que la Statistique de France vont nous permettre de répondre à cette question (3).

Nous avons trouvé, en effet, aux Archives du Haut-Rhin, des renseignements fournis par les Maires des diverses cités industrielles. Ceux-ci ont adressé au préfet des tableaux indiquant le montant des salaires pour 1830 et 1847, c'est-à-dire pour les deux dates extrêmes qui enferment le règne de Louis-Philippe.

(1) BURET (E.) : *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France, de la nature de la misère, de son existence, de ses effets, de ses causes et de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici, avec les moyens propres à en affranchir les sociétés.* (Paris, Paulin, 1840, 2 vol. in-8°). B. N. R. 30.270-30.271.

(2) Les chiffres reproduits ci-dessous p. 169 et suivantes ont été fournis par les industriels eux-mêmes pour servir à l'établissement de la Statistique de France. Les critiques que nous avons formulées et les réserves que nous avons faites dans la 5^e partie (ch. VI) sont naturellement valables ici encore.

Les salaires des femmes et des enfants sont si nettement inférieurs à ceux des ouvriers adultes que nous avons étudié les uns et les autres séparément. Les besoins d'une ouvrière comme aussi son budget et ses conditions de vie diffèrent également des ressources et des dépenses de l'ouvrier. C'est pourquoi nous avons cru bon d'étudier, d'une part les moyens d'existence des femmes et de l'autre les salaires et les dépenses des ouvriers.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 127.

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. TISSAGE I

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch						
Altkirch	Tissage soie et laine	Dollfus Mieg et C ^{ie}	1,25	0,50	0,75 à 1 fr.	0,40 à 0,60
	—	Schlumberger Koechlin et C ^{ie}	0,90	—	0,90	0,50
	—	Xavier Jourdain et C ^{ie}	1,25	0,60	1 fr. à 2 fr.	0,40 à 1 fr.
	—	Laurent Weber et C ^{ie}	1 fr. à 1,50	0,50 à 0,75	1 fr. à 1,50	0,50
	—	Alexandre Franck	1 fr.	0,50	1 fr.	—
Mulhouse	—	Schlumberger-Schwartz	0,75 à 1 fr.	—	1 fr.	—
	—	Charles Mieg	1 fr.	—	1 fr.	—
	—	David Koenig	1 fr.	0,75	1 fr.	0,75
	—	Daniel Baumgartner	—	—	0,90	—
	—	Adolphe et Benner	—	—	1 fr.	0,75 à 1,10
Brunstadt..... Illzach	Tissus façonnés pour meubles...	Schlumberger Steiner et C ^{ie}	0,90	0,40	1,10	0,60
	—	François Médard Schlumberger ..	—	—	0,75	—
	—	Baumgartner et C ^{ie}	0,90	—	—	—
	Tissages	Schlumberger Steiner et C ^{ie}	1 fr.	0,75	—	—
	—	Reber et Fries	—	—	1 fr.	0,45
Kingersheim	—	Dorgebray	—	—	1,25	0,50
Arrondissement de Belfort						
Huseren	Tissages de coton	Gros Odier, Roman et C ^{ie}	0,75 à 1,50	0,50 à 0,75	0,75 à 1,50	0,50 à 0,75
Felleringen	—	Larger et Brueder	1,05	0,50	1 fr.	0,50
Wildenstein	—	Kientzy Gruner	1 fr.	0,60	1 fr.	0,60
Bavilliers	—	Fergusson et Bornèque	1,25	0,50	1 fr.	0,50
Cernay	—	Mathieu Risler et fils	1 fr.	0,60	0,75	0,60
—	—	Sandoz-Baudry et C ^{ie}	1 fr. à 1,25	0,40 à 0,60	—	—
—	—	Simon George	—	—	1 fr.	—
—	—	Boigeol-Japy	1 fr.	0,60	1 fr.	0,60
Giromagny	—	—	—	—	—	—
Massevaux	—	Koechlin Waldner et C ^{ie}	0,50 à la main 0,90 à la méc.	0,50 à la main 0,60 à la méc.	—	0,50
Oberbruck	—	Zeller frères	0,80	0,70	0,80	0,90
Thann	—	Henry Bindschedler	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50
Bitschwiller	—	Bouché fils	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (*suite*). TISSAGE II

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Ar de Bâle (canton)	Willer et Bitschwiller ...	Koechlin Isaac.....	1 fr. à 1,75	0,50 à 1,25	1 fr. à 1,50	0,50 à 0,90
	Valdoie	Brian Weber et Erhard	1 fr.	—	—	—
	Sentheim	Menny et Arnold.....	—	0,70	1 fr.	0,50
	Oderen.....			—	1 fr.	0,60
	Ribeauvillé	Bertrand et C ^{te}	1 fr.	0,50	1 fr.	0,60
	—	Weisgerber et fils	1 fr.	0,50 à 0,75	1 fr. à 1,50	0,50 à 0,75
	Eguisheim	Schmid et Salzmann			0,75 à 1,50	0,60 à 1 fr.
	Turckheim	Eaur	0,80	0,40	—	—
	Lièpvre	Borach	0,75	0,40	0,80	0,40
	Ste-Mar.-a.-Mines	Rissler Daniel	1 fr.	—	0,75	—
	—	Blech	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50
	—	Boulanger-Colotte et Ströhl ...	0,75 à 1,25	0,75 à 1,25	0,75 à 1,25	0,75 à 1,25
	—	Bressler Philippe	0,50	0,50	0,50	0,50
	—	Bressler Ernest	—	—	0,75	0,30
Arrondissement de Colmar	—	César Neveu.....	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50
	—	Degermann Jean	1 fr.	0,50	1,50	0,50
	—	Dierner, sous la raison Hepner et C ^{te}	1 fr.	0,60 à 0,75	1 fr.	0,60 à 0,75
	—	Joly et Osmond	1 fr. à 1,25	0,50 à 1 fr.	—	—
	—	Kaiser Xavier et C ^{te}	1,25	0,70	—	—
	—	Koenig (Napoléon).....	1,20	—	0,90	0,50
	—	Lamoureux et Lesslin freres...	0,60 à 1 fr.	0,30 à 0,50	0,60 à 1 fr.	0,30 à 0,50
	—	Minder	0,80 à 0,90	0,50 à 0,70	0,80 à 0,90	0,50 à 0,70
	—	Mohler frères.....	1 fr. à 1,50	0,50 à 1 fr.	1 fr. à 1,50	0,50 à 1 fr.
	—	Schaak	—	—	0,75	0,30
	Ste-Mar.-a.-Mines	Shiffmann et Hahn	—	—	0,75	0,30
	—	Willer et Finck	0,80	0,40	0,80	0,40
	—	Steiner	—	—	0,75	0,30
	—	Reber et C ^{te}	1,25	0,30	1,20	0,30
—	Ulrich Jung.....	—	—	0,75	0,30	

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (suite). TISSAGE III

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arrondissement de Colmar (suite)	Ste-Mar.-a.-Mines	Tissage	—	—	1 fr. 0,75	0,50 0,30
	—	—	—	—	—	—
	—	—	1 fr. à 1,50	0,75 à 0,25	0,75	0,30
	—	—	—	—	0,90 à 1,20	0,50 à 0,60
	—	—	1,25 à 1,50	—	1,25 à 1,50	—
	—	—	—	—	0,75	0,30
	—	—	1 fr.	—	1 fr.	—
	—	—	—	—	1 fr.	—
	—	—	0,75 à 1,50	0,50 à 0,75	0,75 à 1,50	0,50 à 0,75
	Gunspach	—	0,80	0,50 à 0,75	0,80	0,50 à 0,75
	Munster	—	0,50	—	0,50	—
	Sultzzen	—	0,50	—	0,50	—
	—	—	—	—	—	—
	Sultzzen et Stosswehr	—	—	—	1 fr. à 1,25	0,50 à 1 fr.
	Colmar	Toiles de coton, mouchoirs ma- dras, coton filé teint	0,50 à 1,50	0,40 à 0,60	0,50 à 0,60	0,40 à 0,60
	Logelbach-Colm.	—	0,75 à 1 fr.	0,50 à 0,65	0,90	0,45
	Colmar	—	0,75 à 1,50	—	0,75 à 1,50	—
	—	—	1,25	0,60	1,25	0,60
	Lautenbach	—	1,25 à 1,50	0,50 à 1 fr.	1,25 à 1,50	0,50 à 1 fr.
	Guebwiller	—	1,25	0,75	1,26	0,75
Ste-Croix-aux-Mines	Kaysersberg	Toiles et mouchoirs teints	0,70	0,90	0,90	0,60
	Lapoutroie	—	0,50	0,50	0,50	0,60
	Orbey	—	1 fr.	0,60	1 fr.	0,60
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
Ensisheim	—	Tissus de coton et teinturerie	—	—	1 fr.	0,75
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
Sondernach	—	—	—	—	0,90 à 1,25	0,60
	—	—	—	—	1 fr.	0,50

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (FILATURES)

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch	Filature de coton	Schlumberger-Steiner et C ^{te} ...	1, 10	0, 60		
	—	Charles Naegely et C ^{te}	1 fr. à 1, 50	0, 50 à 1 fr.		
	—	Dollfus, Mieg et C ^{te}	1, 50	0, 50	1 fr.	0, 50
	—	Hirn et Guth	1, 15	0, 60	1, 15	0, 60
	—	Nicolas Koechlin frères	1, 10	0, 70		
	—	Blech frères et C ^{te}	1 fr. à 2, 10	0, 50 à 0, 75		
	Fabrique de lin et d'étoffe	Schlumberger-Koechlin et C ^{te} ..	1 fr. à 2, 25	0, 50 à 1, 10	1 fr. à 2, 25	0, 50 à 1, 10
	Filature de laine.	Boch Richard et C ^{te}	1, 25 à 1, 50	0, 75 à 1 fr.	1, 25 à 1, 50	0, 75 à 1 fr.
	Filature de coton et de laine peignée.	Koechlin Rister et C ^{te}	1 fr.	0, 70		
	Cotons filés.	Koechlin Dollfus frères	1 fr. à 1, 50	0, 50 à 1 fr.	1 fr. à 1, 50	0, 60 à 1, 25
Arrondissement de Belfort	—	Blech, Steinbach et Mantz			1 fr.	0, 50
	—	Daniel Linck			1 fr.	0, 60
	—	Guth, Hirn et Jourdain			1, 10	0, 60
	Fils de laine peignée	Rister, Schwaert et C ^{te}			1 fr.	0, 70
	Filature de coton	André Koechlin	1 fr.	0, 50	1 fr.	0, 50
	—	Dubrit et C ^{te}	0, 90 à 2, 50	0, 60 à 0, 90	0, 90 à 2, 50	0, 60 à 0, 90
	—	Gros, Odier, Roman et C ^{te}	1 fr. à 2 fr.	0, 60 à 0, 75	1 fr. à 1, 25	0, 60 à 0, 75
	—	Fergusson et Bornéque	1 fr.	0, 50	1, 25	0, 90
	—	Sandoz, Baudry et C ^{te}	1 fr. à 1, 25	0, 40 à 0, 60	1 fr. à 1, 25	0, 40 à 0, 50
	—	Henry, Witz (Jean)	1, 10	0, 60	0, 90 à 1, 50	0, 25 à 0, 80
Arrondissement de Belfort	—	Mathieu Risler et fils	1 fr.	0, 70	1 fr.	0, 60
	—	Boigéol Japy	1 fr.	0, 60	1 fr.	0, 60
	—	Koechlin, Waldner et C ^{te}	0, 90	0, 50	0, 90	0, 50
	—	Zeller frères	1 fr.	0, 60	1 fr.	0, 60
	—	Bian, Weber et Erhardt	0, 90	0, 70	1 fr.	0, 70
	—	Dubrit et C ^{te}	0, 90 à 2 fr.	0, 55 à 1 fr.	0, 90 à 3 fr.	0, 55 à 1 fr.
	—	Ostmeyer frères	0, 75	0, 45	0, 75	0, 45
	—	Gabriel Zindel	1 fr. à 2, 75	0, 50 à 1 fr.	1 fr.	0, 50
	—	Henry Bindschaedler	1, 20	0, 50	1 fr.	0, 50
	—	Metzdorff frères	1 fr.	0, 50	1 fr.	0, 50

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (FILATURES)

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arrondissement de Colmar (ville)	Bitschwiller	Bouché fils	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50
	—	Schlumberger Gaspard	1 fr. à 2,25	0,50 à 0,75	1 fr. à 2,25	0,50 à 0,75
	Willer	Koechlin Isaac	1 fr. à 1,75	0,40 à 0,90	1 fr. à 1,75	0,40 à 0,90
	Felleringen	Larger et Bruder	—	—	1 fr.	0,50
	Orbey	Kress et Birckel	0,75 à 0,40	—	0,75	0,40
	Ste-Croix-a.-Min.	Schoubart et fils	1,25	0,60	1,25	0,60
	Ste-Marie-a.-Min.	Weisgerber et fils	0,80 à 1,70	0,40 à 0,75	0,80 à 1,70	0,40 à 0,75
	Munster	Hartmann	0,90 à 1,75	0,50 à 0,75	0,90 à 1,75	0,50 à 0,75
	Ribeauvillé	Schlumberger-Hofer	1,10	0,50	1,10	0,50
	—	Schmitt et Salzmann	0,75 à 1,50	0,60 à 1 fr.	—	—
Arrondissement de Colmar (ville)	Soultzmatt	Kessler	0,75	0,40	0,75	0,40
	Bollewiller	Lichy-Dollfus	1 fr.	0,50	—	—
	Issenheim	Zimmermann et fils	0,75	0,60	0,75	0,50
	—	Gart et Spetz	—	—	0,90	0,65
	Turckheim	Kirschleger	0,90	0,65	—	—
	Wintzenheim	Herzog	1,50	1 fr.	0,90 à 1,90	0,50 à 1 fr.
	Logelbach	Barth et Kiener	—	—	0,90 à 1,50	0,50 à 0,80
	Colm.-Logelbach	Hausmann, Jordan et Cie	0,85	0,60	0,85	0,60
	Engelbert-Colm.	Titot et Chastellux	—	0,25 à 0,87	0,87	0,23
	Bühl	Ziegler et Cie	1,40 à 2 fr.	0,50 à 0,75	1 fr. à 2 fr.	0,50 à 0,75
Arrondissement de Colmar (ville)	Guebwiller	Prey et Wilz	1,25	0,75	1,25	0,75
	—	Schlumberger et Cie	1 fr. à 2 fr.	—	—	—
	Filature de lin	Nicolas Schlumberger	1,25	0,75	1,25	0,75
	Torsion des fils	Jongh père et fils	1 fr. à 1,30	0,50 à 0,75	1 fr. à 1,30	0,50 à 0,75
	Filature de coton	Bachmann	0,80	0,60	0,80	0,60
	—	Heinrich (Jean-Baptiste)	0,90	0,60	0,90	0,60
	Fabrication des fils retors.	Holer	0,90	0,50	0,90 à 1,25	0,50 à 0,75
	—	Leclaire	0,80	0,60	0,80	0,60
	Filature de coton	Bourcart et Dubrit	—	—	0,85 à 1,50	0,45 à 1 fr.
	—	Dollfus et Cie	0,90	0,50	—	—
Lapoutroie	—	Dollfus Pierre	—	—	0,90	0,50

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. (IMPRESSION)

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arrondissement d'Altkirch	Mulhouse	Blech frères et Cie	1, 75	0, 40	1, 25	0, 40
	—	Isaac Schlumberger	1, 50	0, 50	1, 50	0, 50
	—	Josué Hofer	1, 25	0, 35	1, 25 à 1, 50	0, 45 à 0, 60
	Toiles peintes	Grosjean fils	1 fr. à 1, 50	0, 40 à 0, 60	1 fr. à 1, 50	0, 40 à 0, 60
	Toiles et mousselines peintes	Hellmann, Mantz et Cie	1 fr. à 2 fr.	0, 25 à 0, 40	1 fr. à 1, 50	0, 25 à 0, 50
	Impressions et toiles peintes ..	Koechlin frères	—	—	1, 25	0, 40
	—	Mathias Paraff	—	—	1, 25	0, 60
	—	Nicolas Rott et Cie	0, 75 à 1, 25	0, 50	0, 75 à 1, 25	0, 50
	—	Daniel Schlumberger	1, 20 à 1, 60	0, 30 à 0, 60	1, 20 à 1, 60	0, 30 à 0, 60
	—	Katz frères	1, 50	0, 50 à 0, 75	1, 50	0, 50 à 0, 75
Arrondissement de Belfort	Dornach	Hoffer Nicolas	—	0, 20 à 0, 70	—	—
	—	Dollfus Mieg et Cie	4, 50	0, 25	1 fr. à 1, 75	0, 50 à 0, 75
	—	Thierry Mieg et Cie	—	—	1 fr.	0, 50
	Dornach et Mulh.	Schlumberger, Koechlin et Cie ..	1 fr.	0, 50	1 fr. à 1, 50	0, 50 à 0, 90
	Kingersheim	Dorgebray	1 fr.	0, 50	—	—
	Illzach	Ruber et Fries	1 fr.	0, 35	—	—
	Huseren	Gros-Odiot Roman et Cie	1 fr.	0, 25	1 fr.	0, 25
	Cernay	Daniel Eck et Cie	1 fr. à 1, 50	0, 25 à 0, 75	1, 25	0, 50
	—	Zurcher et Cie	1 fr.	0, 25	1, 25	0, 50
	—	Liebach Hartmann et Cie	1, 25	0, 50	—	—
Arrondissement de Colmar	—	Robert Gardon et Cie	1, 25	0, 40	1 fr. à 2 fr.	0, 50 à 1 fr.
	—	Schlumberger jeune et Cie	1 fr. à 2 fr.	0, 50 à 1 fr.	1, 25	0, 50
	—	Barbé et Cie	1, 25	0, 50	1, 25	0, 50
	Vieux-Thann	Dépierre	—	—	0, 80	0, 40
	Valdoie	Edouard Robert	—	—	1 fr.	0, 50 à 0, 75
	Thann	Scheurer Gros et Cie	—	—	1 fr.	0, 60
	Guebwiller	Fries et Callias	—	—	1 fr.	—
	Bühl	Thyrs et Beuck	—	—	—	—
	Ensisheim	Titot et Chastellux	—	—	—	—
	Colm.-Logelbach	Hausmann, Jordan, Hirn, etc.	—	—	—	—
Arrondissement de Colmar	Ste-Marie-a.-Min.	Joly et Osmond	—	—	1 fr. à 1, 25	0, 50 à 1 fr.
	—	Landmann Sébastien et Cie	—	—	1, 25	0, 50
	Munster	Weber	—	—	1, 25	0, 50 à 0, 75
	Ste-Croix-a.-Mines	Hartmann et fils	—	—	1, 20	0, 60
	Ribeauvillé	Landmann-Ledoux	—	—	1 fr.	0, 40
Arrondissement d'Altkirch	—	Steiner	—	—	1 fr.	0, 40
	Teinturerie	Weisserber	—	—	1 fr.	0, 40

SALAIRES DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

BLANCHIMENT ET APPRÊT DES TOILES

Arrondissement Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Nieder Morschwiller..	Blanchisserie (toiles de lin et de chanvre	Schwoebel et Bühler	1 fr.	0,75	1 fr.	0,75
Illzach	—	Weber				
Mulhouse	Blanchiment.....	Dollfuss Mieg et Cie				
Massevaux	—	Waldner et Cie.....	1,50	0,75	1,50	0,75
Bitschwiller	—	Edouard Stéhelin				

SOIERIES ET RUBANS DE SOIE

Colmar	Rubans de soie	Preiswerck.....	1 fr. à 1,42	0,50 à 0,80	0,90 à 1,40	0,45 à 0,75	0,90 à 1,40	0,45 à 0,75
—	Rubans et bretelles	Karcher Jean-Jacques.....	0,90 à 1,40	0,45 à 0,75	1 fr. à 1,50	0,50 à 0,75	1 fr. à 1,50	0,50 à 0,75
Guebwiller	Rubans de soie	Debarry-Merian	1 fr.	0,50 à 0,75	1 fr.	0,40 à 0,50	1 fr. à 1,50	0,40 à 0,50
Soultz	—	Kunkler et Cie	1 fr.	0,50 à 0,75	1 fr.	0,40 à 0,50	1 fr. à 1,40	0,50 à 0,80
—	—	Lévy et Manheimer	1 fr.	0,50 à 0,75	1 fr.	0,40 à 0,50	1 fr. à 1,40	0,50 à 0,80

DRAPERIE

Mulhouse	Fabrique de draps.....	Schmalzer-Weiss	1 fr.	0,75	1 fr.	0,50
—	—	Mathieu-Mieg et fils.....	0,80 à 1 fr.	0,45 à 0,60	1 fr.	0,60
Guebwiller	—	Mény et Althofer.....	1,20	0,75	1,20	0,75

SALAIRES DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

Arrondissement et Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Arr. d'Altkirch	Lucelle.....	Forges.....	—	—	—	—
	Mulhouse.....	Constructions de machines.....	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—
	Altkirch.....	—	—	—	—	—
Arr. de Belfort	Belfort.....	Fonte de fer, fer martinet....	1,25	0,80 (de 14 à 15 ans) 0,50	—	0,80 (de 14 à 15 ans) —
	Meziré.....	Forges.....	—	—	—	—
	Massevaux.....	Hauts-fourneaux.....	0,75	—	0,75	0,75
	—.....	Fonderies et constructions de machines.....	1 fr.	0,60	—	—
	—.....	Hauts-fourneaux.....	—	—	—	0,50
	Oberbruck.....	—.....	1 fr.	0,60	—	—
	Grandvillars.....	Manufacture de fils de fer.....	—	—	—	—
	Bitschwiller.....	Fonderie et construction de ma- chines.....	—	0,75	—	—
	Thann.....	Construction de machines.....	—	—	—	—
	—.....	Construction de machines et fonderie.....	—	1 fr.	—	—
Arr. de Colmar	Vieux-Thann.....	—.....	—	0,75 (apprentis) 0,50	—	0,75 (apprentis) 0,65
	Niederbruck.....	Cuivrie.....	—	—	—	—
	Grandvillars.....	Vis à bois.....	1 fr.	0,60	—	—
	—.....	Fils de fer.....	—	—	1 fr.	0,60 0,75
	Guebwiller.....	Construction de machines....	—	—	—	—
	—.....	—.....	—	1,25 (apprentis)	—	1,25 (apprentis)
	Colmar.....	Fonderie de cuivre et cloches....	—	—	—	—
	Wintzenheim.....	Fonderie de fer.....	—	—	—	—
	Ensisheim.....	Serrurerie.....	—	—	—	—
	—.....	—.....	—	—	—	—

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LA VERRERIE

Arrondissement et Commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'établissement	En 1842		En 1844	
			femmes	enfants	femmes	enfants
Wildenstein.....	Verrerie.....	Kientzy Gruner père et fils	1 fr.	0,50	1 fr.	0,50

SALAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LA PAPETERIE ET LES INDUSTRIES DIVERSES

Rappentzwiller.....	Papeterie, papier blanc	Jean Zuber et Cie.....	0,90	0,60	0,90	0,60
Rixheim	Papier pour tenture	—	1,75	0,50	1 fr.	0,50
Pont-d'Aspach et Burnhaupt-le-Haut.	Papier végétal	Kieneman frères	—	—	1,10	0,90
Luttenbach	Papier	Kiener frères	0,75	0,50 à 0,60	0,75	0,50 à 0,60
Ste-Marie-aux-Mines .	—	Felmé	0,80	—	0,80	—
Turckheim	—	Schwindenhammer.....	0,75	—	0,75	—
Beaucourt	Horlogerie, quincaillerie	Japy frères	—	—	0,60 à 2 fr.	0,21 à 1 fr.

A Guebwiller :

En 1830, les femmes employées dans l'industrie gagnent	1.25
En 1847, — — — — —	1.10
En 1830, les enfants — — — — —	0.60
En 1848, — — — — —	0.50

A Sainte-Marie-aux-Mines :

En 1830, les dévideuses gagnent	0.40
En 1847, — — — — —	0.30
En 1830, les rattacheurs —	0.60
En 1847, — — — — —	0.60

A Munster, dans les ateliers Hartmann et Fils :

1° Dans les filatures :	En 1830	En 1847
Les fileuses de 1 ^{re} classe gagnent.	1.50	1.75
— 2 ^e — — — — —	1.25	1.50
— 3 ^e — — — — —	1.00	1.25
Les batteuses et éplucheuses : 0.65 à . .	1.00	0.65 à 1.40

	En 1830	En 1847
Les ouvrières diverses	0.65 à 1.25	0.70 à 1.25
Les enfants au-dessous de 14 ans . .	0.30 à 0.60	0.35 à 0.65

2° Dans le tissage :

Les bobineuses (petites filles).	0.50	0.60
Les ourdisseuses.	1.10	1.25
Les tisseuses (1 ^{re} classe).	1.25	1.50
— (2 ^e classe).	1.00	1.20
— (3 ^e classe).	0.80	0.80
Les ouvrières diverses	0.50 à 0.90	0.50 à 0.90
Les enfants au-dessous de 14 ans . .		0.50

Au Kayzersberg :

	En 1830	En 1847
Les femmes employées dans les fabriques gagnent.	1.20	1.00
Les enfants employés dans les fabriques gagnent.	0.75	0.50

A Allkirch :

	En 1830	En 1847
Les tisseuses gagnent	1.20 à 1.75	1.20 à 1.60
Les ourdisseuses.	1.00 à 1.25	1.00 à 1.50
Les fileuses.	2.00 à 3.00	2.00 à 3.00
Les bobineurs mouilleurs.	0.40 à 0.60	0.50 à 0.60
Les enfants tisserands.	0.40 à 0.60	0.50 à 0.60
— fileurs.	2.00 à 3.00	2.00 à 3.00

A *Ribeauvillé* (d'après les déclarations des fabricants recueillies par le Maire).

1 ^o Dans le tissage :	En 1830	En 1847
Les femmes gagnent.	1.15	1.15
Les dévideuses	0.90	0.90
2 ^o Dans les filatures :		
Les femmes gagnent.	1.55	1.70
Les enfants gagnent.	0.65	0.65

Il est difficile, si l'on s'en tient à ces données, de dire si les salaires ont augmenté ou diminué pendant la période qui nous occupe. On constate, en effet, des différences assez sensibles entre les réponses fournies par les diverses villes. A Guebwiller, le Maire ajoute au tableau qu'il envoie « ainsi que vous le remarquerez, Monsieur le Préfet, le salaire des ouvriers employés dans l'industrie a subi une diminution sensible ». Il en est de même au Kaysersberg.

A Sainte-Marie-aux-Mines, le salaire des dévideuses est en baisse, tandis que celui des enfants reste stationnaire.

A Munster, qu'il s'agisse de filature ou de tissage, des femmes ou des enfants, on constate une augmentation sensible entre 1830 et 1848.

A Altkirch, le salaire minimum des enfants augmente, tandis que le salaire maximum des femmes diminue.

A Ribeauvillé, enfin, on ne constate aucun changement appréciable.

Il faudrait savoir, pour conclure à une augmentation ou à une diminution certaine, comment les maires ont recueilli les chiffres fournis. En certains cas (à Munster, à Ribeauvillé, par exemple) l'enquêteur s'est fié aux dires des fabricants eux-mêmes. Or, les chefs d'établissement ont plutôt tendance à embellir la situation de leurs employés. Ceci explique peut-être que les cités de Munster et de Ribeauvillé soient précisément celles où l'on constate une augmentation ou au moins une stagnation des salaires. En consultant d'autres sources, on aurait quelques chances d'arriver à une vérité approximative. Sans doute d'autres renseignements nous sont parvenus. Malheureusement ils émanent tous du patronat et doivent être soumis aux mêmes critiques que les réponses fournies par les maires. Voici, par exemple, d'après *l'Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse* (1) quelle a été l'évolution des salaires entre 1835 et 1850 dans les filatures :

(1) Pp. 243-244.

	1835	1840	1850
Soigneuses de batteurs.	11,50	12,50	12,50
Débourreurs de cardes.		15 à 18	
Soigneuses de cardes.	10,40	11,80	12,00
Soigneuses d'étirages.	10,40	11,80	12,00
Soigneuses de bancs-à-broches. .	18,00	18,00	19,00
Bobineuses de —	18,00	18,00	19,00
Rattacheurs	7,80	8,30	9,50

Ces chiffres représentent les salaires payés par quinzaine, soit pour 12 jours de travail. L'*Histoire documentaire* ajoute que ces salaires doivent être considérés comme des minima, car, d'après d'autres indications recueillies, on en rencontre à diverses époques de plus élevés. Ainsi on trouve, ailleurs, en 1847, les bobineurs et rattacheurs cotés 11 ou 12 francs au lieu de 9 francs à 10 fr. 50, indiqués sur le tableau ci-dessus et l'on dit que de 1835 à 1847 les salaires avaient monté de 15% environ, c'est-à-dire plus que ne donne notre tableau. — Notons tout d'abord que toutes les sources ne sont pas d'accord pour conclure à une augmentation des salaires et que le chiffre de 15% signalé par l'*Histoire documentaire* n'est aucunement confirmé par les documents que nous avons vus jusqu'ici. Remarquons aussi que les dates de 1835-1840 et 1850 choisies comme points de repère ont marqué, pour l'industrie cotonnière alsacienne, une période de prospérité et, par conséquent, de salaires élevés. En 1836-1838 et 1847, les chiffres auraient peut-être été différents (1). Charles Grad (2), note, lui aussi, une augmentation des salaires pendant la Monarchie de juillet et donne les chiffres suivants :

1° Dans les filatures :	En 1835	En 1845
Une batteuse gagne.	0.95	1.04
Une soigneuse gagne.	0.87	1.00
Un rattacheur gagne.	0.65	0.75

2° Dans les tissages de Dornach :

Une ourdisseuse gagne.	1.15	1.60
Une bobineuse ou un enfant bobineur .	0.90	1.30 (3)

Mais Charles Grad nous dit lui-même que « ces chiffres sont empruntés aux livres de paie des principales maisons d'Alsace. Ils représen-

(1) V. ci-dessous ch. , *Crises industrielles*.

(2) Ch. GRAD, dans *L'Economiste français*, 16 octobre 1880.

(3) Ces chiffres sont confirmés par les données que nous avons trouvées aux Archives Nationales. (F¹² 4.704. Société Industrielle. Documents relatifs aux jeunes ouvriers).

tent les salaires moyens journaliers en francs et centimes, temps de chômage compris, pour les métiers à tisser et les autres ouvrages à la tâche ». En outre, les observations que nous avons faites relativement aux dates choisies comme point de repère par les auteurs de l'*Histoire documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, sont également valables ici. Il s'agit des salaires payés pendant les années de prospérité et non en temps de crise. Hanauer qui a choisi, lui aussi, les dates de 1835 et 1845, arrive aux mêmes conclusions et note que :

En 1835 à Mulhouse :

Dans les filatures, un rattacheur gagne . . .	0.50 à 1 fr.
— un bobineur gagne . . .	0.35 à 0.60
— une soigneuse gagne . . .	0.75 à 1.10
Dans les imprimeries, un tireur gagne . . .	0.25 à 0.35

D'autre part le *Courrier du Bas-Rhin* du 16 janvier 1835 note que chez Nicolas Koechlin, un rattacheur gagne 5 francs par semaine, une soigneuse à la carderie 6 francs.

Enfin Villermé constate, en 1834, qu'un rattacheur gagne 5 francs par semaine, une soigneuse à la carderie 6 francs.

En 1842, dans les filatures de laine :

Une trieuse de laine gagne : 2 fr. par jour.	
Une émécheuse —	0.90 —
Une peigneuse —	1.05 —
Une dévideuse —	1.00 —

Villermé ajoute que les salaires restent les mêmes jusqu'en 1848. Une soigneuse de cardes gagne à Mulhouse :

En 1835.	0.87
En 1840.	0.98
En 1845.	1.00

Un rattacheur gagne dans la même ville :

En 1835.	0.65
En 1840.	0.69
En 1845.	0.75

Mais si l'on consulte les réponses faites par les patrons à l'Enquête de 1848, on constate que les salaires à cette date sont sensiblement égaux, en ce qui concerne les femmes et les enfants, à ceux qui étaient payés aux environs de 1840.

*Etat des salaires des femmes et des enfants
d'après les réponses faites par les patrons à l'Enquête de 1848 (1).*

<i>Salaires par jour</i>	<i>femmes et filles de plus de 16 ans</i>	<i>garçons de 12 à 16 ans</i>	<i>filles de 12 à 16 ans</i>
Filature de coton.	1.00 à 2 fr.	0.35 à 1.25	0.25 à 0.75
Tissage du coton : méca- nique.	0.75 à 1.50	0.35 à 1.25	0.25 à 0.75
— à bras.	0.60 à 2.00	0.40 à 1.25	0.25 à 0.70
Impression	1.00 à 1.50	0.25 à 1.25	0.25 à 1.00
Papeteries et papiers peints	0.80 à 1.25	0.40 à 0.60	0.40 à 0.60
Fondeurs (construction de machines).	—	1.25	—
Quincaillerie.	0.80 à 1.50		
Forges (forgerons et fon- deurs)	1.10	0.50	
Teinturiers et blanchisseurs		0.75 à 1.25	
Filature de laine.	1.00 à 1.20	0.90 à 1.10	0.50 à 0.75

On peut noter à la rigueur une légère augmentation des salaires maxima, les salaires minima restant les mêmes. Pour que l'on puisse conclure d'une façon certaine à une amélioration du sort des femmes et des jeunes ouvriers, il faudrait savoir quelle fraction d'entre eux jouissait du maximum de salaire au début et à la fin de la Monarchie de juillet. Si les salaires supérieurs sont payés à un plus grand nombre d'ouvriers en 1848, on peut conclure, d'une manière générale, à une augmentation mais rien ne nous permet d'affirmer que la moyenne des jeunes travailleurs ait été mieux rétribuée à la veille de la révolution de Février qu'au lendemain des journées de Juillet.

Nous ne pouvons donc, à notre grand regret, donner une idée très précise de l'évolution des salaires féminins ou enfantins entre 1830 et 1848. On ne peut même pas affirmer que la loi de 1841, en limitant l'emploi de la jeune main-d'œuvre, ait eu pour résultat d'accroître légèrement le salaire de celle-ci, puisque, dès 1837, les salaires varient entre 0 fr. 25 et 0 fr. 50 à Sainte-Marie-aux-Mines (2), 0 fr. 25 et 0 fr. 80 à Strasbourg (3), 0 fr. 25 à 0 fr. 75 dans l'ensemble des départements

(1) Si l'on consulte, en outre, les réponses faites en 1848 par les divers cantons alsaciens on trouve, en ce qui concerne les salaires des femmes et des enfants, des chiffres sensiblement identiques à ceux qui ont été fournis en 1842 et 1844 pour l'établissement de la Statistique de France.

(2) Réponse du Conseil des Prud'hommes de Sainte-Marie-aux-Mines, au questionnaire de 1837. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(3) Réponse de la Chambre de Commerce de Strasbourg, au questionnaire de 1837. A. N. F18 4.705.

du Haut-Rhin et du Bas-Rhin (1). On peut constater, en tous cas, que les salaires sont misérables et que leur valeur relative à été en diminuant, puisque la période que nous étudions est marquée, nous l'avons vu, par une hausse très nette du prix des denrées.

Il ne faut pas s'étonner, étant donné le gain journalier des enfants, que la jeune main-d'œuvre ait été si souvent employée. Toutes les sources sont d'accord pour évaluer à 30 ou 50% l'économie des fabricants qui emploient des enfants au lieu d'adultes (2). En outre, certains travaux ne peuvent être accomplis que par de jeunes individus, car ils exigent une souplesse, une promptitude de mouvements comme aussi une petite taille de la part de ceux qui s'y livrent (3).

Sans doute, avant 1840, les machines ont apporté quelque adoucissement au sort des jeunes ouvriers. La hauteur des métiers dont on fait usage dans les grandes fabriques exige des ateliers mieux éclairés et mieux aérés que ceux des tisserands à domicile. Avant l'invention de Jacquard, le même tisserand se faisait aider par des enfants dont le travail consistait à se tenir debout auprès du métier, à lever les bras très haut pour se saisir des cordons et les tirer en bas. Ces enfants, appelés tireurs, avaient l'habitude, pour effectuer cette opération, d'écartier les pieds et de rapprocher les genoux. Il en résultait, à la longue, une inflexion fâcheuse des membres inférieurs et une démarche particulière auxquelles on reconnaissait entre tous les enfants qui exerçaient cette profession. Cet inconvénient disparaît déjà au début de la Monarchie de Juillet. Dans le tissage mécanique, la possibilité d'enduire d'amidon toute la chaîne et de la faire sécher a permis de transporter dans des salles plus salubres les métiers à tisser, jadis relégués dans les caves humides. La possibilité de parer la chaîne à la machine, s'applique aussi au tissage à bras et permet d'établir des ateliers plus sains ; mais on utilise ceux qui sont déjà construits (4).

Il n'en est pas moins vrai que la condition des femmes et des enfants employés dans la grande industrie reste misérable. Le travail excessif auquel ils étaient soumis, la mortalité qui résulte des mauvaises conditions hygiéniques de leurs demeures et de leurs ateliers, comme aussi de la sous-alimentation due à l'insuffisance de leurs salaires, menaçaient, aux environs de 1827, de tarir à jamais le recrutement de la main-d'œuvre adulte et inquiétaient par là-même les industriels alsaciens (5). Le rendement obtenu baissait de plus en plus, et déjà Jean Dollfus essayait de réduire d'une demi-heure la journée de

(1) Rapport du Bureau des Manufactures. A. N. F12 4.704.

(2) Rapport du Bureau des Manufactures, A. N. F12 4.704.

(3) « Partout on déclare qu'il est certains travaux qui ne peuvent être bien exécutés que par des enfants ».

Rapport du Bureau des Manufactures. A. N. F12 4.704.

(4) Rapport de l'Inspecteur du travail pour la région de Belfort, juin 1842. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(5) « La santé des enfants se trouve altérée par le travail monotone et forcé qui s'oppose chez eux à un développement physique convenable et tend à rabougrir et à détériorer l'es-pèce. L'absence de repos dans une si longue journée ne permet pas non plus de donner à ces

travail. Il observait que ses jeunes employés, moins fatigués, fournissaient un effort plus soutenu et qu'au lieu d'obtenir 1/24 en moins (1), il obtenait au contraire 1/24 en plus. A la même époque un industriel écrivait à Guizot : « On disait autrefois que c'est la dernière heure qui fait le bénéfice du fabricant et nous disons aujourd'hui que c'est la dernière heure qui mange le bénéfice du fabricant (2) ». Des capitalistes avisés s'apercevaient que l'économie apparente qu'ils réalisaient en payant les jeunes ouvriers à un taux dérisoire était compensée par une perte réelle (3). Arrivés à l'âge d'homme, les enfants ignorants gâchaient le matériel qui leur était confié et diminuait d'autant le bénéfice de l'employeur. C'est pourquoi certains manufacturiers entrevoyaient la nécessité de limiter l'âge d'admission des enfants dans les fabriques et la durée de la journée de travail. « Le principal avantage que l'on retirerait de cette loi, disait Bourcart, le 30 novembre 1827, à la Société Industrielle de Mulhouse, serait la santé des enfants et de tous les ouvriers de fabrique, ainsi que leur plus grand développement moral. Le maître aurait des ouvriers robustes, plus intelligents et plus faciles à guider. La France trouverait parmi eux, au besoin, des hommes capables de défendre la patrie » (4). Un an après, les publications de Parent-Duchâtelet, du Docteur Gerspach, de Thann, sur l'hygiène des ouvriers, et un mémoire du Docteur Penot mettaient en évidence la réalité et la gravité du mal dont souffrait toute une génération.

L'intervention des pouvoirs publics était nécessaire, en effet. Étant données les lois de la concurrence, il fallait imposer à tous les fabricants de France une mesure générale de protection de l'enfance. Des tentatives isolées n'auraient eu d'autre résultat que de mettre dans un état d'infériorité très net les chefs d'établissement qui, par philanthropie, ou par intérêt, auraient renoncé à l'emploi de la main-d'œuvre infantine. C'est pourquoi, vers 1827, on voit se dessiner dans toute la France, mais particulièrement en Alsace, un mouvement très net en faveur d'une loi sur le travail des enfants. Il semble bien que l'initiative de cette loi soit due aux fabricants mulhousiens eux-mêmes. Nous venons de voir que, dès 1827, J.-J. Bourcart, industriel à Guebwiller, avait alerté la Société Industrielle et montré, dans

malheureux enfants la moindre instruction intellectuelle et morale et la société se trouve ainsi menacée d'une population à venir chétive et sans principes ».

Pétition adressée par les industriels alsaciens aux deux Chambres et aux ministres de l'Intérieur, du Commerce et de l'Instruction publique.

(1) La journée de travail était alors de 12 heures dans son établissement.

(2) Cité par E. CHEVALLIER : *Les Salaires au XIX^e siècle*. (Paris, Rousseau, 1887, in-8°, p. 98). B. N. 8° R. 7.703 et 9.540.

(3) Quelques industriels nient qu'il y ait économie à employer des enfants parce que, dans leur opinion, on perd sur la qualité des produits ce qu'on gagne sur le salaire. D'autres disent : « si les enfants sont jeunes l'ouvrier en a souvent deux pour un et il ne paierait pas plus cher un adulte ».

Rapport du Bureau des Manufactures. A. N. F12 4.704.

(4) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1833, p. 341.

un discours fort pertinent, les avantages que les capitalistes et la philanthropie auraient retiré d'une mesure émanant du Parlement. A notre connaissance, J.-J. Bourcart n'a pas eu de précurseur, en France au moins (1). L'idée d'une loi sur le travail des enfants est bien une idée alsacienne, c'est pourquoi nous nous permettons d'insister sur la genèse du décret de 1841.

En 1832, le consistoire de l'Église réformée de Strasbourg appelait à son tour l'attention du gouvernement sur le travail excessif des enfants. En 1833, le Recteur de l'Académie de Strasbourg est chargé par le Ministre de l'Instruction Publique de se concerter avec les principaux industriels alsaciens afin d'élaborer un projet de loi « qui concilierait tout à la fois les intérêts de l'industrie et ceux de l'instruction populaire ». En 1835, la Chambre de Commerce et le Conseil général du Haut-Rhin émettent le vœu qu'une loi soit établie. A partir de cette date l'opinion française commence à s'émouvoir. Deux ans plus tard, Villermé, dans la séance publique des cinq Académies de l'Institut de France, lit son « *Discours sur la durée trop longue du travail des enfants dans les manufactures* ». Pourtant aucune décision parlementaire ne résulte des protestations du public. La population alsacienne revient à la charge et reprend la tête du mouvement en faveur d'une loi. Peu de temps après le discours de Villermé, quelques jeunes gens de Mulhouse écrivent à la Société Industrielle pour la prier de solliciter du gouvernement un décret limitant l'emploi de la main-d'œuvre enfantine. La Société Industrielle était toute disposée à reprendre pour son compte de telles revendications, et, en 1839, elle adresse une pétition à la Chambre. Cette pétition est signée par Émile Dollfus, A. Scheurer, Josué Heilmann, Ch. Mieg (2), c'est-à-dire par les industriels les plus importants du Haut-Rhin. La presse locale encourage et soutient l'initiative des fabricants. En divers articles parus le 13 mai 1837, le 16 novembre 1838, le 14 juin 1840, l'*Industriel Alsacien* entreprend toute une campagne en faveur de la loi et félicite les chefs des manufactures de leur persévérance. En 1839, les membres de « la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi

(1) Par contre, il eut, en Alsace même, des disciples tels que Daniel Legrand. Celui-ci a très nettement marqué que « la voix de la religion et de la justice aussi bien qu'une sage prévoyance, commandent impérieusement de ne pas livrer de nouvelles séries d'enfants sur le marché déjà encombré de travailleurs, ce qui constituerait un danger pour le présent et pour l'avenir. » L'un des premiers, D. Legrand note que le rendement de la main-d'œuvre « sera bien meilleur si cette main-d'œuvre n'est pas épuisée par un travail excessif. L'industriel, non seulement n'a rien à perdre en réduisant le nombre d'heures de travail, mais il a tout à gagner. Tous les hommes de bien, tous ceux qui sont investis du pouvoir législatif, tous les hommes à sentiments nobles et généreux, doivent se pénétrer de l'obligation où ils se trouvent d'asseoir sur des bases solides l'avenir de la classe ouvrière ». En effet « le résultat de la perte des ouvriers serait qu'ils produiraient beaucoup moins en coûtant davantage ».

Voir au sujet de la vie de la personnalité et de l'œuvre de D. Legrand, M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les théories sociales d'un philanthrope alsacien*. D. LEGRAND, *La Révolution de 1848*, mars-avril-mai 1935.

(2) A. N. F¹³ 4.704.

les protestants de France » sont venus se ranger aux côtés de la Société Industrielle et ont appelé l'attention des Chambres sur l'excès de travail qu'on impose aux enfants, surtout dans les filatures. « S'il est utile, Messieurs, de protéger les progrès de l'industrie, il n'est pas moins nécessaire de prendre, en même temps qu'elle se développe, des précautions et des mesures pour qu'elle ne finisse pas par nous donner une population abrutie, sans principe et ne reconnaissant de remèdes à l'excès du travail que l'excès de la débauche. Serait-ce là une pépinière de bons citoyens aimant l'ordre et la loi (1) ? »

Ces démarches multiples devaient à la longue émouvoir les parlementaires. Déjà, en 1837, les pouvoirs publics étaient sortis de leur apathie et, afin d'élaborer une loi en connaissance de cause, avaient adressé un questionnaire aux Chambres de Commerce, à la Société Industrielle de Mulhouse et aux Conseils des Prud'hommes des principales villes manufacturières. D'autre part, les partisans de la réglementation du travail, ne s'étaient pas bornés à de vaines revendications. Ils avaient appuyé leurs demandes de suggestions intéressantes et proposé plusieurs textes et plusieurs modalités d'application d'une loi nouvelle. Ainsi, divers projets sont élaborés dès 1829. Certains émanent d'industriels isolés tels que D. Legrand et J.-J. Bourcart. Dans sa brochure intitulée : « *Projet de loi sur le travail et l'instruction des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, en réponse à la circulaire de M. le Secrétaire d'Etat de l'Agriculture et du Commerce du 1^{er} juillet 1840, par un industriel des montagnes des Vosges, éclairé sur les devoirs et les intérêts de l'industrie* », D. Legrand demande une loi selon laquelle :

1^o Nul enfant ne pourrait être admis dans les fabriques et ateliers avant l'âge de 10 ans (à une époque postérieure cet âge pourrait être porté à 11 et même à 12 ans) ;

2^o Tout enfant qui, à la promulgation de la présente loi aurait moins de 8 ans accomplis serait renvoyé ;

3^o Trois ans après la promulgation de la loi l'enfant, pour obtenir son admission, devrait savoir lire et écrire ou avoir joui du bienfait de l'instruction, sans interruption depuis l'âge de 7 ans ;

4^o Nul enfant au-dessous de 13 ans accomplis ne travaillerait plus de 48 heures par semaine, ni plus de 9 heures pendant aucun des 6 jours ouvrables ;

5^o Les adolescents, au-dessous de 18 ans accomplis, ne devraient pas travailler plus de 69 heures par semaine, ni plus de 12 heures pendant aucun des 6 jours ouvrables. Ils ne devraient pas travailler entre 9 heures du soir et 5 heures du matin ;

6^o On donnerait 1 h. $\frac{1}{2}$ pour les repas, mais ce temps ne serait pas compris dans les 8 heures et les 12 heures de travail.

(1) Extrait de la lettre adressée à la Chambre par la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants de France.

7° Tout enfant astreint à 48 heures de travail par semaine passerait au moins 2 heures par jour à l'école, chacun des 6 jours de la semaine ;

8° Depuis l'âge de 13 ans jusqu'à celui de 16 ans, l'adolescent serait tenu au moins à une leçon par jour.

9° Les enfants ne pourraient être employés sans un certificat du médecin constatant qu'ils sont capables de supporter les fatigues de l'atelier ;

10° Le médecin aurait aussi à constater si les forces de l'enfant sont compatibles avec une tâche journalière de 12 heures ; dans le cas contraire, le travail journalier ne pourrait dépasser 9 heures ;

11° Les fabriques et ateliers seraient assimilés aux établissements publics et devraient être évacués au plus tard aux mêmes heures ;

12° Ils seraient fermés le dimanche, et les réparations indispensables seraient seules tolérées ;

13° Tout fabricant qui ne séparerait pas les deux sexes par bâtiments, par étages, ou par ateliers, serait responsable, avec la commune, de tous les dommages et de toutes les suites qui pourraient résulter de cette réunion des sexes ;

14° Une année après la date de la loi, nul enfant de sexe féminin ne pourrait être admis avant l'âge de 13 ans révolus dans les ateliers où cette séparation n'a pas lieu. ;

15° Le casernement des ouvriers dans les bâtiments affectés à cette destination ne pourrait avoir lieu qu'avec des garanties d'ordre, de moralité, de salubrité de la part du fabricant et avec des obligations à accomplir par lui aux époques de la stagnation de l'industrie. Cette loi devrait aussi fixer une gradation d'âge pour les divers jours de travaux.

En 1840, également, J.-J. Bourcart s'associe aux réclamations de D. Legrand et demande, dans une brochure intitulée : « *Du travail des jeunes ouvriers dans les manufactures usines et ateliers* » (1), une loi « égale pour tous qui réglerait le travail des enfants et les protégerait contre les exigences du père et des manufacturiers (2) ». Voici, d'après Bourcart, quelles pourraient être les modalités de la loi.

« L'âge de 16 ans étant celui auquel des enfants peuvent prendre certains engagements indépendants a semblé propre comme limite de l'influence de la loi sur leur travail.

Des observations médicales désignent l'enfant à l'âge de 9 ans comme généralement capable de travaux légers sans grand inconvénient pour son développement physique. L'expérience des manufacturiers confirme ce fait... L'enfant est admissible aux écoles primaires à l'âge de 6 ans et il lui faut 3 ans généralement pour faire ses classes... L'âge de 9 ans se trouve donc tout naturellement indiqué pour l'admission de l'enfant à un travail régulier dans les établissements industriels.

(1) Aux A. N. C 2.769.

(2) Il faut noter, en effet, que l'avidité des parents n'était pas l'une des moindres causes du travail acharné des enfants.

Jusqu'à présent, le travail, dans la plupart des grands centres d'industries, lors des temps de prospérité et de besoin pressant, était de 15 à 18 heures par jour ; souvent encore on y passait, outre les 6 jours, une nuit entière par semaine, quelquefois même le dimanche matin ; dans d'autres localités, la durée est de 13 et 15 heures par jour, invariablement... Avec 12 heures, le manufacturier et le père ont obtenu de l'enfant tout ce qu'ils peuvent en attendre, la pratique des établissements le prouve quand on la suit avec soin et toutes les lois faites sur le travail des ouvriers le confirment... Ces 12 heures seront comprises entre 5 heures du matin et 9 heures du soir et nous devons sévèrement interdire le travail de nuit comme le plus nuisible pour l'enfant.

L'observation du dimanche est indispensable pour les enfants ; il est d'une haute importance, surtout pour leur éducation morale et religieuse, que ce fait soit consigné par la loi (1).

Pour que cette loi soit durable, il faut que les peines en cas de contravention ne soient pas trop fortes : 16 à 100 francs d'amende au manufacturier en cas de contravention et le double en cas de récidive ; pour le père ou tuteur 5 à 15 francs et en cas de récidive jusqu'à 3 jours de prison ».

Bourcart refuse de créer des inspecteurs du travail, parce que, selon lui, « ceux-ci veulent se rendre importants, se livrent à des vexations minutieuses et inutiles dont les fabricants anglais se plaignent » ; en outre, « ces inspecteurs sont absolument inutiles et constituent une charge pour le pays, car il faut les salarier ». En France « les autorités civiles et judiciaires suffiront pour faire observer la loi. Comme, cependant, on pourrait craindre le pouvoir d'un industriel qui serait maire et aurait de l'influence sur le juge de paix, et que, d'ailleurs, pour le développement intellectuel de l'enfant, le ministre de l'Instruction Publique doit avoir son influence, il est naturel de recommander à la sollicitude des Comités supérieurs d'instruction primaire de s'enquérir de la stricte observance de cette loi et d'en faire le rapport à qui de droit ». Bourcart termine en condamnant la liberté du samedi comme « inutile et donnant lieu à la débauche ».

Le Recteur de l'Académie de Strasbourg, après avoir signalé que « le bambin qui compte à peine un lustre (2) est soumis à 15 heures et même 17 heures de travail par jour et qu'il lui reste à peine 5 heures de sommeil, si l'on tient compte du temps nécessaire pour se rendre

(1) Bourcart prévoit, d'ailleurs, des dérogations aux mesures qu'il propose pour les établissements qui ne peuvent se passer de main-d'œuvre infantine pendant la nuit, ou pour ceux qui ont absolument besoin du travail du dimanche.

(2) Ceci semblerait prouver que, dans certains cas, des enfants âgés de cinq ans à peine étaient employés dans les manufactures. Or les rapports des Conseil des Prud'hommes, ceux des Chambres de Commerce ne signalent que l'âge minimum d'admission des enfants est de 6 ans. Le Recteur de l'Académie, plus indépendant vis-à-vis des industriels, a peut-être moins hésité à donner un chiffre exact que les divers corps chargés de faire un rapport sur la question.

à l'atelier « émet le vœu que la durée du travail soit limitée à 9 heures pour les enfants de 9 à 16 ans.

A côté des industriels et des administrateurs, des corps constitués : Conseils des Prud'hommes, Conseil général du Haut-Rhin, Société Industrielle de Mulhouse, élaborent des projets de loi, sollicités d'ailleurs par le Ministre du Commerce (1). Il s'agissait surtout de fixer le nombre d'heures de travail quotidien et l'âge auquel seraient admis les enfants dans les manufactures. En outre, on devait prévoir un système de surveillance et de sanctions en cas de non-observation de la loi. Voici, sur ces divers points, l'opinion philanthropique et humanitaire du Conseil des Prud'hommes de Mulhouse :

1^o Toutes les manufactures, tous les ateliers doivent être soumis à la loi ;

2^o On ne peut distinguer deux catégories d'enfants car le travail de l'ouvrier et celui de l'enfant qui l'aide sont liés. Il ne peut être admis que l'ouvrier qui, dans une industrie quelconque, peut travailler 12 heures sur 24, doive, à cause de l'enfant qui l'aide dans son travail, réduire celui-ci et son salaire au-dessous de ce que ses forces lui permettent d'accomplir. Il faut donc que la loi, si elle doit être exécutable, fixe pour tous les enfants un nombre d'heures de travail qui soit celui de l'ouvrier lui-même et si le minimum d'heures de travail de ce dernier est 12 heures, ce chiffre doit être aussi celui qui régira les enfants.

A dix ans les enfants sont assez robustes pour travailler 10 heures par jour et leur instruction doit être achevée.

Les préfets, sous-préfets et maires seront chargés des mesures d'ordre, d'inspection et de protection prescrites par la présente loi. Il sera exercé en outre des inspections par départements, par arrondissements. Les inspecteurs devront, dans chaque établissement, se faire présenter au moins quatre fois par an les registres prévus par l'article VI et y apposer leur visa. Ils pourront aussi se faire présenter les règlements antérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes. Ils pourront encore se faire accompagner par un médecin. En cas de contravention, ils dresseront un procès-verbal jusqu'à preuve du contraire (2).

A Cernay, Thann, Massevaux, le Conseil des Prud'hommes estime que les enfants de 8 à 10 ans pourront fournir un travail effectif de 10 heures sur 24. A Sainte-Marie-aux-Mines, la même assemblée approuve le projet de loi en faisant observer toutefois que, si ce projet

(1) Celui-ci adresse, en effet, en juillet 1837, aux chambres consultatives des Arts et Manufactures, aux Chambres de Commerce et aux Conseils des Prud'hommes :

1^o Le projet de loi présenté par le gouvernement à la Chambre des Pairs ;

2^o Le projet adopté par la Chambre des Pairs ;

3^o Le projet amendé par la Chambre des Députés.

Chacun des corps ci-dessus énumérés devra donner son avis sur ces diverses propositions et, au besoin, signaler les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter. Le même ministre adresse aux mêmes organisations un questionnaire auquel elles auront à répondre.

(2) A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

de loi était adopté tel qu'il est, le but qu'on se propose ne serait pas atteint, car les enfants sont surtout employés dans les demeures particulières, plus malsaines que les ateliers des fabriques. Pour remédier à ce mal, il serait désirer à que, par une loi dont l'application serait générale, l'on soit tenu d'envoyer les enfants aux salles d'asile ou aux écoles primaires jusqu'à l'âge de 12 ans.

Les filles travailleraient moins longtemps et en ateliers séparés.

Les inspecteurs du travail n'auraient aucun intérêt dans les manufactures. L'inspection serait confiée aux juges de paix, aux inspecteurs des écoles primaires ou à des membres des comités supérieurs d'instruction, assistés au besoin de magistrats ou d'agents de police (1).

Dans la même ville, la Chambre consultative des Arts et Manufactures propose également une loi qui obligerait les enfants de 6 à 8 ans à fréquenter les salles d'asile et les enfants de 8 à 10 ans à se rendre à l'école primaire.

D'après le conseil d'arrondissement de Colmar, les enfants devront avoir 9 ans accomplis pour être admis dans les manufactures. De 9 à 12 ans, ils pourront travailler de 12 heures par jour, divisées par deux repos, dont une partie consacrée à l'école. Chaque industriel sera tenu, s'il emploie des enfants, de faire donner l'instruction primaire religieuse au moins 2 heures par jour, soit dans l'établissement, soit dans une école communale. Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront jamais être employés les dimanches et les jours fériés, excepté pour un travail de réparations urgentes et à l'exclusion de tout travail industriel (1).

A Mulhouse, la Chambre de Commerce admet que les enfants pourront travailler 11 heures sur 24, de 8 à 12 ans, et 12 heures sur 24, de 12 à 16 ans.

Le Conseil général du Haut-Rhin et le préfet du même département repoussent l'idée d'inspecteurs salariés chargés de veiller à l'application de la loi : leurs tournées seraient trop peu fréquentes. Il vaudrait mieux confier la surveillance du travail des enfants aux autorités locales (2).

Enfin, la Société Industrielle, dans une brochure de 34 pages, examine en détail le projet de loi et répond aux diverses questions posées par le Ministre. Nous avons extrait de cette brochure les réponses qui, par leur originalité, nous ont paru mériter quelque attention (3).

« Les enfants ne pourront être admis dans les manufactures avant l'âge de 8 ans révolus. Ils travailleront 10 heures par jour de 8 à 10 ans, et 12 heures de 10 à 16 ans.

(1) A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(2) Extrait du registre des délibérations du Conseil Général (Séance du 30 août 1840) et Lettre du Préfet au Ministre de l'Agriculture. (Novembre 1840). A. N. F¹² 4.704.

(3) On trouve cette brochure aux Archives Nationales ; *Société Industrielle de Mulhouse*. Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers dans les établissements manufacturiers. F¹² 4.704.

Quatre ans après la promulgation de la loi, aucun enfant des deux sexes de 10 à 16 ans ne pourra être occupé dans une fabrique s'il ne sait lire et écrire. Chaque enfant devra jouir d'un certificat de capacité délivré sans frais par l'autorité.

Une commission composée d'un médecin, du juge de paix du canton et de 3 membres du Conseil Municipal examinera la salubrité des salles de travail et l'état sanitaire des jeunes ouvriers.

Le fabricant devra tenir un registre où il inscrira ses ouvriers de l'âge de 8 à 16 ans avec l'indication de leur âge dont ils justifieront au moyen d'une simple attestation délivrée sans frais par l'autorité au lieu de résidence des parents.

Toute contravention à la loi entraînera une pénalité applicable aux parents et aux fabricants et proportionnelle à la culpabilité de chacun d'eux.

Le Bas-Rhin contient peu de fabriques dans lesquelles un nombre considérable d'enfants soient réunis. Le Conseil Général ne pouvait donc « trouver dans son sein des lumières assez mûres pour donner un avis développé sur les dispositions du projet ». Mais « il existe dans ce département un grand nombre de métiers travaillant dans chaque famille sous la direction de son chef. Là, l'intérêt des parents les amène à exiger des enfants un travail qui excède leurs possibilités physiques, et par sa durée et par la force, qu'il demande. Cet abus est assez grave pour être signalé à l'attention du législateur et il serait à désirer qu'il pût y apporter un remède efficace, sans porter atteinte à l'exercice de la puissance paternelle (1). »

Il semble bien que le gouvernement ait, en définitive, tenu très peu de compte des suggestions multiples, et, à certains égards intéressantes, qui lui furent faites par les représentants les plus qualifiés de l'industrie alsacienne. La loi qui fut votée en 1841 présente, en effet, des imperfections nombreuses qui auraient pu être évitées si l'on avait davantage prêté l'oreille aux avis des fabricants. Non contents d'infliger aux enfants un travail surhumain, les auteurs de la loi ajoutent la fatigue de l'école à celle de l'usine, fait d'autant plus grave que les petits ouvriers peuvent être admis dans les manufactures dès l'âge de huit ans. Sans doute la durée de la journée de travail était abrégée, mais on se préoccupait fort peu du sort des enfants une fois leur tâche terminée. Comme les adultes continuent à travailler 15 heures par jour et davantage, fillettes et garçonnets restent livrés à eux-mêmes entre le moment où ils quittent l'usine et celui où leurs parents sont libérés à leur tour. L'article 12, en particulier, est nettement insuffisant. En cas d'infraction à la loi les sanctions prévues sont infimes. Les industriels ont tout avantage à employer des enfants et à payer les amendes ridicules prévues par le règlement.

(1) Extrait des délibérations du Conseil Général du Bas-Rhin. Session de 1840. A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

Nous verrons plus loin qu'ils ne s'en firent pas faute. Enfin et surtout, le décret de 1841 avait le grand tort de prévoir un service d'inspection dérisoire, malgré les conseils des industriels alsaciens, qui, nous l'avons vu, auraient souhaité l'établissement d'une commission indépendante ou d'un corps de fonctionnaires salariés, spécialisés dans ces fonctions. La loi confie le soin de surveiller les manufactures à des individus qui acceptent bénévolement un service dont ils ne tarderont pas à maudire les inconvénients. Une lettre du sous-préfet de Belfort au préfet de Colmar (1) énumère très clairement les difficultés auxquelles les représentants du gouvernement se sont heurtés lorsqu'ils ont voulu organiser les commissions de surveillance. « Il est très difficile d'organiser une bonne commission d'inspection : il faut trouver, chez les personnes qui veulent bien accepter les fonctions d'inspecteurs, des conditions essentielles rarement réunies chez la même personne et qui expliquent la difficulté d'effectuer un choix. Lorsqu'on a trouvé des individus convenables, la plupart reculent devant des obligations qui les mettent en rapport avec des hommes qui ne voient dans la loi qu'une lésion portée à leurs intérêts et souvent repoussent avec dureté et impolitesse ceux qui, selon eux, viennent y porter atteinte... » « Après avoir usé de douceur et de patience, le temps est venu de ne plus laisser inemployés les moyens de répression et de coercition dont la loi est armée, mais ce sont précisément ces armes, quoique légales, dont on redoute de faire usage dans la crainte de réunir à tous les embarras d'une fonction pénible et coûteuse la haine et l'animadversion de tous ceux à l'égard desquels une mission rigoureuse doit être remplie ».

On trouve, en effet, de nombreuses lettres de démission émanant d'inspecteurs qui ont exercé quelques mois leur charge et l'ont résiliée après en avoir expérimenté les inconvénients. Tous invoquent des « raisons de santé ». De son côté, le préfet signale au ministre qu'il est difficile de constituer des commissions d'inspection en Alsace. « Ces commissions doivent se composer d'hommes ayant une situation élevée acquise non seulement par leur caractère personnel et par leurs antécédents, mais encore et surtout par leur fortune, afin de pouvoir faire tous les sacrifices d'argent et de temps que nécessite le transport répété et opportun à des distances plus ou moins grandes pour le service des inspections. Or, ces hommes manquent en Alsace, ou sont extrêmement rares dans un pays où les propriétés sont très divisées et où les fortunes sont passées en majeure partie aux chefs de l'industrie manufacturière qui, en général, ne quittent leurs fabriques que lorsqu'ils sont parvenus à un âge où l'abandon des forces physiques commande le repos. En outre, pour être réellement indépendant, l'inspecteur devrait être étranger au pays » (1).

Avec beaucoup de bonne volonté cependant, Bret, Préfet du Haut-

(1) A. D. Haut-Rhin. M. 123 b.

Rhin, organise une première commission d'inspection le 9 mars 1842. Elle était composée des personnalités suivantes :

Bret, préfet du Haut-Rhin,
Chappuis, ancien négociant, maire de Colmar,
Kiener Jean, fabricant de papier à Colmar,
Méglin, propriétaire, maire de Neuf-Brisach,
Nachbaur, notaire à Kaysersberg.
Eccard, médecin cantonal à Munster,
Heisch, médecin cantonal à Sainte-Marie-aux-Mines,
Heyberger, fabricant à Guebwiller,
Titot, fabricant à Ensisheim,
Deck, médecin cantonal, à Guebwiller,
Durand, ministre du culte à Rouffach.

Ces différentes personnalités étaient réparties dans les diverses localités et chargées par le Préfet de lui adresser un rapport par trimestre. La commission devait se réunir le 12 juin 1842, afin de rendre compte de son activité (1). Dès la première séance, les inspecteurs expriment l'opinion que, pour assurer la bonne observation de la loi, le gouvernement devrait nommer quelques fonctionnaires salariés qui visiteraient périodiquement les manufactures.

On comprend très bien que de tels vœux aient été émis et que les fabricants, chargés de visiter les usines, se soient trouvés dans une position gênante vis-à-vis de leurs collègues. Notons toutefois que, dans certaines parties du département, les inspecteurs se sont acquittés de leur tâche avec une conscience qui leur fait honneur. Ailleurs, malheureusement, ils n'ont pas su placer leur mission au-dessus de leurs amitiés personnelles et ont encouragé, par leur faiblesse, de multiples abus. Grâce à leur complaisante indulgence, la loi de 1841 a été considérée par maints fabricants comme nulle et non avenue.

Il faut distinguer plusieurs périodes dans l'application de la loi. De 1841 à 1843, les inspecteurs se sont bornés à constater l'état de choses existant et à prier les industriels de se mettre en règle. Il résulte des rapports adressés au préfet pendant cette période que la loi nouvelle n'est pas observée du tout dans les arrondissements de Sélestat, Colmar et Guebwiller.

L'inspecteur chargé de visiter les manufactures de Cernay, Delle, Massevaux et Belfort signale, en juin 1842, qu'il « sera toujours très difficile de connaître la durée exacte du travail des enfants : parents et industriels s'entendent pour dissimuler le nombre d'heures réelles pendant lesquelles les jeunes ouvriers restent à l'usine. Dans la plupart des établissements, ils travaillent 12 à 15 heures par jour. Les livrets sont mal tenus et la loi n'est pas affichée partout. Aucune instruction chez les enfants. Un grand nombre d'entre eux, âgés de 12 à 16 ans,

(1) Procès-verbal de l'installation de la commission (9 mars 1842). A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

ne savent ni lire ni écrire. La majorité de ceux qui ont 8 à 12 ans, ne fréquente pas l'école. A Cernay surtout l'ignorance est effrayante. Comment les enfants pourraient-ils apprendre quelque chose ? La plupart d'entre eux habitent les villages voisins. Ils se lèvent à quatre heures du matin pour se rendre à l'usine, travaillent jusqu'à 8 heures du soir et rentrent chez eux à 9 heures et on voudrait les envoyer aux « écoles de nuit » où « ce n'est qu'à coups de baguette que l'instituteur les empêche de dormir ». Pourtant, à Cernay et à Sentheim, on commence à prendre des mesures pour que le curé n'admette à la Première Communion que des enfants sachant lire ou écrire.

Les filatures de coton emploient un grand nombre d'enfants (deux ou trois par métier), rattacheurs ou bobineurs, âgés de moins de 12 ans. La loi est mieux observée dans les tissages où les enfants ont plus de 12 ans.

A la même date, les inspecteurs chargés de la région de Thann et Saint-Amarin, font des constatations à peu près semblables. De plus, ils remarquent la mauvaise santé des enfants à Thann, Vieux-Thann, Bitschwiller. Sitôt qu'on entre dans la vallée, les jeunes travailleurs sont mieux portants. Ils sont issus de familles appartenant au pays où la moralité est meilleure, l'âpreté au gain moins grande. L'instruction est plus répandue qu'à Cernay. On fréquente les écoles de nuit. Les industriels accordent des primes en argent aux élèves les plus assidus et les meilleurs.

Les tissages à bras de Giromagny renferment peu d'enfants de moins de 16 ans. Partout on cherche à soustraire ceux-ci à la vue et aux interrogations des inspecteurs. La population interprète mal la loi et s' imagine que le travail est interdit avant l'âge de 16 ans. En général les enfants sont bien portants grâce à l'air pur des montagnes.

La loi est respectée dans l'arrondissement de Colmar, soumis directement à la surveillance et à l'autorité du Préfet. Sans doute, à Guebwiller, Ribeauvillé, il est impossible de contrôler la durée de certaines opérations comme le dévidage qui se font à la maison. Sans doute aussi, on a conservé à Munster quelques enfants de moins de huit ans, qui ont été engagés avant la promulgation de la loi, mais on « n'a pas osé les renvoyer parce que les denrées ont augmenté, tandis que les salaires diminuaient pendant l'été par suite de la sécheresse ». Il résulte des rapports des inspecteurs de ce canton que la loi a été appliquée avec empressement par les industriels, que la plupart ont ouvert des écoles particulières où les enfants sont admis à suivre l'instruction primaire prescrite par la loi et que presque tous les établissements ont mis à jour le registre spécial exigé pendant l'inspection des enfants. Ces derniers sont pourvus des livrets prescrits ou vont l'être incessamment. Enfin, il existe des filatures et des ateliers d'impression où les enfants sont employés par leurs parents en qualité de rattacheurs ou de tireurs et sont retenus par eux bien au-delà du temps de travail

fixé par la loi : de sorte que tous les membres d'une même famille, quittent ensemble une fabrique.

En général, ces faits ne constituent pas des contraventions à la charge des chefs d'établissement qui, en cela, cèdent aux supplications des parents eux-mêmes et à un sentiment naturel d'humanité. On leur représente qu'en hiver surtout les enfants ne pourraient retourner seuls chez eux où ils seraient exposés au froid en attendant le retour de leurs parents. En été, il faudrait laisser les jeunes ouvriers à l'abandon dans la rue .

La loi devant être respectée avant tout, la commission arrête que, dans ce cas, on veillera à ce que les enfants retenus dans ces ateliers avec leurs parents après le temps fixé pour le travail permis puissent être employés en qualité de suppléants seulement, de telle sorte qu'ils seront peu occupés au delà du terme légal et qu'ils resteront sous la surveillance de leurs parents dans les locaux chauffés en hiver.

Des commissions d'inspection ont été établies également dans le département du Bas-Rhin. Dans l'arrondissement de Wissembourg, les seuls établissements qui emploient des enfants sont ceux de Gulden, à Liebenfrauenthal, dans la banlieue de Goersdorff (filature de laine et fabrique de drap), Saglio à Biblisheim (filature de chanvre) et Kabbé à Surbourg.

Gulden emploie 32 enfants de 8 à 12 ans, et 23 de 12 à 16 ans. Les uns et les autres sont soumis à un travail dont la durée excède les limites prescrites par la loi. Toutefois ils reçoivent l'instruction primaire par les soins d'un maître attaché à l'établissement ; ils ne travaillent jamais la nuit et se reposent le dimanche. Chez Saglio, 7 enfants de 8 à 13 ans et 17 de 12 à 16 ans sont employés de 5 heures du matin à 7 heures du soir. Leur instruction est nulle comme aussi celle des 11 employés de Kabbé, soumis également à un travail excessif (1).

La loi est mieux exécutée, semble-t-il, dans l'arrondissement de Saverne. 16 enfants travaillent dans la fabrique de bleu de prusse de la Reidt, commune de Bouxwiller, d'autres sont employés dans l'usine à feu continu de Wingen, d'autres encore gagnent leur vie dans les fabriques de chapeaux de paille, futaine et cotonnades situées à Saar-Union ou dans la quincaillerie de Zornhoff. Dans tous ces établissements on se conforme à la loi. Seul, Roeder qui a une filature de coton et un atelier de tissage à Dettwiller, se plaint du préjudice que les nouvelles mesures apportent à son industrie. Il a fermé depuis peu ses ateliers de filature qui occupaient des enfants. La commission pense que les plaintes de ce fabricant ne sont pas fondées et que la fermeture d'une partie de ses ateliers doit être attribuée à un autre motif qu'à l'obligation de respecter la nouvelle loi (1).

Dans l'arrondissement de Sélestat, à Huttenheim, la filature et le

(1) A. N. F¹³ 4.712.

tissage de coton emploient 158 enfants de 8 à 12 ans et 258 de 12 à 16 ans. Ils fréquentent l'école qui se trouve dans l'établissement même, à l'exception de 160 d'entre eux qui ont reçu l'instruction primaire et ne vont plus en classe. Tous sont munis des livrets et des certificats nécessaires. Les heures de travail sont rigoureusement observées. A Barr, dans les filatures de coton et de laine, 3 établissements se trouvent soumis à la surveillance de la commission, ce sont ceux de Dietz Frères, Heiwang et Roesch, et Bossert. Les premiers emploient 23 enfants de 8 à 12 ans et 13 de 12 à 16 ans ; les seconds occupent 8 enfants de 8 à 12 ans ; les troisièmes 10, de huit à 12 ans. Les jeunes ouvriers vont tous les jours à l'école. Ils sont munis de certificats et de livrets et les heures de travail n'excèdent pas les limites fixées par la loi. Les chefs exercent une surveillance paternelle et continue et l'on remarque de sensibles améliorations dans les mœurs et le développement physique de ces enfants.

A Andlau il existe une filature de laine. 10 à 12 enfants au-dessus de 12 ans y sont employés. Ils ont fait leur Première Communion et ne fréquentent plus l'école. Ils sont munis de livrets et de certificats. Les heures de travail sont observées. La fabrique de toiles de coton et d'impressions occupe 15 à 18 enfants qui fréquentent l'école primaire assidûment. On ne travaille pas au delà des limites fixées par la loi. Là aussi, les enfants ont des livrets et des certificats.

Les trois fabriques de tissages de toile de coton qui existent à Sélestat n'emploient que 18 à 20 enfants de 12 à 16 ans qui n'ont pas fait leur Première Communion et vont à l'école. Tous ont des livrets et des certificats et ne travaillent que pendant le nombre d'heures fixé par la loi.

Dans l'arrondissement de Strasbourg, la commission d'inspection a été installée le 7 mars 1842. Le 4 avril suivant chacun de ses membres a présenté le résultat de ses investigations. Parmi les établissements visités, ont été signalés :

1^o La filature de laine et de coton de Lutzelshausen qui occupe 106 enfants, 66 de 8 à 12 ans et 40 de 12 à 16 ans. Avant la venue de l'inspecteur, les chefs de la maison avaient déjà pris des mesures pour l'exécution de la loi dont les placards étaient affichés dans les ateliers. Les enfants restent dans la filature pendant 15 heures ainsi réparties : 2 heures de repos, 4 heures d'école et une 1/2 heure de récréation, pendant qu'on approprie les ateliers. Ils travaillent pendant 8 h. 1/2 sur 24. Ils ne sont jamais assujettis à un travail de nuit et sont entièrement libres le dimanche. Ils sont bien tenus et le temps qu'ils passent à la fabrique est si bien divisé que l'inspecteur n'a pas cru devoir insister pour obtenir l'exécution immédiate de la loi ; les chefs ont d'ailleurs promis de s'y conformer dans un bref délai.

2^o La filature de coton établie à Haguenau compte 48 enfants : 46 âgés de 12 ans et 2 de 8 à 12 ans. Ils entrent à 5 heures du matin et sortent à 8 heures du soir. Sur ces 15 heures il faut en distraire 2

consacrées aux repas. Il reste donc 13 heures de travail consécutif. L'inspecteur ayant fait remarquer que la loi n'était pas observée, il lui fut répondu que son exécution rigoureuse obligerait les fabricants à restreindre les travaux à un nombre d'heures insuffisant pour constituer une journée complète. La Commission d'inspection décrète alors que si les fabricants persistent à ne pas appliquer la loi, les mesures de rigueur seront appliquées (1).

Il semble que, d'une manière générale, la loi ait été mieux appliquée dans le Bas-Rhin et que dans le Haut-Rhin, sans doute parce que le nouveau règlement gênait moins les fabricants dans le premier de ces départements, étant donné le petit nombre des enfants employés. La fréquentation des écoles surtout semble avoir été assez rare aux environs de Mulhouse puisque le manque d'assiduité des élèves nécessita l'insertion d'une annonce dans l'*Industriel Alsacien* (2).

L'année 1843 marque un léger progrès dans l'observation de la loi. Certains établissements (3), après plusieurs admonestations, se sont mis en règle. A Ribeauvillé, Soultz, Guebwiller, Ensisheim, la durée du travail a été réduite. A Bollwiller, la journée, des enfants compte une 1/2 heure de moins qu'auparavant afin que ceux-ci puissent mieux fréquenter l'école communale. Les parents se sont montrés fort satisfaits de cette mesure. Le Préfet se plaît à constater une amélioration sensible de la situation. Dans l'arrondissement de Colmar, on fait mieux encore. Les fabriques Herzog, Haussmann, Jourdan et Cie, Barth et Kiener combinent les heures de travail et d'instruction « de manière à éviter toute fatigue aux enfants ». A Munster, des écoles particulières ont été créées avec des « équipes d'enfants qui se relaient au travail et à l'école ». Les grandes manufactures entretiennent des écoles spéciales où les jeunes ouvriers reçoivent l'instruction requise, même au-delà des limites fixées par la loi. Il existe même, chez Frey, Witz et Cie, une école de couture pour les jeunes filles, ainsi qu'une école de chant.

Pourtant on trouve encore, ici ou là, quelques infractions à la loi : durée trop longue du travail dans une petite fabrique de cotons retors située à Sengeren (commune de Lautenbach) et dans deux petites fabriques de rubans de soie, celle de Manheim et Lévy, et de Kunchler, et Cie, à Soultz. A Sainte-Croix-aux-Mines, le maire fait connaître au comité local d'instruction primaire que le nombre des élèves fréquentant les classes est inférieur à ce qu'il devrait être. On peut attribuer ce défaut d'empressement « au temps favorable qui a permis aux cultivateurs de vaquer aux travaux de la campagne pendant le courant du mois de novembre. Un petit nombre de garçons a fréquenté

(1) Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur. Septembre 1842. A. N. F¹² 4.712.

(2) 5 juin 1842.

(3) Notamment ceux de Schlumberger et Hofer, Schmidt, Salzmann et Kohler. Le 27 septembre 1843, l'inspecteur chargé des communes de Lièpvre, Sainte-Marie-aux-Mines, Sainte-Croix-aux-Mines note que tous les établissements de son ressort se conforment à la loi.

les écoles de nuit, où les filles se sont présentées en assez grande quantité. Ces établissements ayant été spécialement créés pour permettre aux enfants de s'instruire après leur travail à l'atelier, il est regrettable que les fabricants ne donnent congé à leurs employés qu'à 8 heures du soir. Il ne reste plus qu'une petite heure aux enfants pour se livrer à l'étude». Le comité émet le vœu, pour engager les parents à envoyer leurs enfants à l'école de nuit, que le Conseil municipal réduise à 30 centimes la rétribution scolaire primitivement fixée à 50 centimes. En outre, le curé sera prié d'exhorter à nouveau les parents à envoyer les enfants aux écoles.

Dans le canton de Belfort, tous les établissements n'ont pu être visités par la commission de surveillance qui se compose de 3 membres au lieu de 8. A Massevaux, un certain Waldner n'a rien fait pour améliorer l'instruction des enfants et diminuer le nombre d'heures de travail. La salubrité de son établissement laisse beaucoup à désirer. Les salles sont très basses, mal aérées et malpropres. Au reste, le canton de Belfort semble avoir été l'un des plus réfractaires à l'application de la loi. Le rapport des inspecteurs en date du 30 décembre 1843 signale que, dans les tissages et dans les filatures, les enfants sont placés dans de très mauvaises conditions hygiéniques et astreints à un travail longtemps prolongé. Chez Isaac Koechlin, à Bitschwiller, les enfants de plus de 12 ans travaillent plus de 12 heures 1/2. Chez Bouché, dans la même localité et à Thann, les enfants de 12 à 16 ans, et de 8 à 12 ans sont employés 12 heures 1/2, comme les adultes. La commission doit dresser un procès-verbal, car le patron ne se montre même pas disposé à changer cet état de choses. Par contre, Dubrit institue des cours fréquentés par tous ses ouvriers. Il crée, en outre, une infirmerie. Chez Zindel, les enfants de 8 à 12 ans travaillent 12 heures 1/2 par jour. La commission constate que, dans cet établissement, les jeunes ouvriers âgés de 12 à 16 ans ne savent ni lire ni écrire. Dans les fabriques d'indiennes les jeunes travailleurs effectuent un travail peu pénible mais qui peut devenir dangereux quand il se trouve, dans le mordant ou la couleur qu'ils étendent sur le châssis, des principes volatils comme l'acide hydrorganique pour la couleur bleue ou l'acide pyroligneux, acétique ou citrique pour un grand nombre de couleurs. De plus, les enfants sont engagés et payés par les ouvriers eux-mêmes, ce qui rend très difficile le contrôle des livrets. Enfin, les changements fréquents de la mode entraînent dans les travaux une grande irrégularité qui oblige les fabricants à faire travailler les jeunes ouvriers plus de 8 heures pendant une certaine partie de l'année. A Massevaux, chez Koechlin, on trouve des filles de 12 à 16 ans qui ne savent ni lire ni écrire et qui fréquentent l'école le dimanche seulement. Cet établissement est toujours très malproprement tenu malgré les observations des inspecteurs. On trouve sur les parquets une épaisse couche de graisse d'huile dont les exhalaisons rendent le séjour dans ces ateliers fort insalubre. A Senthem, dans les

établissements de Bian et Erhard, les enfants de 12 à 16 ans travaillent 13 heures par jour pour rattraper le chômage de l'été. Par contre, à Beaucourt, à Giromagny, à Delle, la loi est respectée.

Chose étrange, c'est à Mulhouse même que l'application de la loi réclamée à si grands cris par les industriels philanthropes s'est heurtée aux plus grandes difficultés. Sous prétexte que la loi était insuffisante ou que leurs collègues ne l'appliquaient pas avec assez de rigueur, les capitalistes mulhousiens n'ont satisfait à aucune des obligations qu'elle leur imposait (1). La commission d'inspection elle-même, négligeant tous ses devoirs, n'a pas voulu prendre la peine de renouveler, en 1843, les visites qu'elle avait commencées en 1842 (2). Après avoir fait un beau geste et calmé leur conscience en réclamant une loi, les fabricants refusent d'appliquer des mesures qui les gênent. Leur mécontentement vient de ce que la durée du travail des enfants de 8 à 12 ans a été fixée à 8 heures par la loi de 1841, « nombre beaucoup trop faible, dit la Société Industrielle de Mulhouse, en 1843, et tout à fait incompatible avec les besoins de l'industrie » (3). C'est pourquoi, la même année, les membres les plus éminents de la même Société, adressent aux Chambres une pétition pour demander qu'on augmente la durée de la journée de travail et que l'on crée des inspecteurs salariés et indépendants pour faire respecter le décret nouveau.

Dans le Bas-Rhin, la loi déjà mise en vigueur, grosso modo, dès 1842 est généralement appliquée en 1843. C'est ce qui résulte des rapports faits par les commissions d'inspection de Wissembourg, de Sélestat, et de Saverne (4). A Strasbourg, où il existe un plus grand nombre de manufactures, les inspecteurs ont peut-être rencontré plus de difficultés. Néanmoins leurs compte-rendus montrent qu'ils ont réussi à les surmonter. Ils ferment les yeux sur certains abus et tolèrent que les enfants soient employés 8 heures 1/2 au lieu de 8 heures dans presque tous les établissements sous prétexte que la loi a « voulu empêcher

(1) En Alsace on n'a pas refusé d'exécuter la loi qui limite à 8 heures le travail des enfants pour la filature et le tissage mécanique. En Alsace, à la rigueur, on aurait subi l'exécution constante de la loi. Mais, lorsqu'on a su qu'on ne l'exigeait pas avec la même rigueur dans toutes les parties du royaume... L'Alsace, elle-même, n'a plus pensé qu'à profiter de l'exemple donné par la Flandre française et la Normandie où, du propre aveu des manufacturiers, la loi n'est pas appliquée ».

Rapport fait par Dupin, juin 1847. A. N. F¹² 4.704.

(2) « J'étais loin de m'attendre qu'à Mulhouse, le plus grand centre manufacturier du département, les dispositions relatives à l'exécution de la loi du 22 mars fussent si peu avancées que, malgré les promesses qui ont été faites, la commission d'inspection n'a pas renouvelé encore, depuis l'année dernière, ses visites aux manufactures... Il est constaté dès maintenant que c'est à Mulhouse d'où sont partis les vœux les plus pressants pour la promulgation d'une loi philanthropique que semblent se rencontrer les plus grands obstacles pour l'exécution de cette loi sous prétexte qu'elle est insuffisante ».

(3) Pétition adressée par la Société Industrielle de Mulhouse aux deux Chambres. Cette pétition est signée par J.-Albert Schlumberger, Emile Dollfus (président), Edouard Thierry-Mieg (bibliothécaire), Emile Kœchlin (secrétaire), J. Georges Mieg (économiste), D^r Penot J. Mantz et Kœchlin-Ziegler.

A. N. F¹² 4. 704.

(4) A. N. F¹² 4. 712.

l'excès du travail imposé aux enfants comme pouvant porter atteinte à leur croissance et altérer leur santé. Mais, comme ni l'un ni l'autre ne se trouvent en danger, il y aurait impéritie de la part des inspecteurs à tenir impérieusement la main à ce que les enfants ne travaillassent que 8 heures au lieu de 8 heures 1/2. Ce serait obliger les fabricants à les renvoyer et rendre leur condition infiniment plus déplorable, car, n'étant plus occupés, et ne pouvant plus être surveillés par leurs parents, obligés de travailler eux-mêmes, ils se livreraient au vagabondage, à la mendicité et au vol ».

Mis au courant de l'attitude des inspecteurs, le ministre protesta contre cette interprétation de la loi et fit observer, avec raison, que de telles tolérances ouvraient la porte à l'arbitraire (1).

Dans la Manufactures des Tabacs, sise à Strasbourg et régie par l'Etat, la loi coïncidait avec les règlements généraux. Elle fut donc facilement observée. Presque tous les enfants sont compris dans la seconde catégorie établie par le nouveau règlement. La manufacture en emploie 20. Tous fréquentent une école publique ou privée à la sortie des ateliers. Un livret, signé par l'instituteur à la fin de chaque semaine, permet de vérifier la régularité de la fréquentation scolaire. Les jeunes filles sont employées à la confection des cigares, occupation peu fatigante. Les garçons travaillent au filage des robes et au paquetage du scaferlaty (2).

Il faut se méfier toutefois des affirmations de l'administration. En effet, des plaintes relatives à l'inexécution de la loi dans la Manufacture des Tabacs ont été adressées au Ministre. On trouve trace de ces plaintes aux Archives Nationales (3). Par contre, il n'existe aucun document où l'administration ait tenté de se justifier.

En 1844, les industriels de l'arrondissement de Colmar continuent à appliquer la loi. Les inspecteurs ont même demandé que les enfants aient une demi-heure de récréation pour faire de la gymnastique entre les heures de classe et le moment où ils retournent à la fabrique ; cette mesure a été accueillie favorablement par les industriels. La commission d'inspection a suggéré également que, dans les localités où cela est possible, les enfants soient lavés à l'eau courante dans la saison d'été et qu'on procède à des lavages de tête et de mains, en toute saison, avant le travail. Cette suggestion a été bien accueillie par les chefs d'établissement.

Dans les arrondissements de Belfort et d'Altkirch, par contre, les fabricants continuent à se montrer récalcitrants. Leur résistance est telle qu'il faut bien en venir aux sanctions. Il faut dire, à la louange des inspecteurs, que celles-ci ont été assez fortes et ont porté leurs

(1) A. N. F¹² 4.712.

(2) Extrait d'une lettre adressée au Ministre des Finances par le sous-directeur de la première division de l'administration des tabacs, 15 mai 1843.

A. N. F¹² 4.706.

(3) A. N. F¹² 4.706.

fruits dans la région. Une amende de 300 francs est infligée à Eck et Cie, à Cernay « parce que 10 enfants de 8 à 12 ans, sont soumis à un travail de 11 heures par jour, malgré les observations déjà faites par la commission d'inspection » (1). 120 francs d'amende également à Humbley, fabricant d'allumettes à Cernay, pour avoir fait travailler 16 heures par jour 6 enfants de moins de 16 ans (2). Dans la même ville, Sandoz, Baudry et Cie, comme aussi Zurcher et Cie, sont condamnés à 6 et 8 francs d'amende pour contravention à l'article 11 de la loi. A Massevaux, Waldner a érigé, dans sa manufacture, une sorte de salle d'asile dans laquelle il a admis des enfants au-dessous de 8 ans qui sont employés au dévidage du coton sous la surveillance d'une femme, institution illégale parce que non autorisée et parce que les enfants doivent être occupés dans les salles d'asiles à des travaux variés. Les filles employées dans cet établissement ne fréquentent l'école que le dimanche (3).

Malgré ces infractions à la loi la commission estime que les résultats déjà atteints sont satisfaisants si on les compare à ceux qu'on avait obtenus dans les premières tournées. Elle applaudit aussi à la fermeture des écoles de nuit « mauvaises en elles-mêmes puisque les enfants n'y apprennent rien, tout en respirant un air extrêmement insalubre, surtout en hiver, et puisqu'elles permettent d'éluder la loi, tout en faisant semblant de l'exécuter ».

Dans le canton de Mulhouse, l'application de la loi rencontre toujours une résistance qui se manifeste surtout par l'inertie des fabricants. Les ateliers d'impression refusent de prendre des enfants en supplément pour assurer des relais. La commission d'inspection « est dominée par la répugnance qu'inspire le recours aux mesures sévères et peut-être aussi des considérations personnelles qui ont plus de poids que partout ailleurs » (4). A force d'insistance, le Préfet a obtenu pourtant qu'une visite ait lieu le 12 décembre 1843 avant la séance que Bret devait présider en personne afin de stimuler le zèle des inspecteurs. Cette visite est restée incomplète et les renseignements recueillis laissent beaucoup à désirer. Les membres de la commission ont bien pris l'engagement de compléter leur tournée et de poursuivre les contraventions, mais, le 15 février, le préfet attend encore la réalisation de cette promesse.

(1) « Nous avons trouvé, disent les inspecteurs, deux enfants de moins de 8 ans employés comme tireurs ; un des deux nous a échappé, l'autre nous a naïvement avoué qu'il n'avait jamais vu l'intérieur d'une école ». A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

(2) En outre les ateliers sont très insalubres ; il y règne une forte odeur d'acide phosphoreux.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

En général les industriels s'excusent en disant qu'il est très difficile d'astreindre à un règlement fixe et invariable les ouvriers et les enfants qui ne travaillent même pas pendant 15 jours de suite d'une manière continue. L'industrie des toiles peintes surtout, déchue de son ancienne splendeur, ne se soutient que par un travail dont l'irrégularité est soumise aux caprices de la mode.

(4) Rapport du Préfet au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, 15 février 1844.

A. D. Haut-Rhin M. 123 b.

Même inertie dans l'arrondissement d'Altkirch. Malgré de nombreuses infractions à la loi, aucune amende n'est infligée pendant les trois premiers trimestres de l'année 1844. Le Préfet doit se déplacer et inspecter lui-même les usines pour que les inspecteurs se décident à sévir. Encore les sanctions sont-elles faibles. Pendant le quatrième trimestre de 1844, des amendes variant de 24 à 3 francs, ont été infligées : à Mulhouse, à Adolphe et Benner ; Blech, Steinbach et Mantz ; Koechlin Frères ; Koechlin et Dollfus Frères ; Hofer Josué ; Isaac Schlumberger ; Charles Mieg ; Mathias Paraf ; Guth, Hirn et Jourdain ; Daniel Schlumberger ; Katz Frères ; Thierry Mieg et Cie ; Schwartz et Huguenin ; Hofer Frères et Grosjean ; Heilmann, Mantz et Cie ;

A Kaysersberg, à Meyer, gérant du tissage Oehl et Huser, à Haussmann, Jordan, Hirn et Cie.

Ces divers fabricants avaient soumis des enfants de 8 à 12 ans à un travail de plus de 8 heures et avaient négligé de leur donner un livret.

Pour stimuler le zèle des commissions d'inspection, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce propose d'adjoindre aux inspecteurs déjà désignés les vérificateurs des poids et mesures. C'était introduire un élément impartial et peut-être énergique au sein des groupements constitués. Le résultat ne se fit pas attendre. D'un commun accord, les inspecteurs menacèrent de donner leur démission si la décision du Ministre était appliquée.

La situation ne s'améliora pas en 1845 malgré les efforts multiples du Préfet. Le rapport que celui-ci adresse au Ministre, en mai 1845, signale la gravité de la situation et montre jusqu'où pouvaient aller la mauvaise foi et la rébellion des fabricants (1).

(1) « Bien que j'aie eu, écrit le Préfet, l'occasion de me convaincre précédemment des nombreuses difficultés que rencontrait l'exécution de la loi, je ne m'attendais pas au résultat que j'ai eu à constater. Je n'ai pu visiter, en 2 jours, que 15 établissements comprenant tous les genres d'industrie qui sont exercées dans ce rayon, mais j'ai acquis la certitude, qu'à très peu d'exceptions près, la loi n'y est pas exécutée aussi convenablement, aussi franchement que sur d'autres points. Ce que l'on peut regretter plus encore c'est l'insouciance avec laquelle les fabricants abandonnent à leurs employés le soin de veiller à l'exécution des diverses dispositions de la loi. C'est aussi et surtout la disposition de ces mêmes employés à ne point exposer franchement la vérité des faits pour éviter les suites des contraventions, contraventions qu'il n'est pas toujours possible de constater, parce que les jeunes ouvriers eux-mêmes ne répondent pas d'une manière catégorique aux questions qu'on leur adresse. Ce système de réticences est si bien établi que je n'ai su la vérité, pour le travail usité dans les filatures de coton, que dans le dernier établissement de ce genre que j'ai visité et où j'ai rencontré un fabricant qui m'a loyalement avoué ce qui s'y pratique. Il résulte de cette déclaration que l'application de la loi de 1841 n'a jusqu'ici, d'autre effet à Mulhouse, quant aux filatures de coton, que d'en exclure les enfants âgés de moins de 12 ans et que ceux de 12 à 16 ans d'âge qui continuent à y être admis sont employés à un travail effectif qui varie de 12 à 13 heures par jour alternativement, c'est-à-dire qu'il y a 3 jours chaque semaine affectés au service de l'école qu'ils doivent fréquenter pendant 2 heures, et alors leur travail se réduit à 11 heures, tandis que les autres jours le travail se poursuit pendant 13 heures. Cette combinaison contre laquelle je me suis élevé me paraît d'autant plus fâcheuse que j'ai pu me convaincre, en dernier lieu, que la fréquentation des écoles par les jeunes ouvriers était très irrégulière et qu'il n'y a aucune mesure coercitive mise en usage pour en assurer l'exactitude.

Dans les manufactures d'impression de tissus, le mal est plus grand encore et, quoiqu'on

La loi reste lettre morte justement dans la région où le nombre d'enfants employés dans les manufactures est considérable.

Il était également difficile de surveiller l'application du décret de 1841 dans l'industrie à domicile. Les tisserands à bras, par exemple, confinés presque exclusivement dans des endroits sauvages et d'un accès difficile obligeaient leurs enfants à un travail acharné. Le sous-préfet d'Altkirch, frappé par leur mauvaise santé, par leur position voûtée, demande que, dans cette industrie, la limite d'âge des enfants soit élevée à 18 ans. Mais la Chambre de Commerce et le Conseil des Prud'hommes de Mulhouse n'ayant pas signalé cet état de choses, le Préfet, déjà préoccupé par la résistance des industriels mulhousiens, craignant, d'autre part, des réclamations de la part des deux assemblées ci-dessus, n'insista que très mollement pour avoir des renseignements complémentaires et l'affaire en resta là.

La loi de 1841 n'avait donc pas amélioré très sensiblement le sort des enfants employés dans les manufactures ou dans les industries à domicile. Cette affirmation, valable pour la plupart des fabriques alsaciennes, l'est aussi pour la majorité des établissements industriels français (1). En 1847 la *Quotidienne*, le *Constitutionnel* reprochent à Cunin-Gridaine, alors Ministre du Commerce, de n'avoir rien fait pour assurer la stricte application de la loi. Il aurait fallu, pour vaincre l'inertie des fabricants, de sévères sanctions auxquelles le ministre n'était pas disposé à recourir puisqu'il était lui-même étroitement apparenté à des fabricants de Sedan (2). En juin 1847, Charles Dupin devait déclarer : « Nous sommes obligés de le dire et nous le disons avec une profonde douleur pour l'accomplissement de notre mission : de tous les devoirs impérativement prescrits par la loi et si chers aux amis de l'enfance, au bout de 6 ans, pas un seul n'est accompli ».

La résistance qu'ils avaient opposée au décret de 1841 n'empêche pas les industriels alsaciens d'entreprendre une seconde campagne en faveur d'une loi plus soucieuse de leurs intérêts. En 1845-1846, les conseils généraux demandent qu'un nouveau décret limite à 12 heures le travail de tous les ouvriers et crée un corps d'inspecteurs

ait pris soin de chercher à me dissimuler les contraventions, le mal est si manifeste que je n'ai pu m'empêcher de le constater par des procès-verbaux. Les enfants de 8 à 12 ans sont employés en grand nombre et leur travail effectif varie de 9 heures à 11 heures, peu fatigant il est vrai, mais monotone et abrutissant : les enfants se tiennent debout dans la même attitude plus ou moins longtemps ; leurs mouvements sont uniformes ; leur instruction est très négligée ». A. N. F¹⁸ 4.712.

(1) AUDIGANNE : *La Nouvelle Loi sur le travail des enfants et la famille ouvrière* (Paris, C. Douniol, 1874, in-8°, Pièce, 24 pages). B. N. Rp. 7.509.

« A la fin de l'année 1845 c'est tout au plus s'il peut être officiellement déclaré que l'article sur la durée du travail a donné lieu à 92 procès-verbaux, suivis de 65 condamnations et que l'article concernant l'école en avait motivé 24 avec 21 condamnations seulement ».

(2) D'après le journal l'*Ardennais*. A. N. F¹⁸ 4.707.

(3) A. N. F¹⁸ 4.704.

payés par le gouvernement. Il ne faudrait pas considérer cette nouvelle démarche comme un mouvement philanthropique. Nous venons de voir que les sentiments humanitaires des capitalistes alsaciens ont toujours passé après leur désir de faire des bénéfices. S'ils réclament la limitation à 12 heures de la journée ouvrière c'est tout simplement afin d'éviter les crises de surproduction qui, depuis 1830, se sont avérées néfastes à la prospérité de l'industrie (1). Au reste, les industriels ne perdront rien à l'affaire et, pour la seconde fois, les capitalistes s'aperçoivent qu'un ouvrier moins fatigué produit davantage et que la réduction des heures de travail ne nuit en rien au bénéfice du fabricant (2).

C'est en partant du même principe que Daniel Legrand réclame, lui aussi, la limitation à 12 heures de la journée de travail (3).

Emu par les violentes campagnes de presse dont il était l'objet, le gouvernement se décide à envoyer un nouveau questionnaire aux diverses assemblées départementales ou municipales. Les réponses faites par les Sociétés Industrielles à ce questionnaire, nous renseignent particulièrement sur la situation des jeunes travailleurs à la fin de la Monarchie de juillet. D'après ce document (4) seule l'impression des étoffes emploie des enfants au-dessous de 12 ans. Les 11 fabriques de ce genre qui existent à Mulhouse, ou près de Mulhouse, emploient en moyenne 850 enfants dont 250 de 8 à 10 ans et 600 de 10 à 12 ans. Ces nombres varient beaucoup, du reste. On trouve parfois 500 enfants dans les ateliers ; mais on peut en rencontrer 1.200. Il faut remarquer

(1) Certain discours du D^r Penot ne laisse aucun doute à cet égard : « Peut-être serait-il dans l'intérêt bien entendu de nos manufactures de voir limiter à 12 heures par jour le travail. Aujourd'hui, dès que la marchandise est avantageusement placée, on force la production dans certaines industries parce qu'on veut profiter de cet avantage momentané et augmenter immédiatement les bénéfices. Il en résulte que la production ne tarde pas à excéder les besoins. Les magasins s'encombrent, la marchandise est dépréciée et, en définitive, les inventaires du fabricant ne sont point supérieurs à ceux qu'aurait produits un ordre de choses plus régulier ».

Discours de PENOT : *Bulletin de la Société Industrielle*, 1847, t. XX, p. 223.

(2) « En réduisant à 12 heures le travail des femmes qui est aujourd'hui de 12 h. 1/2 et de 12 h. 3/4, on le diminue de 1/17 ou de 1/25 ce qui donne une moyenne de 1/21. Mais l'ouvrage produit ne diminuera pas proportionnellement parce que les femmes, moins fatiguées la veille, produiront plus dans leur journée qu'elles ne le font aujourd'hui dans les 12 premières heures et parce que le travail de la dernière 1/2 heure ou des derniers 3/4 d'heures, alors que le corps est déjà épuisé, ne peut-être considérable. La différence serait donc, au plus, de 1 à 2 % dans les commencements, en supposant même qu'il y en ait une et elle s'effacera peu à peu comme le montre l'exemple de l'Angleterre. D'ailleurs, une petite diminution dans les produits se trouvera en partie compensée par l'économie qu'on fera en brûlant moins de houille sous les chaudières et en éclairant les ateliers moins longtemps. On a objecté aussi que, dans plusieurs industries, on ne pourrait diminuer le travail des femmes sans diminuer celui des hommes, mais il serait peut-être bon que les hommes eux-mêmes ne puissent travailler que 12 heures, les produits ne paraissant pas devoir diminuer sensiblement pour cela.

Rapport sur le projet de loi réglant le travail des enfants dans les ateliers lu à la séance du 29 décembre 1847, par le D^r Penot). A. N. F¹⁸ 4.704.

(3) M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les théories sociales d'un philanthrope alsacien* ; D. LEGRAND, *La Révolution de 1848*, mars-avril-mai, 1835, p. 259.

(4) Aux A. N. F¹⁸ 4.704.

que l'impression à la main, la seule où l'on ait besoin d'enfants, va toujours en diminuant, à cause de l'introduction croissante des machines, de sorte que le nombre des enfants employés diminuera chaque jour. Dans les filatures de coton et dans les fabriques d'indiennes, le travail des enfants se lie nécessairement à celui des adultes. Cependant ces deux industries ne repoussent pas l'établissement de séries d'une manière absolue. Mais il est vrai de dire que, sous le régime de la loi actuelle qui permet de faire travailler les enfants de 8 à 12 ans pendant les $\frac{2}{3}$ de la journée, le système des séries présente de graves inconvénients. Les enfants employés dans les 11 fabriques d'indiennes dont il a été parlé plus haut sont fournis par 17 communes comportant ensemble une population d'environ 60.000 âmes. En temps normal, cette population peut amplement fournir tous les jeunes ouvriers nécessaires, même pour établir des relais, mais il se pourrait qu'il y eût pénurie dans les moments de presse ; c'est ce que l'expérience a déjà permis de constater. Près de la moitié des enfants travaillent dans des fabriques situées hors de leurs communes mais souvent très rapprochées. Leur plus grand parcours est de 4 km,5. Il est accompli par quelques enfants seulement. La distance moyenne des parcours, sans avoir égard au nombre des enfants franchissant chaque distance, est d'environ 3 km,5. Comme on doit s'y attendre le nombre des jeunes ouvriers se rapportant à chaque parcours est d'autant plus grand que la distance est plus courte ».

De ces recherches, de ces études, de ces délibérations (1) sortit le projet de loi présenté à la Chambre des Pairs, le 15 juin 1847 et dont le baron Ch. Dupin fut nommé rapporteur. Il est aisé de constater que le texte adopté par la Chambre des Pairs présente des analogies frappantes avec le projet élaboré par la Société Industrielle de Muhlouse.

PROJET DE LOI ÉLABORÉ
PAR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

1^o Les dispositions de la loi seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers.

2^o Aucun enfant ne pourra être admis dans un atelier avant l'âge de 8 ans révolus. De 8 à 12 ans, les enfants ne pourront fournir plus de 6 heures de travail ; cette demi-journée sera prise en entier soit avant midi, soit après midi, de manière que les enfants puissent disposer chaque

ARTICLES PROVISOIREMENT ADOPTÉS
PAR LA CHAMBRE DES PAIRS

1^o Les dispositions de la loi du 22 mars seront applicables aux enfants travaillant dans toutes les manufactures, fabriques, usines, chantiers ou ateliers.

2^o De 8 à 12 ans la durée du travail des enfants ne pourra excéder 6 heures sur 24. Les dispositions de la loi qui limitent à 12 heures le travail journalier des adolescents sont désormais appliquées aux femmes et aux filles quel que soit leur âge.

(1) On trouve aux A. N. (série F¹² 4.704 et 4.707) les projets de loi élaborés par le gouvernement et par la commission dont Ch. Dupin fut le rapporteur ainsi que les amendements aux divers articles proposés par les Pairs. On y trouve également de véhéments articles du *Constitutionnel* où le rédacteur dénonce l'incurie et la maladresse du Ministre du Commerce. Comme ces documents n'entrent pas dans le cadre géographique de cette étude, nous ne les examinons pas ici, malgré l'intérêt inconstable qu'ils présentent.

jour d'une demi-journée entière. De 12 à 16 ans, la durée du travail des enfants ne pourra excéder 12 heures sur 24, non compris le temps du repos. Les dispositions en faveur des adolescents de 12 à 16 ans, spécialement celles qui limitent à 12 heures le travail journalier seront désormais appliquées aux femmes et aux filles quel que soit leur âge.

3° Tout enfant sera tenu de fréquenter une école publique ou privée jusqu'à l'âge de 12 ans. Une classe du dimanche aura lieu pour l'enseignement religieux des enfants et des adolescents.

4° Il sera nommé des inspecteurs salariés chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

5° Les contraventions seront punies.

3° Un jour de chaque semaine pour tous les adolescents de 12 à 16 ans, deux heures seront retirées du travail et consacrées à l'enseignement primaire. Deux heures chaque dimanche seront également consacrées à l'enseignement primaire et religieux des enfants et des adolescents.

Outre les articles que nous avons cités, Paulze d'Ivoy propose l'amendement suivant : « Chaque année il sera publié un compte-rendu des résultats obtenus par l'exécution de la présente loi et de celle du 22 mars 1841 ».

D'autres Pairs proposèrent à leur tour diverses additions à la loi :

1° Dans les établissements qui ne travaillent qu'une partie de l'année, la limite du travail ci-dessus fixée pour les adultes pourra être dépassée de 2 heures si cette extension est jugée indispensable.

2° Ne seront pas soumis aux inspections prescrites par l'article 10 de la loi de 1841 et l'article 14 de la présente loi les ateliers dont les maîtres ne sont pas assujettis au droit de patente.

3° Il sera nommé des inspecteurs généraux et des inspecteurs payés par l'état pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des enfants dans les manufactures. Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'organisation des inspections.

Le projet gouvernemental renvoyait donc aux calendes l'organisation des commissions d'inspecteurs. On ne prévoyait pas non plus de sanctions applicables aux délinquants. Cette double lacune faisait de la loi une œuvre mort-née dont l'efficacité se serait avérée à peu près nulle. La Révolution de 1848 interrompt d'ailleurs les discussions. La Deuxième République devait donner aux travailleurs de nouveaux droits, cependant que le perfectionnement des machines allait réduire de plus en plus l'emploi de la main-d'œuvre enfantine et permettre aux petits prolétaires de consacrer plus de temps à leur développement physique et intellectuel.

CHAPITRE IX

Les apprentis

Les simplifications apportées à la technique par le machinisme, le grand nombre des enfants employés dans les manufactures expliquent, dans la grande industrie, la disparition progressive des apprentis, si l'on désigne sous ce nom une catégorie d'individus qui payaient au patron une certaine rétribution pour apprendre un métier. Alors que, dans les campagnes ou les cantons ruraux, l'apprentissage donne lieu, comme nous l'avons vu (1), à de multiples conventions entre patrons, parents et apprentis, cette institution est en pleine décadence dans les grands centres industriels. En 1848, le nombre des apprentis employés dans les manufactures est pratiquement nul.

Dans l'industrie textile, par exemple, l'enfant, dès l'âge de 12 ans, trouve à gagner sa vie au lieu de payer comme dans d'autres professions pour acquérir les notions nécessaires à son état (2). L'enfant apprenti est d'ordinaire employé pendant quelques années au dévidage et se forme lui-même dans les ateliers de tissage rien qu'à voir faire. Ailleurs, on lui donne, dès son entrée à l'usine, des métiers qu'il peut faire marcher (3). En général, dans les filatures, les enfants deviennent fileurs en passant par l'état de rattacheurs. Dans les ateliers de construction, les enfants sont également rétribués (4). Les fonderies de Wintzenheim paient leurs jeunes employés (5). Dans la papeterie, les ouvriers se forment en faisant graduellement, depuis leur enfance, les travaux qui se présentent et qui sont adaptés à leur force et à leur capacité (6). Pas d'apprentissage, non plus dans la fabrique d'allumettes chimiques de Cernay, ni dans la fabrique de vis de Grandvillars-Méziré ; le travail étant tout mécanique, l'apprentissage est nul ; quelques jours suffisent pour mettre un ouvrier au courant d'une

(1) V. ci-dessus, ch. , p.

(2) Enquête patronale de 1848.

(3) Réponse du canton de Giromagny à l'enquête officielle de 1848. Les réponses faites par les cantons de Massevaux, Thann, Belfort, Kayersberg, Soultz, Lapoutroie, Guebwiller confirment le fait que l'apprentissage a disparu.

(4) Réponses de Charbonnier, directeur de la « Société l'Expansion », à Mulhouse et de Kœchlin, constructeur, dans la même ville, de Stamm et C^{ie}, constructeurs à Thann, à l'enquête patronale.

(5) Réponse de Wintzenheim à l'enquête officielle.

(6) Réponse de Zuber et C^{ie} (papeterie et papiers peints à Rixheim) à l'enquête patronale.

machine (1). Enfin les établissements Japy frères, à Beaucourt, admettent les enfants à l'âge de 10 ans, afin de les initier à de menus travaux d'horlogerie et de petite serrurerie. Ainsi la période qui nous occupe a vu la décadence progressive de l'apprentissage.

Mais, si l'institution a disparu, le terme, comme il arrive souvent, a subsisté. Communément les industriels désignent sous le nom d'apprentis de jeunes ouvriers qui, pour n'être plus des enfants, ne sont pas encore des adultes et cette appellation, si elle a perdu son sens originel, peut encore en une certaine manière s'expliquer. Elle répond toujours à une catégorie d'individus intermédiaire entre celle des enfants et celle des ouvriers faits, si l'on considère non seulement leur âge mais aussi leur salaire. Sensiblement égal à celui des jeunes enfants lorsque l'apprenti commence à travailler, ce salaire augmente peu à peu pour atteindre à la fin de l'apprentissage celui d'un ouvrier adulte (2).

Ainsi Koechlin, constructeur à Mulhouse, emploie 42 apprentis » (3). Ils sont admis à 14 ans accomplis et gagnent :

la 1 ^{re} année	0.50
la 2 ^e —	0.75
la 3 ^e —	1.00
la 4 ^e —	1.25

Charbonnier et Stamm déclarent, dans l'enquête patronale, que les enfants sont admis à 12 ans. Ils sont rétribués. Leur salaire primitif est de 0. fr 50 par jour. On les augmente suivant leur zèle et leur aptitude jusqu'à 2 francs par jour. A Wintzenheim, l'apprenti entre dans la forge à l'âge de 15 ou 16 ans. Il y reste deux années en cette qualité et touche un salaire de 0 fr. 80 à 1 fr. 25 par jour. Dans les fonderies, l'âge où les jeunes gens commencent leur apprentissage est aussi de 15 à 16 ans. Ils gagnent alors :

Pendant la 1 ^{re} année	1 fr. par jour.
— la 2 ^e —	1.25 —
— la 3 ^e —	2.00 —

Le salaire de la durée de l'apprentissage varient dans l'industrie textile suivant qu'il s'agit de l'une ou l'autre des opérations nées.

(1) Réponse de Grandvillars-Méziré à l'enquête officielle.

(2) « Il n'y a pas chez moi de conditions d'apprentissage avec les jeunes ouvriers. Dès leur entrée dans les ateliers, on leur paie un salaire proportionné à leur travail. Ce salaire n'est jamais moindre que les $\frac{3}{4}$ de celui d'un ouvrier fait. Il est successivement augmenté jusqu'à ce qu'il atteigne le taux de la rétribution d'un bon ouvrier ». (Réponse de Kestler, filateur, à Soultzmatl, à l'enquête patronale). « L'enfant est rétribué dès qu'il entre dans les fabriques et au mérite à mesure qu'il grandit ; il est libre de sortir des établissements ». (Réponse de Jacob, imprimeur d'indiennes à Saint-Pierre, Bas-Rhin).

(3) Nous continuerons, pour la commodité de l'exposé, à employer ce terme, étant bien entendu qu'il ne doit pas être pris dans son sens originel mais qu'il désigne une catégorie intermédiaire entre l'enfant et l'ouvrier.

saïres à la confection des tissus. Les tisseurs, par exemple, sont payés à la pièce. Les apprentis, dès l'âge de 14 à 15 ans, touchent ordinairement une légère gratification pour la 1^{re} pièce confectionnée. Par la suite, ils reçoivent, suivant leur force et leur habileté, le même salaire que les autres ouvriers, soit 5 francs par pièce, en moyenne. A Wintzenheim, les établissements de filature n'acceptent les enfants qu'à l'âge de 12 ans. Ils commencent par bobiner avec un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 par jour. Au bout de 2 ou 3 ans selon leur intelligence et leur force ils sont employés en qualité de rattacheurs. Ils touchent alors 0 fr. 70 à 1 franc par jour, gardent cet état pendant 3 ou 4 ans, après quoi ils deviennent fileurs et gagnent 2 francs à 2 fr. 50 (1). Parfois l'apprenti fabrique 6 ou 7 pièces dont il tire profit ; il est alors responsable des défauts de l'ouvrage (2). A Guebwiller, on estime que le salaire d'un apprenti est égal aux $\frac{2}{3}$ du salaire d'un ouvrier ordinaire.

Il arrive que l'on retrouve dans la manière dont les apprentis sont rétribués des traces des conditions qui, dans un passé encore récent, régissaient les rapports entre patrons et apprentis. Parfois le jeune ouvrier doit faire un stage d'une quinzaine de jours avant d'avoir droit à une rétribution quelconque (3). Dans les brasseries, les apprentis ne sont pas payés, mais seulement logés et nourris (4). A côté des apprentis rétribués par le chef d'industrie, on trouve parfois, dans le même établissement, des jeunes gens, fils de familles en général aisées. Ces adolescents sont en apprentissage auprès des maîtres ouvriers qui traitent de gré à gré avec les parents. Dans les établissements Japy frères, de Beaucourt, on trouve des jeunes gens payés de 0 fr. 25 à 0 fr. 75, suivant leur adresse, et aussi des apprentis qui apprennent leur métier moyennant un salaire versé par eux à un maître ouvrier (5). A Ribeauvillé, l'enquête patronale nous apprend que l'apprenti, après avoir été employé comme dévideur au rentrage des peignes et des harnais, finit par travailler pendant quelque temps « sous la surveillance d'un ouvrier expert qu'il rétribue sur le salaire qui lui est payé en plein par le fabricant, sauf une petite retenue pour le local et le métier ». En outre, les défauts de son ouvrage sont punis d'amendes très légères (6). A la campagne et dans les cantons ruraux, l'engagement d'un apprenti comportait, nous l'avons vu, un contrat réciproque de la part des enfants et de la part de l'employeur. Il semble bien que, dans la majorité des cas, cet usage ait disparu dans la grande industrie;

(1) Réponse du canton de Wintzenheim à l'enquête officielle. A Kaysersberg, les enfants commencent à travailler dans les fabriques à l'âge de 8 ou 9 ans, en qualité de rattacheurs. Ils continuent ainsi jusqu'à l'âge de 15 ou 17 ans où ils commencent à filer. Dans certains cas, il n'y a donc pas de transition nette entre le travail des enfants et celui des adultes. Le jeune ouvrier entre à la fabrique et suit la filière. Son salaire et son travail augmentent progressivement au fur et à mesure qu'il grandit.

(2) Réponse du canton d'Ensisheim à l'enquête officielle.

(3) Réponse du canton de Giromagny à l'enquête officielle.

(4) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(5) Réponse de Japy frères à l'enquête patronale.

(6) Réponse de Salzmann (Tissage de fils peints, à Ribeauvillé, à l'enquête patronale).

l'enfant, comme un ouvrier ordinaire, est libre de sortir des établissements s'il ne s'y plait pas (1). Il existe cependant des exceptions à la règle. A Mulhouse la « *Société l'Expansion* » retient $\frac{1}{5}$ du salaire des apprentis en garantie de l'exécution de leur engagement. A l'expiration de l'apprentissage, c'est-à-dire après 3 ou 5 ans, ces fonds leur sont remis (2). Il semble donc qu'il y ait eu contrat dans certains cas. Quelles étaient les modalités de ces contrats ? C'est une question que, faute d'autres documents, nous ne pouvons résoudre.

Rien de plus varié que les conditions imposées à l'apprenti dans le Bas-Rhin. En général, il commençait entre 12 et 16 ans. Il y avait une exception : à Niederbronn, les apprentis fondeurs et forgerons, ne commençaient qu'à 18 ans, car ce travail était particulièrement pénible. Mais les conditions par lesquelles doit passer l'apprenti sont diverses, comme du reste la durée du stage.

A Seltz, où il y a des tissages et une fabrique d'orgues, la durée est de deux années. A Woerth, l'apprenti doit payer au maître une somme qui varie de 120 à 300 francs. A Niederbronn, il n'a aucun salaire, mais il est nourri.

A Barr, le tissage du coton exige une durée de 12 à 15 mois ; l'apprenti doit payer au maître tissier une somme de 40 francs. Ce paiement se fait par retenue. Seuls, les imprimeurs ont un contrat de 3 ans, sans rien payer au patron.

A Rosheim, l'apprentissage dans la métallurgie dure 2 à 3 ans ; dans le tissage, deux mois seulement.

A Erstein, la durée est de 2 à 3 ans. L'apprenti paie généralement 2 à 300 francs, sauf chez les tourneurs qui exigent 500 francs pour un apprentissage de 3 ans et 400 francs pour 4 ans.

A Benfeld, la durée est de 2 à 3 ans ; l'apprenti paie 120 à 180 francs, mais il est nourri et logé chez le patron.

A Sélestat, le prix de l'apprentissage oscille entre 2 et 300 francs.

A Saverne, les conditions habituelles sont de 80 à 100 francs pour 3 ans et 120 à 150 francs pour deux ans.

La durée est de 1 à 3 ans à Bouxwiller ; le prix varie de 50 à 300 frs avec la nourriture à la charge du patron.

A Hochfelden, la durée est de 2 ans, avec un forfait de 100 à 200 frs.

A la Petite-Pierre, même durée. Prix variable : 100 à 200 francs ; l'apprenti est nourri et logé par le maître.

A Schiltigheim, en général, l'apprentissage commence à 15 et 16 ans, sauf dans la toile cirée où l'âge normal est de 12 ans.

Les apprentis carriers, dans le canton de Wasselonne, sont payés de 0 fr. 50 à 1 fr. 50, mais se logent et se nourrissent à leurs frais. Les autres apprentis paient 180 à 300 francs, mais sont logés et nourris.

(1) Réponse de Jacob, Imprimeur d'indiennes à Saint-Pierre (Bas-Rhin), à l'enquête patronale.

(2) Réponse de Charbonnier (Mulhouse) et de Stamm (Thann) à l'enquête patronale. (V. M^{me} KAHAN-RABECQ, *ouv. cité*).

Les apprentis de l'industrie de Bischwiller, restent trois ans et paient une somme de 50 à 100 francs. Dans la draperie, l'apprentissage ne dure que quelques mois. A Haguenau, la durée de l'apprentissage, dans la filature, est de deux ans, En général l'apprenti paie son maître.

A Brumath le système est plus original : l'apprentissage dure-t-il deux ans, l'apprenti doit verser 2 à 300 francs; dure-t-il trois ans l'apprentissage est gratuit

En 1848, le canton de Molsheim compte 208 apprentis, restant de 2 à 3 ans en apprentissage. La Commission chargée de l'enquête officielle exprime le vœu « qu'un maître n'est qu'un apprenti ».

Dans le canton de Geispolsheim, et notamment à Graffenstaden, l'apprentissage commence après la Première Communion et dure 4 années. L'apprenti est payé :

La première année il touche	0.50
La deuxième — —	0.80
La troisième — —	1.00
La quatrième — —	1.25

Sur ce salaire l'administration de l'usine retient 10% qui constitue un pécule, remis à l'apprenti, à la fin de son stage.

Ainsi le machinisme a de beaucoup modifié la situation des apprentis Sans doute quelques formes archaïques de leur ancienne condition subsistent, mais elles sont en voie de disparition. Si nous en trouvons trace entre 1830 et 1848, c'est que nous avons justement affaire à une période transitoire. Mais il est possible de noter qu'à ce moment déjà certaines catégories se transforment. Si le vocabulaire industriel et social subsiste, les mots employés doivent être pris dans une acceptation différente jusqu'au moment où ils désigneront des institutions périmées et caduques.

Cette transformation n'a pas été d'ailleurs sans créer un certain malaise dans la grande industrie. La modification des rapports d'homme à homme, de patron à apprenti a entraîné un certain désarroi et laissé quelque flottement au sein d'institutions jadis nettement établies. Certains industriels (1) signalent « que les conditions d'apprentissage qui autrefois étaient de 2 à 3 ans de durée n'ont plus de durée fixe ». Ils semblent gênés par ce nouvel état de choses et ajoutent : « Il importerait de fixer la durée de l'apprentissage dans chaque branche d'industrie par un règlement spécial qui établirait que la durée de l'apprentissage serait fixée à deux ans, que l'apprenti, ainsi que son maître, seraient reçus par une commission nommée par le Conseil des Prud'hommes et que le congé d'apprentissage ne pourrait être délivré qu'après que l'apprenti aurait justifié de sa capacité ». On sent ici, très nettement, le besoin d'une réglementation nouvelle, besoin né de la transformation de l'industrie et l'on constate que cette transformation fut si rapide qu'il y eut forcément décalage entre le bouleversement amené par les transformations de la technique et la consécration de ce bouleversement par une nouvelle législation.

(1) Réponse du canton de Sainte-Marie-aux-Mines à l'enquête officielle.

CHAPITRE X

Les conditions du travail dans la grande industrie

Femmes, enfants, apprentis, constituent, sans doute, une fraction importante de la classe ouvrière. Pourtant celle-ci se compose surtout des travailleurs adultes des usines. C'est pourquoi nous consacrerons une partie importante de cet ouvrage à l'étude des conditions matérielles et morales auxquelles les prolétaires des fabriques étaient soumis.

Voyons, tout d'abord, quels liens unissaient patrons et ouvriers. Les conditions varient, mais, en fait, elles peuvent se ramener à 6 : travail au mois, à la semaine, à la quinzaine, à la tâche et à la pièce. Les conventions entre ouvriers et patrons diffèrent suivant les localités, et surtout suivant les professions. En général, le travail à la tâche, est considéré comme le plus avantageux pour l'ouvrier et pour les fabricants. On le pratique à Altkirch, dans les établissements de Xavier Jourdain; à Mulhouse, Massevaux, Giromagny, Saint-Amarin, Cernay, Colmar, Kayzersberg, Soultz, Sainte-Marie-aux-Mines, Guebwiller, Haguenau, Geispolsheim. Il est surtout usité dans l'industrie du coton et en particulier chez les tisserands et les fileurs. Ces derniers sont très souvent payés d'après le nombre de kilos filés (à Ensisheim, Lapoutroie et Wintzenheim), de même que les dévideuses. Dans les industries diverses, l'ouvrier est payé à la journée (Altkirch, Mulhouse, Giromagny, Dannemarie, Colmar, Wintzenheim, Kayzersberg, Rouffach, Soultz, Bouxwiller et Bischwiller); à la semaine (Fontaine, Bischwiller, Erstein, teinturiers et dévideuses de Ribeauvillé); à la quinzaine (Habsheim, Landser, Thann, Sainte-Marie-aux-Mines, Erstein); ou au mois (Thann, Dannemarie). Presque toujours les contre-maîtres ont un traitement annuel.

La durée des engagements varie. A Ferrette, dans les grands établissements industriels, les engagements se font pour un mois et la résiliation du contrat doit avoir lieu également un mois à l'avance. Il en est de même à Massevaux, à Giromagny, à Dannemarie. A Cernay à Wintzenheim, le congé donné par l'ouvrier ou le patron doit être précédé d'un avertissement de 15 jours à un mois. S'il y a convenance réciproque, l'ouvrier et le patron, sont engagés. Cet engagement ne peut être rompu qu'après un avertissement de 2 mois. Néanmoins, le patron peut renvoyer son ouvrier sur-le-champ en lui donnant une somme équivalente à celle qu'il aurait gagnée pendant le plus

fort mois de l'année ; de son côté, l'ouvrier peut quitter son patron à condition de verser la même somme à la caisse de secours de l'établissement. A Munster, dans les fabriques, les manœuvres peuvent être congédiés à volonté ; à Guebwiller, l'ouvrier est d'ordinaire engagé pour trois semaines ou un mois ; dans quelques localités environnantes, les ouvriers des filatures, sont engagés pour six mois. Les tisserands n'ont d'autres obligations que de dénoncer le travail une chaîne à l'avance.

Quelle était la durée de la journée de travail dans les fabriques ? Si l'on consulte les sources qui datent du début de la Monarchie de juillet, on constate que l'ouvrier travaille en moyenne de 13 à 15 h. 1/2 par jour, quel que soit son âge ; mais il convient d'ajouter aux heures de présence à l'usine, la durée, parfois considérable, que nécessite le trajet du domicile des travailleurs à la fabrique (1). Quantité d'ouvriers habitent les villages environnants et doivent faire une heure et demie de marche pour se rendre à la manufacture. D'après Penot, ils parcourent en moyenne 3 km. 1/2, chaque matin et chaque soir (3).

Les travailleurs se reposent le dimanche ; une semaine sur deux, le samedi, jour de paie, le travail cesse deux heures, plus tôt. Parmi les ouvriers payés à la pièce, beaucoup chôment le lundi, pendant toute la journée ou pendant la moitié du jour ; ceux qui se rendent dans les ateliers ne font que peu de besogne (3). Il arrive, bien entendu, que la journée de travail soit plus longue. Si les commandes sont nombreuses, si un accident de machines a retardé momentanément les livraisons, les ouvriers doivent rattraper le temps perdu et prolonger de 2 ou 3 heures leur séjour à l'usine. Les rapports dressés par les inspecteurs du travail sont formels à cet égard (4), comme aussi les données fournies par les enquêteurs tels que Villermé. Celui-ci note, qu'à Mulhouse, à Dornach, etc., les filatures et les tissages mécaniques s'ouvrent généralement le matin à 5 heures et se ferment le soir à 8, quelquefois à 9 heures. En hiver, l'entrée en est fréquemment retardée jusqu'au jour, mais les ouvriers n'y gagnent pas pour cela une minute. Ainsi leur journée est au moins de 15 heures. Sur ce temps ils ont 1/2 heure pour le déjeuner, et 1 heure pour le dîner ; c'est là tout le repos qu'on leur accorde. Par conséquent, ils ne fournissent jamais moins de 13 heures 1/2 par jour.

A Thann, Wesserling, la journée est aussi longue, mais dans le dernier endroit les ouvriers disposent chaque jour de 2 heures entières. A Guebwiller, dans la belle filature de Nicolas Schlumberger, elle est de 13 heures 1/2 au lieu de 15 et la durée du travail effectif de 12 heures, au lieu de 13 heures 1/2.

(1) Nous avons déjà signalé ce fait à propos du travail des enfants. Voir ci-dessus, ch. VIII.

(2) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1848, p. 197.

(3) VILLERMÉ : *Tableau de l'Etat physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, t. II, p. 87.

(4) A. N. F¹³ 4.704. Documents relatifs aux jeunes ouvriers.

D'un autre côté, à Bitschwiller, village rempli de filatures et de tissages mécaniques, situé entre Thann et Saint-Amarin, la journée serait toujours de 16 heures, car elle commence à 5 heures du matin et le soir elle finit à 9 heures. La durée du travail est moins longue pour les ouvriers occupés à construire ou à raccommoder les métiers et les machines.

Dans les manufactures d'indiennes, le travail, au moins le travail soigné, ne peut se faire que pendant le jour. Voilà pourquoi, sans doute, il n'a lieu que depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir, en été, et depuis 7 heures 1/2, 8 heures du matin, jusqu'à l'approche de la nuit, en hiver. Il est interrompu 1 heure par un seul repas. Comme les ouvriers sont payés à la tâche, les heures d'entrée et de sortie, sont moins sévèrement observées que dans les filatures. On exige souvent des ouvriers qu'ils prolongent leur travail au delà des heures où les ateliers restent ordinairement ouverts. Ils sont alors payés en conséquence » (1). Certains industriels comme D. Legrand, confirment les observations de Villermé (2). C'est pourquoi nous n'accorderons aucun crédit aux affirmations de l'enquête faite par les patrons en 1848. D'après cette enquête, avant 1848, la durée moyenne de la journée de travail était de 12 heures à 12 h. 1/2 de travail effectif, déduction faite du temps affecté aux repas. Dans quelques localités comme Ribeauvillé, et Kayersberg, cette durée n'atteignait que 10 et 11 heures. A Cernay et Schirmeck, la durée du travail était de 13 heures. Ces chiffres sont exacts pour l'année 1847 probablement, mais pour cette année-là seulement. En 1847, en effet, une crise industrielle très grave oblige les fabricants à réduire le nombre de leurs ouvriers et aussi le nombre d'heures de travail de ceux qui conservent leur emploi.

Dans le Bas-Rhin en 1848, les travailleurs sont également astreints à une tâche très dure. Rares sont les cantons où l'ouvrier ne travaille que 10 heures. Certains font 11 heures. Mais la moyenne est de 12 heures. Ce chiffre est parfois dépassé et atteint 14 et même 16 heures. Le tableau ci-dessous en est une preuve.

<i>Cantons</i>	<i>Nombre d'heures</i>	<i>Observations</i>
Wissembourg	11 h.	
Soultz	10 h.	
Seltz	12 h.	
Niederbronn ..	12 h.	
Saar-Union	12 h.	
Petite-Pierre	12 h.	
Hochfelden : { ouvrier industriel....	4 h. du matin à 4 h. du soir. 5-6 h. du matin à 8 h. du soir, avec 2 h. de repos.	
{ artisan		
Bouxwiller	12-13 h.	
Saverne	11 h.	

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, t. I.

(2) V. M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les théories sociales d'un philanthrope alsacien*. D. LEGRAND art. cité.

Schiltigheim	12 h.
Bischwiller	12-14 h.
Haguenau	12 h.
Molsheim : { petites industries.....	{ 12-14 h.
{ grandes industries.....	{ 12 h.
Geispolsheim	12 h.
Sélestat, moyenne	{ 13 h. en été.
	{ 12 h. en hiver.
Erstein	12 h.
Benfeld : { filatures	{ 13 h....
{ chicorée, fécule.....	{ 12 h.
Obernai	10-12 h.
Resheim	12 h.
Villé : { ateliers	{ 12 h.
{ maisons particulières.....	{ 14-16 et au-delà (1).

Il faut dire que le perfectionnement des machines, en augmentant la production, a permis aux industriels de réaliser les mêmes bénéfices et d'ériger de leurs ouvriers moins de présence à l'usine. Il est donc probable qu'à partir de 1845, environ, la journée de travail a été moins longues pour les prolétaires alsaciens (2), mais il ne faut pas oublier que, jusqu'à cette date approximativement, les salariés étaient soumis à un labeur qui nous semblerait écrasant aujourd'hui, d'autant plus qu'en bien des cas le travail de nuit venait imposer à ceux-ci une fatigue supplémentaire, soit qu'il fallût faire face à des commandes urgentes, soit que, dans certaines industries, le travail nocturne fût indispensable à la marche des fabriques. A Saint-Amarin, à Beaucourt, les verriers doivent travailler la nuit car il n'est pas possible d'éteindre les foyers. Même chose dans les industries métallurgiques : hauts fourneaux, forges et feux d'affinerie de Beaucourt et de Belfort ; dans l'industrie cotonnière, le blanchiment des toiles, requiert la présence ininterrompue des travailleurs. A Colmar, ceux-ci sont divisés en 2 équipes, chacune d'elles travaille de jour pendant une semaine, et de nuit pendant la semaine suivante. Dans la papeterie, à Colmar et à Munster, les prolétaires doivent également travailler 6 heures par nuit (3).

Bien que l'enquête patronale affirme « que les ouvriers sont heureux de travailler la nuit, parce qu'ils peuvent consacrer, aux soins de leurs

(1) F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit., p. 118.

(2) Si l'on consulte les réponses faites par les divers cantons du Haut-Rhin à l'enquête officielle, on s'aperçoit que la plupart des enquêteurs évaluent à 12 heures la durée de la journée de travail. Les cantons de Mulhouse, Altkirch, Massevaux, Thann, Beaucourt, Belfort, Munster, Sainte-Marie-aux-Mines, Ferrette, Soultz sont d'accord sur ce point. A Wintzenheim, toutefois, on signale que « les tisseurs payés à la pièce travaillent 13 h. ». A Colmar, les heures supplémentaires font l'objet d'une rétribution spéciale. A Ribeauvillé, les ouvriers travaillent 11 à 12 h., de 5 h. du matin à 7 h. du soir, avec 2 h. de repos, réparties en 3 séances pour les repas. A Cernay, l'ouvrier serait retenu à la fabrique 11 h. par jour, 10 à 11 h. au Kaysersberg.

(3) Enquête officielle. Réponses des cantons de Saint-Amarin, Beaucourt, Belfort, Munster, etc... V. M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les réponses du département du Haut-Rhin à l'Enquête sur les conditions du travail industriel et agricole en 1848*.

intérêts particuliers et à la culture d'un lopin de terre, une partie des 12 heures de jour pendant lesquelles ils sont libres, il semble certain que le labeur nocturne présentait de graves inconvénients pour la snté et la moralité des ouvriers. Le procès-verbal dressé à Colmar par les médecins en réponse à l'enquête faite en 1848 signale que le travail de nuit « est toujours mauvais. Le mélange des sexes facilite les rapports entre eux et donne lieu à l'épuisement du corps et à la propagation de la maladie vénérienne ». A Guebwiller, on reconnaît que le « travail de nuit est nuisible, même sous le rapport de la qualité du produit industriel ».

Dans le Bas-Rhin, les commissions d'enquête assurent que ce travail est néfaste à tous points de vue. La commission de Bouxwiller est la seule à ne pas le critiquer. Elle résume sa pensée en ces quelques mots : « dans la mine, le travail de nuit n'a donné lieu à aucune observation défavorable ». Toutes les autres commissions en déplorent les conséquences : celle de Sélestat le qualifie de très nuisible ; celle de Villé l'attaque au point de vue matérielle. Celle de Molsheim le trouve immoral quand les deux sexes travaillent ensemble. L'ouvrier en souffre au point de vue matériel car son repos en est profondément troublé.

Longueur abusive des journées, fatigue et démoralisation provenant du travail de nuit étaient encore aggravées par les conditions hygiéniques souvent défectueuses dans lesquelles devaient travailler les ouvriers.

Si l'on en croit Villermé, les diverses opérations effectuées dans l'industrie cotonnière seraient particulièrement meurtrières pour les ouvriers qui s'y livrent. Qu'il se fasse à la main ou à la machine, le battage du coton brut produit un nuage épais de poussières irritantes et de duvet cotonneux qui se déposent sur les ouvriers, les salissent, s'attachent surtout à leurs vêtements de laine, à leurs cheveux, à leurs sourcils, à leurs paupières, à l'entrée du conduit des narines, à la barbe, partout où des poils peuvent les retenir et leur donnent un aspect fort extraordinaire. Il s'en introduit en outre, dans le nez, la bouche, le gosier et les voies profondes de la respiration. En Alsace, l'insalubrité de cette besogne est si généralement admise que les ouvriers des ateliers de cardage en sont successivement chargés à tour de rôle « comme des soldats sont appelés à monter la garde » (1). Leur dépérissement est certain, ils se plaignent de sécheresse dans la bouche, dans le gosier. Au bout de quelques jours, ils toussent, et cette toux devient de plus en plus fréquente. Tout aussi néfaste aux voies respiratoires est l'opération à laquelle se livrent les débourreurs chargés

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers* ; loc. cit.

Le battage du coton s'est avéré si meurtrier que la Société Industrielle a proposé un prix pour l'invention d'une machine propre à ouvrir et épilucher toute esj èce de coton ou de laine, sans les détériorer, c'est-à-dire sans briser les filaments et qui remplacerait sous tous les rapports le battage et l'épluchage à la main.

de tenir en l'air, à bras tendus, les planches des tambours à carder tandis que, de l'autre main, ils nettoient la cardé dont les poussières pénètrent dans le nez et la gorge.

Les salles des filatures sont vastes, bien éclairées, mais tenues assez soigneusement fermées, afin de prévenir les courants d'air qui ne manqueraient pas de soulever des nuages de coton et, dans les salles de filage proprement dit, de sécher et faire briser les fils. En outre, celles-ci sont entretenues à une température d'autant plus élevée qu'on y fabrique des fils plus fins ; cette température varie entre 15, 16 et 25° centigrades, elle atteint 34 à 37°, parfois davantage dans les salles où se fait l'encollage des chaînes (1) ou le parage à la mécanique, 40° dans celles où l'on fait certains apprêts. Les ouvriers qui se livrent à ces travaux bras et jambes nus sont dans un état de perpétuelle transpiration bien qu'ils soient à peine vêtus. Beaucoup d'étuves sont plus chaudes encore. La température excessive (50°) oblige les ouvriers à se retirer immédiatement après avoir étendu les pièces de toiles, qui doivent sécher. Il existe, dans certains établissements d'apprêts des étoffes de coton, un atelier dans lequel on promène au-dessous des pièces tendues sur cadres et dans le sens de leur longueur de petits chariots chargés de brasiers ou bassins remplis de charbon de bois allumé. La forte chaleur de ces brasiers sèche immédiatement les toiles, mais le dégagement d'oxyde de carbone qui se produit cause de nombreux accidents.

Les manœuvres lavent les pièces d'étoffe, les teignent, les portent à l'étuve, au séchoir, sur le pré, les y étendent, les arrosent, puis les passent au cylindre, les calendent, les pressent. Disséminés dans les fabriques, mais plus particulièrement attachés aux ateliers de teinture et de blanchiment, ils travaillent plus ou moins à l'air, souvent dans l'humidité et quelquefois en partie dans l'eau.

Dans l'industrie de la laine, les conditions du travail sont meilleures que dans l'industrie cotonnière. Le volume plus considérable des métiers nécessite des ateliers plus grands. Les poussières sont moins nombreuses et aussi moins nocives. Pourtant, le sort des ouvriers employés dans cette industrie est loin d'être enviable. Le triage de la laine consiste à dérouler chaque toison puis à en extraire les plus grosses ordures et les mèches feutrées qu'elle peut contenir en la déchirant avec les mains et en séparant les diverses qualités. Les ouvriers

(1) Avant la Révolution de 1830, l'encollage des chaînes était fait par les tisserands à domicile eux-mêmes, d'où la nécessité pour ceux-ci de travailler dans des locaux bas et humides pour ne pas faire sécher la colle dont on enduit la chaîne des toiles. On connaissait bien, il est vrai, des parements hygrométriques, mais ces parements étaient chers et bien au-dessus des ressources du plus grand nombre des tisserands ordinairement fort pauvres. Le D^r Penot se félicite de ce que « le danger ait beaucoup diminué à Mulhouse parce qu'on fournit généralement aux tisserands la chaîne déjà parée à la mécanique et que le fabricant emploie à cet usage une colle convenable ». Sans doute, mais si cette opération n'est pas faite à domicile par les tisserands elle doit être exécutée dans les manufactures par les ouvriers. En définitive, il existe toujours des victimes. Ce ne sont plus les mêmes et voilà tout.

travaillent debout, et leur personne, d'une saleté repoussante, répand autour d'eux une forte odeur de sueur. Les teinturiers et laveurs de laine travaillent dans l'humidité; pendant l'été, beaucoup d'entre eux ont les jambes et les cuisses dans l'eau. Le battage de la laine se fait en général à domicile. Il exige des efforts musculaires considérables, et, comme le battage du coton, s'accompagne de poussières qui provoquent la toux et obligent le batteur à interrompre ou à cesser complètement son travail. Les laineurs et les foulonniers vivent constamment dans l'humidité. Les aide-laineurs tiennent les bras levés pour tendre et conduire les lisières du drap sur le tambour de la machine à lainer. En général, les ateliers sont mieux aérés que les habitations ouvrières(1) chauffées à la vapeur ou au moyen d'air chaud ou encore avec des poêles de fonte. Une seule filature est éclairée au gaz. Les autres emploient l'éclairage à l'huile dont l'odeur rance est souvent fort désagréable (2).

Les industries textiles ne sont pas les seules industries insalubres ou dangereuses. Dans les fabriques d'allumettes chimiques, les ouvriers qui sont en contact avec des vapeurs sulfureuses et phosphoriques s'étiolent, pâlissent, maigrissent, sont affectés de maux de dents très réfractaires aux remèdes. Quelques-uns mêmes souffrent de nécroses des os de la face (3).

A Pêchelbronn, les mineurs sont chargés d'extraire un minerai bitumeux. Les gaz explosibles s'accumulent dans les galeries lorsque la ventilation n'est pas suffisante. En 1845, une explosion a tué 5 ouvriers et en a blessé grièvement deux autres. L'un des morts laissait une veuve et 10 enfants (4).

Il faut noter aussi qu'une grande partie des ouvriers employés dans les industries sédentaires se recrute parmi les agriculteurs. Leur travail borné à quelques mouvements qui se répètent avec une accablante monotonie dans l'enceinte étroite d'une même salle les ennueie et les attriste. Villermé a rencontré, lors de son enquête, des malheureux dont l'état de langueur n'était attribué à aucune cause, mais qui, très probablement, avaient la nostalgie de la campagne.

A Marckolsheim, le rouissage du chanvre dans les fosses sans écoulement a un résultat très fâcheux, non seulement pour les ouvriers, mais encore pour la masse de la population. La commission de Villé constate que le tissage ruine promptement la santé des ouvriers, qui,

(1) Ce n'est pas encore beaucoup dire. Villermé, compte que chaque ouvrier dispose de 16 à 32 m³ d'air. A la même époque, le cubage d'air dont chaque malade dispose dans les hôpitaux est de 20 m³. Toujours d'après Villermé, les ouvriers jouissent d'une quantité d'air suffisante pour la respiration pendant 15 ou 16 h. par jour. Tout en voulant démontrer que l'air respiré par les ouvriers est parfaitement sain, Villermé ne peut s'empêcher d'écrire « que celui qui arrive dans les ateliers par les diverses ouvertures est déjà si chaud qu'on ne s'aperçoit pas autant de son renouvellement que s'il y arrivait à la température extérieure ».

(2) A. N. F¹³ 7.404. Soc. Ind. Documents relatifs aux jeunes ouvriers.

(3) Réponse du canton de Cernay à l'enquête officielle.

(4) A. D. Bas-Rhin Série M. Rapport trimestriel du préfet, 31 mars 1845.

dans l'intérêt même de la fabrication, doivent travailler dans des locaux humides et mal aérés. A Bischoffler, le peignage de la laine et du chanvre est une grave cause d'insalubrité. La poterie de Soufflenheim produit souvent l'empoisonnement saturnin du fait de l'emploi d'un vernis à base de litharge. Mauvaises conditions d'hygiène à Molsheim et à Rosheim causées par l'aiguillage avec des meules sèches.

Y a-t-il eu amélioration des conditions du travail entre 1830 et 1848 ? Il semble qu'il faille résoudre négativement la question. Sans doute la substitution du tissage mécanique au tissage à bras a obligé les industriels à construire des ateliers plus hauts, mieux aérés et mieux éclairés que ceux des anciens tisserands à bras. Par contre, les Inspecteurs du travail signalent encore, en 1845, la saleté repoussante de vieux établissements industriels, la température trop élevée qui règne dans les ateliers, la nocivité de l'air qu'on y respire, chargé de poussière, ou empesté par les lampes à huile ou par les produits tinctoriaux. En bien des cantons, l'enquête faite en 1848 dénonce les mêmes inconvénients et montre quelle influence néfaste certaines opérations peuvent avoir sur la santé des ouvriers (1). Celle-ci est loin d'être brillante, nous n'en voulons pour preuve que le nombre de conscrits jugés inaptes au service par le conseil de revision et que les statistiques ou enquêtes qui nous renseignent sur la mortalité ouvrière. Il faut d'ailleurs se souvenir, afin de ne pas porter de jugements erronés sur les chiffres qui vont suivre, que la population des fabriques est composée en partie par des individus que leur faiblesse congénitale éloignait des travaux des champs. Si les ouvriers des filatures et des tissages ne sont pas plus forts, c'est que jamais les hommes à robuste constitution n'entrent dans ces établissements où l'attention et l'adresse sont beaucoup plus nécessaires que la force physique (2). On a remarqué que, dans le Haut-Rhin, la durée moyenne de la vie est de 25 ans plus 13 jours, soit plus petite que dans tout le reste de la France.

Le Docteur Penot explique ce phénomène de la manière suivante : « ceux qui viennent à Mulhouse pour travailler arrivent jeunes. Aussi on ne voit guère de vieillards dans cette ville que ceux qui appartiennent à l'ancienne population, formant environ la moitié des habitants. Il n'est donc pas surprenant de voir figurer si peu de personnes âgées dans les tables mortuaires et de trouver, par conséquent, une vie moyenne qui paraît plus courte. Ce qui semble prouver cette affirmation, c'est que, dans les moments les plus prospères des fabriques, lorsque les salaires sont plus forts et mieux assurés, la vie moyenne diminue, pour augmenter de nouveau dans les périodes de détresse, lorsque le travail ne suffit plus à tous et que la misère atteint un plus grand nombre de familles. Ce fait, étrange au premier abord, s'explique

(1) V. réponses des cantons de Saint-Amarin, Lapoutroie, Cernay et Munster à la 24^e question de l'enquête.

(2) Enquête patronale, réponse à la 8^e question.

naturellement d'après ce qui précède. Dans le premier cas, la population s'accroît d'un grand nombre de jeunes gens qui viennent chercher de l'ouvrage et dont quelques-uns paient le tribut que chacun doit à la nature. Dans le deuxième cas, au contraire, cette partie vigoureuse de la population et l'âge des vieillards décédés et appartenant à la population fixe, influe d'une manière plus sensible sur le résultat général ».

En dehors de cette explication locale, on constate néanmoins que les départements industriels fournissent, lors du conseil de révision, un contingent de réformés impressionnant. Sur 10.000 jeunes gens appelés au service militaire, les dix départements les plus manufacturiers en présentent 8.980 infirmes ou difformes, tandis que les départements agricoles n'en présentent que 4.029 (1).

Penot s'est élevé contre de telles constatations. Il a tenté de démontrer l'inanité de ces affirmations en ce qui concerne Mulhouse et il écrit : « Il résulte des tableaux de recrutement que le canton de Mulhouse a dû fournir en 10 ans : 738 soldats sur 2.855 jeunes gens tirés au sort ; pour satisfaire à cette exigence de la loi on a appelé devant le conseil de révision 1.405 conscrits sur lesquels 276 étaient exempts à cause de leur profession ou de leur situation de famille. Il a donc fallu 1.129 hommes pour en trouver 738 propres au service ; en d'autres termes on en a réformé pour défauts physiques 391 individus sur 1.129, ou 34,63 %. En faisant les mêmes calculs pour l'ensemble des trois cantons d'Altkirch, d'Huningue et de Ferrette, nous voyons que sur 4.229 jeunes gens ces cantons ont eu à fournir 1.157 soldats. Ils ont présenté pour cela au conseil de révision 2.233 conscrits dont 389 étaient exempts de droit. C'est donc sur 1844 hommes qu'en a réformé 687 pour défauts physiques ; c'est-à-dire que les réformés se sont élevés, pour les cantons réunis, à 37,25 %. Soit une différence de 3 % en faveur de Mulhouse, d'où il faut conclure, contrairement à ce qu'on a fait, que la population de ce canton, si industriel, est aussi robuste que celle des cantons agricoles voisins. Cette observation acquiert d'autant plus d'intérêt que sur 2.855 conscrits de Mulhouse on en compte 1.570 ou plus de la moitié domiciliés à Mulhouse même ».

Les conclusions du Docteur Penot nous paraissent assez discutables. Il considère, en effet, comme cantons agricoles, Altkirch, Ferrette et Huningue. Or, si l'agriculture est bien l'unique ressource des habitants de cette dernière commune, il ne faut pas oublier que, sur une population de 1.953 habitants, Altkirch compte 625 hommes employés

(1) Ch. DUPIN, déclaration faite à la Chambre des Pairs.

« En 1837 le département de la Seine-Inférieure dont la population est en grande partie manufacturière, avait à fournir un contingent de 1.609 hommes, et il en a été réformé 2.044 ; donc, pour 100 hommes, on a dû mettre de côté 126 conscrits : c'est moitié en sus de la moyenne générale de la France ; la ville de Rouen, en particulier, inscrite pour un contingent de 184 hommes, a présenté 317 réformés. Ainsi, pour avoir 100 hommes valides il a fallu éliminer 166 conscrits... A Mulhouse, le nombre des réformés a été de 110 hommes quand le contingent était de 100 ».

aux travaux des champs, et 545 travailleurs qui n'ont d'autre ressource que les tissages mécaniques de Xavier Jourdain, les tissages à bras ou les tissages à domicile. Le reste des habitants exerce diverses professions. A Ferrette, 191 ouvriers travaillent dans les fonderies et les forges, 178 se livrent au tissage mécanique et 101 au tissage à domicile, tandis que l'on compte 1.143 cultivateurs (1). Les exemples choisis par Penot ne sont donc guère probants, et il semble bien que, malgré ses affirmations, le travail industriel ait été plutôt néfaste à la santé des travailleurs. En outre, si l'on regarde d'un peu près le tableau dressé par Penot lui-même on s'aperçoit que les travailleurs des campagnes, ont été réformés pour des défauts physiques d'origine congénitale : myopie, crétinisme, hernies, défauts de taille, etc. Au contraire, si le conseil de révision réforme les conscrits mulhousiens, il semble bien que ce soit pour des vices de constitution dus au travail dans les manufactures. Du propre aveu de Penot « les réformés mulhousiens sont impropres au service pour les raisons suivantes : faiblesse de constitution, estropiés, mauvaise conformation des jambes, scrofules, pieds plats et varicocèles, causes de réformes qui peuvent avoir été déterminées par le travail dans les ateliers chez plusieurs jeunes ouvriers, les uns par la nécessité de se tenir debout pendant la plus grande partie de la journée, dès le plus jeune âge, d'autres par un excès de fatigue, d'autres enfin par l'habitation dans des logements et des ateliers humides ». Peut-être aussi faut-il attribuer une partie du mal à la déplorable manie de fumer que beaucoup d'enfants d'ouvriers adoptent de bonne heure et à un libertinage précoce dont plusieurs contractent la funeste habitude à un âge où ils sont loin d'avoir atteint leur entier développement.

Ces divers facteurs ont certainement influé sur la santé des travailleurs alsaciens. Malgré les apologistes du régime industriel, il faut bien constater que celle-ci est mauvaise et que la mortalité, très élevée chez les enfants, est encore considérable chez les adultes.

Si les fabricants alsaciens ont fait, comme nous le verrons, des efforts réels pour améliorer les conditions d'existence de leurs employés hors de l'usine (2), ils n'ont accompli que de minimes réformes pour rendre plus hygiéniques les conditions du travail. Sans doute, au cours de la période qui nous occupe, la durée de la journée de travail a diminué, mais cette diminution n'est sensible, nous l'avons vu, qu'à partir de 1845. A cette date même, l'ouvrier reste encore soumis pendant 12 heures, au moins, aux influences nocives du métier qu'il exerce ou des produits qu'il emploie. Il réside le plus souvent à quelque kilomètres de l'usine, de sorte que la majeure partie de son temps, est consacrée au capitaliste. En dehors du dimanche, nul loisir ne lui est laissé. Il n'a point de vie intellectuelle ou morale et ne peut en avoir. Sa subsistance matérielle est-elle au moins assurée ? C'est ce que nous verrons dans le chapitre suivant.

(1) D'après les réponses de ces divers cantons à l'enquête officielle.

(2) V. ci-dessous, ch. XI, XII, XIII.

CHAPITRE XI

Les salaires. — La vie matérielle

Le chapitre des salaires est, à coup sûr, l'un des plus importants de ceux que nous avons à traiter. Du salaire dépendant la situation matérielle et en grande partie la valeur physique et morale des travailleurs. Or, étant donnés les documents qui nous sont parvenus, il est extrêmement difficile de se faire une idée exacte des salaires et de leur évolution entre 1830 et 1848 (1). Les enquêteurs, les historiens ou les économistes qui ont étudié la question sont arrivés à des conclusions contradictoires, soit qu'ils aient négligé certaines sources, soit qu'ils aient étudié certaines régions de la France plutôt que d'autres, soit enfin que leurs opinions personnelles aient faussé leur interprétation des chiffres. En ce qui concerne la Monarchie de Juillet, nous nous trouvons en présence des témoignages les plus différents. Villermé, lors de l'enquête qu'il fait en 1840, conclut à une augmentation très nette des salaires (2) dans la grande industrie. Penot, dans ses *Recherches statistiques sur Mulhouse* soutient également que les salaires ont augmenté, en même temps que le nombre des ouvriers, « ce qui a été un résultat heureux de l'emploi des machines ». D'après lui, « un tisseur à la mécanique gagne de 1 fr. 25 à 2 fr. 25 par jour et le tisserand à bras de 0 fr. 75 à 2 francs seulement. L'imprimeur à la main, gagne de 2 fr. 30 à 2 fr. 80 par jour, et l'imprimeur à la perrotine ou au rouleau 3 francs ; c'est-à-dire que les ouvriers les mieux payés sont précisément ceux qui travaillent au moyen de machines et dont on exige plus d'intelligence et moins de force physique ». D'après la *Statistique du Haut-Rhin* (3), la main-d'œuvre se payait, par semaine, en 1780, à peu près comme il suit :

(1) Nous avons fait la même constatation lorsque nous avons étudié les salaires de journaliers, des artisans et des ouvriers-paysans, comme aussi lorsque nous avons essayé de retracer l'évolution des salaires féminins et enfantins. (V. ci-dessus, ch. VIII.

(2) « Le pain et les vêtements, base essentielle du bien-être du peuple, et, pour lui, les deux articles les plus importants, ceux auxquels tous les autres sont subordonnés, ne se sont jamais vendus à aussi bas prix que depuis un certain nombre d'années et cependant les salaires ont augmenté, comme les prix des autres choses. La cherté réelle du pain (décembre 1839) est trop récente pour faire une exception réelle... Je dois rappeler que les simples tisserands ne participent pas à cette amélioration ou s'en ressentent très peu ».

VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit., t. II, pp. 346-347.

(3) *Statistique du Haut-Rhin*, p. 340.

Graveurs, de.	10 à 12 fr.
Imprimeurs, de	6 à 8 fr.
Manœuvres, de	4 à 6 fr.

Les mêmes ouvriers recevaient au moment où fut dressée la Statistique, en 1827 :

Graveurs sur bois, de	18	à 24 fr.
Imprimeurs, de.	13 fr. 80	à 16 fr. 80
Manœuvres, de.	7 fr. 20	à 9 fr.

Ainsi les salaires ont doublé. En 1780, le pain coûtait 0 fr. 25 le kg, et la viande 0 fr. 50 le kilo. Le logement d'une famille se payait 50 fr. par an. En 1843, le pain se vend 0 fr. 30 le kilo, et la viande 1 franc., Le logement est aussi devenu plus cher de même que le combustible mais, d'autre part, la valeur des différentes parties du vêtement a considérablement diminué ; somme toute, l'ouvrier est plus heureux à cette date qu'il ne l'était en 1780, avant l'emploi des machines ».

Si l'on croit le maire de Munster, les salaires payés dans la manufacture de Hartmann auraient augmenté, surtout dans les filatures et les fabriques d'impression. Voici les chiffres qui nous sont parvenus.

Salaires journaliers moyens des ouvriers de la manufacture Hartmann et Fils à Munster.

<i>Filature :</i>	En 1830	En 1847
Fileurs 1 ^{re} classe	2 fr.	2 fr. 50
— 2 ^e classe	1 fr. 50	2 fr.
— 3 ^e classe	1 fr.	1 fr. 50
Ouvriers divers.	0 fr. 65 à 2 fr.	0 fr. 70 à 2 fr. 25
Manœuvres divers.	1 fr. à 1 fr. 50	1 fr. à 1 fr. 50
<i>Tissage :</i>		
Tisserands 1 ^{re} classe.	2 fr.	2 fr.
— 2 ^e classe.	1 fr. 25	1 fr. 25
— 3 ^e classe.	0 fr. 90	0 fr. 90
Pareurs	1 fr. 60	2 fr. 40
Ouvriers divers.	1 fr. à 1 fr. 75	1 fr. à 2 fr.
<i>Impression :</i>		
Graveurs sur cuivre et sur bois :		
— 1 ^{re} classe	5 fr.	5 fr. 25
— 2 ^e classe	1 fr. 90	2 fr.
— 3 ^e classe	1 fr.	1 fr.
<i>Ateliers de construction :</i>		
Serruriers et forgerons :		
— 1 ^{re} classe	2 fr. 50	2 fr. 75
— 2 ^e classe	2 fr.	2 fr. 25

Menuisiers :

— 1 ^{re} classe . . .	2 fr. 50	2 fr. 50
— 2 ^e classe . . .	2 fr.	2 fr. 10
Charpentiers et charrons.	1 fr. 50 à 2 fr.	1 fr. 50 à 2 fr.
Maçons et tailleurs de pierre	1 fr. 80 à 3 fr.	1 fr. 90 à 3 fr.

D'après Hanaucr, les salaires, à quelques exceptions près, auraient également augmenté à Mulhouse si l'on en croit le tableau ci-dessous :

<i>Mulhouse</i>	<i>Salaires</i>	<i>Prix de la journée</i>	
	1835	1840	1845
Contre-maître.	2.91	3.75	3.40
Régleur	1.88	2.00	2.30
Graisser	1.50	1.80	1.80
Sellier.	1.50	1.83	1.83
Réparateur de cardes et porteur de bobines.	1.33	1.42	1.42
Batteurs.	0.96	1.06	1.04
Bancs à broches	1.50	1.46	1.50
Fileur à bras.	1.75	2.25	2.60

Charles Grad conclut, lui aussi, à une hausse des salaires entre 1835 et 1845 :

Salaires : Filature à Mulhouse (1835-1845)

<i>Nature du travail</i>	1835	1845
—	—	—
Contre-maître.	2.91	3.50
Régleur	1.88	2.30
Graisser.	1.50	1.80
Sellier.	1.50	1.83
Cardes, réparateur.	1.33	1.42
— débourreur	—	—
Bancs à broches.	1.50	1.50
Fileurs à bras.	1.75	2.60
— automate	—	—

Tissage à Dornach (1831-1845)

	1831	1845
—	—	—
Contre-maîtres	2.58	2.02
Tissage hommes et femmes. .	1.00	1.50
Parage hommes.	3.00	3.33

Enfin, l'Enquête patronale note, en 1848, que les salaires ont successivement haussé, dans les ateliers industriels, de 5 et de 10%. Leur

moyenne a toujours été supérieure à celle des ouvriers de la campagne. C'est aussi l'avis de Charles Grad : « La différence des salaires entre les vallées des Vosges et les fabriques de Mulhouse est encore considérable. Mieux rétribué dans les villes que dans les ateliers des vallées, le travail est aussi plus efficace, plus productif et les ouvriers sont meilleurs dans les grands centres. Les prix de fabrication pour les mêmes articles sont, tout compte fait, plus bas dans le rayon de Mulhouse que dans le restant de l'Alsace, par conséquent plus avantageux pour le fabricant (1).

De son côté, le maire de Belfort note, en 1847, une augmentation : « En ce qui concerne les ouvriers de fabrique, dit-il, le salaire n'a pas diminué depuis 1830. Il a même augmenté de quelques centimes, quotidiennement. Le minimum, en 1830, était de 0 fr. 25, et le maximum de 2 fr. 10, tandis qu'actuellement ce minimum est de 0 fr. 35, et le maximum de 2 fr. 30, même de 2 fr. 50 dans certains établissements. On peut donc évaluer l'augmentation des salaires journaliers depuis 1830 à 10% ». Le maire ajoute, d'ailleurs : « Il y aurait diminution si l'on avait égard à la marchandise fabriquée car, à présent, par suite de l'amélioration des machines, les ouvriers font 1/5 de besogne de plus dans le même laps de temps » (2).

Si l'on se réfère au graphique établi, en 1900 par le « Bureau de Statistique », on constate que la période de 1830 à 1840 est marquée par la seule hausse sensible des salaires qu'ait vue la première moitié du ^{xx}^e siècle et que c'est même vers 1837 que la courbe des salaires s'élève pour la première fois au-dessus de la courbe du coût de la vie.

L'*Histoire Documentaire de l'Industrie à Mulhouse* signale que, de 1835 à 1847, les salaires ont augmenté de 15% environ et établit le tableau suivant :

Salaires par quinzaine, soit 12 jours de travail entre 1835 et 1850.

<i>Profession</i>	1835	1840	1850
Contremaîtres de carderie.	35 fr.	44 fr.	45 à 48 fr.
Aiguiseurs de cardes	—	15 à 18 fr.	—
Contremaîtres de filature	35	45	45 à 48 fr.
Fileurs à la main.	21	27	33 fr. 50
Manceuvres	16	17	18
Graisseurs.	18	19	19
Selliers	18	22	23 (3)

D'autres témoins, par contre, concluent à une baisse générale des salaires.

(1) Ch. GRAD : *Economiste français*, 16 octobre 1880.

(2) Lettre du maire de Belfort, au préfet, 18 janvier 1848. A. D. Haut-Rhin, M. 127.

(3) *Histoire Documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, loc. cit., pp. 243-244.

En 1847, le maire de Ribcauvillé, écrit au préfet du Haut-Rhin : « En ce qui touche les ouvriers de fabrique, ils étaient mieux payés il y a vingt ans passé, mais les affaires ayant diminué, leur salaire a aussi été réduit et ne suffit plus à toutes les éventualités des familles ».

Au Kaysersberg, un fileur qui gagnait 2 fr. 50 en 1830, gagne 2 francs en 1847. A Guebwiller, la diminution est plus sensible encore. Un ouvrier de 1^{re} classe (constructeur de machines mécaniques, par exemple) qui gagnait, en 1830, 3 fr. 75, gagne, en 1847, 2 fr. 50. Un ouvrier de 2^e classe (fileur ou autre) voit son salaire tomber de 2 fr. 75 en 1830 à 2 fr. 25 en 1847 (1). On fait la même constatation à Altkirch, où les constructeurs de machines gagnaient de 2 fr. 50 à 6 francs en 1830, et de 2 à 5 francs en 1847, et les tisserands de 1 franc à 1 fr. 75 en 1830, et de 1 fr. 20 à 1 fr. 60 en 1847, cependant que le salaire des pareurs (2 fr. 25 à 2 fr. 75) et celui des fileurs (2 à 3 francs) restait inchangé (2).

Certains historiens concluent, eux aussi, à une diminution des salaires. Levasseur, dans son « *Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870* (2) », note que la crise de 1837, diminua pendant un temps le salaire d'une partie de la classe ouvrière, tandis qu'elle laissait sans ouvrage l'autre partie. L'historien ajoute : « Quand la statistique essaie de dresser le budget de l'ouvrier, elle est souvent conduite à conclure qu'il se soldait par un déficit ». M. Charléty (3) constate « que les salaires, généralement faibles, n'ont guère changé depuis la Restauration et que ceux des ouvriers de la grande industrie sont en baisse : tisseurs, fileurs, bonnetiers, chapeliers ont vu fléchir leurs salaires de 3 à 4 francs, à 2 fr. 50. La misère de l'ouvrier d'usine s'est probablement accrue à mesure que les affaires ont prospéré davantage ».

Ansiaux, dans son *Traité d'Economie Politique* (4) écrit, d'autre part : « Les économistes et les statisticiens les plus autorisés, s'accordent à reconnaître l'importance du mouvement ascensionnel des salaires au xix^e siècle, et au commencement du xx^e ; en France, d'après Charles Gide, si l'on représente par 100 le salaire moyen des ouvriers en 1806, nous le voyons monter à 112 en 1840, à 121 en 1850 ». Le même auteur ajoute : « Si, au lieu de considérer les chiffres moyens nous avons étudié séparément l'évolution des salaires dans la grande industrie, puissamment outillée, d'une part, dans la petite industrie et l'industrie à domicile d'autre part, un contraste frappant se fût manifesté. Là, hausse marquée, à peu près ininterrompue de 1815 à 1914 ; ici, stagnation, parfois même baisse ».

De son côté Quentin-Bauchart écrit : « Si l'on s'en tient à des notions très générales, on peut constater depuis, la Restauration, une sorte de

(1) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières de 1789 à 1870*, t. II, Paris 1859.

(3) LAVISSE : *Histoire de France contemporaine*, t. V, p. 215.

(4) ANSIAUX : *Traité d'Economie politique*, t. II. Prix et revenus 2^e éd., p. 572. (Laval, Paris 1927, in-8°, 699 pages). B. N. 8° R. 35.420.

tendance au nivellement, un peu par la hausse du salaire journalier des manœuvres, beaucoup par la baisse de celui des ouvriers qualifiés, monté très haut sous l'Empire, par suite de la raréfaction de la main-d'œuvre, retombant, sous l'influence des machines qui permettaient souvent de les remplacer par des travailleurs moins instruits après un court apprentissage » (1).

Enfin, d'autres documents ne mentionnent aucune différence entre les salaires payés aux ouvriers en 1830 et 1848. Ainsi, à Ribeauvillé, le maire, sans se soucier des contradictions qui existent entre ses affirmations (2) et les chiffres qu'il transmet au préfet signe le tableau suivant où nulle variation de salaires ne peut être relevée (3).

Tissage :

	1830	1847
Ourdisseurs.	2 fr. 25	2 fr. 25
Manœuvres.	1 fr. 65	1 fr. 65
Teinturiers.	1 fr. 65	1 fr. 65
Calendriers.	1 fr. 65	1 fr. 65
Tisserands hommes . . .	1 fr. 75	1 fr. 75

Filature :

Ouvriers divers.	1 fr. 85	2 fr. 05 (4)
--------------------------	----------	--------------

On peut faire la même constatation en ce qui concerne les ouvriers de Sainte-Marie-aux-Mines, qui gagnaient :

	En 1830	En 1847
Manœuvres.	1 fr. 50	1 fr. 50
Maîtres	2 fr. 00	2 fr. 00
Imprimeurs sur toile. . .	2 fr. 00	2 fr. 00
Tisserands	1 fr. 75	1 fr. 50
Ourdisseurs.	2 fr. 50	2 fr. 50
Fileurs.	2 fr. 00	2 fr. 00

Le maire de Colmar affirme que les salaires de la classe ouvrière n'ont pas subi de changement, en ce qui concerne les ouvriers de fabrique : « Il est vrai que les tarifs ont été réduits sensiblement, mais ces réductions sont compensées par la plus grande somme de travail

(1) QUENTIN-BAUCHART : *La Crise sociale de 1848. Les origines de la Révolution de Février*. Paris, Hachette s. d.

(2) V. ci-dessus, p. 226.

(3) Il ajoute, il est vrai, que les chiffres ont été fournis par MM. les fabricants, ce qui semblerait indiquer qu'il n'avait qu'une confiance très limitée dans les déclarations de ceux-ci.

(4) A. D. Haut-Rhin M. 127.

que peut produire l'ouvrier, par les perfectionnements successifs apportés dans les mécanismes servant à la fabrication (1) ».

En 1834, d'après le Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, (2), le salaire moyen des tisserands était de 1 fr. 40 par jour ; celui des personnes employées aux réparations 0 fr. 50 ou 0 fr. 70. Les contre-maîtres, ourdisseurs et teinturiers gagnaient, en moyenne, 2 francs par jour.

A la même date, d'après les déclarations faites par les industriels (3), les ouvriers touchaient les salaires suivants :

Chez Heilmann frères et Cie, à Ribeauvillé :

1 francs par jour en moyenne.

Chez Harlmann à Munster :

0 fr. 50 à 5 francs.

Chez Herzog, filateurs à Logelbach :

Bobineurs, rattacheurs et soigneurs. 0 fr. 60 à 1 fr.

Ouvriers attachés aux carderies . . . 1 fr. 40 à 2 fr.

Fileurs 2 fr. 50 à 3 fr. 50

Chez J. Harlmann-Weiss à Soultzmatt (filature et tissage) :

1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.

Chez Schlumberger-Steiner et Cie à Mulhouse (filature et tissage) :

1 fr. 50 par jour.

Chez Gros-Odier-Roman, à Wesserling (filature) :

Ouvriers constructeurs de machines. 1 fr. 50 à 3 fr.

Pareurs à la machine. 2 fr. à 2 fr. 50

Tisserands ordinaires. 0 fr. 75 à 0 fr. 90

Tisserands en mousseline. 1 fr. à 1 fr. 25

Tisserands en articles pour le blanc. — —

Chez Gros-Odier-Roman, à Wesserling (Impression) :

1 fr. 40 à 4 francs.

Chez Gros-Odier-Roman, à Wesserling (Blanchisserie) :

1 fr. 40 à 2 francs par jour.

Chez Schlumberger-Koechlin, à Mulhouse (Filature) :

1 fr. 50 à 3 fr. 50.

(Tissage) :

1 franc à 2 fr. 50.

(Impression) :

1 fr. 50 à 6 francs.

(1) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(2) Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, 1837, p. 448.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 119/1a.

D'après l'*Industriel Alsacien* du 6 août 1836, la moyenne du salaire a été pour tous les ouvriers d'une fabrique de 75 centimes en 1832, et de 94 centimes en 1834. Cette progression est due au fait que l'année 1835 marque le début d'une période de prospérité pour l'industrie cotonnière.

Par ailleurs (1) nous trouvons à Mulhouse, en 1835, les salaires suivants :

Ateliers de construction :

Manœuvre : 1 fr. 50.

Menuisier, limeur, forgeron, tourneur, etc., de 2 à 6 francs, à la journée, de 3 à 10 francs à la pièce.

Filatures :

Fileur à la pièce. 2 à 3 francs par jour.

Tissages :

Tisserands à la main. . . 1 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.

— à la mécanique 1 fr. 50 à 1 fr. 75 —

Pareur. 2 fr. 50 à 3 fr. —

Imprimeries :

1^{re} classe : Imprimeur à la pièce. 2 fr. 50 à 3 fr. 50

2^e — — — 1 fr. 25 à 2 fr. 50

Graveur. 3 fr. 50 à 5 fr.

Voici, d'autre part, les salaires des ouvriers dans les divers établissements du Haut-Rhin en 1842 et 1844. (V. tableau ci-contre p. 230)

Or, en 1843, Penot donne les chiffres suivants :

Ateliers de construction :

Ajusteurs, tourneurs, fondeurs,
menuisiers, charpentiers. . . 3 fr.

Forgerons, frappeurs 1 fr. 80 à 4 fr.

Ouvriers employés aux machines

à planter ou à buriner . . . 2 fr. 25

Manœuvres 1 fr. 50 à 1 fr. 75

Apprentis. 0 fr. 60 à 1 fr. 25

Filatures de coton :

Fileurs et ouvriers de la carderie 0 fr. 70 à 2 fr. 50

Rattacheurs. 0 fr. 75 à 1 fr. 10

Tissage de coton :

Pareurs. 2 fr. 50 à 3 fr. 40

Tisserands à la mécanique. . . 1 fr. 25 à 2 fr.

(1) A. N. F¹² 4.704. Société Industrielle de Mulhouse. Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers.

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES FILATURES DE COTON (1)

	A Mulhouse et à Dornach suivant les réponses manuscrites soumises à la Société Industrielle de Mulhouse au nom d'une commission spéciale.		Dans la filature tout à fait exceptionnelle de Nicolas Schlumberger de Guebwiller où l'on n'emploie que les fileurs les plus habiles.		C'était en 1834 d'après M. M.	
	Par jour	Par an 300 jours de travail	Par jour	Par an 300 jours de travail	Roman	Nicolas Koechlin
Fileurs et fileuses proprement dits (2)	2 fr. à 3 fr.	600 à 900 fr.	2,38	714 fr.	2 fr. à 3 fr.	2,33
Rattacheurs (enfants des 2 sexes) (3)	0,50 à 1 fr.	150 à 300 fr.	0,48	144 fr.	0,50 à 0,50	—
Bobineurs (travaillant à la journée)	0,35	105 à 180 fr.	—	—	—	—
Débourreurs	1,50 à 1,75	450 à 525 fr.	—	—	—	—
Ouvriers employés au battage	—	—	1,25	375 fr.	—	—
Soigneuses de cardes	0,75 à 1,40	225 à 330 fr.	—	—	—	1 fr.
Dévideuses et femmes à la journée	0,75 à 1,40	225 à 330 fr.	1,25	375 fr.	0,75 à 2,	—
Manœuvres et journaliers	—	—	0,88	264 fr.	1,25	1,50

(1) Villerné, *loc.cit.*, t. I, p. 37.

(2) Travaillant à la pièce ou à la tâche.

(3) Les rattacheurs et bobineurs sont presque toujours payés par les fileurs eux-mêmes, lorsque ceux-ci travaillent à la pièce, et par les fabricants lorsque c'est à la journée. Les salaires de ces enfants ont été déduits ici de ceux des fileurs.

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES TISSAGES

	A Mulhouse et à Dornach suivant les réponses manuscrites soumises à la Société Industrielle de Mulhouse au nom d'une commission spéciale.		A Ste-Marie, Ribeauvillé, Colmar et environs pour les tissus en couleur en 1834.		En 1834 d'après MM.	
	Par jour	Par an	Par jour	Par an	Roman	N. Koechlin
					Par jour	Par an
Mécanique { Pareurs { Tisserands des deux sexes. Tisserands des deux sexes. Enfants et femmes employés aux préparations du fil. Contremaîtres, ourdisseurs et teinturiers	2,50 à 3 fr.	750 à 900 fr.	—	—	—	—
	1,50 à 1,75	450 à 525 fr.	—	—	—	—
	1,50 à 2,50	450 à 750 fr.	1,40	420 fr.	0,60 à 2,50	0,75
	—	—	0,50 à 0,70	150 à 210 fr.	0,25 à 0,50	
	—	—	2 fr.	600 fr.	—	—

(1) Villermé, *loc. cit.*, t. I, p. 39.

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES D'INDIENNES OU DE TOILES PEINTES (1)

	Dans le département du Haut-Rhin en 1827 (2)		A Mulhouse, en 1834, suivant des renseignements particuliers.		A Mulhouse et Dornach en 1835 (3)		En 1834, d'après MM. Roman N. Koehlin	
	Par jour	Par an	Par jour	Par an	Par jour	Par an	Par jour	Par an
Dessinateurs	10 fr. à 20 fr.	3.000 à 6.000						
Graveurs sur rouleaux	10 fr. à 20 fr.	3.000 à 6.000						
Contremaîtres et commis	4 fr. à 10 fr.	1.200 à 3.000						
Graveurs sur bois	3 fr. à 4,20	900 à 1.260	3 fr. à 5 fr.	900 à 1.500	3,30 à 5 fr.	990 à 1.500	1,50 à 5 fr.	3 fr.
Imprimeurs de premières mains	2,50 à 3,33	750 à 990	2,50 à 3,30	750 à 990	2,50 à 3,30	750 à 990	1,25 à 3 fr.	3 fr.
Imprimeurs de deuxièmes mains	1,50 à 2,08	450 à 624	1,25 à 1,75	375 à 525	1,25 à 2,50	375 à 750		
Mancœuvres, teinturiers, etc.....	1 fr. à 1,50	300 à 450	1 fr. à 2 fr.	300 à 600			1,40 à 1,60	0,75 à 1,50
Garçons manœuvres	0,67 à 0,83	201 à 290						
Eplucheuses et couturières à raison de 0,15 par h. de trav. effectif et en supposant 8 h. de travail par jour			1,20	360			0,90 à 1,50	
Tireurs et broseurs (jeunes enfants des deux sexes)			0,25 à 0,33	75 à 99	0,25 à 0,35	75 à 105	0,25 à 0,50	0,40 à 0,50
Les salaires des petits tireurs sont payés par les imprimeurs eux-mêmes lorsque ceux-ci travaillent à la pièce, et par les fabricants quand c'est à la journée. Mais c'est presque toujours à la pièce ce qui réduit comme suit le salaire des imprimeurs								
Imprimeurs de premières mains	2,20 à 3 fr.	660 à 900						
deuxièmes mains	1 fr. à 1,50	300 à 450						

(1) D'après Villermé, *loc. cit.*, p. 44.

(2) Voir la statistique générale de ce département, p. 371.

(3) Suivant les réponses soumises à la Société Industrielle de Mulhouse.

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES ATELIERS DE CONSTRUCTION ET DE RÉPARATION
DES MÉTIERS OU MACHINES EN USAGE DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

	<i>A Mulhouse et Dornach d'après les dépenses fournies à la Société Industrielle.</i>		<i>Dans le département du Haut-Rhin, en 1827, d'après la Statistique générale de ce département.</i>	
	<i>Par jour</i>	<i>Par an</i>	<i>Par jour</i>	<i>Par an</i>
Menuisiers, tourneurs, forgerons, etc... | aux pièces ..	3 à 40 fr.	900 à 3.000 fr.		
.. | à la journée ..	2 à 6 fr.	600 à 1.800 fr.	2 fr. 46	739 fr. 50
Manœuvres, hommes de peine	1 fr. 50	450 fr.		

(1) Villermé, *loc. cit.*, t. I, p. 43.

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. TISSAGE

<i>Arrondissement et commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>
Arrondissement d'Altkirch				
Altkirch	Tissus de coton et de laine et coton	Xavier Jourdain et C ^{ie}	2 fr.	2 fr. à 3 fr.
Mulhouse	Tissage (toiles de coton)	Baumgartner et C ^{ie}	1,25	1,95
Brunstadt	—	Schlumberger-Steiner et C ^{ie}	1,50	1 fr. à 2 fr.
Mulhouse	—	Dollfus Mieg et C ^{ie}	1,50	1,40
—	—	Schlumberger, Koechlin et C ^{ie}	1,40	
—	—	Laurent Weber et C ^{ie}	1,50 à 2,50	
—	Etoffe de laine et soie, laine et coton	Alexandre Franck	2,25	2,25
—	—	Schlumberger Schwartz	2,75	2,75
—	—	Charles Mieg	1,25	1,50
—	—	David Kœnig	1,25	1,25
—	Mouchoirs, fichus, cravates de tissus de damas	Laurent-Weber et C ^{ie}		1,50 à 2 fr.
Illzach	—	Adolphe et Benner	3 fr.	3 fr.
Kingersheim	Toiles peintes	Reber et Fries	1,50	1,50
—	—	Dorgebray	2 fr.	2 fr.
Thaun	—	Henry Bindschedler	1,50	1,50
Bitschwiller	—	Bouché fils	2 fr.	2 fr.
Willer et Bitschwiller	—	Koechlin Isaac	1,30 à 2,50	1,30 à 2,50
Valdoie	Toile de coton rouge	Joseph Dépierré	1,25 à 1,50	
Sentheim	—	Bian Weber et Erhard	1,50	1,50
Huseren	—	Gros-Odier-Roman et C ^{ie}	1,50	0,75 à 1,50
Felleringen	—	Larger et Brueder	1,25	1,25
Wildenstein	—	Kientzy Gruner	1,35	1,35
Bavilliers	—	Fergusson-Bornègue	1,75	1,75
Cernay	—	Mathieu Rissler et fils	1,50	1,25
—	—	Sandoz-Baudry et C ^{ie}	1,50 à 2 fr.	
Giromagny	—	Boigool-Jappy	1,25	1,25
Massevaux	—	Koechlin Waldner et C ^{ie}	1,75 à la mécan. 0,50 à la main	1 fr. à 1,50
Oberbruck	—	Zeller frères	1 fr.	1 fr.
Giromagny	—	Simon George	1,25	1,25
Oderen	—	Menny et Anold	1 fr.	1,25
Arrondissement de Belfort				

Arrondissement et commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842	En 1844
Sainte-Marie-aux Mines	—	Landmann Antoine et frères	1,75	1,75
	—	Minder	1,25 à 1,50	1,25 à 1,50
	—	Mohler frères	1,50 à 2 fr.	1,50 à 2 fr.
	—	Willer et Finck	1,35	1,35
	—	Reber et Cie	1,25 à 1,50	1,25
	—	Urner Zurcher	1,50	1,50
	—	Weber	1,25 à 1,30	1,50 à 2,25
	—	Weisgerber	1,50 à 2,35	1,50
	—	Werth	1,50	1,50
	—	Kiener	1 fr. à 2 fr.	2,50
	—	Hartmann	1,60	0,75
	—	Ertlé Thiebaud	0,75	0,75
	—	Kempf	1,25	1,25
Sainte-Marie-aux Mines	—	Rissler (Daniel)	1,25	1,25 à 2,25
	—	Boulanger Colotte et Ströhl	1,25 à 2,25	1,50
	—	Bressler Philippe	1,50	1,50
	—	César Neveu	1,50	1,50
	—	Degermann Jean	2 fr.	2,40
	—	Diener sous la raison A. Hepner et Cie	4,50	1,50
	—	Joly et Osmond	1,50 à 2,50	1,50 à 2,50
	—	Kaiser-Xavier et Cie	2 fr.	1,20
	—	Kœnig (Napoléon)	1,20	1,25 à 2 fr.
	—	Lamoureux et Lesslin frères	1,25 à 2 fr.	1,50
	—	Bertrand	4,50	1,20 à 1,80
	Tissus de coton en couleur	Weisgerber et fils	1,20 à 1,80	1,40
	—	Baur	1,40	1 fr.
Ribeauvillé	—	Borach	1 fr.	1 fr.
	—	Hollinger et Adolphe	1 fr.	1,80
	Toile de coton.	Bastard frères	1 fr. à 2 fr.	1,80
	Indiennes, jaconats, percales, etc	Hausmann-Jordan-Hirn et Cie	1,40 à 1,25	1,80
	—	Kiener cousins	1,45 à 3 fr.	1,80
	—	Oehl et Huser	2 fr.	1,50 à 3 fr.
	—	Ziegler et Cie	2 fr.	1,50
	—	Frey et Witz	2 fr.	1,50
	Toiles et mouchoirs de coton teint	Barthélémy	1,50	0,80
	—	Maire et fils	0,80	0,80
	—	Lefebvre	1,40	1,40
	—	—	—	—
	—	—	—	—
Arrondissement de Colmar	—	Landmann Antoine et frères	1,75	1,75
	—	Minder	1,25 à 1,50	1,25 à 1,50
	—	Mohler frères	1,50 à 2 fr.	1,50 à 2 fr.
	—	Willer et Finck	1,35	1,35
	—	Reber et Cie	1,25 à 1,50	1,25
	—	Urner Zurcher	1,50	1,50
	—	Weber	1,25 à 1,30	1,50 à 2,25
	—	Weisgerber	1,50 à 2,35	1,50
	—	Werth	1,50	1,50
	—	Kiener	1 fr. à 2 fr.	2,50
	—	Hartmann	1,60	0,75
	—	Ertlé Thiebaud	0,75	0,75
	—	Kempf	1,25	1,25
Arrondissement de Colmar	—	Rissler (Daniel)	1,25	1,25 à 2,25
	—	Boulanger Colotte et Ströhl	1,25 à 2,25	1,50
	—	Bressler Philippe	1,50	1,50
	—	César Neveu	1,50	1,50
	—	Degermann Jean	2 fr.	2,40
	—	Diener sous la raison A. Hepner et Cie	4,50	1,50
	—	Joly et Osmond	1,50 à 2,50	1,50 à 2,50
	—	Kaiser-Xavier et Cie	2 fr.	1,20
	—	Kœnig (Napoléon)	1,20	1,25 à 2 fr.
	—	Lamoureux et Lesslin frères	1,25 à 2 fr.	1,50
	—	Bertrand	4,50	1,20 à 1,80
	Tissus de coton en couleur	Weisgerber et fils	1,20 à 1,80	1,40
	—	Baur	1,40	1 fr.
Arrondissement de Colmar	—	Borach	1 fr.	1 fr.
	—	Hollinger et Adolphe	1 fr.	1,80
	Toile de coton.	Bastard frères	1 fr. à 2 fr.	1,80
	Indiennes, jaconats, percales, etc	Hausmann-Jordan-Hirn et Cie	1,40 à 1,25	1,80
	—	Kiener cousins	1,45 à 3 fr.	1,80
	—	Oehl et Huser	2 fr.	1,50 à 3 fr.
	—	Ziegler et Cie	2 fr.	1,50
	—	Frey et Witz	2 fr.	1,50
	Toiles et mouchoirs de coton teint	Barthélémy	1,50	0,80
	—	Maire et fils	0,80	0,80
	—	Lefebvre	1,40	1,40
	—	—	—	—
	—	—	—	—

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE. IMPRESSION

<i>Arrondissement et commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>
Arrondissement d'Altkirch	Illzach	Ruber et Fries	1,50	2 fr. à 4 fr.
	Dornach	Dollfus Mieg et Cie	2 fr.	2 fr.
	Mulhouse	Blech frères et Cie	2,60	1,50 à 4 fr.
	Dornach et Mulhouse ..	Schlumberger, Koechlin et Cie..	1,50	2 fr. à 3 fr.
	Mulhouse	Isaac Schlumberger et Cie	2 fr. à 3 fr.	1,50 à 3,50
	—	Josué Hofer	1,50 à 3 fr.	2 fr. à 3 fr.
	—	Grosjean fils	1,50 à 4,50	1,50 à 4 fr.
	—	Heilmann, Mantz et Cie	1,30 à 3 fr.	1,50 à 3,50
	—	Nicolas Rott et Cie	1,50 à 3,50	1,25 à 2,50
	—	Daniel Schlumberger et Cie	1,25 à 2,50	1,50 à 3,50
	—	Katz frères	1,25 à 5 fr.	1,25 à 2,50
	—	Hoffer Nicolas	1,50	1,50 à 3,50
	Kingersheim	Dorgebray	1,50	1,25 à 2 fr.
	Huseren	Gros-Odier-Roman et Cie	2,25	2 fr.
	Cernay	Daniel Eck et Cie	1,25 à 2 fr.	2 fr.
	—	Zürcher et Cie	2 fr.	2 fr.
	—	Liebach Hartmann et Cie	2 fr.	2 fr.
Arrondt de Belfort	—	Robert Gardon et Cie	1,50 à 3,50	1,50 à 3,50
	Vieux-Thann	Schlumberger jeune et Cie	2,25	2 fr.
	Thann	Barbé et Cie	2,25	1 fr.
	Valdoye	Liebach Hartmann et Cie	2 fr.	1 fr.
	—	Dépierre	1,80	2,50
	Colmar-Logelbach	Hausmann, Hiru, Jordan et Cie	2 fr.	2,50
	Ensisheim	Titot et Chastellux	1,30 à 3 fr.	2,50
	Bühl	Fries et Callias	2,50	1,30 à 3,50
	—	Thyss et Beuck	1,60 à 3,50	1,50 à 2 fr.
	Sainte-Marie-aux-Mines	Landmann, Sébastien et Cie ..	1,50 à 2 fr.	
Arrt de Colmar	Munster	Hartmann fils		
	Ribeauvillé	Weisgerber		

Arrondissement et commune	Nature de l'Industrie	Nom de l'Etablissement	En 1842		En 1844
Mulhouse	Filature de coton	Nicolas Koechlin frères	1, 70		
—	—	Schlumberger, Steiner et C ^{ie}	2 fr.		
—	—	Charles Naegely et C ^{ie}	2 fr. à 3 fr.		2 fr.
—	—	Dollfus Mieg et C ^{ie}	2 fr.		2, 75
—	—	Hirn et Guth	2, 25		
—	—	Blech frères et C ^{ie}	2 fr. à 3 fr.		
—	—	Schlumberger, Koechlin et C ^{ie}	1, 50 à 3 fr.		1, 50 à 3 fr.
—	—	Bock, Richard et C ^{ie}	1, 50 à 3 fr.		1, 50 à 3 fr.
—	—	A. Koechlin, Risler et C ^{ie}	2, 50		
Mooch	Filature de coton et laine pei- gnée	Koechlin-Dollfus frères	1, 50 à 2, 75		2, 50 à 4 fr.
Bitschwiller	Filature de coton	André Koechlin	1, 50		1, 50
Huseren	—	Dubrit et C ^{ie}	1, 30 à 3 fr.		
Bavilliers	—	Gros, Odier, Roman et C ^{ie}	1 fr. à 1, 50		1 fr. à 1, 50
Cernay	—	Ferguson et Boneque	1, 50		1, 60
—	—	Sandoz-Baudry et C ^{ie}	1, 50 à 2 fr.		1, 50 à 2 fr.
—	—	Henri Witz (Jean)	1, 30		2 fr. à 3 fr.
—	—	Mathieu Kisler et fils	2 fr.		2 fr.
Gromagny	—	Boigeol Japy	1, 25		1, 75
Massevaux	—	Koechlin, Waldner et C ^{ie}	1, 75		
Oberbruck	—	Zeller frères	1, 50		1, 50
Sentheim	—	Bian Weber et Erhard	2 fr.		
Thann	—	Dubrit et C ^{ie}	1, 30 à 3, 50		1, 30 à 3, 50
—	—	Ostmeyer frères	1, 50		1, 50
—	—	Gabriel Zindel	1, 50 à 5 fr.		
Vieux-Thann	—	Henry Bindshaedler	2, 50		1, 50
Bitschwiller	—	Metzdorff frères	2, 50		2 fr.
—	—	Bouché fils	2 fr.		
Willer	—	Schlumberger Gaspard	1, 50 à 2, 50		1, 50 à 2, 50
Guebwiller	—	Koechlin Isaac	1, 30 à 2, 50		1, 30 à 1, 50
Kaysersberg	Filature de lin	Nicolas Schlumberger	2, 25		3 fr.
Lapoutroie	Cotons filés	Leclaire	1, 50 à 2, 50		1, 50 à 2 fr.
Munster	—	Dollfus Pierre	2 fr.		2 fr.
Orbey	—	Hartmann et fils	1 fr. à 5 fr.		1 fr. à 5 fr.
		Kresset, Birckel	1, 50		1, 50

Arrondissement de Belfort

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE : FILATURES (suite)

<i>Arrondissement et commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>
Ribeauvillé	—	Schlumberger et Hofer	1,68	1,70 à 2,50
Ste-Croix-aux-Mines	—	Schoubart et ses fils	4,50	4,50
Soultzmatt	—	Kessler	1,25	1,25
Turckheim	—	Kirschleger	1,50	1,50
Wintzenheim-Logelb	—	Herzog	4,40 à 3,75	2,40 à 4,75
Ste-Marie-aux-Mines	—	Weisserber et fils	1,25 à 2,25	1,25 à 2,25
Lautenbach	—	De Jongh et ses fils	1,40 à 3 fr.	1,40 à 3 fr.
Bollwiller	—	Sandoz Baudry et Cie	—	1,50
Bühl	—	Ziegler et Cie	4,30 à 3 fr.	4,50 à 3 fr.
Colmar-Logelbach	—	Barth et Kiener	1,40 à 4 fr.	1,40 à 4 fr.
Ensisheim	—	Hausmann, Jordan, Hirn et Cie	2,05	2,05
—	Filature de lin	Titot père et fils	0,90	0,90

SALAIRE DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE, BLANCHIMENT ET APPRÊT

Nieder-Morschwiller	Blanchiment	Schwebel et Bühler	1,30	1,30
Cernay	—	Ferdinand Witz	1,50	1,50
Vieux-Thann	—	Mertzdorff frères	1,50	1,50
Massevaux	—	Koechlin Waldner et Cie	1,40	1,40
Guebwiller	—	Witz-Greuler	1,50	1,50
Sainte-Marie-aux-Mines	—	Elmer frères	1,50	1,50

SALAIRE DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (RUBANS DE SOIE)

Colmar	Rubans de soie	Preiswerck	1,50 à 1,80	1 fr. à 2 fr.
—	—	Karcher (Jean-Jacques)	1 fr. à 2 fr.	1,50 à 2,50
Guebwiller	Rubans et bretelles	Debarry Merian	1,50 à 2,50	1,50 à 2,50

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (DRAPERIE)

<i>Arrondissement et commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>
Mulhouse	Fabrique de draps.....	Mathieu Mieg et fils.....	1, 20 à 1, 50	2 fr.
—	—	Schwaltzer-Weiss	2 fr.	2 fr.
Guebwiller	—	Mény et Althofer.....	2, 25	2, 25

SALAIRES DES OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES DIVERSES INDUSTRIES

Grandvillars-Méziné.....	Vis à bois et tréfilerie.....	Migeon et fils	1 fr. à 1, 50	0, 50 à 2 fr.
Beaucourt	Horlogerie et quincaillerie	Japy frères.....	1 fr. à 5 fr.	1, 50
Colmar	Brasseries	Etablissements divers.....	0, 80 à 2 fr.	2, 50
Altkirch	Construction de bâtiments	Gayelin	2, 50	2 fr.
—	Chantier de construction	Muller père et fils	2 fr.	4, 50 à 3 fr.
Colmar	—	Wetterlé	1, 25 à 2 fr.	1, 80
Rappentzwiller	Papeterie	Jean Zuber et C ^{ie}	1, 75	
Massevau	—	—	1, 50	
Cernay	—	—	0, 75 à 2, 25	4, 50
Jungholtz	—	Schwindenhammer.....	0, 95	1, 50
Turckheim	—	Felmé	0, 90 à 2 fr.	
Ste-Marie-aux-Mines	—	Kiener frères	1 fr. à 1, 75	1, 20 à 1, 50
Luttenbach.....	—			

Papeterie

SALAIRES DES EMPLOYÉS DANS LES DIVERSES INDUSTRIES (suite)

<i>Arrondissement et commune</i>	<i>Nature de l'Industrie</i>	<i>Nom de l'Etablissement</i>	<i>En 1842</i>	<i>En 1844</i>
Lucelle	Forges	Paravicini	1, 70	1, 70
Mulhouse	Construction de machines	Koechlin et C ^{ie}	2, 25	2, 50
Altkirch	—	Huguenin et Ducommun	3 fr.	2, 50
Belfort	—	Xavier Jourdain	3 fr.	2 fr. à 4 fr.
	Fers forgés	C ^{ie} des forges d'Audincourt et dépendances		
Mezire	Forges	Migeon et fils	3 fr.	3 fr.
Massevaux	Haut-fourneau	Stehelin et Huber	2, 50	2 fr.
	—	Appartenant au duc de Broglie ..	1, 80	
Oberbruck	—	Stehelin et Huser	2 fr.	
Grandvillars	Manufacture de fils de fer	Migeon et fils	2, 50	2 fr.
Bitschwiller	Fonderies et construction de ma- chines		2 fr.	
Thann	Construction de machines	Stehelin et Huber	3 fr.	3 fr.
—	Fonderie	Léopold Muller et fils	5 fr.	
Vieux-Thann	—	Scheibel et Loos	2, 50	2, 50
Niederbruck	—	Stamm père et fils	2 fr.	2, 50
Guebwiller	—	André (Jacques)	2 fr. à 3 fr.	2 fr. à 4 fr.
	Cuivrie	Stefan Oswald frères et C ^{ie}	1, 50	
	Construction de machines	Grün frères	3 fr. à 5 fr.	
Wildenstein	—	Nicolas Schlumberger	4, 50	4, 50
Thann	Verrerie	Kientzy Grüner père et fils	2, 50	2, 50
Ensisheim	Produits chimiques	Kestner	2 fr. à 3 fr.	1, 50 à 3 fr.
	Chaussures	Titot	0, 35 à 1 fr.	0, 35 à 1 fr.
	Chapeaux en paille et osier	Titot	0, 25 à 0, 60	0, 25 à 0, 60
Orgues d'église	Orgues d'église	Callinet	2, 35	2, 35
Ollwiller	Tuiles, briques et tuyaux	Reichenecker	4, 50	
Altkirch	Poêles en fonte, carrelage	Gillardoni	1, 50 à 3, 50	1, 75 à 2, 50

Industrie Métallurgique

Chez Daniel Baumgartner, à Mulhouse (Tissage) :

1 franc à 2 francs.

Chez Risler à Cernay :

Filateurs 1 fr. 50 à 2 fr.

Tisserands. 1 fr. 25 à 2 fr. 50

Chez Harlmann et fils, à Munster :

Tisserands. 0 fr. 50

Chez Liebach, Harlmann et Cie, à Thann (Impression) :

Graveurs 4 fr.

Imprimeurs. 3 fr.

Manœuvres 1 fr. à 1 fr. 50

Chez Schlumberger jeune et Cie, à Thann (Impression) :

Graveurs sur bois. 30 à 40 fr. pour 12 jours.

Imprimeurs 30 à 40 fr. —

Rentreurs 18 à 24 fr. —

Blech frères et Cie, à Sainte-Marie-aux-Mines (Impression) :

1 fr. 50 par jour.

Molher frères, à Sainte-Marie-aux-Mines :

Tisserands 8 à 9 fr. par semaine.

Imprimeurs 10 à 20 fr. —

Ouvriers employés aux

préparations 9 à 18 fr.

Contremaitres 20 à 24 francs.

Chez Risler et Reber, à Sainte-Marie-aux-Mines :

Tisserands 1 fr. 50 par jour.

Chez Japy frères, à Beaucourt :

Contremaitres 100 à 200 fr. par mois.

Ouvriers de 1^{re}e classe. 60 à 80 fr. —

Ouvriers de 2^ee classe. 40 à 60 fr. —

Manœuvres. 1 fr. 50 à 1 fr. par jour.

André Koechlin, à Mulhouse (fonderie et construction) :

1 fr. 50 à 8 francs par jour.

Chez Zuber et Cie, à Mulhouse (papiers peints) :

1 fr. 25 à 3 francs.

Le même enquêteur ajoute qu'un bonnetier gagne, le plus souvent, 7 à 8 francs par semaine ; un imprimeur de première main 12 à 18 francs desquels il faut déduire 30 à 40 sous qui représentent le salaire d'un petit tireur. Les manœuvres ou hommes employés dans les teintureries ou blanchisseries touchent 8 à 11 francs.

Tisserands à bras.	0 fr. 75 à 2 fr.
Manœuvres	1 fr. 50 à 2 fr.

Blanchiment et apprêtage des toiles de lin, de chanvre et de coton :

Chauffeurs	3 fr. 25 à 4 fr.
Ouvriers	2 fr. 75 à 4 fr.
Manœuvres	1 fr.

Fabriques d'indiennes :

Graveurs de mollettes.	5 à 10 fr.
— molletteurs.	3 à 4 fr.
— sur bois	3 à 4 fr.
Imprimeurs à la perrotine ou au rouleau.	3 fr.
Imprimeurs à la main.	2 fr. 30 à 2 fr. 80
Manœuvres	1 fr. 20 à 1 fr. 50
Plieurs et emballeurs.	2 fr.

Filature de laine cardée et peignée :

Trieurs.	3 fr.
Fileurs	2 fr. 50 à 3 fr.
Dégraisers, peigneurs, ajus- teurs, chauffeurs.	2 fr. à 2 fr. 50
Rattacheurs.	1 fr. à 1 fr. 05

Fabrique de draps :

Tisseurs.	2 fr. 25
Manœuvres, laveurs, de laine apprêteurs	1 fr. 25

Si nous considérons enfin les chiffres fournis par l'Enquête Industrielle de 1848, nous trouvons les résultats suivants :

Industries textiles.

Dans les filatures de coton :

A Mulhouse, 1 fr. 25 à 1 fr. ; 50 par jour ; à Massevaux, 1 fr. 25 à 3 frs ; à Giromagny, 3 francs ; à Cernay, 2 à 3 francs ; à Lapoutroie, 2 fr. 50 pour l'ouvrier ordinaire, 1 fr. 50 pour le préparateur ; à Guebwiller, 2 francs ; à Soultz, 1 franc à 1 fr. 50 ; 1 fr. 20 à 2 francs pour les manœuvres ; à Munster, 1 fr. 25 à 3 fr. 50 ; à Soultzmatt, 1 fr. 40 ; à Wintzenheim, 2 francs à 4 francs ; à Colmar, 2 francs ; à Sainte-Marie-aux-Mines, 1 fr. 90.

Dans le Bas-Rhin, à la filature de Haguenau, les fileurs avaient, en moyenne, 3 francs par jour ; les manœuvres touchaient : hommes 1 fr. 50 à 2 francs ; femmes : 0 fr. 80 à 1 franc, enfants : 0 fr. 60 à 0 fr. 80. A Huttenheim, le salaire était de 1 fr. 80 par jour ; à Molsheim, de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 ; à Barr, les ouvriers avaient 1 fr. 60.

Dans les tissages :

A Mulhouse, les tisserands gagnent de 0 fr. 60 à 1 et 2 francs par jour ; à Massevaux, ils touchent, dans les tissages mécaniques, 1 franc à 1 fr. 25. Ils sont payés 0 fr. 60 à 1 franc dans les tissages à bras. -Même différence à Giromagny, où les tisserands à la mécanique sont payés 0 fr. 75 à 1 franc, et les tisserands à bras 0 fr. 50. A Cernay le salaire d'un ouvrier oscille entre 1 franc et 1 fr. 50 ; à Lapoutroie il varie entre 1 fr. 50 et 2 francs pour l'ouvrier ordinaire, et 2 fr. 50 pour les pareurs ; à Guebwiller, un tisserand à la mécanique gagne 1 fr. 50. On le paie 0 fr. 90 à 3 fr. 25 à Soultz, 1 franc à 1 fr. 50 à Munster, 1 fr. 25 à Colmar, 0 fr. 90 à Sainte-Marie-aux-Mines, 1 fr. 35 à 1 fr. 40 à Altkirch, où les pareurs de X. Jourdain gagnent 3 francs, ainsi que les contremaîtres.

Dans le Bas-Rhin, au tissage de Seltz, les hommes touchent 1 fr. 80. A Douxwiller, les tissages de siamoises payaient 0 fr. 60, avec nourriture ou 1 fr. 20 sans nourriture. Les tisseurs de la Petite-Pierre gagnent 60 à 70 francs par mois. Dans les tissages de Huttenheim, les salaires étaient de 1 fr. 80 par jour. A Barr les ouvriers des tissages avaient 1 fr. 60 ; à Marckolsheim, 1 franc. Les ouvriers du tissage à bras de Rosheim gagnent 1 fr. 25, ceux du tissage mécanique à 2 à 3 francs. Les ouvriers tisseurs de Sélestat touchaient 1 fr. 20, ceux de Ville ; 0 fr. 50.

Dans les fabriques d'indiennes et les établissements d'impression :

A Mulhouse un ouvrier gagne 1 fr. 25 à 3 fr. 75, 1 fr. 20 à 1 fr. 75 pour les manœuvres : à Cernay, 1 fr. 25 à 3 fr. 75 ; à Munster, 1 fr. 25 à 3 fr. 50 ; à Sainte-Marie-aux-Mines, 1 fr. 75.

Dans les usines de blanchiment, on trouve les salaires suivants :

A Cernay 1 fr. 25 à 1 fr. 75, 1 fr. 35 à Sainte-Marie-aux-Mines.

Dans la draperie, les fileurs de laine gagnent, à Mulhouse :

3 francs et 3 fr. 50 ; à Guebwiller, 1 fr. 50 ; à Bischwiller, 8 à 9 francs par semaine.

Dans la rubannerie : 2 fr. 75 à Guebwiller, 1 fr. 50 à 2 fr. 25 à Soultz (ouvriers tisseurs en rubans).

Dans la bonneterie, les hommes touchent 8 à 9 francs par semaine.

Industries métallurgiques :

A Mulhouse, un forgeron gagne 3 à 7 fr. 50 par jour, un ajusteur 2 fr. 50 à 5 francs, un fondeur 2 à 4 francs ; les manœuvres reçoivent de 1 fr. 50 à 1 fr. 75. A Massevaux, les fondeurs et les mécaniciens touchent 2 à 3 francs ; les forgerons, 2 francs ; les serruriers, 1 fr. 50 à 2 fr. 50. Dans les cuivrieres, les hommes sont payés 1 fr. 50.

A Guebwiller, les ouvriers occupés à la construction des machines, ont 3 francs. A Ferrette, on leur donne, dans l'industrie métallurgique, 2 francs, plus le logement et le chauffage.

Aux forges et fonderies de Niederbronn, un journalier gagnait 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour ; les autres ouvriers de 2 à 4 francs. A Grafenstaden, les salaires oscillaient entre 3 et 6 francs ; les aides et manœuvres avaient 1 fr. 80 à 2 francs. Les ouvriers des tissages métalliques touchaient, à Sélestat 1 fr. 75. A Klingenthal, la fabrique d'armes payait des salaires de 2 à 5 francs, les aiguiseries de 1 fr. 60. A la fabrique de cuivre rouge de Rosheim, les chefs avaient 4 à 5 francs ; les ouvriers 2 fr. 50 ; les manœuvres 1 fr. 50.

Dans la grosse quincaillerie, à Molsheim, 1 fr. 25 à la journée, 4 francs par jour aux pièces. Au Zornhoff (Saverne), 3 francs par jour.

A la fabrique d'orgues d'église de Seltz, le salaire était de 1 fr. 80 par jour.

Industries chimiques :

A la fabrique d'extraît de bois de teinture de Rosheim, les chefs avaient de 4 à 5 francs, les travailleurs 2 fr. 50 ; les manœuvres 1 fr. 50. Les ouvriers de la fabrique d'allumettes chimiques touchaient 5 francs par semaine à la Petite-Pierre et 3 à 4 francs par semaine à Wissembourg, plus la nourriture et le logement. A Cernay, on leur donne 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour.

A la verrerie de Wingen (Petite-Pierre), les verriers obtiennent 150 à 180 francs par mois, les coupeurs et emballeurs 50 francs.

Dans la papeterie, le salaire était de 10 francs par semaine, à la Petite-Pierre, de 1 fr. 40 par jour à Rosheim, de 1 fr. 35 à Niederbronn.

Industries extractives :

Dans les carrières de Guebwiller, les salaires s'élevaient à 3 fr. 50. Aux mines de Bouxwiller, les ouvriers touchent 0 fr. 60 avec nourriture. Aux mines d'asphalte de Lobsann, ils obtiennent 1 fr. 35. Dans les carrières de pierre de Marmoutier, les salaires étaient ainsi établis : 1 fr. 20 à 1 fr. 50, sans nourriture, 0 fr. 60 à 0 fr. 80 avec nourriture.

Industries dérivées de l'agriculture.

Brasseries : En 1846, les ouvriers employés dans les brasseries, gagnaient dans le Haut-Rhin, 0 fr. 80 à 2 francs, suivant leurs connaissances et leurs forces physiques, non compris le logement et la nourriture. A Fontaine, ils touchent, en 1848, 6 francs par semaine.

A Saar-Union, dans le Bas-Rhin, les ouvriers brasseurs ont 1 franc par jour.

Moulins à farine : on donne 5 francs par semaine à Fontaine aux ouvriers ; à Brumath, ils touchent 12 francs ; à Erstein, 1 fr. 40 par jour, avec nourriture ; à Wissembourg, 8 francs par semaine.

Tuileries : les salaires varient entre 4 francs par semaine à Fontaine, et 1 fr. 25, à Massevaux. A Hochfelden, les hommes touchent 0 fr. 55.

Tanneries : on paie 1 fr. 50, à Massevaux, les ouvriers qui travaillent dans cette industrie.

Poteries d'Oberbetschdorff : 1 fr. 35 par jour.

Fabrique de pipes à la Petite-Pierre : 8 francs par semaine.

Scieries à Wissembourg : 3 à 4 francs par semaine, avec nourriture et logement.

La moyenne des salaires est de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour.

L'Enquête patronale, à son tour, donne les chiffres suivants :

<i>Salaires par jour</i>	<i>Hommes et garçons + de 16 a.</i>	<i>Manœuvres</i>
Filature de coton.....	1,25 à 3,50	1,25 à 1,75
Tissage du coton : { mécanique	1 fr. à 2 fr.	
{ à bras.....	0,60 à 2 fr.	
Impression	1,25 à 3,75	1,25 à 1,75
Papeteries et papiers peints.....	1,10 à 3 fr.	1,50
Construction : { Forgerons	3 fr. à 7,50	
{ Ajusteurs.....	2,50 à 5 fr.	
{ Fondeurs	2 fr. à 4 fr.	1,50 à 1,75
{ Tourneurs	2,50 à 5 fr.	
Quincaillerie	1 fr. à 4 fr.	1,50
Forges : { Bûcherons et charbonniers...	1,20 à 2 fr.	
{ Ouvriers à métiers.....	2 fr. à 3 fr.	1,50 à 1,75
{ Forgerons et fondeurs.....	2 fr. à 5 fr.	
Cristallerie : { Principaux ouvriers	10 fr.	
{ Moyenne	2,15	
Teinturiers et blanchisseurs	1,25 à 1,75	0,75 à 1,50
Verriers	1,50 à 3,25	
Mineurs (pour 8 h. de travail)	1,20 à 1,50	
Filature de laine : { Fileurs.....	3 fr. à 2,50	
{ Peigneurs.	2 fr. à 2,25	

Ainsi, en 1848 comme en 1830, 1842 et 1844 les ouvriers employés dans la métallurgie sont les mieux payés. Dans l'industrie cotonnière les tisserands à la mécanique touchent plus, en 1848, que leurs camarades employés aux métiers à bras, alors qu'ils touchaient moins en 1835 (nous avons vu plus haut pourquoi) (1). Par contre leur salaire est moins élevé que celui des fileurs et des imprimeurs dont la situation est relativement bonne à cause des aptitudes spéciales exigées par leur métier (2). Les différences que nous pouvons constater dans une même localité et pour une même industrie s'expliquent par le fait que le salaire absolu est proportionnel à l'âge, à l'habileté du travailleur. A ce sujet, Villermé donne les précisions suivantes : « Les salaires s'accroissent continuellement jusque vers l'âge de 30 ans, d'abord très vite, puis lentement. Après 40 ans ils s'abaissent toujours, mais dans une progression plus lente que celle de leurs accroissement » (3).

(1) V. ci-dessus ch. V.

(2) Déjà en 1839, BEERSCH signalait que « les dessinateurs retirent le plus beau bénéfice de leur travail. Il en est, dit-il, qui gagnent 6 à 8.000 fr. par an ».

(3) Nous ne parlerons pas du marchandage. Cette institution qui, en bien des cas, réduisait le salaire de l'ouvrier, semble avoir complètement disparu en Alsace sous le règne de Louis-Philippe, au moins dans la grande industrie.

Il ne suffit pas de connaître le salaire journalier d'un ouvrier. Si l'on veut avoir une idée exacte du gain d'un travailleur dans une année, il faut tenir compte du chômage saisonnier inhérent à chaque industrie et des crises industrielles dont la gravité et la fréquence, sous le règne de Louis-Philippe, ont sensiblement modifié le salaire absolu des ouvriers employés dans les manufactures, cependant que les mauvaises récoltes et les disettes qui s'ensuivirent sont venues, de leur côté, abaisser le salaire relatif des travailleurs.

Il semble bien que le chômage ait pris des proportions de plus en plus grandes entre 1830 et 1848, par suite de l'introduction des machines dans diverses industries. Nous avons déjà signalé la concurrence redoutable faite par « les mécaniques » aux tisserands à bras. La situation chaque jour plus précaire de ceux-ci préoccupe, en 1848, les industriels. Ils ne voient pas la possibilité d'absorber ou même de réduire l'armée grossissante des chômeurs. « Il est très difficile, écrivent-ils, dans l'enquête patronale, d'admettre à d'autres branches d'industrie les ouvriers qui s'occupaient du tissage à bras, soit parce qu'ils sont trop âgés pour entreprendre un nouvel apprentissage, soit parce que tous les ateliers sont déjà pourvus ou au complet. Des travaux temporaires de terrassement, d'exploitation de tourbes dans la vallée de Saint-Amarin et de défrichement présentent des ressources qui s'épuiseront ». Un fabricant de tissus imprimés note, en 1844, que « la diminution des ouvriers provient de l'impression par la machine dite perrotine, dont une seule fait autant d'ouvrage que 20 impressions à la planche ». Et il ajoute que la diminution des salaires des ouvriers employés dans son établissement provient « de la grande quantité d'ouvriers sans emploi par suite de l'emploi des machines ».

En dehors des phénomènes permanents qui peuvent réduire au chômage un nombre d'individus de plus en plus considérable, il existe des faits qui ont pour résultat de priver les travailleurs de leur gagne-pain pendant un certain temps. Les accidents survenus aux machines et aux transmissions peuvent arrêter momentanément une usine ; le manque d'eau provenant de la sécheresse ou de détournements abusifs faits par les riverains reste, aux dires des industriels, une des principales causes du chômage accidentel, au même titre que les crises politiques. Celles-ci détruisent la confiance et déterminent un ralentissement sensible de la production.

On donne souvent aux ouvriers l'occasion de regagner le temps perdu, et par suite leur salaire, au moyen d'une ou deux heures de travail ajoutées aux nombre d'heures habituelles mais cette mesure entraîne une fatigue supplémentaire et rend interminable une journée déjà beaucoup trop longue.

Il existe, en bien des cas, un chômage particulier à chaque industrie. Si la filature, le tissage et les ateliers de blanchiment et de construction marchent toute l'année, l'impression éprouve un demi-chômage

pendant 3 mois (1). Rarement le filateur se décide à réduire le nombre des heures de travail. L'importance des capitaux immobilisés, l'obligation de diminuer les frais généraux en les répartissant sur une somme plus grande de produits, lui font une loi de produire beaucoup et de persévérer aussi longtemps qu'un encombrement considérable et l'avilissement exagéré des prix ne viennent pas lui forcer la main en lui faisant craindre la prolongation indéfinie d'un état ruineux. Mais, dans les fabriques d'indiennes, le chômage est plus fréquent à cause des variations du goût, de l'absence de débouchés extérieurs qui permettraient d'utiliser régulièrement la morte-saison. L'inconsistance de la mode a une influence particulièrement fâcheuse sur le sort des imprimeurs à la main. Lorsque la vogue se porte sur les articles dits riches qui ne peuvent se faire qu'à la planche, la main-d'œuvre est recherchée, les salaires augmentent. Le contraire se produit lorsqu'on revient aux choses simples, moins chargées, du domaine de l'impression au rouleau. Les ateliers se vident peu à peu, et tel ouvrier qui gagnait 3 francs par jour se trouve subitement sans travail.

De l'obligation de ne produire qu'après une série d'essais, en préparant un vaste assortiment soumis à l'acheteur à l'ouverture de la vente découle celle de produire en quelques mois des quantités sur lesquelles doit reposer le sort de la campagne entière. D'où l'impérieuse nécessité de dépasser dans certains cas le nombre d'heures ordinaire de travail, nécessité qui peut résulter encore de l'engagement pris par le fabricant de livrer à époques fixes les marchandises destinées à tel ou tel navire en partance.

L'industrie des papiers peints est soumise à quelque ralentissement en été. Les principaux brasseurs ont 4 ou 5 ouvriers pendant le printemps. Ensuite ils n'en conservent que 2. On signale à Saint-Amarin un chômage de huit mois par an dans la verrerie « en ne tenant pas compte des circonstances exceptionnelles qui portent le trouble dans le marché de l'industrie ». Le charronnage, la maréchalerie et les diverses industries pour lesquelles le roulage était une cause journalière de bénéfice ont beaucoup baissé depuis la création des chemins de fer (2).

Les enquêteurs de 1848 ont souvent signalé l'influence néfaste exercée par les travaux entrepris dans les maisons centrales de détention, les hospices, etc. A Altkirch, à Ferrette, Belfort, Rouffach, on nie cette concurrence. Ailleurs, on s'en plaint pour diverses raisons. A Munster on écrit « que l'industrie libre ne saurait soutenir une concurrence aussi dangereuse. La lutte est trop inégale, car le prisonnier n'ayant à subir aucune charge se trouve dans une situation privilégiée ».

A Munster, comme à Colmar, on propose de vendre les objets fabri-

(1) C'est du moins ce que dit l'enquête patronale. Les enquêteurs de Thann estiment que les ateliers d'impression chôment cinq mois.

(2) Réponse du canton de Belfort à la XIV^e question de l'enquête officielle.

qués par les détenus au même prix que les produits de l'industrie privée. Les bénéfices réalisés par cette opération seraient consacrés, soit à l'augmentation de la masse des détenus, soit à la diminution des frais d'administration des maisons de détention

Plus encore que le chômage accidentel ou que la faible concurrence due aux travaux exécutée par les prisonniers, les crises industrielles si fréquentes — dans l'industrie cotonnière surtout — pendant le règne de Louis-Philippe, ont eu une influence néfaste sur les salaires.

Dès 1830, l'industrie de coton est « en détresse » et le commerce « en stagnation ». On attribuait cette crise à des causes multiples : « Commotions politiques, craintes de guerre, trop grande concurrence, rareté des capitaux, défaut de débouchés, système vicieux de douanes. » Une « *Note pour MM. les députés sur divers objets intéressant le Haut-Rhin* » signale que « les fabriques souffrent ». Effectivement le chômage fut grand à cette époque, en Alsace. Le maire de Colmar disait au préfet, en 1830 : « Filatures et tissages souffrent. Or, ils emploient 60.000 ouvriers à eux seuls, dans le département. Déjà, dans le canton de Ribeauvillé, le nombre d'heures a été réduit de sorte que les ouvriers gagnent à peine de quoi faire vivre eux et leur famille ». Le 11 avril 1831, quelques ouvriers des fabriques de Bitschwiller adressèrent une pétition au Ministre de l'Intérieur pour le prier de faire connaître leur détresse au roi « afin d'obtenir de lui un secours qui leur assure des moyens d'existence ou des mesures qui puissent rendre aux fabriques leur activité ». Si l'on en croit les pétitionnaires, 2.000 travailleurs, presque tous pères de famille, se trouvaient dans la misère. Le Ministre ayant demandé confirmation de ces nouvelles au Préfet, celui-ci répondit que « les faits allégués dans la pétition avaient été excessivement exagérés, qu'à la vérité deux ateliers de filature de coton étaient fermés dans la commune de Bitschwiller et que leurs ouvriers se trouvaient sans moyens d'existence, mais que leur nombre ne dépassait pas 200 ». Or, le Préfet tenait lui-même ses renseignements du maire de Bitschwiller auquel il les avait demandés, en lui disant que si les faits relatés par les ouvriers étaient véridiques, le Conseil Municipal de la commune devait immédiatement venir en aide aux chômeurs. Le préfet ajoutait d'ailleurs que les « ouvriers avaient sans doute beaucoup exagéré ». Il est probable que le maire, fort de cette suggestion, a exagéré à son tour le bien-être des travailleurs pour ne pas avoir à leur accorder de secours.

La situation des ouvriers de Thann semble plus déplorable encore. Deux filatures occupant plus de 600 personnes sont fermées et les autres établissements manufacturiers ont renvoyé plus de la moitié des travailleurs. Ceux qui ont conservé leur emploi « gagnent à peine de quoi prolonger leur malheureuse existence ». Le Bureau de Bienfaisance de la ville distribue 280 portions de soupe aux plus nécessiteux.

Pourtant, à la fin de 1831, l'industrie s'achemine vers un état d'équilibre qui fut vite atteint. Les fabricants se préparaient avec acti-

tivité à la vente du printemps. L'absence de consommation depuis 1830 avait fait naître de grands besoins. Les ventes du mois de mars « étaient très satisfaisantes » lorsque le choléra fit son apparition en Europe. La maladie paralysa subitement l'activité économique de Paris. La capitale fut abandonnée par les acheteurs et les étrangers. Les magasins devinrent soudain déserts. Les débouchés extranationaux ne pouvaient compenser la perte du débouché national. A Rio-Janeiro, à Mexico, les ventes étaient nulles ; à New-York, des ventes forcées avaient eu lieu en mars : les indiennes françaises trouvaient acquéreur à des prix représentant 25 à 30% de perte.

La crise est si grave que le gouvernement vote un crédit de 5 millions pour procurer du travail aux ouvriers en chômage. Les principales communes industrielles du Haut-Rhin demandent à participer aux secours. Guebwiller sollicite une somme de 5.000 francs pour entreprendre le creusement du lit de la Lauch et l'enrochement des bords de ce torrent dévastateur (1). Afin de subvenir aux frais, le Conseil Municipal vote, en outre, un crédit de 10.000 francs. Une lettre du maire, Schlumberger-Bourcart, au préfet signale que le prix de la main-d'œuvre a diminué de 10 à 12% dans les filatures ; dans les tissages, la diminution atteint 30%. La moitié seulement des ateliers ont repris leurs travaux, faute d'ouvriers. Dans la manufacture de draps de laine qui occupe 200 ouvriers, les salaires ont diminué de 10 à 15%. Les ouvriers employés à la fabrique de rubans de soie n'ont vu aucun relèvement des salaires, très bas depuis 18 mois. La condition des travailleurs est des plus misérable, ainsi que celle des petits propriétaires, ruinés par le quasi nullité des récoltes et par l'augmentation des impôts directs (2).

A Thann, la réduction des salaires est évaluée à 15% dans les filatures, à 20% dans les tissages et à 10% dans les impressions.

A Cernay, le nombre des ouvriers employés dans les filatures a diminué de 8%. En même temps les prix de la main-d'œuvre ont été diminués de 15 centimes par jour et par individu quel que soit leur âge ou leur sexe. Les tisserands touchent 25 centimes de moins qu'autrefois. Les ouvriers des filatures gagnent à peine 0 fr. 90 et les tisserands 0 fr. 75. Ces ouvriers travaillent 4 ou 5 heures par jour de plus que ceux des fabriques d'impression et gagnent moins (3). Les imprimeurs touchent 0 fr. 75 à 2 francs par jour, suivant leur habileté.

A Colmar, le Conseil Municipal vote la construction d'un pont de bois avec piles en pierres sur la Lauch et l'établissement d'une chaussée destinée à lier la route départementale n° 1 à celle n° 5 et à la route royale n° 83 (4).

Le Conseil Municipal d'Habsheim vote un crédit et demande une

(1) A. N. F³, II, Haut-Rhin.

(2) SCHLUMBERGER-BOURCART au Préfet, 13 janvier 1832. A. D. Haut-Rhin, M. 128-1.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

(4) A. N. F³ II Haut-Rhin.

subvention sur le fonds de 5 millions, afin d'exécuter des travaux consistant dans l'ouverture d'un fossé ou canal d'écoulement des eaux qui inondent tous les ans le territoire de la commune.

Ribeauvillé entreprend de défricher un terrain inculte et de le transformer en forêt, afin d'occuper les ouvriers pendant l'hiver.

A Mulhouse, depuis 18 mois, les salaires dans les filatures et l'imprimerie ont éprouvé une diminution de 10 à 15% et sont demeurés à ce taux. La détresse des ouvriers provient de ce qu'ils ne peuvent être constamment occupés. Les salaires des tisserands ont éprouvé une réduction de 25 à 30%.

A Sainte-Marie-aux-Mines, les fabricants n'ont occupé que les ouvriers domiciliés en cette ville et ont renvoyé les externes. Les prix de la façon sont inférieurs de 20% à ce qu'ils étaient 18 mois plus tôt. Les denrées sont très chères. L'ouvrier « trouve dans son travail, le strict nécessaire et n'a rien de reste ». Un tisserand peut gagner de 1 fr. 25 à 1 fr. 80 par jour, un teinturier 1 fr. 30 à 1 fr. 40 ; une dévideuse, pour le dévidage d'une livre de coton, 0 fr. 20 à 0 fr. 40, selon le numéro ; un journalier 1 franc, à 1 fr. 50 par jour. Pour aider ces ouvriers la Commission formée pour l'extinction de la mendicité fait cuire des soupes économiques. Des dames distribuent chaque jour 3 à 400 portions. Des souscriptions volontaires ont produit 700 francs. Une loterie produira environ 1.000 francs (1).

A Belfort, depuis un an, les mesures prises à l'égard des étrangers qu'on a renvoyés dans leur pays ont permis aux indigènes de trouver du travail, de sorte que le nombre de ceux-ci dans les établissements industriels a très peu varié. Quelques manufactures dont la fermeture momentanée avait enlevé du travail à la classe ouvrière ont repris leur fabrication dès janvier 1832. Les salaires ont baissé successivement, il est vrai, mais moins qu'on aurait pu le craindre. On estime que la moyenne des journées dans l'arrondissement est de 70 centimes par jour, ou 20 francs par mois, pour les tisserands, et 0 fr. 90 à 1 franc par jour, ou 24 à 26 francs par mois, pour les filateurs. Toutefois, il arrive que les premiers gagnent seulement 40 à 50 centimes par jour, soit 12 à 15 francs par mois.

Dans les fabriques d'indiennes, les salaires sont plus élevés. Ils varient de 1 fr. 25 à 3 et 3 fr. 50 par jour. On estime à 15% la diminution des salaires dans les filatures, à 25% la même diminution dans les tissages, à 10% dans les impressions. Mais les denrées ont augmenté. Un sac de légumes que l'on paie d'ordinaire 3 francs à 3 fr. 50, vaut cette année-là 6 francs (2).

La baisse des salaires était d'autant plus sensible que le coût de la vie augmentait sans cesse. Roman, industriel à Wesserling, signale au Préfet que « le haut prix des denrées, la rareté des pommes de terre

(1) A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

(2) Sous-préfet de Belfort au préfet, 28 janvier 1832. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

ont placé le canton dans une position très critique ». De son côté le maire de Guebwiller déplore la détresse des ouvriers. « On ne saurait dissimuler que le gain des ouvriers de fabrique est bien modique, en raison de la cherté des denrées de toute espèce, cherté qui augmente tous les jours de marché où l'on s'arrache les pommes de terre, souvent en trop petite quantité pour la consommation locale. On voit par cette avidité que l'inquiétude pour sa subsistance gagne le peuple, c'est-à-dire cette classe d'hommes qui ne plante ni ne récolte et qui vit au jour le jour. La classe indigente semble se multiplier. Tous les jours de nouvelles demandes sont adressées au comité de bienfaisance et presque toutes par les individus attachés aux fabriques et dont le gain est insuffisant pour se sustenter » (1).

Dans l'ensemble du département, la quantité d'ouvriers employés est les 2/3 ou les 3/4 de ce qu'elle était en 1830. Le tissage a été le plus atteint. Les tisserands à la main touchent les 3/4 de ce qu'ils recevaient un an plus tôt. Leur nombre a sensiblement diminué. Il est vrai qu'un certain nombre de métiers mécaniques se sont installés depuis peu. La filature et l'impression ont été moins rudement touchés.

Pourtant, la dépression due à l'épidémie fut courte et la période comprise entre les années 1832 et 1836 correspond à une période de prospérité pour l'industrie cotonnière. Le 24 mars 1833, la Chambre de Commerce de Mulhouse mandait que toutes les branches de l'industrie cotonnière du Haut-Rhin étaient dans un état satisfaisant, que les ouvriers manquaient, que les salaires avaient été relevés. Le prix de la main-d'œuvre dans les filatures ainsi que dans les imprimeries est à peu près revenu au même taux qu'avant la crise de 1830, par suite de la grande dextérité acquise par l'ouvrier. Le tissage n'a pu suivre la même progression en raison du bas prix de vente et de la concurrence des métiers mécaniques qui, malgré leur petit nombre, ne laissent pas d'avoir une certaine influence. Par suite de l'insuffisance des salaires pendant l'année précédente, beaucoup d'ouvriers étrangers sont retournés chez eux. Ceux qui habitent le pays se sont tournés vers d'autres occupations, plus lucratives. Il en résulte un relèvement très net des gains. Voici quels sont les salaires dans les diverses localités du Haut-Rhin à la fin de l'année 1832 et pendant l'année 1833.

Sainte-Marie-aux-Mines.

On y compte 6.000 tisserands, 4.000 dévideuses et ouvriers accessoires et 50 faiseurs de bas. Ils gagnent :

Un tisserand, de.	1 fr. 10 à 1 fr. 40
Un manœuvre.	1 fr. à 1 fr. 40
Une dévideuse.	0 fr. 40 à 0 fr. 50
Un ouvrier teinturier. . .	1 fr. 50 à 2 fr.
Un faiseur de bas	0 fr. 90 à 1 fr.

(1) Maire de Guebwiller au préfet, 24 février 1832. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

Mulhouse :

Tisseurs de 16 à 40 ans. .	12 à 20 fr. par quinzaine	
Imprimeurs (hommes) . .	20 à 60 fr.	—
Graveurs sur bois	20 à 60 fr.	—
Ouvriers mécaniciens. . .	30 à 80 fr.	—

Moyenne des salaires, enfants non compris : 24 francs.

Depuis un an, l'augmentation est de 25 à 40% suivant les industries. Le nombre des ouvriers s'est élevé d'un cinquième. Le nombre des étrangers tend à s'accroître. Dans les tissages, les salaires ont augmenté de 30 à 40% et les ouvriers reçoivent 5 fr. à 5 fr. 50 pour un ouvrage qui leur était payé en novembre 1832 3 fr. 75 à 4 francs.

Dans l'impression, les ouvriers ont vu doubler ou presque leur salaire depuis 1832. L'ouvrier qui recevait 25 francs pour douze jours de travail en reçoit maintenant 50. Il est beaucoup de ménages où le mari et la femme touchent ainsi 80 à 90 francs par quinzaine, soit 2.200 francs par an. Il faut observer toutefois que la main-d'œuvre n'a pas haussé dans la même proportion que dans les autres genres de fabrication, parce que la réduction de salaire n'a jamais été aussi forte. La majeure partie de ces gains provient du travail prolongé et ininterrompu dans les ateliers. Cet état de choses ne peut-être pris pour base pendant toute l'année. Ce sont les préparatifs dus à la campagne de printemps qui donnent à cette branche de l'industrie une activité si prodigieuse (1).

A Guebwiller, on manque d'ouvriers. Un grand nombre d'entre eux ont regagné leur pays d'origine au moment de la crise de 1830-1831 ; ceux qui appartenaient au pays se sont engagés dans l'armée à la même époque.

La filature de coton occupe 2.000 ouvriers ; presque tous habitent la ville. Les établissements sont en grande activité, la main-d'œuvre, à peu de chose près, est la même que l'année précédente. Par contre, les tissages de coton manquent de bras. Après avoir diminué de 30%, la main-d'œuvre a été augmentée de 10 à 12%. Les tissus sont très recherchés pour la consommation du département et de l'intérieur. Ils occupent 1.400 ouvriers, dont plusieurs sont employés dans un tissage mécanique de 300 métiers.

La fabrique d'impression compte environ 200 ouvriers. La rubannerie de soie et de coton fait travailler 140 ouvriers dont le salaire est faible, mais presque invariable.

Dans la même localité, la fabrique de construction de machines fait vivre 300 ouvriers. Leur salaire varie entre 0 fr. 75 et 6 francs par jour. Cette industrie paraît avoir reçu, dans le département, une grande impulsion. Des commandes considérables lui ont été adressées pour

(1) Sous-préfet de Belfort au Préfet, 25 mars 1833. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

plusieurs mois, de Suisse et de France. Les ouvriers gagnent de 30 à 80 francs par quinzaine. A Beaucourt, dans les établissements Japy Frères, la facilité des recouvrements a permis de reporter les salaires aux taux de 1830. Les établissements sont au grand complet et en pleine activité.

En général, à Belfort et aux environs, la classe ouvrière employée dans l'industrie cotonnière obtient pour son travail des salaires satisfaisants. Le bas prix des denrées permet à l'ouvrier d'entretenir convenablement sa famille ; il acquitte ses dettes et son état est supportable, sinon heureux. Il semble s'améliorer chaque jour (1).

L'*Industriel Alsacien* du 6 août 1836 observe que la moyenne des salaires pour les ouvriers attachés aux ateliers d'impression était de 1 fr. 54 en 1832 et de 1 fr. 69 en 1835, non compris les petits tireurs ou brosseurs, payés par les imprimeurs eux-mêmes. En 1835, 18.000 ouvriers se partageaient 11.500.000 francs, chacun touchait, terme moyen annuel, 639 francs environ, soit 2 fr. 13 par jour de travail. Mais les jeunes tireurs ou brosseurs n'entrent pas dans ces calculs.

Dans tout le département les salaires « sont aussi élevés qu'ils aient pu l'être en aucun temps » (2). Pour les tisserands notamment ils ont été élevés de 30% depuis 1831. Enfin le prix modéré des subsistances et des denrées de première nécessité contribue beaucoup à l'amélioration notable du sort de la classe ouvrière (2).

Malgré l'aspect florissant des manufactures de la ville, le maire de Guebwiller reste pessimiste. La crise de 1830-1831 exerce encore ses effets sur les classes pauvres et laborieuses, ainsi que sur les petits propriétaires, presque tous endettés. La situation des ouvriers n'est pas plus brillante. Sans doute la dernière récolte de céréales a été belle et surtout très productive, mais les plantations de pommes de terre et autres gros légumes rendent on ne peut plus mal. C'est là cependant la principale ressource des travailleurs. La classe pauvre redoute le maintien des prix très élevés dont elle a déjà souffert. Par suite de cet état de choses, aggravé par les contributions énormes qui écrasent les populations, on ne peut envisager l'avenir sans les plus vives appréhensions... L'esprit public « se gâte de jour en jour. En 1830, on espérait, mais aujourd'hui on commence à perdre tout espoir. L'impôt sur le sel a soulevé un tel cri de réprobation qu'il serait peut-être dangereux de refuser plus longtemps l'abolition des droits sur ce produit minéral » (3).

Dans l'arrondissement de Belfort, la situation de l'industrie métallurgique n'est pas brillante. Cette industrie était déjà languissante en 1827. Depuis lors le prix des fontes et des fers a toujours été en dimi-

(1) Lettre du sous-préfet de Belfort au Préfet. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

(2) Rapport trimestriel arrêté par la Chambre de Commerce de Mulhouse, 3 juillet 1833. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

(3) SCHLUMBERGER-BOURCART, maire de Guebwiller, au Préfet, 17 septembre 1832. A. D. Haut-Rhin M. 128-1.

nuant. Par suite de la surproduction, le nombre des ouvriers a été réduit de plus du tiers dans tous les établissements. Un seul d'entre eux continue à prospérer, c'est celui des Forges de Belfort et de Châtenois qui, en raison de l'excellente qualité de ses produits, occupe l'un des premiers rangs en France. Il emploie 500 ouvriers, et n'a pas diminué leur salaire.

Cette période de prospérité, la seule que nous puissions enregistrer pendant le règne de Louis-Philippe, ne devait pas durer. Dès 1836, une nouvelle crise est à prévoir. A cette date, la production et la demande étaient en équilibre instable. Ce fut la crise américaine qui amena l'effondrement des prix. Une énorme baisse frappa tous les produits. Plus de la moitié des tissages furent arrêtés. Dans toutes les fabriques d'indiennes on renvoya bon nombre d'ouvriers. Ceux qui restaient travaillaient seulement quelques jours par semaine. Plusieurs filatures diminuèrent les heures de travail. La plupart des industriels adoptèrent cette solution. Elle permettait de réduire les frais d'éclairage tout en laissant à l'ouvrier un salaire minimum.

A Guebwiller, par suite de la suspension des paiements de la maison Witz, Greuter et Cie, un grand nombre d'ouvriers se trouvent sans travail au mois de janvier. Les associations de bienfaisance, malgré tous leurs sacrifices et tous leurs efforts, ne peuvent suffire et perdent courage. Les dernières inondations du torrent qui traverse la ville ont dévasté toutes les prairies communales, au débouché de la vallée et menacent de suivre leur cours à travers les propriétés particulières. On pourrait occuper les ouvriers à recreuser le lit de l'ancien torrent complètement comblé, mais la caisse communale est à sec, et le maire sollicite du gouvernement un secours de 4.000 francs. qui permettrait de donner aux ouvriers « une nourriture qu'ils n'ont plus » (1).

Comme toujours en pareil cas, on commence par expulser les ouvriers étrangers au pays. Le sous-préfet d'Altkirch demande au préfet l'autorisation d'accorder des passeports et des secours de route aux familles inoccupées qu'il renvoie chez elles. Plusieurs ouvriers ainsi licenciés sont venus se plaindre à Altkirch. On s'est contenté de les congédier au fur et à mesure qu'ils se présentaient, « afin que la tranquillité publique ne soit pas troublée ». Des secours ont été distribués par le Bureau de Bienfaisance, mais l'argent manque. De son côté, le préfet autorise le maire de Mulhouse à accorder des secours de route aux expulsés à raison de 30 centimes par myriamètre. Afin « de concilier ce qu'exige le maintien de l'ordre avec ce que commande l'humanité » (2), on évite de renvoyer les ouvriers en masse. « On profite de circonstances particulières aux individus pour les rapatrier isolément » (3).

Dans l'arrondissement de Belfort, plusieurs maisons ont réduit le nombre et le salaire des travailleurs. Le Préfet constate que des bras

(1) A. D. Haut-Rhin M. 124.

(2) Lettre du sous-préfet d'Altkirch. A. D. Haut-Rhin M. 124.

(3) Lettre du sous-préfet d'Altkirch au préfet. A. D. Haut-Rhin M. 124.

« peuvent rester inoccupés, mais qu'il importe que la tranquillité publique ne soit pas troublée ». Il recommande, en conséquence, au sous-préfet, d'expulser les étrangers « sans affectation, sans secousse, mais avec une prudente fermeté » (1).

Le 12 mai 1837, Koechlin évalue à 2.000 le nombre des ouvriers que la crise réduit au chômage dans la seule ville de Mulhouse. Les deux tiers résident dans les communes environnantes et y possèdent ou y trouvent des moyens d'existence. Ceux-ci ne donnent aucune inquiétude. Le reste réside à Mulhouse, cherche de l'ouvrage et appartient à la classe des imprimeurs qui offre le plus de garanties morales. Les autres artisans, maçons, charpentiers, etc., ont été éloignés quand ils manquaient d'ouvrage.

Le maire évalue leur nombre à 1.500. C'est parmi les fileurs que l'on trouve le plus grand nombre d'ouvriers étrangers. Ils travaillent encore, mais on parle de fermer les ateliers. En attendant les filatures ont réduit le nombre d'heures de travail ; le tissage à la main est réservé au petit nombre d'ouvriers qui n'ont pu être employés aux travaux de la campagne. Enfin, les fabriques d'impression ont très peu travaillé.

Les branches d'industrie qui fabriquent des tissus plus communs, celle de Sainte-Marie-aux-Mines par exemple, n'ont pas été atteintes au même degré mais elles commencent aussi à souffrir. Cependant « les fabricants ont continué à employer leurs ouvriers en faisant des sacrifices notables pour leur donner du travail sans interruption et sans réduction de leur salaire. Ceux-ci ne se sont nullement ressentis de la crise qui règne, si l'on en croit, du moins, le rapport adressé au Préfet le 10 juillet 1837 par le maire de Sainte-Marie-aux-Mines (2).

D'après une note, rédigée par Zindel et Zuber, le 22 juin 1847, sur l'état de l'industrie cotonnière dans le Haut-Rhin (3), « l'effet de la crise n'a principalement atteint que les chefs d'établissement. La classe ouvrière en a peu souffert à l'exception du tissage à la main ; les prix de main-d'œuvre qui avaient été augmentés dans les années prospères n'ont subi que de faibles diminutions ; les étrangers sans ouvrage étant partis, les fabricants, en réduisant leur travail, ont eu soin de fournir de l'occupation au plus grand nombre possible d'indigènes, en les faisant alterner ; ils gagnent peu de cette manière, mais ils peuvent vivre et prendre patience en attendant de meilleurs temps. L'été les favorise mais il est à désirer qu'un mieux se fasse sentir avant le retour de la saison rigoureuse ».

Or, l'amélioration attendue tarde à se produire, puisque les mêmes industriels écrivent quelques mois plus tard : « Depuis le dernier rapport la situation de nos fabriques n'a guère éprouvé de changement. La consommation des articles de coton a absorbé la production sou-

(1) Lettre du préfet au sous-préfet de Belfort. 13 janvier 1837. A. D. Haut-Rhin M. 124.

(2) A. D. Haut-Rhin M. 124.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 124.

rante et en partie le trop plein qui existait ; mais cette consommation a été en quelque sorte forcée par le bas prix de la marchandise, prix ruineux et sans exemple, qui ne laisse au fabricant que de la perte.

Nos filatures de coton sont toutes en pleine activité ; leurs produits cependant se vendent lentement et se sont en partie accumulés en magasin pendant les trois mois d'été où le tissage est toujours languissant ; les ouvriers des filatures sont tous occupés et leurs salaires se sont maintenus sans modification.

Le faible produit du tissage à la main, joint au bas prix de vente établis, a empêché qu'il n'y eût encombrement de toiles fabriquées, la vente en blanc ayant pris une activité extraordinaire. Cependant, la stagnation des fabriques de toiles peintes qui forment l'aliment essentiel pour l'écoulement des produits des tissages, fait prévoir qu'après la rentrée des ouvriers tisseurs dans les ateliers, une abondance de ces produits pourra se faire sentir. Les tissages mécaniques ont continué leurs travaux sans interruption et sans variation dans le prix de la main-d'œuvre.

Le maintien de l'avilissement des prix de vente a amené la fermeture totale de plusieurs fabriques de toiles peintes et une réduction considérable dans les travaux de celles qui se sont maintenues en activité. On peut estimer, sans exagération, que cette fabrication, a éprouvé une diminution de plus de moitié. Le fabricant sent la nécessité d'attendre l'écoulement total des anciennes marchandises, et de borner son travail aux objets absolument indispensables, jusqu'à ce que les besoins de la consommation lui permettent de niveler les prix. Cette interruption des travaux pèse très lourdement sur les ouvriers imprimeurs dont la position devient de plus en plus pénible et présage une misère accablante pour l'hiver qui s'approche, d'autant plus que cette classe est peu susceptible de se livrer à d'autres travaux qui pourraient être entrepris afin de lui apporter quelque soulagement.

Les ateliers de construction mécaniques sont généralement occupés, en partie pour l'entretien des fabriques, mais surtout pour les commandes d'établissements nouveaux qui se forment à l'étranger ».

A Sainte-Marie-aux-Mines, l'optimisme fait place au découragement et le maire commence à redouter des troubles. Il écrit au Préfet le 1^{er} novembre 1837 : « Les affaires commerciales de cette ville sont loin de reprendre aussi qu'on s'était plu à l'espérer pour la saison d'hiver. Malgré cela nos maisons conservent toujours leurs ouvriers sans diminution de salaire. Quelques fabricants secondaires commencent à établir des intervalles de 8 ou 15 jours entre la réception de l'ouvrage de l'ouvrier et la remise de nouvelles chaînes à tisser. Heureusement cet usage, fort onéreux pour la classe ouvrière, n'est adopté que par quelques maisons peu importantes ».

Le grand nombre des chômeurs, n'était pas sans inquiéter les autorités qui redoutaient des manifestations causées par le mécontentement collectif des ouvriers. A Mulhouse, où le rassemblement d'une

grande quantité de travailleurs désœuvrés pouvait, d'un jour à l'autre, susciter des désordres, le maire adopta des mesures quasi dictatoriales pour assurer la tranquillité publique. Il énumère complaisamment les précautions prises par lui dans une lettre au Préfet dont nous reproduisons les passages essentiels.

MESURES ET ACTES DE L'ADMINISTRATION LOCALE

1° Formation d'une garde municipale composée d'hommes valides, presque tous sous-officiers, venant de quitter l'armée, par congé, habillés, armés et exercés par un brave capitaine. Cette garde, offrant toute garantie désirable et présentant, avec la discipline de la troupe de ligne, l'avantage de la connaissance de la localité, a été souvent montrée à la classe ouvrière par des exercices et des revues.

2° Depuis le mois de juin 1836, admission qu'avec la plus grande réserve (*sic*) des ouvriers arrivant dans la commune.

3° Dissolution de fait, depuis 8 mois, du bataillon communal de la garde nationale, c'est-à-dire démission de presque tous les officiers du bataillon et par conséquent inaction. Ce bataillon, d'après sa composition, ne pouvait être qu'un empêchement au maintien de l'ordre public, en cas de coalition ou d'émeute de la classe ouvrière.

4° Depuis le 4 septembre, le maire a provoqué ou facilité le départ des ouvriers étrangers à la localité ou congédiés par les fabricants.

5° Réunion par souscription volontaire d'un capital destiné à secourir les ouvriers de la ville qui n'auraient pas de travail, et à soutenir jusqu'à guérison de l'épidémie de la grippe les ouvriers étrangers à la France pour leur donner ensuite de larges secours de route, afin de leur procurer les moyens de retourner dans leur lieu de naissance.

6° Réorganisation complètement exécutée de la compagnie d'artillerie de la garde nationale, de manière à ne plus donner la moindre inquiétude sur son franc concours au maintien de l'ordre public.

7° Demande en dissolution de la 1^{re} et de la 6^e compagnie du bataillon d'infanterie de la garde nationale, afin de pouvoir, du consentement écrit des autres compagnies, réorganiser ce bataillon (qui contient beaucoup d'ouvriers) de manière à présenter également les garanties que toute bonne organisation de la garde nationale doit présenter à l'ordre public.

8° Rétablissement des armes par le bataillon d'infanterie de la garde nationale dans le magasin communal de manière à procéder à leur répartition et à n'en restituer qu'aux gardes nationaux présentant toute garantie.

9° Instances couronnées de succès auprès des fabricants pour qu'ils ne diminuent pas les prix de façon avant l'arrivée du printemps.

9° Annulation de toutes les cartes de sûreté. Ce travail long et difficile a permis de reconnaître les ouvriers sans ouvrage et de les diriger sur d'autres points, car il n'a été délivré de nouvelles cartes qu'à ceux qui ont justifié, par un billet de leur maître, qu'ils avaient des moyens suffisants d'existence.

10° Invitation aux fabricants, entrepreneurs et maîtres-artisans de faire connaître à la mairie, jour par jour, les noms, qualité et demeures des ouvriers qu'ils congédieront.

11° Accord avec les maires des communes limitrophes pour qu'ils dirigent sur Mulhouse les ouvriers sans travail.

12° Demande de ne plus faire envoyer à Mulhouse de condamnés libérés.

Après cet exposé des mesures de sécurité qu'il a prises, le maire ajoute : « Je sais que parmi ces mesures il y en a qui ne peuvent être justifiées que par la loi de la nécessité. Je sais que j'aurais embarrassé l'autorité supérieure si je les avais soumises à son approbation. J'ai donc pris le tout sous ma seule responsabilité... Bien que la crise ne

soit pas à son terme, je saurai empêcher toute explosion d'émeute ou d'insurrection. Si, par des circonstances imprévues, il fallait un déploiement de force matérielle, j'aurais la garde municipale, le corps des pompiers, la demi-batterie d'artillerie, le demi-escadron de cavalerie et, après sa réorganisation, le bataillon d'infanterie. Mais ce qui me donne une force morale qui me dispensera de recourir à la force matérielle ce sont les actes de justice faits en temps opportun et avant qu'on ne se trouve en présence de la crise ; de cet ordre est l'expulsion, au mois de juin dernier, des garçons charpentiers, malgré les arrêts judiciaires d'Altkirch et de Colmar qui les avaient acquittés bien qu'ils aient tenu des réunions illicites et porté atteinte à l'ordre public... L'expulsion des ouvriers au mois de juin a imprimé, dans l'esprit des ouvriers, devant les mesures énergiques dont l'autorité est capable, un respect tel qu'ils n'ont encore manifesté et qu'ils n'oseront manifester aucune intention de troubler l'ordre » (1).

On remarquera que l'auteur de ces lignes ne se soucie pas de la légalité outre-mesure. On pourra noter aussi l'habileté consommée du rédacteur d'un tel programme : diminuer autant que possible le mécontentement des ouvriers en leur accordant des salaires qui les empêchent de mourir de faim, d'abord et, si malgré tout, les travailleurs ont quelques velléités de révoltes, les intimider et empêcher toute récrimination par un déploiement de forces imposant. Il faut reconnaître que les résultats furent excellents et que l'ordre public ne fut pas troublé. A peine peut-on signaler quelques mouvements locaux sans importance réelle (2).

Pour pallier à la diminution des salaires, le préfet avait demandé au Ministre de l'Intérieur un crédit de 4.000 francs qui eût permis la création d'ateliers de charité ; mais le Ministre ayant appris que certains ouvriers gagnaient encore 10, 15 et 40 francs par quinzaine, prit prétexte de ce fait pour refuser les secours sollicités !

Nombreux furent les chômeurs qui, pour trouver du travail, se dirigèrent vers le département du Bas-Rhin et notamment vers Strasbourg pour y être employés aux travaux publics alors en voie d'exécution ; mais bientôt les ateliers strasbourgeois refusèrent de les embaucher et le Préfet du Bas-Rhin dut écrire à son collègue du Haut-Rhin que les ouvriers avaient tout intérêt à se diriger sur Barr. En effet, l'ouverture d'une route neuve entre Barr et Villé exigeait la création d'un certain nombre d'ateliers pour extraction, transport de matériaux, terrassements, cassage des pierres, etc. Quelques chômeurs trouvèrent là un emploi qui leur permit d'attendre la fin de la crise.

Comme les crises précédentes, la crise de 1837 avait surtout atteint

(1) Nous n'avons pu trouver aucun détail sur l'affaire des charpentiers à laquelle il est fait allusion ici. Notons seulement que le maire de Mulhouse ne se souciait pas outre mesure des arrêts des Cours de Colmar et d'Altkirch et que son désir « d'assurer l'ordre et la tranquillité » passe bien avant un souci élémentaire de justice.

(2) Voir ci-dessous, chap. XIII.

l'industrie cotonnière. La métallurgie avait obtenu pour ses produits un écoulement facile. La draperie, la soierie, la fabrication du papier peinent paraissent avoir été également à l'abri de cette grande secousse.

En 1838, les fabricants commençaient à se remettre des effets de la crise, mais, dès 1839, l'équilibre entre la production et la demande était de nouveau rompu (1). La filature, le tissage et l'impression, n'avaient pas été affectés au même degré.

La campagne de 1839 s'annonçait assez bien pour la vente des impressions ; plusieurs fabriques, fermées pendant la crise de 1837, restaient inactives, de sorte que la production était diminuée ; le moral des acheteurs était meilleur et, sans les discussions relatives à la politique intérieure, la campagne eût été bonne pour les impressions ; mais ces discussions dont beaucoup de personnes se plaisaient à exagérer l'importance jetèrent la méfiance dans les transactions en France et à l'étranger, de telle sorte que cette industrie qui, en janvier et février, promettait des résultats au moins passables, commença à souffrir également.

En ce qui concerne les tissages, l'augmentation des métiers mécaniques, mus en général par des moteurs hydrauliques, et la réduction du salaire des ouvriers permirent de produire à moins de frais. D'autre part, les cotons filés n'avaient pas suivi le cours des cotons en laine. Cette industrie ne souffrait pas trop, quoique les calicots se vendissent à bas prix ; on pouvait, en mettant toute l'économie possible dans la production, les établir au prix de vente. Néanmoins, il existait depuis longtemps, un trop plein de calicots qui avait d'autant plus augmenté que, dans cette saison, les imprimeurs avaient diminué leurs achats ; les travaux des champs, employèrent bien, pendant quelque temps une partie des ouvriers tisseurs à la main ; mais la production n'en dépassa pas moins, pendant plusieurs mois, la consommation.

Les filatures souffrirent davantage. Elles étaient menacées des plus grands désastres et littéralement ruinées par les spéculations des ports de mer, spéculations favorisées par le régime douanier. Comme il n'y avait aucun motif pour une hausse réelle dans la matière première, que les tisseurs et consommateurs n'avaient pu être amenés à payer la hausse factice provoquée par les accapareurs du Havre et de Marseille, les fileurs n'avaient d'autres alternatives que de fermer leurs ateliers ou de supporter, seuls, la hausse des cotons en laine. Plusieurs auraient cessé de travailler, mais la perte de la clientèle, des bons ouvriers, des contremaîtres, la détérioration des machines par un long chômage, l'espoir d'une amélioration retardèrent l'adoption d'une mesure aussi sérieuse. Des réunions eurent lieu. D'un côté on réduisit les heures de travail, de l'autre on envoya des députés à Paris, pour obtenir un changement dans les lois douanières (2).

(1) C'est du moins ce que dit R. Lévy dans son *Histoire de l'industrie cotonnière en Alsace*, p. 300. Nous nous proposons de montrer ailleurs et ultérieurement que les causes de la crise de 1838 étaient en réalité beaucoup plus complexes.

(2) R. LÉVY : *Histoire économique de l'industrie cotonnière en Alsace*, loc. cit., pp. 300-301-302.

En 1839, la production de l'impression et du tissage équivalait à la demande, mais la filature fabriquait à perte. Une tentative de réduction collective des heures de travail n'aboutit pas à une entente.

L'état de surproduction subsistait pendant des périodes notablement plus longues qu'auparavant, parce que l'industrie alsacienne prenait à cette époque de plus en plus les caractères de la grande industrie, lesquels avaient pour effet de rendre le retour vers un état d'équilibre plus difficile et plus rare. Les progrès du machinisme avaient pour conséquence, nous l'avons vu (1), une proportion croissante du capital et de la main-d'œuvre et le passage de l'industrie à domicile à la fabrique concentrée. Ces deux faits tendaient, à leur tour, à rendre plus difficile l'arrêt de la production. On pouvait facilement laisser le capital et le travail improductifs du temps de l'industrie à domicile car le capital appartenait à l'ouvrier et son salaire n'était qu'un salaire d'appoint. Au contraire, dans l'industrie concentrée, le capital ne peut rester longtemps improductif ; il faut qu'il soit amorti et les travailleurs ne peuvent être condamnés au chômage car le salaire de la fabrique est leur seule ressource. L'entrepreneur a donc intérêt à produire, même à perte, en attendant de meilleurs jours. Mais cette nécessité de fabriquer à tout prix est de nature à prolonger la crise.

L'industrie métallurgique n'offre pas plus de ressources aux travailleurs. Jusqu'au commencement de l'année 1838, la Cie des Forges d'Audincourt et dépendances qui possédait non seulement les usines de Belfort, mais encore les fourneaux de Châtenois, les martinets d'Ofemont dans le département du Haut-Rhin, les usines d'Audincourt, Bourguignon et Pont de Roide, dans le département du Doubs, et le fourneau de Chagey dans la Haute-Saône, avait fait marcher au grand complet toutes ces usines qu'elle alimentait en combustibles par les produits de ses propres forêts et par ses achats de bois, provenant, tant des ventes publiques des bois royaux et communaux, que des bois particuliers dans ces trois départements.

La stagnation des affaires industrielles en général et l'augmentation du prix du bois dans ces localités déterminèrent la Compagnie à restreindre sa fabrication en 1838 et plus encore en 1839.

La Cie des Forges d'Audincourt tirait la majeure partie de ses matières premières des environs de Gray et les faisait venir par le Canal du Rhône au Rhin. A diverses reprises, elle avait demandé au gouvernement de diminuer les droits de navigation qui grevaient le transport des minerais de fer. N'ayant pu obtenir satisfaction, elle dut laisser chômer pendant une grande partie de 1838 et de 1839 les fourneaux de la Haute-Saône et du Haut-Rhin, afin de diminuer ses transports de mines et de bois et, par conséquent, ses transports de minerai par le canal du Rhône au Rhin. En 1839, le fourneau de Châtenois n'a marché que pendant 21 jours ; quant au fourneau de Belfort, il ne figure plus, comme celui de Bethonvilliers, que pour mémoire.

(1) V. ci-dessus ch. V.

A Thann, les ateliers de construction sont menacés d'une ruine complète ; depuis l'entrée libre des petites machines de provenance anglaise, les travaux ont presque complètement cessé. Par suite de l'excessif bas prix des matières premières en Angleterre, les ateliers français, insuffisamment protégés, ne peuvent soutenir la concurrence. Le nombre d'ouvriers diminue tous les jours. Bientôt la plupart des ateliers seront fermés entièrement (1).

Enfin les fabricants de fils de cuivre se plaignent amèrement de la décadence de leur industrie, décadence qu'ils attribuent à la politique inconsidérée du Gouvernement. « Les achats énormes de cuivre faits par celui-ci à une certaine époque ont jeté une grande perturbation dans les métaux qui sont œuvrés en Alsace et causé un préjudice considérable. Si l'on considère que les produits alsaciens ne servent qu'au luxe et que la consommation s'en arrête aussitôt que les prix s'élèvent trop, il est facile de comprendre que la tréfilerie du cuivre, par exemple, ait subi une forte crise entre 1837 et 1843 » (2).

Tandis que l'industrie traversait une nouvelle crise, le pain renchérrissait chaque semaine et la récolte des pommes de terre, à peu près nulle, amenait une véritable disette.

Il semble bien que cet état de choses se soit prolongé jusqu'en 1847, année où la crise et la disette furent si graves que nous avons consacré un chapitre spécial à leur étude.

Dans l'industrie cotonnière, les filatures sont toujours aussi mal en point. En 1844, elles semblaient devoir reprendre quelque prospérité, lorsque la spéculation fit renchérir dans les ports le coton en laine d'environ 15% (3). La rareté du combustible et l'insuffisance des chutes d'eau amenaient, d'autre part, un déplacement des principales fabriques qui, désormais, s'établirent dans le Bas-Rhin, les Vosges ou la Haute-Savoie, mieux partagés sous ce rapport (4).

Depuis la fin de 1836, l'industrie du tissage languit et ce n'est qu'avec beaucoup d'efforts que les industriels écoulent leurs produits, malgré une baisse successive de 30 à 40% sur les produits fabriqués. L'augmentation des impôts (5), la concurrence acharnée des entreprises, l'abaissement du prix des marchandises et les faillites qui en furent la conséquence ont porté aux tissages une rude atteinte dont ils ne s'étaient pas encore relevés en 1847.

De leur côté, les producteurs d'indiennes réclament l'abaissement des impôts qui pèsent sur les alcools et qui rendent impossible l'emploi des « esprits 3/6 » nécessaires à leur fabrication. Ils demandent à grands cris le relèvement des primes d'exportation (6), et la conclu-

(1) Lettre de la maison Stamm au Préfet, 1840. A. D. Haut-Rhin M. 127¹.

(2) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(3) A. D. Haut-Rhin M. 127.

(4) *Bull. Soc. Ind.*, 1844, t. XVIII, p. 182.

(5) SCHMIDT et SALZMANN de Ribeauvillé signalent que leur patente a été augmentée de 200 fr. pour l'année 1840. A. D. Haut-Rhin M. 127¹.

(6) A. D. Haut-Rhin M. 127¹.

sion de traités de commerce avec la Hollande. Le Bulletin de la Société Industrielle constate avec regret la décadence de l'une des plus florissantes industries alsaciennes : « Le nombre de nos fabriques d'indiennes qui s'élevait à 40 en 1839 n'est guère aujourd'hui que de 24. Aucune de celles qui subsistent encore n'a pris d'accroissement ; loin de là. Elles ont, pour la plupart, restreint l'importance de leur fabrication et cependant la funeste influence du trop plein se fait encore sentir.

Avant 1839, des débouchés nombreux et importants nous étaient acquis à l'étranger. L'Allemagne et l'Amérique nous ouvraient leurs marchés et recherchaient nos produits ; l'Espagne, à une époque plus reculée, avait offert de précieuses ressources pour leur écoulement. Aujourd'hui nous sommes presque réduits à notre consommation intérieure » (1).

L'industrie de la laine peignée souffre, elle aussi, des mesures douanières : « Nous exportons parfois des laines filées et des laines peignées en Suisse et en Allemagne », disent les industriels, « les laines peignées présentent à l'exportation la difficulté qu'elles ne reçoivent point de prime à la sortie, de sorte que l'énorme droit de 22 % que les laines brutes paient à l'entrée pèse tout entier sur elles et nous empêche d'exporter cet article. Nous avons fait des démarches auprès du Gouvernement et nous espérons que cette lacune dans le tarif pour les primes de sortie sera comblée » (1).

En 1824, le directeur d'une filature de lin et de chanvre profite de l'établissement de la Statistique Industrielle pour se plaindre auprès du Préfet : « L'établissement que j'exploite était, à l'origine, une filature mécanique de chanvre et de lin dans laquelle, non sans beaucoup de peine, j'avais obtenu, sous le rapport de la qualité des produits, beaucoup de succès. La tournure fâcheuse qu'ont prise les établissements par suite des manœuvres de l'Angleterre et de l'absence de protection m'ont forcé à y renoncer pour ne pas courir, après avoir fait de grands sacrifices, à une ruine complète et certaine et pour ménager, autant qu'il dépendait encore de moi, l'intérêt des personnes qui, dans un but uniquement patriotique, avaient bien voulu me seconder de leurs fonds dans cette entreprise.

« Pour utiliser autant que possible la localité, la chute d'eau et une partie des métiers, j'ai fait en sorte de pouvoir les appliquer au retordage des fils, mais cette industrie étant depuis plusieurs mois aussi en grande souffrance, par suite des désastres de l'Amérique et de nos discussions avec l'Amérique et la République Argentine, je ne me hâte point de donner à mon établissement le développement que la force de la chute d'eau me permettrait de lui assigner, ce dont je suis peiné, non seulement pour moi, mais pour beaucoup d'ouvriers, sans pain, auxquels je pourrais en procurer » (2).

(1) A. D. Haut-Rhin M. 1271.

(2) Observations faites par LECLAIRE, industriel au Kaysersberg, à l'occasion de l'établissement de la Statistique Industrielle.

La situation industrielle du Bas-Rhin n'est pas meilleure. Dès 1844, le commerce de ce département se débattait contre un état de stagnation chronique. Dans l'arrondissement de Wissembourg, la filature de lin et de chanvre de Biblisheim avait fermé ses ateliers. A Sélestat, l'industrie de la toile de coton était sans activité, comme l'industrie de la laine à Barr. La fabrique de Huttenheim avait construit un troisième atelier de tissage mécanique de 300 métiers, fonctionnant alternativement à la vapeur et à la force hydraulique mais en avait réservé l'usage, attendant l'amélioration des prix. Les filatures pour le calicot perdaient environ dix centimes par demi-kilo produit. Cette perte était due à la hausse du prix des matières premières et à la baisse du prix des filés. Seuls les tisseurs de calicot faisaient quelques bénéfices. Mais la vente se modérait vers la fin de septembre. Elle reprend dès la mi-octobre ; tous les existants sont enlevés, les prix s'élèvent, et l'on doit mettre en activité un certain nombre de métiers à bras pour répondre aux besoins.

A Bischwiller, la situation était nettement défavorable. La production de la bonneterie et de la ganterie de laine était au-dessous du quart de la production antérieure ; les débouchés vers l'Amérique et vers l'Allemagne étaient fermés. La draperie et la filature subissaient un mouvement rétrograde. La draperie se vendait peu et mal ; l'acheteur n'avait aucun égard à la hausse des laines ; il en résultait une anomalie désastreuse ; tandis que les laines augmentaient, le prix des draps diminuait. Ils avaient, en effet, diminué de 5% par rapport aux prix payés avant la hausse ; les laines, au contraire, avaient subi une hausse de 10 à 15%. Bischwiller se ressentait de l'engorgement des produits d'Elbœuf. Il y a cependant des exceptions intéressantes. A Bischwiller même, le commerce des laines a subi une progression ascendante du fait des expéditions à l'intérieur. Le peignage de la laine s'est accru. Les ateliers Ehrmann ont augmenté leur personnel d'ouvriers prussiens et saxons.

Les transactions sur les graines oléagineuses et les huiles étaient peu importantes. La garance seule atteignait des prix élevés du fait d'approvisionnements médiocres et d'une récolte peu abondante.

L'industrie métallurgique est en pleine prospérité à Reischoffen, Niederbronn, Joegerthal, Zinswiller ; les mines d'asphalte de Lobsann se soutiennent, de même que la fabrique de pétrole de Lebel à Pechelbronn.

Le malaise de l'industrie est très grave, dans l'ensemble, vers la fin de 1844. La classe ouvrière en supporte les tristes conséquences : les maires et les sous-préfets accablent le préfet de leurs doléances. Le même mot revient sans cesse : « stagnation ». Plusieurs causes à ce mal : hiver très long, travail arrêté, manque d'exportation.

A Wasselonne, un grand nombre de familles ont contracté des dettes vendu les objets les plus nécessaires pour se procurer du bois. La bienfaisance n'a pu secourir que les indigents. A Saverne, la misère a été

générale ; les ressources accumulées pour l'hiver ont été épuisées avant le retour du beau temps. A Mutzig, les ouvriers de la manufacture d'armes ont été licenciés, faute de travail.

Dans l'arrondissement de Sélestat, la bienfaisance publique et le bas prix des denrées ont permis d'attendre la fin d'un hiver très dur.

A Niederbronn, les ouvriers des forges et fonderies ont dû être renvoyés pendant l'hiver. Wissembourg, du fait de sa position à l'extrême frontière et de la proximité de Strasbourg, est stagnant et ne travaille que pour la consommation locale qui est faible, pour le plus grand dommage des ouvriers. Les papeteries de Reichshoffen, les huileries, tanneries, moulins à garance de la région ont chômé tout l'hiver, de même que les poteries d'Oberbetschdorff. A Bischwiller, malgré l'état de langueur qui frappe la draperie, l'ouvrier souffre moins, parce qu'il a, en général, une maison et cultive un petit champ dont il est propriétaire ou fermier.

C'est surtout dans les grands centres que sévit la misère ; Strasbourg Sélestat, Saverne, Haguenau. Ce sont les refuges de tous les vagabonds de tous les pays. Les bureaux de bienfaisance, les comités de souscription, les loteries de charité, les bals de pauvres, les quêtes à domicile, cherchent à parer à cette indigence par des distributions de pain, de bouillon, de combustibles, de vêtements.

Le Conseil général vote des secours en aliments ou pour soins dans les cliniques de la Faculté de Strasbourg. La Caisse municipale de la même ville, alimente deux établissements de travail : « la Maison de refuge » dans le centre de la ville et « la Colonie agricole d'Oswald », qui reçoivent les mendiants valides, que l'on astreint à des travaux agricoles ou industriels. Ils sont logés, nourris et vêtus et reçoivent une part sur le prix des objets qu'ils ont fabriqués ou sur la valeur des produits qu'ils ont récoltés.

A côté de ces institutions, il existe des fondations privées : les associations dites de Saint-François de Sales et de Saint Vincent de Paul qui cherchent à moraliser la classe ouvrière, en donnant des leçons gratuites de lecture, d'écriture et de dessin.

Pourtant la situation devient meilleure au commencement du mois d'avril 1845. La reprise se fait surtout sentir sur les laines. Les chaussons subissent une hausse. Les transactions sont actives dans la bonneterie. Les calicots et les filés, encore languissants pendant le deuxième trimestre 1845, reprennent en juillet et s'exportent en très grande quantité. Cette activité nouvelle était due à la prime de 25 francs par 100 kilos sur les tissus dans la composition desquels entraient des déchets. Le transit lui-même était animé.

Soudain, dès octobre, il y eut un ralentissement très net dans l'industrie cotonnière. Certes, les transactions se poursuivent dans les articles de bonneterie et les draperies, mais à des prix qui n'apportent aucun bénéfice au fabricant. Aussi la production diminue et le prix de la main-d'œuvre subit une baisse.

Les inquiétudes s'atténuent légèrement en février 1846. Les tissus de coton ont un regain d'activité. Mais, dès avril, les faibles approvisionnements reçus du Havre, et la récolte médiocre du coton en Amérique, amènent une nouvelle crise qui s'atténue entre juillet et septembre, pour reprendre, plus forte, en octobre. A cette date, les cotons et les laines subissent une nouvelle hausse qui contraint les tisseurs à restreindre leur production. L'industrie de la laine souffre des prix très réduits qui lui sont imposés car elle travaille avec des laines d'Allemagne, plus chères que les laines indigènes. La fabrication se ralentit dans la bonneterie. On enregistre des faillites à Wasselonne, Bischwiller, Barr. Les cuirs, même en poil, ne donnent lieu à aucune transaction. Les huiles de colza et de pavot passent de 55-60 francs à 67-72 francs. Pourtant le mouvement des marchandises, facilité par un hiver assez doux, se chiffre par 76.851 quintaux métriques (1^{er} trimestre 1846)-191.179 (2^e trimestre)-146.000 (3^e trimestre).

La situation reste critique néanmoins pendant les premiers trimestres de 1847. Partout la baisse se fait sentir : sur les produits textiles, sur les cuirs bruts. Les tisseurs de laine ne trouvent pas acheteurs ; les articles de bonneterie s'écoulent au prix de revient. Les transactions sur le houblon sont nulles ; le cours est descendu au-dessous des 2/3 du prix de revient par suite de la hausse des orges, des privations que s'impose le pauvre et de la superficie plus étendue cultivée en houblon.

Bref, le travail de production est réduit au minimum afin d'arrêter l'avisement des prix. L'effet de ce ralentissement se fait sentir dès le mois de mai 1847. La vie renchérit et pourtant le fabricant reste en perte car les cotons en laine sont très chers et la houille remplace, dans les usines, l'eau qui fait défaut. Les fabricants suppriment les travaux à la lumière pour diminuer d'autant la production, jusqu'à amélioration des cours. La draperie continue à être « engorgée » par suite de la mévente ; les marchés sont envahis et conquis par les produits belges et allemands. La Chambre de Commerce de Strasbourg, ne voit qu'une solution : ou augmenter les primes à la sortie, ou diminuer proportionnellement les droits d'entrée « puisque les 9% accordés à l'exportation ne représentent pas les 22% des droits payés à l'entrée ». Quant aux cuirs, pour employer les termes mêmes du rapport de ladite Chambre, « on ne se souvient pas d'avoir vu ces derniers à aussi bas prix ».

Les faillites se multiplient. Il est curieux d'en suivre les variations :

1844 :	27	faillites	avec	un	passif	total	de	621.927	fr.	96
1845 :	45	—	—	—	—	—	—	1.017.165	fr.	42
1846 :	72	—	—	—	—	—	—	1.479.405	fr.	04 (1)

Dans le Haut-Rhin, l'industrie n'était pas plus prospère. En 1848, l'enquête patronale signalera les causes de sa décadence et dressera

(1) PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit., p. 42.

un violent réquisitoire contre le gouvernement de Louis-Phillipe : « Pour la plupart des industries, le mal ne date pas seulement de l'avènement de la République. A en juger par les embarras et les malaises industriels qui, plus d'une fois, se sont révélés dans leur sein, on voit que le germe de la décadence existe depuis longtemps. Il existe depuis que la production s'est développée hors de proportion avec les ressources du consommateur français et que, d'autre part, les marchés étrangers qui donnaient un grand débouché à nos produits nous sont en partie fermés. Il existe depuis qu'une administration commerciale au-dessous de sa mission, sans tenir compte des représentations incessantes qui lui étaient faites pour lui signaler le mal et lui en indiquer le remède, a méconnu les devoirs que lui imposait cette situation difficile et que, dans un intérêt fiscal bien mal entendu, elle a continué de frapper de droits tous les éléments du travail, toutes les matières premières, à appesantir la rigueur de l'impôt sur les établissements industriels, augmentant ainsi, au lieu de l'alléger, l'infériorité de notre pays pour produire à bon marché, Administration qu'on eût dit inspirée par l'étranger et liguée avec lui, tant ses actes, tendant à déprimer le travail en France et à restreindre ses relations extérieures, étaient en harmonie avec les intérêts et les vœux les plus chers des pays manufacturiers rivaux de nos industries ».

L'industrie cotonnière souffre, une fois de plus, d'une crise de surproduction d'autant plus grave que les pays étrangers ont, eux aussi, développé leur industrie et frappent les produits alsaciens de droits prohibitifs. En outre, les matières premières nécessaires à la production des tissus sont frappés, à leur entrée en France, de taxes très lourdes qui augmentent le prix de revient et ne permettent pas de lutter contre la concurrence étrangère, d'autant plus que le port du Havre a le monopole de l'importation du coton et que les spéculateurs havrais en profitent pour vendre leur marchandise le plus cher possible, cependant que des crises financières trop fréquentes diminuent les capitaux mis à la disposition de l'industrie ou renchérissent ceux qu'elle doit se procurer. Mulhouse se trouve encore désavantagée par le fait qu'elle est située à une distance considérable des grands ports qui font le commerce du coton. La rareté du combustible et du fer dans les départements alsaciens, l'étendue de notre territoire qui rend les transports coûteux, ajoutent encore au malaise dont souffre l'industrie cotonnière en général. La disette de 1846 augmente la stagnation dont se plaignent les chefs d'établissement en diminuant les débouchés à l'intérieur. Enfin, la laine et la soie, vendues à bas prix par suite de la carence des acheteurs font au coton une concurrence redoutable.

En ce qui concerne la filature du lin et du chanvre, il a existé pour cette industrie, comme pour celle du coton, avant la crise de 1846,

(1) Enquête patronale.

des éléments d'arrêt dans sa prospérité et son développement. Ils sont venus de la concurrence acharnée que font à notre industrie linière, en France même, celles de l'Angleterre et de la Belgique (1).

Dans la papeterie, le mal remonte à 1830. A cette date, un industriel se plaint déjà de la rareté des matières premières. Par suite de la multiplication des fabriques de papier le prix des drilles a considérablement augmenté. De plus, les chiffonniers des départements limitrophes viennent récolter les chiffons dans le Haut-Rhin, offrant aux femmes des objets de poterie en échange. Les fabricants de papier réclament la remise en vigueur des anciens arrêtés et règlements du Conseil d'État du 26 février 1777, du 21 août 1791 et des ordonnances de l'Intendant d'Alsace du 15 mars et du 18 septembre 1784, d'après lesquelles on assigne à chaque papeterie une certaine circonscription de bailliage pour la cueillette des drilles par les chiffonniers.

En 1839, le montage de 5 nouvelles machines à papier continu a plus que doublé la production et un accroissement semblable a eu lieu dans plusieurs départements voisins. Il en est résulté une grande rareté des chiffons et une hausse de 20% sur le prix des matières premières. D'un autre côté, une baisse considérable s'est manifestée dans le prix des produits fabriqués, de sorte que tous les établissements travaillent à perte.

Les représailles que l'Allemagne a exercées dès 1844 contre la France en raison des tarifs douaniers élevés par celle-ci à l'entrée des bestiaux, sur notre territoire, ont coupé court aux ventes de papiers peints. En outre, l'exportation de ceux-ci est soumise au paiement d'un droit de sortie qui diminue les transactions. Enfin, les contrefaçons en matière de librairie et la création d'autres fabriques à l'étranger ont poussé la papeterie à un degré voisin de sa ruine.

L'affinage et la tréfilerie se pratiquent principalement à Niederbruck et sont dans un grand état de souffrance. Leur principal travail fournit au luxe, et celui-ci étant complètement arrêté, sa disparition réduit presque toute fabrication à néant.

L'industrie de la construction de machines « peut être appelée l'écho de toutes les autres ». Sa prospérité ou son malaise répondent à la situation de la filature, du tissage, des papeteries, des chemins de fer.

Elle a été prospère en Alsace par l'exportation aussi bien que par la vente intérieure tant que l'Angleterre a prohibé la sortie de ses machines.

Mais en 1842, l'Angleterre, s'apercevant que, par suite de sa rigidité restrictive à cet égard envers les autres nations, notre pays, plus libéral, quoique bien moins placé, devenait le fournisseur des machines

(1) Pendant quelques années, disent les industriels alsaciens, les intrigues étrangères étaient parvenues à faire baisser nos tarifs de douane en faveur des productions de lin et de chanvre. Il s'ensuivit une énorme importation des produits liniers anglais et belges et une ruine imminente pour l'industrie française similaire. A peine cette industrie venait-elle d'obtenir des droits suffisamment protecteurs, que la cherté des vivres et la crise financière de 1847 l'accablèrent, en réduisant considérablement la consommation de ses produits ».

du continent, résolut de reconquérir pour elle cette branche du commerce en cherchant par tous les moyens en son pouvoir à ruiner les constructeurs français. Elle accorda donc la libre sortie de ses machines dont l'exportation avait été prohibée jusqu'en 1842. Après une lutte de trois années qui entraîna la ruine de bon nombre de constructeurs français, ceux-ci obtinrent enfin, en 1845, que leur industrie fût mise à l'abri de la concurrence mortelle des établissements anglais qui avaient sur les nôtres, pour la production à bas prix, tant d'avantages incontestables : bas prix du fer et de la houille, taux modérés de l'intérêt des capitaux, vaste dimension des usines qui permet une plus grande division du travail. La construction de machines put alors se relever en France et, soutenue par ses ventes pour le marché intérieur, elle put continuer l'exportation pour une partie du continent européen ; malheureusement, la disette de 1847 et l'état de stagnation complète de l'industrie à cette date sont venus arrêter toute commande en fait de mécaniques ou de moteurs et ont amené, en partie, la fermeture des ateliers de construction.

Enfin, depuis 1833, la vente des cristaux en France était restée à peu près stationnaire. Elle devait soutenir une lutte très vive à l'intérieur contre l'industrie du verre ordinaire qui avait fait de remarquables progrès. La verrerie avait enlevé successivement au cristal la vente d'un certain nombre d'articles d'une fabrication simple et facile et d'une consommation courante qu'elle exécutait bien et qu'elle pouvait établir à des prix sensiblement inférieurs à ceux de la cristallerie parce que sa matière première était beaucoup moins chère.

A l'extérieur, nous avions à combattre les cristalleries anglaises et belges, et les verreries de Bohême placées dans des conditions beaucoup plus avantageuses que celles des cristalleries françaises en ce qui concerne le prix de la main-d'œuvre, du combustible, des transports, et enfin des plombs et potasses que nous tirions de l'étranger et sur lesquels nous supportions des droits d'entrée équivalents à environ 5% de nos prix de vente. Nous n'étions parvenus à compenser en partie ces causes de désavantage que par une organisation du travail moins coûteuse que celle de la plupart de nos concurrents, et par la création d'une multitude d'articles de fantaisie dont la vente avait réparé en France les pertes que nous avions éprouvées en ce qui concernait les cristaux courants, et qui étaient recherchés à l'étranger, où le goût et la perfection du travail français étaient généralement appréciés.

Crise de 1830 et de 1832-1837 suivie par une longue stagnation des affaires, crise enfin, et redoutable, en 1846-1847, tel est le bilan des 18 années du règne de Louis-Philippe. Seule la période comprise entre 1832 et 1836, semble avoir apporté aux ouvriers quelque prospérité et leur avoir donné la possibilité de vivre.

La baisse des salaires en valeur absolue a-t-elle été compensée par une diminution proportionnelle du coût de la vie ?

Nous avons vu qu'il fallait répondre négativement à cette question (1). Nous pouvons en conclure que, selon toute probabilité, l'ouvrier des grandes manufactures pouvait très rarement équilibrer son budget. Le docteur Weber lui-même, avoue que « le salaire ne se règle malheureusement pas sur les besoins de l'ouvrier, sans quoi on ne le verrait jamais baisser pendant une disette ; il se règle sur la demande de travail, sur les besoins de la consommation. Si le travail de la femme est plus limité que par le passé, la demande en sera plus forte et le salaire n'en éprouvera point d'atteinte ; il pourra même hausser dans certains moments ; s'il baisse dans d'autres, c'est que l'industrie est stagnante ; c'est qu'il aurait diminué tout de même » (2).

Sans doute, en 1834 et 1836, les salaires s'élèvent et deviennent suffisants mais l'ouvrier doit rembourser les dettes contractées quelques années plus tôt. Au moment où il pourrait se sentir libéré, une crise, plus dure encore que les précédentes, vient détruire tous ses espoirs. Ceci explique le pessimisme fréquent des enquêteurs lorsqu'ils parlent des conditions d'existence des classes laborieuses. Ces conditions varient d'ailleurs suivant les professions et suivant les localités (2). On estime, en général, que les ouvriers *groupés dans les manufactures* (3) filatures, dans les ateliers de construction, dans les fabriques d'indiennes (4), et dans les blanchisseries sont les plus heureux (5). Au Kaysersberg, les tonneliers, les brasseurs et ceux qui travaillent dans les industries nécessaires à la vie journalière jouissent d'une situation privilégiée. La condition des forgerons est nettement supérieure à celle des autres. Mieux nourris, ils sont aussi mieux vêtus et mieux logés. Par contre, les tisserands en coton sont misérables.

A Ferrette, si l'on en croit l'enquête de 1848, « les ouvriers des tissages mécaniques n'ont même pas de quoi payer leur nourriture ; leurs

(1) Lorsque nous avons étudié le salaire des ouvriers de la campagne nous avons été amenés à étudier parallèlement l'évolution du coût de la vie. Il était nécessaire en effet de savoir si le prix des denrées et des objets de première nécessité avait évolué pour avoir une idée nette de la valeur relative des salaires ruraux au cours de la période qui nous occupe. Toutefois comme les prix ont évolué dans le même sens à la ville et à la campagne, il est inutile de refaire ici une étude qui reproduirait à peu de chose près celle que nous avons déjà faite. Par contre l'évolution des salaires n'a pas toujours suivi la même courbe dans l'industrie et dans le domaine des travaux agricoles. Il nous fallait donc consacrer un chapitre spécial à l'étude du salaire des ouvriers employés dans les manufactures.

(2) Discours du Dr WEBER à la Société Industrielle, 23 février 1847, *Bull. Soc. Ind.*, t. XXI, p. 233.

(3) Nous avons étudié plus haut et dans un chapitre spécial les conditions de vie des ouvriers *disséminés* qui travaillent aussi pour la grande industrie mais d'une façon temporaire (V. ci-dessus ch. V.)

(4) L'enquêteur de Cernay n'est pas de cet avis. « Dans cette localité, dit-il, les imprimeurs représentent la partie indigente de la population à cause de l'inconstance de la mode qui réduit au chômage une partie des ouvriers ».

(5) Il y a des exceptions cependant. A Mulhouse même, dans les établissements Hirn et Guth « les ouvriers des filatures sont en général médiocrement logés et assez bien vêtus. Mais ils se nourrissent mal pour la plupart ; chez Schlumberger fils et C^{ie}, la nourriture est passable, les vêtements sont assez bons, mais les logements sont généralement misérables et malsains ». (Réponse de l'Enquête patronale à la 15^e question).

logements sont hideux et leurs couchés, des grabats. La position de ces ouvriers est affreuse ».

On remarque également de sensibles différences dans les conditions de vie des ouvriers si l'on considère les diverses localités où ils résident.

A Colmar « l'ouvrier des fabriques est mieux vêtu que le travailleur des campagnes. Les habitations sont généralement mauvaises, malsaines ; l'homme, la femme et les enfants y sont pour la plupart entassés. La majorité des travailleurs est misérablement vêtue, surtout en hiver ; leur nourriture, mal préparée, est peu substantielle ».

A Guebwiller « les habitations ouvrières laissent à désirer pour l'espace et la salubrité ». Il en est de même à Munster, où elles ne sont ni commodés, ni salubres. Les travailleurs se nourrissent de pain et de pommes de terre. La viande ne fait que de rares apparitions. Le bas prix du vin favorise le penchant des ouvriers pour la boisson.

A Huningue, les manœuvres sont continuellement dans l'indigence.

Même insuffisance des salaires dans le Bas-Rhin. A Erstein, à Marmoutier, la condition de l'ouvrier est assez bonne dans la plaine, mais misérable dans la montagne. A Villé, les tisserands logent dans les locaux humides, au détriment de leur santé, et vivent dans un état de misère devenu proverbial. A Molsheim, les ouvriers des fabriques sont dans l'indigence. A Barr, les laborieux et les actifs sont bien vêtus. Les graveurs et les imprimeurs sont aisés, mais les tisseurs vivent dans la pauvreté. Et voici Marckolsheim, où les habitations sont en général étroites, peu salubres, où l'ouvrier se nourrit de pommes de terre, de laitage, de pain d'orge, mange peu de viande et ne boit pas de vin, se vêt de coutil et de cotonnade.

A Saar-Union, tout laisse à désirer. La population industrielle, très malheureuse, vit surtout de pommes de terre. Seuls sont assez heureux les ouvriers de fabrique qui se livrent aussi à la culture. C'est le cas à Soultz. Du reste, dans ce canton, si les maisons sont bien construites, l'ouvrier ne se nourrit que de pain et de pommes de terre, et mange à peine de la viande, surtout depuis que l'on a restreint le droit de parcours dans les forêts.

Les conditions sont très dures à Sélestat, où l'ouvrier, logé dans de misérables bouges, a une nourriture médiocre, sans viande ou presque, est vêtu de vêtements de coton ni chauds, ni solides. L'ouvrier tisseur vit au jour le jour. Mêmes constatations à Brumath où le logement bas, étroit, humide, laisse à désirer ; à Haguenau où les habitations sont trop exigües ; à Bischwiller où la situation est médiocre, sous tous les rapports : seuls, les ouvriers de l'industrie lainière ont quelque aisance (1).

Certains auteurs, cependant, concluent à une amélioration des conditions générales de la vie (2). Quelques industriels affirment que

(1) F. PONTEIL : *La Crise alimentaire dans le Bas-Rhin*, loc. cit., pp. 124-125.

(2) « Il est indéniable que les conditions générales de la vie avaient été considérable

la position des ouvriers s'est beaucoup améliorée et ce, grâce aux institutions philanthropiques créées et développées par les patrons (1), surtout dans le Haut-Rhin. Au nombre de ces institutions, il faut compter le développement des cités ouvrières et il semble bien que, sous le rapport du logement au moins, le sort de la classe ouvrière en Alsace se soit amélioré.

En 1835, au moment où Villermé fait son enquête, quantité d'ouvriers logent à une lieue, une lieue 1/2 de leurs ateliers. Ceux qui veulent éviter de faire ce pénible trajet deux fois par jour s'entassent dans des chambres petites, malsaines, mais situées à proximité de leur travail.

« A Mulhouse, à Dornach et ailleurs, il existe de ces misérables logements où deux familles couchent chacune dans un coin, sur de la paille jetée sur le carreau et retenue par deux planches. Des lambeaux de couvertures et souvent une espèce de matelas de plumes d'une saleté repoussante, voilà tout ce qui recouvrait cette paille. Du reste, un mauvais et unique grabat pour toute la famille, un petit poêle qui sert à la cuisine comme au chauffage, une caisse ou grande boîte en guise d'armoire, une table, deux ou trois chaises, un banc, quelques poteries composent, *communément*, tout le mobilier qui garnit la chambre des ouvriers employés dans les filatures et les tissages de la même ville.

Cette chambre, que je suppose à feu, de 10 à 13 pieds en tous sens, coûte ordinairement à chaque ménage qui veut en avoir une entière, dans Mulhouse ou aux environs, 6 à 8 francs, et même 9 francs par mois, que l'on exige de 15 en 15 jours, aux époques où les locataires reçoivent leur paie : c'est depuis 72 jusqu'à 96 et quelquefois 108 francs par an. Un prix aussi exorbitant tente les spéculateurs ; aussi font-ils bâtir, chaque année, de nouvelles maisons pour les ouvriers de la fabrique et ces maisons sont à peine élevées que la misère les remplit d'habitants » (2).

A la même époque, un document signale que ces logements ne se trouvent qu'en ville. Dans les faubourgs, ils sont suffisamment exposés au grand air. On ne se sert que du bois pour le chauffage. Quant aux vêtements, la classe ouvrière manque souvent du nécessaire, puisque

ment améliorés pour l'ensemble de la nation depuis le début du XIX^e siècle, et que la classe bourgeoise n'en avait pas seule profité. La consommation moyenne du froment avait augmenté depuis le XVIII^e siècle.

En 1791, on comptait 1 hl,65 par tête ; en 1847, 2 hl. ; la durée moyenne de la vie était augmentée. L'accroissement rapide des impôts indirects prouvait l'enrichissement du pays et l'aisance croissante des classes modestes qui les alimentent pour la plupart.

(QUENTIN-BAUCHART : *La Crise* de 1848, *loc. cit.*, p. 51).

(1) La prospérité matérielle a fait des progrès incontestables depuis vingt ans. Les besoins matériels et intellectuels du pays ont augmenté. Ce qui, il y a trente ans, était du bien-être, est aujourd'hui de la médiocrité, aussi bien pour l'ouvrier que pour le chef d'établissement.

(Enquête patronale. Rép. à la 16^e question).

(2) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, t. I, p. 28.

bon nombre des individus gagnent à peine pour leur nourriture. Aussi le bureau de bienfaisance, secondé par le zèle d'une association de charité, distribue beaucoup d'habillements en hiver.

Les ouvriers, surtout ceux des filatures, sont sales. Ils n'ont ni le temps, ni le goût, ni les moyens de se tenir plus proprement (1).

Si l'on en croit Penot (2), les taudis mulhousiens auraient peu à peu disparu, entre 1838 et 1847. Villermé, lors de son deuxième passage dans le Haut-Rhin, en 1847, aurait été très surpris devant les améliorations réalisées (3). A cette date cependant, il restait encore beaucoup à faire, d'après Penot lui-même.

On avait bâti des maisons nombreuses et vastes à peu près de tous côtés, mais y avait-on atteint les meilleures conditions hygiéniques ? Les entrepreneurs avaient-ils été guidés par quelque pensée élevée et philanthropique ou, tout en améliorant le logement de l'ouvrier, avaient-ils en vue seulement une spéculation lucrative ? On connaissait à Mulhouse et dans d'autres parties du Haut-Rhin ces grands bâtiments vulgairement désignés sous le nom de casernes, où s'entassaient parfois jusqu'à plus de 20 familles dans autant de petits appartements séparés (4).

Cet entassement des ouvriers dans certains quartiers n'est pas sans inquiéter le capitalisme mulhousien. « En général, dit le Docteur Weber, à la Société Industrielle en 1839, il n'est pas bon qu'une masse d'ouvriers soit logés ensemble. Il y a en effet bien à craindre là que les mauvais principes, les mauvais exemples, toujours plus bruyants, plus séducteurs que les bons ne l'emportent et ne corrompent toute la masse. Il vaut mieux que les habitations des ouvriers soient petites et destinées à une ou deux familles seulement. Il vaut mieux aussi qu'elles soient isolées ou entremêlées à celles des riches pour que ceux-ci voient quelquefois les pauvres et les comprennent et sachent venir à leur secours dans les cas de maladie et de besoins, ce qui arrivera aussi bien plus facilement que s'ils sont confinés en masse dans des quartiers éloignés où l'on ne va point, de peur de rencontrer plus de misères qu'on n'en peut soulager...

En outre, les ouvriers ne se laissent pas facilement parquer dans des casernes, lors même qu'il y aurait avantage pécuniaire et moral pour eux. Ils ont chacun leur libre arbitre qui s'oppose souvent à de pareilles améliorations » (5).

(1) A. N. F¹² 4.704. Soc. Ind. *Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers*.

(2) *Les Cités ouvrières du Haut-Rhin*, par PENOT. Extrait du *Bull. de la Soc. Ind.* 1865.

(3) « Dès 1834, les établissements Hartmann ont fait construire un grand édifice divisé en logements pour les ouvriers et où, par divers artifices de distribution, on a tâché d'éviter une partie des inconvénients de l'agglomération ». PENOT : *Les Cités ouvrières du Haut-Rhin*, loc. cit.

(4) *Les Cités ouvrières du Haut-Rhin*, par PENOT. Loc. cit.

(5) *Bull. de la Soc. Ind.*, p. 388. Discours lu par le D^r WEBER à l'Assemblée générale du 29 mai 1839.

On notera ici que le protestantisme des industriels alsaciens rejoint le catholicisme d'un

C'est pour obvier à ces inconvénients que l'on songea, vers 1846-1847, à créer les premières habitations à bon marché. Une société, au capital de 300.000 francs, fut constituée à Mulhouse. Il s'agissait de construire 150 maisons qui devaient être données à bail aux ouvriers sans bénéfice aucun pour la société et avec faculté pour les travailleurs de se rendre acquéreurs de ces maisons aux conditions les plus favorables. Un peu plus tard, Jean Zuber fit construire, conjointement avec A. Rieder, un certain nombre de maisons bâties toutes sur le même modèle pour les ouvriers de la papeterie que ces industriels possédaient à l'île Napoléon. Ces logements présentaient l'avantage d'une distribution commode joint à celui d'une construction à bon marché, permettant de n'en demander que des loyers peu élevés. Chaque famille y vivait seule et avait la jouissance d'un petit terrain attenant à sa demeure.

Le développement des habitations ouvrières avait d'ailleurs ses avantages pour le patronat. Il permettait à un plus grand nombre de travailleurs de résider en ville, d'abandonner la campagne et de grossir chaque jour l'armée des prolétaires industriels (1).

D'après Penot, la nourriture des ouvriers mulhousiens est suffisante. Le matin, ils mangent du pain trempé dans du café au lait ou plus exactement dans de la chicorée sucrée avec de la mélasse. Quelques-uns mangent de la soupe, mais la confection de celle-ci demande beaucoup plus de temps et de combustible. A 9 heures, les travailleurs absorbent 1/8 de kilo de pain sec. A 11 heures, ils font chauffer aux différents feux de la fabrique leur dîner apporté le matin : pommes de terre et beurre ou quelques légumes. Souvent, le beurre est remplacé par du lard ou du saindoux et les légumes par un farinage. Ce n'est guère que le dimanche que les ouvriers mangent de la viande dont on voit encore souvent quelques restes dans leur dîner du lundi. Le pain qu'ils consomment au repas de midi, mi-blanc ou bis, suffit toujours à l'appétit de chacun. A 3 heures, les ouvriers mangent environ 1/8 de

Bossuet. L'évêque de Meaux n'écrivait-il pas, en effet, que « le pauvre a été créé pour permettre au riche de faire son salut ».

LEROY-BEAULIEU note lui aussi que « le peuple n'aime pas qu'on le parque ; il en voit l'intention, même lorsqu'elle n'existe pas, et cela lui laisse une impression fâcheuse. Qu'on songe bien d'ailleurs à ceci : le contraste est incomparablement moins sensible à l'ouvrier incessamment mêlé à la bourgeoisie qu'à l'ouvrier systématiquement tenu à distance d'elle. Il vaut mieux qu'il demeure dans la maison du bourgeois que de demeurer dans la cité ouvrière. Il sera beaucoup moins accessible aux mauvaises pensées, même en passant devant l'appartement du riche pour monter à son humble demeure, qu'en occupant un logement propre dans une cité peuplée exclusivement de gens de sa classe ».

Paroles d'un publiciste ouvrier, citées par LEROY-BEAULIEU, *La question ouvrière au XIX^e siècle*. (Paris, Charpentier, 1872, in-18, II, 340 p.). B. N. R. 41.700, p. 35

(1) L'abbé Meyzonnier signale que ce système a rendu « l'industrie du tissage accessible à un plus grand nombre. Elle a cessé d'être le privilège de quelques ouvrières qui, sentant le besoin qu'on avait d'elles, devaient affecter des prétentions d'autant plus intolérables qu'elles croyaient avoir plus d'importance. Ainsi, le chef se trouve amplement dédommagé des sacrifices qui viennent d'être énumérés et, évidemment, il ne doit pas y perdre ». Lettre de l'abbé Meyzonnier à Louis Reybaud, citée par celui-ci dans son ouvrage *La question ouvrière au XIX^e siècle*, loc. cit.

kilo de pain sec. Le soir, entre 7 et 8 heures, ils font habituellement leur souper de café au lait. Ceux dont le salaire est un peu plus élevé ajoutent à leur repas un morceau de charcuterie... On remarque que la consommation de ce comestible augmente considérablement à Mulhouse d'année en année. On peut estimer à 1 kgr la quantité de pain consommée par jour et par homme. Le vin ne se boit guère que le dimanche et, chez le plus grand nombre, en petite quantité.

Il existe en ville beaucoup de pensions d'ouvriers où on leur donne à manger au prix de 60 à 75 centimes, 1 franc par jour. Ceux-là ont, en général, une nourriture plus substantielle et un peu moins grossière, mais ce genre de vie ne convient qu'aux célibataires.

En réduisant les dépenses au strict minimum, il faut :

A un homme	{	Nourriture 60 centimes par jour . . .	219 fr.	par an
		Logement 7 francs par mois	84 —	—
		Vêtement	70 —	—
			373 fr.	
A une femme	{	Nourriture : 45 centimes par jour . . .	164 fr. 25	par an
		Logement : 7 francs par mois	84 —	—
		Vêtement	60 —	—
			308 fr. 35	
A une famille de 5 personnes	{	Nourriture : 1 fr. 50 par jour	547 fr. 50	par an
		Logement : 12 francs par mois	144 —	—
		Vêtement	150 —	—
			841 fr. 50	

Ainsi, en comptant 300 jours de travail par an, il faut au minimum, pour qu'un homme puisse vivre, qu'il gagne 1 fr. 25 par jour, une femme près de 1 fr. 05 et une famille, 2 fr. 80, à condition que nulle maladie, nulle cause quelconque ne vienne interrompre ce travail. Si on compare ces chiffres avec le tarif des salaires, on voit que la plupart des ouvriers sont au-dessus de cette limite extrême au-delà de laquelle arrive l'aumône. Ceux qui ne l'atteignent pas étant des enfants dont les besoins sont moindres et dont le salaire s'ajoute à celui de la famille.

Les conclusions de Villermé sont sensiblement les mêmes que celles de Penot. Il note que les ouvriers qui gagnent de 20 à 35 sous par jour ajoutent au régime ci-dessus des légumes et parfois un peu de viande. Ceux dont le salaire journalier est au moins de 2 francs, et qui n'ont également aucune charge, mangent presque tous les jours de la viande avec des légumes ; beaucoup d'entre eux, surtout les femmes, déjeunent avec du café au lait.

Enfin les végétaux et en particulier les pommes de terre représentent au moins les $\frac{3}{4}$ de la subsistance du plus grand nombre. Les hommes employés dans les ateliers de construction et qui exécutent les travaux les plus rudes boivent ordinairement du vin tous les jours (1).

En ce qui concerne les logements ouvriers, l'exemple de Mulhouse fut suivi dans d'autres localités. Les établissements Migeon-Villars, situés à Grandvillars-Méziré, logeaient, en 1848, 140 ménages pour 10 centimes par jour et par famille, si nombreuse que fût celle-ci. La maison fournissait en outre les fagots nécessaires au chauffage à raison de 0 fr. 05 l'in.

A Lapoutroie, les habitations des ouvriers sont en général très basses et malsaines, mais on peut citer comme exception quelques maisons destinées aux logements des travailleurs, construites par les manufacturiers et annexées aux établissements. On fait la même constatation à Colmar et l'on regrette en même temps que les ouvriers logés et nourris dans les fabriques soient si peu nombreux.

A Ferrette « les travailleurs de l'établissement métallurgique sont assez bien sous tous les rapports, le terme moyen de leur salaire étant 2 francs par jour et le patron leur fournissant le logement, le bois nécessaire et un jardin potager ».

Dans certains cantons les ouvriers jouissent de quelques avantages qui, joints à leur salaire, leur permettent de vivre. A Wesserling, la commune partage entre les habitants le produit des coupes de forêts. L'usage des pâturages communaux, la faculté donnée à chacun d'exploiter, moyennant une très légère redevance, une portion des terrains propres à la culture ont pour résultat une aisance relative. Les vêtements ne donnent lieu à aucune observation, disent les enquêteurs en 1848 ; ils satisfont pour la plupart aux conditions de la décence, de la propreté et aux exigences des saisons. Le prix des pensions varie entre 7 à 8 francs par quinzaine pour les femmes et 9 à 10 francs pour les hommes. Une famille peut vivre à meilleur compte.

A Soultz, l'ouvrier peut aller chercher du bois mort dans les forêts deux fois par semaine. Les vêtements sont bons en général, les habitations saines et la nourriture « hygiénique ».

A Ribeauvillé, la condition de l'ouvrier laborieux n'est pas malheureuse. Chaque famille possède une petite maison ou la moitié d'une maison, un champ ou une petite pièce de vigne. Deux fois par semaine tous peuvent aller chercher du bois mort dans la forêt.

A Guebwiller, le logement, les habits et la nourriture sont satisfaisants. Mais, en temps de crise et de cherté des denrées, l'ouvrier se sous-alimente et économise sur ses vêtements.

A Wintzenheim, les ouvriers employés dans les divers établissements du canton, presque tous enfants du sol, logent, en partie, dans les

(1) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit., t. I, p. 45.

communes environnantes. Leurs habitations sont, en général, assez bien aérées et assez propres, leurs vêtements sont satisfaisants. Il n'y en a point qui, outre les habits de travail, n'aient des vêtements du dimanche. Leur nourriture pour laquelle la pomme de terre est de rigueur à cause de son prix modique est saine et nutritive, sans toutefois que la viande en fasse les principaux frais.

Mêmes constatations au Logelbach où les ouvriers logent en partie dans leur propre maison, en partie dans les communes des alentours.

A Beaucourt, les travailleurs trouvent facilement, soit au marché, soit chez les cultivateurs, les gros légumes. Un grand nombre cultivent eux-mêmes les pommes de terre. Le pain est fourni soit par l'établissement, soit par les boulangers de la commune. La viande, généralement adoptée dans les ménages, est vendue par les trois bouchers de la commune. Les ouvriers horlogers ont l'habitude du café au lait pour les deux repas du matin et du soir.

En général, les vêtements sont bons ; le droguet, étoffe chaude, solide et peu coûteuse, est, dans cette localité, d'une grande ressource pour les ouvriers peu aisés.

A Grandvillars-Méziré, le logement d'un ménage, selon le nombre de ses membres, est composé de 2, 3 ou 4 pièces, et au moins aussi sain que peuvent l'être les casernes fournies par l'État à ses troupes.

Le pain et les légumes jouent le principal rôle dans la nourriture de l'ouvrier qui, très rarement fait usage de viande, si ce n'est celle du porc qu'on élève avec les débris du ménage.

Toutes les familles ont l'habitude de planter des pommes de terre. Elles entrent annuellement pour 1/4 dans la nourriture. Malheureusement cette ressource a en partie manqué depuis 1845. L'ouvrier consomme quelque peu de vin, mais il en boit en trop grande quantité à la fois.

Les vêtements sont convenables. L'ouvrier porte en hiver des étoffes de laine fabriquées le plus souvent en famille, et, en été, une grosse toile qui fait généralement un excellent service.

A Dornach, les ouvriers les mieux rétribués paient 11 à 12 francs par mois pour 2 pièces, une cuisine, 1 cave et un grenier. Moyennant 11 francs par quinzaine, les célibataires peuvent être nourris et logés dans les pensions avoisinantes. Ils ont alors de la viande deux fois par semaine. Mais on ne leur fournit pas de vin. Celui-ci n'est pas compris non plus dans le menu des fileurs qui paient 13 à 16 francs par quinzaine.

A Munster, les vêtements se sont beaucoup améliorés entre 1830 et 1848. « L'ouvrier est presque aussi bien vêtu que pouvait l'être le patron vers 1830. La nourriture et l'habitation des ouvriers sont meilleures qu'en beaucoup d'autres localités ».

Dans certains cantons du Bas-Rhin les conditions d'existence de l'ouvrier sont également favorables : Saverne, Petite-Pierre, Rosheim, Wasselonne, Woerth, Seltz, Wissembourg, Obernai, Truchtersheim,

Benfeld. Dans d'autres, l'ouvrier jouit d'une certaine aisance : à Geispolsheim où chacun possède sa maisonnette ; à Hochfelden où presque tous les ouvriers sont propriétaires d'un lopin de terre, sauf les ouvriers des forges qui sont logés dans l'établissement même. A Bouxwiller les conditions sont généralement bonnes pour les laborieux ; beaucoup possèdent une petite habitation, tandis que d'autres paient des loyers de 40 à 50 francs par an. La nourriture est simple, mais suffisante, le vêtement convenable ; personne ne va pieds-nus, les ouvriers ont au moins des sabots, même en été. Ce qui n'empêche pas qu'il n'y a pas d'aisance réelle ; chacun végète.

En général la marge était faible entre le salaire de l'ouvrier et ses besoins. Il faut, en effet, tenir compte du chômage, des jours de fête, des semaines où l'usine ne travaille qu'à mi-temps, de la maladie. Si bien que le budget est à peine balancé par le salaire de l'ouvrier, et même on doit supposer, quand il s'agit d'un ménage, que la femme et les enfants participent aux dépenses par leur travail ; quelques exemples suffiront à cette démonstration. A Bischwiller, l'ouvrier gagnait 8 à 9 francs par semaine ; il faut bien compter 56 à 60 jours sans travail, soit 8 semaines. Un ouvrier gagnait donc de 352 à 396 frs par an ; son budget oscillait entre 365 et 500 francs.

A Wasselonne, l'ouvrier gagnait approximativement 450 à 600 francs par an, alors que son budget était de 365 à 550 francs. A Bouxwiller le budget s'élevait de 240-260 francs à 400-450 francs ; le salaire annuel à 360 francs environ. Seule l'industrie métallurgique était plus aisée. A Niederbronn le salaire annuel variait entre 600 et 1.000 francs, le budget entre 208-364 francs et 416-728 francs.

En résumé, il semble bien que, pendant la Monarchie de Juillet, la majorité des ouvriers, concentrée dans les grandes villes, ait vécu dans un état voisin de la gêne et même de la misère. Penot lui-même, au moment où il fait l'apologie du « régime industriel » ne peut s'empêcher de reconnaître que, pour beaucoup de travailleurs, « la recette dépasse de bien peu la dépense : lorsqu'ils se sont donné quelques petites jouissances en vin, tabac, etc., il ne faut qu'une cessation de travail de quelques jours pour les mettre dans la dure nécessité d'aller solliciter des secours ». Sans doute « les ouvriers les plus pauvres ont des caisses de secours mutuels, mais par suite de la faiblesse des sommes qu'ils peuvent y déposer, les secours qu'ils en retirent ne sont pas toujours suffisants ».

Cet aveu, émanant de l'un des membres les plus éminents de la Société Industrielle, nous paraît une conclusion suffisante à un tel chapitre.

CHAPITRE XII

Instruction et moralité des ouvriers

I. — *Instruction primaire et instruction professionnelle.*

II. — *Education religieuse. — Influence des Pasteurs. — Concubinage et prostitution. — Enfants naturels. — Ivrognerie. — Criminalité.*

Si nous constatons peu de changement entre 1830 et 1848 dans la vie matérielle de l'ouvrier employé dans la grande industrie, il semble, par contre, que sa vie intellectuelle et morale, ait subi une évolution assez sensible au cours de la période qui nous occupe. L'instruction, surtout, paraît avoir fait de grands progrès, qu'il s'agisse de l'instruction primaire ou de l'instruction professionnelle. Deux faits, d'ordre général, ont contribué à réduire l'analphabétisme des ouvriers de la grande industrie et à donner, dans toute la France, un développement considérable à l'éducation du peuple : la loi Guizot d'abord (1), la loi de 1841 ensuite. Si mal observée qu'elle fût cette dernière a cependant contribué à laisser plus de loisirs aux jeunes salariés et nous avons vu (2) qu'elle avait entraîné la suppression progressive des écoles de nuit, aux résultats médiocres, et la création d'écoles nouvelles dans de nombreux établissements.

Mais il faut noter ici que les industriels alsaciens n'ont pas attendu l'exemple du gouvernement pour tenter de développer l'instruction parmi les gens du peuple. Les capitalistes du Haut-Rhin ont toujours

(1) « L'ignorance des paysans, des artisans diminua progressivement. On constate, en 1829 que 45% des conscrits seulement savent lire ; et 61% à la fin de la Monarchie de Juillet. Ce fut le résultat de la loi de 1833. Un an après sa promulgation, 2.275 écoles primaires furent ouvertes ; puis, 15 écoles normales s'ajoutèrent aux 47 qui existaient déjà grâce à l'initiative des villes et des départements. Le nombre des écoles primaires passa de 31.420 à 33.695, et celui des élèves de 1.200.715 à 1.654.828. — En 1847, il y avait 43.514 écoles de garçons qui comptaient 2.176.000 élèves. La loi de 1833 fut appliquée aux écoles de filles par l'ordonnance de 1836 ; leurs progrès furent rapides : il y avait 10.000 écoles environ en 1830 ; et 19.000 en 1847, dont 8.000 communales ; le chiffre des élèves passa de 730.000 à 1.354.000 ; on avait fondé, en moyenne, 1.200 écoles par an. Trois millions et demi d'enfants recevaient donc l'instruction primaire, soit à peu près le dixième de la population totale. L'Etat, les communes, les départements, les particuliers se partageaient la dépense. Tandis que sous la Restauration le budget de l'Etat n'avait consacré en tout, pendant seize ans, que 742.000 fr. à l'instruction primaire, il dépensa sous Louis-Philippe, en 17 ans, 37.640.000 fr. ; les budgets départementaux, 60 millions, les communaux 120 ; la rétribution scolaire, payée par un tiers environ des élèves, — les autres étaient instruits gratuitement, — rapporta 130 millions ». S. CHARLÉTY : *La Monarchie de Juillet, loc. cit.*, p. 220.

(2) Voir ci-dessus ch. VIII.

eu (nous l'avons constaté à diverses reprises) une notion très claire de leurs intérêts. Mieux que partout ailleurs, ils ont compris que des sacrifices momentanés pouvaient quelques années plus tard porter leurs fruits et dédommager amplement ceux qui les avaient consentis. Nous avons vu que, poussés par ces principes fort judicieux d'ailleurs, ils avaient réclamé une diminution de la journée de travail des ouvriers (1). Les mêmes considérations mi-philanthropiques et mi-intéressées les ont poussés à s'intéresser à l'éducation du peuple. On lit en effet, dans le *Bulletin de la Société Industrielle* (2) : « Le rôle des ouvriers ne se trouve plus borné à celui de simples machines. Beaucoup font preuve d'une grande intelligence ; il en est qui ont inventé des appareils fort ingénieux ; les contremaîtres, en général, sont des hommes de mérite. Les chefs d'établissement n'ont rien négligé de ce qui pouvait, non seulement accroître leurs propres connaissances, mais encore répandre autour d'eux une instruction large et solide. Si les arts mécaniques sont en général en progrès dans le Haut-Rhin, il faut l'attribuer, en grande partie, à l'heureuse influence de l'instruction spéciale à laquelle un grand nombre de jeunes gens et d'ouvriers ont pris part depuis plusieurs années. Jusqu'ici cette instruction a été donnée gratuitement dans des cours institués et soutenus par le zèle et la générosité des industriels eux-mêmes. » A une époque où les machines, en se développant, se compliquent, il est nécessaire, pour se servir des instruments nouveaux, d'avoir une main-d'œuvre intelligente, capable d'initiative et susceptible, par son savoir et ses capacités, de prévenir les accidents ou de les réparer. Les industriels alsaciens ont pris très nettement conscience de ce phénomène nouveau et se sont engagés, de bonne heure, dans la voie qui devait aboutir à la formation d'une classe ouvrière éclairée et d'un bon rendement. Comme toujours, la ville de Mulhouse se trouve à la tête des initiatives et des réalisations.

En 1820, Jacques Koechlin, alors maire de Mulhouse, commence « à faire de louables efforts et des sacrifices notables pour l'instruction de la classe ouvrière » (3). mais il faut croire que les résultats auxquels il aboutit ne sont pas brillants, puisque, en 1828, le Docteur Penot dénonce « l'état lamentable de l'instruction populaire dans le Haut-Rhin ». La même année, des sociétés distinctes de jeunes filles et de jeunes gens, sous la direction de personnes plus âgées, s'occupent de l'instruction des adultes. De jeunes demoiselles de 10 à 13 ans se sont réunies spontanément pour former une école gratuite où elles reçoivent toutes les petites filles qui veulent assister aux leçons. Sur la proposition du Docteur Penot, la Société Industrielle vote une médaille pour ces jeunes demoiselles (3).

Des classes sont ouvertes le dimanche pour l'enseignement de la

(1) Voir ci-dessus chapitre VIII et X.

(2) *Bulletin de la Société Industrielle*, 1834, p. 465.

(3) A. N. F¹³ 4.704. Documents relatifs aux jeunes ouvriers.

lecture, de l'écriture, du calcul et sont suivies par de nombreux élèves. Leur assiduité témoigne de leur vif désir de s'instruire. En outre, des ouvriers reçoivent, pendant la semaine, un assez grand nombre de jeunes filles auxquelles on enseigne les plus indispensables travaux à l'aiguille, si importants pour la ménagère et la mère de famille (1). Cet enseignement est, en effet, particulièrement nécessaire. Bien souvent, quand les jeunes filles se marient, elles ne savent pas tenir un ménage. Parfois même elles ignorent la couture. Un médecin du Haut-Rhin disait avoir vu plus d'une fois des femmes ayant un enfant malade ne pas savoir faire un bouillon, parce qu'elles avaient toujours acheté leurs aliments dans les pensions d'ouvriers (2). »

Ces tentatives, si intéressantes qu'elles fussent, restaient néanmoins insuffisantes. Jusqu'alors on n'avait rien fait de sérieux pour l'enseignement primaire et la diffusion de la langue nationale parmi le peuple. La Révolution de Juillet vint apporter un changement heureux et notable sur ce point. Les comités chargés de surveiller l'instruction primaire à Mulhouse se réunirent spontanément sous la présidence du nouveau maire, André Koechlin, et ils sollicitèrent, auprès du Ministre de l'Instruction Publique, l'autorisation d'admettre indistinctement les enfants de tous les cultes dans la même école, ce qui devenait nécessaire et ne pouvait produire qu'un bon effet dans une ville où l'on comptait presque autant de catholiques que de protestants. Le Ministre de l'Instruction Publique opposa d'abord quelques difficultés, parce que la législation d'alors était contraire à cette fusion. Les deux comités qui s'étaient réunis en un seul, sans instruction de l'autorité universitaire, prirent sur eux de ne pas attendre l'autorisation du Ministre et décidèrent que les enfants de tous les cultes seraient admis indistinctement dans la même école, où l'enseignement serait commun à tous, sauf les leçons de religion, données par des aumôniers des diverses communions. Il fallut, dès lors, songer à bâtir la nouvelle école. Le 15 janvier 1830, la ville acquit un jardin appartenant à Koechlin et Cie au prix de 45.748 fr. 04, au coin des rues de l'Hospice et des Trois-Rois. Les bâtiments furent terminés et l'établissement ouvert dès 1830 ; un règlement concernant son organisation fut voté. Les traitements du personnel s'élevaient à 13.150 francs par an et le taux de l'écolage variait de 9 à 14 francs suivant la classe (3). Comme cet établissement devint rapidement exigu, la ville le vendit, en 1835, pour en construire une autre (4). En 1838 eut lieu l'inauguration du bâtiment connu aujourd'hui sous le nom d'école primaire centrale pour la distinguer des écoles du quartier. Il s'ouvrit avec 800 élèves environ et fut, en 1840, augmenté d'une annexe ; les dépenses s'éle-

(1) A. D. Haut-Rhin M. 121 a. Projet de statuts de l'école de dessin fondée par la Société Industrielle.

(2) AUDIGANNE : *Les populations ouvrières*, loc. cit., t. I, p. 179.

(3) *Histoire documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, loc. cit., p. 67.

(4) A. N. F³ II Haut-Rhin (23).

vèrent environ à 200.000 francs. En 1841, le prix des écolages fut établi comme suit :

1 ^{re} classe.	18 fr. par an.
2 ^e —	21 — —
3 ^e —	24 — —
4 ^e —	30 — —
5 ^e —	36 — —
6 ^e —	48 — —
7 ^e —	60 — —
8 ^e —	95 — —
9 ^e —	144 — —

En 1843, les classes supérieures, 8^e et 9^e, furent annexées au collège (1). A cette date on constate que les demandes d'admission gratuite à l'école primaire deviennent de plus en plus nombreuses. On entrevoit le moment où la caisse municipale ne pourra plus suffire aux charges que la ville s'est imposées en vue de favoriser l'instruction des classes pauvres ou peu aisées. L'« Industriel Alsacien » propose alors que l'on subdivise les bourses et qu'on accorde désormais, outre les demi-bourses qui existent déjà, des quarts et des 3/4 de bourses (2). Le projet fut approuvé par le Conseil Municipal. Cette année-là, l'école communale fut fréquentée par 1.459 élèves, dont 929 garçons et 530 filles, auxquelles il faut ajouter 250 garçons et 150 filles, soit 400 enfants qui assistaient aux cours gratuits du soir. Sur ce nombre, près de 500, c'est-à-dire le tiers étaient admis sans rien payer, ou ne payaient qu'une partie du prix fixé pour l'écolage. En 1846, le comité local propose d'admettre, soit à bourse entière, soit à 3/4, soit à 1/2, soit à 1/4 de bourse :

Dans les classes supérieures :

85 garçons et 35 filles, soit 120 individus.

Dans les classes inférieures :

302 garçons et 116 filles, soit 418 —

Au total 538 individus.

Cette proposition est adoptée (3).

Une aile séparée du bâtiment est exclusivement affectée à l'usage des filles qui ont une entrée et une cour à part et ne peuvent avoir de communication avec les garçons. En ce qui concerne les cultes, les élèves se partagent ainsi :

(1) *Histoire documentaire de l'Industrie à Mulhouse*, loc. cit., p. 67.

(2) *Industriel Alsacien*, 19 novembre 1843.

(3) Compte rendu des séances du Conseil Municipal de Mulhouse.

Catholiques	460
Protestants	770
Israélites	170
Total.	1.400

ou, avec l'école du soir :

Catholiques	720
Protestants	900
Israélites	180
Total.	1.000

Quoique les catholiques comprennent la majorité de la population mulhousienne, ils ne figurent pas pour le plus grand nombre sur ce tableau. Cela tient à deux causes :

1^o Il existe en ville des écoles privées catholiques qui comptent beaucoup d'enfants. Un grand nombre de filles surtout fréquente ces établissements. Ainsi une seule école, dirigée par des sœurs, réunit plus de 300 élèves ;

2^o La plus grande partie de la population se compose d'ouvriers de fabrique. Beaucoup d'entre eux appartenant à la population flottante qui ne reste à Mulhouse que si elle trouve du travail sont célibataires et augmentent considérablement le chiffre total de la population, sans influencer en rien sur le nombre des écoliers. Parmi ceux qui sont mariés, il en est qui ont beaucoup d'enfants, mais ceux-là viennent le plus souvent en vue de les faire travailler avec eux dans les manufactures et ils pensent peu à les faire instruire. En faisant le relevé total des enfants qui fréquentent l'école communale ou les écoles privées, Mulhouse comptait, en 1843 :

École communale.	1.800 élèves
Écoles privées.	945 —
Salles d'asile	300 —
Total	3.045 —

Ainsi pour une population de 38.400 habitants, on compte dans les écoles primaires de la grande cité industrielle :

1 enfant sur 126 habitants ;

d'après les documents publiés à la même époque par le Ministre de l'Instruction Publique, il y avait, en France, dans les écoles primaires :

1 enfant sur 116 habitants.

Il ne faut pas conclure trop vite cependant à l'infériorité de Mulhouse dans ce domaine. A nombre égal d'habitants, par suite de la

composition particulière de sa population, cette ville doit compter moins d'écoliers que toute autre puisque l'on compte moins d'enfants qu'ailleurs, en âge d'aller à l'école. En tout cas, l'autorité municipale semble bien avoir fait tous ses efforts pour encourager la diffusion de l'enseignement parmi les classes populaires. Deux instituteurs étant reconnus insuffisants pour desservir les écoles de jour, il en faut un troisième. D'où nécessité de voter un crédit de 2.000 francs. Pour faire face à l'excédent des dépenses qu'entraînera la transformation des écoles de nuit, en écoles de jour (1).

Le maire propose au Conseil, en vue de rendre les enfants plus assidus aux nouvelles écoles dont il vient d'être question, de fixer le prix de l'écolage à 0 fr. 15 par semaine et de faire remise de ces 0 fr. 15 à titre de prime à tous ceux qui se distingueraient par leur assiduité et leur bonne conduite (2).

A côté des écoles fondées par l'autorité locale, quelques industriels avaient créés des cours dans leurs fabriques. Ils y faisaient instruire les enfants qu'ils employaient. Le développement de l'instruction primaire a amené la disparition progressive de ces établissements à Mulhouse. En 1843, une seule maison, celle de Koechlin et Cie, entretenait encore une école à ses frais. Elle était fréquentée par des ouvriers de tout âge auxquels on enseignait la lecture, l'écriture française et allemande ainsi que le dessin et le calcul. Cette école était ouverte tous les jours et les ouvriers s'y rendaient par équipes de 20 personnes, sans qu'il leur fût fait aucune retenue pour le temps qu'ils y passaient (3).

L'exemple de Mulhouse fut suivi par de nombreuses localités du Haut-Rhin. Dès 1830, la commune de Delle demande l'autorisation d'acquérir une maison devant servir de maison d'école, les locaux de l'ancienne se trouvant trop petits.

En 1832, la commune de Dannemarie fait construire une école à ses frais. Jusqu'à cette date, les locaux, insuffisants d'ailleurs, étaient loués à l'un ou l'autre propriétaire qui réclamait pour ce un loyer exorbitant.

En 1834, la commune de Ribeauvillé acquiert plusieurs maisons aux fins d'établir une école primaire supérieure et une école élémentaire destinée aux israélites.

En 1845, la ville de Neuf-Brisach, décide aussi de construire une école. Même décision est prise à Guebwiller. Or, on signalait, en 1833, dans cette localité, que l'école de garçons, beaucoup trop grande, était susceptible de recevoir moitié plus d'élèves (4).

(1) *Industriel Alsacien*, 11 février 1844 : compte rendu des séances du Conseil Municipal du 1^{er} février 1844.

(2) Même source.

(3) D'après PENOT : *Recherches statistiques sur Mulhouse*, p. 205 et suivantes.

(4) A. N. F¹ II Haut-Rhin. Dossier très abondant où l'on trouve de multiples détails souvent intéressants sur les acquisitions et les efforts faits par les diverses communes du Haut-Rhin pour développer l'instruction primaire.

Baquol, dans son livre sur l'Alsace ancienne et moderne (1), dresse le tableau suivant qui résume bien l'état de l'instruction dans le Haut-Rhin.

L'instruction primaire compte, dans le Haut-Rhin, une école normale de jeunes instituteurs, mais il n'y en a pas pour l'éducation des institutrices. L'institution des sœurs de la Providence de Ribeauvillé remplit cette lacune ; à ce titre, elle reçoit de l'État une subvention annuelle de 5.000 francs. Les écoles primaires se répartissent de la façon suivante par rapport aux cultes :

Ecoles catholiques :

Ville de Colmar.	13
Arrondissement de Colmar. . . .	229
— d'Altkirch. . . .	215
— de Belfort	237
	694

Ecoles protestantes :

Ville de Colmar.	8
Arrondissement de Colmar. . . .	41
— d'Altkirch. . . .	8
— de Belfort	2

Ecoles israélites :

Ville de Colmar.	1
Arrondissement de Colmar. . . .	11
— d'Altkirch. . . .	11
— de Belfort	1
	24

Ecoles mixtes :

Ville de Colmar.	10
Arrondissement de Colmar. . . .	19
— d'Altkirch. . . .	8
— de Belfort	14
	51

Il y a, en outre, dans le Haut-Rhin, 21 écoles primaires supérieures, 251 classes primaires tenues par des aides ou des maîtres, et 30 salles d'asile.

(1) *Loc. cit.*, p. 248.

La plupart des écoles communales de filles sont dirigées par des religieuses des congrégations de Ribeauvillé et de Nancy (1).

Il faut signaler ici l'importance des congrégations religieuses dans le domaine pédagogique. Dès 1821, le préfet du Haut-Rhin écrivait dans son compte rendu annuel de la situation du département (2). « L'institution des sœurs de la doctrine chrétienne mérite les plus grands éloges. Partout où elles sont établies, leur patience, leur zèle, et la moralité de leur conduite produisent les plus grands effets. On se propose de créer, dans le même but, une congrégation des frères de la doctrine chrétienne pour le diocèse de Strasbourg ».

Les efforts conjugués des autorités locales, de l'initiative privée et des ordres religieux devaient porter leurs fruits. Dès 1842, l'Industriel Alsacien pouvait écrire avec fierté : « Placé au 15^e rang pour le contingent du recrutement, le Haut-Rhin est au 5^e pour l'instruction des jeunes soldats : sur 1.231 conscrits qui ont été examinés, 1.048 ou 93% savaient lire et écrire. En 1832, ce chiffre ne s'élevait qu'à 67%. Aucun département ne présente un résultat plus remarquable » (3).

D'autre part, en juin 1847, Ch. Dupin dressait le tableau des résultats de l'enseignement primaire dans les départements les plus manufacturiers pour la partie la plus éclairée du royaume, tableau que nous reproduisons ci-dessous (4).

Départements	Population en 1841	Jeunes gens de 20 ans sachant lire et écrire	Enfants et adolescents allant à l'école en 1833	Années d'enseignement primaire pour donner un jeune homme de 20 ans sachant lire et écrire
Aisne	542 213	3 591	46 075	12 ans et 10 mois
Eure	425 780	1 991	24 544	3 — 4 —
Ardennes	319 167	2 347	34 081	14 — 6 —
Oise	398 868	2 679	42 999	16 — 1 —
Nord	1 085 298	5 254	66 922	12 — 9 —
Pas-de-Calais	685 021	4 059	59 309	14 — 7 —
Nièvre	805 346	879	7 689	8 — 8 —
Bas-Rhin	560 113	5 025	64 724	12 — 11 —
Haut-Rhin	464 775	3 921	41 348	10 — 6 —
Seine-et-Oise	470 948	3 057	33 059	10 — 10 —
Seine-Inférieure	737 206	3 698	37 548	10 — 2 —
Somme	559 680	3 068	32 459	10 — 6 —

On le voit, les départements alsaciens font très honorable figure. En 1848, l'Enquête officielle constate, elle aussi, que l'instruction a fait de remarquables progrès pendant les dix-huit années du règne de Louis-Philippe. Il est surtout intéressant de noter que le développement de l'instruction publique n'a pas découragé les industriels,

(1) BAQUOL : *L'Alsace ancienne et moderne, loc. cit.*, p. 248.

(2) A. N. F¹ C, III. 7 Haut-Rhin.

(3) *Industriel Alsacien*, 10 avril 1842.

(4) A. N. F¹ 4. 704.

au contraire ; bien souvent ceux-ci ont remplacé l'école primaire qu'ils entretenaient à leurs frais, avant la loi de Guizot, par un cours d'adulte. L'enquête patronale signale en outre que, dans beaucoup d'établissements, des écoles ont été instituées pour continuer les bienfaits de l'instruction à ceux qui ont déjà fréquenté les écoles primaires et en donner les premiers éléments à ceux qui ne les ont pas encore eus ». Dans le canton de Wesserling, toutes les communes ont des écoles grâce auxquelles la langue française se répand de plus en plus. A Wesserling même, il existe un cours d'adultes, le soir, une école de dessin, une école primaire, et une école du second degré. A Mulhouse, chez A Koechlin, l'école de l'établissement est fréquentée au moins 1 heure par jour par tous les apprentis. Chez Schwartz, Trappet Cie, une école entretenue par les patrons accueille tous les enfants de moins de 16 ans. Au Souche, près Saint-Dié, les enfants des ouvriers reçoivent gratuitement l'instruction primaire jusqu'à l'âge de 12 ans. Dans les grandes villes industrielles l'état de l'instruction est beaucoup plus satisfaisant que dans les campagnes. A Massevaux, depuis 1830, la jeunesse reçoit une bonne instruction élémentaire, 90% des ouvriers savent lire et écrire. soit en français, soit en allemand, Toutes les communes du canton de Saint-Amarin sont pourvues d'écoles, 92% des hommes et 80% des femmes savent lire et écrire. Parmi les adultes, un petit nombre d'individus sait lire et écrire en français ; cependant, comme les écoles sont bien tenues, la majeure partie des ouvriers sait déjà lire et écrire en français. Dans l'arrondissement de Belfort, l'état de l'instruction est assez satisfaisant, surtout chez les enfants qui n'ont pas atteint leur 14^e année. En ville, presque tous savent lire et écrire au moins médiocrement. La commune de Cernay signale que presque tous les ouvriers ont reçu les premières notions de l'enseignement et que 80% d'entre eux savent lire et écrire, tant parmi les hommes que parmi les femmes. Les écoles sont nombreuses et bien tenues dans tout le canton. A Beaucourt, les enfants fréquentent les écoles primaires jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans. A Grandvillars-Méziré, les deux tiers des hommes et la moitié des femmes savent lire et écrire. 90% des hommes et 80% des femmes savent également lire et écrire à Colmar. L'enquêteur de cette ville juge que ces rudiments sont insuffisants et que les ouvriers pourraient profiter davantage des facilités qui leur sont offertes pour acquérir des connaissances plus étendues.

Dans le canton de Wintzenheim, des écoles, entretenues par les industriels, sont attachées aux grandes établissements tels que les filatures. Les enfants qui n'ont pas fréquenté les écoles primaires, peuvent y apprendre à lire et à écrire. Il est presque sans exemple dans cette région qu'un ouvrier ne sache ni lire ni écrire.

Sauf de rares exceptions et depuis plusieurs années, les ouvriers du Kaysersberg savent tous lire et écrire en allemand ; une grande partie d'entre eux connaît également la langue française. Il n'y a guère que

les personnes âgées de 40 ans ou plus, qui ne sachent pas lire et écrire dans l'une ou l'autre langue.

A Rouffach, à Munster, presque tous les ouvriers savent lire et écrire. Il existe, à Munster, 4 écoles communales : 2 pour les garçons, 2 pour les filles, une école privée et une école fondée par Hartmann, fabricant, et entretenue à ses frais dans un local de l'établissement. Ces écoles sont dirigées par des maîtres capables. On y enseigne la lecture et l'écriture en français et en allemand, l'arithmétique, le dessin linéaire. Les enfants sont tenus de fréquenter les classes une ou deux heures par jour, jusqu'à l'âge de quatorze ans. Dans cet atelier d'instruction on continue et on perfectionne les études des meilleurs sujets jusqu'à l'âge de 16 ou 18 ans. Le nombre des enfants est de 400 environ. On peut affirmer que, dans les autres communes du canton, l'état de l'instruction est également assez satisfaisant. Il est toutefois à regretter que l'enseignement de la jeunesse reste trop incomplet et que, parvenus à l'âge de 16 ans, les enfants ne se soucient plus d'aller à l'école ou plutôt n'y soient plus envoyés par les parents qui, dans les campagnes, apprécient peu les bienfaits de l'instruction. Malheureusement aussi, la nécessité d'aider leurs parents à subvenir aux premiers besoins de la vie absorbe tout leur temps.

A Munster, les enfants ne sont admis dans les ateliers qu'après leur Première Communion. Jusque-là ils ont suivi les écoles communales. Ils possèdent donc les premières notions de l'instruction ; 8 hommes sur 10 et 70 femmes sur 100 savent lire et écrire. A Guebwiller, la proportion générale des illettrés ne dépasse pas 2 ou 3%. La majeure partie des ouvriers âgés de Ribeauvillé sait lire et écrire en allemand, les 4/5 des jeunes gens connaissent aussi le français. Presque tous les individus âgés de 30 ans au plus ont reçu une instruction élémentaire à Neuf-Brisach. Les élèves du canton d'Hirsingen ont fait des progrès dans toutes les branches de l'enseignement depuis 1838 environ. A Landser, les enfants des ouvriers savent lire et écrire dans les deux langues. Ils connaissent ordinairement les premières règles de l'arithmétique.

L'état de l'instruction est donc satisfaisant dans l'ensemble du département. Quelques cantons cependant font exception. Si, à Thann, on signale, sans plus d'explication, que l'éducation des ouvriers, laisse beaucoup à désirer, à Sainte-Marie-aux-Mines, l'enquêteur note que l'instruction des travailleurs est à peu près nulle : sur 100 hommes, 25 au plus savent lire et écrire ; la proportion des femmes capables d'effectuer ces deux opérations ne dépasse pas 15%. Pourtant, les 5 communes qui forment le canton possèdent, outre les salles d'asile, des bâtiments destinés aux écoles. Ces écoles sont desservies par 20 instituteurs et aides-instituteurs et par 23 institutrices et surveillantes des salles d'asiles. La grosse proportion des illettrés dans ce canton s'explique par la mauvaise fréquentation scolaire des élèves. En effet, 2/5 des enfants fréquentent ordinairement l'école, 2/5 suivent

irrégulièrement les cours, 1/5 n'a jamais franchi les seuils des locaux scolaires. L'enquêteur d'Ensisheim note une légère régression de l'instruction primaire, régression imputable à la crise commerciale qui sévit depuis 1847 (1). Il faut observer cependant que les enfants des deux sexes avaient fréquenté l'école primaire de leur commune, ou celle des sœurs pour les filles, avant d'entrer dans les ateliers, de sorte que la proportion de ceux qui ne savent ni lire, ni écrire peut être de 10% au plus.

Les résultats acquis n'ont pas amené les enquêteurs ou les industriels du Haut-Rhin à une satisfaction béate. Leurs ambitions dépassent le but déjà atteint. Savoir lire et écrire pour les enquêteurs de Lapoutroie, c'est être capable « de profiter d'une lecture ou de mettre une pensée sur le papier ». Il arrive souvent que la partie éclairée de la population déplore la courte durée de l'enseignement primaire et la nécessité pour les classes pauvres d'avoir à payer les frais d'écolage. On proteste aussi contre le vagabondage des élèves et l'irrégularité de la fréquentation scolaire. De là à demander un enseignement gratuit et obligatoire, il n'y avait qu'un pas. Les cantons de Fontaine, de Rouffach, de Lapoutroie, de Sainte-Marie-aux-Mines l'ont franchi et, en réclamant à l'Assemblée nationale « un moyen collectif d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école » se sont montrés en avance de 40 ans, ou presque, sur les réalisations législatives de notre pays. La commission d'enquête de Lapoutroie va plus loin encore et « désire vivement que l'Assemblée nationale, en consacrant le principe de la gratuité adopte, en même temps, le principe de la contrainte à l'égard des parents », car « le blâme simple serait inefficace ».

L'instruction primaire s'est également fort développée dans la Bas-Rhin pendant la Monarchie de Juillet, grâce aux sérieux efforts de l'administration (2) et du Conseil Municipal de Strasbourg. Lors de la réunion du 4 mai 1843, les conseillers municipaux exposèrent un vaste plan de réorganisation de l'enseignement en Alsace afin « d'assurer une éducation morale et intellectuelle aux enfants du pauvre comme à ceux du riche et d'organiser sur une base forte et large l'enseignement primaire, cette condition essentielle de tout progrès social durable ». Comme dans le département du Haut-Rhin, des écoles furent créées dans presque toutes les communes. A Sélestat, en 1843, un cours d'adultes était fréquenté par 360 jeunes gens et 210 jeunes filles (2). Nous ne reviendrons pas ici sur les résultats obtenus dans le Bas-Rhin : ce département compte surtout des travailleurs agricoles

(1) « Dans les établissements de l'Alsace on avait fondé une école primaire privée pour les jeunes ouvriers des deux sexes, de sorte que la plupart savent lire et écrire, mais cette institution si salutaire a été négligée, surtout depuis la crise commerciale ». (Enquête officielle, réponse à la 20^e question).

(2) V. à ce sujet aux Archives Départementales du Bas-Rhin, les rapports trimestriels du Préfet et aussi les procès-verbaux du Conseil Municipal de Strasbourg. Série M. Administration générale. Dossiers historiques.

et, nous avons signalé, en temps voulu, l'état de l'instruction parmi eux (1).

Parallèlement à l'instruction primaire, l'éducation professionnelle se développe en Alsace, mais sur une bien moins grande échelle, « parce que, dit l'Enquête patronale », elle exige bien plus de temps que l'ouvrier ne peut en consacrer, même à l'étude élémentaire des arts et des sciences et que l'institution d'écoles pour ces matières dépasse le budget des communes ». La nécessité d'ajouter à l'enseignement primaire un complément préparatoire à l'étude d'une profession était depuis longtemps signalée et certaines initiatives privées, particulièrement en Alsace, s'étaient déjà manifestées sous la Restauration. Cousin avait proposé à Montalivet de créer, en France, l'équivalent des « Bergschulen » allemandes. La loi de 1833 prévoit la création « d'écoles primaires supérieures », mais elles n'eurent pas le caractère qu'on attendait. Elles n'adaptèrent pas leur programme à la préparation d'un métier, tout au moins à un apprentissage déjà spécialisé. En général les initiatives privées surent, mieux que l'université, pourvoir aux besoins. Il y eut des tentatives intéressantes, principalement dans les régions industrielles où le besoin d'une main-d'œuvre plus affinée était évident ; des villes, des chambres de commerce, fondèrent des « cours », de dessin, de modelage, de mécanique, etc... (2)

Les industriels alsaciens ne pouvaient rester en arrière et on leur doit des initiatives intéressantes dans ce domaine. Ces initiatives semblent localisées dans le Haut-Rhin ; le Bas-Rhin, beaucoup moins industrialisé, ne paraît pas s'être soucié de l'enseignement professionnel. On peut signaler seulement une école professionnelle trop exigüe à Sélestat. A Obernai, l'instruction technique est donnée à l'École primaire supérieure, à Geispolsheim, elle se donne à l'usine et à la colonie agricole d'Ostwald. Tous les procès-verbaux de l'enquête de 1848 réclament l'organisation d'un enseignement professionnel. Erstein et Niederbronn sont d'accord pour demander l'enseignement des notions de géométrie à l'école primaire. Erstein voudrait aussi des leçons de chimie, Niederbronn, de dessin linéaire. Molsheim parle de l'enseignement de la botanique et d'une éducation industrielle appropriée à la carrière de l'enfant. Les grands établissements devraient avoir une école professionnelle spéciale à leur industrie. Haguenau réclame la création d'une école pratique, Villé propose de donner des conférences de deux heures aux ouvriers les dimanches et jours de fête, dans la soirée, afin de développer l'instruction professionnelle (3).

A Mulhouse, en 1834, la Société Industrielle fonde une école de dessin linéaire, afin de mettre « à la portée de tous, et notamment de la classe ouvrière, des éléments d'instruction et d'avenir ; elle a encore pour objet de contribuer au perfectionnement du goût en popularisant des

(1) V. ci-dessus ch. III.

(2) S. CHARLÉTY : *La Monarchie de Juillet*, loc. cit., p. 220.

(3) F. PONTEIL : *La Crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit., pp. 130-131.

notions artistiques, en les faisant pénétrer de plus en plus dans les travaux et les productions de l'industrie par les artistes et les décorateurs qu'elle aura formés » (1). En 1842, cette école reçut 1.000 francs du gouvernement à titre d'encouragement. Les élèves y étaient admis comme boursier partiels ou totaux ou comme payants.

La même année 1842 a vu naître une école d'arts et métiers en faveur des jeunes israélites pauvres du département. Elle a été fondée par la Société philanthropique des israélites du Haut-Rhin et autorisée par le Ministre de l'Intérieur. Les frais en furent couverts par des souscriptions et des dons volontaires. D'après Penot, la ville de Mulhouse s'est fait remarquer par la générosité avec laquelle tous les citoyens ont contribué à cette bonne œuvre (2). Le nombre des enfants admis variait selon les ressources. Pour entrer à l'école, il fallait être âgé de 13 à 16 ans et posséder toutes les connaissances qu'on pouvait puiser dans les écoles primaires en les fréquentant jusqu'à cet âge. Les places y étaient accordées au concours, parmi les candidats qui se présentaient. Les élèves étaient nourris, logés, entretenus, instruits et mis en apprentissage, le tout gratuitement. Le siège de l'école était fixé à Mulhouse, sous la surveillance d'un comité administratif. Outre leur travail dans les différents ateliers où ils étaient en apprentissage, les élèves recevaient, chaque semaine, de fréquentes leçons de religion, de français, d'allemand, d'arithmétique, de calligraphie et de dessin. En 1842, sur les 32 candidats présentés au concours, les ressources de l'école permirent d'admettre 10 élèves.

Comme la Société Philanthropique du Haut-Rhin « l'Association pour l'ensouagement au travail des israélites indigents » a fondé une école à Strasbourg. On y forme les jeunes gens en vue d'une profession industrielle. En 1843, cette Association demandait au Ministre la création d'un certain nombre de bourses afin de donner à l'établissement un développement plus considérable. A cette date, 40 apprentis étaient déjà sortis de l'école. Le Ministre décide d'accorder 500 francs à la Société, à titre d'encouragement (3).

L'année 1847 vit éclore à la fois plusieurs écoles professionnelles dans le Haut-Rhin. A Colmar, un établissement de ce genre, dû à l'initiative du maire, donne des leçons tous les dimanches après-midi de 1 heure à 3 heures. On doit y enseigner le dessin linéaire, l'arithmétique élémentaire, et la chimie, mais on organise d'abord le cours de dessin linéaire, suivi dès le début par une soixantaine de jeunes gens (4). En janvier 1848, le cours d'arithmétique fut institué à son tour, le cours de chimie au début de la belle saison mais, si l'on en croit l'enquête officielle, ces cours ont été si peu fréquentés qu'ils ont dû

(1) A. D. Haut-Rhin M. 122a. Projets de statuts de l'école de dessin fondée par la Société Industrielle.

(2) PENOT : *Recherches statistiques sur Mulhouse*, loc. cit., p. 227.

(3) A. N. 1¹⁸ 2.261.

(4) Lettre du maire de Colmar au préfet, 30 décembre 1847. A. D. Haut-Rhin M. 126a.

cesser dès le début. « On doit attribuer cet insuccès au défaut d'une pratique suffisante de la langue française et à l'absence d'une bonne instruction primaire (1) ».

A Sainte-Marie-aux-Mines, un cours gratuit de dessin linéaire est ouvert tous les jours. Il est accessible aux élèves qui fréquentent les écoles élémentaires et supérieures. On envisage pour un très proche avenir un cours de dessin linéaire, également gratuit, et fonctionnant tous les dimanches. Tous les ouvriers désireux d'y prendre part pourraient être admis. L'administration municipale se propose de donner à ces cours toute l'extension possible, de façon à parvenir insensiblement à former une école industrielle en commençant par la géométrie descriptive (2).

Enfin, l'Enquête officielle signale en 1848 que, dans l'établissement de Nicolas Schlumberger et Cie, à Guebwiller, il existe, outre les deux écoles élémentaires de garçons et de filles, une école de géométrie, de calcul, de dessin linéaire et de machines, où les jeunes ouvriers peuvent s'instruire gratuitement .

Pour intéressantes qu'elles fussent ces tentatives restaient néanmoins insuffisantes. Les cantons de Soultz, Massevaux, Andolsheim, Kayserberg, Fontaine, Delle, Huningue, Hirsingen, Ferrette sont d'accord pour demander à l'État la création d'écoles professionnelles dans chaque commune ou d'écoles d'arts et métiers dans chaque département. A Belfort, l'enquêteur fait remarquer que l'instruction professionnelle serait beaucoup plus développée si les enfants fréquentaient plus longtemps l'école, car les instituteurs sont capables de donner à leurs élèves des notions de dessin et de mathématiques.

Le tableau d'ensemble que nous avons essayé de tracer montre combien les questions relatives à l'instruction des travailleurs passionnaient les hommes instruits à l'époque déjà lointaine de la Révolution de 1848. Il prouve aussi que les idées sociales avaient réussi à pénétrer dans les esprits. La personnalité de l'ouvrier n'apparaît plus comme négligeable. Les membres de la commission d'enquête, souvent industriels ou patrons, reprennent et développent un programme lentement élaboré par les chefs d'entreprise mulhousiens au cours de la Monarchie de Juillet. Les uns et les autres, guidés par des sentiments philanthropiques et par le souci de leur intérêt bien compris, désirent des ouvriers plus habiles et plus perfectionnés. Ceci explique que les premières écoles professionnelles aient été des écoles de dessin linéaire et que tous les cantons industriels réclament l'extension de ces établissements. L'impression sur étoffes reste, en 1848, une des principales industries alsaciennes. Ne fallait-il pas, pour lui assurer une prospérité croissante, former des ouvriers dessinateurs qui, par leur goût, leur imagination, seraient susceptibles de créer des étoffes dont les coloris

(1) Réponse du canton de Colmar à l'Enquête officielle.

(2) Lettre du maire de Sainte-Marie-aux-Mines au préfet, 15 décembre 1847. A. D. Haut-Rhin M. 126a.

et les dessins devaient séduire les acheteurs sur les marchés français et étrangers ?

« L'éducation morale et religieuse », pour reprendre les termes de l'Enquête de 1848, venait compléter l'instruction primaire et professionnelle. Si l'on s'en tient aux affirmations des patrons, la moralité des ouvriers laissait beaucoup à désirer, en général. Villermé note pourtant, lors de son passage en Alsace, que l'ivrognerie est un peu moins fréquente dans cette région que dans les départements du Nord. « Les hommes les plus adonnés au vin, dit-il, et les seuls qui m'aient paru turbulents, sont les fondeurs, les mouleurs de métaux, les forgerons, les tourneurs, les mécaniciens, en un mot ceux qui construisent ou réparent les métiers ou machines (1). On observe, d'ailleurs, ici, ce qu'on voit partout ailleurs : ce sont surtout les étrangers au pays ou ceux qui n'y sont pas domiciliés qui s'adonnent le plus à tous les genres de débauche ». Plus loin l'enquêteur ajoute : « On peut reprocher à un grand nombre d'ouvriers qui travaillent dans les manufactures de Mulhouse et des environs, le luxe des habits dont ils se parent le dimanche. Quant aux vêtements des autres, ils sont tout aussi mauvais, tout aussi insuffisants que leurs logements. Nulle part, dans toute l'Alsace, on ne voit chez de simples travailleurs dans la manière de se vêtir autant de luxe et autant de misère. Les mœurs des ouvriers des grandes manufactures du Haut-Rhin, passent pour être dissolues, particulièrement celles des ouvriers en coton ».

Que faut-il penser de ces affirmations ? Un examen plus attentif des réponses faites par les divers cantons à la 21^e question de l'Enquête officielle va nous permettre de corriger et de nuancer quelque peu cette affirmation brutale. Les enquêteurs de Massevaux pensent « qu'une bonne discipline dans les établissements industriels, une surveillance plus active de la part des parents vis-à-vis de leurs enfants, et surtout des principes moraux mieux inculqués dans les jeunes têtes par ceux auxquels leur éducation est confiée, contribueraient puissamment à améliorer la moralité des classes laborieuses ». Le rapprochement inconsideré des sexes dans les établissements industriels, la carence de l'autorité paternelle (2), voire les mauvais exemples que les enfants

(1) La Société Industrielle signale que « l'ouvrier qui travaille modérément en semaine passe un dimanche calme, mais que ce même jour est consacré à l'ivrognerie par celui qui a trop travaillé. On trouve à Mulhouse de jeunes ivrognes de 12 à 15 ans. Pourtant, si l'on considère la grande population ouvrière de la ville et le bas prix des vins, on peut affirmer que l'ivrognerie n'est peut-être pas plus fréquente qu'en d'autres villes manufacturières. D'ailleurs l'ivrognerie est en rapport avec la prospérité des affaires et le prix des denrées. En 1830 on voyait peu de gens ivres. Aujourd'hui ils sont plus nombreux ».

A. N. F¹³ 4.704. Société Industrielle de Mulhouse. *Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers*.

(2) L'éducation morale et religieuse est très négligée, surtout par les pères, car, en général, dans ce canton, comme partout ailleurs, les femmes sont bien plus pieuses que les hommes, mais leurs conseils ou ordres à leurs enfants sont souvent inefficaces parce qu'elles ne sont pas secondées par leurs maris.

(Réponse du canton de Belfort à l'Enquête officielle).

On voit avec regret que les jeunes ouvriers des fabriques, après qu'ils ont fait leur Pre-

regoivent de leurs parents, la déficience du clergé, inapte à remplir ses devoirs (1), tels sont, en effet, aux dires des divers enquêteurs, les causes principales de la débauche précoce et de l'ivrognerie des ouvriers. Chose curieuse, les enquêteurs de Huningue, attribuent « l'immoralité du peuple *au contact incessant du peuple israélite, très nombreux dans ce canton et qui ne cherche qu'à tromper les habitants. Le commerce interlope contribue à la démoralisation !...* » A Molsheim, on accuse le système de remplacement militaire. Les agents de remplacement démoralisent la jeunesse.

Pour remédier à ces maux, les enquêteurs de Munster, élaborent un programme très intéressant. Il faudrait, disent-ils :

1^o Instaurer une discipline sévère dans les ateliers ;

2^o Hors des ateliers, instituer une surveillance active et tutélaire des autorités locales, surtout en ce qui regarde la police des lieux publics. Répression des abus des auberges clandestines.;

3^o Encourager les distractions honnêtes nécessaires à l'ouvrier après les travaux, occuper ses loisirs d'une manière agréable, soit à la culture d'un jardin, soit à la lecture et à la musique ;

4^o Institution d'un jury d'ouvriers chargés de veiller sur leur moralité, sur l'exécution du règlement et d'infliger le blâme pour inconduite ;

5^o Récompenses pécuniaires ou distinctions honorifiques à ceux qui l'auront mérité par leur conduite irréprochable et leurs services ;

6^o Multiplier les institutions philanthropiques qui auront pour but d'éclairer et de moraliser la population ouvrière.

Si, dans certains cas, les commissions d'enquête se plaignent de l'insuffisance des principes moraux et religieux des classes laborieuses, il faut noter aussi que la population ouvrière jouit parfois de l'estime générale. Villermé, lui-même, note qu'il a rencontré sur les chemins « des familles qui venaient d'Allemagne et traînaient avec elles beau-

mière Communion, s'abstiennent de fréquenter les leçons religieuses et ne tiennent aucun compte des remontrances du clergé local à ce sujet. L'émancipation prématurée de ces jeunes ouvriers les conduit à une indépendance qui empiète sur les droits paternels. Parvenus à 17 ou 18 ans tous leurs désirs se portent vers la vie matérielle qui offre le plus de satisfaction à leurs goûts et à leurs passions. Plus ils gagnent, plus ils dépensent. Bien souvent ils font des dettes.

(Réponse du canton de Cernay à l'Enquête officielle).

En général l'ouvrier est adonné à l'ivrognerie et à l'immoralité d'où naissent une foule d'excès qui réagissent fatalement sur le moral des enfants en les portant prématurément à la satisfaction de leurs goûts et de leurs passions et en détruisant l'autorité des parents.

(Réponse du canton de Guebwiller à l'Enquête officielle).

(1) Les prêtres des différents cultes ne font pas assez et manquent de pouvoir.

(Réponse du canton d'Andolsheim à l'Enquête officielle).

L'éducation religieuse est donnée par les ministres des différents cultes, mais on la croit trop dogmatique et pas assez sociale.

(Réponse du canton d'Ensisheim à l'Enquête officielle).

Les enfants apprennent des notions abstraites qu'ils ne comprennent pas. En fait, ils ignorent la véritable éducation du chrétien et du citoyen.

(Réponse du canton de Niederbronn à l'Enquête officielle).

Cette éducation est trop superficielle et de trop courte durée.

(Réponse du canton de Bischwiller à l'Enquête officielle).

coup de petits enfants. Leur tranquillité, leur circonspection contrastaient avec l'insolence et l'effronterie des vagabonds ; ils ne mendiaient pas ; ils sollicitaient seulement de l'ouvrage ».

A Saint-Amarin, à Dannemarie, à Thann, à Colmar, à Altkirch », l'éducation morale et religieuse est assez satisfaisante ». Au Kayserberg, la moralité est bonne, surtout dans les communes agricoles et l'enquêteur ajoute : « cela tient beaucoup à l'instruction et à l'attachement des paroissiens pour leur pasteur ; dans les communes où ces derniers ne sont pas aimés, la moralité est de beaucoup inférieure à celles où ils se concilient l'estime et l'affection de leurs paroissiens ». A Mulhouse, Penot voit la preuve des progrès de la population ouvrière dans le fait que la synagogue et l'église catholique sont devenues trop petites pour recevoir les habitants. « Les jours de fête surtout, la foule se porte en si grande masse dans l'intérieur du temple, qu'il en résulte souvent des accidents fâcheux » (1). Sur 20.760 catholiques on a compté aux fêtes de Pâques plus de 7.200 communions, c'est-à-dire plus du 1/3 de la population qui pratique cette religion, sans comprendre les enfants, au nombre de 300, qui ont fait leur Première Communion cette année-là. Or, à Mulhouse, la partie catholique de la population est la plus nombreuse, mais aussi la moins riche. Elle se compose d'un petit noyau de fonctionnaires publics, de quelques commerçants et, surtout d'ouvriers qui ont été attirés par les manufactures (2).

La plupart des enquêteurs de cette époque sont d'accord pour affir-

(1) Notons ici que la population de Mulhouse ayant sans cesse augmenté, l'affluence des fidèles dans les lieux du culte peut s'expliquer, en partie au moins, autrement que par une ferveur ou une religiosité accrue.

Cette religiosité des ouvriers semblerait bien particulière à l'Alsace. Dans le reste de la France, en effet, « l'irréligion commençait à pénétrer dans la petite bourgeoisie et chez les ouvriers : c'était la réponse des classes populaires à l'union du trône et de l'autel. Quelques-uns des principaux chefs du mouvement ouvrier en Angleterre, Hetherington, Holysake furent condamnés à la prison pour des manifestations publiques d'athéisme. En France, la plupart des instituteurs fournis par la loi de 1833 étaient détachés de l'église et souffraient d'obéir aux curés. L'activité des Frères des écoles chrétiennes ou des nouveaux ordres créés pour l'enseignement populaire n'empêchait pas une désaffection croissante. Montalembert, en 1839, écrivait à Lacordaire qu'il voyait à la campagne « une absence presque totale de la foi chez les hommes, un nombre infiniment petit de communions et de confessions, un immense mépris pour le prêtre ». Proudhon, en 1844, signalait à Lyon une multitude de ménages qui avaient rompu toutes relations avec l'église ».

G. WEILL : *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral 1845-1848*, pp. 208-209.

(2) En appelant à eux tant d'étrangers par leur active industrie les anciens mulhousiens ont dû conserver une évidente supériorité de position et de fortune. Ainsi on compte peu de catholiques parmi les électeurs et surtout au Conseil Municipal. Au collège, où sont élevés les enfants de la partie aisée de la population, le 1/5 seulement des élèves est catholiques ; encore 1/3 de ceux-ci appartiennent-ils à des familles qui n'habitent pas Mulhouse. (PENOT : *Recherches statistiques sur Mulhouse*, loc. cit., p. 231).

Il faut se méfier cependant des manifestations extérieures de religion que peuvent donner les ouvriers. A Sainte-Marie-aux-Mines, par exemple, Audiganne note que « l'empire des idées religieuses, si l'on en jugeait par certaines circonstances extérieures, paraîtrait beaucoup plus étendu qu'il ne l'est réellement. En 1860, pour une population de 10 à 12.000 âmes dont les 2/3 appartiennent à la religion catholique, on compte deux églises consacrées à ce culte, deux temples protestants et une petite synagogue. Tout se réduit cependant pour le plus grand nombre à l'accomplissement périodique de quelques formes extérieures qui n'impliquent, en général, ni croyance bien profonde, ni sentiment bien vif ».

mer que l'ivrognerie, le libertinage, la prostitution et le crime sont infiniment plus fréquents dans les grandes villes industrielles qu'en tout autre lieu (1). Que faut-il penser de ces affirmations en ce qui concerne l'Alsace ?

Nous avons vu que le grand nombre d'enfants naturels que l'on constate à Mulhouse ne prouve pas le libertinage des ouvriers. La criminalité est-elle plus forte en Alsace qu'ailleurs ? Les chiffres recueillis par Penot nous renseignent, partiellement au moins, sur ce sujet. Voici, en effet, d'après ses « Recherche statistiques sur Mulhouse » le *Tableau numérique des individus habitant Mulhouse, qui ont été traduits aux Assises du Haut-Rhin du 1^{er} janvier 1830 au 31 décembre 1840.*

<i>Nature des crimes</i>	<i>Accusés</i>	<i>Acquittés</i>	<i>Condamnés</i>
Assassinats ou tentatives d'assassinat	4	1	3
Attentats à la pudeur ou viols	10	2	8
Vols	110	31	79
Totaux	124	34	90
dont :			
Crimes contre les personnes	14		
— contre les propriétés	110		
Total	124		

Ainsi sur 100 crimes on en compte à Mulhouse 11 contre les personnes et 89 contre les propriétés.

D'après les documents publiés chaque année par le Garde des Sceaux le rapport des accusés à la population générale du royaume a été, dans le même temps, d'un accusé sur 4.350 habitants environ. Comme on doit s'y attendre, le département de la Seine fournit le rapport le plus fâcheux. On y voit figurer un accusé sur 1.138 habitants. Mais après ce département exceptionnel, qu'on ne peut comparer sous ce rapport au reste de la France, c'est l'Alsace qui, de tous les ressorts de cours royales, fournit le plus d'accusés, dans un rapport qui est presque le double de celui de la France moyenne. On compte, en effet, pour les deux départements du Rhin, un accusé sur 2.612 habitants, savoir un sur 2.725 habitants dans le Bas-Rhin, et un sur 2.481 dans le Haut-Rhin. Penot attribue cette forte proportion au voisinage de la frontière qui amène dans cette province quantité de Suisses et d'Allemands, parmi lesquels on en trouve qui ont quitté leur pays pour se

(1) V. par exemple : VILLERMÉ : *Tableau de l'Etat physique et morale des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit.

PARENT-DUCHATELET (D^r A.) : *De la prostitution dans la ville de Paris*.

BURET : *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*. (Paris, Baillière, 1836, 2 vol. in-16°, tableaux et cartes). B. N. 8° 1c 513.

DE LAFARELLE : *Du progrès social au profit des classes laborieuses non indigentes*. (Paris, Maison, 1839, 2 vol. 8°). B. N. 8° 1i 3860-3861.

soustraire aux poursuites de la justice ou parce qu'ils ont déjà été l'objet d'une condamnation. Soumis à la surveillance de la police, repoussés de toutes parts dès qu'ils sont connus, beaucoup de libérés redemandent au crime des moyens d'existence qu'un travail honorable ne peut plus leur fournir, d'où le grand nombre de délits qu'on signale en Alsace.

La ville de Mulhouse a fait un effort intéressant pour essayer de relever les anciens détenus. Lorsqu'un libéré a choisi la résidence de Mulhouse, on envoie au maire de cette ville, suivant les usages de l'administration, un mandat de paiement d'une somme égale à celle que le condamné est parvenu à accumuler sur ce qui lui revenait pour son travail pendant ses années de détention. Lorsque le libéré se présente à la police on lui dit : « Voici votre mandat. Si vous consentez à déposer à la Caisse d'Épargne une partie de la somme qui vous est due, si vous vous engagez à verser régulièrement dans cette Caisse telle fraction de votre paie, on vous procurera de l'ouvrage, on vous remettra de nouveaux papiers et personne ne saura que vous êtes libéré. On vous surveillera, mais paternellement, de manière à n'apporter aucune entrave à votre travail. Si, au contraire, vous ne consentez pas à cette proposition, vous conserverez ces papiers qui vous feront reconnaître par tous, vous trouverez difficilement des moyens d'existence et la police aura constamment l'œil sur vous ». Le plus souvent, cette offre est acceptée. Le libéré travaille. Il fait des économies, d'abord par force, puis par habitude et lorsqu'il est parvenu à réunir une certaine somme, on lui fait acheter une petite maison ; dès lors il est sauvé. « En devenant propriétaire, dit Penot, il apprend à respecter la propriété d'autrui ».

Après les crimes, les délits sont encore un moyen de juger de la moralité d'une population. Voici ceux pour lesquels on a poursuivi les habitants de Mulhouse, en 11 ans.

Tableau numérique des individus habitant Mulhouse qui ont été traduits devant le tribunal correctionnel d'Altkirch depuis le 1^{er} janvier 1830 jusqu'au 31 décembre 1840.

<i>Nature des délits</i>	<i>Accusés</i>	<i>Acquittés</i>	<i>Condamnés</i>
Abus de confiance.....	9	3	6
Rupture de ban de surveillance.....	75	2	73
Banqueroute simple.....	4	1	3
Délits de chasse.....	3	0	3
Coalition d'ouvriers.....	12	0	12
Contrefaçon et altération de clefs.....	2	1	2
Coups et blessures volontaires.....	295	82	213
Destruction d'arbres, clôtures et monuments publics.....	31	10	21
Diffamation et injures envers des particuliers.....	18	3	16
Délits concernant la douane.....	53	0	53

Escroquerie.....	28	0	28
Evasion de détenus.....	2	1	1
Exposition d'enfants.....	1	1	0
Homicide et blessures par imprudence....	1	0	1
Mendicité.....	28	1	28
Défaut de déclaration de naissance.....	1	0	1
Outrages et rébellion envers les agents de la force publique ou les magistrats.....	60	25	35
Outrages publics à la pudeur Attentats aux mœurs.....	17	8	9
Poids et mesures (usages de faux).....	3	2	1
Contravention aux règlements de petite voirie.....	9	6	3
Vagabondage.....	69	10	59
Violation de domicile.....	3	0	3
Vois simples.....	275	53	222
Totaux.....	1.002	209	793

En répartissant ces 1.002 accusés sur la population de Mulhouse on trouve un accusé sur 316 habitants.

Voici, d'autre part, un tableau plus général du nombre d'habitants sur lesquels on compte un accusé devant les tribunaux correctionnels.

Mulhouse	316
France, en moyenne	173
Arrondissement d'Altkirch	76
— de Belfort	49
Département du Bas-Rhin	38
— du Haut-Rhin	37
Arrondissement de Colmar	25

Ainsi, à population égale, Mulhouse fournit 25 accusés quand l'arrondissement de Colmar en donne 316, ou 12 fois et demi autant. Mais il est essentiel de faire remarquer que, parmi les accusations qui ont concouru à établir les chiffres précédents, à l'exception de ce qui concerne Mulhouse, figurent un grand nombre de délits forestiers, inconnus parmi les habitants de la grande cité industrielle. Ainsi sur 129.876 délits, le Bas-Rhin compte 113.616 délits forestiers ou 87%. Il n'est pas moins important d'ajouter qu'à Mulhouse la police intervient presque toujours à temps pour que les délits ne s'élèvent pas au-dessus des proportions qui les font classer parmi les contraventions de simple police, de sorte qu'ils demeurent du ressort de juge de paix et ne figurent pas dans les tableaux précédents.

Nous avons comparé tous les délits rangés sous le même titre dans les comptes rendus publiés par le Garde des Sceaux et dans les tableaux provenant du tribunal d'Altkirch. Voici maintenant, pour les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, et pour la ville de Mulhouse, le nombre des individus sur lesquels on compte un accusé.

Nombre des individus sur lesquels on compte un accusé

<i>Nature des délits</i>	<i>Dans le Bas-Rhin</i>	<i>Dans le Haut-Rhin</i>	<i>A Mulhouse</i>
Abus de confiance.....	37.144	54 184	34.758
Rupture de ban de surveillance.....	5.136	10 128	4.171
Banqueroute simple.....	749 144	397.344	78 177
Délits de chasse.....	7.032	7.928	104.235
Coups et blessures volontaires.....	1.144	1.072	1 062
Délits concernant la douane.....	4.976	2 632	5 902
Escroquerie.....	15.288	20.088	11.170
Exposition d'enfants.....	40.128	127 712	314 600
Homicides et blessures par imprudence..	26 280	18 780	314 600
Mendicité.....	12 808	47 680	11.170
Outrages et rébellion envers les magistrats ou les agents de la force publique.....	2.880	2.256	5.211
Outrages publics à la pudeur et attentats aux mœurs.....	59.928	38.448	18.402
Vagabondage.....	2.400	7.136	4 532
Vols simples.....	952	1.232	1.150
Un quelconque des délits ci-dessus.....	68.945	52 611	64.932

Ainsi le Bas-Rhin fournit un quelconque des délits signalés sur 68.945 habitants; le Haut-Rhin un, sur 52.611 habitants et Mulhouse un sur 64.939. Cette ville compte donc un peu moins d'accusés que le Haut-Rhin et un peu plus que le Bas-Rhin. Elle en compte un peu moins que la moyenne de ces deux départements qui donne un accusé sur 60.278 habitants, mais il faut se souvenir aussi que les villes présentent toujours beaucoup plus d'accusés que les communes rurales (1).

Au reste, si nous passons en revue les principaux centres industriels du Haut-Rhin, nous constatons de notables différences, au point de vue de la moralité des ouvriers entre les diverses cités alsaciennes. A Sainte-Marie-aux-Mines, par exemple, avec des débordements moins scandaleux qu'ailleurs, le sens moral n'est guère moins relâché. Ce qu'on peut dire avec justesse, c'est que la population de Sainte-Marie-aux-Mines manque d'énergie dans le bien, comme d'entraînement dans le mal. On dirait une classe que le mouvement effraie et qui s'abandonne, en face des difficultés dont elle est entourée. La vie de famille que favorise le travail à domicile est le fait général. Les enfants ne s'en vont pas, dès qu'ils commencent à toucher un salaire suffisant à leurs besoins, habiter dans des auberges comme dans d'autres points de l'Alsace. Les bons effets que semblerait devoir produire ce mode d'existence sont cependant contrariés, soit par l'habitude du cabaret, soit par de fréquents exemples de concubinage, Calmes par nature, obligeants les uns pour les autres, les ouvriers de Sainte-Marie-aux-Mines méritent d'attirer une sympathie qui ne leur est pas refusée par la classe aisée de la ville.

(1) DE LAFARELLE : *Du progrès social au profit des classes populaires non indigentes*, t. II, p. 57.

Mœurs et caractères offrent à Wesserling quelques traits saillants et tout à fait singuliers. Au milieu du mouvement inhérent à la vie industrielle, on aperçoit toujours la trace de coutumes simples et paisibles, longtemps héréditaires dans ces montagnes. Dans ce district où presque tous les ouvriers sont catholiques et respectent profondément les ministres de leur culte, les idées religieuses ont été un rempart contre la démoralisation. Ainsi le concubinage, fait rare, est repoussé comme un scandale. On se marie de très bonne heure et les familles qui sont fort nombreuses restent, en général, assez unies. Il faut les voir, dit Audiganne, le dimanche, pendant l'été descendre les collines pour assister aux fêtes des villages environnants : le père a quelquefois deux enfants sur les bras, la mère porte le plus jeune, tandis que 5 ou 6 autres suivent le long du sentier. Les chefs d'établissement veillent eux-mêmes au besoin à ce que le faisceau de la famille se conserve le plus longtemps possible et à ce que les enfants restent sous le toit paternel jusqu'à l'âge où doit commencer leur destinée d'homme. Les esprits ont une certaine vivacité qu'aiguillonne une certaine vie intellectuelle. Les ouvriers de Wesserling aiment lire, ou du moins entendre lire, et il n'est pas rare de voir, le dimanche ou le soir des jours d'été, toute une famille groupée pour entendre la lecture à haute voix.

A Munster, les mœurs, sans être à l'abri de tout reproche, ne présentent pas le spectacle d'une affligeante dissolution. Le lien de la famille conserve une assez grande puissance. Les enfants remettent leur gain à leurs parents jusqu'à l'âge de 17 ou 18 ans et leur paient ensuite une pension jusqu'à l'âge de leur mariage. Les familles sont loin d'être aussi nombreuses que dans la vallée de la Zorn. Au reste, en Alsace, les ménages catholiques comptent ordinairement plus d'enfants que les ménages protestants. A Munster, où les 2/3 de la population appartiennent au protestantisme, la moyenne descend à 3 ou 4 seulement. Une seule église dessert les deux cultes qui l'occupent le dimanche à différentes heures. Appelés à intervenir dans un grand nombre de circonstances de la vie, les prêtres catholiques exercent sur les esprits une influence qui n'appartient pas au même degré aux prêtres protestants. Les ouvriers assistent régulièrement aux instructions religieuses.

On reconnaît, chez eux, dans une certaine mesure, le désir de s'éclairer et de développer leur intelligence. Ils aiment lire, malheureusement ils manquent de livres appropriés à leurs besoins et à leurs facultés. Ils achètent des almanachs allemands publiés à Colmar, assez volumineux et, d'ordinaire, assez mal rédigés, mais très connus dans les campagnes. Puis ils louent dans les cabinets de lecture quelques romans de valeur douteuse.

A Guebwiller, les enfants quittent de très bonne heure le toit paternel pour aller vivre dans les cabarets. Cette précoce indépendance qui a parfois pour origine une certaine dureté de la part des parents,

devient une source de démoralisation. Les habitudes d'ivrognerie dues à la même cause et favorisées par le bas prix du vin sont fréquentes. On trouve répandu, à l'état de dicton populaire, surtout parmi les ouvriers des ateliers de construction ce mot qu'il n'y a pas d'homme rude à la besogne, s'il n'est pas rude à la bouteille.

Dans leur vie ordinaire, les ouvriers de Guebwiller ont des habitudes très frugales. On leur doit cet éloge qu'en fait de travail ils ont plutôt besoin d'être contenus qu'excités. Ils se livrent à leur besogne avec toute cette âpreté qui distingue le travailleur alsacien.

La classe ouvrière, en majorité catholique, fréquente l'église le dimanche. L'été elle sort ensuite de la ville et parcourt les beaux sites des montagnes environnantes, mais durant les hivers longs et froids de cette contrée, elle n'a que le cabaret pour moyen de distraction.

On peut conclure de ces diverses observations que la classe ouvrière alsacienne n'était ni plus débauchée, ni plus malhonnête qu'en d'autres régions de la France. Dans les grandes citées industrielles l'excès du travail, les mauvaises conditions hygiéniques de nombreux établissements engendrent, comme partout ailleurs, l'ivrognerie et le concubinage. Par contre, l'ouvrier des villages subit très souvent l'influence bienfaisante d'un curé ou d'un pasteur. Celui-ci prêche la vertu et en même temp le respect de l'ordre établi et la résignation. L'ouvrier qui l'écoute sera peu disposé à prêter l'oreille aux prédications révolutionnaires de quelques meneurs, assez rares d'ailleurs. Il acceptera silencieusement disette, chômage et réduction de salaires. Cet état d'esprit aura des répercussions importantes sur les rapports entre ouvriers et patrons, rapports qui feront l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE XIII

Rapports entre ouvriers et patrons

Il semble évident que les sentiments humanitaires n'aient pas animé à eux seuls les entreprises de la bourgeoisie. Soucieuse de ses intérêts bien entendus, la classe possédante semble avoir eu le grand art d'effectuer des réformes qui, pour favorables qu'elle fussent aux ouvriers, devaient aussi et surtout profiter dans une large mesure à la grande industrie elle-même. Il nous faudra donc, au cours du présent chapitre, essayer de dégager les mobiles réels du patronat alsacien et les causes profondes de l'établissement d'œuvres sociales qui, par leur envergure, dépassent de beaucoup toutes les tentatives du même genre faites à la même époque. Tâche délicate, et qui relève plus de la psychologie que de l'histoire, tâche indispensable cependant puisqu'il faut bien, au cours d'une étude consacrée à la classe ouvrière, préciser, de manière aussi judicieuse et aussi précise que possible, le caractère des rapports qui ont existé, en Alsace, entre ouvriers et patrons. Avant de tirer une conclusion quelconque de l'attitude de la classe possédante il est nécessaire d'examiner d'un peu plus près les réalisations sociales dont l'originalité reste l'un des faits importants de l'histoire d'Alsace.

On se souvient que la Révolution française, en abolissant les corporations sans songer à les remplacer par des organismes plus souples et mieux adaptés aux conditions nouvelles des travailleurs, avait laissé les ouvriers en proie à l'arbitraire et au bon vouloir des patrons. En faisant voter par l'Assemblée Constituante, le 14 juin 1791, l'interdiction aux citoyens de même état ou profession de se réunir ou de s'associer, le député Le Chapelier n'avait pas fait d'exceptions en faveur des sociétés destinées à procurer des secours aux malades ou aux ouvriers sans travail.

Pourtant les associations ouvrières n'avaient jamais disparu, malgré la loi qui les prohibait ; seuls les travailleurs de la grande industrie, les plus misérables étaient restés à peu près isolés ; ceux des anciennes professions, au contraire, déjà puissamment organisés de façon clandestine sous l'ancien régime, continuèrent d'autant plus, sous le nouveau, à rester étroitement unis dans les associations secrètes du compagnonnage. Brusquement, la loi de 1834 vint interrompre toutes les velléités des prolétaires en interdisant les associations de plus de 20 personnes. Mais les commissaires centraux ne devaient inquiéter entre autres associations ni les sociétés de secours mutuels ni les so-

ciétés de compagnonnage (1). Bien entendu les ouvriers mirent à profit cette échappatoire et, sur tous les points du territoire, les sociétés de secours mutuels fleurissent à l'envi.

Bien souvent, en effet, ces sociétés fournissaient, sous une apparence innocente, des centres de résistance pour leurs adhérents en cas de conflit avec leurs patrons. Quentin-Bauchart signale, qu'en 1840 on en comptait 254, cachant souvent une sorte de syndicat de résistance avec caisse de chômage. Les réunions périodiques des sociétés de secours mutuels ont facilité souvent, hors séance, le concert entre ouvriers d'une même profession, à une époque où les réunions ayant pour objet de traiter des conditions du travail n'étaient jamais autorisées (2).

A la même date, sous l'influence des idées socialistes, un revirement se produit en faveur des sociétés de secours mutuels au sein de l'opinion publique elle-même. Les classes riches, les manufacturiers, s'y intéressent et y participent par des dons (3). Le gouvernement lui-même les encourage dans une certaine mesure (4). Les Alsaciens n'ont pas attendu l'exemple de leurs collègues pour soutenir et encourager les associations ouvrières. Leur attitude de précurseurs s'explique par des raisons d'ordre psychologique, sentimental et matériel.

Nous avons montré ailleurs (5) que les théories fouriéristes étaient

(1) FESTY : *Les mouvements ouvriers au début de la Monarchie de Juillet 1830-1834*, loc. cit.

(2) Parmi les sociétés de secours mutuels qui remplissent le rôle de caisses de résistance ou plutôt qui annexèrent à leurs caisses de mutualité une caisse spéciale de résistance, fonctionnant plus ou moins secrètement, il faut citer, en première ligne, celle des chapeliers de Lyon. Les livres de la caisse furent saisis en 1838, au moment d'une grève, mais furent rendus presque aussitôt, aucune irrégularité n'ayant pu être relevée.

A Bordeaux les deux sociétés de fumeurs et d'appropriateurs fondées en 1834, furent dissoutes en 1841 pour avoir décidé une grève. Partout les mêmes faits se reproduisirent : dissolutions, reconstitutions, dissolutions. La profession des chapeliers est la seule qui ait montré autant de persévérance dans l'organisation de la défense professionnelle et qui ait transporté dans ses sociétés de secours mutuels les mœurs de son antique compagnonnage.

(3) Les fabricants de Sedan avaient trouvé une conciliation entre leurs sentiments d'humanité et leur intérêt qui leur interdisait d'alourdir de non-valeurs leurs frais de production : le malade ou la famille de celui-ci présentait un remplaçant qu'il payait lui-même, par contre, l'ouvrier souffrant recevait intact son salaire. A Sedan encore, on conservait fort longtemps dans les usines les vieillards qu'on employait à des travaux spéciaux et auxquels plus tard on faisait une pension. Cunin-Gridaine en servait une de 120 fr. à ses vieux ouvriers. (QUENTIN-BAUCHART, loc. cit., p. 70).

(4) Le 8 février 1843, le Ministre de l'Intérieur écrivait au Préfet : « L'Administration veille avec une paternelle sollicitude sur les associations qui ont pour but d'améliorer le sort des classes ouvrières, soit en réservant pour l'avenir aux sociétaires quelques épargnes ou fonds de secours, soit en leur procurant des travaux, des conseils, des renseignements moraux. Les associations de secours mutuels, lorsqu'elles sont bien dirigées et établies sur des bases convenables, fournissent aux ouvriers des ressources utiles ; elles leur donnent l'habitude de l'ordre et de l'économie, mais il arrive parfois que des associations utiles et louables dans le principe finissent par dégénérer et par fournir des moyens d'action à l'esprit de désordre. Ainsi on a vu, dans quelques circonstances, des ressources accumulées pour secourir la misère honnête, servir à alimenter l'oisiveté ou à subventionner des coalitions d'ouvriers. »

Quelquefois aussi les sociétés d'ouvriers subissent, soit ouvertement, soit d'une manière inaperçue, l'influence d'individus sans moralité, de meneurs politiques. A une époque où la classe ouvrière est livrée à de si dangereuses suggestions et où, sous prétexte d'organiser le travail, on foment des idées subversives, l'autorité doit porter un regard vigilant sur tout ce qui se passe dans les sociétés d'ouvriers. — A. D. Haut-Rhin M. 10-1.

(5) V. M^{me} KAHAN-RABECQ : *La propagande fouriériste en Alsace. Alsace Française*, 10 février 1938.

très en faveur dans certaines grandes familles alsaciennes et que les idées d'association chères à Fourier avaient rencontré maints adeptes parmi la classe bourgeoise de Haut-Rhin. En 1840, le Dr Weber fait l'éloge du livre de De Lafarelle intitulé : *Du progrès social au profit des classes populaires non indigentes, ou études philosophiques et économiques sur l'amélioration matérielle et morale du plus grand nombre*. « Le Dr Weber loue l'auteur d'avoir eu pour principal objet d'absoudre et de restaurer le principe de l'association en le dégagant de tout l'alliage qu'il avait pu contracter avec les abus du monopole et de la fiscalité durant les derniers temps de la Monarchie ».

Les convictions religieuses des industriels alsaciens n'ont pas été sans influencer à leur tour sur leur attitude vis-à-vis des associations ouvrières. Profondément calvinistes, les capitalistes du Haut-Rhin ont pensé qu'ils avaient une mission à l'égard des ouvriers dont ils se considèrent aussi comme les chefs spirituels. La nécessité de faire leur salut les entraîne à prêcher d'exemple. Ils ont charge d'âmes et ne se croient pas quittes de leurs devoirs religieux lorsqu'ils ont, au bout de la semaine, distribué à chacun de leurs salariés la paie qui leur revient. Au reste d'après dans la doctrine calviniste, cet amour du prochain, ce souci de son bien-être et de ses progrès matériels et moraux sont parfaitement compatibles avec les intérêts bien compris du patronat lui-même. Chacun doit remplir sa mission à l'endroit où Dieu l'a placé et l'acquisition de richesses est presque une obligation pour celui qui, par sa naissance, sa situation sociale, le milieu auquel il appartient est prédestiné à remplir la fonction de capitaliste et d'industriel. La bonne marche de ses affaires est pour lui une marque de la grâce divine.

Devoirs envers l'humanité, devoirs envers Dieu se concilient donc très bien avec le devoir de faire fortune et il est intéressant de constater ce curieux amalgame dans presque tous les discours, dans toutes les réalisations sociales des industriels alsaciens. Nous retrouvons cette même attitude des patrons alsaciens en face des associations ouvrières.

Il peut sembler, au premier abord, qu'animé par une sympathie agissante à l'égard de la classe ouvrière, le patronat alsacien ait cherché à faire passer dans la pratique les principes humanitaires en vogue à cette époque. On a souvent loué les chefs d'industrie de cette région des essais philanthropiques qu'ils ont faits en faveur du prolétariat (2). Il ne faudrait pas cependant les croire plus désintéressés qu'ils ne le furent et voir en eux de fervents adeptes de ce qu'on appelait alors le socialisme. Les textes que nous avons eus entre les mains paraissent, en effet détruire cette légende. L'appréciation que les industriels mulhousiens ont portée sur les théories associationnistes, comme aussi la

(1) ARON : *La Sociologie allemande contemporaine*. Paris, Alcan 1935, p. 136.

(2) V. M^{me} KAHAN-RABECQ : *Les théories sociales du philanthrope alsacien Daniel Le-grand*. — *Bulletin de la Révolution de 1848*, avril-mai-juin 1936.

manière dont ils ont appliqué ces mêmes théories nous permettront de voir clairement à quels mobiles ils ont obéi lorsqu'ils ont entrepris les réformes dont la nécessité leur a semblé plus impérieuse peut-être qu'elle ne le paraissait aux yeux des patrons habitant d'autres régions.

« L'association entre ouvriers, écrivent les industriels, est possible, applicable, pour les travaux de terrassement : coupes dans les forêts, défrichements, exploitation des mines, mais, en général, on n'a pas confiance en ces associations et on refuse de leur avancer l'argent nécessaire à leur vitalité ». Pourquoi ? C'est que le crédit, personnage mystérieux, prudent, redoutable et doué de sagacité aux dires des industriels « se méfie des associations entre ouvriers et refuse de leur venir en aide ». En outre « le succès de ces associations devient tout à fait improbable dans la grande industrie, parce qu'il est nécessaire que les grands établissements jouissent de l'esprit inventif d'un chef, de ses talents commerciaux, de son savoir-faire. » Les ouvriers associés pourraient peut-être désigner l'un d'entre eux doué de l'esprit inventif, des qualités commerciales et du savoir-faire nécessaires à la bonne marche de l'entreprise. Mais cette idée n'effleure même pas les fabricants alsaciens. Ils préfèrent affirmer que les associations entre ouvriers sont impossibles parce que « ceux-ci se querellent une fois l'association formée », parce que « l'éducation du prolétariat n'est pas faite », enfin parce que « le crédit, toujours prêt à commanditer les opérations qui peuvent lui rapporter l'intérêt légitime de ses fonds, manque de confiance pour aider les associations d'ouvriers entre eux.

On pourrait envisager « l'intervention de l'Etat qui mettrait à la disposition des ouvriers les fonds nécessaires à la bonne marche de l'entreprise ». Les fabricants ont envisagé cette possibilité, non sans effroi ni jalousie. « Comment l'Etat pourrait-il favoriser avec justice un genre de sociétés en refusant son concours à d'autres ? » Nous n'avons pas à apprécier ici la valeur des arguments opposés par les chefs d'industrie à la formation d'associations entre ouvriers, nous nous contenterons de constater maintenant qu'ils semblent moins favorables encore à la collaboration intime des maîtres et des employés.

« L'association entre patrons et ouvriers, disent-ils n'apporterait pas un grand soulagement aux ouvriers dans l'état actuel de l'industrie, qui semble malheureusement être devenu l'état normal pour elle. « Depuis longtemps, en effet, « l'industrie ne rapporte guère aux chefs d'établissements que l'intérêt des fonds qu'ils ont convertis en machines, heureux encore quand ce résultat se trouve obtenu. Or, comme dans le système de l'association avec le patron, la part du capital ou fonds social, lui serait toujours réservée de manière à assurer avant tout l'intérêt des capitaux engagés que resterait-il à partager entre les associés, pour le travail, en sus des salaires touchés ? » L'association est donc dénuée de toute utilité, mais une question semble avoir tourmenté surtout les industriels : « Si les affaires vont mal comment

un ouvrier au salaire minime supportera-t-il les pertes subies par l'entreprise ? La moindre baisse dans la production entraînerait pour lui la ruine. De plus, si les ouvriers sont associés au patron, il deviendra impossible à celui-ci de renvoyer un mauvais travailleur en cours d'année. L'artisan congédié réclamerait, avant de quitter l'usine, la part des bénéfices déjà réalisés qui lui revient. Il serait impossible pratiquement de lui donner satisfaction. En conséquence, l'association entre ouvriers et patrons ne doit pas être considérée comme un remède au paupérisme et à la misère ». A une époque où Jean Leclair, à Paris, fait participer les ouvriers aux bénéfices de son entreprise, les magnats de l'industrie alsacienne envisagent cette mesure comme une utopie ridicule : « Des associations philanthropiques reposant sur le principe de l'association existent dans un grand nombre d'établissements, c'est à elles qu'il faut demander l'amélioration du sort des classes ouvrières que leur participation aux chances industrielles serait bien impuissante à leur procurer ». Il existe bien, dans certains établissements un embryon de participation aux bénéfices. A Cernay, « le patron, dans les moments où la vente va bien, accorde à l'ouvrier des primes graduées pour la quantité et la qualité de ce qu'il produit au-delà des limites ordinaires. Des ouvriers ont ainsi gagné jusqu'à 200 francs de prime, en sus de leur salaire habituel, et telle filature a distribué de ce chef jusqu'à 4 et 5.000 francs par an ». A Belfort, les industriels accordent à un mécanicien habile « une part déterminée dans les bénéfices au lieu d'appointements », mais ce ne sont là que des tentatives isolées. Elles ont pour but d'encourager l'ouvrier à produire le plus possible et non pas d'ériger en système la participation aux bénéfices.

Est-ce à dire que toute réforme soit inutile et qu'il ne faille rien entreprendre ? Les industriels alsaciens ne le pensent pas. En de certains cas, les principes associationnistes peuvent être avantageusement appliqués : « Le principe de l'association en commun pourrait être étendu avec avantage à l'alimentation d'un certain nombre d'ouvriers. Cette organisation permettrait de leur fournir à meilleur compte des aliments de qualité supérieure, grâce à l'économie de temps et de combustible qu'elle permettrait de réaliser ». A Guebwiller, Schlumberger et J.-J. Bourcart ont mis ces théories en pratique dès 1831 et fondé une boulangerie dont le fonctionnement est intéressant. Sur les conseils de leurs patrons, les ouvriers qui travaillaient dans les manufactures de coton des industriels que nous venons de nommer, s'associèrent pour se procurer du pain à bon marché. Le meilleur moyen était de le fabriquer eux-mêmes ; leurs employeurs leur firent construire un four et ils se mirent à l'ouvrage en achetant de la farine en gros au moyen de cotisations hebdomadaires. Cette association réussit si bien qu'à la fourniture du pain elle ajouta bientôt celle du bois et de quelques autres denrées de première nécessité ? Une partie des bénéfices fut employée à fonder une caisse de prêt gratuit. D'après un

rapport présenté, en 1839, à la Société Industrielle de Mulhouse, la boulangerie sociétaire avait livré aux associés 452.181 miches de 5 livres à 12 centimes 1/2 au-dessous du cours, ce qui ne l'avait pas empêchée de réaliser un fonds de caisse de 13.000 francs. En ajoutant cette somme aux bénéfices recueillis par les ouvriers par suite de l'abaissement du prix d'achat, on arrive à un total de 69.522 fr. 62, représentant l'économie réelle obtenue au profit des sociétaires. L'association avait consommé chaque année 54.000 francs de farine ; elle avait, en outre, fourni annuellement de 17 à 20.000 francs de bois, 10.000 fr. de pommes de terre, saindoux, étoffes, sabots, etc... Les prêts gratuits s'élevaient à 16.000 francs par an et une somme de 3.000 francs avait suffi à cette circulation. En 1849, le nombre des associés était environ 1.500 (1). D'autres coopératives de consommation existent en Alsace au moment où éclate la Révolution de Février. Une boulangerie collective fonctionne à cette époque et depuis plusieurs années, chez Schwartz, Trapp et Co. En temps ordinaire, elle vend la miche de pain à 0 fr. 05 au dessous de la taxe. Dans les moments difficiles, cette diminution est beaucoup plus forte. Elle s'est élevé, à 0 fr. 45 par miche en 1846.

L'établissement de Koechlin fournit, au prix d'achat en gros, le bois à brûler, à des prix réduits, les légumes secs et autres aliments. Il achète aussi, de première main, du blé qui est transformé en farine et en pain de qualité supérieure, lequel est vendu aux ouvriers à un taux réduit ; une comptabilité très stricte enregistre ces diverses opérations. A la fin de l'année, le bénéfice qui peut en résulter est partagé entre les ouvriers au prorata de leur consommation. En 1842, les ouvriers de cet établissement, qui ne datait que de 1825, avaient déjà déposé à la caisse d'épargne plus de 400.000 francs qui en avaient été successivement retirés ; une partie pour être dépensés utilement par les déposants, et plus des 3/4, c'est-à-dire plus de 300.000 francs, pour être affectés à l'acquisition de diverses propriétés.

L'application des principes associationnistes prend donc une forme très particulière en Alsace grâce aux directives des patrons. Nous retrouverons la même originalité dans le fonctionnement des caisses de secours mutuels, très nombreuses à cette époque dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin. Isolée du reste de la nation par la barrière des Vosges et par l'idiome de ses habitants, l'Alsace paraît être restée en dehors des grands mouvements sociaux qui ont secoué la France entre 1830 et 1848 (2). Les prolétaires de cette région ne semblent avoir eu que des rapports très rares et très lointains avec ceux des grands centres industriels, d'où le caractère spécial des associations que l'on trou-

(1) V. VÉRON : *Les Associations ouvrières de consommation, de crédit et de production en Angleterre, en Allemagne et en France*. (Paris, Hachette, 1865, in-12).

(2) C'est peut-être pour cette raison que les publications de l'Office du Travail relatives aux associations ouvrières professionnelles négligent entièrement les associations de ce genre qui se sont formées en Alsace.

trouve dans une ville comme Mulhouse, dont les industriels, protestants pour la plupart, voyaient dans l'accomplissement d'œuvres philanthropiques un moyen de concilier les devoirs de leur religion avec leur intérêt matériel bien entendu. D'autres associations paraissent utiles aux industriels alsaciens. Ce sont celles « où l'on poursuit un but commun entre ouvriers et maîtres ». On range dans cette catégorie les sociétés fondées pour venir en aide aux travailleurs en cas de maladie, ou en cas de malheur, et celles qui ont pour but de faire aux ouvriers des avances temporaires sur garanties. Un document trouvé à la Chambre de Commerce de Strasbourg intitulé : *Réponse du comité d'économie sociale de la Société industrielle de Mulhouse à la circulaire de M. le ministre du commerce et de l'Agriculture*, relatif à la création de caisses de secours et de retraites, fournit d'intéressantes précisions sur l'organisation et le fonctionnement de ces caisses à Mulhouse. La caisse la plus ancienne remonte à 1804. Elle a été créée et entretenue jusqu'en 1848 uniquement par des imprimeurs sur étoffes. Toujours gérée avec prudence, elle a rendu de très grands services. D'autres caisses semblables ont été instituées dans la même ville ; mais ce n'est que de 1830 à 1848, lorsque l'industrie prit un développement considérable, qu'on vit surgir plus de trente de ces associations nouvelles ; les unes provoquées par les chefs d'établissements, les autres créées par différents corps de métier. Au 1^{er} novembre 1842, on comptait 28 de ces associations ou caisses. Le nombre total des sociétaires était alors 3.785, et toutes ces caisses ensemble possédaient une somme de 29.048 francs. En 1846, le chiffre total des souscripteurs était de plus de 8.000. Il a baissé pendant les années 1847 et 1848, par suite de la mauvaise situation de l'industrie.

Chacune de ces associations a son règlement particulier, mais les statuts contiennent tous à peu près les mêmes dispositions, au moins dans ce qu'il présentent de plus essentiel. Voici en quoi ils consistent généralement : La société est formée par des ouvriers de même métier. Chaque jour de paie, habituellement le samedi, toutes les deux semaines, chaque sociétaire verse une contribution convenue. Un président, un caissier, et des surveillants nommés au scrutin par les sociétaires et parmi eux, veillent aux intérêts de l'association. Ils rendent compte de leur gestion à des époques déterminées. On ne peut être admis à entrer dans l'association qu'entre deux limites d'âge fixées par le règlement. Tout membre qui atteint la plus élevée de ces deux limites continue à faire partie de la société, tant qu'il paie sa cotisation. Dans quelques établissements, on n'admet dans l'association que les ouvriers dont le salaire atteint un certain minimum. Les malades reçoivent chaque jour un secours qui varie de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 ; ils n'ont point de cotisation à payer pour chaque quinzaine pendant laquelle ils ont été malades. Parfois, indépendamment de ces secours, les invalides reçoivent les médicaments et les soins du médecin aux frais de la caisse. Lorsqu'un membre de la société tombe malade ; il fait pré-

venir le président qui envoie immédiatement auprès de lui deux délégués chargés de constater son état. Si les délégués le jugent à propos, le président ne prend de décision relative aux secours à accorder, qu'après avoir consulté un médecin. Tout sociétaire malade par suite de débauches, d'ivrognerie, de rixes, etc., n'a droit à aucun secours. Tout malade qu'on surprend dans un cabaret pendant qu'il reçoit les secours de la caisse perd, de ce fait seul, droit aux secours qui cessent aussitôt. En cas de décès, on donne aux parents une somme déterminée, pour frais d'inhumation. On ne conserve en caisse que les fonds nécessaires aux besoins courants : le surplus, s'il y en a, est déposé à la caisse d'épargne. Dans chaque établissement les amendes encourues par les ouvriers sont versées à la caisse de l'association. Sous aucun prétexte l'avoir de la société ne peut être partagé entre ses membres. En cas de dissolution, tout ce que contient la caisse revient à l'hospice civil de Mulhouse.

Mais toutes ces caisses ont été bien loin d'avoir le même sort. Quelques-unes ont prospéré. Elles ont pu secourir efficacement leurs ouvriers malades. D'autres ont succombé, soit faute d'avoir une direction convenable, soit qu'elles n'aient jamais compté qu'un petit nombre de souscripteurs, soit qu'elles aient adopté des statuts où le montant des sommes à percevoir, celui des secours à accorder et les chances de maladie se trouvaient mal combinés et sans liaison convenable, soit enfin que les crises industrielles aient obligé trop souvent à renouveler un grand nombre d'ouvriers, ce qui a diminué les ressources ou mis les caisses à sec. Les enquêtes faites à Mulhouse en 1848 signalent pourtant l'existence de sociétés de secours et donnent des détails précis sur leur fonctionnement.

Dans la fabrique de Schlumberger et Cie, il existe une caisse de secours pour les malades, administrée par les ouvriers de la filature, sous la direction et la surveillance des chefs.

Chez Schwartz, Trapp et Cie, les ouvriers ont également fondé une association pour secours en cas de maladie. Les fonds sont fournis par une retenue sur les salaires, équivalente à 1/48 de ceux-ci, et par une partie des amendes infligées aux travailleurs. S'il est malade, celui-ci touche la moitié de son salaire. Il est soigné aux frais de la caisse de secours.

Les ouvriers de Hirn et Guth versent à une caisse de secours 1/40 de leur gain journalier. Cette caisse forme une association mutuelle dirigée et surveillée par eux, *avec le concours des chefs*. Le règlement contient, dans l'intérêt de la moralisation de l'ouvrier, qu'aucun secours ne sera alloué pour blessures reçues à la suite de rixes au cabaret, ni pour maladies provenant de débauches.

La caisse de secours A. Koechlin fournit le médecin et les médicaments. En outre, elle paie à chaque malade 1 fr. 50 par jour. Elle est alimentée par les rétributions des ouvriers (1 fr. 25 par quatre semaines) et par des dons volontaires, ainsi que par le produit des amendes.

Un médecin attaché à l'établissement donne ses soins à ceux des ouvriers et à leur famille qui ne participent pas à la caisse de secours.

Enfin Schwartz, Huguenin et Cie signalent, dans l'enquête patronale, qu'une caisse de secours fonctionne dans leur établissement et rend les plus grands services.

En 1845, on voit apparaître une Société Philanthropique de Secours Mutuels, une caisse des fileurs chez Blech frères, et une Caisse des Fileurs également, chez Blech, Steinbach et Mantz.

Cette énumération reste d'ailleurs incomplète. A la même époque, les réponses fournies par le juge de paix au questionnaire de l'Assemblée nationale, nous apprennent qu'il existe au moins quinze associations de secours mutuels en cas de maladies et que, dans quelques établissements, se trouvent des fonds de prévoyance pour les ouvriers plus âgés. Les conditions fondamentales d'admission consistent à verser une cotisation mensuelle pour arriver à une indemnité journalière en cas de maladie. Les patrons contribuent puissamment de leurs propres fonds à l'existence de ces institutions. C'est là l'une des originalités des caisses alsaciennes.

Si nombreuses que fussent, à Mulhouse, ces associations philanthropiques, elles présentaient cependant une lacune regrettable, car, outre qu'elles étaient instituées en faveur des seuls ouvriers, elles ne s'adressaient pas indistinctement à tous. Afin de diminuer les chances défavorables, elles n'admettaient, comme souscripteurs, que des hommes dans la force de l'âge et en bon état de santé. Les enfants, les femmes, les vieillards en étaient impitoyablement repoussés et toute cette partie de la population, la plus nombreuse et la plus exposée aux maladies, était restée ainsi sans secours assurés. Cette lacune a été comblée en 1844 par Emile Dollfus, alors maire de Mulhouse, secondé par le conseil municipal. Une caisse générale de secours en cas de maladie, admettant indistinctement les personnes de tout âge, de tout sexe, de toute condition qui veulent en faire partie a été ouverte à la mairie sous la garantie de la ville et elle répondait si bien à un besoin réel qu'elle est parvenue en peu d'années à compter 3.000 souscripteurs dont le plus grand nombre n'eût pas été admis dans les autres associations. Les recettes de cette caisse, à cause même de la qualité de ses adhérents n'ont pas toujours suffi à la distribution des secours et la caisse municipale a souvent dû lui venir en aide. Cette institution devait recevoir, au moment où la Révolution de Février vint bouleverser l'industrie mulhousienne, un nouveau perfectionnement. Une caisse de retraite pour les ouvriers, devenus incapables de travailler par l'âge ou les infirmités, devait être fondée. Il est probable qu'une pension pour les veuves et pour les orphelins hors d'état de gagner leur pain aurait pu être ajoutée à cette association. Les événements politiques ne permirent pas de mettre à exécution ce projet.

En tous cas, la Caisse générale de secours a eu pour résultat immé-

dial de réduire le nombre des caisses particulières. Une lettre du maire de Mulhouse au préfet, signale que, en 1845, les caisses suivantes, ont disparu et sont venues se fondre dans la Caisse générale.

- 1^o La Caisse des serruriers ;
- 2^o La Caisse des peintres en bâtiments ;
- 3^o La Caisse des imprimeurs chez Dollfus Mieg et Cie ;
- 4^o La Caisse des ouvriers de carderie chez Dollfus Mieg et Cie ;
- 5^o La Caisse des fileurs chez Dollfus Mieg et Cie ;
- 6^o La Caisse des fileurs chez Koechlin, et Cie frères ;
- 7^o La caisse des ouvriers chez Meyer et Cie Frères.

L'exemple de Mulhouse fut suivi par de nombreux établissements dans le département du Haut-Rhin.

Dans la fabrique de papiers peints de Habsheim, une caisse de secours mutuel existe en faveur des ouvriers. Moyennant une légère retenue sur leur salaire, ceux-ci sont assurés de recevoir gratuitement les médicaments et les soins du médecin.

A Altkirch, chez Xavier Jourdain, le produit des amendes est versé dans une caisse spéciale. Le montant en est affecté à des secours extraordinaires pour les ouvriers malades et au paiement des médecins et pharmaciens qui les soignent. Comme ces retenues sont insuffisantes, l'établissement lui-même, par des allocations gratuites et mensuelles, ajoute au bienfait de cette institution.

A Rixheim, chez Zuber et Cie, 20 à 30 centimes laissés par quinzaine dans la caisse assurent à l'ouvrier la moitié de son salaire pendant les maladies. Le chef paie les frais de médecin et de pharmacien. En principe, la caisse des malades est obligatoire ; lorsque les ouvriers en ont bien reconnu l'utilité, les patrons leur en ont abandonné l'administration en se contentant de leur donner assistance au besoin.

A Dornach, il existe une caisse de secours en cas de maladie (c'est celle de la ville). Filateurs et tisserands sont obligés d'en être membres.

On trouve en outre dans la même localité :

1^o Un fonds de prévoyance, dotation de feu Dollfus-Mieg. Les intérêts de ce fonds permettent de servir des pensions aux ouvriers invalides dénués de ressources ; on y puise des secours temporaires en cas d'accident.

2^o Des distributions de denrées au-dessous du prix de revient en cas de disette ou de cherté ;

3^o Un médecin qui, en dehors de ceux de la caisse de secours, donne ses soins gratuitement ;

4^o Un établissement de bains chauds gratuits ;

5^o Les ouvriers pauvres chargés de famille qui se sont distingués par leur conduite ou qui ont travaillé dans l'établissement pendant 15 années, peuvent faire gratuitement usage pendant 3 ans de bons terrains appartenant aux patrons.

Trois caisses de secours mutuels fonctionnent dans le canton de

Massevaux ; l'une à l'établissement de M. Bian, à Sentheim, formée au moyen de prélèvements mensuels (en cas de maladie, la caisse assure 1 franc par jour à chaque sociétaire gagnant plus de 1 fr. 50 et 0 fr.50 à celui dont le salaire est inférieur à 1 fr. 50. Les visites du médecin et les médicaments sont payés par la caisse). L'autre, chez Zeller frères à Oberbrück, établie au moyen d'une mise mensuelle de 0 fr. 50 à 3 francs. Après 3 jours de maladie les ouvriers invalides reçoivent quotidiennement la moitié de leur mise mensuelle à condition d'avoir payé leur cotisation pendant un an. Les dépenses sont prélevées sur les intérêts ressortant du capital. La pension est payée jusqu'à la mort du sociétaire, s'il est dans l'impossibilité de se livrer à son travail habituel. Les frais de funérailles sont à la charge de la caisse. L'ouvrier sortant reçoit le montant de ses mises. Tous les ouvriers sont obligés de verser à la caisse. Celle-ci est administrée par un président, un caissier, et 12 commissaires de surveillance nommés chaque année à la majorité des suffrages. Enfin, dans l'établissement Oswald, Warnod frères et Cie, à Niederbrück, une caisse de secours verse quotidiennement une certaine somme aux malades pendant 2 mois de maladie.

A Thann, il existe une caisse de secours pour chaque industrie. Chez Stamm et Cie, tous les ouvriers sont obligés de faire partie de la caisse et doivent verser, chaque mois, une cotisation proportionnelle à leur gain. Les amendes infligées pour insubordination sont versées à la caisse.

Didier, Gros Roman et Cie ont institué à Wesserling une caisse de secours en cas de maladie et une caisse de retraite pour incapacité de travail. En cas de maladie, les secours se composent :

1^o Des soins du médecin et des médicaments donnés gratuitement aux frais de l'établissement, non seulement aux ouvriers, mais encore aux membres de leur famille ;

2^o D'une indemnité pécuniaire accordée aux malades pour chaque jour de maladie ;

3^o D'une somme donnée à la famille, en cas de mort, pour les frais de funérailles.

Des retraites sont accordées à ceux que l'âge ou les infirmités mettent dans l'impossibilité de continuer leur travail. La majorité des ouvriers participe aux bienfaits de ces institutions. Patrons et salariés contribuent dans des proportions égales aux dépenses des caisses de secours et de retraite. En dehors de la maison Gros, Didier, Roman, tous les établissements du canton de Saint-Amarin possèdent des caisses de secours mutuels.

A Belfort, les ouvriers malades sont soignés gratuitement par le médecin de la fabrique, mais il n'existe pas de caisse de secours proprement dite.

L'Industriel Alsacien signale que les ouvriers fileurs, pareurs, et tisseurs de Cernay se sont réunis à l'hôtel de ville de la localité,

afin d'entendre la lecture d'un projet de règlement d'association de secours mutuels pour les cas de maladie ou d'infirmités contractées lors du travail. Ce projet qui comportait 55 articles a été adopté à l'unanimité par les 72 ouvriers présents qui l'ont immédiatement signé (1).

A Cernay également, H. Witz a fondé une institution du même genre dans sa filature. Les cotisations mensuelles sont de 1 franc pour les fileurs, de 0 fr. 50 pour les autres ouvriers. Elles ont toujours suffi à payer les frais de médecin, les médicaments et les funérailles. La société avait déjà placé à la caisse d'épargne une réserve pour assurer une retraite aux travailleurs ; ce fonds n'aurait pu qu'augmenter si, après la Révolution de Février, le mauvais état des affaires n'avait obligé les ouvriers à suspendre leurs cotisations.

A Beaucourt, chez Japy Frères, au moyen d'une retenue de 1 % sur le salaire des ouvriers et employés, des amendes encourues par les ouvriers, et enfin des dons des patrons, l'établissement a créé une caisse de secours en faveur des veuves, des vieillards et des malades ; ceux-ci sont traités gratis par deux médecins attachés à l'établissement ; les médicaments sont également fournis par la pharmacie de la maison. Sous la surveillance des patrons, une caisse de secours mutuels facultative a été créée parmi les ouvriers en 1846. En 1848, l'enquête patronale signale que près de 400 salariés avaient souscrit. Ils versaient 1 franc par mois et touchaient 1 franc par jour en cas de maladie. A cette date, la réserve était devenue assez forte pour pouvoir accorder des secours aux veuves des sociétaires.

Une organisation semblable existe à Grandvillars-Méziré mais, en plus du médecin et des médicaments, l'établissement verse aux invalides une indemnité de chômage pendant le temps de leur maladie. L'établissement et la caisse de secours partagent leurs frais par moitié.

On trouve, à Colmar, en 1848, 15 sociétés de secours mutuels, comprenant un personnel de 1.500 individus. Leurs ressources réunies ne dépassent pas 12.000 francs dont 8.000 sont déposés à la caisse d'épargne. Sur ces 15 associations il y en a 8 entre patrons et ouvriers et 7 entre patrons seulement. Elles comprennent autant de corporations différentes. La caisse générale seule s'étend à toutes les professions, mais elle est composée en majeure partie d'ouvriers de fabrique ; elle possède une réserve de 5.000 francs. Les caisses des maîtres tailleurs et cordonniers ont chacune une réserve de 1.200 francs. Ces associations, assurent aux sociétaires malades, moyennant une cotisation annuelle qui varie entre 0 fr. 50 et 1 franc, le médecin, les médicaments et une indemnité qui varie entre 0 fr. 30 et 1 franc par jour de maladie et enfin une inhumation convenable en cas de décès. La disette et la misère qui ont marqué la fin du règne de Louis-Philippe ont ralenti le paiement des cotisations et épuisé les revenus des diverses sociétés.

Dans la filature Hofer et Cie, au Kaysersberg, une caisse de secours

(1) *Industriel Alsacien* : 23 juillet 1843.

mutuels a été fondée par les hommes pour parer aux cas de maladie. Filles et garçons malades sont traités gratuitement aux frais de la filature.

A Munster, une société de secours mutuels a été fondée, en 1837, entre patrons et ouvriers, avec l'autorisation du Préfet. Les statuts de cette société sont particulièrement intéressants, en ce qu'ils montrent bien la solidarité des patrons et des ouvriers. Les chefs d'établissement qui font partie de l'association versent d'abord une somme de 2 francs qui sert de mise de fonds. Chaque ouvrier, qui se fait inscrire paie 0 fr. 25 de droits d'inscription ; dans le même cas, tout patron verse 5 francs. En outre, la caisse est alimentée par les cotisations hebdomadaires des ouvriers, soit 0 fr. 10 par tête. Les maîtres sont chargés de la rentrée des fonds. Tous les trois mois, une assemblée générale se réunit pour examiner les comptes. Le maître répond du paiement de l'ouvrier. Celui-ci ne peut sortir de l'association aussi longtemps qu'il travaille chez un maître sociétaire. Nul ne peut être reçu membre de la société après 45 ans. En cas de maladie, le maître s'engage à soigner l'ouvrier gratuitement pendant trois jours. Après ce délai, l'ouvrier a droit à un secours de 1 franc par jour, à condition de produire un certificat du médecin constatant que la maladie n'a point pour cause une vie déréglée.

Dans le même arrondissement, des sociétés analogues ont été établies dans d'autres communes par les ouvriers des tissages.

On trouve aussi dans le canton de Soultz des caisses de retenue destinées à secourir l'ouvrier en cas de maladie.

Il n'existe dans le canton d'Ensisheim qu'une institution de prévoyance au chef-lieu. L'ouvrier verse 0 fr. 50 par semaine. Le montant du versement est déposé entre les mains d'un caissier, chef d'atelier, choisi par les ouvriers et sous la surveillance de trois membres élus. Tout ouvrier malade a le droit d'aller à l'hospice et de s'y faire soigner gratuitement ou bien il peut recevoir des soins à domicile ; dans ce cas, il a droit aux visites gratuites du médecin et aux médicaments. La nuit, l'ouvrier malade est veillé par ses camarades et il touche 0 fr. 75 par jour de maladie. S'il meurt les frais d'inhumation sont à la charge de la caisse.

A Sainte-Marie-aux-Mines fonctionnent 13 maîtrises ou caisses de secours. Les secours sont établis par les ouvriers eux-mêmes. Ceux-ci paient une cotisation mensuelle de 0 fr. 50 à 0 fr. 60.

On retrouve la même organisation à Guebwiller. En outre, il a été institué, dans cette ville, une caisse de secours pour les vieillards, les veuves et les orphelins. Chez J.-J. Bourcart, on distingue :

1^o La Société Mutuelle des filateurs et celle des constructeurs. Elles donnent des secours en cas de maladie, et se chargent des frais d'enterrement ;

2^o La société de secours en cas de malheurs isolés.

Une nouvelle association allait être formée pour les cas de retraite,

lorsque la crise de 1847 a éclaté. Chacune de ces associations a son administration séparée, soit élue par les ouvriers, soit nommée par les patrons parmi les travailleurs, selon le but et l'institution de la société. Toutes sont dirigées et surveillées par les patrons, sauf la caisse de secours en cas de maladie, fondée par les ouvriers mécaniciens, qui est à contribution fixe.

A Ribeauvillé, des caisses de prévoyance viennent en aide aux ouvriers et même aux vignerons et aux artisans. Une institution semblable est déjà ancienne dans la fabrique de Salzmann, puisque, en 1848, l'Enquête patronale signale qu'elle existe depuis plus de 20 ans, et qu'elle s'est soutenue « à travers les temps les plus calamiteux ». Ces caisses sont réglées par des ouvriers choisis par l'association elle-même. Elles sont alimentées par des contributions de 0 fr. 75 à 0 fr. 90 par individu. Nul ne peut y être admis après 60 ans. Médecin, pharmacien, frais de funérailles, sont à la charge de l'institution. Le malade reçoit une indemnité de 1 franc par jour.

Dans la même localité, les ouvriers de Schlumberger et Hofer ont fondé une caisse de secours pour les malades, mais les frais de médecin sont assumés par les seuls patrons.

A Altkirch, en mars 1838, il s'est fondé une association philanthropique entre les divers maîtres des différents métiers et professions. Cette association se propose de faire nourrir, soigner et traiter convenablement les apprentis ouvriers ou domestiques des sociétaires en cas de maladie. Tout sociétaire est tenu de verser, chaque mois, entre les mains du caissier, 1 fr. 50 pour son compte personnel et autant pour chacun de ses ouvriers, apprentis ou domestiques. Toutes les contestations entre la société et un ou plusieurs sociétaires sont jugées par deux arbitres, sans être assujetties à aucune formalité judiciaire. Leurs décisions sont exécutées et non sujettes à appel ou pourvoi en cassation. Si le nombre des sociétaires est inférieur à 10, la société est dissoute ; dans ce cas, les fonds qu'elle pourra avoir à la caisse d'épargne seront et demeureront acquis de plein droit à l'hospice civil de la ville, sans indemnité ou rétribution de sa part. La société avait en caisse, au 1^{er} janvier 1848 la somme de 831 fr. 92 (1).

Il semble que les institutions de prévoyance aient été moins répandues dans le département du Bas-Rhin. En général, les commissions qui ont rédigé les réponses au questionnaire de l'Assemblée Nationale sont d'accord pour réclamer « l'application du principe de l'association et le développement des institutions sociales, car les deux ne sont pas assez répandues pour le grand dommage de la classe ouvrière ». Les intéressés eux-mêmes n'en comprennent point l'utilité. On lit, avec stupéfaction, dans le procès-verbal de la commission d'enquête de

(1) Nous avons pu faire le recensement des sociétés de secours mutuels du Haut-Rhin grâce aux réponses fournies par les divers cantons aux questions 15 et 19 de l'enquête officielle sur le travail industriel et agricole. Les réponses faites par les patrons à la question 10 de l'enquête organisée par eux, nous ont apporté également des compléments très utiles.

Niederbronn que « les ouvriers ne veulent point d'association. Ils craignent *les pertes* que ce système pourrait leur occasionner ». A Benfeld, la commission estime que le principe d'association n'est pas assez connu dans le canton pour être appliqué. A Molsheim, le système paraît impossible : les industries sont trop variées et les ouvriers trop inintelligents. A Haguenau, une caisse de secours et de prévoyance est créée, en 1847. Elle échoue par suite de la répugnance des ouvriers.

Heureusement, il est des cantons où les esprits sont plus ouverts (1). En 1842, la Duchesse d'Orléans, fit don à la ville de Strasbourg d'une somme de 2.000 francs, à partager entre toutes les sociétés de charité de la ville. Parmi celles-ci, les caisses de secours mutuels pour les ouvriers regurent leur part. Elles comprenaient :

1^o La Société Maternelle ;

2^o La Société pour les ouvriers entretenus par le zèle des dames charitables des divers cultes ;

3^o La Société pour l'association de Saint-Joseph veillant sur les jeunes ouvriers et apprentis ;

4^o La Société pour le patronage des jeunes libérés ;

5^o Les Sociétés de secours mutuels pour ouvriers. Celles-ci englobaient des sociétés de bouchers, de boulangers, de brasseurs, de charpentiers, de cordonniers, de maçons, de menuisiers, de relieurs, de serruriers, de tailleurs, de tisserands, de tourneurs. Les tonneliers, typographes, maréchaux-ferrants avaient, eux- aussi, des sociétés analogues (2). Une société, intitulée « la Secourable », assure également des secours aux ouvriers en cas de maladie, d'infirmités ou de vieillesse. Elle ne peut comprendre plus de 80 membres. Les malades reçoivent 2 francs par jour, pendant 6 mois consécutifs. En outre, la Société verse 60 francs aux héritiers, en cas de décès, pour couvrir les frais d'inhumation. D'autre part, les sociétaires versent une cotisation de 1 fr. 50 par mois (3). Enfin la Société typographique n'admet que des typographes. La France est le rayon de circonscription de cette société. Son siège est Strasbourg. La cotisation trimestrielle est fixée à 5 fr. 15. Chaque sociétaire, indistinctement, doit payer 0 fr. 15 pour frais de salle lors des réunions générales. La cotisation ordinaire est augmentée de 0 fr. 50 pour tout décès qui a lieu au cours du trimestre. Le taux de l'admission est fixé comme il suit :

9 francs jusqu'à 25 ans.

12 francs de 25 à 30 ans.

15 francs de 30 à 35 ans.

18 francs de 35 à 40 ans.

(1) F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit.

(2) A. D. Bas-Rhin, série M. Administration générale. Dossiers historiques.

(3) Association ouvrière « La Secourable ». Brochure, Strasbourg 1848.

La société accorde une indemnité pour toutes les maladies, excepté les suites de duel. Cette indemnité n'est attribuée que pour une semaine entière de maladie. Elle est de 16 francs par semaine et peut-être versée pendant 24 semaines. Une somme de 60 francs est allouée pour frais d'inhumation lors du décès d'un sociétaire. Tout sociétaire âgé de 70 ans a droit à un secours d'invalidité de 6 francs par semaine. En 1847, la société comptait 80 membres et possédait une somme de 400 francs en caisse (1).

Wissembourg possède deux caisses : une caisse de secours pour malades, fondée en 1844, et une caisse spéciale aux typographes. Les ouvriers d'asphalte de Lobsann (Soultz) ont leur caisse de secours alimentée par une retenue de 2 fr. 50 sur les salaires. Les membres de la caisse, malades, touchent un secours de 0 fr. 50 par jour.

La caisse de secours de Niederbronn assure aux vieillards et aux veuves une pension annuelle de 10 à 15 francs. Elle est alimentée par une retenue de 1 à 3 centimes par franc sur le gain de l'ouvrier.

Le canton de Saverne possède des institutions sociales assez complètes : la ville de Saverne a un hospice, un bureau de bienfaisance et une caisse d'épargne. Les ouvriers de Zornhoff ont une caisse de secours

Les ouvriers des mines de Bouxwiller ont aussi une caisse de secours dont ils sont les administrateurs. Pour en assurer le fonctionnement, une retenue de 5 centimes par franc est faite sur le salaire. En 1848, la caisse avait une réserve de 13 à 14.000 francs de rentes sur l'État et plusieurs immeubles. L'ouvrier blessé ou malade avait droit à la gratuité des soins donnés par le médecin de l'établissement et à la moitié du salaire ordinaire pendant quinze jours. L'ouvrier infirme touchait une pension viagère et annuelle de 36 francs après cinq années de travail ; elle s'élevait à 72 francs après dix années.

L'industrie de Bischwiller avait aussi ses institutions de prévoyance pour les ouvriers malades : 1^o L'association mutuelle des ouvriers, fondée en 1842. Elle comptait 600 membres, versant chacun une cotisation mensuelle de 0 fr. 40. La caisse donnait 3 à 5 francs par semaine à l'ouvrier malade, payait les frais de maladie et participait aux dépenses de l'enterrement ; 2^o l'association des ouvriers étrangers, moins nombreuse, mais établie sur les mêmes bases ; 3^o la caisse de la fabrique de H.-D. Ehrmann et Cie. sous le patronage des chefs de la maison.

A Schiltigheim, l'organisation était vicieuse. Il y avait onze caisses de secours pour malades. L'ouvrier souffrant touchait 4 francs par semaine. La caisse, en cas de décès, payait une partie des frais d'enterrement. Mais ces caisses n'existaient que pour un an. A la fin de l'année, le solde, sauf 100 francs, était partagé entre les sociétaires.

A Molsheim, seuls les ouvriers de la grosse quincaillerie avaient une caisse de secours. A Graffenstaden, il y avait une association de secours

(1) Statuts des ouvriers typographes. Société fondée en 1783. Brochure, Strasbourg.

mutuels et une caisse de malades dépendant de l'administration des usines.

Sélestat possédait une caisse de secours mutuels. L'ouvrier malade était soigné gratuitement et recevait 0 fr. 75 par jour de maladie. Le vieillard ou l'infirme avait droit à 2 francs par semaine quand il avait appartenu à la caisse pendant dix ans.

La caisse des malades de Barr était alimentée par des cotisations de 5 à 10 centimes par semaine. Le tissage d'Obernai possédait une caisse de secours et de prévoyance. Il y avait également un hospice à Obernai.

A Villé existait une caisse de secours pour les ouvriers malades. Moyennant une cotisation de 0 fr. 50 par mois, le sociétaire avait le droit aux soins gratuits du médecin, aux médicaments et à 5 francs par semaine. Enfin, à Marckholsheim, l'année 1848 avait vu fonder une société nouvelle, qui ne comptait encore que 14 membres à la fin de l'année.

Il est bon de jeter un coup d'œil sur les vœux émis à ce propos.

Dans la grande majorité des cas, les procès-verbaux souhaitent de voir se répandre les institutions sociales. Schiltigheim demande des œuvres de secours et de prévoyance. Brumath parle de la création d'un hospice et d'une caisse d'épargne au chef-lieu du canton. Le principe de l'association pourrait être appliqué à la laiterie et à l'établissement de boulangeries communales. Wissembourg voudrait le voir appliquer à l'assurance mutuelle du bétail, aux caisses de secours, aux groupements de patrons et d'ouvriers vigneron. La commission de Villé estime qu'on devrait l'étendre à la nourriture des ouvriers qui, réunis par équipes ou par groupes de familles, mangeraient à des cuisines communes. Elle demande aussi la création de crèches. A Marckholsheim, la commission est d'avis que, dans l'agriculture, la méthode de l'association ne saurait être appliquée qu'à certains terrains car dans l'ensemble, les propriétés sont trop morcelées (1).

Les enquêteurs du Haut-Rhin ont, exprimé les mêmes vœux, mais en donnant à leurs revendications plus de précisions et d'ampleur. A Colmar, par exemple, on souhaite que, par une loi, on réunisse en un seul faisceau, sur tout le territoire français, les trop nombreuses associations mutuelles d'ouvriers et qu'avec le concours de l'État et des chefs d'ateliers une caisse générale soit créée qui permette de continuer aux sociétaires les bienfaits de l'association mutuelle pour les cas de maladie et d'y ajouter un complément indispensable : les pensions de retraite en cas de vieillesse ou d'infirmité. En ce cas, l'association serait obligatoire pour tous les ouvriers. L'enquêteur pose ainsi le principe des assurances sociales et des retraites aux vieux travailleurs. C'est assez dire combien certains esprits alsaciens étaient en avance sur leur temps.

(1) F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit.

On retrouve la même hardiesse dans les vœux émis par le canton de Sainte-Marie-aux-Mines. On réclame la création d'une caisse de secours mutuels entre les travailleurs d'un même canton, voire d'un même département. Cette caisse serait gérée par le Conseil des Prud'hommes. Les patrons retiendraient sur le salaire de leurs ouvriers, une somme proportionnelle à leurs gains et inversement proportionnelle à leurs besoins journaliers, et à ceux de leur famille. Des dons provenant du département, et même de l'État, pourraient augmenter le fonds de roulement de la caisse. « Ainsi chaque ouvrier aurait, dans la caisse mutuelle, un compte ouvert qui lui fournirait, en cas de maladie, de chômage ou de vieillesse, un secours calculé proportionnellement aux dépôts qu'il aurait effectués ».

Le programme de réformes élaboré par Wintzenheim n'est pas moins intéressant. On souhaite :

1^o Que par mesure gouvernementale et générale, il soit créé et établi dans chaque commune une caisse de prévoyance et de secours mutuels pour les indigents, caisse qui serait soumise à l'administration du maire, de son conseil, et du curé ou pasteur.

2^o Que, dans chaque canton, il soit formé une caisse de prévoyance et de secours, exclusivement destinée à venir en aide aux ouvriers industriels en temps de cherté des vivres ou de chômage. Cette caisse serait gérée par une commission nommée par le conseil d'administration, composée par les maires de toutes les communes du canton, les chefs d'industrie et par un nombre égal de contre-maitres et d'ouvriers. La caisse communale serait alimentée par une quantité de centimes additionnels aux contributions foncières de chaque commune, par une retenue faite aux ouvriers, aux employés ou directeurs. La caisse cantonale recevrait, elle aussi, une partie de ladite retenue (les 2/3 ou les 3/4).

A Altkirch, on entrevoit de multiples possibilités en ce qui concerne l'application du principe d'association. On souhaite que les familles d'ouvriers ou de journaliers mettent en commun les dépenses que leur occasionnent la nourriture et l'entretien. Le principe de l'association serait également d'une application possible et utile aux petits cultivateurs pour l'exploitation collective de quelques parcelles de terre. Les frais seraient moindres ; ils n'auraient plus besoin d'avoir chacun une charrue, des voitures, et leurs bestiaux, moins fatigués et mieux nourris, trouveraient plus facilement des acheteurs sur le marché.

En résumé, le désir de voir naître et se développer les institutions de prévoyance est à la base du mouvement des esprits, en Alsace, en 1848. Le Club de la Fraternité Républicaine de Strasbourg a publié pendant cette période de crise un certain nombre de brochures sur des questions sociales (1). Leurs auteurs démontrent que la générali-

(1) V. par exemple : MAURICE RUEF, docteur en médecine : *Les caisses de prévoyance et de retraite*, 10 avril 1848.

F.-A. SEITHER, ouvrier en typographie : *Essai sur la création des caisses de retraite en*

sation des caisses de retraite améliorera, physiquement et moralement, la classe ouvrière. « Les travailleurs ne demandent pas plus le communisme de Cabet que le socialisme de Fourier. Ils demandent une fois pour toutes, que l'établissement de caisses de retraite et de secours, soit consacré par une loi ». Pour apaiser le mécontentement de la classe ouvrière, il est nécessaire de lui donner « la perspective d'une vieillesse heureuse au terme d'une tâche ingrate et difficile ». Ce sentiment, ce besoin d'association, domine, en peut le dire, parmi les populations laborieuses de nos départements du Rhin » (1).

Ainsi, l'établissement de coopératives de consommation, le soutien très réel apporté par les industriels aux caisses de secours ouvrières montrent que le patronat alsacien n'était pas hostile aux réformes sociales et sentait la nécessité d'améliorer le sort des « classes inférieures ». Il ne faudrait pas croire cependant que les théories socialistes aient été en faveur parmi la grande bourgeoisie alsacienne.

L'industriel alsacien consent à faire œuvre philanthropique, à condition toutefois que le soin de donner plus de bien-être au prolétariat lui soit confié. Avec beaucoup d'intuition, les fabricants mulhousiens ont compris que leur intérêt bien entendu leur commandait de prendre la tête d'un mouvement qui se ferait contre eux, s'il ne se faisait pas avec eux. L'organisation même des caisses de secours en Alsace est significative à cet égard.

Alors, que dans le reste de la France, les associations mutuelles comprenant seulement des ouvriers ne s'étaient formées que pour tourner la loi de 1834 et dissimulaient de véritables centres de résistance au pouvoir et au patronat (2), à Mulhouse, les institutions qui portent le même nom, paternellement dirigées par les industriels, permettent aux ouvriers de supporter avec résignation une exploitation qui n'était pas moins cruelle dans cette région que dans les autres centres manufacturiers. Si les patrons alsaciens ne repoussent pas les principes de l'association, c'est que l'application de ceux-ci peut leur être avantageuse, dans une certaine mesure. Le texte suivant, extrait de l'enquête patronale, met parfaitement en lumière le but réel des efforts philanthropiques du patronat : « Parmi les ouvriers à l'entreprise, beaucoup accomplissent leur tâche isolément, mais quand ils se réunissent pour l'exécution d'un tarif soumissionné par eux, nous adjoignons aux chefs ouvriers des auxiliaires, auxquels nous payons le salaire de la journée et qui sont en outre rétribués par

faveur des ouvriers, 14 avril 1848 et *Coup d'œil philosophique sur les 15 derniers mois*, 31 juillet 1848.

(1) AUDIGANNE : *Le Mouvement intellectuel parmi les populations ouvrières. Les ouvriers d'Alsace. Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1852.

(2) V. QUENTIN-BAUCHART : *La crise sociale de 1848. Les Origines de la Révolution de février*. Paris (s. d.).

V. aussi VÉRON : *Les Associations ouvrières de consommation, de crédit et de production en Angleterre, en Allemagne et en France*. Paris, Hachette, 1865, in-12.

V. encore FESTY : *Les mouvements ouvriers au début du règne de Louis-Philippe*, loc. cit.

les entrepreneurs à raison de 0 fr. 35 à 1 franc par jour *afin de les engager à un travail intelligent et soutenu*. On trouve ici l'application de ce principe d'association, tant préconisé de nos jours comme une innovation féconde et qui se trouve ainsi être mis en pratique *à peu près dans la proportion et dans la mesure dans lesquelles il est applicable* » (1).

Les institutions existantes semblent d'ailleurs contenter les fabricants qui verraient d'un mauvais œil leur plus grande extension. « La ville de Mulhouse ayant des bureaux de bienfaisance, des hospices, et une caisse générale de secours en cas de maladie, écrit Schlumberger, les institutions particulières de ce genre ne sauraient se développer, ni se soutenir facilement à côté de celles de la commune auxquelles, du reste, chaque établissement contribue ». « Dans l'organisation actuelle de l'industrie, les forces du chef et de l'ouvrier sont associées dans un intérêt commun qui est la prospérité de l'établissement que chacun d'eux doit servir suivant sa propre capacité. Les rôles sont divers, les buts sont les mêmes. Plus ce concours sera actif, plus le patron et l'ouvrier s'en trouveront bien ».

On peut conclure de cet ensemble de textes que, si les industriels n'ont pas fait preuve d'un conservatisme outrancier, c'est qu'ils voyaient dans les réformes nouvelles des possibilités de développement pour leurs industries elles-mêmes et l'assurance que ce développement ne serait pas troublé par des grèves ou des émeutes intempestives. Pour plus de tranquillité ils ont préféré prendre les devants et accorder de bonne grâce à la classe laborieuse un minimum de satisfactions que celles-ci aurait fini par obtenir en employant des moyens violents et nuisibles à la prospérité des affaires. Les patrons versent volontiers leur obole aux œuvres charitables, car « tous sont intéressés au bonheur de tous » ; si ces versements ne leur rapportent pas d'intérêt, du moins leur sécurité est-elle assurée et, par là même, leur but principal est atteint ».

Les mêmes mobiles matériels et religieux ont inspiré les œuvres de charité nombreuses créées en Alsace au profit des classes pauvres. A côté des institutions temporaires qui naissent en cas de crises afin de soulager la misère il existe, en effet, des secours permanents et des sociétés de bienfaisance qui, en tout temps, essaient de soulager quelque peu les indigents. On peut ranger sous cette rubrique l'établissement des salles d'asile, la fondation de divers hôpitaux et les dons réguliers accordés aux bureaux de bienfaisance et aux œuvres religieuses diverses.

Les salles d'asile ont été considérées par les industriels comme « donnant les meilleurs résultats moraux et comme un précieux acheminement vers l'instruction ». De 1834 à 1836, un établissement de ce genre fut fondé à Mulhouse par Mmes Favre-Koechlin, Jacques Schlumberger, Hofer et Nicolas Koechlin fils. En 1843, le Préfet du

(1) Souligné par l'auteur.

Bas-Rhin signale que « les salles d'asile prennent un développement de plus en plus marqué ». On s'occupe d'établir une salle d'asile à Benfeld dont les écoles communales sont encombrées. Près de Benfeld se trouve la fabrique de Hüttenheim qui occupa 1.000 ouvriers. Une salle d'asile est nécessaire dans cette localité : on a aménagé à cet effet une place dans la nouvelle maison d'école de Hüttenheim. A Gensheim, le maire s'occupe d'établir une salle à ses frais. A Erstein, on organise une souscription dans le même but.

Une « notice sur l'hospice et les établissements de bienfaisance de Mulhouse » signale, en 1837 que « le progrès de l'industrie et l'augmentation des besoins de la population a marché de pair avec l'esprit de charité ». Pour l'administration des pauvres de Mulhouse, la ville est divisée en 28 quartiers qui ont chacun un homme et une femme pour commissaires et un médecin qui soigne gratuitement tous les malades pauvres. Les commissaires ont la liste de tous les malades nécessitant de leurs quartiers respectifs et une liste générale est déposée au Bureau de Bienfaisance. C'est de ce bureau qu'émanent tous les secours délivrés à tout pauvre reconnu pour tel, après des investigations actives, et sans qu'il soit fait aucune distinction pour cause de religion ou de nationalité. Ces secours consistent :

1^o A faire admettre à l'hospice gratuitement les pauvres malades ;
2^o A payer aux pharmaciens les médicaments qu'ils délivrent aux indigents, à domicile, sur ordonnance du médecin, contresignée par le commissaire du quartier ;

3^o A pensionner toute l'année des veuves, des vieillards, des pauvres honteux domiciliés en ville ;

4^o A payer les frais des salles d'asile ;

5^o A délivrer du bois en hiver et, pendant le courant de l'année, des pommes de terre, du riz, des vêtements, des layettes, des souliers, etc., non seulement aux pauvres pensionnés, mais encore à ceux, bien plus nombreux, qui ont des besoins momentanés ;

6^o A fournir des secours de route aux étrangers qui retournent dans leur patrie ; à envoyer des malades aux bains, etc ;

7^o A faire inhumer les pauvres gratis, à payer leurs cercueils, etc ;

8^o A payer le logement et la pension, chez des personnes de la ville de vieillards infirmes, d'orphelins, d'enfants abandonnés de leurs parents.

Dans le courant de l'année 1842, le Bureau de Bienfaisance a fait admettre, à ses frais, 549 malades à l'hospice civil, et il a dû payer pour eux 10.206 journées à 75 centimes, prix de faveur qui lui est accordé, l'établissement se contentant de couvrir ses frais. A cette somme de 7.654 fr. 50, il faut encore ajouter 4.071 francs pour médicaments fournis à domicile ; de sorte que les malades seuls ont coûté à l'administration : 11.725 fr. 50.

Le nombre des pauvres pensionnés par le bureau et les dépenses qu'ils occasionnent varient avec les saisons. Pendant six mois d'hiver,

on a dépensé, chaque mois, 780 francs pour l'entretien de 170 familles ; et pendant six mois d'été 150 familles ont coûté 680 francs par mois. En outre, on a distribué en hiver pour environ 3.000 francs de bois et de vêtements. Les salles d'asile coûtent au delà de 2.200 francs.

Si le Bureau de Bienfaisance n'entretient pendant toute l'année que 150 à 170 familles pauvres, il vient encore en aide, par des secours non réguliers, à 250 ou 300 familles qui ne demandent son assistance que dans des moments de malaise, amenés par maladie ou manque d'ouvrage.

Les vieillards, les orphelins et les enfants abandonnés à la charge du Bureau sont au nombre de 20 seulement et coûtent 2.250 francs pour frais de logement et de nourriture. On leur fournit en outre les vêtements.

Pour faire face à toutes ces dépenses, le Bureau n'a eu à sa disposition que 25.000 francs. Il se distribue chaque année à Mulhouse une somme triple de celle qui est mise à la disposition du Bureau de Bienfaisance. Malheureusement, faute de renseignements préalables sur les individus secourus, il arrive que la charité privée agisse sans discernement et encourage à son insu de honteuses habitudes de paresse. Indépendamment de ces aumônes distribuées à domicile et de secours accordés par le Bureau de Bienfaisance, les pauvres trouvent ailleurs d'autres soulagements à leur misère. Quelques jeunes gens mulhousiens se sont réunis sous le nom de « Société des Amis des Pauvres » pour s'occuper d'améliorer la position physique et morale des malheureux. Ils les visitent avec assiduité et leur distribuent des secours soit en argent, soit en nature. La même société a institué des écoles du dimanche où sont admis les enfants qui travaillent dans les fabriques pendant la semaine.

Une Société de Travail a été créée à Mulhouse en vue de donner de l'ouvrage à toutes les femmes auxquelles leur santé ne permet pas d'autres occupations plus fatigantes. La plus grande partie des femmes qu'on emploie travaillent très lentement et mal parce qu'elles ont trop peu l'habitude des ouvrages à l'aiguille. Il s'ensuit que les objets confectionnés ne peuvent se vendre qu'à bas prix et que la Société de Travail doit s'endetter pour continuer son œuvre. Dès 1842, Penot prévoit qu'elle devra sans doute, faute de fonds, renoncer à son patronage.

Pourtant, au cours du règne de Louis-Philippe, au moyen de cotisations et de dons volontaires, la ville de Mulhouse est parvenue à développer l'importance des anciennes institutions charitables, à créer et entretenir de nouvelles sociétés du même genre. C'est à cet esprit de bienfaisance que Mulhouse doit les établissements dont suit la nomenclature, avec la désignation du nombre de personnes traitées ou secourues en 1850 et l'indication de la dépense à laquelle elles ont donné lieu savoir :

Personnes Dépenses

L'hôpital nouveau avec la nouvelle maison des orphelins ne formant qu'un seul établissement dans lequel ont été reçus.	930	
donnant lieu à une dépense de.		75.593
Le Bureau de Bienfaisance et la Société des Pauvres qui ont secouru ensemble.	1.290	
avec une dépense de.		37.278
La Société de Saint Vincent de Paul fondée en 1846 en dehors de toute action municipale qui a secouru	315	
avec une dépense de.		2.896
La Société des Amis des Pauvres qui a secouru. . .	180	
avec une dépense de.		2.800
La Société de Charité qui a secouru.	60	
avec une dépense de.		800
Le Consistoire Protestant qui a secouru.	80	
avec une dépense de.		1.650
Les salles d'asile communales avec leurs ouvroirs où il a été reçu, en enfants.	1.100	
avec une dépense de.		6.141
La salle d'asile spéciale sur la route de Dornach avec ses ouvroirs où il a été reçu, en enfants. . . .	500	
avec une dépense de.		5.000
La maison d'école communale où la ville a reçu gratuitement	1.100	
avec une dépense de.		22.000
Les écoles du dimanche où sont reçus.	250	
avec une dépense de.		400
Le cabinet de lecture (1) pour ouvriers adultes au nombre de	500	
avec une dépense de.		206
Le cabinet de lecture pour les jeunes ouvriers et les enfants où il s'est présenté.	373	
avec une dépense de.		1.000
L'école gratuite de dessin pour les ouvriers. . . .	120	
avec une dépense de.		4.800

(1) L'objet de cette société est d'offrir aux ouvriers le moyen de passer les après-midis du dimanche pendant les mois d'hiver d'une manière morale et utile et de les retirer, autant que possible, de la funeste habitude de les passer au cabaret. La Société est dirigée par un comité composé de huit personnes auxquelles se sont joints quelques jeunes gens pour faire tour à tour le service de cabinet. Sont considérés membres de la société tous ceux qui participent pour une somme quelconque à ses dépenses. Le nombre des ouvriers inscrits comme voulant fréquenter le cabinet dépasse 200 parmi lesquels toutefois il n'y en a guère qu'une cinquantaine de bien assidus. A. D. Haut-Rhin M. 10-1. Sociétés-Associations.

L'école située dans la filature de MM. Kœchlin, Dollfus et Frères où il a été admis, en enfants. .	60	
avec une dépense de.		2.000
L'école de nuit de la filature de Bricard, où il a été admis, en enfants	90	
avec une dépense de.		2.000
L'école située dans la filature de laine de Schwartz, Trapp et C ^{ie} où il a été reçu, en enfants.	110	
avec une dépense de.		2.700
Soit au total	7.058	167.264

En outre, à l'occasion de Noël, de nombreux dons sont distribués aux élèves des écoles du dimanche, aux enfants de toutes les salles d'asile, aux orphelins et aux vieillards, ainsi qu'aux malades civils et militaires qui se trouvent à l'hospice.

Chaque année, différentes familles font à l'hospice des dons qui se sont élevés :

en 1834 à 5.410 fr.	en 1840 à 9.385 fr.
en 1835 à 10.920	en 1841 à 8.925
en 1836 à 10.230	en 1842 à 24.835
en 1837 à 4.070	en 1843 à 12.060
en 1838 à 9.307	en 1844 à 58.896
en 1839 à 3.210	en 1845 à 17.406
en 1846 à 6.993	
en 1847 à 13.718	
en 1848 à 5.903 (1)	

L'exemple de la grande cité industrielle fut d'ailleurs suivi dans toute la région. Les Bourcart, en créant, dès 1844, un hôpital à Guebwiller, Daniel Legrand dans la région du Ban de la Roche en militant énergiquement en faveur de réformes sociales, ont fait de réels efforts pour améliorer la situation matérielle et morale de leurs ouvriers, efforts qui furent secondés et encouragés par tous leurs collègues du Haut-Rhin. Il faut remarquer, en effet, qu'une réelle émulation existe à ce sujet entre les industriels alsaciens. Certains auraient pu penser que les tentatives parfois coûteuses faites par leurs voisins pour réaliser quelques progrès, en augmentant leurs frais généraux les mettaient dans une situation fâcheuse vis-à-vis de leurs concurrents. Isolés, les philanthropes auraient dû renoncer rapidement à exécuter leur programme. Il n'en fut rien. Le mouvement social dont les patrons ont pris la tête en Alsace est un mouvement collectif.

A l'unanimité, la classe bourgeoise a compris la nécessité des réformes

(1) Notice sur l'hospice et les établissements de bienfaisance de la ville de Mulhouse, 1851.

et l'a acceptée par religiosité, par intérêt, sans que nous puissions dire lequel de ces deux sentiments l'emporte sur l'autre, tant ils sont intimement mêlés dans l'âme des fabricants. Chose curieuse, les industriels non protestants ont été, eux aussi, entraînés par le courant philanthropique et l'on voit, par exemple, tel israélite concourir, à Strasbourg, à la fondation de l'Association pour l'Encouragement au Travail des Israélites Indigents.

Parallèlement, la Société Philanthropique du Haut-Rhin venait en aide aux indigents et développait parmi eux l'instruction professionnelle (1). Alors que, dans les campagnes, l'israélite usurier pressure les artisans et ruine les journaliers, dans les villes son corréligionnaire pratique la bienfaisance sur une grande échelle, ouvre largement sa bourse en cas de crise (2) et se montre tout aussi généreux que les fabricants protestants qui l'entourent. Désir sincère de faire le bien ? Contagion de l'exemple ? Sans doute, mais aussi conscience très nette de ses intérêts. Dans toute l'Alsace, qu'ils fussent juifs ou calvinistes, les industriels ont compris qu'il valait mieux s'assurer par quelques bienfaits la soumission de leurs ouvriers, plutôt que de compromettre leur sécurité et la bonne marche des affaires en suscitant des révoltes ou des troubles par leur totale indifférence vis-à-vis de leurs employés.

Les mêmes facteurs expliquent les encouragements prodigués par les patrons à l'épargne ouvrière. En 1828 déjà, dès son quatrième bulletin, la Société Industrielle de Mulhouse adresse une pétition à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés pour obtenir la suppression des bureaux de loterie dans les villes exclusivement manufacturières, bureaux qui empêchent la création et le développement des caisses d'épargne, beaucoup plus utiles à l'ouvrier. Dès 1827, une caisse d'épargne avait été créée à Mulhouse par Gaspard Dollfus, Nicolas Kœchlin et Meyer-Dollfus. Quelques-uns des statuts de cette fondation sont intéressants parce qu'ils montrent quelle part active les industriels alsaciens ont prise à la création de cette institution dont le but principal est d'encourager la classe ouvrière à la prévoyance.

Art. 1. Il sera établi à Mulhouse, avec l'autorisation du gouvernement et aux frais de la ville, une caisse d'épargne et de prévoyance.

Art. 2. Cette caisse sera destinée à recevoir en dépôt les sommes qui lui seront confiées par les ouvriers et les domestiques domiciliés à Mulhouse et dans le département du Haut-Rhin qui désireront y verser leurs petites épargnes.

Art. 3. Le bureau d'administration aura le droit de refuser les dépôts qui ne proviendraient pas de personnes des deux caisses désignées ci-dessus.

Art. 7. Le conseil municipal, au nom de la ville de Mulhouse, dote cette caisse d'une somme de 1.000 francs, qu'il votera chaque année

(1) V. ci-dessus, ch. XII.

(2) V. ci-dessous, ch. XIV.

dans son budget jusqu'à ce que la caisse, par ses bénéfices, soit en état de se passer de ces secours. Attendu que Gaspard Dollfus, Nicolas Kœchlin et Meyer-Dollfus, entrepreneurs gratuits d'une caisse d'épargne qu'ils vont dissoudre, offrent de faire abandon à la présente institution d'une somme de près de 1.500 francs de bénéfices réalisés, permettant à la caisse de se passer de secours pour l'année 1831 et 1832, il ne sera rien voté pour ces années (1).

Au 11 décembre 1829, on comptait 354 inscriptions dont 38 prises par des hommes, et 82 par des femmes de la classe ouvrière, 231 par des personnes n'appartenant pas à cette classe et 3 par des caisses de secours de divers métiers, d'où il résulte que, parmi ces inscriptions, 1/3 seulement sont prises par les ouvriers. Le rapport des femmes aux hommes est de plus du double et on remarque généralement que, dans toutes les caisses de ce genre, les femmes placent leurs économies en plus grand nombre que les hommes. « Elles ont moins d'occasions et rarement l'habitude de toucher à leur pécule pour se livrer à des excès ; elles sont d'ailleurs plus sujettes à des indispositions et la nature semble les prévenir plus souvent de penser aux moments où tout travail leur sera impossible (1) ».

Les 38 hommes inscrits possèdent une somme de 10.703 fr. 04 et les 82 femmes une somme de 20.579 fr. 67, ce qui donne, en moyenne, pour les hommes 282 fr. 44, et pour les femmes 250 fr. 97.

Sur 82 femmes on compte 70 servantes. C'est que celles-ci n'entrent en service dans plusieurs maisons que si elles présentent un livret constatant l'emploi qu'elles font de leurs économies. D'ailleurs, elles sont sous l'influence plus directe d'une maîtresse de maison et, étant entretenues, il leur est plus facile d'économiser sur leurs gages.

Les ouvriers de fabrique mettent généralement fort peu à la Caisse d'épargne. Il existe, en effet, nous l'avons vu, dans presque toutes les manufactures des caisses de secours mutuels entre les ouvriers du même établissement (2).

Le relevé fait au 31 décembre de la caisse d'épargne de Mulhouse a constaté un avoir de 874.423 fr. 07, savoir :

à 828 ouvriers de fabrique.	224.833 fr. 30
à 1.333 autres déposants (militaires, marins, employés, domestiques, etc.)	649 589 fr. 77

Sur 100 déposants on comptait donc 38 ouvriers environ et sur 100 francs qui se trouvaient à la caisse d'épargne il revenait à ces ouvriers 25 fr. 71, en moyenne. La mise moyenne de chacun d'eux est de 271 fr. 57 et celle de chacun des autres déposants de 487 fr. 31. Si l'on calcule, d'après les chiffres cités pour l'année 1829, qu'à cette date on comptait 34 ouvriers de fabrique sur 100 déposants on cons-

(1) *Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse*, n° 17, 1831.

(2) Extrait du rapport fait par PENOR sur la situation de la Caisse d'épargne de Mulhouse et sur les Caisses de secours mutuelles existant dans le Haut-Rhin.

tate un progrès sensible des qualités d'épargne parmi la classe ouvrière. A la rigueur cette augmentation pourrait être attribuée à ce que le nombre des autres déposants a diminué proportionnellement. Mais, de 1829 à 1841, lorsque ce dernier nombre s'est trouvé multiplié par 5,69, celui des ouvriers l'a été par 6,90, donc même progrès relatif. L'encaisse est allée en augmentant d'année en année, comme l'indique le tableau suivant :

Situation de la Caisse d'épargne au 31 décembre :

1833.	63.499 fr.
1834.	136.591 »
1835.	246.566 »
1836.	366.570 »
1837.	390.363 »
1838.	487.588 »
1839.	598.017 »
1840.	684.970 »
1841.	874.423 »
1842.	1.027.306 »

On trouve en outre, dans le Haut-Rhin, des caisses d'épargne nombreuses, gérées par le département ou même, dans certains cas, par les patrons eux-mêmes. A Wesserling, par exemple, il existe une caisse particulière depuis 1821. Trop isolé pour qu'il fût possible à ses ouvriers de porter leurs réserves dans aucune des succursales de l'Etat, l'établissement Gros, Odier, Roman a été obligé de la gérer lui-même. Les dépôts rapportent 5% par an et sont volontaires sauf deux exceptions : 1^o les jeunes gens en apprentissage dans les ateliers de construction, de gravure ou d'imprimerie sont tenus de déposer à la Caisse d'épargne une partie déterminée de leur salaire et de laisser accumuler leurs dépôts jusqu'à la fin de leur apprentissage ; le produit est ainsi mis en totalité à la disposition des parents ; 2^o Les jeunes filles attachées à la filature et dont le salaire atteint la somme de 5 francs par semaine doivent laisser à la Caisse d'épargne la moitié de leurs gages. Les dépôts successifs et les intérêts forment un capital qui ne leur est délivré qu'au moment où elles quittent la fabrique, c'est-à-dire, le plus souvent, au moment de leur mariage (1).

Dans le même établissement, une caisse de prêt est destinée à venir en aide aux ouvriers qui voudraient acheter quelque petite propriété. On se borne à exiger la caution solidaire d'un des déposants à la Caisse d'épargne ; mais ces avances prirent bientôt un essor tout à fait exagéré et montèrent en une seule année à 125.000 francs. On reconnut que les familles ouvrières s'étaient lancées en aveugles dans des acquisitions dépassant leurs moyens. On restreignit alors les facilités accordées (2).

(1) VÉRON : *Les institutions ouvrières de Mulhouse*, loc. cit., p. 167.

(2) AUDIGANNE : *Les populations ouvrières*, loc. cit., t. I, p. 183.

Enfin, une caisse de retraite pour incapacité de travail fonctionne dans le même établissement. La Caisse d'épargne et la Caisse de prêts sont administrées par le patron ; la Caisse de retraite est gérée par le concours des chefs et des ouvriers.

A Soultzmatt, Kessler fait à chaque ouvrier, sans distinction, une retenue de 10% sur le salaire. Cette retenue est remboursée à la fin de l'année. Grâce à cette mesure, beaucoup d'ouvriers sont parvenus à pouvoir acheter, soit une petite maison, soit un champ, soit une vigne. D'autres ont employé leur petit capital à l'achat d'objets d'habillement ou de linge. « Quelques-uns d'entre eux, dit Kessler dans l'Enquête patronale, ont trouvé cette mesure si bonne qu'ils ont prié le chef d'établissement de leur faire une retenue de 20 à 25% ».

A Cernay, il existe une succursale de la Caisse d'épargne publique de Mulhouse.

A Rixheim, une Caisse d'épargne et d'avances prête à l'ouvrier pour faciliter les acquisitions qu'il voudrait faire ; on prend ses épargnes à raison de 5% d'intérêt par an.

L'épargne semble avoir été très développée également dans le département du Bas-Rhin, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Dans le Bas-Rhin	il a été déposé en 1835		317.981 fr. 45
— Haut-Rhin	—		255.258 fr. 42
— Bas-Rhin	— en 1836		743.615 fr. 81
— Haut-Rhin	—		447.120 fr. 19
— Bas-Rhin	— en 1837		923.320 fr. 45
— Haut-Rhin	—		596.208 fr. 52

Sur la totalité des dépôts effectués, en 1835, dans le département du Bas-Rhin :

135 ouvriers	avaient versé		31.144 fr. 10
318 domestiques	— —		77.004 fr. 25
71 employés	— —		35.210 fr. 45
13 sociétés de secours mutuels	avaient versé		7.684 fr. 50

La même année dans le Haut-Rhin :

2.123 ouvriers	avaient versé		722.647 fr. 50
695 domestiques	— —		243.800 fr. 95
52 employés	— —		19.585 fr.
2 sociétés de secours mutuels	avaient versé		380 fr. 19 (1)

Au premier abord, ces chiffres sembleraient prouver que les ouvriers du Haut-Rhin étaient plus prévoyants que ceux du Bas-Rhin, mais il ne faut pas oublier que le premier de ces départements, beaucoup plus

(1) A. N. F²⁰ 724.

industrialisé que le second compte aussi bien plus d'ouvriers. En outre, les sociétés de secours mutuels du Bas-Rhin ont effectué des versements plus considérables que celles du Haut-Rhin. Pour collective qu'elle soit, cette forme de l'épargne n'en est pas moins à l'honneur des ouvriers qui la pratiquent.

Il semble que le patronat du Bas-Rhin n'ait pas mis autant d'ardeur que celui du Haut-Rhin à encourager les coopératives, les caisses de secours mutuels, le système des avances faites aux prolétaires, ou celui des retenues obligatoires sur les salaires. Alors que, dans le Haut-Rhin de grandes familles comme les Dollfus, les Kœchlin, les Bourcart forment de véritables dynasties et exercent sur leurs ouvriers un patronage à la fois bienveillant et hautain, les industriels du Bas-Rhin paraissent avoir eu des rapports beaucoup moins étroits avec leurs employés. Cela tient sans doute à ce que l'industrie étant moins développée et moins concentrée dans le Bas-Rhin, les patrons n'avaient pas un contact aussi immédiat avec les travailleurs. Au lieu d'être groupés en de vastes usines comme à Mulhouse, à Guebwiller, ou à Munster, les tisserands du Bas-Rhin exercent leur métier à domicile, le plus souvent, loin du capitaliste qui les paie. Celui-ci ne les connaît pas. Seul un contremaître leur distribue la matière première et l'argent qui doit rétribuer leur tâche. Eloigné de ceux qu'il fait vivre, l'industriel du Bas-Rhin se rend moins nettement compte de leur psychologie, de leurs besoins matériels, de leurs souffrances et songe moins à leur venir en aide.

S'il ne les connaît pas, il ne les craint pas non plus. Les ouvriers à domicile sont trop disséminés pour que puissent naître parmi eux de vastes organisations antipatronales, pour que des grèves puissent être fomentées. Dans le Haut-Rhin, au contraire, on peut redouter à tout instant une émeute. Quelques meneurs auraient vite fait d'entraîner à la révolte une masse qui, par son importance numérique et sa concentration, deviendrait facilement dangereuse. Les industriels ont donc tout intérêt, pour assurer la tranquillité nécessaire à la bonne marche des affaires, à ménager le prolétariat, à soulager des peines dont l'excès pourrait engendrer la colère et la rébellion. Avec une clairvoyance, remarquable pour l'époque, les industriels alsaciens l'ont compris comme ils ont compris que la prospérité de l'industrie et le bien-être des classes ouvrières étaient intimement liés. S'ils n'ont pas entrevu les avantages de ce que nous appellerions aujourd'hui une « politique de hauts salaires » ils ont senti pourtant que la misère du prolétariat avait des conséquences fâcheuses pour le patronat lui-même. C'est pourquoi il leur arrive de demander une diminution des impôts qui obligent les travailleurs à donner au gouvernement un argent qui pourrait, à leur avis, trouver une meilleure destination. « Une diminution des impôts et une répartition plus équitable de leur quotité en faveur des classes qui travaillent des mains sont une nécessité pressante dans l'intérêt du commerce et de l'industrie ; ce serait

un moyen puissant pour répandre parmi le peuple plus d'aisance et créer ainsi par une plus grande consommation des produits industriels qui en résulterait, une source de prospérité dont les bons effets rejaille-
raient inmanquablement sur le gouvernement lui-même » et sans doute aussi sur les fabricants.

Il faut dire que les efforts du patronat ont été couronnés de succès. Si, au point de vue des institutions sociales, l'Alsace peut être considérée comme la province la plus avancée de France, on peut dire aussi que, grâce à l'habileté des industriels, elle est la seule région qui soit restée à l'écart des vastes mouvements de protestation qui ont soulevé, à diverses reprises, les grandes villes industrielles de notre pays.

Les fortes secousses données au trône de juillet par les émeutes de 1831 et 1834 n'ont pas eu de répercussion en Alsace, pas plus que le vaste mouvement gréviste qui se propage en France aux environs de 1840. Bien plus, les protestations locales furent extrêmement rares. Les coalitions d'ouvriers n'ont jamais eu, dans le Haut et le Bas-Rhin, le caractère violemment antipatronal ou même révolutionnaire qu'elles ont revêtu en d'autres contrées. Les ouvriers du Haut-Rhin nourrissent à l'égard de leurs patrons des sentiments de gratitude, voire d'affection qui les empêchent de sentir trop vivement l'exploitation dont ils sont l'objet. Nous n'en voulons pour preuve que l'article suivant paru dans *La Feuille de Thann* et reproduit par *l'Industriel Alsacien* du 15 mai 1842 :

« La maison Liebach, Hartmann et C^{te}, de notre ville, vient de céder son établissement. Lors de la prise de l'établissement par les nouveaux acquéreurs tous les ouvriers se sont trouvés réunis dans la cour principale ; là, un des contremaîtres prenant la parole a remercié, au nom de ses camarades, les chefs qui les quittaient des bons procédés dont ils ont toujours usé envers les ouvriers et de l'assistance qu'ils leur ont sans cesse accordée, même dans les temps les plus difficiles. Les larmes que répandaient plusieurs d'entre eux prouvaient combien leurs sentiments étaient d'accord avec les paroles qu'ils prononçaient et combien étaient sincères les regrets qu'ils éprouvaient à se séparer de leurs anciens patrons. L'espoir bien fondé de voir continuer le régime tout paternel suivi jusqu'ici dans cette respectable maison a porté les ouvriers à célébrer avec éclat la venue de leurs nouveaux chefs qu'ils ont reçus sous des arcades, au son de la musique et des boîtes à feu. Le lendemain, la maison Hartmann donna une fête d'adieu : plus de 300 convives furent réunis en un banquet qui fut suivi d'un bal et l'on ne se sépara qu'à 4 heures du matin, sans que l'ordre le plus parfait ait cessé de régner un seul instant. Pendant le banquet M. Hartmann porta un toast empreint de la plus vive sympathie, de l'affection la plus franche pour ses convives ; il les remercia de l'utile coopération qu'ils avaient prise à ses travaux communi-
catal et fit des vœux pour la continuation de leur bien-être ».

Il faut dire aussi que le patronat a mis beaucoup d'habileté à prévenir les troubles lorsque la fermentation des esprits lui paraissait menaçante pour sa tranquillité. Nous avons vu quelles précautions ont été prises lors des diverses crises industrielles pour assurer l'ordre public. Les fabricants ont merveilleusement secondé l'administration en ce qui concerne les mesures préventives susceptibles d'intimider la classe ouvrière. Dès le 7 septembre 1830, un chef d'établissement écrivait au préfet du Haut-Rhin une lettre qui n'a rien à envier aux meilleurs rapports de la police secrète : « Je me trouve dans la capitale depuis deux jours, dit-il, pour y soigner les affaires de ma maison en ces moments difficiles et je crois bien faire de vous adresser ces lignes pour vous dire que j'ai appris à l'instant, de bonne source, que les ouvriers filleurs et autres de Rouen ont écrit à leurs camarades du Haut-Rhin qu'ils avaient réussi à faire changer les règlements de fabrique et *qu'il ne tenait qu'à eux d'en faire autant*. Il n'est que trop vrai qu'à Rouen les ouvriers ont plus ou moins fait la loi aux fabricants et je crois qu'il serait utile que vous fassiez insérer au *Journal du Bas-Rhin*, dont le rédacteur est un excellent Français, que les désordres des ouvriers de Rouen ont été causés par les ennemis du nouveau régime et par les Jésuites, qu'ils ont été abaissés (*sic*) de suite, que les ouvriers qui s'étaient mis avec les ennemis de l'industrie ont été expulsés des ateliers et qu'ils ne trouveront de l'ouvrage dans aucune fabrique. Je sais que beaucoup d'ouvriers sont abonnés au *Journal du Bas-Rhin* (dans ma fabrique il y en a 3) et M. Silbermann s'empressera, je n'en doute pas, d'insérer les articles utiles à notre tranquillité, en s'abstenant d'y reproduire ceux qui pourraient la troubler ».

Ainsi averti, le préfet du Haut-Rhin adressa aux fabricants la lettre suivante qui montre bien, à son tour, à quel point les intérêts de l'administration et ceux des fabricants étaient liés :

« Le bruit se répand que les ouvriers fileurs de Rouen ont voulu se coaliser pour faire changer les règlements de fabrique. On ne dit pas s'ils y sont parvenus, mais ce qui paraît certain, c'est que les moteurs de ces coalitions ont été remerciés par les fabricants et qu'ils ne trouvent plus de travail.

Le bon esprit qui règne parmi les ouvriers des manufactures du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ne permet pas de penser qu'ils se laissent aller aux instigations qui pourraient leur venir du dehors pour former des coalitions dans un but quelconque. Cependant nous croyons les servir en les prévenant des suites que des menées pourraient avoir ; tous ceux qui tiennent à être occupés s'abstiendront, bien certainement d'y prendre part ; ils seront même assez éclairés, nous n'en doutons pas, pour contenir ceux de leurs camarades que l'on chercherait à mettre en mouvement. Lorsqu'on a une famille, il vaut mieux être sûr d'avoir de l'ouvrage toute l'année que de recevoir pendant quelques jours une augmentation de salaire et d'être ensuite renvoyé.

Les manufacturiers sont loin de faire des bénéfices actuellement ; les événements ont fait diminuer ou retirer les commandes ; beaucoup d'entre eux font même des efforts au-dessus de leurs moyens pour continuer à occuper tous leurs ouvriers ; ils fabriquent, en un mot, à perte et sans être sûrs de la vente, c'est donc un devoir pour les ouvriers de se montrer reconnaissants des sacrifices que s'imposent en ce moment les manufacturiers pour leur donner de l'occupation. Toute agitation, toute coalition parmi eux ne mènerait qu'à faire fermer un grand nombre d'ateliers, et, se trouvant ainsi sans travail, ils reconnaîtraient, mais trop tard, qu'ils auraient été directement contre leur intérêt en cherchant à faire la loi à ceux qui les emploient ».

Le Préfet ajoute en post-scriptum : « On pourrait faire de cela un article de journal ou un avis que les fabricants feraient circuler. Il serait signé d'eux, de moi, ou de personne » (1).

A leur tour, les fabricants répondent au préfet. Ils le rassurent, et prodiguent en même temps les conseils. Leurs lettres sont intéressantes en ce qu'elles nous permettent d'avoir une idée assez exacte de la psychologie des ouvriers alsaciens et du caractère de leurs employeurs par la même occasion.

« Jusqu'ici, écrit Kœchlin de Vieux-Thann, nous ne nous sommes aperçus d'aucun signe de mécontentement ou d'envie d'émeute de la part de nos ouvriers ; nous avons tout lieu de croire que nous parviendrons à passer la crise dans la même tranquillité, mais nous ne devons pas nous dissimuler que notre commune contient quelques mauvaises têtes capables de pousser les ouvriers à une révolte dans l'espoir du pillage à la faveur du tumulte. Nous avons pris des mesures avec le maire et le commandant de la Garde Nationale pour observer ces différents individus ; néanmoins nous croyons qu'il serait prudent, dans l'intention de contenir un canton aussi peuplé d'ouvriers en majeure partie étrangers que l'est celui de Thann, d'armer, non pas la population de nos communes rurales, mais 15 ou 20 des propriétaires les plus considérés de chaque village. Le canton de Thann fournit deux bataillons de Garde nationale mobile. Le premier comprend Thann la Ville, Willer et Bitschwiller qui sont dans la vallée de Saint-Amarin. Le second comprend Vieux-Thann avec neuf villages en plaine. Le premier bataillon a reçu 500 fusils du gouvernement. Le second en a reçu 60, cette disposition de partage mettant presque à découvert les communes composant le second bataillon nous pensons qu'il serait prudent, pour ne pas dire urgent, de nous faire délivrer 150 à 200 fusils à partager dans nos différentes communes pour donner un coup de main le cas exigeant ». On le voit, les philanthropes alsaciens n'hésiteraient pas à tirer sur les ouvriers pour lesquels ils font de si grands sacrifices au cas où ceux-ci ne se contenteraient pas de salaires qui leur permettent tout juste, en bien des cas,

(1) A. D. Haut-Rhin M. 126.

de ne pas mourir de faim. Cette attitude est très nettement définie par un industriel de Willer (Isaac Kœchlin) lorsqu'il écrit au préfet « Je continuerai à être le protecteur de mes ouvriers, mais le moindre indice de mauvais esprit me fera déployer autant d'énergie que j'ai de sentiments paternels pour tous mes ouvriers » (1).

Les rapports adressés par le procureur général de Colmar au Ministre de la Justice au sujet des coalitions éclairent d'un nouveau jour le caractère des industriels alsaciens.

Une coalition s'est formée à Dornach le 21 décembre 1830. Voici, d'après le procureur général lui-même, comment les événements se sont déroulés : « MM. Dollfus possèdent à Dornach des établissements industriels considérables tels que filature, tissage, impression teintureries, etc. Il existe aussi dans ce village des fabriques appartenant à d'autres personnes. Dans le courant de la semaine dernière MM. Dollfus-Mieg annoncent à leurs ouvriers imprimeurs seulement, que, dans les circonstances difficiles où se trouve le commerce, ils se voient obligés de réduire, *pour l'avenir*, les salaires d'1/10. Des retenues plus fortes avaient faites antérieurement aux ouvriers travaillant à Mulhouse sans qu'aucun mouvement fâcheux s'en soit suivi ; cependant la proposition de MM. Dollfus-Mieg excite des murmures parmi les ouvriers qu'elle concerne.

Le samedi 11 décembre, jour de paie, ils ne viennent pas aux ateliers et ne se présentent pas non plus pour toucher leurs salaires. Le dimanche, après avoir tenu des réunions dans divers cabarets, ils prennent la résolution de se rassembler le lendemain et d'adresser, en corps, des représentations à leurs patrons. En effet, le lundi 13, 130 d'entre eux environ se rendent devant le domicile de MM. Dollfus, renouvellent leurs réclamations en termes peu mesurés, se permettent quelques propos inconvenants et finissent par demander la paie qu'ils n'ont pas touchée l'avant-veille. On leur fait observer que la caisse est fermée ; ils insistent ; on les paie et on maintient la diminution. Ceux des ouvriers qui ne veulent pas subir cette diminution seront congédiés et recevront leur livret. Les manifestants, non armés, se dirigent vers Mulhouse. Le Maire se porte au devant d'eux, les exhorte au calme et à la patience. L'attroupement se disperse. Le reste du jour et la nuit se passent très tranquillement. Aucun changement le mardi. Les ouvriers ne reprennent pas le travail et décident un nouveau rassemblement pour le mercredi. Dans la matinée de ce jour, deux gendarmes à cheval sont placés en observation à Dornach. (Ils devaient réclamer des secours à Mulhouse si les circonstances l'exigeaient). Vers 9 heures du matin les ouvriers se réunissent à quelque distance de la fabrique. Ils marchent à deux ou trois de front et sont conduits par l'un d'entre eux qui semble être leur chef. Arrivés sur l'emplacement qu'ils ont choisi, ils semblent prêter serment en levant la main droite en l'air. Ils

(1) A. D. Haut-Rhin M. 126.

demeurent quelque temps à la même place, regardant avec affectation du côté du village de Luttenbach où il existe une grande filature appartenant à MM. Schlumberger. Après un certain temps et vers 11 heures ou midi, on aperçut un autre rassemblement d'ouvriers arrivant dans la direction de cette commune vers le premier attroupement. A cette vue celui-ci poussa des cris de joie et des exclamations bruyantes. Plusieurs des hommes qui le composent jettent leurs bonnets en l'air en signe d'allégresse. Les deux groupes se réunissent, mais les ouvriers ne sont pas armés. Ces deux cents personnes se dirigent vers les ateliers de tissage, occupés presque en totalité par des ouvriers étrangers. Les salles sont envahies et les assaillants emploient tous leurs efforts à entraîner les tisserands avec eux. Leur propagande ayant échoué ils brisent, en se retirant, les carreaux de quelques croisées. Cependant l'un des deux gendarmes part au galop vers Mulhouse ; l'autre essaie de s'opposer aux voies de fait. Il est immédiatement assailli par une grêle de pierres et reçoit sur la tête des coups de lattes que quelques-uns des perturbateurs ont arrachées à la clôture placée devant les ateliers de tissage. Le gendarme s'en tire avec quelques contusions. L'attroupement s'achemine alors vers la grande filature de MM. Dollfuss-Mieg qui renferme quantité d'ouvriers. Toutes les salles sont occupées et les mutins font cesser le travail. Cependant la Garde Nationale de Mulhouse est annoncée. Les rebelles se dispersent avant l'arrivée de la troupe, et se rassemblent dans un cabaret. Après avoir cerné celui-ci on arrête 9 individus, considérés comme les instigateurs du mouvement. Le village est occupé par les troupes. Le jeudi beaucoup d'ouvriers imprimeurs reprennent leurs travaux. Quelques uns d'entre eux sont arrêtés au milieu de leurs camarades pour avoir pris part au mouvement du mercredi. Cette mesure ne soulève aucune protestation parmi les ouvriers présents.

Certains mutins font partie de la Garde Nationale, mais à aucun moment ils ne se sont servis de leurs armes ».

Le procureur conclut en disant que le mouvement n'a d'autre source « qu'un calcul d'intérêt jusqu'à un certain point excusable », car il ne faut pas oublier que les rigueurs du dernier hiver et la grêle du printemps ont considérablement haussé le prix des denrées de première nécessité. De son côté, le Préfet affirme qu'après avoir fait une enquête impartiale auprès des fonctionnaires administratifs et judiciaires, comme auprès des parties incriminées et plaignantes, il a acquis la conviction que « la politique est tout à fait étrangère au mouvement » et que, d'autre part, « les patrons avaient peut-être mis un peu de raideur dans la manière dont ils avaient annoncé aux ouvriers une prochaine diminution de salaire ». Il ajoute que « les propriétaires de ces belles et riches manufactures sont un peu despotes vis-à-vis de leurs subordonnés et que tous ne sont pas encore pénétrés de cette vérité que la fortune et l'opulence ne sont pas des titres pour avilir le mal-

heureux qui attend d'eux des moyens de subvenir à ses besoins » (1).

Une diminution de salaire provoque également des troubles à Sainte-Marie-aux-Mines en 1833. Le 15 juillet de cette année-là, un rassemblement composé de 400 individus s'est formé. Les portes et les fenêtres de plusieurs fabriques ont été brisées et les autorités locales accueillies par une grêle de pierres. Les ouvriers avaient arboré une cravate ou un morceau de mérinos noir en guise de drapeau. Ils allaient ainsi chantant *La Parisienne* et criant : « Vive la misère, Vive le drapeau noir ». La générale rassemblait un grand nombre de gardes nationaux. Ceux-ci ont été assaillis à coups de pierres et de pavés, mais ils ont croisé la baïonnette et leur bonne contenance a suffi à disperser les rebelles. 16 ouvriers ont été arrêtés, dix d'entre eux furent renvoyés devant la Cour d'Assise, sous les préventions respectivement établies, contre tous, de coalition, contre plusieurs, de dégâts, de rebellion à main armée et de provocations publiques à des crimes ou délits. 5 des accusés ont été condamnés à trois mois de prison par suite de la déclaration du jury qui n'a répondu affirmativement qu'à la question de coalition. Les autres ont été acquittés. « L'opinion publique, cependant, n'est pas tout à fait hostile aux ouvriers et on blâme, à mots couverts, la dureté des patrons. Le Procureur général écrit au Ministre que : « Cette affaire paraît réveiller les passions locales. Elle révèle à nouveau les symptômes déjà connus d'une dissidence entre la propriété et l'industrie. Les fabricants ont vu dans les démonstrations leurs intérêts compromis, leur sûreté menacée ; les propriétaires, voyant les effets ont réfléchi aux causes : la misère des ouvriers, les exigences des maîtres. De là, malgré un juste sentiment de l'ordre, un zèle moins vif de leur part à réprimer les désordres. Les rapports de la gendarmerie m'annoncent qu'une quinzaine de commis-négociants ont donné un charivari au sieur Garny, propriétaire, commandant de la Garde Nationale, coupable à leurs yeux d'être venu à Colmar visiter les prisonniers » (2).

C'est encore pour défendre leurs maigres salaires que les ouvriers de Mulhouse protestent en 1837. La réduction imposée par les fabricants en raison de la crise (3) s'élevait à 5%. Les fileurs ne voulurent pas s'y soumettre et alléguèrent, avec raison, que cette diminution n'avait pas été affichée dans les délais prescrits par le règlement. En conséquence, ils refusèrent de travailler d'après le nouveau tarif et demandèrent leur congé que les industriels refusèrent de leur donner, sous prétexte qu'ils ne pouvaient s'en aller qu'après un avertissement préalable de quatre semaines à partir d'un jour de paie. Après avoir porté plainte devant les autorités, les ouvriers ont fini par citer les chefs de fabrique devant le Conseil des Prudhommes. Le Conseil a reconnu qu'il y avait des torts de part et d'autre. Les chefs d'établissement

(1) A. N. BB¹⁸ 192.

(2) A. N. BB¹⁸ 1217.

V. ci-dessus ch. XI.

ont été condamnés à afficher un nouvel avis concernant la réduction de salaire qui n'eut son effet qu'après quatre semaines expirées. Les ouvriers furent condamnés à 10 francs d'amende pour avoir quitté sans dénonciation préalable leurs ateliers. Le lendemain de ce jugement les ouvriers étaient à leur poste. La police a opéré quelques arrestations parmi les travailleurs. L'ordre n'a pas été troublé. Il y eut aussi mauvaise volonté de la part des patrons, semble-t-il. On lit dans l'*Industriel Alsacien* du 13 mai 1837 : « Une filature de notre ville est encore en ce moment veuve de ses ouvriers ; non que tous aient refusé de travailler au prix qui leur était offert ; une bonne partie déplore même l'entêtement du petit nombre, mais, comme tout se lie dans un établissement de ce genre, les chefs de la filature ne peuvent recevoir les ouvriers de bonne volonté qu'autant qu'ils se présenteront en nombre suffisant pour reprendre les travaux ». N'y eut-il pas là plutôt une manœuvre patronale destinée à scinder les ouvriers en deux camps et à les dresser les uns contre les autres pour mieux les asservir ? C'est plus que probable.

La même année, par suite d'une réduction de salaires effectuée par la maison Linck et Scheurer, à Altkirch, une douzaine d'ouvriers essaya de résister et de refuser le travail, mais ils ne donnèrent aucune suite à leurs réclamations.

A Thann et à Guebwiller il y eut également quelques tentatives de résistance. Les principaux meneurs furent arrêtés promptement et les ouvriers regagnèrent leurs ateliers respectifs. Le 5 mai 1840 l'*Industriel Alsacien* rapporte qu'un léger incident est venu troubler la tranquillité de Guebwiller. Les ouvriers de la filature de Frey, Witz et C^{ie} se sont mutinés. Ils ont voulu, contrairement au règlement établi, cesser de travailler à 7 heures du soir au lieu de 8 et ils ont effectivement quitté les ateliers 1 heure plus tôt que de coutume pendant plusieurs jours « lorsqu'approchait le terme pour la réduction des heures de travail, fixé au 1^{er} mai ». Il en est résulté des débats entre maîtres et ouvriers et, par suite, des rassemblements qui n'avaient toutefois aucun caractère sérieux. Le commandant de la gendarmerie de Colmar s'est transporté sur les lieux avec deux ou trois brigades qui, secondées par la compagnie des sapeurs-pompiers, ont suffi pour rétablir l'ordre. On parle cependant de quelques vitres cassées et de quelques arrestations.

Il est difficile d'affirmer, faute de documents précis, que le mouvement social qui a agité la France aux environs de 1840 a eu des répercussions en Alsace. S'il en était ainsi, ces répercussions auraient été faibles et de courte durée. Pourtant, les troubles assez graves qui ont éclaté à Thann en 1842, les exigences nouvelles d'un prolétariat jusque là pacifique et la victoire remportée sur les patrons par les ouvriers semblent bien prouver que, pour un bref instant au moins, un canton d'Alsace a été effleuré par les grands souffles qui venaient de secouer la France. *La Feuille de Thann* du 20 janvier 1842 note, en effet,

qu'« conflit d'une nature assez grave s'est élevé entre quelques fabricants constructeurs de notre ville et leurs ouvriers... Le dimanche 9 de ce mois, jour de paie, MM. Stamm, Steibel et Loos, constructeurs à Thann et M. André, à Vieux-Thann, déclarèrent que, à dater du lendemain, la rentrée des ouvriers aurait lieu le matin à 6 h. $\frac{1}{2}$ pour travailler sans interruption jusqu'à midi.

Jusqu'ici les ouvriers de ces établissements étaient rentrés une heure plus tôt, mais ils avaient joui d'une demi-heure entre 7 et 8 heures pour faire leur déjeuner. C'est là ce que la nouvelle mesure prétendait leur enlever : chacun devait, à l'avenir, avoir déjeuné avant son entrée dans les ateliers.

Il paraît qu'aucune réclamation n'a été faite à l'annonce de ces changements. Le travail a été repris lundi et mardi dans tous les ateliers mais mercredi on fut étonné d'apprendre que tous les ouvriers serruriers, menuisiers etc., s'étaient réunis et protestaient d'une manière énergique contre ce qu'ils appelaient l'arbitraire du nouveau règlement auquel on prétendait les soumettre. Des rassemblements se formèrent et les ouvriers refusèrent de travailler.

Jeudi, on a appris que M. André de Vieux-Thann était revenu sur ce projet auquel il aurait déclaré avoir adhéré trop précipitamment et que ses ouvriers étaient rentrés dans ses ateliers aux cris de « Vive André ! » Cette circonstance devait nécessairement compliquer la situation entre les ouvriers de Thann et leurs chefs d'établissement. Les rassemblements continuent. Toutefois la tranquillité n'est pas troublée. L'ordre le plus parfait ne cesse de régner... Cependant les ateliers restent fermés. L'administration municipale s'interpose officiellement. Les chefs d'établissement, réunis à la Mairie, offrent de leur plein gré de revenir à l'ancien règlement jusqu'au 1^{er} avril prochain, quitte ensuite à adopter celui qui régit les ateliers de M. Koechlin, de Mulhouse, avec faculté pour chaque ouvrier, ou de continuer à travailler pendant près de 3 mois d'après les anciennes conventions, ou de dénoncer pendant cet intervalle son congé et d'entrer dans un atelier dont le règlement fût mieux à sa convenance.

Cet arrangement n'est pas goûté par les ouvriers. D'autres prétentions se font entendre ; d'autres plaintes s'élèvent. Le grand nombre réclament contre les amendes qu'on leur inflige en cas d'absence ou de retard dans la reprise des travaux. Toujours calmes et tranquilles les ouvriers refusent de regagner leurs ateliers.

Après différents essais de raccommodement vainement tentés par l'administration municipale et par le Président du Conseil des Prud'hommes, on résolut de s'en rapporter à ce que décideraient 4 honorables citoyens choisis par MM. Steibel et Loos, et Stamm et Cie, eux-mêmes, en qualité de conciliateurs amiables.

Vendredi 21, MM. Charles Kestner, fabricant, Gustave Bécourt, docteur en médecine, Edouard Stehelin, maître de forges, et Georges Henchel, brasseur, se réunirent à l'Hôtel de Ville sur la convocation

tout officieuse de l'autorité locale. Les ouvriers en masse applaudirent à ces choix. Dans une réunion particulière, il fut reconnu « que si les constructeurs avaient voulu changer un des points de leur règlement, il eût été à désirer qu'ils en eussent fait part un mois environ avant la mise en vigueur de nouvelles dispositions réglementaires, afin que chaque ouvrier à qui une pareille mesure ne conviendrait pas eût le temps de se pourvoir ailleurs ; qu'il convenait aussi de revenir aux anciennes heures de travail et de repas, que, quant aux absences irrégulières pour retard dans la rentrée des salles, la nécessité ne pouvait malheureusement en être contestée, les chefs d'établissement n'ayant aucun autre moyen pour maintenir l'ordre dans les ateliers et pour tenir dans la subordination des hommes quelquefois de fort mauvaise volonté, mais que les amendes devaient être proportionnées aux absences et surtout aux salaires de ceux qui travaillent, et que, dans aucun cas, le produit ne devait tourner au profit du fabricant qui les prononce, mais qu'il était convenable qu'il fût versé intégralement dans la caisse existant dans chaque établissement au profit des ouvriers malades ». Les constructeurs ont admis ces principes.

Pendant de nouvelles exigences auxquelles on ne s'était pas attendu faillirent mettre obstacle au projet de conciliation : des indemnités réclamées par quelques ouvriers pour les journées passées dans le désœuvrement, la faculté de rester hors des ateliers le lundi après chaque paie sans encourir d'amende, telles furent les dernières conditions que quelques-uns des délégués des travailleurs voulaient imposer. La demande d'indemnité fut reconnue inadmissible ; elle fut donc unanimement écartée, mais il fallut laisser aux ouvriers la faculté de chômer le lundi après la paie.

Tout est rentré dans l'ordre. Un nouveau règlement, conforme à celui depuis quelques années en vigueur dans l'usine de M. Stéhelin et Huber, à Bitschwiller, règlement dont les dispositions sont reconnues justes par les ouvriers eux-mêmes et par les chefs, a été adopté. Désormais des caisses de secours pour les malades seront organisées par chaque établissement ; elles seront réglées par les ouvriers qui connaîtront la destination de leurs amendes. Des conventions réciproques pour l'entrée dans les établissements et la dénonciation des congés ont été établies. Des lettres du Préfet en réponse à une pétition des ouvriers ont produit une salubre impression sur ces hommes amis de l'ordre, mais momentanément égarés ».

Il semble que les années 1843-1844 aient été très calmes, mais la fin de l'année 1845 et le début de 1846, furent marqués par des incidents provoqués par le renchérissement des denrées qui commence à se faire sentir.

A Bitschwiller une coalition d'ouvriers a eu lieu dans l'après-midi du 16 octobre dans les établissements de tissage de Bouché fils, fabricant. 110 à 112 ouvriers ont pris part à cette manifestation qui avait pour but une augmentation de salaire. D'après les travailleurs, la

longueur des pièces fabriquées avait été portée de 75 mètres à 80 et on exigeait une confection supérieure sans que le prix de la façon eût été changé, de sorte que les hommes qui gagnaient précédemment 30 frs. par quinzaine ne pouvaient plus gagner qu'une somme beaucoup moindre et insuffisante à leur entretien. Le même jour, 56 tisseurs quittent l'établissement du sieur Bouché, sans avertissement préalable, mais en conservant une attitude pacifique et en évitant les désordres.

De son côté, Bouché prétend n'avoir apporté aucun changement aux anciens tarifs, pas plus qu'à la longueur et à la confection des pièces. Il n'a mis du reste aucune opposition au départ des plaignants comme il « eût été en droit de le faire d'après les règlements qui régissaient à cette époque les rapports entre ouvriers et patrons. Il est probable, dit le *Journal Hebdomadaire de Belfort*, que l'augmentation du prix des denrées aura fait sentir plus vivement à ces ouvriers la gêne de leur position et les aura portés à cette manifestation » (1).

Le 12 février une coalition d'ouvriers éclate dans la fabrique de Bian, à Senthem. Les travailleurs se sont refusés à rentrer dans leurs ateliers, « à moins qu'on ne diminuât de sévérité à leur égard, qu'on ne les payât tous les 15 jours et non plus tous les mois seulement et enfin qu'on ne supprimât une heure de travail ». Après enquête, le Substitut du Procureur affirme que les réclamations des ouvriers ne sont pas fondées, que ceux-ci sont payés à la pièce et non au mois et que le nombre d'heures de présence est le même dans l'établissement de Bian que dans les établissements similaires. Les ouvriers reprennent leur travail le lendemain de cet incident (2).

Les mouvements sociaux paraissent avoir été plus rares et même inexistants dans le département du Bas-Rhin où la dispersion de l'industrie permet moins l'action concentrée d'un groupe d'individus. Pourtant l'agitation qui eut lieu en 1840 à Paris ne fut pas sans avoir quelques conséquences à Strasbourg. Une lettre du Préfet de cette ville au Procureur du Roi, nous apprend, en effet, qu'un nommé Stiegler, de Mutzig, ordinairement ouvrier tailleur à Paris, a été trouvé porteur d'une lettre en faveur des ouvriers coalisés de la capitale. Cette lettre fut lue dans un atelier de tailleur strasbourgeois, mais la police ayant eu vent de l'affaire, le nommé Stiegler fut arrêté (3).

Outre leur correspondance avec Paris, tailleurs et cordonniers strasbourgeois, semblent bien avoir entretenu des relations avec l'étranger et probablement avec l'Allemagne. On sait, en effet, qu'un arrêté du Préfet du Bas-Rhin, daté du 10 septembre 1840, enjoint à 6 ouvriers « étrangers » de sortir immédiatement du territoire français. Les étrangers en question se seraient livrés « à des manœuvres ayant pour objet de provoquer des réunions dans le but de parvenir par des coalitions à porter atteinte à la liberté de l'industrie à Strasbourg ».

(1) *Industriel Alsacien*, 1^{er} novembre 1845.

(2) A. N. BB¹⁸ 1439.

(3) A. D. Bas-Rhin. Série M. Administration générale. Dossiers historiques.

Ils auraient voulu également réunir « en dehors de la ville, à Schiltigheim, des garçons tailleurs et cordonniers pour se concerter avec eux sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour embaucher ou intimider les ouvriers paisibles et parvenir à porter atteinte à la liberté de l'industrie » (1).

En définitive peu de troubles en Alsace entre 1830 et 1848. L'habileté du patronat a su prévenir ou réprimer par des moyens divers toute tentative de soulèvement. Alors que les industriels du Nord se montrent impitoyables et hostiles à toute réforme (2), les fabricants du Haut-Rhin par une habile philanthropie obtiennent de leurs salariés une soumission dont ils sont les premiers à tirer profit. Nous avons vu, à diverses reprises, que cette attitude paternelle ne les empêchait pas de se montrer arrogants à l'occasion, de violer les règlements d'atelier tout en exigeant de leurs employés un respect absolu de ces mêmes règlements et de faire sentir durement le poids de leur autorité. Certains règlements d'atelier, alors en vigueur, portent que « les contremaîtres sont autorisés à fouiller ceux qui travaillent à l'usine aussi souvent que le chef le demande ». En outre, « les ouvriers ne doivent pas refuser le travail qu'on leur impose, ni protester contre les ordres reçus... Tout ouvrier est responsable des choses qui lui sont confiées. Tout objet qui ne pourra être montré à la première réquisition sera remplacé à ses frais ». Le même règlement porte que la journée de travail est fixée à 12 heures, mais « si l'ouvrier travaille avec une machine, il doit nettoyer celle-ci *après* le son de la cloche ». Tout ceci n'empêche pas le chef d'établissement de réclamer, dans le dernier paragraphe du même règlement, « la soumission et la fidélité de ses ouvriers « en compensation de la protection et des soins auxquels ils doivent s'attendre de la part de leurs chefs ». Bien plus, celui-ci exige que les salariés « s'engagent à lui rapporter tout ce qui se passe contre l'ordre ou contre son intérêt dans son établissement » (3). Ainsi le mouchardage et la délation viendront récompenser le fabricant des efforts qu'il fait pour protéger ses ouvriers contre des dangers dont on ne voit pas bien la nature d'ailleurs.

La composition des Conseils de Prud'hommes laisse aussi peu d'espoir à l'ouvrier lorsqu'il entre en conflit avec son patron. A Thann, par exemple, le Conseil des Prud'hommes est composé de 5 membres dont 3 fabricants. Ceux-ci sont donc assurés d'avoir la majorité en cas de contestation (4). En outre, le Conseil des Prud'hommes ne peut régler tous les différends susceptibles de naître entre maîtres et employés. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur, précise le 25 juin 1830

(1) A. D. Bas-Rhin, Série M.

(2) V. par exemple: A. ZÉVAËS : *L'émeute des quatre sous à Anzin en 1833.*

A. M. GOSSEZ : *La situation sociale de l'ouvrier lillois du textile autour de 1848.*

A. BIANCHI : *L'ouvrier manufacturier dans la société. La Révolution de 1848*, décembre 1937, janvier, février 1938.

(3) Règlement de police de la fabrique Bench, à Bühl. A. D. Haut-Rhin M. 123 c.

(4) A. D. Haut-Rhin M. 123 a.

que les conseils « ne sont pas établis pour connaître, dans les lieux où ils existent, des contestations élevées entre tous ceux qui y exercent des professions industrielles ; ils ne constituent, au contraire, des tribunaux d'exception qu'en faveur de certaines fabriques plus ou moins importantes et dont les divergences d'opérations sont susceptibles de donner lieu à des difficultés que la justice ordinaire réglerait avec peine ou avec trop de lenteur à défaut de connaissances spéciales et techniques en quelque sorte : telles sont les contestations que peuvent produire les malfaçons, la qualité des objets fabriqués, les déchets ou les augmentations de poids sur les matières employées, la fixation des prix de main-d'œuvre qui n'auraient pas été convenus d'avance ... Les industriels qui sont étrangers à ces fabriques restent aussi étrangers aux Conseils des Prudhommes institués uniquement pour elles. Si l'exercice de leurs professions respectives fait naître entre eux des différents, ils doivent les soumettre à la décision des tribunaux ordinaires suivant leur compétence ».

Les étrangers non naturalisés, fort nombreux surtout dans le Haut-Rhin, ne pouvaient concourir à l'organisation des Conseils des Prud'hommes de sorte que leurs réclamations avaient peu de chances d'être entendues. Rien d'étonnant après cela à ce que « l'opinion publique se prononcât assez généralement contre ces sortes de tribunaux d'exception où les intérêts des ouvriers couraient trop souvent le risque d'être sacrifiés à la cupidité des maîtres » (1).

Il faut noter, avant de terminer ce chapitre, que nous n'avons eu entre les mains pour dresser le bilan des rapports entre ouvriers et fabricants que des sources officielles ou patronales. Nous avons montré, ailleurs que l'Enquête de 1848, elle-même, — pour précieuse qu'elle soit — ne présentait pas des garanties d'impartialité suffisantes (2). Si nous avions pu consulter des documents émanant des ouvriers eux-mêmes, la physionomie des industriels alsaciens nous apparaîtrait peut-être sous un jour moins favorable encore. S'il arrive que le Préfet s'indigne des façons brutales des fabricants vis-à-vis de leurs ouvriers on peut concevoir quelles plaintes pouvait laisser échapper un prolétariat durement exploité. Nous pouvons seulement imaginer la condition lamentable et la tristesse des ouvriers de ce temps-là. En dépit des progrès de l'instruction ils n'étaient ni suffisamment lettrés, ni suffisamment conscients de leur misère pour formuler des revendications précises. En eussent-ils été capables que le gouvernement ne leur aurait pas laissé la possibilité de se faire entendre.

Nous ne croyons pas, d'ailleurs, que la population alsacienne ait très vivement ressenti la nécessité de réformes sociales profondes. D'abord parce que les chefs d'industrie ont opéré d'eux-mêmes un

(1) A. N. I¹ II 7 Haut-Rhin. Rapport du préfet du Haut-Rhin sur la situation du département (1821).

(2) V. M^{me} KAHAN-RABECQ : *L'Enquête sur les conditions du travail industriel et agricole dans le Haut-Rhin en 1848*, loc. cit.,

minimum de réformes, ensuite parce que l'Alsacien est très respectueux de l'ordre établi. Par conviction religieuse il s'en remet à Dieu du soin de sa destinée ; par amour de la tranquillité, il hésite à commettre des désordres. En outre, en 1848, l'ouvrier des fabriques est bien souvent un ancien rural. Il a possédé, ou possède encore, un bout de champ, une maison. Ses souvenirs de propriétaire sont encore trop récents pour qu'il n'hésite pas à porter atteinte à la propriété d'autrui. Ce prolétariat neuf n'a pas pris conscience de son importance, de sa force. L'ex-tisserand à domicile a conservé la mentalité du travailleur isolé, victime impuissante et résignée d'une grêle qui ravage sa récolte ou d'une crise industrielle qui supprime son gagne-pain hivernal. Il faudra la terrible disette des années 1846-1847 pour qu'il sorte de sa torpeur et de son apathie, pour qu'il cesse de considérer avec fatalisme la suite de catastrophes dont il est toujours le seul à pâtir. Alors les souffrances longtemps accumulées lui feront oublier et la bienfaisance tapageuse et intéressée du patronat à son égard, et ses origines, et sa faiblesse. Tirailé par la faim, exaspéré par l'inertie des pouvoirs, l'ouvrier alsacien montrera qu'il est, lui aussi, capable de dresser des barricades et de faire valoir ses droits.

CHAPITRE XIV

La classe ouvrière alsacienne à la veille de la Révolution.

La crise alimentaire de 1847.

La « Fête des Boulangers » à Mulhouse.

On considère, à l'heure actuelle, la crise alimentaire qui sévit dans toute la France pendant les années 1846 et 1847, comme l'un des facteurs déterminants de la Révolution de Février. Il est certain que le malaise physique et moral engendré par le manque de subsistances a contribué, dans une large mesure, au bouleversement qui devait amener la chute de Louis-Phillipe. En Alsace, en particulier, l'insuffisance des récoltes en blé, la maladie de la pomme de terre, comme aussi le marasme où fut plongée l'industrie, ont provoqué, parmi les populations des campagnes et des villes un violent mécontentement, cependant que l'incurie des pouvoirs centraux exaspérait les habitants et les amenait à se détacher d'un gouvernement incapable.

L'acuité de la crise agricole dans le Bas-Rhin remontait à l'année 1844. Délibérations des Conseils Municipaux et Rapports des sociétés d'agriculture sont remplis de doléances à ce propos : la température est mauvaise, la pluie excessive, à moins que la sécheresse ne vienne empêcher la germination ou la floraison. Mais le résultat est toujours le même : une mauvaise récolte qui rend la vie difficile aux pauvres gens. De leur côté, les états trimestriels ou annuels fournis par les communes ou le préfet, de 1844 à 1847, marquent une progression du mal qui rend la crise aiguë.

L'année 1844 ne fut pas mauvaise, dans son ensemble. La production totale du froment était de 1.155. 909 hectolitres, soit, sur une superficieensemencée de 52.588 hectares, un produit par hectare de 21 hl, 41, chiffre qui ne sera jamais plus atteint pendant la période 1844-49. Le poids moyen de l'hectolitre de grains était 76 kilos, ce qui constituait un bon rendement. Du reste la production devait suffire largement à la consommation. L'on prévoyait, en effet, pour les besoins de cette année : 900.791 hectolitres, y compris la nourriture des animaux (420 hl.) et les semences (129.471 hl.). La quantité de vieux grains restant à la date du 1^{er} septembre 1844 atteignait approximativement 22.880 hectolitres. De ce côté-là, rien n'était à craindre, dans le Bas-Rhin, pour l'année 1845.

Les 4.857 hectaresensemencés en méteil produisaient à peu près 106.854 hectolitres. La quantité exigée pour la consommation s'élevait

à 106.680 hectolitres. Mais le seigle accusait un léger déficit : le produit total s'élevait à 196.316 hectolitres, tandis que les besoins demandaient 203.666 hectolitres. Le déficit (6.350 hl.) n'était pas compensé par les disponibilités en vieux grains (3.400 hl.).

L'orge, de son côté, fournissait une belle récolte : 644.505 hectolitres pour 25.863 hectares ensemencés. La consommation prévue (531.400hl) permettait de compter sur un excédent de 113.105 hectolitres. Constatons, dès à présent, que l'orge a toujours été favorisée dans le Bas-Rhin. Nous verrons plus loin que les paysans alsaciens en ont tiré le plus grand profit.

Le maïs et le millet accusaient une récolte de 38.534 hectolitres, contre 34.101 hectolitres à la consommation, soit un excédent de 4.433 hectolitres. La consommation prévue pour les menus grains (99.840 hectolitres) était largement compensée par la production (116.275 hl.).

Au contraire, l'avoine et les légumes secs étaient nettement déficitaires.

	<i>Production</i>	<i>Consommation</i>
Avoine.	267.146 hl.	310.626 hl.
Légumes secs.	38.361 hl.	51.010 hl.

Ainsi les chiffres généraux étaient assez éloquents. La production de 1844 donnait un total de 2.534.025 hectolitres, alors que la consommation n'exigeait que 2.237.259 hectolitres. Le prix moyen de l'hectolitre de froment était de 16 fr. 30. L'avenir paraissait facile. Aussi le préfet, dans les « Observations » (1) qui accompagnaient l'État annuelles les récoltes du département du Bas-Rhin, pouvait-il écrire avec satisfaction que la qualité et la quantité des grains de froment étaient supérieures à celles d'une année commune. Ce devait être pour quelques années la dernière récolte abondante.

L'année 1845 allait compter dans les fastes de l'agriculture alsacienne. Tous les rapports des sous-préfets et des maires, adressés au Préfet, au cours de l'année, sont assez évasifs sur les résultats probables de la récolte. Il semble qu'aucun grand espoir ne soit permis. Les désillusions s'accusent vers la fin de l'année, au fur et à mesure des récoltes. Le bilan final est désastreux et le mot « déficit » revient sans cesse.

A Wasselonne, le déficit total s'élève à 31.791 hectolitres. A Strasbourg, les grains sont en déficit de 215.880 hl. 50. Le canton de Schiltigheim est moins déshérité. Sans doute, comme partout ailleurs, le déficit frappe froment, méteil, seigle et menus grains, mais il y a excédent pour la production de l'orge, de l'avoine et de la pomme de terre. A Molsheim, le déficit s'élève à 27.894 hectolitres. A Haguenau,

(1) 21 décembre 1844. Archives du Bas-Rhin, M. Agriculture. Rapports trimestriels du préfet 1841-1850.

déficit (33.694 hl.) à Bischwiller, déficit (35.447 hl, 70) ; à Geispolsheim, déficit (26.703 hl, 20). Sélestat a une production déficitaire en blé, méteil, seigle, avoine, légumes secs et menus grains, tandis que l'orge et le maïs dépassent la consommation courante. Saverne est également partagé : déficit pour le blé, le méteil, le seigle (22.950 hl), au total ; excédent en avoine, orge, légumes secs et menus grains (53.785 hl.) .Un seul canton, plus favorisé, assure un excédent (42.796 hl,) sur l'ensemble de la récolte : Truchtersheim.

La même plainte se retrouve dans tous les rapports : les pluies trop abondantes de l'année ont arrêté la germination et retardé la moisson. Les observations du Préfet, dans son 4^e rapport sur la situation des récoltes de 1845, soulignent les doléances locales : moisson retardée de 15 jours, moindre rendement du froment ; poids moyen du grain (72 kgr à l'hectolitre) inférieur à celui d'une bonne année, paille peu abondante et de mauvaise qualité, vendange médiocre, vin inférieur.

L'état général des récoltes montre bien le déficit de l'année 1845 :

	<i>Nombre</i> <i>d'hectares</i>	<i>Produit</i> <i>total</i>	<i>Consomma-</i> <i>tion</i>	<i>Poids</i> <i>moyen</i> <i>d'un hectolitre</i>
Froment . . .	53.593	679.559 hl.	875.599 hl.	72 kg.
Méteil	4.794	67.211 hl.	99.264 hl.	67 —
Seigle.	9.686	150.327 hl.	197.621 hl.	66 —
Avoine	10.599	251.408 hl.	298.758 hl.	44 —
Légumes secs .	29.197	45.752 hl.	72.728 hl.	74 —

La maladie de la pomme de terre, aliment essentiel de la population ouvrière alsacienne, allait encore aggraver une situation déjà inquiétante. Pourtant, à la fin de l'année 1845 rien ne permet de prévoir le fléau qui allait s'abattre sur la région, au moins dans le département du Haut-Rhin. Tout au contraire, le 21 septembre le maire de Guemar signale que, « loin d'être malades, les pommes de terre, généralement d'une venue vigoureuse, sont parfaitement saines et promettent une récolte aussi abondante qu'excellente ». Or, la saison est déjà avancée puisqu'on doit commencer la récolte huit jours plus tard. A cette date, cependant, la maladie a commencé en Belgique, dans le Nord de la France et dans le département du Bas-Rhin. A Strasbourg, le 1/10^e de la récolte en tubercules est atteint par la maladie. On évalue le déficit, pour ce canton seulement, à 191.910 hectolitres. Dans certaines régions la portion malade est plus considérable. A Schiltigheim, la situation est un peu meilleure. Si la pomme de terre a beaucoup souffert dans les terres grasses, les semis venus dans les terrains sablonneux ont donné une abondante récolte. Léger excédent aussi à Geispolsheim (1.108 hl.), mais Saverne accuse un déficit de 1.080.600 hectl.

Bientôt l'alarme est donnée dans le département du Haut-Rhin. Le 11 septembre, on signale quelques cas de maladies à Sainte-Marie-

aux-Mines et des échantillons de pommes de terre gâtées sont envoyées à la Société d'agriculture départementale, afin qu'elle examine s'il n'y aurait pas quelques mesures à prendre. On reste encore optimiste, malgré tout, et, le 15 septembre, le maire de Sainte-Marie-aux-Mines écrit au préfet : « que le cas de maladie peut se rencontrer dans les régions marécageuses, mais que, dans la contrée, les tubercules sont plantés, en majeure partie, dans les terrains élevés et en pente, de sorte que, cette position leur étant plus favorable, il n'existe, d'après les renseignements recueillis jusqu'à ce jour, aucun cas de maladie sur le territoire de la commune. Toutefois le maire se résout à appeler l'attention de la police sur cet objet, afin que « le marché soit étroitement surveillé et qu'en n'y laisse pas débiter, par des gens étrangers à la commune, des pommes de terre dont l'état pourrait être nuisible ou dangereux ». C'étaient là de judicieuses précautions, puisque, le 4 octobre, le sous-préfet de Belfort signale l'apparition de la maladie, caractérisée par une tendance très nette à la pourriture. A la même époque le fléau fait son apparition, à Dornach et à Lutterbach. Désormais il va se répandre avec une rapidité effrayante. A son tour le président du Comice agricole écrit au Préfet pour le mettre au courant de la situation et lui dit : « Des particuliers de Dornach qui avaient rentré depuis quelque temps leurs pommes de terre bleues précoces sont dans le cas d'en jeter la moitié sur le fumier, par suite des progrès de la maladie ».

Le même cas s'est présenté à Hornbourg, dans la ferme de Nicolas Koechlin et dans la commune de Didenheim. Le comice agricole du canton de Habsheim, Huningue et Mulhouse, dans sa séance du 26 septembre 1845, reconnaît, d'après une statistique approximative, « que la récolte de l'année sera inférieure d'un quart, au moins, à une récolte ordinaire dans la circonscription du comice et que, suivant les localités, cette récolte ainsi réduite est déjà actuellement atteinte par la maladie, dans une proportion qui varie du 1/10 aux 2/3 ».

A son tour, le maire de Cernay signale « que la récolte du canton doit être estimée à la moitié d'une récolte ordinaire. Encore la moitié de cette récolte est-elle atteinte par la maladie et semble-t-elle tout juste bonne à être immédiatement convertie en fécule, car elle ne peut se conserver ».

A Guebwiller, les ressources en pommes de terre peuvent être regardées comme nulles. Sur le territoire de Belfort, les pommes de terre occupent ordinairement le 1/3 de la zone des jachères, c'est-à-dire le 1/3 de la contenance des terres non ensemencées en céréales, soit 4.000 hectares. Dans les cantons montagneux cette proportion est dépassée parce qu'on emploie à la culture des tubercules des terrains qui ne sont pas susceptibles de produire des graines. On peut donc porter à 5.000 hectares l'étendue cultivée annuellement en pommes de terre. Pour une année ordinaire le rendement est de 170 hectolitres. à l'hectare, soit 850.000 hectolitres pour 5.000 hectares. Si l'on réduit

l'ensemencement (25 hl, par ha), soit 125.000 hectolitres, il reste pour la consommation 125.000 hectolitres. Or, on a recueilli 425.000 hectolitres, soit la moitié de la récolte habituelle, dont il faut déduire les 125.000 hectolitres nécessaires à l'ensemencement. Il reste donc pour la consommation 300.000 hectolitres, soit un déficit de 425.000 hl.

Il semble, que la maladie de la pomme de terre n'ait pas sévi, au début, sur tous les points du territoire avec la même intensité. Le sous-préfet d'Altkirch écrit en novembre 1845 que « les craintes que l'on avait conçues pendant quelque temps sur le développement de la maladie sont entièrement dissipées. Le fléau n'a atteint que les pommes de terre jaunes et bleues qui entrent pour une faible quantité dans la consommation générale. On a récolté une quantité suffisante pour la consommation de l'arrondissement et les achats se font aujourd'hui à un prix voisin de ceux des années antérieures. « A la même date le maire de Rouffach constate que les pommes de terre se conservent mal, mais qu'on s'attendait à une pourriture plus grande encore ».

Dans le département du Bas-Rhin la situation était plus alarmante. La maladie avait surtout exercé ses ravages dans les terres situées en bordure du Rhin qui avaient été submergées pendant l'année 1845. Elle avait épargné les cultures faites sur les hauteurs. Elle semblait avoir beaucoup de rapport avec l'ergot qui attaquait le seigle dans les années humides et froides. Du reste, les rapports des maires et des comices agricoles qui avaient été consultés faisaient remonter la cause du désastre aux pluies incessantes, suivies de « chaleurs courtes, mais tropicales ».

Le déficit était sérieux : dans l'arrondissement de Strasbourg sur 143 communes, 70 étaient atteintes. La récolte qui avait été de 1.529.857 hectolitres en 1844, était à peine de 1.181.505 hectolitres, alors que les besoins de l'année s'élevaient à 1.235.777 hectolitres, marquant un déficit d'environ 54.272 hectolitres.

Sur les 103 communes de l'arrondissement de Wissembourg, 86 souffraient de la maladie. Les chiffres sont significatifs :

Récolte de 1844	1.153.690	hectolitres
Récolte de 1845	671.856	—
Besoins.	960.329	—
Déficit	288.473	—

De même, pour Saverne :

Récolte de 1844	1.291.358	hectolitres
Récolte de 1845	653.294	—
Besoins.	1.079.437	—
Déficit	426.143	—

En présence d'un tel fléau il devenait urgent de prendre des mesures. On pouvait, tout d'abord, essayer d'enrayer les progrès de la maladie pour éviter une contagion totale. Dès le 21 septembre, le comice agricole de Habsheim décide qu'une publication sera faite en son nom pour indiquer aux cultivateurs les précautions à prendre afin d'atténuer le mal dans la récolte actuelle et d'en éviter les progrès dans la récolte future. Le même comice conseille aux agriculteurs de substituer à celle de la pomme de terre la culture du maïs, des haricots blancs, des pois et lentilles, de la carrote à collet vert pour la nourriture des hommes; des fèves, betteraves et navets pour la subsistance des bestiaux.

Pour remédier au mal un israélite de Niederbronn imagina de piler les pommes de terre, de les broyer, puis de les mettre dans un tonneau avec de l'eau. Au bout de 24 à 48 heures, l'eau devenait noire; mais la pomme de terre avait recouvré sa blancheur. Elle pouvait alors se conserver comme de la choucroute, à moins qu'on ne fit sécher le résidu.

De telles mesures ne pouvaient être considérées que comme de faibles palliatifs. C'est pourquoi le comice agricole entreprit des démarches auprès du Préfet pour obtenir la prohibition à la sortie des pommes de terre. La même mesure avait été adoptée par le Grand Duché de Bade et semblait d'extrême urgence. On constate, en effet, que, dans le Bas-Rhin, des quantités de tubercules sortent d'Alsace. Un batelier de Mannheim a acheté des milliers de sacs qui sortent par Hoerdt, Sundhausen, ou par Strasbourg même. Inspecteurs des pauvres et bateliers de Strasbourg sont d'accord pour demander, eux aussi, la prohibition de l'exportation de la pomme de terre. La Chambre de commerce de Strasbourg en fait autant, car les pays riverains du fleuve, en aval de Strasbourg, ont déjà pris des mesures pour empêcher la sortie des tubercules; la Belgique a suivi le même exemple et, tandis que ces contrées sont fermées à l'Alsace, la position de cette province s'aggrave par la facilité avec laquelle l'étranger peut s'y approvisionner et opérer de nombreux chargements tout le long du fleuve et notamment à Marckolsheim, Offendorff et Lauterbourg.

Les résultats de cet état de choses ne se font pas attendre. Pendant les années normales, l'hectolitre de pommes de terre, se vendait 2 francs et 2 fr. 50. Jusqu'à la fin de 1846, les pommes de terre valaient encore 3 francs l'hectolitre. Or, le 3 février, le préfet du Haut-Rhin signale au Ministre de l'Intérieur que, en l'espace de huit jours, le prix des pommes de terre a subi une hausse de 2 à 3 francs par hectolitre et menace de s'élever encore. Dans le Bas-Rhin, le prix de l'hectolitre a atteint 4 fr. 75 et même 7 fr. 50 « prix inabordable pour les classes pauvres ». Cette hausse n'est due qu'aux achats considérables qui se font pour le compte de la Belgique et de la Hollande. Le 17 octobre 1845, le receveur municipal des douanes avertissait le Préfet que les exportations de pommes de terre avaient atteint 4.370 kilos pendant le

mois de septembre et 1.250 kilos du 1^{er} au 16 octobre. A Mulhouse, le maire, Emile Dollfus, attirait l'attention du préfet sur les agissements louches de certains spéculateurs : « j'ai été averti par un habitant recommandable de cette ville des offres faites à son gendre pour toute sa récolte de pommes de terre à raison de 5 francs l'hectolitre alors que le prix du marché n'était que 3 francs. On m'annonce que des accaparements auraient lieu dans les villes qui longent le Rhin ». Bret (c'est le Préfet du Haut-Rhin) se décide alors à joindre ses instances à celles de son collègue du Bas-Rhin pour réclamer du ministre la prohibition à la sortie des pommes de terre. « Si le mouvement d'exportation n'est pas arrêté à temps, les pommes de terre qui sont déjà fort rares par suite des pertes occasionnées par la maladie qui a détruit la moitié de la récolte atteindront un prix tellement excessif que cette denrée, de première nécessité pour les pauvres, sera bientôt hors de la portée de la classe ouvrière. Je n'ai pas besoin d'insister sur les conséquences graves qu'entraînerait une pareille situation pour un département qui compte 80.000 ouvriers de fabrique dont le salaire suffit à peine actuellement à leur procurer des moyens d'existence ».

Le ministre cependant ne fut pas alarmé pour si peu (1) et recommanda au préfet « d'éclairer les populations sur l'insignifiance des exportations ». Il mit son subordonné en garde contre « des craintes exagérées ou contre toute demande de mesures exceptionnelles qui

(1) Il répondit en effet : « il est à regretter, sans doute, que le prix d'une denrée aussi importante pour l'alimentation humaine dans votre département se soit élevé cette année au-delà du taux ordinaire ; mais avec le bon esprit des populations, les lumières et la fermeté des magistrats, il ne saurait résulter de conséquences sérieuses d'un état de choses que les documents recueillis par mon ministère ne me permettent pas de considérer comme aussi grave qu'il vous a paru l'être.

D'après les états de la récolte de 1845 fournis par votre préfecture et votre collègue du Bas-Rhin le produit en pommes de terre a été pour les deux départements de 7.445.661 Hl., et la quantité nécessaire pour la consommation des hommes, et pour la semence étant de 3.890.320 Hl., il reste disponible pour les animaux et pour les distilleries 3.555.320 Hl., si l'on ajoute à ces chiffres ceux qui ont été fournis par les départements voisins : Vosges, Meurthe et Moselle on trouve un produit total pour les cinq départements de 15.924.817 Hl. La consommation prévue pour les hommes et les semences doit s'élever à 8.841.363 Hl. Restent donc disponibles, dans les cinq départements, pour les animaux et les distilleries : 7.483.496 Hl. Comme les pommes de terre employées dans les distilleries sont évaluées à 1.888.189 Hl. on doit penser qu'une notable quantité de ce produit sera reportée au besoin sur la consommation alimentaire s'il se tient à un prix élevé qui n'en permettrait pas l'emploi industriel.

La même élévation du prix est un obstacle à ce que l'exportation prenne quelque importance et elle porte sur des quantités insignifiantes qui vont d'ailleurs en décroissant, puisque, d'après les états fournis, elle a été, pour les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin :

Dans la 1 ^{re}	quinzaine de novembre de	396	quintaux
— 2 ^e	— décembre de	264	—
— 2 ^e	— —	272	—
— 1 ^{re}	— janvier de	149	—
Total		1.081	—

représentant 1.544 Hl. environ, sur un produit évalué à plus de 15 millions d'hectolitres. Il est facile de comprendre que la hausse qui s'est manifestée depuis lors ne peut qu'augmenter l'obstacle que la nature même des choses offre à l'exportation ».

pourraient avoir pour but la satisfaction d'intérêts privés ». Aucune mesure ne fut donc prise pour arrêter les exportations et le Préfet, mécontent de voir que les autorités supérieures le considéraient comme un alarmiste dénué de sang-froid, répondit sèchement au comice agricole qu'il faudrait une loi pour obtenir la restriction des exportations et qu'il n'était pas compétent.

Or, les calculs du Ministre se trouvaient entièrement faussés pour deux raisons. Notons tout d'abord que son optimisme est basé sur une appréciation erronée des récoltes. Il tient compte, en effet, de la totalité, des tubercules récoltés et conclut à un excédent de la production sur la consommation, mais il oublie complètement que sur les 7.445.661 hectolitre recueillis dans les deux départements, la moitié est inutilisable par suite de la maladie qui sévit après la récolte et une fois les pommes de terre entassées. Il semble bien aussi que le ministre ait accordé trop de crédit aux renseignements fournis sur le peu d'importance des exportations. Il y eut, très probablement, des exportations clandestines, non enregistrées par les bureaux. Le 19 janvier 1846, le receveur des douanes de l'île de Paille, signale qu'une somme de 25.000 francs. a été déposée chez un particulier de Neuf-Brisach pour acheter des pommes de terre. On avait ordre de payer jusqu'à 4 francs l'hectolitre. Si l'opération eut lieu — et rien ne nous permet de penser le contraire — 6.000 hectolitres de pommes de terre, prirent le chemin de la frontière. Il y eut probablement d'autres fraudes analogues, de sorte que les calculs et estimations du Ministre, nous paraissent singulièrement erronés. Les Préfets, de par leur situation même, pouvaient beaucoup mieux se rendre compte de la situation réelle. Avertis par la rumeur publique, ils avaient en mains des renseignements qui, pour n'avoir pas laissé de trace officielle, n'en n'étaient pas moins précieux. Enfin ils étaient beaucoup mieux placés que le lointain Ministre pour se rendre compte de l'état des esprits et voir que l'aveuglement de l'administration supérieure pouvait aboutir à de graves désordres.

Quoi qu'il en soit, on ne fit rien pour arrêter la hausse, de sorte que le prix des pommes de terre augmenta très rapidement et atteignit, aux mois d'avril et de mai, 10 fr. 75 dans l'arrondissement de Thann, 10 fr. 87 à Colmar, 10 fr. 30 à Soultz, 11 francs à Rouffach, et à Danne-marie, 10 fr. 50 à Ribeauvillé, 12 francs à Altkirch, et 13 francs à Mulhouse (1).

Dans le Bas-Rhin, les états dressés en 1845 sont plus favorables que les produits réels de la récolte. Le déficit est énorme. Les départements voisins très indigents sont venus en Alsace payer très cher la pomme de terre. Le Ban de la Roche qui était le pourvoyeur ordinaire est lui-même en proie à la disette. Les quantités qui servaient habituellement aux animaux ont été destinées aux hommes ou aux manipulations industrielles. Chaque ménage a peu de provisions.

(1) V. les tableaux ci-après p. 351 et suivantes.

PRIX DES DENRÉES. — *ALTKIRCH* (1847)

DATE	<i>Froment</i> <i>l'hectolitre</i>	<i>Pain</i> <i>blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>mi-blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>bis</i> <i>le kilo</i>	<i>Pommes</i> <i>de terre</i> <i>l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	36,36	0,60	0,50	0,45	9 »
2 ^e — — — — —	39 »	0,65	0,55	0,50	10,35
1 ^{re} — février	44,39	0,75	0,65	0,55	10,50
2 ^e — — — — —	45,61	0,70	0,60	0,50	10 »
1 ^{re} — mars	46,67	0,75	0,65	0,55	—
2 ^e — — — — —	47,56	—	—	—	11 »
1 ^{re} — d'avril	49,56	—	—	—	12 »
2 ^e — — — — —	48,43	—	—	—	—
1 ^{re} — mai	47,06	—	—	—	—
2 ^e — — — — —	37,80	0,55	0,45	0,40	—
1 ^{re} — juin	38,11	0,65	0,55	0,45	10 »
2 ^e — — — — —	34,25	0,55	0,45	0,40	9,50
1 ^{re} — juillet	33,17	0,60	0,50	0,45	11 »
2 ^e — — — — —	29,62	0,50	0,40	0,35	11 »
1 ^{re} — d'août.....	18,74	0,35	0,30	—	8 »
2 ^e — — — — —	20,57	0,35	0,30	0,20	5 »
1 ^{er} — septembre.	20,79	0,35	—	—	4 »
2 ^e — — — — —	21,16	0,40	0,35	—	—
1 ^{er} — d'octobre ...	21,92	—	0,30	0,25	4,40
2 ^e — — — — —	21,11	—	—	—	5 »
1 ^{er} — novembre.	—	—	—	—	—
2 ^e — — — — —	—	—	—	—	—
1 ^{er} — décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — — — — —	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — *BELFORT* (1847)

DATE	<i>Froment</i> <i>l'hectolitre</i>	<i>Pain</i> <i>blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>mi-blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>bis</i> <i>le kilo</i>	<i>Pommes</i> <i>de terre</i> <i>l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	—	0,50	0,48	0,40	7,50
2 ^e — — de janvier ...	—	0,60	0,55	0,43	—
1 ^{re} — — de février	—	0,60	—	—	8 »
2 ^e — — de février	—	—	—	—	—
1 ^{re} — — de mars	—	0,65	0,60	0,48	—
2 ^e — — de mars	—	—	—	—	—
1 ^{re} — — d'avril	—	—	—	—	10 »
2 ^e — — d'avril	—	0,62	0,58	0,46	—
1 ^{re} — — de mai	—	—	—	—	—
2 ^e — — de mai	—	0,52	0,50	0,42	9 »
1 ^{re} — — de juin	—	—	—	—	—
2 ^e — — de juin	—	0,48	0,46	0,40	—
1 ^{re} — — de juillet	—	0,46	0,44	0,38	—
2 ^e — — de juillet	—	0,44	0,42	0,34	5,50
1 ^{re} — — d'août.....	—	0,34	0,32	0,26	4 »
2 ^e — — d'août.....	—	0,33	0,31	0,25	3,75
1 ^{re} — — de septembre.	—	—	—	—	—
2 ^e — — de septembre.	—	—	—	—	—
1 ^{re} — — d'octobre	—	—	—	—	5 »
2 ^e — — d'octobre	—	—	—	—	—
1 ^{re} — — de novembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re} — — de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — — de décembre .	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — COLMAR (1847)

	<i>Froment l'hectolitre</i>	<i>Pain blanc le kilo</i>	<i>Pain mi-blanc le kilo</i>	<i>Pain bis le kilo</i>	<i>Pommes de terre l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	36,20	0,67	0,52	0,40	7,37
2 ^e — de janvier ...	38,21	0,70	0,54	0,40	8 »
1 ^{re} — de février	44,45	0,75	0,60	0,46	8,75
2 ^e — de février	42,96	0,80	—	0,48	9,65
1 ^{re} — de mars	44,08	—	—	—	10,35
2 ^e — de mars	46,61	—	—	—	9,70
1 ^{re} — d'avril	46,22	—	—	—	9,50
2 ^e — d'avril	46,07	—	—	—	10,35
1 ^{re} — de mai	45,93	—	—	—	10,87
2 ^e — de mai	42,91	0,70	0,56	0,44	11,25
1 ^{re} — de juin	34,71	0,65	0,52	0,40	10,75
2 ^e — de juin	33,50	0,60	0,48	0,38	10,50
1 ^{re} — de juillet	30,72	—	0,44	0,32	9,90
2 ^e — de juillet	21,93	—	0,40	0,28	5,50
1 ^{re} — d'août	19,97	—	0,34	0,24	4,10
2 ^e — d'août	21,01	—	—	—	3,80
1 ^{re} — de septembre.	21,74	—	—	—	2,95
2 ^e — de septembre.	21,41	—	—	—	3 »
1 ^{re} — d'octobre	21,68	—	—	—	—
2 ^e — d'octobre	21,64	—	—	—	3,25
1 ^{re} — de novembre .	—	—	—	—	—
2 ^{ee} — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re} — de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre .	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — DANNEMARIE (1847)

DATE	<i>Froment l'hectolitre</i>	<i>Pain blanc le kilo</i>	<i>Pain mi-blanc le kilo</i>	<i>Pain bis le kilo</i>	<i>Pommes de terre l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	34,93	0,65	0,55	0,45	7,50
2 ^e — de janvier ...	38,40	0,70	0,60	0,50	—
1 ^{re} — février	46,54	0,80	0,70	0,60	8,75
2 ^e — de février	45,10	0,75	0,65	0,55	9,50
1 ^{re} — de mars	47,19	—	—	—	10 »
2 ^e — de mars	47,52	—	—	—	—
1 ^{re} — d'avril	50,19	—	—	—	11 »
2 ^e — d'avril	46,86	—	—	—	—
1 ^{re} — de mai	45,83	—	—	—	10,75
2 ^e — de mai	36,03	—	—	—	10,25
1 ^{re} — de juin	38,21	—	—	—	9 »
2 ^e — de juin	35,37	0,70	0,60	0,50	—
1 ^{re} — de juillet	35,16	—	—	—	—
2 ^e — de juillet	30,97	0,60	0,50	0,40	—
1 ^{re} — d'août	19,42	0,45	0,40	0,30	8 »
2 ^e — d'août	21,43	0,50	—	—	4,50
1 ^{re} — de septembre.	21,31	0,50	—	—	4 »
2 ^e — de septembre.	22,41	—	—	—	—
1 ^{re} — d'octobre	22,46	—	—	—	—
2 ^e — d'octobre	22,05	—	—	—	—
1 ^{re} — de novembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re} — de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre..	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — GUEBWILLER (1847)

DATE	Froment l'hectolitre	Pain blanc le kilo	Pain mi-blanc le kilo	Pain bis le kilo	Pommes de terre l'hectolitre
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	37,72	0,78	0,54	0,44	7 »
2 ^e — de janvier ...	39,86	0,82	0,56	0,46	7 »
1 ^{re} — de février ...	44,53	0,45	0,31	0,25	7,25
2 ^e — de février ...	46,27	0,94	0,64	0,52	8 »
1 ^{re} — de mars ...	48,84	0,98	0,66	0,54	11,50
2 ^e — de mars ...	51,45	—	—	0,56	9 »
1 ^{re} — d'avril ...	51,17	—	—	—	9 »
2 ^e — d'avril ...	47,61	0,96	—	0,52	9,50
1 ^{re} — de mai ...	50,84	0,98	—	0,54	10 »
2 ^e — de mai ...	41,30	0,68	0,46	0,38	9,50
1 ^{re} — de juin ...	39,16	0,72	0,50	0,42	9 »
2 ^e — de juin ...	35,41	0,64	0,44	0,36	—
1 ^{re} — de juillet ...	35,51	0,64	—	—	8 »
2 ^e — de juillet ...	27,65	0,58	0,40	0,32	7 »
1 ^{er} — d'août ...	20,68	—	0,32	0,24	5 »
2 ^e — d'août ...	21,56	0,48	0,34	0,26	4,75
1 ^{re} — de septembre.	21,07	—	—	—	2,80
2 ^e — de septembre.	21,99	—	—	—	3 »
1 ^{er} — d'octobre ...	22,01	—	—	—	3 »
2 ^e — d'octobre ...	21,27	0,46	0,32	0,24	3,75
1 ^{re} — de novembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re} — de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre .	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — MASSEVAUX (1847)

DATE	Froment l'hectolitre	Pain blanc le kilo	Pain mi-blanc le kilo	Pain bis le kilo	Pommes de terre l'hectolitre
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	36,69	0,50	0,45	0,35	—
2 ^e — de janvier ...	39,92	0,55	0,50	0,42	8 »
1 ^{re} — de février ...	45,20	0,70	0,60	0,50	—
2 ^e — de février ...	46,05	—	—	—	—
1 ^{re} — de mars ...	48,32	—	—	—	9 »
2 ^e — de mars ...	48,03	0,80	0,70	—	—
1 ^{re} — d'avril ...	50,18	—	—	0,60	—
2 ^e — d'avril ...	46,98	—	—	—	—
1 ^{re} — de mai ...	46,88	—	—	—	—
2 ^e — de mai ...	42,67	0,75	0,65	0,55	8 »
1 ^{er} — de juin ...	46,38	0,77	0,57	0,56	—
2 ^e — de juin ...	36,78	0,73	0,57	0,50	—
1 ^{re} — de juillet ...	31,75	0,70	0,50	0,45	—
2 ^e — de juillet ...	30,36	0,70	0,47	0,40	7,50
1 ^{re} — d'août ...	21,11	0,50	0,37	0,30	4 »
2 ^e — d'août ...	21,50	0,47	0,35	0,27	—
1 ^{re} — de septembre.	21,05	—	0,35	—	3 »
2 ^e — de septembre.	22,48	0,48	0,37	0,28	3,50
1 ^{re} — d'octobre ...	21,74	0,50	—	0,30	4 »
2 ^e — d'octobre ...	21,37	—	—	—	—
1 ^{re} — de novembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re} — de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre .	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — MULHOUSE (1847)

	<i>Froment</i> <i>l'hectolitre</i>	<i>Païà</i> <i>blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>mi-blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>bis</i> <i>le kilo</i>	<i>Pommes</i> <i>de terre</i> <i>l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	36,03	Non soumis à la taxe. Le prix n'est pas indiqué sur les documents trouvés aux Archives.	0,54	0,46	8,50
2 ^e — de janvier ...	38,94		0,56	0,48	10 »
1 ^{re} — de février	43,41		0,60	0,52	10 »
2 ^e — de février	45,07		0,64	0,56	10,50
1 ^{er} — de mars	46,72		0,66	0,58	—
2 ^e — de mars	47,45		—	—	—
1 ^{re} — d'avril	45,79		—	—	13,50
2 ^e — d'avril	45,24		0,64	0,56	10 »
1 ^{re} — de mai	45,27		—	—	9 »
2 ^e — de mai	40,82		0,60	0,52	9,50
1 ^{er} juin 1847.....	31,48		0,48	0,40	13 »
8 juin 1847.....	—		0,42	0,50	—
15 juin 1847.....	31,46		0,52	0,44	12,50
22 juin 1847.....	—		0,50	0,42	—
29 juin 1847.....	—		0,46	0,38	—
6 juillet 1847	31,18		—	—	11 »
2 ^e quinzaine de juillet ...	26,76		0,40	0,32	6 »
1 ^{re} — d'août.....	21,14		0,32	0,24	4 »
2 ^e — d'août.....	21,63		0,34	0,28	4,50
1 ^{re} — de septembre..	22,02		0,36	—	3,50
2 ^e — de septembre..	21,94		—	—	—
1 ^{re} — d'octobre	23,03		—	—	—
2 ^e — d'octobre	22,27		—	—	—
1 ^{re} — de novembre .	—		—	—	—
2 ^e — de novembre .	—		—	—	—
1 ^{re} — de décembre .	—		—	—	—
2 ^e — de décembre .	—		—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — RIBEAUVILLE (1847)

<i>DATE</i>	<i>Froment</i> <i>l'hectolitre</i>	<i>Pain</i> <i>blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>mi-blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>bis</i> <i>le kilo</i>	<i>Pommes</i> <i>de terre</i> <i>l'hectolitre</i>
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	38,49	0,70	0,50	0,40	6,75
2 ^e — de janvier ...	41,21	0,65	0,55	0,45	7,50
1 ^{re} — de février	48,31	0,70	0,60	0,50	9 »
2 ^e — de février	47,54	—	—	—	9 »
1 ^{er} — de mars	50,12	—	—	—	10,34
2 ^e — de mars	52,52	0,75	0,65	0,55	10 »
1 ^{er} — d'avril	53,52	—	—	—	10 »
2 ^e — d'avril	50,59	—	—	—	10,50
1 ^{re} — de mai	52,67	—	—	—	9,85
2 ^e — de mai	45,86	0,65	0,60	0,50	9,50
1 ^{er} — de juin	38,93	0,65	0,52	0,40	10 »
2 ^e — de juin	35,90	—	—	—	10,50
1 ^{re} — de juillet	37,40	0,48	0,38	0,19 (1)	9,85
2 ^e — de juillet	29,04	—	0,42	0,32	5,20
1 ^{er} — d'août.....	19,96	0,40	0,34	0,24	4 »
2 ^e — d'août	22,99	—	—	—	4,45
1 ^{er} — de septembre..	23,26	—	0,36	0,26	2,73
2 ^e — de septembre..	22,92	—	—	—	2,50
1 ^{er} — d'octobre	23,06	—	—	—	—
2 ^e — d'octobre	22,17	0,45	—	—	2,80
1 ^{er} — de novembre .	22,19	—	—	—	3 »
2 ^e — de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{er} de décembre	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre .	—	—	—	—	—

(1) Suivant la taxe.

PRIX DES DENRÉES. — ROUFFACH (1847)

DATE	Froment l'hectolitre	Pain blanc le kilo	Pain mi-blanc le kilo	Pain bis le kilo	Pommes de terre l'hectolitre
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	36,62	0,74	0,52	0,42	6,50
2 ^e — de janvier ...	38,50	0,78	0,54	0,44	7 »
1 ^{re} — de février ...	47,05	0,96	0,66	0,52	8 »
2 ^e — de février ...	44,88	0,92	0,62	0,50	9 »
1 ^{re} — de mars ...	47,85	0,96	0,66	0,52	11 »
2 ^e — de mars ...	49,72	0,98	0,68	0,34	10 »
1 ^{re} — d'avril ...	50,10	1 »	—	0,56	10,50
2 ^e — d'avril ...	47,65	0,92	0,62	0,50	—
1 ^{re} — de mai ...	49,48	0,95	0,68	0,54	11 »
2 ^e — de mai ...	30,85	0,78	0,54	0,44	9 »
1 ^{re} — de juin ...	38,49	—	—	—	9 »
2 ^e — de juin ...	36,67	0,74	0,52	0,42	9,50
1 ^{re} — de juillet ...	35,63	—	—	—	—
2 ^e — de juillet ...	27,41	0,60	0,42	0,34	3 »
1 ^{re} — d'août ...	20,09	0,46	0,32	0,24	—
2 ^e — d'août ...	22,08	0,48	0,34	0,26	—
1 ^{er} — de septembre ...	21,87	0,46	—	0,26	4 »
2 ^e — de septembre ...	22,60	0,48	—	—	3,50
1 ^{re} — d'octobre ...	22,58	—	—	—	3 »
2 ^e — d'octobre ...	21,59	—	—	—	3,15
1 ^{re} — de novembre ...	20,48	—	0,22	0,24	3,75
2 ^e — de novembre ...	—	—	—	—	—
1 ^{re} — de décembre ...	—	—	—	—	—
2 ^e — de décembre ...	—	—	—	—	—

PRIX DES DENRÉES. — SOULTZ (1847)

DATE	Froment l'hectolitre	Pain blanc le kilo	Pain mi-blanc le kilo	Pain bis le kilo	Pommes de terre l'hectolitre
	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re} quinzaine de janvier ...	37,17	0,75	0,54	0,42	6,50
2 ^e — de janvier ...	39,20	0,82	0,56	0,46	7 »
1 ^{re} — de février ...	45,30	0,90	0,62	0,49	8,50
2 ^e — de février ...	45,76	—	0,62	0,50	9 »
1 ^{er} — de mars ...	47,04	0,95	0,65	0,52	8 »
2 ^e — de mars ...	50,37	1 »	0,68	0,56	10,30
1 ^{re} — d'avril ...	50,13	0,99	—	0,55	9 »
2 ^e — d'avril ...	47,25	0,96	0,64	0,52	9,50
1 ^{re} — de mai ...	48,23	0,97	0,65	0,50	9 »
2 ^e — de mai ...	41,24	0,85	0,55	0,47	9,50
1 ^{re} — de juin ...	36,70	0,78	0,52	0,42	9 »
2 ^e — de juin ...	34,70	0,73	0,49	0,39	—
1 ^{re} — de juillet ...	35,72	0,72	0,52	0,40	—
2 ^e — de juillet ...	27,15	0,51	0,40	0,32	—
1 ^{re} — d'août ...	20,23	0,72	0,52	0,40	5,25
2 ^e — d'août ...	21,49	—	—	—	5,50
1 ^{re} — de septembre ...	21,82	—	—	—	3 »
2 ^e — de septembre ...	22,01	—	—	—	—
1 ^{re} — d'octobre ...	22,09	—	—	—	2,87
2 ^e — d'octobre ...	21,39	—	—	—	2,50

PRIX DES DENRÉES. — THANN (1847)

DATE			<i>Froment</i> <i>l'hectolitre</i>	<i>Pain</i> <i>blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>mi-blanc</i> <i>le kilo</i>	<i>Pain</i> <i>bis</i> <i>le kilo</i>	<i>Pommes</i> <i>de terre</i> <i>l'hectolitre</i>
			<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>	<i>en francs</i>
1 ^{re}	quinzaine	de janvier ...	35,99	0,55	0,48	0,51	—
2 ^e	—	de janvier ...	39,76	0,57	0,51	0,46	—
1 ^{re}	—	de février ...	46,32	0,65	0,59	0,54	—
2 ^e	—	de février ...	45,21	0,65	0,58	0,53	9,75
1 ^{re}	—	de mars	47 »	0,67	0,60	0,55	9,25
2 ^e	—	de mars	47,56	0,69	0,62	0,57	10 »
1 ^{re}	—	d'avril	49,56	0,70	0,64	0,59	10,50
2 ^e	—	d'avril	45,87	—	0,63	0,58	10,75
1 ^{re}	—	de mai	48,34	—	—	—	10,25
2 ^e	—	de mai	38,94	0,64	0,57	0,50	9,83
1 ^{re}	—	de juin	38,38	0,58	0,51	0,45	9,25
2 ^e	—	de juin	37,02	0,55	0,49	0,42	9,50
1 ^{re}	—	de juillet	34,10	0,50	0,43	0,35	10 »
							pommes de t. nouv.
2 ^e	—	de juillet	27,46	0,48	0,42	0,33	7,46
1 ^{re}	—	d'août.....	21,01	0,40	0,33	0,25	4,80
2 ^e	—	d'août.....	22,34	0,41	0,35	0,27	4 »
1 ^{re}	—	de septembre.	22,66	0,41	0,35	0,27	3,12
2 ^e	—	de septembre.	23,49	0,42	0,26	0,28	3,12
1 ^{re}	—	d'octobre	22,28	0,41	0,35	0,27	2,75
2 ^e	—	d'octobre	22,32	0,40	0,34	0,26	—
1 ^{re}	—	de novembre .	21,65	—	—	—	3,85
2 ^e	—	de novembre .	—	—	—	—	—
1 ^{re}	—	de décembre .	—	—	—	—	—
2 ^e	—	de décembre .	—	—	—	—	—

Ce qui rend la crise plus dure encore c'est l'avenir des semailles d'automne. Le froment semé en septembre a souffert de l'humidité par contre le froment tardif (mi-octobre) a bien réussi ; mais le seigle a été en partie détruit par les limaçons et réduit d'un quart ; le colza et les navets ont subi le même sort. Seuls les trèfles vigoureux et serrés donnent bon espoir.

La récolte de 1845, avait été très insuffisante, celle de 1846 s'annonçait médiocre. Les craintes premières prirent corps au cours de l'année ; les rapports trimestriels ou mensuels des maires et des sous-préfets font pressentir la disette qui menace.

Le 15 juin 1846, le maire de Haguenau constatait (1) qu'après un hiver très doux, la floraison qui aurait dû s'effectuer de très bonne heure avait été retardée par la température du mois de mai, froide souvent et toujours humide. Par bonheur, le seigle seul avait souffert de cet état de choses. Le mois de juin était très chaud accompagné de vent. La sécheresse était grande : tous les produits agricoles réclamaient une bonne pluie en particulier les légumes et l'avoine. Les pommes de terre hâtives donneraient une bonne récolte, du moins le maire l'espérait, mais celle des tardives serait mauvaise. Enfin le foin sur la qualité duquel le rapport se montrait pessimiste s'améliora rapidement, grâce à la chaleur, et s'annonça assez beau, d'après un rapport du 27 juin.

Le 15 août 1846, nouveau rapport du maire de Haguenau. Décidément, la récolte en grains est insuffisante. Sans doute la qualité s'annonce belle : le poids moyen est de 80 kilos par hectolitre et la paille excellente ; mais la quantité est faible. Voici les proportions : méteil 7/8, seigle, 5/9 ; froment, quantité égale à celle d'une année commune. Une seule exception pour l'orge qui donne des résultats superbes : 13/12 suivant la statistique. La récolte en fèves et en légumes est également faible, par suite de la sécheresse. La pomme de terre se présente mal mais n'a pas trace de maladie.

Le sous-préfet de Saverne rendait compte, à la date du 8 septembre 1846, que la récolte en grains serait inférieure d'environ 1/5 à celle d'une année ordinaire. Sans doute la qualité et le rendement en farine étaient satisfaisants (2), mais, dans l'ensemble, les ressources ne suffiraient pas aux besoins de l'arrondissement pour la période du 1^{er} sep-

(1) Le maire joignait à son rapport un petit tableau comparatif indiquant l'époque de la durée de la floraison des grains en temps ordinaire et en 1846 :

En temps ordinaires	En 1846
Blé. 5-15 juin	6-12 juin
Méteil 10-20 juin	24 mai-3 juin
Seigle 1-10 juin	18-28 mai
Orge d'hiver . . . 1 ^{er} -10 mai	11-14 mai
Orge d'été 1 ^{er} -10 juillet	Commence à fleurir.

(2) 1^{re} qualité 86 kg à l'hl.
 2^e — 76 —
 3^e — 78 —

tembre 1846 aux 31 août 1847. Les pommes de terre accusaient une récolte égale à la moitié d'une année ordinaire.

Dans l'arrondissement de Wissembourg, la réalité était pire. Le déficit en grains et en farineux était d'un tiers environ. Le seigle récolté suffirait à peine aux semailles. Le rendement en froment était d'un tiers inférieur à celui d'une année normale. L'orge et l'avoine ne dépassaient pas la production d'une année moyenne. Certes la qualité des grains était bonne. La diminution pour déchet et son ne s'élevait qu'à 18%, les poids moyens de l'hectolitre étaient satisfaisants :

	<i>Blé</i>	<i>Orge</i>	<i>Seigle</i>	<i>Avoine</i>
1 ^{re} qualité	79 k.	67 k.	72 k.	49 k.
2 ^e qualité	76 k.	65 k.	69 k.	47 k.
3 ^e qualité	73 k.	63 k.	67 k.	45 k.

Les pommes de terre elles-mêmes étaient atteintes par la maladie. A Seltz, à Lauterbourg les champs avaient été inondés et les tubercules avaient pourri. Dans l'ensemble, la récolte atteignait à peine la moitié d'une année ordinaire. La situation était aggravée par le fait que la Bavière, à court de grains, allait interdire leur exportation.

Le sous-préfet de Sélestat faisait des constatations analogues, mais atténuées et empreintes d'un certain optimisme, car la récolte en blé s'annonçait comme normale. En revanche, le seigle et le méteil étaient insuffisants. La qualité et le rendement étaient bons, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

	<i>Blé</i>	<i>Seigle</i>	<i>Méteil</i>	<i>Orge</i>	<i>Avoine</i>
1 ^{re} qualité	80 k.	72 k.	74 k.5	65 k.5	49 k.5
2 ^e qualité	77	70	73 4	62 5	46 5
3 ^e qualité	75	67	71 9	59 25	43 4

La belle récolte faisait dire au sous-préfet, avec une certaine présomption, que les ressources seraient dans l'ensemble suffisantes dans son arrondissement. Cependant il ajoutait que la production des pommes de terre hâtives avait été médiocre, mais que, en ce qui concernait les pommes de terre tardives, la récolte serait moins défavorable qu'il ne l'avait craint, bien que le tubercule eût été particulièrement atteint par la maladie dans le canton de Villé. La récolte du Ban de la Roche (1), déjà fort compromise en 1845, était tout à fait perdue et il est certain que ce territoire fut le plus durement frappé par la crise. Sa situation mérite que nous nous y arrêtions.

La crise remontait à 1844. Depuis cette date, le Ban de la Roche vivait de charité. En 1845, du fait de la maladie, la récolte de pommes

(1) Le Ban de la Roche se composait de huit villages, au milieu des Vosges, sur les limites de la Lorraine et de l'Alsace. Ces huit villages étaient Walderbach, Belmont, Solbach, Fouday, Bellefosse, Wildersbach, Neuwiller et Rothau.

de terre n'avait donné que le quart de la récolte ordinaire de chaque ménage. Toutefois la détresse des habitants de cette contrée ne semble pas avoir été due aux seules intempéries.

En fait le Ban de la Roche comprenait neuf communes dont la population était industrielle avant tout : on compte un cultivateur pour 12 tisserands. La superficie cultivable est de 563 hectares, et il n'y a que 107 laboureurs. Sans doute les ouvriers aident les paysans, mais mal. D'un autre côté, la consommation d'un ménage, annuellement, est de 90 hectolitres de pommes de terre et de 20 hectolitres de seigle, ce qui représente la récolte de 2 hectares. Or il n'y a qu'un 1/2 hectare par ménage puisque les 563 hectares cultivables sont partagés entre 1.065 feux. De plus, les terres cultivables ne donnent que 34.579 hectolitres de pommes de terres (soit 32 hl. par ménage) et 4.200 hectolitres de seigle (soit 4 hl. par ménage). Il y a à peine une vache par ménage, alors qu'il en faudrait deux ; et les 258 chèvres que la population se répartit ne suffisent pas à combler le manque de bêtes à cornes. Enfin il n'y a même pas un porc pour trois ménages : c'est ce qui donne « la plus juste idée de la misère des habitants ». Il faut ajouter à cela que les ouvriers reçoivent un salaire minime, que la fabrication ne suffit pas et que l'ouvrier redevient difficilement laboureur.

Le mauvais rendement des terres, mal entretenues et mal exploitées, comme aussi le droit de vaine pâture empêchent les paysans de tirer le maximum de leurs propriétés.

Telle était la situation du Ban de la Roche. Pour être moins mauvais, les résultats des autres cantons n'étaient pas beaucoup plus encourageants. Les chiffres généraux de la récolte de 1846 en sont la preuve tangible.

	<i>Nombre d'hectares</i>	<i>Produits</i>	<i>Besoins</i>	<i>Vieux grains restant au 1^{er} janvier</i>
Froment...	54.607 ha	679.088 hl	879.138 hl	13.550 hl
Méteil	4.687	59.833	93.539 16	60
Seigle.....	9.433	95.601	164.500 93	265
Orge	27.341	673.620	530.149 65	1.084
Sarrazin ..	17	75	75	—
Maïs et				
millet....	2.202	34.648 70	33.024 90	150
Avoine	10.356	239.574	312.429 52	1.025
Légumes				
secs	2.009	20.812	46.088 34	250
Menus				
grains ..	5.856	77.496	101.468	330
Pommes de				
terre	29.925	3.592.736	5.020.345	—
Total..	146.433	5.473.483	7.180.758 50	—

Ce tableau est significatif. La disette des grains et des tubercules était vraiment angoissante, avec un déficit total de 1.697.275 hl,50. Le fait était d'autant plus grave que la comparaison entre les superficies totales ensemencées des années 1844, 1845, 1846 marquait un léger accroissement :

1844.	144.188 ha.
1845.	144.580 ha.
1846.	146.433 ha.

Devant de tels chiffres on est surpris de l'optimisme du Préfet. Sans doute il accuse des récoltes inférieures d'1/5 pour le blé, d'1/3 pour le méteil, de moitié, pour le seigle et les légumes secs, par rapports aux rendements d'une année courante. Mais il s'appuie sur la bonne qualité du grain et sur l'abondante récolte en orge pour assurer que les ressources du département atteignent presque le pair et que les pommes de terre sont en quantités suffisantes en général. Il ajoutait : « Les souffrances ne seront pas telles que les premiers renseignements publiés sur l'état de la récolte, pouvaient le faire redouter ». C'était un peu trop facilement oublier les chiffres précédents et le déficit considérable qu'ils indiquent.

La situation n'était pas plus brillante dans le Haut-Rhin. La récolte de 1846 fut moyenne et les blés, beaux et pesants, donnèrent plus de farine que de coutume. Seulement la pénurie des pommes de terre, les fâcheux effets d'un hiver précoce et rigoureux contribuèrent à la hausse des céréales. Dans l'espoir de vendre leur récolte plus cher, les cultivateurs emmagasinaient leurs gains dont la raréfaction sur les marchés ne tarda pas, effectivement, à amener l'augmentation du prix du blé. Dans les campagnes, un sous-préfet note au cours de sa tournée d'inspection que « la mendicité est portée à un tel point que quiconque est à même de faire la charité se trouve contraint, en considération de sa propre sûreté, de mettre en réserve une partie de ce qu'il aurait pu porter à la vente, pour satisfaire aux besoins et aux exigences de la pauvreté errante ». Dans ces conditions, il était difficile de connaître les ressources exactes de chaque arrondissement. C'est pourquoi, malgré une récolte suffisante, chacun des maires proposés au recensement note pour sa commune un déficit inquiétant. Voici quelles étaient les ressources des principaux arrondissements du Haut-Rhin en février 1847.

A Guebwiller, on estimait à cette date que la consommation en céréales serait, jusqu'au milieu de juillet, de 7.300 hectolitres. Il pouvait y avoir chez les cultivateurs 1.000 hectolitres. MM. Schlumberger et C^{ie} possédaient une petite provision de blé. En outre, ils avaient passé des commandes avec Rotterdam et Le Havre, soit 2.000 hectolitres. MM. Frey, Witz et C^{ie} avaient également en route 800 hectolitres. Soit, au total, 2.800 hectolitres. Il manquait donc, jusqu'en juillet 1847, 4.500 hectolitres de céréales.

Les ressources en subsistances, autres que les céréales, étaient à peu près nulles et se bornaient à un approvisionnement que possédaient MM. Schlumberger, suffisant pour distribuer chaque jour, jusqu'à la prochaine récolte, 1.200 portions de $\frac{3}{4}$ à 1 litre de soupe.

D'autre part, la moyenne de la production en pommes de terre était annuellement de 3.000.000 d'hectolitres. Le déficit, cette année-là, atteignit 2.500.000 hectolitres dont on pouvait défalquer ce qu'on employait en moins pour la nourriture du bétail et la féculerie, soit 400.000 hectolitres. Le déficit réel s'élevait donc à 2.100.000 hectolitres. Comme on comptait que, pour la nourriture de l'homme, un sac de froment remplace 7 sacs de pommes de terre, il aurait fallu importer 700.000 sacs de blé pour compléter l'approvisionnement nécessaire à la subsistance des habitants. Or la ville n'avait reçu, à cette date, que des avoines pour la nourriture des chevaux. La Bourgogne avait fourni du maïs. La situation restait néanmoins très précaire.

Les ressources existantes à Colmar sont de beaucoup inférieures aux besoins. Le marché de cette commune est ordinairement alimenté par les cultivateurs de l'arrondissement et par le Bas-Rhin.

En temps ordinaire, 15 à 18.000 hectolitres de céréales suffisent à l'approvisionnement du marché, mais, à raison du manque de pommes de terre, ces besoins augmentent de 500 hectolitres par marché. Il existe, dans les greniers, un approvisionnement de 9.000 hectolitres au maximum. On estime les besoins de la boulangerie à 90 hectolitres par jour, ce qui porte le déficit à 14.500 hectolitres pour la localité exclusivement.

A Altkirch, le déficit approximatif du froment et du seigle, en y comprenant les ventes qui ont été faites au dehors depuis les récoltes, peut être évalué à 2.500 hectolitres, à quoi il faut ajouter 6.000 hectolitres d'orge et de vesces, parce que cette denrée qui entre dans la nourriture de l'habitant de la campagne est restée au-dessous des produits d'une année ordinaire. Il faut noter que depuis la cherté des grains la consommation diminue. Cette diminution amènera une économie qui aidera jusqu'à un certain point à rétablir l'équilibre entre les ressources et les besoins jusqu'à la récolte prochaine, mais cet équilibre résultera de la sous-alimentation d'une partie de la population.

Dans l'arrondissement de Belfort, on compte, dans les années ordinaires, un rendement à l'hectare de 15 hectolitres de céréales, soit au total, pour 20.000 hectares cultivables, un produit de 313.500 hectolitres. Si l'on déduit pour l'ensemencement 62.700 hectolitres, il reste 250.000 hectolitres pour subvenir aux besoins de la population. Or la récolte en céréales a été inférieure d' $\frac{1}{3}$ à celle d'une année normale et s'est élevée à 209.000 hectolitres seulement, desquels il faut déduire les 62.700 hectolitres nécessaires aux semailles. Il reste pour la consommation 146.300 hectolitres. La population est de 125.000 âmes. En supposant l'homme valide nourri comme le soldat, il lui faudrait un

kilo de pain par jour (c'est la ration militaire avec le pain de soupe). Mais les enfants, les vieillards et les infirmes ne consomment pas autant. La même observation est valable pour les individus à l'aise qui peuvent varier leurs aliments. On peut donc admettre qu'un demi kilo de pain par jour suffit en moyenne à la nourriture de l'homme. Dès lors la consommation annuelle par individu serait de 182 kg 1/2. Pour une population de 125.000 âmes, elle s'élèverait à 22.812.500 kil.

Ceci posé, revenons à la récolte de 1846 pour en apprécier les ressources et comparer celles-ci aux besoins. L'hectolitre de grains d'hiver pèse en moyenne 70 kilos. Les 146.000 hectolitres disponibles, après les semailles, représentent donc un poids total de 10.241.000 kilos, qui, transformés en farine, se réduiront à 9.216.000 kilos. D'autre part, 150 kilos de farine donnent 200 kilos de pain. La consommation étant évaluée à 22.812.500 kilos, il reste un déficit de 10.523.300 kilos, ou près de la moitié, auquel doivent faire face la récolte de pommes de terre et les céréales qui restaient des récoltes antérieures à 1846.

Les 300.000 hectolitres de pommes de terre disponibles peuvent équivaloir à 100.000 hectolitres de grains. D'après le tableau des récoltes on peut estimer à 17.400 hectolitres le poids des vieux grains (déduction faite de l'avoine). Soit, au total, pour faire face au déficit, 117.400 hectolitres, produisant, d'après les bases ci-dessus, 9.861.000 kilos de pain. Il ne manquerait que 661.700 kilos de pain, quantité si minime pour des appréciations de ce genre qu'elle peut être complètement négligée et que, en résumé, les ressources de 1846 jointes à celles qui proviennent des années précédentes peuvent faire face au strict nécessaire de la consommation jusqu'à la prochaine récolte, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} septembre.

A Rouffach, les ressources sont plus que suffisantes en froment et en orge, ce qui permet de compenser le déficit complet des seigles.

En dehors des céréales provenant des dernières récoltes, y avait-il, dans les hospices ou autres bâtiments appartenant à l'Etat des approvisionnements qui eussent pu atténuer la disette ? Dès le 26 septembre 1846, le Ministre avait envoyé une circulaire au Préfet pour lui demander des renseignements sur les provisions en blé et farine des divers établissements du département. Le préfet répondit en adressant au ministre le tableau suivant.

COLMAR :

1^o *Hospice civil* : les approvisionnements sont supérieurs aux besoins. L'hospice pourrait, à la rigueur, alimenter la halle en seigle et en orge, mais moins abondamment cette année qu'il ne l'a fait déjà dans des circonstances difficiles.

2^o *Ecole normale primaire* : aucun approvisionnement. L'école aura besoin de 17.000 kilos de pain blanc, 1.180 kilos de farine de semoule, 900 kilos de pâtes d'Italie.

MULHOUSE :

Hospice civil : provisions néant ; besoins prévus : 400 hectolitres de graines, 1.100 kilos de farine.

ALTIRKIRCH :

Hospice civil : provisions : néant ; besoins prévus : 180 hectolitres de grains, 250 kilos de farine. Cet hospice fait ses approvisionnements au fur et à mesure de ses besoins.

BELFORT :

1^o *Hospice civil* : provisions : néant ; besoins prévus : 5.500 kilos de farine.

2^o *Bureau de bienfaisance* : provisions : néant ; besoins prévus : 7.200 kilos de pain.

THANN :

Hospice civil : provisions néant ; la cherté des denrées a fait reculer les achats. Besoins prévus : 6.000 kilos de farine.

SAINTE-MARIE-AUX-MINES :

1^o *Hospice communal* : provisions : néant ; cet établissement n'a pu faire aucun approvisionnement faute de ressources. Les dépenses s'élèvent à 2.500 francs par mois, les ressources à 1.500 francs, d'où il résulte un déficit de 1.000 francs. Un secours du gouvernement est indispensable.

Besoins prévus : 36.000 kilos de farine, 1.500 kilos de légumes secs.

2^o *Hospice Chenal* : provisions : néant. Les ressources couvrent les dépenses.

Besoins prévus : 2.040 kilos de farine ; 480 kilos de légumes secs.

ENSISHEIM :

Maison centrale : provisions : 127 hectolitres de froment, 31 hectolitres de seigle, 3.000 kilos de farine blanche, 4.800 kilos de farine de froment, 430 kilos de farine de seigle.

Besoins prévus : 2.400 hectolitres de froment, 960 hectolitres de seigle pour une population de 80 détenus. Le directeur de la Maison Centrale signale que les approvisionnements n'ont jamais été aussi faibles : « la mauvaise qualité des grains de 1845, leur prix élevé, n'ont point permis aux entrepreneurs d'acheter des céréales pour plus d'une année. Ils avaient beaucoup espéré de la récolte de 1846 mais les résultats de cette récolte ont cruellement déçu leurs espérances. En juillet dernier ils n'avaient qu'un approvisionnement de deux mois ; depuis lors, la panique qui règne dans nos contrées et qui empêche les arrivages de grains sur le marché d'Ensisheim, ne leur a point permis d'accroître leurs réserves. Si, en ce moment, les entrepreneurs étendaient le cercle de leurs achats sur les marchés où ils n'ont pas

l'habitude de se présenter, ils craindraient d'augmenter la panique qui existe déjà et ne manqueraient pas d'occasionner une nouvelle hausse ».

Ainsi il était inutile de compter sur les approvisionnements des divers établissements de la région. Presque tous sont déficitaires et réclament des subsistances ou des secours. Il fallait chercher dans une autre voie et, comme toujours, on s'adressa au gouvernement. Nous n'avons pas trouvé trace aux Archives de l'aide apportée par celui-ci. Sans doute, à la fin de janvier 1847, 25 voitures d'artillerie apportèrent à Belfort 250 quintaux de blés étrangers. Ces grains, jetés sur les marchés, auraient pu produire un excellent effet et amener une baisse au moins momentanée. Les spéculateurs auraient pu croire que le Gouvernement avait l'intention d'opérer des versements successifs et d'appeler, par ce moyen, les grains du pays, retenus encore par l'espoir d'une hausse continue. Au lieu de cela, les blés des 25 voitures furent versés dans les magasins de la place et vinrent accroître l'approvisionnement de réserve ou remplacer les céréales qui avaient servi à l'alimentation de la garnison. Il semble bien que le gouvernement ait craint de nuire à la liberté du commerce en se faisant lui-même marchand de grains et qu'il ait eu peur également d'éveiller la méfiance des populations et d'attirer l'attention des habitants sur la pénurie des céréales. De telles considérations devaient avoir des conséquences très graves : elles amenèrent immédiatement la hausse du prix du blé et celle du prix du pain, par ricochet. Le 9 mars le Préfet évalue à 200.000 hectolitres environ le déficit en grains de toute espèce.

Comme dans toute les époques troublées, la spéculation joue un rôle capital. Les marchands de blé sont bien approvisionnés, mais gardent leurs stocks, attendant le mouvement de hausse qui ne peut manquer de se produire. La halle est alimentée par les grains étrangers provenant, pour le Bas-Rhin, du Grand Duché de Bade. A Strasbourg, le 9 octobre, sur 3.542 hectolitres de grains amenés sur le marché, 2.436 sont vendus, 32 boulangers à peine sur les 147 qui tiennent boutique à Strasbourg ont acheté 768 hectolitres. Le 16, la vente porte sur 1.828 hectolitres, pour un total de 2.805 hectolitres. On constate que 42 boulangers en acquièrent 738 hectolitres. Les prix variaient entre 56 francs (1^{re} qualité) et 45 francs (3^e qualité) le quintal métrique. Mais l'attente de grands arrivages faisait espérer une baisse. Au dernier marché, le prix de l'hectolitre flottait entre 34 francs et 32 fr. 75 et les blattiers vendaient à 30 francs et 32 fr. 50.

En présence de la crise menaçante les municipalités s'inquiètent. Dans le Haut-Rhin, l'administration locale et départementale fait appel à la charité privée. Immédiatement des réserves sont organisées. Associés ou séparés, les grands industriels de la région prennent l'initiative d'acheter, pour leur compte, des blés à l'étranger et de les revendre aux populations sous forme de miches ou de soupes.

Dès 1845, la ville de Mulhouse avait ouvert une souscription pour

acheter des subsistances et les revendre à bas prix. Cette souscription rapporta 200.000 francs. A cette date, la municipalité acquit 5.000 hectolitres de blé à raison de 27 francs l'hectolitre. En 1846, nouveaux sacrifices. Pour assurer l'approvisionnement de la halle aux blés, des particuliers, au nombre de 60 environ, se cotisèrent pour faire venir du blé de Marseille et le vendre sur le marché de Mulhouse. La ville participa pour 5.000 francs au déficit résultant de cette opération, car il était expressément stipulé que la vente se ferait sans bénéfice aucun. Du 23 janvier au 5 février, 78 bateaux, à destination de Mulhouse franchirent le Canal de Bourgogne. Ils contenaient 7.100 hectolitres de blé, 1.100 hectolitres de légumes, et 2.090 hectolitres de farine.

A Thann, la commission des subsistances décida (sur la proposition du maire) que MM. Marcon et Schnitzler, partis quelques jours auparavant pour faire des achats en Hollande au nom de la ville, auraient pour mission d'acquérir immédiatement 8.000 hectolitres de cette céréale. En outre, le maire a été autorisé à traiter avec deux maisons de Colmar pour environ 700 hectolitres à fournir sur-le-champ. Enfin, Kestner, fabricant de produits chimiques, déclara qu'il avait fait pour ses ouvriers quelques provisions de blé et de farine et qu'il lui serait possible de livrer au comité, pendant deux mois environ, à 1 fr. 20 la miche, 60 miches de pain de 8 kilos chacune que l'on pourrait distribuer à ce prix aux familles des indigents de la ville. La première distribution de pain à prix réduit fut fixée au jeudi 25 février. En outre, le comité pour l'extinction de la mendicité réuni en séance extraordinaire, le 18 février, a été informé par son président que André Judlin, négociant, se proposait de fournir incessamment, tous les jours jusqu'à la moisson prochaine, 100 miches de pain de 3 kilos chacune, au prix réduit de 1 fr. 20 en faveur de la classe indigente, soit environ 10.000 miches dont le cours actuel, pour une quantité semblable, est 1 fr. 85. A la commission nommée antérieurement pour la délivrance du pain fourni par Kestner, ont été adjoints quatre autres membres du comité, afin que, sur une liste d'indigents plus étendue, il soit possible de faire une distribution tous les jours.

Un peu plus tard (27 mai 1847), un industriel du Haut-Rhin, nommé Vuillard écrivait au Préfet : « En août dernier, préoccupé des suites que pouvait avoir la mauvaise récolte de l'Alsace, j'avais acheté, en Bavière, 180.000 kilos de froment que l'état du Mein ne me permit pas de faire descendre de suite sur le Rhin et dont les 2/3 seulement ont pu m'arriver en février, grâce à la bienveillante intervention du gouvernement, car, vous le savez, le Zollverein avait adopté contre la France une mesure qui équivalait à une prohibition (1). Ces 18.000

(1) Dans le Département du Bas-Rhin, de multiples complications ont surgi entre les négociants en grains de ce département, la Bavière, le Wurtemberg et le Grand Duché de Bade. Dans la très intéressante et très complète brochure qu'il a consacrée à la crise des subsistances dans le Bas-Rhin, M. F. Ponteil dresse un compte rendu détaillé des nombreuses négociations qui eurent lieu entre l'Alsace et les pays étrangers qui la four-

quintaux métriques ont donc été réduits à 1.200, ayant été obligé de faire revendre le restant par suite du refus de la Bavière d'étendre son exeat à toute la partie. J'avais, en outre, fait acheter en Bourgogne 600 quintaux de blé. Ces 1.800 quintaux m'ont donné 150.000 kilos de farine. En octobre, j'avais fait acheter à Paris un lot de farine bise de 70.000 kilos, soit 2.000 sacs. Ces deux quantités de farine me permettront de livrer du pain à mes 1.000 ouvriers jusqu'au 31 juillet prochain. J'ai acheté à Marseille 12.000 kilos de riz, 25.000 kilos de farine de maïs. »

Nombreux furent les industriels qui imitèrent l'exemple de Vuillard. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessous.

Relevé des approvisionnements de grains et autres denrées alimentaires achetées à l'étranger et introduits dans le département ou attendus prochainement par les chefs d'établissements industriels pour la nourriture de leurs ouvriers.

1 ^o Antoine Herzog, Logelbach. — Froment.	1.000 hl.
2 ^o Nicolas Schlumberger et C ^{ie} , Guebwiller. — Froment.	2.300 hl.
(et diverses denrées pour la distribution de 1.000 litres de soupe par jour jusqu'en août).	
3 ^o Frey-Witz et C ^o , Guebwiller. — Froment.	2.300 hl.
4 ^o Hartmann et Fils, Munster. — Froment $3/4$, seigle $1/4$	2.000 hl.
5 ^o Salzmann, à Ribeauvillé. — Provisions de riz et de légumes secs.	
6 ^o Fabricants de Cernay :	
Riz.	800 sacs
Haricots.	400 sacs
Farines	300 sacs
Blé.	100 sacs
Froment commandé 1.500 sacs	
7 ^o Isaac Kœchlin, à Willer. — Froment.	1.300 hl.
—	1.400 hl.
Farine, 73.000 kilos.	3.800 hl.
8 ^o Zuber fils, à Rixheim, — Froment.	300 hl.
Japy, à Beaucourt. — Froment.	2.500 hl.
10 ^o Judlin, à Thann (pour le commerce).	30.000 hl.
11 ^o Diverses maisons de commerce de Mulhouse.	24.000 hl.
12 ^o Henri Hofer, au Kaysersberg	néant
13 ^o Gros, Odier, Roman, à Wesserling.	5.500 hl.
14 ^o Migeon et C ^{ie} , à Méziré. — Froment.	1.500 hl.
Riz.	12.000 kg.
Maïs	25.000 kg.
	} évaluation. 350 hl.
Total.	85.350 hl.

nissaient en blé. On consultera utilement les pages où il étudie "l'affaire de Neubourg". (La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847, *loc. cit.*, p. 28 à 33.)

A leur tour les communes essayèrent d'assurer le ravitaillement. Altkirch, Belfort, Colmar, Ribeauvillé achetèrent du blé dans les départements voisins ou à Marseille. Malheureusement, les frais de transport s'ajoutaient au prix déjà élevé des céréales. Pour faire venir du froment de Marseille il fallait compter 8 à 9 francs de frais par hectolitre, si l'on employait le roulage, et 11 francs si on utilisait les transports par eau (1). En outre le blé mettait à peu près un mois pour venir de Marseille dans le Haut-Rhin par voie de terre et le double par le canal du Rhône au Rhin. Rendu sur place, le blé coûtait de 40 à 42 francs l'hectolitre, prix sensiblement plus élevé que celui des années ordinaires, évalué à 21 fr. 83 pour l'année 1845, à 28 fr. 58 pour l'an 1846.

De plus, les arrivages n'étaient pas suffisants pour combler un déficit énorme, de sorte que le blé atteignit en mars, avril et mai des prix exorbitants pour l'époque. L'hectolitre fut vendu 49 fr. 55 à Altkirch, 51 fr. 45 à Guebwiller, 50 fr. 18 à Massevaux et à Dannemarie, 45 fr. 79 à Mulhouse, 53 fr. 52, à Ribeauvillé, 50 fr. 10 à Rouffach, 50 fr. 37 à Soultz et 49 fr. 66 à Thann.

Le pain suivit naturellement la même courbe ascensionnelle (2). Le prix du kilogramme de pain bis varie suivant les localités entre 0 fr. 57 à Thann et 0 fr. 48 à Belfort, cependant que celui du pain blanc oscille entre 1 franc à Soultz et 0 fr. 65 à Belfort. Or le prix du kilo de pain pendant une année ordinaire était en moyenne de 0 fr. 60 pour le pain blanc et de 0 fr. 20 pour le pain bis.

Sans doute le prix des autres denrées : viande et boisson, ne varie pas sensiblement à la même époque. Mais la viande n'entraîne que pour une faible partie dans l'alimentation des classes pauvres. La population spécifique du Haut-Rhin était à cette date l'une des plus fortes des 86 départements français (282.257 hectares pour 487.000 habitants) sur lesquels il fallait compter $1/5$ d'ouvriers. Le département était donc loin de se suffire à lui-même et lorsque la pomme de terre et le blé venaient à manquer sa position se compliquait d'une manière inquiétante.

Dans le Bas-Rhin, la situation n'était pas meilleure. La réglementation opérée par le Zollverein avait provoqué une hausse notable sur

(1) M. F. PONTEIL note que de Marseille à Strasbourg le prix du transport d'un hectolitre de blé s'élève à 16 fr. 50, prix exceptionnel, dû à l'encombrement du port de Marseille par des stocks considérables de céréales et aux exigences des entrepreneurs de transports qui se sentent indispensables. En temps ordinaire, le prix n'est que de 9 fr. 50, sur lequel on prélève 2 fr. 36, pour les droits de navigation. La différence entre les prix du blé à Marseille (23 fr. 60) et à Strasbourg (26 fr. 50), les 11 et 12 décembre 1846, soit 12 fr. 90 prouve que le marché de Strasbourg fléchirait si Marseille n'était pas encombré. Même si on supprimait les 2 fr. 36 de droits de navigation la situation ne serait pas meilleure. Au contraire en transitant le blé de Marseille par Rotterdam, les prix sont plus raisonnables : 23 fr. 60 + 7 fr. 30 (transport Marseille-Strasbourg par Hollande) = 30 fr. 90. La nécessité d'un chemin de fer doublant les voies fluviales apparaît fortement à cette époque. Une ligne qui eût relié le Sud et le Nord de la France eût évité bien des souffrances. (F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, loc. cit., p. 27).

(2) V. tableau ci-dessous p.

le marché de Strasbourg. Au début de 1847, le prix moyen de l'hectolitre de blé était de 33 fr. 75. La famine menaçait la classe ouvrière. Strasbourg était la plus gravement atteinte. Mais partout la misère était grande. « Les prisons se trouvent encombrées par les vagabonds et les mendiants arrêtés... Les tribunaux de simple police ne sont occupés qu'à juger des affaires de maraudage et les tribunaux de police correctionnelle sont saisis d'un tiers d'affaires en sus du chiffre ordinaire. La rigueur extraordinaire et prématurée de la saison hivernale est venue aggraver cet état de choses (1).

De tous côtés des plaintes s'élevaient. Le président de la Commission de secours du Ban de la Roche faisait un tableau de la situation critique de la vallée de la Bruche (2), des « douloureuses épreuves » par lesquelles passaient les gens de la montagne, de « l'absence complète de ressources de la part des communes », de « la misère enfin qui deviendra presque générale chez les pauvres habitants ». « Ici ce sont des maladies épidémiques, fièvres nerveuses, fièvre scarlatine, miliaire et angine, qui sévissent au milieu de ces pauvres familles, maladies provoquées, d'après le rapport du médecin cantonal, par une faible et mauvaise nourriture. Là ce sont les provisions qui s'épuisent, le travail qui manque et, pour comble de douleur, le pain qui est à un prix très élevé. C'est ainsi qu'on voit journellement la misère gagner du terrain, c'est ainsi qu'on trouve des centaines de bras valides inoccupés, c'est ainsi que les privations commencent à se faire sentir. Beaucoup de pauvres petits enfants ne font qu'un repas. La mère leur apprend à supporter ces privations avec résignation en leur donnant confiance dans la bonté toute miséricordieuse de leur Sauveur. Ajoutons à cet affligeant tableau les menaces et les attaques des vagabonds et des mendiants qui parcourent nos campagnes et qui, par leurs vols audacieux et par des paroles incendiaires, jettent partout la terreur... J'aurais des inquiétudes plus réelles, si je ne me trouvais au milieu d'un peuple simple, éclairé et pieux, animé d'une foi vivante, et d'une charité évangélique. Les exhortations bibliques du vénérable Oberlin sont encore trop profondes pour permettre qu'une dissolution se montre parmi ses enfants. »

D'un autre côté, les lettres adressées par les maires au Préfet nous permettent de retracer dans son ensemble la situation dans les centres peuplés du Bas-Rhin au début de l'année 1847. La note générale est nettement pessimiste surtout dans la région nord ou montagneuse du département.

L'arrondissement de Wissembourg est dans une bien triste position. Certes les communes votent des crédits, font des emprunts, distribuent des vivres mais le blé manque et l'on doit recourir aux grains

(1) Rapport trimestriel du Préfet au Ministre de l'Intérieur. Confidentiel. Aperçu général de l'état du département. Archives du Bas-Rhin. M. Dossiers historiques 1840-1848.

(2) Lettre du 27 janvier 1847, adressée au préfet du Bas-Rhin. Archives du Bas-Rhin. M. Subsistances. Crise des subsistances 1846-1847.

étrangers. Un autre rapport dénonce un déficit de 60 à 70.000 hectolitres, marque une absence complète de pommes de terre. Dans l'arrondissement de Saverne, les ressources seraient à peu près suffisantes si elles n'étaient pas réparties inégalement. Mais, dans l'ensemble, il est en souffrance. Les cultivateurs gardent jalousement leurs grains. Le prix du froment varie entre 38 fr. 30 et 40 francs l'hectolitre. Il n'y a plus de seigle, l'orge se vend 23 francs, les fèves 28 francs, les pommes de terre 6 fr. 50, et il y a en peu. Le canton de Brumath accuse un déficit de 5.000 hectolitres.

Les rapports des maires de Bischwiller et de Haguenau ne sont pas plus rassurants. Dans ces deux régions, les ressources sont insuffisantes jusqu'à la prochaine récolte. Le froment est en hausse à Bischwiller (40 fr. 25). La misère est surtout grande à Kaltenhausen, près de Haguenau ; les récoltes ont été nulles ; le houblon est à vil prix. Sur 200 familles il y a 109 personnes réduites à la mendicité. Misère aussi à Strasbourg : à Bichheim, par exemple, les juifs sont dans un dénuement complet ; la commune doit faire des distributions de bière, de pain et d'argent.

La partie sud du département n'est guère plus favorisée. Les populations de la plaine autour de Sélestat, à Dachstein, Egersheim, Altorff, ont des ressources suffisantes en céréales, malgré une hausse très forte enregistrée aux marchés de Sélestat, Barr et Obernai.

Ce qui aggrave la situation, c'est la spéculation, véritable fléau, qui sévit avec rage sur toute l'étendue du département. Les accaparements avivent encore les souffrances des pauvres gens incapables de payer les prix exigés par les courtiers. A la date du 7 février 1847, le juge de paix de Hochfelden, Ordner, signalait au procureur royal à Saverne « une foule de trafiquants et de petite courtiers faisant le trafic des grains. Ces individus parcourent depuis quelque temps le pays, nuit et jour, font du jour au lendemain des offres folles, se réunissent et se revendent entre eux en quelque sorte à l'encan les grains qu'ils viennent d'acheter de sorte qu'il arrive qu'en peu d'heures les grains, avant d'arriver à la consommation, ont passé par 3, 4 et jusqu'à 5 mains, et que leur prix est augmenté d'un cinquième et quelquefois même du quart. Ces manœuvres se font à Strasbourg même. Vendredi dernier (5 février), plusieurs de ces individus seraient allés au loin au-devant des cultivateurs se rendant au marché avec des grains et seraient parvenus à se faire vendre les grains, en représentant à ces cultivateurs la ville en état d'émeute et se trouvant sous le coup de la mitraille et des baïonnettes. » Le sous-préfet de Wissembourg en vient à proposer de faire des perquisitions en vue d'arrêter ces manœuvres. Le Préfet s'y oppose afin de couper court à toute agitation.

A beaucoup de personnes, la situation ne semble pourtant pas désespérée, car les apparences des semailles sont belles partout. Le Préfet

se montre sceptique : la récolte de 1846 n'avait-elle pas, elle aussi, donné de belles espérances au mois de février ?

Or, les prix suivent le mouvement de hausse : à Strasbourg, au marché du 29 janvier, le prix moyen du blé est de 39 francs l'hectolitre. Le 5 février, il passe à 46-48 francs, tandis que l'hectolitre de pommes de terre est vendu 6 fr. 50 à 7 francs. La situation s'aggrave et se complique du fait des offres exorbitantes des courtiers juifs. Le chemin de fer continue à enlever les dépôts des blattiers d'une manière effrayante. A Hochfelden, la spéculation et la coalition des détenteurs de grains amènent l'arrestation de sept marchands. La spéculation est également effrénée dans la région de Strasbourg et de Sélestat. Les prix au dernier marché de Strasbourg, le 11 février, varient entre 38 francs et 48 francs l'hectolitre.

En présence de la crise que la cherté des grains avait fait naître, le gouvernement s'inquiétait des récoltes prochaines. Dès le 13 mars 1847, le Ministre de l'Intérieur lançait une circulaire à tous les Préfets les priant de lui donner les rapports hebdomadaires sur les apparences de la prochaine récolte. Les réponses qui parvinrent au Préfet de tous les points du département n'étaient pas toutes rassurantes.

Les apparences étaient défavorables dans la région de Saverne. Les gelées du mois de mars avaient été funestes. Le colza était perdu ; le blé avait souffert. Le sous-préfet de Sélestat était plus optimiste : les semailles d'automne étaient belles. Celles du printemps souffraient de la sécheresse, mais une pluie douce réussirait à favoriser la germination. Cependant sur le territoire de Wissembourg, le colza avait péri, en partie ; la vigne avait souffert des derniers froids. Pourtant les seigles et les blés avaient belle apparence.

Les lettres des maires sont aussi des témoignages intéressants. Le maire d'Obernai, par exemple, écrivait, à la date du 25 mars 1847 : « de mémoire d'homme, la terre n'a pas reçu une culture de printemps plus favorable que cette année-ci. » Mais une lettre du maire de Sélestat à son sous-préfet, datée du 26 mars, est chargée d'inquiétude : beaucoup de terrains resteront en friche par suite de la crainte que la pomme de terre se reproduise mal ou simplement du prix trop élevé de la semence. Le maire de Villé constate, à son tour, une grande diminution dans la plantation de la pomme de terre. Parfois la pomme de terre avait été remplacée par d'autres légumes dont la valeur nutritive n'égalait pas celle du tubercule ; gros danger auquel il fallait parer rapidement, surtout dans un pays où la pomme de terre est l'élément essentiel de l'alimentation. Au mois d'avril, un fait nouveau d'une extrême gravité était venu se joindre aux vives préoccupations de la disette et menaçait de compliquer la situation du Bas-Rhin. Dans beaucoup de communes rurales la misère avait poussé les pauvres gens à consommer jusqu'aux semailles et, à moins d'un secours instantané, une notable surface de terrain risquait de demeurer en friche ; la moisson de 1847 se trouvait, en un mot, compromise, par la faute

des habitants indépendamment de toutes les éventualités que pouvait amener une saison plus propice.

L'administration régionale cependant ne restait pas inactive. Le 6 février 1847, le Conseil municipal de Strasbourg avait décidé la formation d'une Commission des Subsistances, composée de dix membres, conseillers municipaux, et chargée de procurer des grains à la ville et de veiller à atténuer les effets de la hausse. La séance du conseil du 9 février est à cet égard d'une importance capitale.

Le président de la commission, Segenwald, proposait d'emprunter à l'hospice civil 3.000 hectolitres de grains. En effet, les hospices de Strasbourg renfermaient 225.000 kilos de froment provenant des fermages de l'échéance de la Saint-Martin 1846. Après approbation du Préfet, la ville percevait aussitôt le tiers du total offert. Les deux autres tiers seraient perçus après approbation de la convention par le Ministre de l'Intérieur. Les grains empruntés devaient être rendus aux hospices au plus tard le 30 avril 1847. Dans la négative, les hospices s'en procureraient, aux frais de la ville, à tel prix qu'ils jugeraient bon ; la ville paierait les factures plus un intérêt de 5 % à dater du jour de l'avance jusqu'à celui du remboursement. Segenwald. proposait aussi de passer des ordres d'achat à Rotterdam ou à Marseille, d'emprunter quelques milliers d'hectolitres aux magasins militaires, d'acquérir à Mannheim, à Mayence 4.000 hectolitres pour le service des approvisionnements en Mars (les 3.000 kilos de l'hospice devaient être consommés d'ici la fin février), et 4.000 autres hectolitres dans les ports de mer pour le mois d'avril. Mais, pour pouvoir soulager les pauvres de Strasbourg sans attirer toutes sortes de commandes sur le marché, au cas où les mercuriales seraient basses, Segenwald proposait :

« 1.000 hectolitres de blé seront exposés sur chaque marché hebdomadaire par les soins de la ville. Ces blés seront vendus au comptant aux boulangers de la commune exclusivement et au prix fixé la veille par l'Administration municipale. La répartition proportionnelle entre les boulangers se fera par l'entremise de leur syndicat. Chaque boulanger qui aura pris part à cette distribution s'engagera à fabriquer une quantité donnée :

1^o de pain de ménage, de pur froment, tenant le milieu entre le pain bis blanc et le pain noir. La quotité d'extraction du son et les conditions de la panification seront indiquées par M. le Maire, de façon que ce pain offre une nourriture saine et substantielle.

2^o De pain noir.

Le pain de ménage et le pain noir seront seuls soumis au tarif pendant tout le temps que durera la crise des subsistances. Les qualités supérieures seront vendues au prix que fixera la libre concurrence.

Le pain taxé portera la marque de chaque boulanger, avec un poids uniforme de deux kilos par miche et ne pourra être vendu que fabriqué de la veille, M. le Maire veillera à ce que le pain soumis à la taxe

ne soit pas exporté hors de la commune et à ce que chaque boulanger fabrique le double de la quantité de pain dont l'équivalent lui aura été fourni en froment ».

Le Maire ajouta que, chaque semaine, le Bureau de Bienfaisance distribuerait gratuitement 9.000 kilos de pain aux personnes indigentes. L'ensemble des propositions et, notamment la convention passée entre la ville et l'administration des hospices civils furent approuvés. Le 15 février, le Ministre de l'Intérieur sanctionnait les termes de la convention.

Cette suite de discussions et de conventions amena le Maire à publier le 12 février 1847, un arrêté inspiré du rapport de Segenwald et qui fixait très exactement le nouveau « modus vivendi ».

1^o La ville cédera à chaque boulanger, contre paiement comptant, une quantité de froment qui sera déterminée par le Syndicat des Boulangers et la Commission des Subsistances.

2^o Chaque boulanger qui aura pris part à cette répartition devra fabriquer, en pain bis ou en pain noir dont la composition est déterminée par les règlements antérieurs, et en pain de froment pur, le double de la quantité dont l'équivalent lui aura été fourni en froment. Les farines destinées à la fabrication du pain dit de ménage doivent provenir de pur froment moulu à 84% de farine de toutes qualités, mêlées ensemble, sans pouvoir en distraire la moindre quantité de gruau ou de farine de gruaux à 15% d'extraction de son et à 1% d'évaporation et de déchet.

3^o Les pains fabriqués avec le froment cédé par la ville devront être du poids de 2 kilos et avoir une forme ronde.

Les boulangers, en outre, seront tenus à vendre au détail et à découper le pain taxé s'il est nécessaire pour satisfaire à la demande des consommateurs ;

4^o Chaque pain portera l'empreinte du numéro assigné à la boulangerie qui l'aura fabriqué. Il devra être pesé au moment de la vente.

5^o Les pains dont il s'agit ne pourront être vendus que 24 heures après la cuisson.

6^o Il est formellement interdit d'exporter le pain des deux qualités prescrites.

7^o Les employés de l'octroi et tous les autres agents de la surveillance de la ville veilleront à la stricte exécution de la disposition de l'article 6.

8^o Le pain de ménage, composé ainsi qu'il est dit à l'article 2 ci-dessus, et le pain noir, seront seuls sujets à la taxe.

9^o Le tarif régulateur de la taxe est fixé ainsi qu'il suit :

Le kilo de pain doit être vendu :

<i>l'hectolitre ou les 76 kg de froment coûtant</i>	<i>pain de ménage</i>	<i>pain bis</i>
30 fr.	39 cent.	33 cent.
31 fr.	40 —	34 —
32 fr.	42 —	35 —
33 fr.	43 —	36 —
34 fr.	44 —	37 —
35 fr.	46 —	38 —
35 fr.	47 —	39 —
37 fr.	48 —	40 —
38 fr.	49 —	41 —
39 fr.	50 —	42 —
40 fr.	51 —	43 —
41 fr.	53 —	44 —
42 fr.	54 —	45 —
43 fr.	55 —	46 —
44 fr.	56 —	47 —
45 fr.	57 —	48 —
46 fr.	58 —	49 —
47 fr.	60 —	50 —
48 fr.	61 —	51 —
49 fr.	63 —	52 —
50 fr.	64 —	53 —

1^o Le prix des grains vendus par la ville aux boulangers, n'entrera pas dans le calcul des mercuriales du marché.

Le prix du froment servant de base au tarif régulateur qui précède s'établira d'après la combinaison suivante : pour moitié, le prix fixé aux boulangers par la Commission des Subsistances et, pour l'autre moitié, le prix indiqué par les mercuriales du marché.

11^o Le pain blanc et le pain bis blanc, considérés comme pains de luxe, ne seront pas soumis à la taxe, mais devront être d'une forme oblongue et porter l'empreinte du numéro de la boulangerie qui l'aura fabriqué.

12^o MM. les Commissaires de police feront des tournées journalières chez les boulangers pour s'assurer principalement de l'exécution des dispositions renfermées dans l'article 2 et pour veiller, en général, à l'exécution du présent arrêté.

13^o Des poursuites seront dirigées contre tous ceux qui contreviendront aux dispositions du présent arrêté.

14^o Une décision ultérieure fera connaître le jour auquel le présent décret sera exécutoire.

Strasbourg, le 12 février 1847.

Le décret ci-dessus, modifié et légèrement simplifié fut mis en vigueur le 18 février de la même année.

Comme on pouvait s'y attendre, les mesures adoptées par la ville de Strasbourg furent critiquées par le Ministre de l'Intérieur, qui doutait « qu'il soit d'une sage administration que les communes fassent elles-mêmes porter du blé sur les marchés. Comment le commerce libre acceptera-t-il une si dangereuse concurrence ? » Il soutenait que le commerce devait être aidé par la formation d'associations de prévoyance, que le blé devait venir de l'étranger, qu'il ne devait jamais être vendu au-dessous du cours.

« Les associations charitables contribueraient également à décourager le commerce, et c'est ce qu'il faut avant tout éviter ». Le préfet prend la défense de Strasbourg. La ville a un double but : « prévenir les effets de la spéculation à la hausse et rassurer les populations ». Elle a passé des marchés pour 17.000 hectolitres. Elle pourra donc rembourser aisément les 3.000 hectolitres empruntés aux hospices et les 4.000 hectolitres de la guerre dans le cas où ce prêt serait autorisé. Les prix de ces 17.000 hectolitres sont déjà arrêtés, la hausse ne les touchera donc pas ; le prix le plus élevé de l'hectolitre est de 40 francs, la ville ne ferait de pertes que si la baisse survenait, ce qui n'est pas, malheureusement, à redouter. Quant au système des associations de prévoyance, il ne donnerait rien à Strasbourg où les capitalistes n'entreraient dans la combinaison qu'avec la garantie de la ville ; celle-ci ne serait, par conséquent, pas à couvert. Le commerce ne s'élève pas non plus du système établi par la ville ; au contraire il y participe.

De son côté, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, faisait des objections aux mesures décidées par la Ville de Strasbourg et il fallut lui fournir un rapport pour lui démontrer que la ville ne retirerait aucun bénéfice des opérations, qu'il n'y avait aucun effet de baisse factice à craindre et que l'administration n'avait qu'un but : assurer un approvisionnement suffisant aux boulangers.

A la suite de longues démarches du Préfet, le Ministre de la Guerre autorisa un prêt de 2.000 quintaux métriques. Le Conseil Municipal s'en réjouit et le Maire exprima au Préfet ses remerciements chaleureux pour sa sollicitude.

L'initiative prise par la ville de Strasbourg n'est pas unique. Dans sa séance du 17 février, le conseil municipal de Haguenau décide de faire des achats à l'étranger, en vue de fournir à la commune des grains en quantités suffisantes. Dans ce but, il demande un crédit de 85.000 fr. En attendant les arrivages, il propose d'emprunter 45.000 kilos de froment à l'hospice de la ville et 30.000 kilos de l'autorité militaire. Il s'engage à les restituer au plus tard le 15 juin. Une commission de cinq membres était chargée de l'exécution de cette mesure.

Mais le Préfet souleva bien vite des objections : ne fera-t-on pas ainsi concurrence au commerce local ? Tout en approuvant l'emprunt

à faire à l'hospice, il met en doute l'acceptation du prêt par l'autorité militaire. Enfin, il conseille : au lieu de jeter les grains sur le marché, pourquoi ne pas en faire du pain ? Obéissant à ces suggestions, et aussi pour couper court à toute objection, le 24 février, le Conseil Municipal décide que les blés étrangers seront vendus aux boulangers, mais que le poids, la forme, et le prix du pain, seront fixés par le maire.

Le Ministre de l'Intérieur lui-même vient à la rescousse. La forme que le conseil municipal compte donner à la mesure ne lui paraît pas heureuse ; il refuse d'approuver le vote de 85.000 francs pour l'achat de grains. Au contraire, il est prêt à sanctionner le vote d'une subvention au Bureau de Bienfaisance pour donner du pain à prix réduit aux indigents. Quant à l'emprunt aux magasins de l'armée, il n'y faut pas songer. Le 12 mars, le Conseil Municipal de Haguenau vote une subvention de 85.000 francs en faveur de son Bureau de Bienfaisance, sous forme d'avance en vue de l'achat de 2.000 hectolitres de grains. Le produit de la vente sera versé à la Caisse municipale. De même, c'est le Bureau de Bienfaisance qui fera les emprunts à l'hospice. Le Ministre sanctionne ces délibérations le 2 avril.

Le 17 février, le Conseil Municipal de Sélestat avait voté 100.000 frs pour le même but. Une fois de plus, la délibération se heurte au veto ministériel. L'opération doit se faire sous forme de subvention au Bureau de Bienfaisance .

A son tour, le 30 mars, le Conseil municipal de Bischwiller vote une imposition extraordinaire de 5.000 francs. Mais, éclairé par l'expérience, il le fait à titre de subvention à son Bureau de Bienfaisance. Une Commission municipale est instituée pour l'achat et la revente des grains tirés de l'étranger.

Lorsqu'il fut certain que la récolte de 1847 se trouvait, elle aussi, compromise, le Préfet fit appel au gouvernement, aux conseils municipaux, aux particuliers. La Société d'Agriculture de Strasbourg fut chargée de faire une collecte et de donner son avis sur le meilleur mode de répartition des secours. Les comices agricoles reçurent une mission analogue. Une commission centrale de secours fut formée à Strasbourg, par arrêté du Préfet en date du 11 avril 1847. Dans les chefs-lieux d'arrondissements d'autres commissions fonctionnaient, ayant sous leur direction les comices agricoles et les commissions locales composées du maire, des ministres des cultes, des membres du conseil municipal et du Bureau de Bienfaisance. Réunie pour la première fois le 13 avril, la commission centrale siégea pendant un mois. Elle régla sa tâche : les communes riches étaient exclues des répartitions gratuites. Elle songeait avant tout à porter secours aux communes où la caisse municipale et les habitants étaient sans ressources. Pour exercer un contrôle plus serré, elle décidait de faire des achats directs de semences. Enfin elle se ralliait à l'idée de faire vendre des semences à prix réduit, mais moyennant un paiement au comptant. Les souscriptions privées, les allocations du gouvernement, les subventions municipales, permirent

de rassembler en peu de temps une somme de 135.000 francs. 125.000 francs furent employés à l'achat de pommes de terre pour la semence à raison de 10 francs l'hectolitre. Des mesures furent prises, sous la responsabilités des maires, pour que les semailles fussent respectées. 625 hectares furentensemencés de 12.500 hectolitres de pommes de terre, donnant l'espoir d'une récolte approximative de 156.350 hectolitres.

Dès le moment où la crise apparut très grave, le Préfet invita le directeur des douanes de Strasbourg à lui fournir des états constatant le mouvement des grains, importations et exportations, depuis le mois d'octobre 1846. Ces documents permettent à eux seuls de retracer l'histoire de la crise.

Le premier état fourni par l'administration des Douanes à la date du 30 janvier 1847, se rapportait au 4^e trimestre de l'année 1846. Le mouvement des grains se décomposait ainsi.

Exportations :

Farine : 95.610 kilos, froment : 4.552.856 kilos ; seigle : 65.592 kilos ; orge : 16.400 kilos ; maïs : 2.880 kilos ; pommes de terre : 2.753 kilos ; légumes secs : 148 kilos ; avoine : 264.921 kilos.

Soit un total : 5.001.160 kilos.

Exportations :

Froment.	131.142 kilos
Orge.	4.150 —
Total	135.292 kilos

A la date du 31 décembre 1846, il y avait dans les entrepôts 215.833 kilos de froment. Enfin la circulation à l'extrême frontière avec passavants était :

Froment.	36.160 kilos
Farine.	1.100 —
Pommes de terre	3.600 —
Avoine.	70.238 —
Total	111.098 kilos

IMPORTATIONS		Farine	Froment	Méteil	Seigle	Orge	Maïs	Pommes de terre	Légumes secs	Avoine	Totaux
	Mois										
Janvier 1847	.....	—	450.540	14.784	—	—	—	20	—	9.537	474.881 k.
1 ^{re} quinz. février	.....	2.256	361.749	660	13.416	—	—	1.220	10	—	379.311
2 ^e	—	27.198	251.058	—	—	—	—	—	—	—	251.256
1 ^{re} — mars	.....	27.460	970.340	—	11.352	—	—	80	25	102	1.009.359
2 ^e —	.....	34.810	2.078.510	—	41.858	70	156	80	8	—	2.155.492
1 ^{re} — avril	.....	9.650	1.818.376	—	154.638	108.960	—	—	12.055	—	2.103.679
2 ^e —	.....	34.467	2.430.552	—	122.584	193.848	—	500	117	—	2.782.068
1 ^{re} — mai	.....	—	1.332.885	—	90.882	48.555	—	—	70	—	1.472.392
2 ^e —	.....	27.500	1.398.674	—	—	—	—	340	1.142	—	1.427.656
1 ^{re} — juin	.....	295.488	574.950	—	—	—	—	140	1.653	—	872.091
2 ^e —	.....	14.554	496.000	—	—	5.400	—	—	11.259	—	527.353
1 ^{re} — juillet	.....	37.514	206.800	—	—	—	—	—	15.838	—	260.152
2 ^e —	.....	47.339	169.978	—	—	1.480	—	—	—	—	218.797
1 ^{re} — août	.....	11.265	86.935	—	—	420	—	—	—	—	98.620
2 ^e —	.....	3.075	10.110	—	—	—	—	—	—	979	14.164
1 ^{re} — septembre	.....	—	—	—	—	—	—	875	69	—	— 944
2 ^e —	.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1 ^{re} — octobre	.....	—	—	—	—	—	—	—	67	2.978	3.163
2 ^e — octobre	.....	19	—	—	—	99	—	—	—	—	—
EXPORTATIONS											
Janvier 1847	.....		215.833	—	—	—	—	—	—	—	215.833
Février à septembre	.....		—	—	—	—	—	—	—	—	— 77
2 ^e quinzaine de septembre	.....		77	—	—	—	—	—	—	—	50.480
2 ^e — d'octobre	.....		40.700	—	—	9.780	—	—	—	—	—

<i>Réexportation à l'étranger Sorties des Entrepôts</i>	<i>Farine</i>	<i>Froment</i>	<i>Totaux</i>
2 ^e quinzaine d'avril	—	7.034	7.034
1 ^{re} — de mai	23.195	30.758	40.583
1 ^{re} — de juin	—	16.200	16.200
2 ^e — —	1.766	51.780	53.546
1 ^{re} — de juillet	4.855	79.380	84.235
2 ^e — —	7.337	72.281	79.618
1 ^{re} — d'août	3.019	32.738	35.757
2 ^e — d'octobre	948	—	948
<i>Situation des Entrepôts</i>			
1 ^{re} quinzaine d'avril	19.560	10.576	30.136
2 ^e — —	33.020	30.758	63.778
2 ^e — de mai	9.825	15.134	24.959
1 ^{re} — de juin	34.191	5.034	39.225
2 ^e — —	71.705	150.104	221.809
1 ^{re} — de juillet	66.850	179.572	246.422
2 ^e — —	12.174	118.636	130.810
2 ^e — d'août	948	—	948
2 ^e — de septembre	948	—	948

Circulation à l'extrême frontière avec passavants :

	<i>1^{re} quinz. de février</i>	<i>2^e quinz. de février</i>	<i>1^{re} quinz. d'avril</i>	<i>2^e quinz. d'avril</i>	<i>2^e quinz. de mai</i>
Farine	—	—	—	800	—
Froment	18.117	12.611	9.611	30.000	—
Seigle	—	—	—	1.000	—
Orge	—	3.000	3.500	—	—
Maïs	814	—	—	—	340
Légumes secs	—	—	—	—	142
Avoine	13.943	4.798	4.398	7.000	—
<i>Totaux</i>	32.874	20.409	17.509	38.800	482

Cette suite de tableaux autorise deux remarques :

1^o Le mois d'avril a été le point culminant de la crise et le moment où la plus grande quantité des arrivages de blés étrangers a permis de soulager la misère des classes laborieuses. Les importations vraiment considérables se placent entre la première quinzaine de mars et la première quinzaine de juin.

2^o Pendant toute la période février-septembre, les exportations ont été nulles, alors qu'elles se chiffraient encore par 215.833 kilos, en janvier.

Les variations des prix du blé et des pommes de terre dans les centres

les plus importants du Bas-Rhin permettent elles aussi de reconstituer l'évolution de la crise.

Dès que la nouvelle de la mauvaise récolte avait été connue, les prix de l'hectolitre montèrent. Ils oscillaient entre 23 et 25 francs en mai, juin 1846. Ils passent à 27 fr. 63 et 29 fr. 75 en août ; 30, 31-31, 64 en septembre ; 32, 42-32, 66 en octobre ; 33, 80-34, 89 en novembre ; enfin 33, 74-34, 24 en décembre. En janvier, le prix moyen s'élève dans le Bas-Rhin à 35, 25-37, 50, alors que le prix moyen de l'hectolitre de froment en France est, en effet, de 29, 92. Au 31 janvier, le Bas-Rhin a les prix les plus élevés de toute la France. A Strasbourg, au marché du 29 janvier 1847, l'hectolitre est à 39 francs, en hausse de 3 francs sur le marché précédent. Le 5 février, les prix s'élèvent à 46-48 francs. La hausse continue en mars.

5 mars : 42-46, 75.

12 mars : 45-48, 50.

18 mars : 46, 75.

25 mars : 52 francs, avec une moyenne de 50 francs l'hectol.

Les prix atteignent 46 et 54 francs le 31 mars, se maintenant à la moyenne de 48-50 francs. La moyenne générale de mars oscille entre 44 et 50 francs. La ville qui, après le 6 février, avait acheté 19.962 quintaux métriques de froment à 41 fr. 04, revendait ses approvisionnements au taux de 40 francs, c'est-à-dire 8 fr. 90 et 10 francs au-dessous du prix moyen du marché. Elle allait suivre cette tactique pendant toute la crise. Pendant ce temps, à Sélestat, les prix passaient de 36 fr. 15 en janvier à 46 fr. 02 en février. En mars, la hausse s'accroissait : les boulangers du Haut-Rhin et des Vosges envahissaient les marchés ; le 24 mars, l'hectolitre de blé passe à 54 fr. 50 ; l'orge le suit à 35 francs. La hausse est plus marquée encore au marché du 30 mars : 55 francs, le prix le plus élevé avec un taux moyen de 51 fr. 48.

De leur côté les pommes de terre se maintiennent autour de 5, fr 60 l'hectolitre. En janvier on enregistre : 6 fr. 65, 6 fr. 81. La hausse s'accroît en février-mars : 8 fr. 43, 8 fr. 90, 9 fr. 13, 9 fr. 77.

Au début d'avril, légère baisse. A Strasbourg, les prix oscillent entre 48 et 52 francs avec un prix moyen de 48 fr. 66, soit une baisse de 1 fr. 30. Même baisse à Sélestat : moyenne 51 fr. 05, avec un minimum et un maximum de 46 francs et de 56 francs. En fait, baisse de 0 fr. 43 (marché du 6 avril). A Haguenau, au contraire, on constate une hausse de 2 fr. 18 le 13 avril, avec un prix moyen de 48 fr. 15.

A Strasbourg la baisse continue à se faire sentir au cours des autres marchés du mois.

Le 16 avril, les prix oscillent entre 49 et 51 francs avec une moyenne de 48 fr. 44 ; le 28 avril 44-50 francs, avec une moyenne de 47 fr. 07, soit une baisse de 1 fr. 37. Mais au marché du 30, nouvelle hausse de 0 fr. 41 : le prix moyen atteint 47 fr. 48.

Pendant ce temps, à Haguenau, légère baisse de 0 fr. 60, avec un prix moyen de 47 fr. 55 (marché du 20 avril). A Sélestat, la baisse se poursuit au marché du 20 avril. Prix moyen 50 fr. 01. Au reste, depuis le 31 mars, la baisse totale est de 4 fr. 14 ; mais le 27 avril, la reprise du froid réagit sur les prix qui subissent une poussée de 1 fr. 02, avec des prix oscillant entre 45 et 52 fr. 50.

Au marché du 4 : la moyenne est de 49 fr. 03 pour Sélestat et de 49 fr. 08 pour Haguenau. A Strasbourg on enregistre 0 fr. 54 de hausse avec le prix moyen de 48 fr. 02. La qualité inférieure du blé diminue de 1 franc, tandis que la première qualité renchérit de 2 francs.

La hausse continue : au marché du 4, prix moyen : 49 fr. 14, soit une baisse de 1 fr. 12, mais le 21 les prix s'effondrent d'un coup de 4 francs, 4 fr. 04, avec un prix moyen de 45 francs. La ville continue à vendre 40 francs. Nouvelle baisse le 28 avec une moyenne de 39 fr. 02, soit une baisse de 6 fr. 08 sur le marché du 21. Elle est provoquée par les arrivages des blés de Marseille.

Ce jour-là, le prix moyen de vente (39 francs) étant descendu au-dessous du prix fixé par la ville, la Commission des subsistances décida d'établir désormais ses prix de vente suivant le cours du marché, en les maintenant toujours au-dessous des prix moyens.

A Sélestat, après une baisse de 1 fr. 12, le 11, une légère hausse de 0 fr. 23, porte le prix moyen à 48 fr. 14. Le mois d'avril se termine à 43 fr. 79.

La chute des prix se poursuit. Le 1^{er} juin à Sélestat, les blés se vendent de 30 à 42 francs et la moyenne se fixe à 33 fr. 01, soit une baisse de 10 fr. 78. A Strasbourg, le blé ne se vend pas : sur les 1.378 hectolitres offerts par les blattiers, 715 seulement trouvent acquéreur, à un prix moyen de 27 fr. 75, soit une baisse de 11 fr. 27, sur le marché du 28 mai et une baisse totale de 20 francs en quinze jours. La ville vend ses stocks à 27 fr. 75. En présence d'une pareille chute, la taxe du pain est réduite de 0 fr. 47 à 0 fr. 32, pour le pain bis, de 0 fr. 53, à 0 fr. 37 pour le pain de ménage.

Ainsi le nombre toujours plus important d'arrivages de blé du Midi, la belle apparence des récoltes, la panique des marchands enfin, avaient produit le miracle tant attendu. Mais il était évident que la moindre fluctuation atmosphérique risquait d'arrêter le mouvement et d'amener une assez forte réaction dans les prix. C'est ce qui arriva à Strasbourg dès le 11 juin. Le mauvais temps et la spéculation aidant une hausse de 5 francs se fit sentir. Le prix moyen atteignit 32 francs. Ailleurs les prix moyens oscillent entre 27 et 34 francs. Au marché du 15, à Sélestat : hausse de 1 fr. 02, avec un prix moyen de 35 fr. 17, tandis qu'à Strasbourg, le 19, la hausse n'était que de 0 fr. 46, avec un prix moyen de 33 fr. 03.

Du reste, la baisse se fit de nouveau sentir à Strasbourg, le 25 avec un prix moyen de 31 fr. 85. La ville offrait ses grains à 29 francs. Les arrivages abondent, les entrepôts sont largement pourvus. Mais les

pluies se mettent encore une fois de la partie et les spéculateurs, cherchent à provoquer une nouvelle hausse. Il faudra attendre le mois d'août pour que la baisse soit définitive.

La pomme de terre avait suivi une courbe analogue : vendue 6 fr. 50 l'hectolitre en janvier, elle dépassait 10 francs au début du mois de mars, oscillait entre 9 et 10 francs à la fin de ce même mois. En mai, elle était à 9 francs, le 11 juin, entre 9 fr. 50 et 8 fr. 50, pour remonter à 10 francs le 19 juin. Elle baissait de 4 francs environ au marché du 9 juillet (6 à 5 fr. 50). La baisse persistait aux marchés du 16 et du 23, s'accroissait le 30 et le 7 août, 3 francs, 2 fr. 50 et 2 fr. 25.

L'insuffisance des denrées n'est d'ailleurs pas la seule cause de la misère ouvrière pendant l'année 1848. Une crise industrielle très grave vint réduire au chômage, quantité d'ouvriers et diminua sensiblement le salaire de ceux qui purent conserver leur travail, au moment même où les subsistances atteignaient des prix exorbitants.

Nous n'avons pas trouvé de chiffres indiquant de façon précise, le nombre des chômeurs pour les différents arrondissements du Haut-Rhin. On peut cependant avoir une idée approchée du nombre d'ouvriers sans travail, si l'on examine l'organisation des ateliers de charité où furent recueillis ceux des travailleurs dont l'usine avait fermé ses portes ou diminué son personnel.

A Colmar, indépendamment des ateliers de charité que la ville entretient habituellement, elle en a ouvert d'extraordinaires à l'aide du fonds de 15.000 francs voté par le conseil municipal ; 130 à 150 ouvriers sont journellement employés sur les chemins vicinaux, ainsi que dans les gravières où ils préparent les matériaux pour les chargements. Le salaire du plus grand nombre est de 1 fr. 20 par jour ; ceux qui ont l'habitude des travaux de nivellement, reçoivent 1 fr. 50, enfin quelques-uns, plus intelligents ou qui peuvent être employés comme piqueurs ou au moins comme surveillants, touchent 1 fr. 80. Le maire qui donne ces renseignements au Préfet ajoute : « La saison approche heureusement où les travaux de la terre et ceux en exécution pour la construction de la caserne et celle du théâtre, vont apporter du soulagement à la population ouvrière en lui procurant une occupation ininterrompue et des salaires plus élevés ».

En février 1847, le travail n'a pas encore diminué dans les fabriques de Guebwiller ; la commune a entrepris les travaux de reboisement nécessaires et la réparation des chemins vicinaux. Ces travaux occupent 60 ouvriers depuis novembre, mais, par suite de la cherté de la vie, les salaires sont insuffisants et la misère est grande en ville et dans la vallée.

Les ateliers de charité de Sainte-Marie-aux-Mines occupent 150 ouvriers et coûtent 600 francs par semaine. Les salaires varient, mais sont tous très réduits et hors de proportion avec le coût des denrées. Les tisserands gagnent 3 à 9 francs par semaine et par métier, les dévideurs, très nombreux, ne peuvent gagner que 20 à 40 centimes par

jour. Il leur est impossible de payer un loyer et plus encore d'acheter des vêtements.

Le sous-préfet de Belfort, signale au Préfet qu'il s'est opéré une réduction considérable, mais toujours fâcheuse dans le nombre des ouvriers occupés jusqu'à ce jour. Elle est d'autant plus regrettable qu'elle porte sur la partie des ouvriers qui gagne le moins, c'est-à-dire sur les tisserands à bras. Quelques localités en souffrent, comme Krüth et Geishausen, dans les vallées de Saint-Amarin qui auront à faire vivre 5 ou 600 ouvriers sans travail.

Krüth va faire entreprendre des travaux sur le chemin devenu incertain pour le Ventron (n° 13). Elle a voté pour cela, en même temps que la commune d'Oderen, une somme de 3.000 francs. Oderen a voté un crédit égal. Geishausen n'a rien pu faire. Elle demande qu'on la secoure et vraiment sa situation est affligeante.

Dans d'autres communes où il y avait des tissages à bras, on a demandé que l'ouvrage soit continué moyennant une réduction assez sensible sur le prix des façons. « Il vaut mieux pour ces pauvres ouvriers gagner peu que rien du tout et venir augmenter les charges locales ». Les ouvriers de la maison de Wesserling gagnent des salaires assez convenables : de 1 fr. 50 à 3 francs, un peu moins pour les tisserands à bras.

A Cernay les salaires sont moindres qu'à Wesserling, 1 fr. 50 à 2 fr. 50, un peu moins pour les femmes. La fabrication des indiennes est en souffrance. Elle laisse plusieurs centaines d'ouvriers sans travail et, par conséquent, dans la misère.

A Thann, les salaires sont faibles et le nombre des travailleurs diminue.

A Rouffach, 366 ouvriers manquent de travail ; 206 d'entre eux n'ont aucune ressource et sont occupés dans les ateliers de quatre jours en quatre jours pour les plus nécessiteux, de huit jours en huit jours pour les autres. Leur salaire s'élève à 1 fr. 25 par jour.

A Neuf-Brisach presque tous les ouvriers chôment : « Les ouvriers à profession vivent de leurs économies, les autres contractent des dettes ; les journaliers au nombre de 20 à 30, sont secourus par le comité de charité, ainsi que leurs femmes et leurs enfants ».

Le Préfet déplore que de multiples formalités s'opposent à l'établissement de nouveaux ateliers de charité. Ainsi les travaux de redressement des côtes des chemins de grande communication n° 25 sont indéfiniment ajournés à cause des conférences qui doivent être tenues par la commission mixte.

Les travaux exécutables du chemin projeté par Wildenstein, prolongation du chemin n° 13, sont également ajournés pour un motif semblable.

L'adjudication d'importants travaux sur la route n° 19, dans la traverse de Pérouse, a été fixée au 25 du mois, mais il faut attendre l'approbation de l'adjudication avant de commencer les travaux ; deux mois seront encore à ajouter au temps perdu.

68 communes de l'arrondissement ont voté des fonds pour le soulagement des classes pauvres. Les crédits ainsi obtenus s'élèvent à 61.000 francs. Parmi ces communes 13 seulement ont ajouté à leur vote qui s'élève à 29.100 francs, une demande de participation sur le fonds de 4 millions voté par le gouvernement pour venir en aide aux communes indigentes et développer les ateliers de charité.

63 autres communes, les plus dénuées de ressources, et qui, par conséquent, ont particulièrement besoin de secours, ont réclamé le bienfait de cette participation, sans l'appuyer d'aucun vote, car elles ne pouvaient disposer de rien.

L'administration de Ribeauvillé a établi un atelier de travail qui occupe les ouvriers les plus nécessiteux. Divers propriétaires emploient les autres à des travaux viticoles que l'on entreprend ordinairement plus tard, afin d'éviter le désordre et l'oisiveté ; mais il existe des ouvriers inoccupés. Par contre, les salaires sont insuffisants (1 fr. 25 par jour).

A Soultz, 90 ouvriers sont sans travail, 30 sont employés à tour de rôle dans les ateliers de charité et gagnent 1 fr. 30 par jour ; mais la municipalité est à bout de ressources. Les chefs des filatures de Mulhouse et de Dornach, le 25 avril 1847, décident qu'ils conserveront tous leurs ouvriers, mais qu'ils réduiront leurs heures de travail et, par conséquent, les salaires. Les heures ont été ainsi fixées : de 7 heures du matin à 6 heures du soir. Quant aux ouvriers à la journée, ils continuent à percevoir leur salaire intégral. Seule la filature de laine de Schwartz, Trapp et Cie qui se trouve dans une situation spéciale, ne peut adhérer à cet arrangement et doit renvoyer des ouvriers. Dans les autres fabriques, la réduction de salaire ne touche que l'ouvrier fileur qui gagne assez pour la supporter sans trop de peine s'il n'est pas chargé de famille. Bien que rien ne garantisse les ouvriers contre une nouvelle diminution, cette résolution, portée à la connaissance des fileurs et des cardeurs, a été accueillie avec soumission par les premiers et avec reconnaissance par les seconds. Les fileurs qui gagnaient 2 fr. 25 à 3 fr. 50 par jour, éprouvent une diminution de salaire qui réduira celui-ci à 2 francs et 2 fr. 50, mais cette différence pourra être rachetée pour la plupart par une plus grande activité dans la confection des pièces (1). Quant aux cardeurs, payés à la journée, ils ne devaient pas subir de réduction. Pour procurer du travail aux chômeurs, la municipalité décida de réorganiser les ateliers de charité, entretenus déjà durant l'hiver précédent et de continuer les travaux de terrassement du grand canal d'écoulement.

La situation du département du Bas-Rhin n'était pas plus brillante.

Ce qui touche le plus l'industrie et le commerce de ce département,

(1) Ainsi les patrons gagnaient doublement à cette mesure : la production était augmentée et le salaire diminué. C'est pourquoi nous ne croyons pas que, seules, des raisons « d'humanité » les aient poussés à adopter cette solution. Notons encore que les ouvriers occupés risquaient moins de causer des désordres que les chômeurs.

ce sont les « droits de douane ». Le 17 octobre 1846, « l'Association pour la défense du travail national » avait écrit aux membres de la Chambre de Commerce de Strasbourg, pour l'engager à organiser un comité de défense, à l'instar de Lille et de Rouen. La Chambre de Strasbourg, préfère s'abstenir pour le moment ; « elle se réserve de prendre un parti sur les affaires du département dans le cas où des propositions émaneraient, soit du gouvernement, soit des parties intéressées ». Elle ajoute dans sa réponse : « L'enquête porterait alors, non seulement sur la situation de chacune des industries, mais encore sur nos rapports avec les pays limitrophes, rapports qui ont souffert de l'excessive rigueur de notre législation douanière et n'ont fait qu'empirer par l'effet des repréailles de la douane allemande. A ce point de vue, les intérêts commerciaux d'une ville frontière, tendraient à se séparer plus ou moins de ceux qui ne peuvent exister qu'à l'abri de prohibitions et de taxes élevées ».

Un des exemples les plus typiques est fourni par la crise qui a atteint l'industrie de la bière, vers la fin de 1846. A en croire le syndicat des brasseurs de Strasbourg, la Brasserie Strasbourgeoise ne pouvait plus lutter victorieusement contre la concurrence des brasseurs d'Outre-Rhin, dont les importations ne cessaient d'augmenter. L'achèvement du chemin de fer Paris-Strasbourg, aggravait encore la situation ; la concurrence allemande se faisait sentir, même à l'intérieur. La faute est uniquement imputable aux droits qui pèsent sur cette industrie. La brasserie allemande ne paie qu'un droit de fabrication de 1 fr. 10 par hectolitre, à toute liberté pour la fabrication et ne paie qu'un droit de 6 fr. 60 par hectolitre pour exporter la bière en France. Les brasseurs français, au contraire, paient un droit de fabrication de 2 fr. 64. Les matières premières et la main-d'œuvre, sont 20 à 25% plus chères qu'en Allemagne. Le houblon de Spalt (Bavière) paie, en effet, un droit de douane de 72 francs par cent kilos. La fabrication est sévèrement contrôlée. Enfin la bière française paie 18 francs pour entrer en Allemagne. Le vœu unanime est le relèvement des droits d'entrée sur les bières étrangères.

La situation des brasseurs mérite, semble-t-il, d'autant plus d'être prise en considération qu'ils forment le corps le plus puissant de Strasbourg, avec 67 chefs de maison, occupant plus de 700 personnes. Ils font vivre toute une catégorie d'agriculteurs, qui ont mis de gros capitaux dans l'établissement de houblonnières à Bischwiller, Haguenau, Brumath, Wantzenau. L'orge, qui est « le principal ingrédient » de la bière forme le tiers de la valeur totale des cultures. Le malt sert à l'engrais des bestiaux et des terres. La diminution de la fabrication provoquerait le licenciement d'un grand nombre d'ouvriers. Néanmoins le Ministre de l'Agriculture et du Commerce ne voulut rien entendre, et les tarifs douaniers ne furent pas modifiés.

La situation reste très critique pendant les trois premiers trimestres de 1847. Partout la baisse se fait sentir : sur les produits textiles,

sur les cuirs bruts. Les tisseurs de laine ne trouvent pas d'acheteurs. Les articles de bonneterie s'écoulent au prix de revient. Les transactions sur le houblon sont nulles ; le cours est descendu au-dessous des deux tiers du prix de revient, par suite de la hausse des orges, des privations que s'impose le pauvre et de la superficie plus étendue cultivée en houblon.

Bref, le travail de production est réduit au minimum, afin d'arrêter l'avilissement des prix. L'effet de ce ralentissement se fait sentir dès le mois de mai 1847. La vie renchérit et pourtant le fabricant reste en perte, car les cotons et laines sont très chers et la houille remplace dans les usines l'eau qui fait défaut. Les fabricants suppriment les travaux à la lumière pour diminuer d'autant la production, jusqu'à l'amélioration des cours. La draperie continue à être engorgée par suite de la mévente ; les marchés sont envahis et conquis par les produits belges et allemands. Les faillites se multiplient. Le chômage atteint nombre d'ouvriers. Certaines usines ne travaillent qu'à mi-temps ; les ouvriers touchent des salaires dérisoires (1).

Pour soulager la misère, on établit, comme dans le Haut-Rhin, des ateliers de charité. A Strasbourg, où l'agglomération d'une population indigente très nombreuse, pourrait donner lieu à quelques craintes si, dans l'ensemble, les habitants n'étaient animés d'un bon esprit, le génie militaire est venu au secours de l'administration civile en établissant quelques ateliers de terrassement. L'administration municipale emploie journellement quelques centaines d'ouvriers, soit à l'enlèvement des neiges, soit aux chemins vicinaux, et elle fait distribuer des soupes à des familles nécessiteuses. Ces initiatives heureuses ne sont pas le fait de la seule ville de Strasbourg. Dans tout le département des ateliers de charité occupent des centaines d'ouvriers.

Le bureau de police de la Mairie donnait les chiffres suivants, reproduits dans le *Courrier du Bas-Rhin* du 4 février 1847 :

16-21 novembre 1846	44	222,25
23-28 novembre	113	400,43
30 novembre-8 décembre	138	1.040,01
7 au 12 décembre	231	1.521,84
14 au 19 décembre	342	2.761,91
21 au 26 décembre	459	2.595,32
28 décembre 1846 au 2 janvier 1847.	466	2.966,86
4 au 9 janvier.	566	3.589,25
11 au 16 janvier	742	5.386,73
18 au 23 janvier	748	5.470,76
25 au 30 janvier	1.002	7.101,30

La Préfecture avait aussi sur les routes royales des chantiers qui occupaient de 325 à 500 ouvriers. Les ateliers du canal de la Marne au

(1) 0 fr. 80 à 1 fr. à Wissembourg, 0 fr. 90 à 1 fr. à Saverne ; 1 fr. 50 à Sélestat, c'est le salaire le plus élevé que M. PONTEIL ait relevé pour cette époque (23 février 1847).

Rhin et du chemin de fer de Paris à Strasbourg employaient 933 ouvriers au 15 janvier et 1740 vers la fin du même mois.

Le conseil municipal de Haguenau vote, le 30 septembre 1846, un crédit de 20.000 francs pour approvisionnement de la glacière communale, dégagement des rues, enlèvement des neiges, curage du canal de décharge de la Moder, empierrement du chemin vicinal allant de Marienthal à Kaltenhausen et la mise en état de plusieurs chemins ruraux.

On organise également un service de distribution de soupes. A Schiltigheim, on distribue chaque jour 100 litres de soupe.

La commune de Bischeim distribue 80 miches de pain par semaine à 40 ouvriers pères de famille.

Le Courrier du Bas-Rhin du 29 janvier, donnait le détail de la distribution de soupes du mardi 26 janvier :

1 ^o Intérieur ville, citadelle et extra-muros du canton ouest .	406
2 ^o Robertsar	600
Neuhof	157
Razendorff (venus pour la 1 ^{re} fois le 23 janvier). . .	101
3 ^o Pensionnaires internes de la Maison de refuge (matin et soir).	515
4 ^o Pensionnaires externes : matin	129
5 ^o Salles d'asile	300
6 ^o Cartes vendues en ville (moyenne par jour).	60
	2.268

Menu du 26 : 220 kilos d'orge mond.

10 hectolitres de pommes de terre.
10 kilos de viande de bœuf coupé menu.
12 kilos sel, oignons, fines herbes.

Menu du 24 : 150 kilos de pois jaunes cassés.

15 hectolitres de pommes de terre.
12 kilos de lard en dés.
6 kilos de graisse.
12 kilos de sel.
12 kilos d'oignons.

A Bischwiller il y a des ouvriers sans travail. Ce sont particulièrement les journaliers employés aux travaux agricoles, les ouvriers maçons et un certain nombre d'ouvriers de fabrique. On peut en évaluer le nombre à 200, 250. Un atelier de charité est ouvert pour venir à leur secours. Le salaire est de 1 franc par journée de travail. Pendant les trois derniers mois, la population pauvre des campagnes a trouvé une ressource dans les navets dont la récolte a été bonne. Des familles entières en ont fait pendant tout l'hiver leur aliment presque exclusif. Mais cette ressource, elle-même, est sur le point de manquer.

La viande, peu coûteuse à raison de la réduction forcée de l'état des bestiaux, supplée à l'insuffisance des autres denrées ; mais cette ressource ne durera qu'autant que les pauvres cultivateurs se verront forcés de vendre leurs bestiaux, faute de fourrage. Avec le printemps, la viande de boucherie deviendra rare et chère. Dans la même commune, le maire estime à 850 le nombre des indigents, dont 214 individus mâles, en état de travailler dans les ateliers de charité et 646 comprenant les enfants en bas-âge, les femmes, les vieillards et surtout des veuves chargées de famille.

A Drusenheim, le nombre des indigents s'élève à 246, dont 55 hommes valides, et 191 femmes, vieillards et enfants. La commune a ouvert un atelier de charité qui reste en activité depuis le début du mois de janvier et qui a donné du travail à 120 individus parmi lesquels sont compris les 55 indigents valides ; mais les ressources de la ville sont insuffisantes.

A Lentenheim, on compte 149 indigents, dont 24 hommes valides. La municipalité a voté 1.000 fr. pour l'institution d'un atelier de charité.

La population de Neuhkensel est particulièrement malheureuse. Le Rhin, par ses inondations répétées, a ravagé la banlieue en détruisant, année par année, la moitié des récoltes. La commune ne renferme pas une seule famille vraiment aisée.

On trouve à Offendorf 628 indigents. Les terrains peu fertiles ont donné une très mauvaise récolte. La batellerie qui occupait de nombreux ouvriers est réduite à de faibles proportions. La détresse est d'autant plus grande qu'on trouve dans cette commune, même dans les années de prospérité, un nombre considérable d'individus qui n'ont d'autres moyens d'existence que la charité publique. Le Conseil Municipal vote une subvention destinée à la création d'un atelier de charité et vient au secours du Bureau de Bienfaisance, mais ces ressources sont insuffisantes.

On compte à Roeschwog 180 indigents ; on en trouve 536 à Schirrheim. Dans cette dernière commune, des troupes de femmes et d'enfants partent chaque matin pour aller mendier dans les communes voisines. Les inondations du Rhin ont ruiné les récoltes. Ce village est aussi le siège d'ouvriers nomades, vanniers, ferblantiers qui ont l'habitude de mendier, même dans les années d'abondance. La commune n'a aucune ressource et se trouve dans l'impossibilité d'établir un atelier de charité.

A Saverne, 400 ouvriers sont sans ouvrage et sans moyens de subsistances.

L'arrondissement de Wissembourg compte 4.000 ouvriers sans travail.

Enfin dans les communes mi-rurales, mi-industrielles rapprochées de la ville comme Schiltigheim, Bischheim et Hoenheim beaucoup d'ouvriers viennent prendre domicile. Un grand nombre d'entre eux

sont indigents. On a donc partagé les individus en deux catégories : 1^o les ouvriers travaillant dans les fabriques ; 2^o les ouvriers manœuvres. Les premiers, au nombre de 80, tous pères de famille, gagnent chacun 1 fr. 50 par jour ; les seconds, au nombre de 60, se trouvent depuis le début de l'hiver sans travail et ont mangé le peu d'économies qu'ils avaient pu faire. Ces derniers ouvriers ont reçu des secours en pain, en argent et en bois. A Schiltigheim, la commune paie en outre 0 fr. 50 par semaine à chaque famille et distribue dans chaque foyer 25 kilos de bois communal provenant des arbres plantés à côté des chemins vicinaux.

Le Préfet s'attache à occuper les ouvriers « livrés aux suggestions du désœuvrement et des besoins matériels » et à essayer d'adoucir leur misère. Il propose au chef du génie d'entreprendre des travaux de fortification et prie instamment le Ministre de la Guerre de les autoriser.

Sur ces entrefaites, un conflit éclate entre le Préfet et le maire de Strasbourg. Le 1^{er} février le maire écrivait au Préfet pour lui faire connaître que ses ressources diminuaient. La ville qui occupait 1.000 ouvriers dans ses chantiers ne pouvait continuer plus longtemps à supporter une si lourde charge. Il s'étonnait que le gouvernement attendît si longtemps pour accorder des secours. Le 4, le Préfet répondait en engageant le maire à faire participer la commune aux frais des travaux de fortifications. Il faisait ressortir combien la situation financière de la ville était florissante pour une époque de crise. Le 6, le conseil se réunit et prit la délibération suivante, véritable blâme à l'adresse du Préfet et du gouvernement.

5^o Le conseil a vu, avec un vif sentiment de peine, que, dans les circonstances si graves où se trouve la ville de Strasbourg, ainsi que les deux départements de l'Alsace, l'autorité supérieure, ainsi que le gouvernement paraissent demeurer dans une coupable indifférence, et sont loin de seconder, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, les efforts de l'autorité municipale et les charges que s'impose la ville ».

Le Préfet se sentit directement visé. Mais, tout en s'élevant contre une pareille délibération, il insiste auprès du Ministre de l'Intérieur, pour que des secours soient accordés. « Cependant, écrit-il, la ville a déjà beaucoup fait pour ses pauvres, et le prix du blé, plus élevé que dans le reste de la France, change et augmente les obligations du gouvernement en Alsace. Une manifestation de large bienfaisance est devenue nécessaire pour un département qui souffre à un haut degré. C'est une promesse de secours de 150 à 200.000 francs que je demande à Votre Excellence, sur le fonds de 2 millions qui va être voté. Il faut faire taire la malveillance et montrer aux populations le gouvernement prêt à les aider en tous points ».

Le conflit s'apaisa assez rapidement. La ville obtint 14.000 francs, le Bureau de Bienfaisance de Strasbourg reçut un nouveau secours

de 20.000 francs destiné à donner du pain à bon marché aux pauvres.

En dehors des ateliers de charité, diverses institutions dues à l'initiative privée ou aux libéralités des communes furent créées pour secourir les indigents, dans les deux départements alsaciens.

A Colmar, une quête faite pour procurer du pain à prix réduit aux ouvriers nécessiteux rapporte 7.359 francs. Le Bureau de Bienfaisance accorde des secours en argent et en combustibles aux pauvres honnêtes et aux personnes qui se trouvent momentanément dans le besoin. Le même bureau alloue une somme de 1.660 fr. 90, jusqu'alors placée à la caisse d'épargne, à la fabrication de pain à prix réduit. La moitié du bénéfice de trois représentations théâtrales données au profit des pauvres aura la même destination. On distribue en outre jusqu'à 1.900 soupes gratuites par jour.

A Rouffach, une quête rapporte 7.400 francs. La municipalité ajoute 5.000 francs et ces crédits permettent de distribuer aux indigents, gratuitement ou pour la somme modique de 0 fr. 15, un litre de bonne soupe composée alternativement de légumes secs, de riz et de viande. Un chaufferie a été établi dans l'une des salles de l'hospice. Les femmes pauvres y sont admises à filer, coudre et tricoter. Le produit d'une loterie est affecté à l'achat de vêtements pour les enfants pauvres et au paiement du loyer pour les vieillards invalides, les malades et les veuves.

A Sainte-Marie-aux-Mines la municipalité a épuisé toutes ses ressources pour distribuer aux pauvres du pain et de la soupe. Ces distributions représentent une somme de 3.000 francs par mois. Une réserve de 16.000 fagots a permis, depuis le début de l'hiver, de vendre aux ouvriers nécessiteux des fagots à raison de 12 centimes la pièce, prix qui ne représente que le transport et le façonnage du bois. Des soins gratuits, l'exemption de l'écolage pour tous les enfants pauvres, ont ruiné la ville d'autant plus que les bois communaux se sont mal vendus et que l'on attend encore les produits des forêts que l'administration chargée de l'exploitation ne se presse pas de livrer.

60 dames confectionnent, à Soultz, des vêtements pour les indigents et quêtent pour les pauvres parmi la population. On distribue 200 soupes par jour et tous les lundis 80 kilos de pain ainsi qu'une certaine quantité de combustible ; les plus nécessiteux reçoivent aussi gratuitement des bons de viande ; on paie le loyer et les médicaments des malades.

A Ribeauvillé, on distribue 300 soupes aux enfants à midi. On leur donne du pain à la sortie de la classe.

A Belfort, à Thann, à Cernay, on distribue de 4 à 500 soupes par jour.

A Altkirch, le Préfet réunit les maires de 29 communes pour organiser la charité publique. Chaque commune entretiendra ses pauvres exclusivement. A cet effet chaque maire fera de nouvelles publications pour défendre la mendicité aux étrangers à la commune, comme

aux habitants eux-mêmes. Celui des maires qui n'observerait pas cette convention serait signalé à l'autorité supérieure. Chaque conseil municipal doit être appelé à voter de nouveaux sacrifices sur les ressources communales. A défaut de crédits le maire fera appel à la charité des particuliers. Là où les commissions de charité n'auraient pas encore été instituées, le maire en organisera une immédiatement en y comprenant le curé ou desservant ; enfin les communes qui auraient encore à demander des secours pour des ateliers de charité ou pour des distributions de comestibles se hâteront d'adresser les demandes nécessaires.

A Mulhouse surtout des secours de toutes sortes furent organisés sur une grande échelle.

Dès le mois d'octobre 1843, une souscription est ouverte en vue d'organiser des distributions de soupe, de pain, de pommes de terre et de bois. On recueillit 22.682 fr. 75. Le Conseil municipal s'était inscrit en tête de liste pour la somme de 5.000 francs. Il fut bientôt possible de distribuer chaque jour 3.000 soupes de 3/4 de litre chacune pour la somme de 0 fr. 10. On distribua ainsi pendant l'hiver de 1847, 510.314 soupes gratuites et 53.000 soupes à 10 centimes.

La partie israélite de la population mulhousienne possédait ses institutions de bienfaisance. Un bureau régulièrement constitué dépensait en aumônes aux pauvres israélites étrangers une somme de 3.000 francs par an. En outre cette société fournissait aux indigents ultra-muros le bois de chauffage en hiver, des secours en argent et les faisait soigner en cas de maladie. Le fonds de la société était alimenté par une rétribution hebdomadaire que s'imposaient volontairement tous les membres de la communauté à l'âge de 20 ans dans la proportion de leurs moyens. Mais, par suite de la cherté des vivres, les ressources devinrent insuffisantes. Une quête fut faite parmi les israélites et, bien qu'elle coïncidât avec celle de la ville, elle produisit de quoi subvenir largement aux besoins des israélites indigents jusqu'à la fin d'avril. Un seul israélite consacra 700 francs à l'achat de pain azyne destiné à ses corréligionnaires dans le besoin au moment des fêtes de Pâques (1).

Enfin, si l'on considère le budget du Bureau de Bienfaisance de Mulhouse, on s'aperçoit que cette institution a largement contribué aux frais extraordinaires occasionnés par la disette. Le Bureau de Bienfaisance a dépensé, en effet, au cours de l'année 1846-1847, en :

Secours mensuels à domicile	7.353 fr. 50
Traitements d'indigents malades à l'hospice	9.081 fr. 25
Achats d'aliments distribués en nature :	
Pain	2.287 fr. 70
Viande	261 fr. 55

(1) *Industriel Alsacien*, 21 mars 1847.

Pommes de terre.	16 fr. 50
Riz.	175 fr. 15
Achat et distribution de bois de chauffage.	3.076 fr. 95
Achat et confection de vêtements.	1.026 fr. 70
Secours de route aux indigents renvoyés dans leurs foyers (1)	901 fr. 15
Dépenses pour l'atelier de charité.	5.981 fr. 20
Secours extraordinaires (2).	104 fr. »

Dans le département du Bas-Rhin la générosité des particuliers était également sollicitée. A Strasbourg, les quêtes à domicile produisaient 33.000 francs que le Bureau de Bienfaisance et les sociétés de charité étaient chargés de répartir. Malheureusement bien souvent les ressources s'éparpillaient parce que les indigents n'étaient pas connus individuellement, comme il arrive dans une petite ville ou dans un village.

Grâce à ces divers secours, grâce aussi aux prédications des pasteurs (3) et des ministres du culte catholique, la population semblait devoir rester calme (4). Dans le Bas-Rhin, en effet, on n'eut pas à déplorer de graves désordres. Signalons toutefois de légers incidents qui, s'ils ne troublèrent pas l'ordre public, dénotent, une certaine impatience de la part d'une population naturellement calme et résignée.

Le 9 février, des tentatives sont faites pour troubler le marché de pommes de terre à Wasselonne et à Barr, mais il suffit de la présence de la gendarmerie pour étouffer dans leur germe ces essais qui n'ont

(1) Il s'agit sans doute des ouvriers suisses ou allemands très nombreux dans le Haut-Rhin qui, en cas de crise, étaient immédiatement renvoyés dans leurs foyers. Si l'on considère le mouvement des étrangers employés dans le département de 1844 à 1848, on constate, en effet, que leur nombre va sans cesse en diminuant. On comptait en

1844	12.433	ouvriers étrangers	
1845	12.921	—	—
1846	12.295	—	—
1847	12.033	—	—
1848	11.137	—	—

(Archives départementales du Haut-Rhin M. 127).

(2) *Industriel Alsacien*, 23 mai 1847.

(3) A Rouffach, notamment le pasteur HOCKLE semble avoir exercé une influence semblable à celle que le pasteur OBERLIN avait eue quelque années plus tôt dans la misérable contrée du Ban de la Roche.

(4) « Grâce à la charité publique, à la douceur des mœurs des habitants de cet arrondissement, à l'aisance assez généralement répandue nous n'aurons à réprimer aucune collision provoquée par le besoin, à déplorer aucun des maux graves qui marchent à la suite de la disette ».

Lettre du sous-préfet de Wissembourg au Préfet du Bas-Rhin, 4 février 1847. A. D. Bas-Rhin. M. Crise des subsistances.

« L'attitude résignée et calme des populations prouve en faveur de leur bon esprit. Pas une voix haineuse ou hostile ne s'est fait entendre. Les journaux de toutes nuances ont rivalisé d'efforts pour émouvoir les classes riches ou aisées et leur arracher sous toutes les formes une « taxe des pauvres ».

Rapport trimestriel du Préfet au Ministre de l'Intérieur. A. D. Bas-Rhin M. Dossiers historiques.

donné lieu à aucune arrestation. A la même date, au marché de Rosheim les femmes se sont jetées sur les gens de la campagne qui avaient apporté des pommes de terre et ont vidé leurs sacs. Les unes les ont ramassées, les autres ont assailli les campagnardes et les ont forcées à quitter le marché, en abandonnant leurs hottes et leurs pommes de terre. Le calme s'est rétabli après leur départ. A Duppigheim, une lettre anonyme menace le maire et les conseillers municipaux d'incendier leurs bâtiments si les pauvres de la commune ne sont pas secourus. Le 12 février, le marché aux pommes de terre de Strasbourg est un instant troublé par un grand nombre de femmes qui se sont jetées sur les vendeuses et ont renversé leurs paniers dont le contenu a été enlevé sans avoir été payé. Cet incident est dû à ce que ces deux femmes qui vendaient leurs denrées au détail haussaient les prix au fur et à mesure que se présentaient les acheteurs. A Wissembourg, on colle sur les murs du faubourg de Bitche un placard en langue allemande portant les mots suivants : « République, mort aux juifs, mort aux riches ». Le même jour, une lettre anonyme est adressée au maire pour l'engager à distribuer plus largement des aumônes faute de quoi on viendrait chez lui avec des haches pour lui demander du pain ou la mort, mais le sous-préfet note que la « foule est calme et que, selon toutes probabilités les menaces dont il s'agit sont l'œuvre de quelques esprits remuants ».

A Wasselonne, deux vendeurs de pommes de terres ont refusé de vendre leurs marchandises au-dessous de 12 et 13 francs l'hectolitre en disant qu'ils préféreraient ramener leurs denrées chez eux que de les livrer au-dessous de ce tarif. En un clin d'œil, un groupe de femmes s'est jeté sur ces deux vendeurs en exprimant l'indignation que soulevait cette prétention exagérée.

A Pissepin (près de Sarrebourg), un fermier qui conduisait du blé au marché a été attaqué en plein jour dans la commune même, près de la maison du maire ; on lui a enlevé 5 hectolitres de froment et 10 francs en argent après l'avoir violemment frappé.

Enfin le marché de Sarrebourg a été troublé par une soixantaine d'individus qui demandaient l'expulsion des marchands de grains et le blé à bon marché (1). Somme toute, ces divers incidents n'ont au-

(1) A. D. Bas-Rhin. M. Police administrative. Crimes délits, accidents 1840-1848.

On trouve dans le même dossier une lettre anonyme adressée à un boulanger de Strasbourg et ainsi conçue : « Nous amis du peuple te prévenon Boulanger Mour que nous avons reconnu Vendredi dernier que c'est toi qui est le moteur est le chef de la bande noir des boulangers qui est cause que le blé a monté par des indigne procédé et c'est toi qui est cause depuis quelque temps que le pain est aussi cher. Aussi met toi sur tes garde car si vendredi prochain cela arrive on t'observera de nouveau et gara ta boutique et ta peau et tu aura bien mérité la croix, mais une croix pour te pendre Ainsi gara toi mauvais boulanger ta farine noir dansera.

Tes observateurs et amis du peuple et du pauvre.

(Ces traits tiennent lieu de signature probablement).

cun caractère de gravité. Le Préfet n'eut jamais l'occasion de réprimer des troubles graves.

A la même époque, le Haut-Rhin nourrissait quantité d'ouvriers paysans qui, tisserands ou fileurs pendant l'hiver, revenaient labourer un bout de champ au printemps ou ensemercer un minuscule jardin. L'extrême division de la propriété, comme aussi l'amour de l'ordre et du travail remarquables chez les Alsaciens, paraissaient propres à assurer la tranquillité publique. En outre la vendange avait été excellente et ce facteur devait aussi, aux dires des autorités, aider la classe pauvre à supporter la misère avec calme et résignation. Pourtant la rigueur exceptionnelle de l'hiver n'était pas sans inquiéter le Préfet qui écrivait au Ministre en février 1847, ces quelques phrases significatives : « La situation s'aggrave par sa seule durée : l'hiver reprend quelque vigueur et dans les derniers marchés une hausse considérable a ranimé les inquiétudes (1). Deux mois pénibles restent à traverser. Sur tous les points l'autorité est à son poste. Elle veille. J'ai provoqué à Colmar des réunions entre les différents chefs de service et dans ces réunions les bruits répandus sont appréciés et réduits à leur juste valeur, les mesures à prendre sont indiquées et discutées. Par suite le plus parfait accord réunit et guide les autorités civile, judiciaire, militaire et municipale et ces dispositions sont prises sans éclat, sans publicité, de manière à ne pas accroître les inquiétudes des masses disposées à s'alarmer même des mesures les plus sages... L'administration connaît ses devoirs. Elle saura les remplir. L'énergie s'il fallait en montrer ne lui manquerait pas, mais dans ce cas le mal serait réalisé, il importe de le prévenir ».

Effectivement le prix des denrées augmente encore jusqu'au mois de mai où il atteint son maximum, comme nous l'avons vu. A partir de la deuxième quinzaine de mai cependant, une légère détente se produit, les prix baissent régulièrement par suite des arrivages. Comme dans le Bas-Rhin les cultivateurs, craignant de ne pas avoir vendu tous leurs grains avant la récolte prochaine, se décident à ouvrir leurs greniers. L'hectolitre de blé qui valait à Mulhouse 47 fr. 45 pendant la deuxième quinzaine de mars tombe à 40 fr. 87 fin mai, et à 31 fr. 45 pendant la deuxième quinzaine de juin. De même le kilo de pain bis qui valait dans la même ville 0 fr. 58 en mars ne coûte plus que 0 fr. 38 en juin (2).

On s'explique, assez mal, dans ces conditions qu'une émeute ait éclaté le 26 juin et que 3 ou 400 ouvriers se soient mis en grève parce que la taxe du pain leur paraissait trop élevée. Une telle grève aurait été beaucoup plus justifiée trois mois plus tôt semble-t-il. Il faut cependant noter qu'aux Archives Nationales, comme aux Archives départementales du Haut-et Bas-Rhin nous n'avons trouvé que des

(1) V. ci-dessus, p. 351 à 357.

(2) V. tableau ci-dessus, p. 354.

documents émanants des autorités et que, très probablement, ces sources partiales ne peuvent nous donner à elles seules une idée exacte des causes de la sanglante révolte, célèbre sous le nom de « Fête des Boulangers » (Bäkefest). Notons toutefois que le kilo de pain bis et bis blanc qui avait coûté dans la deuxième quinzaine d'avril 0 fr. 64 et 0 fr. 55 avait diminué et était tombé le 8 juin à 0 fr. 42 et 0 fr. 50. Le 15 du même mois légère hausse puisque le kilo de pain vaut 0 fr. 52 et 0 fr. 54 ; le 22, le prix du pain diminue et tombe à 0 fr. 50 et 0 fr. 42 tout en restant supérieur, en ce qui concerne le pain mi-blanc, au prix de la deuxième semaine de juin. Les ouvriers ont-ils vu là un fâcheux indice ? Ont-ils pensé que la municipalité avait l'intention de maintenir la taxe à un taux qu'ils jugeaient trop élevé, c'est possible, mais il est un peu difficile d'admettre qu'une simple probabilité ait pu déterminer une émeute d'une telle envergure, d'autant plus que le prix du kilo de pain bis, principale nourriture des ouvriers, accusait une diminution lorsque l'émeute éclata. Nous pensions trouver dans les interrogatoires et les réponses de ceux qui furent traduits en justice comme étant les fauteurs des troubles, une solution au problème que nous venons de poser. Ces documents nous auraient permis, sans doute, de jeter une pleine lumière sur la genèse de l'émeute. Malheureusement, les recherches effectuées au Greffe du Tribunal Civil sont restées vaines, puisque tous les dossiers de procédure de la Cour d'Assises du Haut-Rhin, antérieurs à 1855, ont été détruits par l'administration judiciaire sous l'occupation allemande.

Quoi qu'il en soit, la municipalité avait reçu, pendant les quelques jours qui précédèrent l'émeute, de mystérieux avertissements. Par lettres anonymes on menaçait le maire et les conseillers de mettre le feu aux quatre coins de la ville si le prix du pain, fixé par une taxe, n'était pas abaissé (1). Naturellement la municipalité ne tint pas compte d'avertissements de ce genre. Le samedi 26 juin, les ouvriers se mettent en grève et se réunissent sur la place de la mairie. On évalue leur nombre à 3 ou 400. Leur attitude est d'abord assez calme. Quelques-uns d'entre eux se rendent en délégation à l'Hôtel de Ville. Ils exposent leurs plaintes au sujet de la taxe du pain qu'ils trouvent trop élevée. Le maire se refuse à fournir des explications tant que les rassemblements ne se seront pas dispersés. Il autorise les délégués à revenir vers trois heures à condition que les ouvriers renoncent à toute manifestation. On devait faire connaître à ce moment la décision prise par l'administration municipale. Un instant les attroupements disparaissent.

(1) D'après l'arrêté municipal du 7 décembre 1844, encore en vigueur en 1847, la taxe du pain était déterminée comme suit : Pour arriver à l'établissement de la taxe, le poids du froment de la récolte de chaque année sera d'abord établi d'après le mode prescrit par le gouvernement dans le courant du mois de décembre ; puis il sera dressé, en janvier suivant, un tarif régulateur qui servira toute l'année à la taxe du pain. Cette même taxe qui sera révisée tous les huit jours, le lendemain de chaque marché hebdomadaire de grain, résultera du prix moyen du froment vendu sur le dernier marché de la ville et aux deux marchés qui l'auront précédé.

sent, mais quelques mécontents renversent les étalages du petit marché. Désordre. Les agents et le poste de police interviennent, arrêtent cinq ou six perturbateurs et les conduisent à la salle de police. De nouveaux groupes se forment ; les ouvriers réclament la mise en liberté des prisonniers. On promet de les relâcher dès que la place sera évacuée. Bientôt tout rentre dans l'ordre et les manifestants sont relâchés.

Cependant le maire fait prévenir le colonel du 18^e léger et le commandant de la Garde Nationale. On décide de faire doubler les postes et d'organiser un service de sûreté, mais la garnison n'est pas prête : elle passe l'inspection de détail de l'intendant militaire et il lui faut du temps pour plier bagages et se rendre, en armes, sur la place de l'Hôtel de Ville. De son côté le service de sûreté commandé à la Garde Nationale tarde à s'organiser. Des groupes toujours plus nombreux en profitent pour se former sur différents points de la ville. Les rassemblements sont grossis par l'arrivée des ouvriers que les premiers grévistes ont fait sortir de divers établissements. Vers midi, comme s'ils avaient obéi à un signal, ces groupes se portent vers les magasins de plusieurs boulangers et s'emparent de tout le pain qui s'y trouve. Les vitrines sont forcées et pendant un instant la ville semble livrée au pillage.

Le tocsin sonne. Les piquets de la troupe de ligne commencent à circuler dans les rues, aidés par quelques citoyens armés. Le désordre s'atténue. La foule occupe alors les faubourgs où elle se livre à de nouveaux excès. Des tentatives de pillage sont faites sur les magasins de blé et de farine situés le long du bassin. La troupe se porte partout au pas de course et fait tous ses efforts pour mettre fin aux désordres. Elle est secondée par les sapeurs pompiers et par un faible détachement de la Garde Nationale. L'artillerie dresse ses pièces en batterie sur la place de l'Hôtel de Ville. De forts piquets, en tête desquels on reconnaît le maire, des adjoints ou des conseillers municipaux se rendent sur tous les points menacés et dissipent les rassemblements, sans avoir besoin de recourir aux sommations, excepté aux environs du bassin où quelques soldats sont blessés par des pierres. L'après-midi se passe avec des alternatives de calme et de désordre. Vers le soir, cependant, des actes de violence se renouvellent envers les boulangers, les marchands de grains et d'autres commerçants, principalement dans la rue du Faubourg de Bâle ; des sommations sont faites aux fauteurs de troubles. Ils refusent de se retirer, continuent le pillage et se livrent à des voies de fait sur la troupe. Le lieutenant-colonel du 18^e léger, qui dirigeait en personne le détachement se voyant assailli de tous côtés, ordonne le feu. Une première décharge faite en l'air rend la foule plus agressive. Une nouvelle décharge tue cinq manifestants (1).

(1) C'est le chiffre donné par l'*Industriel Alsacien*. Le rapport du Préfet au Ministre

Les pierres et autres projectiles lancés par la foule depuis quatre heures ont atteint bon nombre de militaires parmi lesquels le colonel, le lieutenant-colonel et un capitaine. Plus tard, dans la rue des Tanneurs, un homme occupé à dévaliser un magasin, tombe frappé d'un coup de pistolet. (1) Une quarantaine de pillards sont arrêtés.

Aux premiers symptômes de désordre l'autorité municipale avait prévenu le Préfet et le sous-préfet et demandé que la garnison fût renforcée. Le sous-préfet, le procureur du roi, le juge d'instruction et le lieutenant de gendarmerie arrivèrent bientôt d'Altkirch. Peu après le général commandant le département vint à Colmar avec deux compagnies d'infanterie qui furent suivies de quatre autres et l'ordre fut donné à deux escadrons de Huningue de se diriger en toute hâte sur Mulhouse. Des dispositions avaient été prises pour prévenir le retour des scènes de la journée, mais la nuit se passa sans incidents (2).

Le 27 juin, une dépêche du Lieutenant Général au Ministre de la Guerre annonçait l'arrivée à Mulhouse du général Cavaignac, accompagné du Préfet et l'envoi par chemin de fer d'un bataillon du 22^e léger, venant de Strasbourg. La même dépêche ajoute que l'ordre est rétabli et que tout semble terminé. 66 arrestations ont eu lieu (3). Les débats commencèrent le 17 août devant la Cour d'Assises du Haut-Rhin. Les poursuites avaient été dirigées d'abord contre 115 prévenus, mais la Chambre des Mises en Accusation en renvoya seulement 32 devant la Cour d'Assises et 32 devant le Tribunal Correctionnel ; les autres furent relaxés... Les débats n'ont rien présenté de remarquable. Le jury a déclaré à la majorité que l'accusé Becker est coupable sur la question de complicité avec circonstances atténuantes ; déclare non coupables les cinq principaux accusés : Nithard, Schaeffer, Bachmann, Kampf et Monnier. Quant aux autres accusés, à l'égard desquels les verdicts de culpabilité sont tous rendus à la majorité avec des circonstances atténuantes, la Cour statue comme il suit :

Acquittés : Nithard, Schaeffer, Bachmann, Kempf, Monnier, Ridezki, Adelbrecht, Lenger, Fimbel, Schweitzer et Beutz. Le Président ordonna la liberté immédiate des onze accusés. Interpellé sur l'application de la peine, Becker répond par ces quelques mots qui font sensation : « Je n'ai aucune observation à faire à la Cour. Ma conscience est pure et tranquille. Ce que l'on m'impute à crime, je l'ai

signale 4 tués et une vingtaine de blessés parmi les émeutiers. 3 officiers et 12 soldats ont été blessés par des pierres. A. N. N^o 62.

(1) Les documents conservés aux Archives Nationales ne mentionnent pas ce fait. Le Préfet, dans son rapport a sans doute préféré passer sous silence un meurtre qui ne semble pas pouvoir être justifié par un cas de légitime défense.

(2) D'après l'*Industriel Alsacien*.

(3) A. N. F^o 629.

Dans une lettre adressée à son collègue du Bas-Rhin, le Préfet de Colmar écrit que les prisons d'Altkirch renferment 90 à 100 hommes, tous ayant plus ou moins pris part au complot. Il ajoute que des ouvriers se sont sauvés dans les bois pour échapper à l'arrestation. (A. D. Bas-Rhin, Série M. Dossiers historiques).

fait par pitié pour la classe malheureuse et, quelle que soit la peine que l'on m'afflige, je n'aurai pas de regrets ».

Tous les autres accusés réclamèrent l'indulgence de la Cour en fondant en larmes. La Cour condamna Becker à 5 ans ; Weiss, Thomann, Hubert, Lemblé, Haes, à 3 ans, Sturm ; Schneider, Rogger, Oswald, Grunenberger, Gabin, Schwaebelé, Geisberger, Halder, Hersperger, les frères Dreyer, Gisbergen à 2 ans, et Georges à une année d'emprisonnement (1).

Lorsque le verdict fut connu une grande agitation eut lieu à Mulhouse et le Préfet requit de nouveau un escadron à Huningue. Cependant il n'y eut pas de nouveaux troubles (2). En mars 1848, le conseil municipal demanda spontanément une amnistie en faveur des inculpés, amnistie qui fut accordée par le Gouvernement provisoire.

Les dégâts commis par les insurgés s'élevèrent à 28.650 francs. Si l'on ajoute à cette somme les frais provenant des troupes, on évalue à 40.750 fr. 21 les dépenses occasionnées à la ville par l'émeute. La municipalité réclama, à la suite des troubles, une garnison permanente de cavalerie, mais cette demande ne fut pas exaucée.

La « Fête des Boulangers » eut, d'ailleurs, des conséquences plus graves. Le mouvement insurrectionnel gagna les villes avoisinantes. A Guebwiller, à Thann, les ouvriers se mirent en grève, eux aussi. A Thann, notamment, des groupes se promenèrent à travers la ville. Une députation se rendit à la mairie afin de solliciter une baisse sur la taxe du pain. Sur la promesse affirmative qu'on acquiescerait à leur demande, ils se retirèrent sans la moindre démonstration. Plusieurs femmes et enfants toutefois se portèrent à quelques excès en jetant des pierres contre les fenêtres et les devantures des boulangers, mais sans provoquer de dégâts. La taxe du pain fut diminuée de 20 centimes, l'ordre et la tranquillité rétablis ; la population ouvrière de la ville semblait même résolue au calme puisqu'elle refusa en octobre de s'unir à la manifestation organisée par les ouvriers de Bitschwiller. Ceux-ci, employés dans la fabrique de Gaspard Schlumberger, avaient quitté leurs ateliers au nombre de 300 par suite d'une réduction de salaire. Ils formèrent un rassemblement qui parcourut les rues de la ville et poussa jusqu'à Thann, dans l'espoir, probablement, que les ouvriers de cette ville appuieraient leurs revendications. Toutefois, ils s'abstinrent de toute tentative de débauchage ou d'agression. La manifestation ayant échoué, les ouvriers de Bitschwiller regagnèrent leurs ateliers (3).

La situation du prolétariat de Thann allait, d'ailleurs, devenir très précaire par suite de la faillite de la maison Dubrit. Celle-ci employait 12 à 1.500 ouvriers qui formaient avec leurs familles une masse de 3.000 individus. Le 23 décembre, au lendemain de la cessation de

(1) D'après la *Gazette des Tribunaux*, 17 et 18 août 1848.

(2) *Histoire documentaire de l'industrie à Mulhouse*, loc. cit.

(3) A. N. BB¹⁹ 1456.

leurs paiements, MM. Dubrit firent annoncer dans leurs ateliers que le malheur qui venait de les atteindre ne leur permettait plus de faire travailler leurs ouvriers que pendant la moitié du temps ordinaire ; bientôt après on apprit que ces heures de travail ne manqueraient pas d'être réduites encore, les matières premières étant épuisées. Au même moment, l'établissement de construction de Loos dont Dubrit était l'un des commanditaires se vit obligé de renvoyer une quarantaine de serruriers. Enfin, le 27 janvier 1848, un incendie se déclara dans l'usine de Scheurer-Rott et, de ce fait, 250 personnes de la localité et des communes voisines se trouvèrent privées d'occupation. Les ouvriers sans travail se plaignirent et quelques menaces furent proférées. Muller Koch, maire et syndic provisoire de la faillite, prit immédiatement des mesures propres à prévenir ou à réprimer les troubles. 150 à 200 hommes de la garnison de Mulhouse furent dirigés vers Thann. On renvoya dans leur pays les ouvriers étrangers et le Ministre de l'Intérieur leur accorda des secours de route jusqu'à concurrence de quatre enfants. Les créanciers de la maison Dubrit, mulhousiens pour la plupart, semblent, en outre, avoir signé un accord aux termes duquel on aurait laissé à l'établissement en état de faillite la possibilité d'employer une partie de son personnel. Une souscription fut également ouverte et, grâce au secours de 800 francs accordé par le gouvernement au Bureau de Bienfaisance, il fut possible de distribuer, outre des combustibles et de l'argent, une subvention en bois de chauffage, particulièrement nécessaire, car l'hiver de 1847 fut long et rigoureux. On résolut enfin d'obliger tous les ouvriers mécontents à prendre leur livret et à quitter la ville s'ils n'en étaient pas natifs ou s'ils n'y étaient pas depuis longtemps domiciliés. Quelques contremaitres pour qui Dubrit avait une affection particulière et que les ouvriers appelaient « ses hommes », furent l'objet d'une surveillance spéciale.

Grâce à ces diverses mesures l'ordre ne fut pas troublé à Thann. L'année 1848 s'annonça meilleure. Le froment avait une excellente apparence. On comptait sur un excédent de produits dépassant de plusieurs mois la consommation d'une année ordinaire. « La qualité des grains rentrés ou à rentrer est excellente, dit le Conseil d'Arrondissement d'Altkirch ; une gerbe produit à peu près le double de grains en 1847 qu'en 1846. Le poids des grains est aussi plus considérable de 5% et le nombre des gerbes est plus élevé du 1/3. La récolte sera plus que suffisante si les pommes de terre réussissent ». Or les pommes de terre semblaient précoces et de bonne qualité. Les vignes, celles du moins qui n'avaient pas souffert de la gelée, présentaient un aspect admirable, tant par le nombre que par le volume des grappes. Enfin le 3 février 1848, on pouvait lire dans le *Courrier d'Alsace* cette nouvelle réconfortante : « le dégel commencé depuis lundi est salué par tout le monde comme un événement heureux, comme la fin d'un hiver rigoureux et interminable, comme le terme des grandes misères des classes pauvres ».

On constate le même soulagement dans le Bas-Rhin. A la baisse des produits essentiels de l'alimentation alsacienne que nous avons signalée plus haut, s'ajoutaient des arrivages considérables de fruits et de légumes. Les rapports du Préfet au Ministre de l'Intérieur insistent sur ce point. Ils parlent de « quantités immenses », de « masses » de fruits et de légumes. Aussi la condition des pauvres gens s'est rapidement améliorée. Cette amélioration était sensible, dès le 17 avril, date à laquelle un rapport du Préfet, tout en constatant un déficit d'un quart au moins des ressources nécessaires, ajoutait qu'il y avait déjà plus de légumes verts, que les travaux étaient plus actifs, et que, de ce fait, les moyens de subsistances étaient accrus.

Depuis les rapports de mars-avril, on a l'impression que la nouvelle récolte sera plus favorable. Dans le canton de Villé, la récolte des cerises a été abondante. La vigne, médiocre dans la plaine, se développe normalement dans la montagne. En août, les observations de Haguenau sont moins satisfaisantes : l'impression est assez favorable, quoique l'orge d'hiver et le froment soient insuffisants. Mais la qualité est belle (poids moyen : 78 kilos). Le rendement en paille a doublé par rapport à l'année précédente. La pomme de terre est belle, mais sur certains points la maladie de 1845-46 a reparu. Quoi qu'il en soit, au mois d'août, la vie normale reprend peu à peu. Les apparences de la récolte de 1847 dans l'ensemble se sont réalisées. La moisson est splendide et les céréales accusent un rendement excellent. La pomme de terre n'est peut-être pas aussi belle qu'on l'avait espéré tout d'abord, car la maladie a reparu par endroits, mais elle sera largement suffisante pour les besoins du pays. Seul, le vin s'annonce médiocre, les pluies l'ont gâté.

Malgré ces alertes, la récolte était très bonne. L'état général des récoltes en grains et autres farineux faites en 1847 dans le Bas-Rhin est significatif. Sur aucun produit il n'y a de déficit.

	<i>Nombre d'hectares</i>	<i>Produit (hectolitres)</i>	<i>Besoins</i>	<i>Poids moyen d'un hectol.</i>
Froment	54.189	1.100.976,50	894.487,50	78
Méteil	5.975	135.811,75	86.994,35	73
Seigle	9.478	188.422,64	188.304,90	70
Orge	26.702	803.997,22	507.556,60	66
Sarrazin	62	176,70	191 »	55
Maïs, millet. . . .	2.341	44.479 »	37.309,10	65
Avoine	9.763	308.510,80	241.150,80	50
Légumes secs . . .	1.777	40.871 »	25.338 »	78
Menus grains . . .	4.525	90.500 »	87.975 »	75
Pommes de terre	31.179	5.674.578 »	5.020.345 »	»
	145.991	8.388.323,61	7.089.652,25	

Sauf pour le sarrasin, dont la production était insignifiante dans le Bas-Rhin, les autres récoltes se chiffraient par des excédents, considérables parfois. L'orge et le froment arrivaient en tête avec des excédents de 296.440 hectolitres et 206.489 hectolitres. Dans l'ensemble, c'était un excédent de 1.298.671 hectolitres. La qualité elle-même était très satisfaisante. Les rendements de l'avoine, de l'orge, du méteil et du blé sont les plus gros qui aient été enregistrée de 1844 à 1849.

L'année 1848 s'annonçait donc plus facile. Telle était la conclusion qui se dégagait du rapport général du Préfet, à la date du 31 décembre 1847. Il n'y a pas eu de troubles dans le Bas-Rhin. Au contraire, la population « a supporté avec résignation les rudes épreuves de cet hiver désastreux. La cherté des subsistances, plus grande que sur aucun autre point du royaume, loin d'avoir été un sujet de trouble, n'a servi qu'à faire éclater les plus généreux sentiments. Quand il s'est agi de secourir ceux qui souffraient, tout le monde a fait son devoir. Lorsque des scènes de désordres sont venues affliger un département voisin, les populations sont restées insensibles à la contagion de ces mauvais exemples... Les deux années de mauvaise récolte avaient réduit les cultivateurs aux plus dures extrémités. Le pain manquait pour la famille et la semence pour le champ préparé pour la recevoir ; le présent et l'avenir étaient également en péril. Dans ces circonstances critiques, au premier appel et à l'exemple du chef de l'administration départementale, des quêtes, des souscriptions ont été organisées et recueillies de toutes parts ; les communes et les citoyens ont rivalisé de sacrifices ... (1) ».

(1) Archives du Bas-Rhin. Série M. Conseil d'arrondissement de Sélestat, session de 1847. Discours du préfet. Cité par F. PONTEIL : *La crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847*, *loc. cit.*, p. 78.

CONCLUSION

Ainsi a fin de l'année 1847 marque, au moins pour quelque temps, le terme des souffrances ouvrières. La crise est terminée ; elle a été très dure. Cependant, si l'on excepte les sanglantes émeutes de Mulhouse, l'Alsace est restée calme ; alors que, sur presque tous les points du territoire, la population ouvrière, exaspérée par la disette s'est livrée à des manifestations violentes, les habitants du Haut et du Bas-Rhin ont supporté avec patience et résignation les cruelles épreuves de 1847. Ce fait pourrait paraître singulier au premier abord, mais tout ce que nous avons dit de l'origine et de la composition du prolétariat alsacien, de son instruction, de sa mentalité, et de ses rapports avec le patronat, explique, pour une bonne part, l'attitude des prolétaires pendant l'année 1847.

Dans le Bas-Rhin, les travailleurs, disséminés pour la plupart, ne pouvaient songer à protester. Plus ils étaient pauvres, comme les tisserands, par exemple, plus ils étaient liés à leur tâche, plus ils se trouvaient à la merci d'un manque de salaire, moins ils pouvaient s'organiser, moins ils pouvaient s'élever contre l'exploitation dont ils étaient l'objet.

Il faut remarquer que les ouvriers paysans du Haut-Rhin ont eu la même attitude que leurs camarades du Bas-Rhin. C'est seulement à Mulhouse, à Thann, à Guebwiller, c'est-à-dire en des localités où les travailleurs étaient groupés et susceptibles d'agir collectivement, que des troubles ont éclaté. Encore faut-il noter un certain décalage entre les manifestations des prolétaires alsaciens et les protestations qui éclatent au sein de la classe laborieuse sur d'autres points du territoire.

Il a fallu des circonstances exceptionnelles pour que les ouvriers alsaciens sortent de leur calme habituel. La « Fête des Boulangers » est postérieure à toutes les émeutes qui, la même année, agitent le royaume de France. Les travailleurs du Haut-Rhin ont été plus lents à s'émouvoir que leurs camarades du Nord ou de Buzençais, mais cette lenteur même peut facilement s'expliquer. La présence, dans les grands centres industriels, d'un patronat habile, les efforts très réels, sinon désintéressés, faits par ce même patronat pour soulager la misère pendant la disette ont certainement contribué, pour une bonne part, à retarder une explosion qui déconcerte encore par sa soudaineté et son caractère improvisé. En outre, la propagande du clergé, ses constants appels à la résignation, ont renforcé le respect pour l'ordre et la propriété qui caractérise les ouvriers mulhousiens. N'oublions pas que la

plupart d'entre eux, quelques années plus tôt, étaient encore propriétaires d'une maisonnette et d'un bout de champ dans les villages des vallées vosgiennes. Il a fallu que la faim et la misère viennent à bout de leur patience pour qu'ils oublient leur origine et foulent aux pieds les principes traditionnels et conservateurs qui avaient germé et s'étaient développés en eux presque toujours au cours de leur enfance et souvent pendant une bonne partie de leur jeunesse sans qu'ils en aient eu seulement conscience.

Isolée par ses montagnes, par sa langue, par ses institutions propres des divers groupements ouvriers qui, à la même époque, revendiquent des réformes sociales, la classe ouvrière alsacienne s'est constamment tenue à l'écart, entre 1830 et 1848, des mouvements politiques. Ailleurs, des manifestations violentes et répétées permettent aux prolétaires de « se sentir les coudes », de prendre conscience de leur nombre et de leur force. Ici les prédications socialistes, n'ont pas même effleuré les travailleurs. La propagande fouriériste reste cantonnée dans les milieux bourgeois. Nul ne fait sentir à l'ouvrier d'Alsace l'injustice et le poids de sa misère, nul ne lui en trace un tableau poignant et précis, nul ne lui dit que d'autres gémissent et sont prêts à s'unir à lui pour secouer un ordre social générateur de disettes et de crises. Sans doute l'ouvrier alsacien souffre, mais sa souffrance n'est point exacerbée par des discours qui la lui rendraient plus concrète et plus insupportable, parce qu'ils traduiraient en phrases colorées les privations qu'il supporte par habitude ou par résignation.

Tout ceci explique le caractère particulier des troubles de juin 1847. Ils n'ont en aucune manière l'allure d'un mouvement antipatronal ; les ouvriers protestent contre la cherté du pain, ils ne mènent aucune action contre une personnalité précise ; ils s'en prennent à la municipalité, entité vague. La foule se groupe à l'Hôtel de Ville, parce qu'il lui faut des responsables ; elle pille les boulangeries, mais elle ne songe pas un instant à occuper les usines ou à briser les mécaniques. L'émeute du 26 juin est une émeute de la faim, non de l'esprit. M. Charléty (1) a noté que « depuis 1838, le goût de la violence se manifeste chez les ouvriers français », non pas, dit-il, « la violence brusque, l'accès de colère subit, mais la violence méditée, considérée comme un remède irrésistible ». Une telle affirmation n'est aucunement valable en ce qui concerne le prolétariat alsacien ; elle n'est vraie (M. Charléty l'a très justement fait remarquer), que pour un petit nombre d'hommes. La masse des travailleurs alsaciens du Haut et du Bas-Rhin n'était pas organisée ; à peine informée de son état, elle ignorait sa force vraie, ses ressources matérielles et morales ; elle était propre à faire un mouvement violent et redoutable, mais incapable d'en tirer un bénéfice durable, de conquérir des positions et de s'y maintenir.

La « Fête des Boulangers » marque pourtant le début d'une ère

(1) CHARLÉTY : *La Monarchie de Juillet*, loc. cit., p. 240.

nouvelle dans l'histoire de la classe ouvrière alsacienne. Sans doute « la conscience de classe » des travailleurs reste encore endormie, sans doute leurs sentiments de révolte sont diffus. Ils existent cependant. Cette première manifestation nous paraît d'autant plus importante qu'elle est l'œuvre d'un prolétariat calme et paisible par nature.

Les recherches que nous avons faites aux Archives du Haut-Rhin (1) permettent d'affirmer que la « Fête des Boulangers » et les troubles qui s'ensuivirent à Thann et à Guebwiller, loin d'être l'aboutissement de la disette, du prix élevé des denrées et de la crise industrielle, apparaissent au contraire comme le prélude de mouvements de plus vaste envergure qui atteindront leur plein développement quelques mois plus tard.

Détachés d'un Gouvernement incapable dont l'incurie s'était surtout manifestée au moment où les souffrances de la classe ouvrière étaient particulièrement aiguës dénués par ailleurs de convictions politiques bien établies, les ouvriers acceptèrent avec indifférence, ou même avec facilité, la substitution de la République à la Monarchie de Juillet. Mais leur résignation dans l'ordre politique n'entraîna nullement leur résignation dans l'ordre moral, dans le département du Haut-Rhin surtout, où, d'après ce que nous avons pu entrevoir, l'année 1848 fut fertile en grèves et en mouvements divers.

En juin 1847, tisserands et fileurs sont sortis de leur apathie ordinaire et il semble bien qu'il faille considérer la « Fête des Boulangers », non pas comme un mouvement passager et sans lendemain, mais comme la première et violente manifestation d'une foule qui commence à sentir obscurément qu'on l'exploite et que l'ordre social pourrait être changé.

(1) Le dossier M. 126, aux A. D. du Haut-Rhin, contient de nombreux documents sur les grèves qui ont éclaté dans ce département après février 1848, dans les villes de Thann (septembre 1848) et Mulhouse (juillet 1848). Le même dossier contient également des renseignements abondants et intéressants sur la grève des fileurs de Mulhouse en juillet-août 1848. Nous n'avons jusqu'ici procédé qu'à un dépouillement rapide de ce dossier, mais nous comptons pousser davantage notre travail et en publier plus tard les résultats.

BIBLIOGRAPHIE

On sait que le règne de Louis-Philippe a vu naître les premières enquêtes ouvrières (1). La bourgeoisie dominante sortait peu à peu de sa quiétude satisfaite et s'accoutumait lentement à l'idée de transformations à apporter au régime économique. Les académies mettaient au concours l'étude du problème de la misère : L'Académie de Dijon, dès 1835, l'Académie des Sciences Morales et Politiques deux fois, la Société d'Emulation de l'Ain, l'Académie de Rouen. Un ministre invitait les Conseils généraux à l'étudier (Circulaire de Rémusat du 4 août 1840), des pétitions parvenaient à la Chambre (Pétition demandant une enquête sur le sort des travailleurs, couverte de 130.000 signatures et déposée sur le bureau de la Chambre des Députés par Ledru-Rollin en 1845, pétition organisée par la *Démocratie Pacifique* en 1846). Buret, Villermé, le journal *l'Atelier*, Ledru-Rollin ont essayé, en se plaçant d'ailleurs à des points de vue très différents et pour divers motifs, de se faire une idée des conditions de vie de l'ouvrier français aux environs de 1840. Quelques années plus tard, l'économiste Blanqui consacrait de nombreuses études à la classe ouvrière.

Les ouvrages contemporains du règne de Louis-Philippe qui nous renseignent sur le sort de la classe ouvrière sont donc relativement nombreux. Quel crédit peut-on leur accorder ?

Il semble que les enquêteurs aient enregistré avec sérénité ou avec indifférence des faits qui révolteraient notre sensibilité moderne. A entendre un Villermé, un Blanqui, le sort des ouvriers n'était pas toujours enviable, mais restait supportable la plupart du temps. La timidité, l'optimisme de telles conclusions nous paraissent difficilement admissibles, mais il faut se souvenir que l'époque où Villermé a fait son enquête a influé sur les conclusions de l'académicien. On ne peut demander aux économistes de ce temps-là de prendre, en face des problèmes sociaux, l'attitude de nos contemporains.

Ces réserves faites, il n'en reste pas moins que les renseignements qu'ils nous ont transmis demeurent une source très précieuse pour l'histoire de la classe ouvrière en France, au même titre que les ouvrages de Ch. Dupin et de Quentin-Bauchart. On trouvera dans toutes ces études des données nombreuses et précises sur les conditions du travail des ouvriers employés dans les manufactures ou les ateliers ruraux, sur leurs salaires, leur pouvoir d'achat, leurs budgets et leur « standard of life », étudié au triple point de vue de la nourriture, du logement et du vêtement. Les enquêtes faites par Buret et Parent-Duchâtelet complètent les précédentes en ce qu'elles s'attachent davantage à montrer l'influence des conditions matérielles sur les mœurs et la moralité des ouvriers (2).

Les ouvrages plus récents consacrés à l'histoire générale de la France contiennent de fort intéressants chapitres relatifs à l'histoire du prolétariat entre 1830 et 1848. Les pages que Charléty a consacrées à cette question dans son volume sur la Monarchie de Juillet, celles où Fournière évoque la misère des travailleurs (t. VIII de *l'Histoire Socialiste*) nous ont permis de replacer la classe ouvrière parmi les autres classes sociales et d'entrevoir quelle importance avaient les problèmes sociaux ou économiques, entre 1830 et 1848, parmi les préoccupations des contemporains.

Nombreux encore sont les ouvrages consacrés, pendant ces dernières années, à l'histoire de la classe ouvrière française. Beaucoup d'entre eux avaient été

(1) Cf. M^{me} Rigaudias-Weiss : *loc. cit.*

(2) On trouvera une critique plus détaillée de ces divers ouvrages dans le livre que M^{me} Rigaudias-Weiss a consacré aux enquêtes ouvrières (n° 1848, *loc. cit. passim.*)

préparés par des études partielles comme celles de Leroy-Beaulieu, d'Audi-ganne et de Louis Reybaud ; mais, si ces divers travaux nous fournissent d'intéressants renseignements sur la condition ouvrière en divers points du territoire français, il faut consulter : « l'*Histoire des classes ouvrières en France, de 1789 à nos jours*, de Levasseur, pour avoir une idée précise et conforme à la réalité des faits de l'évolution du prolétariat. Les travaux de Tchernoff, de Mrs G. Weill, Fesly et Dolléans retracent, d'autre part, avec sûreté, les diverses étapes du mouvement ouvrier depuis 1830. L'important ouvrage de M. Simiani donne, pour la première fois, un tableau des prix et des salaires depuis le *xvi^e* siècle, tandis que M. Halbwachs recherche et démontre la valeur toute relative des salaires et le rôle respectif de la nourriture, du logement et du vêtement dans l'établissement des budgets familiaux.

En dehors de ces ouvrages qui restent à la base de toute recherche sur la classe ouvrière, nous avons lu, avec grand profit, les études contemporaines où certains historiens ont retracé, avec plus de rigueur et d'impartialité que ne l'avaient fait Leroy-Beaulieu et ses contemporains, les transformations du prolétariat. Les thèses de MM. Sion, Démangeon, Gossez, Jacquemyns et Contamine, les ouvrages de H. Sée, par exemple, nous ont permis de faire, avec la situation économique et sociale de quelques départements français pendant la Monarchie de Juillet, des comparaisons intéressantes. Ils nous ont également aidée à mieux saisir l'originalité du groupement qui fait l'objet de notre étude. Nous ferons la même remarque à propos des divers articles que de multiples revues ont publiés sur les origines et les conséquences des crises industrielles ou alimentaires qui ont jalonné la Monarchie de Juillet et sur la Révolution de 1848 dans nos provinces.

Grâce à l'intérêt que les problèmes économiques et sociaux ont suscité, surtout depuis 1830, les renseignements d'ordre général ne nous ont donc pas fait défaut. Les sources locales et les études consacrées spécialement à l'Alsace, ne nous ont pas manqué non plus.

Il était naturel que l'Alsace, région industrielle, attirât l'attention des enquêteurs. Aussi certains d'entre eux ont-ils consacré de nombreuses pages aux ouvriers du Haut et du Bas-Rhin (1).

En 1830, les questions ouvrières commencent à être à l'ordre du jour en Alsace. C'est l'époque où la Société Industrielle propose un prix à l'auteur du meilleur ouvrage en langue française ou allemande sur les moyens de favoriser le développement de l'instruction et l'amélioration de la classe ouvrière et agricole. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce ajoute 1.000 francs au prix proposé par la Société Industrielle, « car le sujet est d'une haute importance (2). » Les industriels, les commerçants les plus qualifiés du Haut-Rhin dénoncent le régime existant. La Société Industrielle de Mulhouse demande la fixation, par une loi, de la durée maximum du travail des enfants (3). Schutzenberger, maire de Strasbourg, écrit un rapport sur le paupérisme (4).

Sans doute, M. Ponteil avait déjà utilisé dans une large mesure les Archives Départementales du Bas-Rhin (5). Sur ce point notre étude a apporté peu de nouveautés. Par contre les dépouillements très fructueux que nous avons effectués aux Archives Départementales du Haut-Rhin d'une part, et aux Archives Nationales d'autre part, nous ont permis d'éclaircir quelques points de l'histoire sociale alsacienne restés obscurs jusqu'ici. Nous avons eu la chance également de retrouver à Colmar les réponses faites par les 29 cantons du Haut-Rhin à l'enquête de l'Assemblée Nationale et cette Enquête reste, malgré toutes les critiques qu'on peut lui adresser (6), une source tout premier ordre.

(1) Cf. Par exemple : Villermé. — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures*, loc. cit.

(2) A. N. F12, 2261.

(3) Cf. ci-dessus ch.

(4) A. N. F12, 2261.

(5) Cf. F. Ponteil : *L'Opposition à Strasbourg pendant la Monarchie de Juillet*. Thèse de lettres et les articles déjà cités consacrés à l'étude économique et sociale du département du Bas-Rhin en 1848.

(6) Sur l'importance de cette enquête, la valeur et l'abondance des renseignements qu'il est possible d'en tirer, voir, outre l'ouvrage déjà cité de M^{me} Rigaudias-Weiss :

Les Archives départementales de Colmar ont donc été le principal centre de nos recherches. La plupart des documents que nous avons eus entre les mains émanent, soit de divers industriels, soit de groupes constitués par ces mêmes fabricants : Société Industrielle de Mulhouse, Conseil des Prud'hommes, Chambres de Commerce, Conseil général, etc...

L'origine patronale des renseignements que nous avons trouvés dans les dossiers confère à ces données un caractère unilatéral, assurément regrettable. Pourtant, tels qu'elles nous sont parvenues, elles présentent un gros intérêt et constituent une source d'informations très importante : d'abord parce qu'elles ont été fournies par des individus qui connaissaient particulièrement bien les conditions de l'industrie et de la vie ouvrière dans la région alsacienne, ensuite parce que certains de ces documents ont été élaborés pour répondre à des questions posées par le gouvernement en vue de l'établissement de statistiques et présentent, par conséquent, un caractère de précision qui les rend fort utiles.

C'est encore aux fabricants ou aux membres de la Société Industrielle que nous devons les principaux ouvrages écrits sous le règne de Louis-Philippe sur la question qui nous intéresse. Les études du D^r Penot, celles de Daniel Legrand et de Bourcart, bien qu'elles aient manifestement pour but l'apologie du système capitaliste et la glorification des industriels alsaciens, nous ont été précieuses pour diverses raisons : elles reflètent, en premier lieu, les conceptions du patronat alsacien en matière d'économie, et, par là, elles nous permettent de mieux comprendre l'attitude des fabricants vis-à-vis des salariés. En outre, elles contiennent des données numériques nombreuses sur les questions les plus diverses : criminalité, mortalité infantile, démographie, salaires, coût de la vie, etc... (1). Si l'interprétation que Penot a faite de ces chiffres nous a paru plus d'une fois discutable, il n'en est pas moins vrai que ces mêmes chiffres nous ont servi à faire des recoupements et à vérifier fort utilement certaines assertions vagues ou insuffisamment étayées par des faits.

Parmi les livres plus récents, les ouvrages de Ch. Grad nous ont été particulièrement utiles. L'auteur des *Etudes Statistiques sur Mulhouse* a joint à des recherches minutieuses une méthode très sûre et une pénétration psychologique qui lui ont permis d'apercevoir, à travers la sécheresse et la complexité des chiffres ou des faits, la physionomie propre de chacun des groupements qui constituent la classe ouvrière alsacienne. Ch. Grad atteint ainsi la réalité humaine sous ses aspects divers et nous avons trouvé dans ses ouvrages des pages qui nous ont paru particulièrement attachantes.

L'Alsace enfin, a suscité la curiosité de quelques historiens qui ont fait, du problème des langues, du développement économique de la « Porte de Bourgogne », ou de l'industrie cotonnière en Alsace, l'objet de leurs recherches. Paul Lévy, A. Gibert et Robert Lévy ont apporté à l'étude de ces questions leur savante et très précieuse contribution.

A.-M. Gossez : *Le Département du Nord sous la 2^e République* : Thèse de Lettre. Lille, 1904, G. Leleu, Editeur,

F. Ponteil : *La Crise alimentaire dans le Bas-Rhin*, loc. cit.

M^{me} Kahan-Rabecq : *Les Réponses havraises à l'Enquête de 1848 sur les conditions du travail industriel et agricole*. La Révolution de 1848 ; mai-juin-juillet 1932.

Id. *La Situation économique de la ville de Mulhouse d'après les réponses à l'enquête sur les conditions du travail industriel et agricole*. Revue d'Alsace, t. 83, juillet-oct. 1936.

Id. *Les Réponses du département du Haut-Rhin à l'enquête de 1848 sur les conditions du travail industriel et agricole* : Thèse.

(1) Les mêmes remarques sont valables pour les ouvrages de Boersch et de Baquol et pour les articles que les collaborateurs de l'*Industriel Alsacien* ont consacrés aux questions ouvrières.

**OUVRAGES AYANT TRAIT A L'HISTOIRE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN FRANCE**

ARCHIVES

ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE STRASBOURG

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES :

1° *Bas-Rhin* : Série M :

Dossiers historiques ;
Crise des subsistances ;
Administration générale.

2° *Haut-Rhin* : Série M.

- M. 10-1 Sociétés, associations, an I à 1849.
M. 103-4 Subsistances, affaires diverses, 1824 à 1845.
M. 103-5 — — — 1845 à 1853.
M. 42 (Pièces éparses ; entre autres quelques rapports du Préfet au Ministre de l'Intérieur entre 1830 et 1846).
M. 122^a Société industrielle de Mulhouse, 1831-1867.
M. 123^b Travail des enfants dans les manufactures (1833-1844), (1845-1870).
M. 123^c Durée du travail dans les manufactures (1833-1851).
M. 124 Situation industrielle, 1807-1857.
M. 125 Crises industrielles. Secours aux ouvriers sans travail (1811-1868).
M. 126 Grèves d'ouvriers (1830-1870).
M. 127 Statistique industrielle, 1830-1842, 1843-1844, 1846-1870.
M. 128-1 Statistique industrielle et commerciale (1807 à 1857).
M. 119^a Exposition des produits de l'industrie nationale (1819-1834).
M. 126^a Industrie. Affaires diverses, 1830-1834, 1835-1869.
M. 123^a Conseil des prud'hommes, 1820-1859.
M. 23 Emigration.
M. 63 Etablissements insalubres.
M. 106^d et M. 105^d Mercuriales.
M. 103 Subsistances varia.
M. 10 Sociétés, associations.

ARCHIVES NATIONALES :

1° Série BB¹⁸ :

- BB¹⁸ 1192 Coalition d'ouvriers filateurs à Dornach (Haut-Rhin).
BB¹⁸ 1217 Emeute parmi les ouvriers de Sainte-Marie-aux-Mines à la suite d'une diminution de salaire.
BB¹⁸ 1296 Presse clandestine existant chez le sieur Baumann fabricant de chicorée à Strasbourg.
BB¹⁸ 1181 Rébellion des habitants de Guebwiller (Haut-Rhin) contre les agents forestiers (février, mars 1836).
BB¹⁸ 1186 Délits commis dans les forêts de Sarrebourg.
BB¹⁸ 1186 Troubles et délits forestiers dans la vallée de Saint-Amarin (Haut-Rhin).
BB¹⁸ 1203 Désordres à Saint-Maurice (Vosges) à l'occasion d'une saisie pour délits forestiers exécutée sans les formes légales.
BB¹⁸ 1404 Troubles dans la vallée de Colmar et dans la forêt de Niederwald à l'occasion de la suppression des affouages.
BB¹⁸ 1439 Coalition d'ouvriers fileurs à Sentheim (Haut-Rhin).
BB¹⁸ 1444 Troubles à Nancy à l'occasion de la cherté des subsistances (juin-août 1846).
BB¹⁸ 1448 Coalition des boulangers de Remiremont contre la taxe du pain.
BB¹⁸ 1456 Mouvement de grève dans l'usine de M. Schlumberger à Bischwiller (Haut-Rhin, 1847).
BB¹⁸ 1461 Dévastation des forêts dans la région de Sélestat (Bas-Rhin) (mai 1848).

BB¹ 1462 Troubles à Rethel, à Grossbliedorstroff et à Saint-Avoid (mars-mai 1848).

2^o Série BB² ;

3^o Série C (contient une série de brochures publiées par D. Legrand) ;

4^o Série F¹ et F^{1b} (F¹ III, Haut-Rhin) ;

5^o Série F² (F¹ III, Bas-Rhin) ;

6^o Série F³ (contient quelques dépêches relatives à la crise alimentaire dans le Bas-Rhin en 1847, et aux troubles du Haut-Rhin, causés la même année, par la taxe du pain.

SOURCES

AUBRY Félix. — *Notice sur l'industrie et le commerce dans le département des Vosges*. Extr. Mirecourt, 1837. B. U. (1) Strasbourg, M. 113.623.

BALZAC (H. de). — *Les Paysans*.

BLANQUI A. — *Des classes ouvrières en France, en 1848*, 2 parties, en 1 vol. in-18. Paris, Pagnerre-Paulin et Didot, 1849. B. N., R 29.271.

BLANQUI A. — *Cours d'économie industrielle*. Paris, 1836-37, in-8^o, xii-537 p. B. N., R. 29.273 et 29.274.

BLANQUI A. — *Du travail des enfants qu'emploient les ateliers, les usines, les manufactures, considéré dans les intérêts mutuels de la société, des familles et de l'industrie contenant le rapport à la Chambre des pairs et la discussion sur la loi destinée à régler cette matière*. 1 vol. in-8^o.

BLANQUI A. — *Deux nouveaux rapports sur le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures, 1841 et 1847*.

BLANQUI A. — *La Crise commerciale de 1839 examinée dans ses causes, son étendue et les moyens d'y mettre un terme ; discours prononcé le 7 avril au Conservatoire des Arts et Métiers*. Paris, Mathias, s. d., in-8^o, 507 p. B. N. V. 32.389.

BLANQUI A. — *Rapport du jury central sur les produits de l'industrie française exposés en 1834*. 3 vol. in-8^o, Paris, 1836 et 1837. (Le premier volume, comme introduction contient l'histoire de l'industrie nationale depuis l'origine de la Révolution française).

BLANQUI A. — *Réfutation de P. Leroux à l'Assemblée Nationale sur le bien-être progressif de la population française*. Paris, 1848.

BLANQUI A. — *La Caisse d'Epargne et les ouvriers, leçon donnée au Conservatoire des Arts et Métiers, le 22 mars 1837*. Paris, Augé, 1837, in-18, xii-537 p. B. N. R. 29.273 et 29.274 (2 exemplaires.)

BURET E. — *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France ; de la nature de la misère, de son existence, de ses effets, de ses causes et de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici avec les moyens propres à en affranchir les sociétés*. Paris, Paulin, 1840, 2 vol. in-8^o. B. N. R. 30.770-30.271.

CAUSSIDIÈRE M. — *Mémoires de Caussidière, ex-préfet de police et représentant du peuple*. Paris, Michel Lévy frères, 1849, 2 vol. in-8^o. B. N. Lb⁵³12.

Documents statistiques sur la France publiés par le Ministère du Commerce, 2^o série. Paris, 1855, t. II, Territoire et Population. B. N., Salle de lecture.

DUPIN Ch. — *Bien-être et concorde des classes du peuple français*. Paris, Firmin Didot frères, 1840, in-16, 127 p. B. N. R. 34.538.

DUPIN Ch. — *Rapport du jury central sur les produits de l'industrie française, en 1834*. Paris, Impr. royale, 1836, 3 vol. in-8^o. B. N. V. 37.374-37.376.

DE LA FARELLE (F.). — *Du progrès social au profit des classes populaires non indigentes*. Paris, Maison, 1839, 2 vol. in-8^o. B. N. 8^o Ii 3.860-3.861.

HEINE. — *Lutèce*, 1855. B. N. 8^oLi¹ 189.

(1) B. U. Bibliothèque Universitaire.

(2) B. N. Bibliothèque Nationale.

- LELIÈVRE C. — *Résumé de la question linière*. Lille, 1842, brochure, 20 p.
- NEUFCHATEAU (François de). — *Rapport sur l'agriculture et la civilisation au ban de la Roche*. Paris, 1818.
- PARENT-DUCHATELET (Dr A.). — *De la prostitution dans la ville de Paris considérée sous le rapport de l'hygiène publique de la morale et de l'administration, ouvrage appuyé de documents statistiques puisés dans les Archives de la Préfecture de Police*. Paris, J.-B. Baillière, 1836, 2 vol. in-16 ; tableaux et cartes, B. N. 8° Ic 51.3.
- QUENTIN-BAUCHARD E. — *La Crise sociale de 1848. Les Origines de la Révolution de février*. Paris, Hachette, s. d.
- Rapport de la Commission libre nommée par les manufacturiers et négociants de Paris sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France. Paris, 1829, in-8°. B. N. invent. V 50.470.
- Rapport du bureau des manufactures sur les réponses à la circulaire du 31 juillet relative à l'emploi des enfants dans les fabriques. A. N. F¹² 4.704.
- Rapport fait par le Baron Ch. Dupin au nom d'une commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif au travail des enfants, 29 juin 1847. A. N. F¹² 4.704.
- Les Relais ou la mère de famille et le fileur*, à Strasbourg, B. U., M. 114.176.
- Statistique de la France publiée par le Ministère de l'agriculture et du commerce concernant la population, le commerce et l'industrie. Paris, Impr. Royale, 1847-1852. T. Industrie, in-fol., 4 vol., B. N. Salle de lecture.
- D. STERN. — *Histoire de la Révolution de 1848*. Paris, Sandré, 1850, 3 vol., in-8°. B. N. Lb⁵²39.
- VILLERMÉ. — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Paris, Relougard, 1840 ; 2 vol. in-8°.
- VILLERMÉ. — *Sur les cités ouvrières*. Paris, 1850.
- VILLERMÉ. — *Traité des associations ouvrières publié par l'Académie des Sciences morales et politiques*. Paris, Pagnerre, 1849, in-12, livraison 10, B. N. R. 53.580.
- VILLERMÉ. — *Discours sur la durée trop longue du travail des enfants dans beaucoup de manufactures, lu dans la séance publique annuelle des cinq académies de l'Institut de France, le 2 mai 1837*, A. N. F¹² 4.704.
- ZUBER. — *Communication faite à la 4^e section du congrès scientifique de Strasbourg sur la première question : Par quels moyens soit législatifs, soit autres, peut-on faire cesser l'isolement dans lequel se trouvent aujourd'hui les ouvriers, les attacher aux grands établissements industriels, comme le propriétaire est attaché au sol et contribuer à leur amélioration sociale*. Strasbourg, 1848. A Strasbourg, B. U. M. 114.461.

OUVRAGES RÉCENTS

- ANSIAUX. — *Traité d'économie politique*, t. II. Prix et revenus, 2^e éd., Paris, Laval, 1927, in-8°, 699, p., B. N. 8° R. 35.420.
- Associations professionnelles ouvrières*. Publication du Ministère du travail, t. 1. *Les associations professionnelles ouvrières typographiques*. Paris-Lyon-Marseille-Bordeaux. Paris, Imprimerie nationale, 1900, in-8°, B. N. 8° R. 16.733.
- AUDIGANNE A. — *Les Populations ouvrières et les industries de la France dans le mouvement social au XIX^e siècle*, 2^e éd., Paris, Capelle, 1860, 2 vol. in-8°, B. N. L1⁷ 9 A.
- AUDIGANNE A. — *Les Ouvriers d'à présent et la nouvelle économie du travail*, Paris, E. Lacroix, 1865, in-8°. B. N. L1⁷23.
- AUDIGANNE A. — *La nouvelle loi sur le travail des enfants et la famille ouvrière depuis 35 ans*. Paris, C. Douuiol, 1874, in-8°, pièce, 24 p. B. N. R., p. 7.509.
- AUDIGANNE A. — *Les ouvriers en famille*, 5^e édition augmentée d'un manuel

- élémentaire des sociétés de secours mutuels et de la caisse des retraites*. Paris, Capelle, 1858, in-18. B. N. R. 27.112.
- BALLOT. — *L'Introduction du machinisme dans l'industrie française*. Paris, Rieder, 1929, 8°, xviii-576 p.
- BOUGLÉ C. — *Chez les prophètes socialistes, Saint-Simoniens et ouvriers ; le féminisme saint-simonien*. Paris, Alcan, 1918, in-16, i-247 p. B. N. 8° R. 28.873.
- COMMISSAIRE S. — *Mémoires et souvenirs de Sébastien Commissaire, ancien représentant du peuple*. Lyon, Meton, 1888, 2 vol. in-18. B. N. Ln²⁷ 37.536.
- CHARMEIL. — *Les Associations ouvrières en France, de 1789 à nos jours*. Thèse de droit. Paris, Giard, 1903, in-8°, 165 p. B. N. 8° F. 14.613.
- CHARLÉTY S. — *La Monarchie de Juillet* (1830-1848). Histoire de France contemporaine de Lavisse, t. V, in-8°, 408 p. Paris, Hachette, 1921.
- CHARLÉTY S. — *Histoire du Saint-Simonisme* (1825-1864). Paris, Hachette, 1896, in-16. B. N. Ld¹⁰⁰ 251.
- CHEVALLIER E. — *Les salaires au XIX^e siècle*. Paris, Rousseau, 1887, in-8°. B. N. R. 7.703 et 9.540.
- COUTAMINE. — *Metz et la Moselle, de 1814 à 1870*. Nancy, 1932. Thèse de lettres. Paris, 1933. 2 vol. in-8°.
- DEMANGEON. — *La Picardie*, thèse de lettres.
- DOLLÉANS Ch. — *Histoire du mouvement ouvrier*, t. I, 1830-1871. Paris, A. Colin, 1936, in-8°, 399 p. B. N. 4° R. 4.569 (1).
- DRIOUX J. — *Etude économique sur les associations et les coalitions d'ouvriers et de patrons, de 1789 à nos jours*. Paris, Rousseau, 1884, in-8°, iii x 402 p. B. N. salle de lect., 8°, Eo 1.042.
- FESTY. — *Le mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet, 1830-1834*. Paris, E. Cornely, 1908, in-8°, 360 p. B. N., 2 ex., 8° G 8.202 et, 8° Lb⁵¹ 5.250. (Bibliothèque d'histoire moderne, fasc. 3.)
- FOURNIÈRE. — *Le règne de Louis-Philippe* (Histoire socialiste, t. VIII, Paris, 1906.
- GAUMONT J. — *Histoire générale de la Coopération en France. Les idées et les faits*. Paris, 1924.
- GAUMONT J. — *Le Mouvement ouvrier d'association et de coopération, à Lyon*. Lyon, 1921, in-8°, 167 p. B. N. 8° R. 30.270.
- GIDE Ch. — *Les Sociétés coopératives de consommation*. Paris, 1917, in-18, xxiii-354 p. B. N. 8° R. 28.195.
- GOSSEZ A.-M. — *Le Département du Nord sous la 2^e République*, thèse de lettres. Lille, Leleu, 1904.
- GRAS. — *Du machinisme*, Thèse de droit, Paris, 1911.
- HALBWACHS. — *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*. Paris, Alcan, 1913.
- HUBBARD G. — *Organisation des sociétés de prévoyance ou de secours mutuels et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies*. Paris, Guillaumin, 1852, in-8°, LXXXIX, 243 p. B. N. R. 38.826.
- JACQUEMYS. — *Histoire de la crise économique des Flandres*.
- JOURDAIN. — *La Législation ouvrière française sur les coalitions ouvrières. Son évolution au XIX^e siècle*. Lille, Le Bigot, 1898, in-8°.
- LAURENT Ed. — *Le compagnonnage ou confréries de compagnons du temps passé*. Paris, Fournier, 1921, in-8°.
- LEFRANC G. — *Histoire du mouvement syndical français*. Paris, Librairie syndicale, 1937.
- LENOIR M. — *Etudes sur le mouvement et la formation des prix*. Paris, Giard et Brière, 1913, in-8°.
- LEROY-BEAULIEU P. — *De l'état moral et intellectuel des populations ouvrières et de son influence sur le taux des salaires*. Paris, Guillaumin, 1868, in-18, xxviii, 303 p. B. N. 8° LI¹ 45.

- *Le Travail des femmes au XIX^e siècle*. Paris, Carpentier, 1893, in-12.
- *La Question ouvrière au XIX^e siècle*. Paris, Carpentier, 1872, in-18, II, 340 p. B. N. R. 41.700.
- *Les Sociétés coopératives de consommation en France et à l'étranger*. Paris, 1908, in-12. B. N., 8°, R., 21.806.
- *La Petite Industrie*, 1872.
- *Le Socialisme et les grèves*, 1870.
- *Les Catholiques libéraux ; l'église et le libéralisme*. Paris, Plon, 1885, in-12.
- LEVAINVILLE J. — *Les Ouvriers en coton dans la région de Rouen*. Paris, 1913.
- *L'Industrie du fer en France*. Paris, Colin, 1922, in-16, vi-211 p., cartes. B. N., 8°, L. 21.206 (19).
- LEVASSEUR E. — *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Paris, Hachette, 1867 ; 2 vol. in-8°. B. N., 8°, LI⁷, 12^{ter}.
- LOUIS P. — *Histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours. La condition matérielle des travailleurs. Les salaires et le coût de la vie*. Paris, Rivière, 1927, in-8°, 413 p. B. N., 8°, LI⁷ 275.
- MARTIN-SAINT-LÉON E. — *Le Compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements et ses rites*. Paris, A. Colin, 1901, in-16, xxviii-374 p. B. N., 8°, R. 17.604.
- *Histoire des corporations de métiers, depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative au XIX^e siècle et sur les syndicats professionnels*. Paris, Guillaumin, 1897, in-8°, x-671 p. B. N., 8°, V. 26.787.
- MASSON. — *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*.
- MIEG (Mathieu). — *L'Industrie colonnière au pays de Montbéliard et ses origines par Léon Sähler*. Rapport (extr.), Mulhouse et Paris, 1904. A Strasbourg, B. U., M. 35.763.
- MONANGES M. — *Les Associations ouvrières en France depuis 1789*, thèse de droit, Montluçon, 1897, 8°, iii-191 p. B., N. 8°, F. 9.923.
- MONTEIL A. — *Histoire de l'industrie française et des gens de métier*. Paris, Lachaud, 1872, 2 vol. in-12. B. N., V. 47.092-47.093.
- MOREAU DE JONNÈS. — *Statistique de la France*. Paris, Guillaumin, 1856, in-18, xxiv-380 p. B. N., V. 47.156.
- PASSY F. — *Discours à la Chambre des députés, séance du 24 janvier 1884 : « Les Machines »*, B. N., 8°, Le⁹⁰ 600.
- « *Les Machines et leur influence sur le développement de l'humanité : deux conférences faites à Paris sous les auspices de l'Association polytechnique*. Paris, Hachette, 1886, in-12, viii-228 p. B. N., R. 45.813.
- PROUDHON P.-J. — *Système des contradictions économiques*, 3^e édit., Paris, A. Lacroix, 1867.
- PROUDHON P.-J. — *Mélanges*. Articles de journaux, 1848-1852. Paris, 1868.
- PROUDHON P.-J. — *La Révolution sociale démontrée par le Coup d'Etat du 2 décembre*. Paris, Garnier, 1852, in-8°.
- REYBAUD L. — *Le Colon, son origine, ses problèmes et son influence en Europe*. Paris.
- REYBAUD L. — *Etudes sur le régime des manufactures*. Paris, Lévy, 1859, in-8°. B. N., V. 51.398.
- REYBAUD L. — *Le fer et la houille ; dernière série des études publiées sur le régime des manufactures*. Paris, 1874, à Strasbourg, B. U., G. 121.722.
- REYBAUD L. — *Etudes sur les réformateurs*, t. I.
- RIGAUDIAS-WEISS (M^{me}). — *Les Enquêtes ouvrières en France entre 1830 et 1848*. Thèse pour le doctorat de l'Université. Paris, 1936, in-8. B. N., 8°, R. 44.177.
- SADOUL (L.). — *Une Petite Ville vosgienne, Raon-l'Etape, de ses origines à 1918*, in-8°, xi-369 p., 1936, édition du syndicat de Raon-l'Etape.
- SÉE H. — *Les origines du capitalisme*. Paris, A. Colin, 1926, in-16, 210 p. B. N., 8°, L. 21.206 (collection A. Colin, section d'histoire et sciences économiques).

- SÉE H. — *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe au XVIII^e et XIX^e siècle*. Paris, Giard et C^{ie}, 1921, in-8°, 280 p. B. N., R. 15.759. (Bibliothèque internationale d'économie politique publiée sous la direction d'Alfred Bonnet).
- SÉE H. — *Esquisse de la Révolution industrielle de la France, de 1844 à 1848. Les progrès du machinisme et la concentration*. Paris, Rivière, 1923, in-8°, 27 p. B. N., 8°, V., Pièce 21.411.
- SÉE H. — *La Vie économique de la France sous la Monarchie censitaire* (1815-1848). Paris, Alcan, 1927, 1 vol. in-8°, 191 p. B. N., 8°, R. 35.566.
- SIMIAND F. — *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie. Essai de la théorie expérimentale du salaire. Introduction et étude globale*. Paris, Alcan, 1932, 3 vol. in-8°. Nouvelle Bibliothèque économique. B. N., 4°, R. 3.766 (1) ; 4°, R. 3.766 (2) ; 4°, R. 3.766 (3).
- SIMIAND F. — *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle*. Paris, Lovitron, 1932, in-8°, 677 p. et 16 p. B. N., 4°, R. 3.965.
- SION. — *Les Paysans de la Normandie orientale : pays de Caux, Bray, Vexin-Normand, vallée de la Seine. Etude géographique*. Paris, A. Colin, 1909, in-8°, VIII-544 p., fig., pl. B. N., 8°, LK² 5.470.
- SOMBART W. — *Le Socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle*. Paris, Giard et Brière, 1898.
- TCHERNOFF J. — *Le Parti républicain sous la Monarchie de Juillet. Formation et évolution de la doctrine républicaine*. Paris, A. Pedone, 1908, in-8°, XXII-496 p. B. N., Lb⁵¹ 5.235.
- TCHERNOFF J. — *Clubs et sociétés secrètes sous la 2^e république, 1848-1851, d'après des documents inédits*. Paris, Alcan, 1905, in-8°, 396 p. B. N., Lb⁵⁵ 3.107.
- VALLOIN E. — *La Vie morale et intellectuelle des ouvriers*. Paris, Plon, 1877, in-12.
- VÉRON A. — *Associations ouvrières de consommation, de crédit et de production en Angleterre, en Allemagne et en France*. Paris, Hachette, 1865, in-12.
- WEILL (Georges). — *Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870*. Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- WEILL (Georges). — *La France sous la Monarchie constitutionnelle*. Paris, Soc. d'Édition d'Art, 1912, in-8°, B. N., 8°, Lc⁴⁴ 85.

JOURNAUX

- Le Correspondant*, 1905. Le budget de l'ouvrier au XIX^e et au XX^e siècle.
- Journal des Economistes*, 1924, t. LXXVII : Évaluation rétrospective des dépenses et des salaires de la classe ouvrière en France, en 1840.

REVUES

- Annales de Géographie* : A. PERRIER : « L'Évolution industrielle des vallées vosgiennes de Haute-Saône », 1925, t. XXXIV, pp. 272-277.
- Bulletin de la Société Ariégeoise* : « Disette et vie chère en Ariège à la fin de la Monarchie de Juillet ». 1922, t. XV, pp. 200-204.
- Bulletin de la Société d'histoire moderne* : « Le travail des enfants dans les manufactures », 1923, p. 305.
- Bulletin de la Société Nivernaise* : « La condition des ouvriers nivernais, il y a cent ans », 1923.
- Bulletin de l'Institut international de Statistique* :
BOHMERT. — « Observations générales relatives à la Statistique des salaires », t. VI, p. 171.
- L'Economiste français* :
GRAD Ch. — « Valeur et variation des salaires dans les manufactures (1876) ». B. N., Fol. R. 2.

GRAD Ch. : « Les salaires de l'industrie manufacturière (1880) », 18 septembre et 16 octobre.

Grande Revue : « Action ouvrière et communiste en 1840, t. CVII, 1921 ».

M^{me} KAHAN-RABECQ : « Les ouvriers poètes sous le règne de Louis-Philippe », t. CLI, juillet 1936.

La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX^e siècle, 1830-1848-1870.

BOUSSINESQ. : « Reims à la fin de la Monarchie de Juillet », t. XVIII-XIX années 1921-1923.

BRAUN : « Le Département de la Meurthe à la fin de la Monarchie de Juillet », t. XV-XVI, années 1919-1921.

FRIDMANN Y. (M^{lle}) : « A propos d'une lettre inédite adressée à Louis Reybaud par un ouvrier parisien, en 1868 », t. XXIII, mars-avril-mai, 1936.

GOSSEZ A.-M. : « La situation sociale de l'ouvrier lillois du textile autour de 1848 », t. XXIV, décembre 1937, janv.-fév. 1938.

HARLOR (M^{me}) : « Un ouvrier-poète, Gabriel Gauny, 1806-1899 », t. XXIV, juin-juillet-août 1937.

KAHAN-RABECQ (M^{me}) : « Les réponses havraises à l'enquête de 1848 sur les conditions du travail industriel et agricole », mai-juin-juillet 1932.

« Le département de la Seine-Inférieure, en 1848 », 1904-1905, t. I.

La Révolution de 1848 en Corrèze », t. XVII-XVIII (1920-1921), (1921-1922).

ZÉVAËS A. : « Le mouvement social sous la Restauration et la Monarchie de Juillet », t. XXIII, sept.-oct.-nov. 1936.

« L'émeute des quatre-sous à Anzin, en 1833 », t. XXIV, décembre 1937, janv.-fév. 1938.

Revue d'Economie politique :

GAUMONT : « Les Fouriéristes et le mouvement coopératif », 1926, p. 1014.

— « Le marchandage et les décrets du 2 mars 1848 », 1900, t. XIV.

PICART : « Le mouvement ouvrier », 1926, p. 675 ; 1927, p. 730 ; 1928, p. 970.

Revue des Cours et Conférences :

SOURIAU : « Socialisme et psychologie de la classe ouvrière », 30 mai 1932.

Revue des Deux-Mondes :

Vicomte D'AVENEL : « Paysans et ouvriers depuis sept siècles », 1896-1898.

BENOIST : « De l'apologie du travail à l'apothéose de l'ouvrier », 1911-1913.

BATBIC : « La Question des salaires et des grèves », 1867.

D'EIGHTAL : « Des lois sur le travail des enfants dans les manufactures », 1872.

LAVERGNE : « Les ouvriers européens ».

SCHNEIDER : « Entre patrons et ouvriers », 1930.

SIMON : « L'Apprentissage de jeunes ouvriers dans la petite industrie, 1865.

SIMON : « L'Ouvrier de huit ans », 1864.

SIMON : « Le Salaire et le travail des femmes », 1860-1861.

Revue d'histoire de Lyon : « Les origines de la coopération lyonnaise », 1904, t. III.

BUFFENOIR : « Le communisme à Lyon, 1834-1848 », 1909.

Revue d'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise : « Un mouvement ouvrier à Rambouillet », en 1832. 1925.

Revue d'histoire économique et sociale :

H. SÉE : Quelques aperçus sur la condition de la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier en France de 1815 à 1848, 1925.

H. SÉE : Progrès de l'Agriculture en France de 1815 à 1848, 1921, t. 9.

Revue d'histoire moderne : « Patrons et ouvriers en 1830 », 1901-1902, t. III.

Revue de synthèse historique : « Remarques sur les origines de la grande industrie », 1924, t. XXXVII, pp. 46-67.

SÉE : « Interprétation de quelques données historiques relatives à l'évolution des classes sociales », 1924.

Revue du Lyonnais : « Un atelier lyonnais d'imprimeurs », 1924, n° 16.
— « Lyon, en 1844 ». 1921.

Revue internationale de sociologie :

BOURGIN H. : « L'esprit syndicaliste de la classe ouvrière », juillet 1919.

Revue politique et parlementaire : « Laufenburger : L'Industrie cotonnière du Haut-Rhin et la France », t. CXXV, 1925, pp. 387-415.

OUVRAGES PARTICULIERS A L'ALSACE

SOURCES

Annuaire du Haut-Rhin, 1846.

Almanach national : Annuaire de la République française pour 1848-1849-1850, présenté au Président de la République. Paris, Guyot et Scribe, 1850. Aux A. N., Salle de lecture.

BAQUOL J. — *L'Alsace ancienne et moderne ou dictionnaire géographique, historique et statistique du Haut et du Bas-Rhin*. Strasbourg, 1849, 2 vol. in-8°. B. N., LK² 32.

BOERSCH. — *De l'industrie cotonnière en Alsace*. Extr. Strasbourg, 1837, à Strasbourg, B. U., M. 113.764.

BOURCART J.-J. — *Le Travail des jeunes ouvriers dans les manufactures, usines ou ateliers*, 1840. Brochure, aux A. N. C. 2.769.

BURCKHARDT. — *Oberlin's Lebensgeschichte und Schriften*, Stuttgart, 1843. (Le 4^e vol. renferme *in-extenso* tous les écrits d'Oberlin que le biographe a pu réunir).

DEBUISSONS (Léon). — *Trois petites villes du vignoble alsacien* : Kayserberg, Riquewihr, Ammerschwihr. B. N., Fol. LK² 7.226.

DOLLFUS E. — *Notes pour servir à l'histoire de l'industrie cotonnière dans les départements de l'Est lues dans les séances de la Société industrielle les 26 novembre et 31 décembre 1856*. Mulhouse, Baret, 1857, in-18, 27 p. (B. N. V., pp. 11.912 et 8°, V., pièce 4.611).

DANIEL LEGRAND :

Appel respectueux adressé aux gouvernements de la France, de l'Angleterre, de la Prusse et des autres Etats de l'Allemagne et de la Suisse dans le but de provoquer des lois particulières et une loi internationale destinées à protéger la classe ouvrière contre le travail précoce et excessif. Strasbourg 1848, à Strasbourg, B. N., G. 112-748.

Lettre d'un industriel des montagnes à MM. Gros Didier, Roman et C^{ie}, à Wesserling, distribuée aux membres des deux Chambres et du Ministère. Paris et Strasbourg, 1848, à Strasbourg, B. U., M. 114, 79/80 ou aux A. N. C., 2.766 et C. 2.769.

Lettre d'un industriel des Montagnes des Vosges à M. le baron Ch. Dupin, rapporteur de la commission de la chambre des Pairs, chargé de l'examen du projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Strasbourg, 1841. Strasbourg, B. U., M. 114, 183.

Lettre d'un industriel des Montagnes des Vosges à M. Legentil, pair de France, membre de la commission chargée de l'examen du projet de loi sur le travail des enfants dans les fabriques et ateliers, suivie de deux lettres adressées à M. Guizot, Ministre des affaires étrangères, et accompagnées d'un projet de loi internationale qui limiterait à douze heures le travail journalier des enfants dans les manufactures. Strasbourg, 1847, à Strasbourg, B. U., M. 114.184 ou aux A. U. C. 2.777.

Mémoire d'un industriel des Montagnes des Vosges adressé à M. le Ministre du commerce et des manufactures, distribué aux membres des deux chambres et du ministère. Strasbourg, 1840, à Strasbourg, B. U., M. 114 182 ou aux A. N. C. 2.769.

Mémoire adressé d'une chaumière des Vosges à M. le Ministre de l'Intérieur distribué aux membres des deux chambres et du Ministère à l'ouverture de la session de 1832. Paris, 1832.

Nouvelle lettre d'un industriel des Montagnes des Vosges à M. F. Delessert, membre de la Chambre des Députés, pour être communiquée à M. le Ministre du commerce. Strasbourg, 1839. Strasbourg, B. U., M. 114.181 ou aux A. N., C 2.769.

Projet de loi sur le travail et l'instruction des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, en réponse à la circulaire de M. le Ministre secrétaire d'Etat, de l'agriculture et du commerce, du 1^{er} juillet 1840 par un industriel des Montagnes des Vosges, éclairé sur les besoins et les intérêts de l'industrie. Strasbourg, 1840.

Très humble requête d'un industriel des Montagnes des Vosges adressée à M. le Chancelier de France et à MM. les Membres de la Chambre des Pairs. Strasbourg, 1841, à Strasbourg, B. U. M. 114.178.

Exposition des produits de l'industrie alsacienne en 1841. Rapport général fait dans la séance du 27 octobre 1841. Mulhouse, Baret, 1841, 8°, 135 p. (B. N., V. 8.274).

Société Industrielle de Mulhouse. Rapport annuel fait à l'Assemblée Générale, 18, XII, 1833, s. l. n. d., in-8°, 39 p. (B. N., V. 36.867).

PENOT (D^r A.). — *Recherches statistiques sur Mulhouse. Discours lus à la Société Industrielle de cette ville.* Mulhouse, Baret, 1843, 1 vol. 271 p. (Cet ouvrage existe à la bibliothèque de la Chambre de commerce de Strasbourg et à la B. U. de la même ville à la cote M. 18.389.)

Procès-verbaux des délibérations du Conseil général du Haut-Rhin, Colmar, 1843-1844, 8°, B. N., LK¹⁶ 320.

Réponses aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée Nationale recueillies et mises en ordre par les soins du Comité de l'Association fondée à Mulhouse pour la défense du travail national et embrassant le rayon Nord-Est de la France (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Vosges, Doubs, Meurthe et Haute-Saône). Juin-juillet 1848. Mulhouse, 1848 ; à Strasbourg, B. U., M. 114-306.

SENGENWALD. — *Pétition présentée à la Chambre des députés par les délégués de l'industrie cotonnière dans les départements de l'Est,* 1839. A Strasbourg, B. U., 35.818.

La Secourable. Société de secours mutuel en cas de maladies d'infirmités et de vieillesse. Brochure. Strasbourg, 20 février 1848. (Archives de la Chambre de Commerce de Strasbourg.)

Sociétés de prévoyance et de secours mutuel. Statuts. Strasbourg, B. U., M. 102.708-14.

Société Industrielle de Mulhouse. Documents relatifs au travail des jeunes ouvriers dans les établissements manufacturiers. Réponses aux questions de Villermé. Brochure, 34 p. ; Mulhouse 1839, aux A. N. F¹² 4.704.

Statistiques de la Société Industrielle de Mulhouse.

Statuts de la Société typographique de Strasbourg pour secourir ses malades et ses infirmes. Brochure, Strasbourg, 1848. Bibliothèque de la Chambre de Commerce de Strasbourg.

STOEBER. — *Vie de J.-C. Oberlin.* Strasbourg, 1831.

OUVRAGES RÉCENTS

BOURCART Ch. — *Etude sur les archives départementales ayant trait à l'industrie de l'Alsace. Mémoire présenté à la Société industrielle de Mulhouse dans la séance du 26 mars 1884.* Extr. Mulhouse, 1884 ; A Strasbourg, B. U., 113.766.

BOYER X. — *Histoire d'Alsace depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.* Strasbourg, Berger-Levrault, 1855, grand in-8°, B. N., LK² 74 A.

DUBOIS G., BAULIG H., ROTHÉ E. — *L'Alsace géologique, géographique et géophysique.* Strasbourg, s. d., in-18, 30 p. B. N., 8°, Z. 26.997 (1).

ELIAS A. ET HAMM Ch. — *Histoire de la caisse d'épargne de Mulhouse.* Mulhouse, 1882.

Enquête décennale publiée par la Société industrielle de Mulhouse sur les institutions d'initiative privée, destinées à favoriser l'amélioration de l'état matériel et moral de la population dans la Haute-Alsace. Mulhouse, 1878.

FISCHBACH. — *La manufacture des tabacs de Strasbourg. Note sur son histoire et ses ateliers.* Strasbourg, 1873, à Strasbourg, B. U., M. 113.949.

GRAD Ch. — *Etudes statistiques sur l'industrie de l'Alsace t. II). Questions ouvrières.* Colmar, 1879-1880. A Strasbourg, B. U., 113-992. B. N., 8°, V. 20.217 (t. I^{er} seulement).

- GRAD (Ch.). — *L'Alsace, le pays, les habitants*. Paris, Hachette, 1889, in-fol. 1.016 p., fig. et pl. B. N. Fol., LK² 3.734.
- GRAD Ch. — *Autour du Grand Ballon : Thann, Guebwiller, Ribeauvillé*. Paris, Hachette, 1888. grand in-8°, 96 p., fig., cartes. B. N., LK⁷ 33.147.
- GRAD Ch. — *Colmar et ses environs*. Paris, Hachette, 1885, grand in-8°, 1-96, 145-208, fig. B. N., 4°, LK¹ 33.186.
- GRAD Ch. — *Le Sundgau, Mulhouse et Belfort*. Paris, Hachette, 1887, grand in-8° 32-112 p., fig. B. N., 4°, LK^r 4.756.
- GIBERT A. — *La Porte de Bourgogne et d'Alsace*. Thèse, 1930, grand in-8°, xiv-639 p., fig., pl. ; cartes. B. N., LK¹ 664.
- HANAUER. — *Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*. Paris, 1876-1878.
- HERCKNER H. — *Die Oberelsässische Baumwollindustrie und die deutsche Gewerbeordnung Eine Erwiderung an meine Gegner*. Strasbourg, K.-J. Trübner, 1887, in-8°, 59 p. B. N., 8°, V. 30.240.
- Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle. Enquête centennale*. Mulhouse, Vve Bader, 1902, 2 vol., in-fol. B. N., Fol. V. 4.393.
- Histoire et statistique de l'industrie de la laine en Alsace*. Extr. Colmar et Belfort, 1879. Strasbourg, B. U., 113.997.
- LÉVY Paul. — *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine : t. I, Des origines à la Révolution française ; t. II, De la Révolution française à 1918*. 1929, B. N., 4°, Z. 2360 ⁴⁷ et ⁴⁸.
- LÉVY (Robert). — *Histoire économique de l'industrie cotonnière en Alsace*. Thèse de droit. Paris, 1912.
- MEININGER. — *Essai de description, de statistique et d'histoire de Mulhouse*.
- MOSSMANN. — *Un Industriel alsacien. Vie de F. Engel-Dollfus*. Mulhouse, 1883.
- MULLER P. — *La Révolution de 1848 en Alsace*. Paris, 1912, in-16, 247 p. B. N., 8°, Lb⁵² 109.
- MUSTON (D^r). — *Histoire d'un village*, 1882.
- Notice sur l'industrie et le commerce de l'Alsace*. Strasbourg, 1873, in-16, brochure 32 p., B. N., 8°, V. 30.238.
- Notice sur le développement des principales industries de Mulhouse depuis le début du XIX^e siècle jusqu'en 1920*. Mulhouse, Bader, 1920, 15 p.
- Notice sur l'hospice et les établissements de bienfaisance de Mulhouse*. Mulhouse, Baret, 1851. Brochure 8 p.
- PENOT (D^r A.). — *Archives de la Société industrielle de Mulhouse. Rapport sur un projet de loi réglant le travail des enfants dans les ateliers, lu à la séance du 27 décembre 1847, au nom d'une commission spéciale*. Mulhouse, 1848. A Strasbourg, B. U., M. 39.339.
- PENOT (D^r A.). — *Les Cités ouvrières de Mulhouse et du département du Haut-Rhin*. Nouvelle édition augmentée de la description des bains et lavoirs établis à Mulhouse. Mulhouse, Bader, 1867, 1 vol., grand in-8°. A Strasbourg, B. U., M. 18.390.
- PENOT (D^r A.). — *Mémoire sur le blanchiment du coton*. A Strasbourg, B. U., H. 116.019.
- PENOT (D^r A.). — *Rapport sur les eaux de la Doller*. A Strasbourg, B. U., M. 13.194.
- PENOT (D^r A.). — *Discours prononcé sur la tombe de M. Schlumberger*. A Strasbourg, B. U., M. 28.846.
- PONTEIL F. — *L'Opposition politique à Strasbourg sous la Monarchie de Juillet, 1830-1848* (thèse de lettres, 1932).
- PONTEIL F. — *La Crise alimentaire dans le Bas-Rhin, en 1847, d'après des documents inédits*. Rennes, Imprimeries Réunies, s. d.
- Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures*. Mulhouse, 1869. A Strasbourg, B. U., M. 35.785.

- RATH (Charles). — *Glossaire expliquant les noms de lieux et les légendes de l'Alsace*. B. N., 8°, LK 2 6.414.
- RATH (Liselotte). — *Zur Geschichte des industriellen Bürgertums in Oberelsass. Inaugural Dissertation zur Erlangung der Doctorwürde des philosophischen Facultät der Johann Wolfgang Goethe, Universität zur Franckfurt am Main*, 1936.
- REBOUL-DENEYROL. — *Paupérisme et bienfaisance dans le Bas-Rhin*. Strasbourg, 1858.
- Règlement de la Société industrielle de Mulhouse. Mulhouse, Baret, 1862.
- RISLER. — *Histoire de l'industrie de la vallée de Liepvre (département du Haut-Rhin)*. Sainte-Marie-aux-Mines, 1851. A Strasbourg, B. U., M. 115.834.
- SCHLUMBERGER G. — *Cercle social de Mulhouse, 1806-1906. Aperçu historique à l'occasion du centenaire de la fondation*. Mulhouse, 1907. A Strasbourg, B. U., M. 33.455.
- SCHUND (Aimé). — *Aperçu historique sur l'industrie de Guebwiller et de ses environs*. Strasbourg, 1895. A Strasbourg, B. U., M. 114.321.
- SENGENWALD J. — *De l'industrie dans le Haut-Rhin*. Wesserling-Strasbourg, s. d., à Strasbourg, B. U., M. 114.328.
- Société d'encouragement à l'épargne au profit des ouvriers de Mulhouse (compte rendus). Mulhouse, 1875. A Strasbourg, B. U., M. 102.692.
- SPACH. — *Oberlin, pasteur au Ban de la Roche*. Strasbourg, 1866.
- THIERRY-MIEG Ch. — *Rapport sur les forces morales et matérielles de l'industrie du Haut-Rhin*. Mulhouse, 1862.
- VÉRON A. — *Les Institutions ouvrières de Mulhouse*.
- WALDNER. — *Catalogue sommaire des principaux ouvrages publiés sur l'Alsace*. Corbeil, Crété, s. d., in-fol., 11 p. B. U., Fol. 9.192.
- WEYHMANN H. — *Histoire de l'ancienne industrie du fer en Alsace*. A Strasbourg, B. U., M. 35.882.

JOURNAUX

- Courrier du Bas-Rhin* (Niederrheinischer Kurier). Strasbourg, place Saint-Thomas. Paraissant tous les jours excepté le lundi.
A la B. N., 3 vol. in-fol. : 58^e année, 1845 ; 59^e année 1846 ; 61^e année, 1848. B. N. Lc 9 326. Très lu par les ouvriers.
- L'Industriel alsacien*. — Journal de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture. Mulhouse, in-folio. B. N. jo 1, 1835-1852 (la collection de la Bibliothèque Nationale est incomplète) :
Il manque pour l'année 1835, les n^{os} 1 à 23.
— — — 1836, — 2 à 13, 15-17-22-24-26-33-40-42.
— — — 1838, — 6 à 11-20 et 21, 25 à 29-31-33-35 à 37-40 à 42-46.
— — — 1839, — 1 à 34, 36-37-43 et tous les numéros suivants jusqu'à la fin de l'année.
— — — 1840, — 1 à 14-20-37, 40 t 41, 50 à 52.
— — — 1841, — 1 à 5, 10 à 26, 33 à 34, 43 à 44.
— — — 1842, — 2-8-13-14.
— — — 1843, — 52-53.
A Strasbourg, B. U., M. 400-038.

REVUES

Alsace française :

- M^{me} KAHAN-RABECQ : « Les Idées politiques et sociales des industriels alsaciens ». Mai 1937.
- M^{me} KAHAN-RABECQ : « La Propagande fouriériste en Alsace ». Octobre 1937.
- Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse* : t. I à XI, 1828-1833 ; t. XII à XXII, 1839-1850. B. N., V. 33.482 à V. 33. 506.

La Révolution de 1848 :

M^{me} KAHAN-RABECQ : « Les théories sociales du philanthrope alsacien, « Daniel Legrand ». Mars-avril-mai 1935.

M^{me} KAHAN-RABECQ : « La crise des subsistances dans le Haut-Rhin à la veille de la Révolution de 1848. — La « fête des Boulangers », à Mulhouse ». Mars-avril-mai 1937.

La Révolution française : Revue d'histoire moderne et contemporaine :

PONTEIL F. : « L'esprit d'opposition à Strasbourg entre 1830 et 1848 », 1924, t. LXXVII et LXXXVIII.

Revue d'Alsace :

GRAD : « Histoire et statistique de l'industrie en Alsace », 1879, t. VIII.

HELMER : « La Manufacture d'armes blanches établie au Klingenthal ». Rixheim, 1903.

M^{me} KAHAN-RABECQ : « La situation économique de la ville de Mulhouse, d'après les réponses à l'enquête de 1848, sur les conditions du travail industriel et agricole », 1936, t. LXXXIII.

Revue des Deux-Mondes :

REYBAUD : « La Haute-Alsace avant l'annexion et l'industrie cotonnière à Mulhouse », 1875, t. I.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
* PREMIERE PARTIE	
Le Milieu	
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Industrie dans les départements alsaciens.</i> . .	13
Importance de l'Industrie en Alsace dès 1830. Pourquoi l'Alsace est-elle devenue une grande région industrielle. Importance respective des diverses industries dans le Haut et le Bas-Rhin. Caractères de l'industrie alsacienne.	
CHAP. II. — <i>Le Machinisme. — Son introduction en Alsace.</i>	31
Perturbations amenées par le machinisme. Introduction du machinisme dans l'industrie textile : filature, tissage, impression. Dans l'industrie métallurgique, dans les industries diverses : papeterie, tannerie, meunerie. Introduction du machinisme dans l'agriculture.	
DEUXIÈME PARTIE	
Les ouvriers agricoles	
CHAP. III.	41
Importance numérique des ouvriers agricoles. Les conditions du travail. Le chômage à la campagne. Les salaires. Salaire absolu. Son évolution. Salaire relatif. Son évolution. Le budget des ouvriers agricoles. Les conditions de vie : nourriture, logement, vêtement. Instruction et moralité des ouvriers ruraux. L'antisémitisme.	
TROISIÈME PARTIE	
Les artisans. Les ouvriers des professions diverses	
CHAP. IV.	83
Ce qu'on entend par « artisans ». Importance numérique des artisans. Les apprentis et les conditions de l'apprentissage. Salaire absolu des artisans et des ouvriers des professions diverses. Les conditions du travail.	
QUATRIÈME PARTIE	
L'ouvrier paysan	
CHAP. V	99
Définition. Importance de la petite industrie en 1830. Baisse continue des salaires absolus et relatifs des ouvriers paysans entre 1830 et 1848. Les délits forestiers. L'émigration.	

CINQUIÈME PARTIE

Les ouvriers de la grande industrie

CHAP. VI. — <i>Importance numérique des ouvriers de la grande industrie.</i> . .	125
CHAP. VII. — <i>Le mouvement de la population.</i>	149
Ses origines. Ses aspects. Ses conséquences.	
CHAP. VIII. — <i>Le travail des femmes et des enfants.</i>	158
Importance des femmes et des enfants employés dans la grande industrie. Les conditions du travail des femmes et des enfants. Les salaires. La loi de 1841. La Genèse. Son application. Projet de loi en 1847.	
CHAP. IX. — <i>Les apprentis dans la grande industrie.</i>	207
CHAP. X. — <i>Les conditions du travail.</i>	212
Travail à la journée, à la pièce, à la tâche. Durée du travail quotidien. Le travail de nuit. Les industries insalubres. Santé et mortalité des travailleurs.	
CHAP. XI. — <i>Les salaires.</i>	222
Renseignements contradictoires fournis par les sources sur cette importante question. Le salaire absolu. Facteurs qui viennent modifier le salaire absolu : chômage, crises industrielles. Le salaire relatif. Son évolution. Les budgets ouvriers. Les conditions de vie des travailleurs de la grande industrie.	
CHAP. XII. — <i>Instruction et moralité des ouvriers.</i>	278
L'instruction primaire. Les progrès. L'Instruction professionnelle. L'éducation religieuse. Prostitution et concubinage. Enfants naturels. Ivrognerie. Criminalité.	
CHAP. XIII. — <i>Rapports entre ouvriers et patrons.</i>	301
Originalité du patronat alsacien. Les Institutions philanthropiques : crèches, salles d'asile, etc. Les sociétés de secours mutuels. Leur importance. Les diverses formes. Leur caractère particulier. Les coopératives ouvrières. L'encouragement à l'épargne. Les grèves et les coalitions.	
CHAP. XIV. — <i>La classe ouvrière en Alsace à la veille de la Révolution de Février.</i>	343
La crise alimentaire de 1847. La crise industrielle. La « fête des boulangers » à Mulhouse.	
CONCLUSION.	401
BIBLIOGRAPHIE	405

VU LE 7 FÉVRIER 1939 :

*Le Doyen de la Faculté de Lettres
de l'Université de Paris*

J. VENDRYES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur

l'Inspecteur de l'Académie,

G. RIMEZ.

